U d'/of OTTAWA
39003001384196

BIBLIOTHÈQUE
DES MÉMOIRES

RELATIFS A L'HISTOIRE DE FRANCE

PENDANT LE 18e SIÈCLE

AVEC AVANT-PROPOS ET NOTES

PAR M. Fs. BARRIÈRE

TOME XI

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT. — MESNIL (EURE).

MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL

DUMOURIEZ

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE LA CONVENTION NATIONALE

PAR DAUNOU

AVEC NOTICES

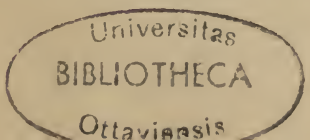
PAR M. Fs. BARRIÈRE

PARIS

LIBRAIRIE DE FIRMIN-DIDOT ET Cie

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56

1878



DC
131
.A2B6
#11
1878

INTRODUCTION.

Par une belle soirée d'été, à deux lieues de Paris, assis au bord des plus frais gazons, au milieu d'arbustes odorants, dans un délicieux séjour devenu depuis résidence royale, en 1820, un prince placé sur les premiers degrés du trône, et qui s'y est assis depuis, racontait en ces mots le spectacle qu'offrait, en Belgique, l'armée française au moment de livrer bataille à Jemmapes : « Les corps qui allaient « combattre étaient loin, » disait-il avec des souvenirs aussi fidèles qu'attachants, « d'offrir l'ensemble de troupes aguer- « ries et régulières : tout indiquait une transition et presque « une improvisation militaire. Plusieurs régiments de ligne « avaient conservé l'ancien habit blanc : les bataillons de vo- « lontaires portaient, au contraire, déjà cet uniforme bleu que « devaient illustrer les soldats de la république et de l'em- « pire. Les sentiments qui faisaient mouvoir ces masses « avaient encore, s'il est possible, moins d'accord et d'unité. « Les couleurs nouvelles étaient, pour beaucoup, plutôt ad- « mises qu'arborées; mais les habitudes guerrières s'ho- « noraient de la fidélité au drapeau, quel qu'il fût. Les vieux « corps voulaient soutenir une réputation déjà faite; les jeunes « voulaient s'en faire une. Les officiers les plus divisés d'o- « pinion n'avaient plus, devant l'ennemi, qu'une pensée : « combattre et vaincre. Il semblait que chacun à l'envi vou- « lût, par sa conduite, justifier ses principes. De tant de sen- « timents divers que dominait l'amour de l'indépendance et de la gloire, résultait, au moment de l'action, l'émulation la plus généreuse; et Dumouriez, dont la gaieté faisait naî- « tre la confiance, Dumouriez, qui reproduisait assez bien

« l'ancien régime par ses manières et le nouveau par ses « idées, nous conduisit à la victoire, sous la double influence « de l'honneur monarchique et d'un patriotisme enthou- « siaste. »

Laissons de côté le tableau des faits, des transformations, des tendances anarchiques ou politiques de l'époque. On trouvera ces détails dans les Mémoires de Dumouriez, qui d'ailleurs, écrits d'un style cavalier, ont un genre tout particulier d'intérêt : ces Mémoires offrent la plus curieuse image de ce qu'était l'état militaire, en France, avant 89. Il est bien évident que, sans les changements qui arrachaient la France à ses anciennes constitutions pour lui en donner de plus libérales, il est bien évident que, sans ces grands changements, jamais Dumouriez n'eût été général en chef. On eût laissé vieillir son expérience, son courage, son ambition, dans les honneurs obscurs de quelques commandements militaires. Les hauts emplois n'étaient point faits pour les talents sans fortune, et surtout sans nom. Les efforts même qu'avait tentés Dumouriez pour se tirer de la foule n'étaient point toujours de nature à remplacer la naissance par la considération. Les situations difficiles, j'ai presque dit douteuses, étaient alors l'écueil presque inévitable de ceux qui, n'ayant point autant d'élévation dans le caractère que de portée dans l'esprit et de témérité dans leurs vues, voulaient cependant brusquer et violer la fortune.

A qui apprendrai-je que les hauts emplois militaires étaient exclusivement alors le partage de la noblesse? Elle faisait preuve d'une valeur brillante au milieu des périls; mais enfin d'autres s'y jetaient avec elle : ces dangers étaient pour tous, les honneurs et l'avancement pour elle seule. Sa valeur indocile, téméraire et sans expérience, comme anciennement dans nos plus funestes journées, et comme à Dettingen, sous Louis XV, entraînait autant de revers qu'elle préparait de succès. Tous ces jeunes seigneurs, braves, élé-

gants, oisifs, qui passaient inopinément de la mollesse et des plaisirs dans les camps, voulaient bien en accepter les hasards, mais non la discipline et les fatigues. Nous avons vu précédemment que le colonel *qui brode*, dans le *Cercle*, n'était point une peinture plus outrée des mœurs de la profession, que celle de l'abbé *Beaugénie* proposant des énigmes dans le *Mercure galant* [1]. On s'aperçut pourtant, après les longs désastres de la guerre de sept ans, que la noblesse, donnant les grades mais non les connaissances, pourrait bien être insuffisante dès qu'il était question d'armes savantes. Par une innovation qui parut absurde alors, le maréchal de Ségur osa décider, sous Louis XVI, que les prétendants aux emplois dans l'artillerie et le génie feraient preuve de noblesse et de savoir. Qu'arriva-t-il? Chérin, le généalogiste, ne donna de titres qu'à de bons gentilshommes, et l'abbé Bossu, examinateur éclairé, scrupuleux, ne reconnut comme hommes instruits que des roturiers!

Dans une organisation militaire aussi sage, que ne devaient pas souffrir et tenter les officiers braves, intelligents, studieux, zélés, qui, privés de naissance comme Dumouriez, avaient cependant à la fois le sentiment de leurs forces et le désespoir de leur impuissance! Dans l'impossibilité de rompre ou de franchir les barrières, ils cherchaient à passer par-dessous. La bravoure, le talent, appelaient à leur aide l'adresse et la souplesse, qui trop souvent les menaient à l'intrigue. La jeunesse de Dumouriez en fournit malheureusement la preuve : on le voit lutter contre le sort avec une constance, un courage, une présence d'esprit, qui ne se démentent point un seul instant; mais dans son ardeur d'arriver, pressé par le besoin, facile sur les moyens, il prend trop aisément et de lui-même des routes *détournées*, pour ne pas dire pire. Son esprit

[1] On sait qu'il y explique, en rabat, comment le Sphinx inventa l'énigme,

Et fut cause qu'OEdipe eut la douleur amère
De faire des enfants à madame sa mère.

a peine à sauver son caractère, quand le duc de Choiseul, tout-puissant, irrité, prévenu, l'accuse en pleine audience d'être venu déguisé en capucin, de Marseille à Paris, en trois jours, pour lui surprendre une décision, et qu'il ajoute : « Vous vous êtes conduit comme un aventurier. » On applaudit à sa réponse : « Voyez mes cheveux ! sont-ils ceux d'un « capucin ? les croyez-vous repoussés d'hier ? Je suis un officier « plein d'honneur ; avec ma tête et mon épée, je trouverai du « pain partout. » Voilà le cri d'un homme de cœur ! — Le rôle qu'il va jouer presque immédiatement en Portugal dément un peu trop, il faut le dire, de si généreux sentiments [1].

Il prit une part plus honorable à la conquête de la Corse. La connaissance, précédemment acquise, des lieux et des hommes, seconda puissamment en lui la bravoure, le coup d'œil rapide, et les résolutions de l'officier. On est seulement surpris et même affligé que Paoli, qui défendait l'indépendance de son pays, ait eu pour adversaire Dumouriez, dont la gloire est d'avoir sauvé celle de la France. L'histoire est remplie de ces contradictions. Les Corses, vendus à deniers comptants par les Génois et soumis par les Français, se vengeaient du moins par un distique de leurs anciens maîtres et des nouveaux :

Francia, vicisti, profuso turpiter auro,
Armis pauca, dolo plurima, jura nihil [2]

[1] L'infériorité de sa position se fait sentir dans les bons comme dans les mauvais jours. Le duc de Brissac, qui se trouvait présent à la scène qu'on vient de lire, loua fort la réponse et la résolution de Dumouriez. Plus tard, le duc de Choiseul lui fait, en pleine audience de même, en le nommant pour servir en Corse, une éclatante réparation. Surpris de la noblesse du procédé, Dumouriez reste muet; et le duc de Brissac, qui se trouvait encore là, lui dit : « Il me semble qu tu « as plus d'esprit quand on t'injurie que « quand on te loue. » Réfléchissez à ce *tutoiement*, et voyez si le dernier des sous-lieutenants de l'armée voudrait être ainsi loué, je ne dis pas par le plus récent mais par le plus ancien de nos ducs.

[2] Un journal qui parut sous la restauration (les *Lettres normandes*) donne une traduction de ce distique, en l'appliquant à l'Angleterre :

Anglais, de vos succès voilà le vrai moyen :
L'art fit tout, l'or beaucoup, le fer peu, le [droit rien.

Sans discuter sur le mérite de l'application, toujours est-il que le dernier vers est d'un laconisme heureux.

En Pologne il fut non pas moins avisé, moins résolu, mais moins heureux. Un changement de ministre renversa ses plans et ruina la noble cause des Polonais, que le duc de Choiseul voulait défendre, et que son successeur le duc d'Aiguillon voulait lâchement abandonner. D'Aiguillon, comme on le verra, ne pardonna point à Dumouriez d'avoir retardé cet abandon. Il revient; on l'arrête, on le renferme à la Bastille. Il en donne une description curieuse, et fait un tel éloge de ses dîners, que, pour un peu, on la regretterait. La mort de Louis XV lui en ouvre les portes; il devient commandant de Cherbourg : les travaux exécutés dans ce port sont un de ses titres à la reconnaissance nationale. Cependant la guerre éclate avec l'Angleterre au sujet des États-Unis. On rassemble une armée près de Saint-Malo; M. le maréchal de Vaux est nommé général en chef. On parle d'une descente Dumouriez n'y croit pas; mais un de ses contemporains, de ses frères d'armes, le duc de Lauzun, à propos de cette armée, fait le tableau suivant de l'état-major : « L'armée comptait, en fait d'officiers généraux, « M. de Jaucourt, maréchal général des logis (j'ai ouï dire « quelque part qu'il était comme l'abbé Rognonnet, qui de sa « soutane n'avait pas su faire un bonnet); M. de Lambert, son « adjoint, s'en apercevait, et le disait tout bas à qui voulait « l'entendre. M. de Jaucourt s'en vengeait en lui faisant re- « commencer continuellement l'ingénieux ouvrage de l'em- « barquement des troupes. M. de Puységur, major général, « faisait parfaitement sa place, se moquait de ses généraux « et de ses confrères, et branlait plus de cent fois la tête en « parlant d'eux. M. le marquis de Créquy, aide de camp « de confiance du général en chef, l'aidait à nous faire une « chère empoisonnée, et employait le reste de son temps à « faire de petites méchancetés subalternes, dont quelques- « unes étaient assez piquantes. M. le comte de Coigny, sous « le caractère d'un aide de camp de M. de Jaucourt, comme

« Minerve près de Télémaque sous celui de Mentor, fu-
« mait dans l'antichambre du général pour avoir l'air d'un
« vieux partisan, et faisait des mémoires sur la guerre dès
« qu'on entrait dans sa chambre.

« Est-ce tout? M. le marquis de Langeron, lieutenant gé-
« néral, bon homme, loyalement ennuyeux, grand diseur de
« quolibets, quand il priait quelqu'un à dîner lui disait :
« *Voulez-vous venir manger avec moi un œuf coupé en*
« *quatre sur le cul d'une assiette d'étain? S'il n'y en a pas*
« *assez, je me mettrai dans un plat.* M. de Rochambeau,
« maréchal de camp, commandait l'avant-garde, ne parlait
« que de faits de guerre, manœuvrait et prenait des disposi-
« tions militaires dans la plaine, dans la chambre, sur la
« table, sur votre tabatière, si vous la tiriez de votre poche;
« exclusivement plein de son métier, il l'entend à merveille.
« M. de Caraman, tiré à quatre épingles, doucereux, minu-
« tieux, arrêtait dans la rue tous les gens dont l'habit était
« boutonné de travers, et leur donnait avec intérêt de
« petites instructions militaires; il se montrait sans cesse
« un excellent officier, plein de connaissances et d'activité.
« M. Wall, maréchal de camp, vieux officier irlandais, res-
« semblait beaucoup, avec de l'esprit, à Arlequin Balourd,
« faisait bonne chère, buvait du punch toute la journée, disait
« que les autres avaient raison, et ne se mêlait de rien. En-
« fin, M. de Crussol, maréchal de camp, violemment attaqué
« d'une maladie malhonnête, avait le cou tout de travers, et
« l'esprit pas trop droit. » (*Mémoires de Lauzun.*)

Et voilà ce qu'était l'état-major d'une armée sous l'ancien régime! Attendez. Ce rassemblement, sur les côtes de Normandie, d'une armée qui coûta cent millions, n'avait encore pour but que des plans incertains; et M. de Maurepas, un vieillard, un premier ministre, le tuteur d'un jeune roi, disait, en parlant de la descente : « Elle n'existe que dans la culotte de M. de Vaux; » parce que le vieux maréchal souf-

frait en effet d'une infirmité grave. Pauvre France! le ministère y valait l'armée.

Comment donc s'étonner de la révolution qui éclate sitôt après? Dumouriez y prend sa place, y subit le sort que doit avoir tout homme de talent dans des jours difficiles, tout homme consciencieux et sage dans des temps d'orages et de partis. Il est ministre, il est général en chef, il est victorieux, il est proscrit. Mais il a du moins la gloire d'arrêter, le premier, l'invasion qui pénètre en France; de porter, le premier, le drapeau national, le drapeau de Jemmapes sur le sol étranger.

Chose étrange! ces guerres de la révolution, que devaient signaler tant de hauts faits, commencèrent en 1792 par l'indiscipline des soldats, le massacre des officiers, et les cris honteux de *Sauve qui peut!* Jemmapes, après Valmy, rendit la confiance aux troupes et l'honneur à nos armes. Bientôt les camps ont changé d'aspect : leur enceinte ne renferme plus une multitude impatiente du joug de la subordination; le désir de vaincre rend le soldat français docile à la voix de ses chefs; sa valeur, plus réfléchie, n'en sera que plus héroïque et plus redoutable. Ceux qui avaient soutenu quelquefois *sa furie* céderont désormais à l'opiniâtreté de ses attaques, et la supériorité des troupes françaises se composera du sang-froid qui exécute les manœuvres avec précision, et de l'ardeur qui rend les mouvements décisifs par leur impétuosité.

Le soldat (on le verra par les Mémoires de Dumouriez) apprenait la guerre à la même école que ses chefs. Ceux-ci, doués du génie militaire, instruits par leurs revers autant que par leurs succès passés, combinent avec plus de prudence des plans qu'ils exécutent avec la même audace, et se montrent habiles à saisir avec calme, sur les champs de bataille, ces instants rapides qui décident presque toujours de la victoire. A peine la guerre commence, et les lieutenants

du grand Frédéric, les disciples des Daun et des Lascy, trouvent, dans les officiers français, des émules et des rivaux. Bientôt ils y reconnaîtront des vainqueurs.

Dans les combats, on ne les distinguera du soldat que parce qu'ils lui montreront les premiers le chemin de la gloire; dans les camps, ils partagent souvent ses travaux, toujours ses privations. On n'y étalera plus ce vain luxe, plus fait pour des courtisans que pour des guerriers. La pauvreté en bannit la mollesse. La justice, en présidant à la distribution des récompenses, y entretiendra l'émulation dans tous les rangs. Les dignités militaires ne dépendront plus, comme aux premières années de Dumouriez, des hasards d'un nom ou des caprices de la faveur; le mérite, le courage, sans autre appui qu'eux-mêmes, monteront et prendront leur place : les grades se donnant alors sur les champs de bataille, chacun aura, pour juges des honneurs qu'il recevra, les témoins de ses actions, ses égaux en valeur et ses rivaux de gloire. Voilà comment on fait de grandes choses, et comment une nation lègue des pages immortelles à l'histoire.

Fs. Barrière.

MÉMOIRES

DU

GÉNÉRAL DUMOURIEZ.

Non omnis moriar.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE I.

Naissance et éducation du général Dumouriez.

Ce n'est point par vanité que le général Dumouriez entreprend d'écrire les mémoires de sa vie. C'est un présent qu'il doit à ses parents, à ses amis, à ses partisans; c'est une égide qu'il oppose à ses ennemis et à ses persécuteurs; c'est peut-être une leçon très-instructive qu'il laisse à ses contemporains et aux siècles suivants. Dans le tableau très-varié d'une vie fort active, il ne se retrace aucun trait qui puisse le faire rougir. Il est homme, il a souvent commis des fautes; il se reproche même des erreurs: mais il n'a aucun crime à se reprocher; jamais il ne s'est abandonné à aucun vice, jamais il n'a varié dans ses principes; et ses erreurs n'ont tenu qu'à des opinions exagérées par le désir du *mieux*, qui souvent nuit au *bien*.

Sans vouloir se comparer à un aussi grand homme que Phocion, il a éprouvé comme lui que *la fortune qui combat contre les gens de bien leur attire souvent des plaintes, des repro-*

ches et des calomnies, au lieu des honneurs et des récompenses qu'ils méritent par leurs grands travaux, et diminue la confiance qu'on doit à leur vertu. Comme il a été peu sensible à la prospérité, il est resté froid dans les revers; il oppose à toutes les situations de sa vie son caractère et sa philosophie. Désabusé d'une liberté chimérique qui ne peut produire que des excès et des crimes, il croit que tous les gouvernements, excepté la démocratie outrée, peuvent faire le bonheur des peuples; que l'homme de bien est seul libre; que les méchants sont tous esclaves. Les crimes et l'anarchie qui désolent sa malheureuse patrie l'ont douloureusement convaincu de cette vérité; il y trouve aussi la preuve d'une grande maxime de Plutarque : c'est que *la vertu consiste dans un juste milieu également éloigné des deux extrémités.* Il en est de même du bonheur, soit particulier, soit public. Un peuple qui abuse de la liberté est un monstre féroce, dont les excès et les caprices sont tôt ou tard réprimés par des chaînes pesantes. Il s'attend donc à voir sa patrie assujettie à des calamités encore plus grandes, et ce tableau fera le malheur du reste de sa vie.

Charles-François Dumouriez est né à Cambrai le 25 janvier 1739. Il descend de la branche cadette d'une famille noble parlementaire de Provence, connue sous le nom de Duperier. Une Anne de *Moriès*, ou *Mouriès*, aussi de famille noble, ayant épousé un François Duperier, bisaïeul du général Dumouriez et son grand-père paternel, ayant eu de deux lits vingt-quatre garçons et huit filles, plusieurs individus de cette nombreuse famille adoptèrent le nom de *Mouriez*, qui, par corruption parisienne, a été changé en Dumouriez. Le père du général était un de ceux qui portaient ce nom, qu'il honorait; son fils n'a jamais voulu le quitter, pour reprendre le nom de famille de Duperier.

Son père, après avoir commencé à servir dans le régiment de Picardie, où ils étaient sept frères à la fois, obtint en 1733 une charge de commissaire des guerres, en épousant une demoiselle de Châteauneuf, cousine germaine du fameux lieutenant général Bussy, qui est mort dans l'Inde, pendant la dernière guerre, commandant de l'armée française. Dumouriez est le cadet des deux sœurs, dont l'une est abbesse de Fervaques à Saint-Quen-

tin; l'autre est veuve du baron de Schomberg, ou Schonberg, Saxon, mort lieutenant général au service de France.

L'enfance de Dumouriez a été très-pénible. Il est resté noué jusqu'à l'âge de six ans et demi, traîné dans une chaise roulante, et entièrement emmaillotté de fer. On ne connaissait pas encore en France le système d'éducation de Jean-Jacques Rousseau, qu'on a ensuite porté à l'excès, parce que les Français outrent tout. La nature croissait à rebours dans cette prison de fer, l'enfant était rachitique, de mauvaise humeur, abandonné, parce qu'on désespérait de lui sauver la vie.

Par bonheur, un chantre de la cathédrale de Cambrai, qui enseignait la musique à ses sœurs, eut pitié de cet enfant, l'emporta chez lui, le délivra de ses fers. L'enfant, qui ne pouvait pas se soutenir sur ses reins, marcha pendant plusieurs semaines sur ses mains, reprit de la force, se redressa, et, contre toute apparence, est devenu très-robuste, et susceptible des plus grandes fatigues et des plus grands travaux. Ce second père était un prêtre respectable, nommé l'abbé Fontaine; il est mort fort âgé, chanoine de Cambrai. Outre tous les soins physiques qu'il prenait pour son pupille, qui est resté trois ans chez lui, il formait son âme, et la modelait sur la sienne, qui était bonne et vertueuse.

A neuf ans et demi Dumouriez rentra chez son père, qui était un des hommes les plus instruits et les plus vertueux de France. Il avait perdu sa mère; alors il était fort jeune; et tout ce dont il se rappelle, c'est qu'à son enterrement l'abbé Fontaine fut obligé de l'enlever dans le moment où il se précipitait dans sa fosse. Son père se chargea de lui apprendre le latin, et le mit en état en six mois d'entrer en *troisième*. Alors il l'envoya à Paris, au collége de Louis le Grand. Cet homme respectable n'avait alors que huit mille livres de rente; il en sacrifiait quinze cents à l'éducation de son fils, et autant à celle de ses deux filles.

Il resta trois ans dans ce collége, et en sortit en 1753, après avoir fait sa rhétorique. Son père le reprit chez lui jusqu'en 1755, lui enseigna lui-même l'anglais, l'italien, l'espagnol et le grec, et lui donna un maître d'allemand. Il lui montra en même

temps les mathématiques, l'histoire et la politique. Madame de Schomberg, qui était encore fille, partageait cette éducation avec son frère, outre la musique, dans laquelle elle est devenue très-habile.

Quant à lui, son père ne voulut jamais permettre qu'il s'appliquât ni à la musique ni à la peinture, quoiqu'il y montrât beaucoup de goût et d'aptitude. Il tourna toute son éducation du côté utile, en y sacrifiant absolument l'agréable. Lui-même était cependant peintre, musicien et poëte. C'est lui qui a traduit ou imité en vers français le poëme de *Richardet,* ouvrage plein de bon goût, de gaieté et de philosophie [1]. Il avait encore une autre opinion fort singulière : il prétendait que la mémoire usait l'esprit et rendait la conception paresseuse ; il ne voulut jamais permettre que son fils apprît rien par cœur : il voulait qu'il lût, comparât, méditât, et eût des idées à lui ; il lui faisait faire beaucoup d'analyses, et cherchait à lui rendre le jugement droit et juste.

Dumouriez avait acquis au collége une passion presque désordonnée pour la lecture. Les jésuites qui étaient chargés de son éducation lui voyant une âme ardente, avaient cherché, par cette passion, à l'enrôler dans leur ordre. L'Histoire de l'Église, du P. Maimbourg ; l'Histoire du Canada et du Japon, du P. Charlevoix, et surtout les charmantes Lettres édifiantes, lui avaient inspiré le plus grand désir de voyager ; et il croyait ne pouvoir le satisfaire qu'en se faisant jésuite, pour devenir missionnaire. Ce fut la première chose qu'il annonça à son père en sortant du collége. Celui-ci était trop philosophe pour irriter la passion de son fils en la contrariant. Il se servit, pour la combattre, des mêmes armes que les jésuites. Il mit à sa portée, sans affectation, les Lettres provinciales, la Morale des jésuites, l'A-

[1] Le poëme de *Richardet* est l'ouvrage de Fortiguerra ou Forteguerri, auteur italien. Il est divisé en trente chants, que le père du général Dumouriez réduisit à douze dans sa traduction, publiée à Liége en 1766. Par une fidélité singulière, le traducteur s'assujettit à rendre les octaves italiennes par des strophes qui sont également de huit vers. Malgré cette gêne continuelle qu'il s'était imposée, ses vers sont agréables et faciles.

La traduction de *Richardet* n'est pas le seul ouvrage de Dumouriez, père du général. Il a publié diverses traductions de comédies italiennes, espagnoles et anglaises. On a encore de cet écrivain un recueil de poésies fugitives, une tragédie de *Démétrius*, et un opéra de *Griselidis*. Aucune de ces productions n'est dépourvue de mérite.

(*Note de l'éditeur.*)

nalyse de Bayle, quelques ouvrages de Voltaire, des voyages particuliers, des mémoires militaires, l'Histoire ancienne de l'abbé Rollin, les historiens latins et grecs, Plutarque et Montaigne. Dumouriez dévora tous ces livres. Comme toutes les heures du jour étaient prises par ses études, il y passait ses nuits : et c'est dès lors qu'il s'est accoutumé à ne dormir que très-peu.

Son père fut sept ou huit mois sans lui parler de son projet de se faire jésuite. Un jour, après une conversation très-philosophique : « Il est temps, mon fils, lui dit-il, de savoir quel parti vous voulez prendre : je ne suis pas riche; et comme votre résolution, quelle qu'elle soit, entraînera des dépenses, il faut que je la connaisse d'avance, pour retrancher toutes les autres. — Mon père, lui répondit Dumouriez en se jetant à son cou, je serai tout ce que vous voudrez, excepté moine. » Il n'en fut plus jamais parlé, et son père ne se permit pas même la moindre plaisanterie sur cette vocation si ardente, et si promptement dissipée. Mais il est toujours resté lié avec les pères de cet ordre qui avaient travaillé à son éducation. Les jésuites avaient le grand talent d'élever l'âme de leurs disciples par l'amour-propre, et d'inspirer le courage, le désintéressement, et le sacrifice de soi-même.

Son père n'aimait point son état de commissaire des guerres, quoiqu'il le remplît avec beaucoup de talent. Son âme grande, fière et très-austère, détestait des détails petits en eux-mêmes, et dangereux pour la probité. Il avait toujours regretté l'état militaire, qu'il avait quitté par la nécessité de se faire un sort; il ne souhaitait pas que son fils unique embrassât cet état périlleux; il aurait désiré qu'il se mît dans la carrière politique, ou dans la robe. Leur unique contestation pour la robe portait sur ce que ce fils voulait bien être avocat, mais point conseiller : le premier était plus glorieux, le second plus honorable. Dans l'incertitude du choix, il se mit à étudier à la fois le droit public et les lois civiles, et il fut décidé que, pour plaire à son père, il renoncerait au métier des armes.

Il fallait cependant développer les qualités physiques, et apprendre à monter à cheval et à manier une épée. Son père ne craignit pas qu'il oubliât rien, n'ayant jamais rien appris par

cœur : il n'avait pas besoin de lui recommander la lecture; c'était sa passion favorite. Il l'envoya à Versailles auprès d'un de ses oncles, premier commis des bureaux du duc de la Vrillière. Il monta au manége de la vénerie, il apprit à faire des armes avec les pages du roi. Cette partie d'éducation, qui ne coûta que quelques légers présents aux différents maîtres, dura un an. Il lisait la nuit, et, hors des heures de ses exercices, il allait, par désir de s'instruire, travailler avec son oncle. Il apprit dans ce bureau beaucoup de détails sur l'administration intérieure de la France. Au bout d'un an, étant devenu très-hardi cavalier et très-fort aux armes, il alla rejoindre son père à Saint-Germain en Laye, où il perfectionna son éducation sous cet excellent maître pendant toute l'année 1756.

La guerre de sept ans se déclara; alors il s'agissait d'aller *bravement,* entre cinq ou six puissances, dépouiller le roi de Prusse. Le prince de Soubise fut chargé de ce soin. Le maréchal d'Estrées fut chargé, avec cent mille hommes, d'aller conquérir le pays d'Hanovre. Le père de Dumouriez fut nommé un des commissaires des guerres de cette armée; il se fit agréger son fils, qui ne voulait pas le quitter, et qui avait dix-huit ans. Ils partirent tous les deux de Saint-Germain en Laye le 8 février 1757, pour se rendre à Maubeuge, faisant des vœux pour le grand Frédéric.

Deux jours avant leur départ, arriva l'assassinat de Louis XV par Damiens. La nouvelle en vint à Saint-Germain en Laye à sept heures du soir. Il gelait à pierre fendre. Tout le monde courut avec effroi et désespoir à Versailles. Ils y arrivèrent sans chapeau et sans épée à neuf heures du soir. L'amour des Français pour leur roi, leur consternation, leur attendrissement, formaient le spectacle le plus touchant. Cependant ce roi était avili par la débauche, et se laissait gouverner par une maîtresse impérieuse, qui rendait les peuples malheureux pour faire la fortune de quelques favoris. Mais le peuple français était bon et sensible, sans qu'on pût lui reprocher d'être vil et lâche. Il était patient, mais il n'était pas esclave; et sous les plus mauvais rois il ne l'a jamais été.

Ce même peuple a égorgé depuis, avec une joie barbare et une

injustice atroce, le petit-fils de Louis XV, qui n'avait aucun de ses vices, et qui ne lui ressemblait que par sa faiblesse. Ce peuple était-il tyrannisé quand il a commis le crime qui le déshonore? Non. Il était *souverain*, et il abusait de ce titre. Est-il libre depuis cette catastrophe? Non. Il tremble tout entier sous la guillotine, et il est courbé sous le despotisme de cinq à six cents hommes de la lie de la nation. Par où finira ce nouveau genre de despotisme? Par avoir un roi, après avoir passé par toutes les calamités, plus ou moins longues, d'une anarchie absurde.

CHAPITRE II.

Guerre de sept ans.

Arrivés à Maubeuge, Dumouriez père et fils se joignirent à deux aides-maréchaux des logis de l'armée, pour préparer les marches d'une colonne commandée par le comte de Saint-Germain. Le rendez-vous de l'armée était dans le pays de Clèves. L'un de ces deux officiers d'état-major, nommé Montazet, était plein de talent et d'activité; l'autre était ignorant et paresseux. Ils étaient à cheval, les deux commissaires dans une bonne voiture; la saison était rude, la terre couverte de neige. L'échange fut bientôt fait. L'officier monta en voiture, Dumouriez monta ses chevaux. Montazet, qui avait fait les campagnes des Pays-Bas sous le maréchal de Saxe, les lui racontait en les lui expliquant sur le terrain; en revanche, le jeune homme l'aidait avec zèle dans les détails de ses importantes fonctions, et en apprenait les premiers éléments sous ce bon chef.

Arrivés à Vésel, ils furent attachés à la division du marquis d'Armentières, mort depuis maréchal de France. Ce général portait le courage jusqu'à la témérité. Trouvant à Dumouriez de l'intelligence et de la volonté, il l'employa comme son aide de camp. Après la bataille d'Hasteinbeck, le père du jeune homme fut chargé d'aller prendre l'administration de l'Ost-Frise avec le marquis Dauvet, maréchal de camp, deux bataillons et

quatre escadrons de dragons. Son fils fut obligé de quitter son cher général, et de l'accompagner. Un lieutenant général autrichien, nommé le comte de Pisa, vint d'Anvers prendre le commandement de l'Ost-Frise avec deux bataillons impériaux de Platz et de Charles-Lorraine. Le général Dauvet partit, et les troupes françaises restèrent à ses ordres. Dumouriez reprit ses fonctions de commissaire des guerres. Le duc de Broglie, actuellement maréchal de France, alla attaquer Brême [1].

Dumouriez fut envoyé par son père auprès de ce général pour concerter la levée des contributions. Il le trouva attaquant deux villages près de cette ville; entraîné par son ardeur, il alla joindre une compagnie de grenadiers de la légion royale, commandée par Saint-Victor, excellent officier, mort depuis lieutenant général. Le village, qui, autant qu'il s'en souvient,

[1] Le duc de Broglie, dont parle ici Dumouriez, est père d'une famille illustre et nombreuse, dont quelques membres vivent encore. C'était un des habiles capitaines de son temps, où l'on en comptait peu. Voltaire, qui n'était pas prodigue d'éloges, l'a peint dans ces vers du *Pauvre Diable :*

Du duc Broglie osez suivre les pas.
Sage en projets, et vif dans les combats,
Il a transmis sa valeur aux soldats;
Il va venger les malheurs de la France :
Sous ses drapeaux marchez dès aujourd'hui,
Et méritez d'être aperçu par lui.

Il était né en 1718. Ses succès dans les campagnes d'Italie furent récompensés par le grade de général en chef des armées françaises, honneur qu'il justifia pendant la guerre de sept ans. Le maréchal de Broglie, qui avait vieilli dans les camps sous le régime de l'ancienne monarchie, était moins porté que tout autre à renoncer à d'anciennes idées, et à se jeter dans le parti des réformes : aussi la révolution française n'eut-elle point de plus grand adversaire. Gouverneur du pays Messin en 1789, il fut appelé à Versailles, et mis à la tête des troupes que la cour rassemblait alors autour de Paris, sous le prétexte de protéger la liberté des états généraux. On sait quels furent les effets de ces imprudentes manifestations. Le duc de Broglie, nommé ministre de la guerre le 12 juillet, quitta la France deux jours après, à la suite du 14, et ne l'a point revue. On raconte qu'en 1790, ayant été dénoncé comme conspirateur et menacé de subir la loi portée contre les émigrés, il fut défendu avec la plus honorable chaleur par son fils aîné (Claude-Victor), prince de Broglie, membre de l'assemblée nationale, qui ne partageait point ses opinions, et avec lequel, pour cette cause, il avait rompu depuis longtemps toute relation de famille. Les efforts touchants que Victor de Broglie tenta pour sauver son père, obtinrent un succès qui fut détruit par l'inflexibilité du maréchal. Celui-ci désavoua les démarches de son fils, repoussa les faveurs de l'assemblée, et s'attacha plus que jamais au parti des princes français. En 1792, il commanda des corps d'émigrés; il fut membre du conseil de régence après la mort de Louis XVI. Il servit en Angleterre et en Russie. Un biographe prétend qu'en 1801 il était sur le point de rentrer en France, sur l'invitation du premier consul, lorsque sa mort, arrivée à Munster à l'âge de 86 ans, l'empêcha de réaliser ce projet. Le fils aîné du maréchal de Broglie a péri sur l'échafaud le 27 juin 1794. Son second fils, le prince de Broglie, était membre de la chambre des députés sous la restauration. Maurice de Broglie, ex-évêque de Gand, son troisième fils, réfugié en France, y est mort le 20 juillet 1821. Claude-Victor a laissé un fils, M. le duc de Broglie, neveu des deux derniers, qui siége à la chambre des pairs parmi les membres les plus éclairés de cette assemblée.

(*Note de l'éditeur.*)

se nomme Osterwick, fut emporté; il y reçut une contusion et plusieurs balles dans ses habits. Il revint ensuite remplir sa mission auprès du duc de Broglie, qui l'exhorta fort à quitter son état plumitif pour servir comme militaire.

De retour à Embden, il trouva le général Pisa très-inquiet. Dix-sept bâtiments de guerre anglais venaient d'arriver, et paraissaient menacer cette place. Il y avait peu d'ingénieurs. Dumouriez s'offrit, et traça plusieurs batteries sur les digues, et dans la petite île de Nesserland, en avant du port. Les Anglais s'en allèrent, et on cessa les travaux. La honteuse retraite d'Hanovre se fit dans l'hiver de 1757 à 1758. L'abandon de l'Ost-Frise s'ensuivit. Dumouriez, pendant la retraite, se tint à l'arrière-garde, qui fut inquiétée près de Rhède, dans le pays de Munster. Il revint à Saint-Germain en Laye avec son père, qui était malade de la gravelle. Il n'avait négligé pendant cette campagne aucun des détails de l'administration des armées, ce qui lui a été très-utile par la suite. Mais il avait contracté une répugnance invincible pour son état, et une vocation décidée pour celui de la guerre.

Son père était malade, et ne pouvait plus être son guide. Il va un matin, à la fin du mois de janvier 1758, trouver à Versailles M. de Cremilles, lieutenant général, directeur du département de la guerre sous le maréchal de Belle-Isle. Le maréchal aimait beaucoup son père, dont M. de Cremilles était ami intime. Il lui fait le détail de sa campagne, lui avoue ses répugnances, et le prie de lui procurer une cornette de cavalerie, parce qu'ayant déjà dix-neuf ans, il est trop âgé pour prendre la queue d'un régiment d'infanterie. M. de Cremilles, après quelques légères observations, le présente au ministre, qui en parle au vicomte d'Escars, colonel d'un régiment de cavalerie, qui promet la première place vacante. Dumouriez va retrouver son père, lui dit ce qu'il a fait, a le bonheur d'être approuvé, et se prépare à aller servir comme volontaire, en attendant l'emploi promis. Dans l'excès de sa joie, il dit alors à son père : « Vous me rendez heureux. Mais comme j'entre tard au service, je ne perdrai point de temps : je vous jure que je serai tué, ou chevalier de Saint-Louis dans quatre ans. » Cela n'était pas

rassurant pour un père qui s'était donné autant de soins pour son fils unique. Il tint parole.

Ce régiment avait la plus grande réputation de valeur depuis sa création. Il portait pour devise dans ses étendards : *Fais ce que dois, advienne que pourra.* Dumouriez en a fait sa maxime toute sa vie. A la bataille de Rosbach ce corps avait été si maltraité, après avoir enfoncé les gardes du corps du roi de Prusse, le marquis de Castries combattant à sa tête, que sur huit capitaines il n'en était resté que quatre vivants, qu'il n'en était revenu que cent cavaliers, dont trente seulement, et un seul officier sans blessures. On l'avait envoyé en basse Normandie pour se refaire ; et il y avait travaillé avec tant d'ardeur, qu'au mois de mai 1758, lorsque Dumouriez le joignit, il était presque complet et très-beau. En arrivant il trouva douze autres volontaires qui s'y étaient attachés, dont même plusieurs avaient fait la première campagne : cela recula ses prétentions, et il servit pendant six mois comme simple cavalier.

L'éducation vigoureuse et variée qu'il avait reçue de son respectable père lui donnait beaucoup d'avantages sur ses camarades. Il s'était fait une petite bibliothèque qui l'a toujours suivi à la guerre, composée de la *Bible,* des *Essais* de Montaigne, d'Horace, des *Commentaires* de César, de Montecuculli, du *Parfait capitaine* du duc de Rohan, des Mémoires de Feuquières, de la Géométrie de le Blond. Il relisait et étudiait continuellement ces livres, y joignant la lecture de tous ceux qu'il pouvait se procurer en plusieurs langues. Il vivait souvent seul, et, sans se refuser les plaisirs, il a toujours évité les cafés, les billards, le jeu, les sociétés de garnison, en un mot, toutes les ressources de l'oisiveté, dont il n'avait pas besoin. Cependant son caractère ouvert et très-gai prévenait la jalousie, et il n'a jamais eu d'ennemis parmi ses camarades.

Le régiment d'Escars fut bientôt tiré du repos dont on avait cru le faire jouir en Normandie. Les Anglais prirent Cherbourg, par la lâche ineptie d'un maréchal de camp nommé Raimond [1].

[1] « Le 6 août 1758, dit un historien, quinze mille Anglais débarquèrent près de Cherbourg ; deux régiments défendaient seulement cette ville. Trop faibles pour résister à l'ennemi, ils le laissèrent entrer sans remuer. Les Anglais profitè-

On rassembla une petite armée à Valognes; elle fit une petite guerre assez mal entendue dans la forêt de Cherbourg, où Dumouriez prit un officier de dragons anglais. Ceux-ci se rembarquèrent, et allèrent se faire battre à Saint-Cast en Bretagne. Les régiments de Bourbon et d'Escars eurent ordre de retourner en Allemagne, où ils arrivèrent à la fin de l'année; ce fut alors qu'il reçut son brevet d'officier.

En 1759, le régiment fit la campagne sous les ordres du marquis d'Armentières, qui caressa son ancien aide de camp. Il était chargé, avec sept à huit mille hommes, de secourir Munster, où le général Boisclereau se couvrait de gloire, et effaçait celle du marquis de Gaillon, qui commandait dans la place. Le général Imhoff, Hanovrien, couvrait ce siége avec un corps un peu plus fort que celui du marquis d'Armentières, qui se conduisit très-bien, et eut trois actions brillantes : le passage de la Lippe à Halteren, devant le général Imhoff, qu'il déposta, et les combats d'Emsdetten et d'Albachten, pendant lesquels il fit entrer un grand convoi dans Munster. Dumouriez eut une contusion à la hanche, d'une balle de carabine, au combat d'Emsdetten. Cependant Munster capitula après un siége mémorable, et on entra en quartiers d'hiver. Ils furent troublés par la marche du prince Ferdinand sur la Hesse et Francfort; et le régiment d'Escars se porta dans le petit comté d'Hackenbourg en Westphalie, où l'on fit la guerre tout l'hiver.

Le père de Dumouriez avait été nommé, pendant cette campagne, intendant de l'armée du maréchal de Broglie. Il se brouilla avec le comte de Broglie, maréchal général des logis de l'armée de son frère. Tous deux ardents et altiers, le chef de l'état-major et l'intendant ne purent pas s'accorder. L'intendant fut sacrifié au vainqueur de Bergen, et remplacé par le fameux Foulon, une des premières victimes de la révolution française en 1789.

Cette disgrâce du père de Dumouriez fut compensée par un héritage de cinquante mille écus, qui lui arriva lorsqu'il s'y attendait le moins. Le maréchal de Belle-Isle lui avait donné le

rent d'un séjour de trois jours pour combler le bassin de ce port, emportèrent les cloches et les canons, et se rembarquèrent précipitamment le 15 août, au moment même où des forces respectables s'approchaient pour réprimer leur piraterie. » *l'éditeur.*)

département de Paris, comme commissaire ordonnateur; sa santé était devenue très-mauvaise. Il acheta une petite terre près de Saint-Germain en Laye, où il se retira avec sa fille, qui épousa en 1764 le baron de Schomberg. Il a vécu philosophiquement dans la retraite jusqu'à sa mort, au commencement de 1769. Malgré un grand fonds de philosophie, son état maladif, le souvenir de beaucoup d'injustices qu'il avait essuyées, un caractère trop vif et trop sensible, lui avaient donné sur la fin de sa vie un fond de misanthropie et de dureté qui faisait son malheur et celui de ses entours. Né avec le génie, ayant acquis les talents convenables aux plus grands emplois, il avait été déplacé par le hasard de sa naissance; et il n'a pas été heureux, parce qu'il a conservé jusqu'à sa mort une ambition contrariée par la médiocrité de son état. Il était brave, noble, généreux, d'une probité austère; mais, quoique réunissant de vastes connaissances à tous les talents agréables, il n'était ni souple ni complaisant, et son caractère antique l'a toujours rendu désagréable aux distributeurs des grâces d'une cour corrompue; ils l'ont toujours comblé de marques d'estime et d'aversion.

En 1760, le régiment d'Escars fut de l'armée du comte de Saint-Germain. Celle du maréchal de Broglie partit de Francfort pour entrer en Hesse; et quoiqu'il eût été plus utile de faire opérer séparément celle de Saint-Germain, la jalousie du maréchal lui prescrivit de venir se réunir à lui. La jonction se fit dans les plaines de Corbach, après un combat dont le comte de Saint-Germain eut tout le fardeau, et dont le maréchal se donna tout l'honneur. Ce combat fut assez insignifiant par lui-même, ainsi que ceux de Wolfhagen et de Volkmüssen, que l'armée de Saint-Germain donna peu de jours après. Le prince Ferdinand, quoique très-inférieur au maréchal de Broglie, se tint toujours à sa vue, et battit tour à tour sa droite du corps des Saxons sur la Fulde, et sa gauche à Warbourg. Cette gauche était une partie de l'armée de Saint-Germain, qu'on avait démembrée. Le maréchal avait tant fait, que ce général, qui n'était qu'un simple gentilhomme, ce que les gens de la cour appelaient un *officier de fortune*, fut disgracié, et passa au service de Danemarck. Dumouriez y perdit un bon protecteur.

D'une partie de son armée on avait formé une division de dix-huit mille hommes ; elle formait la gauche de l'armée du maréchal, que le prince Ferdinand tenait en échec dans son camp de Corbach, en occupant celui de Sachsenhausen dans la même plaine. Le maréchal détacha cette division aux ordres du chevalier du Muy, lieutenant général, mort depuis ministre de la guerre et maréchal de France, pour aller au loin tourner la droite du prince Ferdinand, en passant la Diemel à Warbourg. Le prince Ferdinand lui avait opposé un corps de quinze mille hommes, aux ordres du général Sporken. Le 30 août, il le renforça de vingt-cinq mille hommes commandés par le prince héréditaire, actuellement duc de Brunswick [1]. Le 31 août, le général du Muy fut attaqué, enveloppé et battu complétement, avec perte de six mille hommes. Dans la retraite qui se fit au travers de la Diemel, Dumouriez rallia autour d'un étendard de son régiment, porté par un de ses camarades, nommé Martigny, deux cents chevaux de différents régiments, sauva une batterie de cinq pièces de canon de douze livres, commandée par un brave lieutenant-colonel d'artillerie, son ami intime, nommé Russy, et couvrit la retraite de la brigade suisse d'Yenner, et surtout du régiment de Lochmann, qui se conduisit héroïquement, et dont le premier bataillon fut pris dans la Diemel. Il eut un cheval blessé sous lui, et reçut deux contusions de coups de feu, l'une au

[1] Le duc de Brunswick est l'un des plus célèbres généraux que la Prusse ait produits. Sa carrière politique peut être divisée en deux parties : jusqu'à la révolution française il n'eut point d'égal en courage ; sa bravoure et ses talents contribuèrent puissamment à l'issue de la guerre de sept ans. Il n'avait souvent besoin que de se montrer pour commander la victoire. Son génie n'était point borné aux succès militaires : on le comptait parmi les princes les plus instruits du continent. Mais la fortune de cet illustre capitaine devait échouer devant celle des guerriers de la république française, et plus tard devant l'étoile de Napoléon. L'opposition qu'il manifesta contre la révolution française ; l'imprudent manifeste qu'il lança contre une nation tout entière, et dont les expressions outrageantes ne firent qu'enflammer le courage de nos armées ; une hésitation, une mollesse dans l'exécution, qui s'accordèrent mal avec la jactance de ses menaces ; toutes ces circonstances devinrent le signal de revers non interrompus *. A dater de cette époque, ses talents parurent l'abandonner. Il en manqua surtout à la bataille d'Iéna, qui répara si glorieusement pour nos armes l'affront de Rosbach. Atteint d'un coup de feu dans les yeux, ses derniers regards crurent assister à la ruine de la monarchie prussienne. Le duc de Brunswick ne survécut pas longtemps à cette défaite. Il mourut à Altona le 10 novembre 1806.

(*Note de l'éditeur.*)

* Le célèbre manifeste fut signé à Mayence, dans une charmante résidence appelée *la Favorite*. Cette résidence est, de nos jours, un jardin public, qui jouit des plus beaux points de vue sur le Mein et le Rhin.

genou droit, l'autre à la tête. Il reçut une gratification de cent écus, dont il donna la moitié à sa compagnie.

Pendant que le maréchal de Broglie *jouait aux barres* avec cent vingt mille hommes, dans le pays de Cassel, contre le prince Ferdinand qui en avait environ quatre-vingt mille, on n'avait point laissé de troupes sur le bas Rhin. Aussitôt après avoir gagné la bataille de Warbourg, le prince héréditaire se détache rapidement avec vingt mille hommes, traverse le comté de la Marck, et va assiéger Vésel, où il n'y avait rien de prêt pour soutenir un siége, pas une palissade, et pour toute garnison le régiment de Reding suisse, très-incomplet, avec un bataillon de milices de Saint-Denis, et cent hommes d'une compagnie franche à cheval. Si le prince héréditaire eût suivi dans cette expédition la brillante impétuosité qui le distinguait alors sur tous les généraux de l'armée ennemie, et s'il eût brusqué la place, il l'eût emportée : il voulut être méthodique, et il perdit un temps précieux.

Le marquis de Castries avait pris le commandement de la division battue à Warbourg : il avait plus de chemin à faire que le prince héréditaire; mais avec une promptitude étonnante il arriva à Cologne, il fut joint à Creveldt par quelques régiments arrivant d'un camp que nous avions à Nieuport, pour couvrir la Flandre autrichienne contre les escadres anglaises. Il fit partir un excellent officier de troupes légères, nommé Sionville, avec un détachement de cinq cents hommes, qui, s'embarquant à Cologne, descendit jusqu'à Vésel, et eut le bonheur de se jeter dans la place, malgré le feu des batteries ennemies.

Le prince héréditaire, pour réparer sa faute, passa le Rhin, vint attaquer les Français à Clostercamp, les surprit la nuit dans leur camp, les aurait battus sans la résistance de Fischer dans l'abbaye, et sans la vigueur du comte de Rochambeau[1], colonel du régiment d'Auvergne, repassa le Rhin après avoir été repoussé, leva le siége de Vésel, et fit une fort belle retraite[2].

[1] Depuis, l'un des chefs les plus renommés des armées républicaines. Le comte de Rochambeau contribua, avec M. de la Fayette, à l'indépendance de l'Amérique septentrionale. (*Note de l'éditeur.*)

[2] Ce fut au combat de Clostercamp que le brave d'Assas, capitaine au régi-

La veille de cette bataille, pendant que l'armée française marchait pour prendre son camp le long du canal Eugène, la gauche à Clostercamp, le centre à Campen-Bruck, la droite vers Rhinberg, Dumouriez, qui était d'ordonnance auprès du comte de Thiars [1], maréchal de camp, fut envoyé, par ce général, de la colonne de gauche à la colonne de droite de l'armée. Il arrive en avant des colonnes, rencontre des grenadiers à cheval de Fischer et des dragons de Beaufremont, traverse le canal avec eux, longe le canal pour se porter à la droite, toujours à leur vue, et est assailli par une vingtaine de hussards ennemis. Il se défend, en appelant à son secours; mais les coquins s'enfuient; il met deux hussards hors de combat, son cheval tombe mort sous lui, et pour surcroît de malheur son étrier gauche, qui était d'un fer mou, se reploie sur son pied par le poids du cheval. Il dégage sa jambe, mais il se trouve retenu par le pied, et soutient, dans cette position, un combat de quatre à cinq minutes contre des furieux.

Il se blottit entre une haie qui se trouvait derrière lui et son cheval, blesse encore trois hommes et plusieurs chevaux. Ces barbares s'éloignent hors de la portée de son sabre, l'entourent, et lui tirent presque à bout portant des coups de carabine et de pistolet, dont un lui enlève le doigt du milieu de la main droite, lui casse la poignée de son sabre, et le désarme; un autre lui brûle les sourcils, les paupières et les cheveux, et lui farcit le visage de grains de poudre. Dans le moment où il al-

ment d'Auvergne, donna, dit-on, un admirable exemple de dévouement, dont la postérité la plus reculée conservera religieusement le souvenir. Le maréchal de Castries, se doutant d'une surprise que méditait l'ennemi, l'envoya à la découverte pendant la nuit. A peine avait-il fait quelques pas dans un bois voisin, que des grenadiers ennemis l'environnent, le saisissent à peu de distance de son régiment, et, lui présentant la baïonnette, l'avertissent que, s'il fait le moindre bruit, il est mort. D'Assas semble d'abord obéir, mais il ne s'est recueilli un moment que pour mieux renforcer sa voix. Il crie : *A moi, Auvergne! voici les ennemis;* et tombe percé de coups. Cette action sublime fut récompensée autant que de pareilles actions le peuvent être. Louis XVI accorda une pension de mille livres aux aînés de la famille de d'Assas. Sous le régime impérial, une colonne a été élevée sur le lieu où mourut le brave capitaine du régiment d'Auvergne. Ses dernières paroles en forment l'inscription. On regrette que les mémoires militaires du général Rochambeau, rédigés par M. Luce de Lancival, jettent des doutes sur la réalité d'une si belle action. On doit à M. Gatteau, de l'Institut, une très-belle statue de d'Assas.

(*Note de l'éditeur.*)

[1] Frère de M. le général Thiars, membre de la chambre des députés.

(*Note de l'éditeur.*)

lait certainement succomber, arrive un ange tutélaire, le baron de Behr, aide de camp du prince héréditaire. Ce prince était en reconnaissance, ces hussards étaient de son escorte; le baron de Behr est obligé de mettre le sabre à la main pour les empêcher de massacrer Dumouriez; il en vient à bout; on dégage son pied, et on le traîne au prince héréditaire, qui lui donne les plus grands éloges. Il arrive au bivouac de la première ligne des ennemis; c'était une brigade anglaise, commandée par le lord Waldegrave. On lui fait un premier pansement; il avait six blessures graves et treize fortes contusions. Ce qui le gênait le plus était de ne pouvoir faire usage d'aucun de ses deux bras. On le met à cheval, et il arrive au camp de Burich, où il reçoit beaucoup de caresses des généraux et soldats ennemis, mais surtout des Anglais.

Le lendemain, le prince héréditaire se retire après avoir eu un mauvais succès auquel il ne devait pas s'attendre, car jamais général n'a mieux mérité que lui de gagner la bataille de Clostercamp. Dumouriez reçoit de lui toutes les marques de bienveillance possibles; mais quoiqu'il le prie en grâce de le renvoyer au camp, ce prince s'obstine à le garder avec lui jusqu'à ce que son armée ait passé le Rhin et soit en pleine retraite, de peur qu'il ne rende compte de ce qu'il a vu. Alors il l'envoie dans Vésel, escorté par ce même baron de Behr, jeune homme très-aimable; et il écrit au marquis de Castries une lettre infiniment honnête, à la louange de son jeune prisonnier.

Il ne prévoyait pas que cette lettre, qui fut envoyée au maréchal de Belle-Isle, ferait la fortune militaire de cet officier, et que, trente-deux ans après, le même commanderait une armée française contre lui en Champagne, et sauverait la France en le forçant à se retirer. Au reste, quand il aurait pu le prévoir, il aurait agi de même. La générosité est une des qualités essentielles des grands guerriers, et elle brillait surtout dans ce prince, qui était autant aimé dans l'armée française que dans celle dont il était l'*Achille*.

Arrivé à Vésel au bout de quatre jours, n'ayant eu qu'un premier pansement, ayant vécu de vin et de viande salée à la table du prince héréditaire, ayant été tous les jours à cheval,

ayant couché sur la paille, ne s'étant pas déshabillé, il avait ses bottes et ses habillements remplis de sang caillé : il fut bien soigné, mais il souffrit cruellement; on lui tira plus de deux cents grains de poudre de la figure, on recolla sur sa tête la peau de son front qu'un coup de sabre avait abattue sur son œil droit, et on lui extirpa la moitié du radius de son bras gauche, qui était coupé et éclaté. Il fut en état, au bout de deux mois, de se faire transporter à Saint-Germain en Laye.

Son amour pour la lecture avait aidé à lui sauver la vie dans cette périlleuse aventure. Il avait, dans la poche gauche de sa redingote, les *Lettres provinciales* de Pascal. Cette poche couvrait sa hanche. Une balle de carabine frappa le livre, en perça la moitié, et s'y arrêta. En arrivant à Paris, il fit présent de ce livre au père Latour, jésuite, homme d'esprit, qui avait été principal du collége de Louis le Grand, en lui disant que c'était un miracle du Port-Royal.

Le maréchal de Belle-Isle meurt dans cet intervalle, avant d'avoir pu faire signer à Louis XV le travail des *grâces* (car alors les récompenses s'appelaient des *grâces*), dans lequel Dumouriez était compris pour la croix de Saint-Louis et une compagnie de cavalerie. Le duc de Choiseul remplace le maréchal de Belle-Isle, et devient ministre de la guerre, ou plutôt premier ministre. Il se présente à son audience avec les deux bras en écharpe et la tête bandée. Le ministre l'accueille parfaitement, mais lui dit que c'est trop que deux *grâces* à la fois, et qu'il faut qu'il opte. Il lui conseille de prendre la croix, lui promettant qu'il lui donnera la compagnie dès qu'il sera guéri. Le duc avait ses vues. Il n'y avait en ce moment que quatre compagnies vacantes, et plus de huit cents demandants, dont beaucoup de gens de la cour. Il lui représente donc qu'il n'est pas en état de faire la campagne. Dumouriez lui répond d'un ton ferme : « Puisque vous me permettez d'opter, je prends la compagnie; je vous jure que je ferai la campagne, et que vous me donnerez bientôt la croix. » Le duc de Choiseul, qui était plein d'esprit et d'âme, est frappé de cette réponse. Le travail se fait. Le vicomte d'Escars devient maréchal de camp. Le régiment est donné au marquis d'Escars son neveu, et Dumouriez a l'agrément d'avoir une compa-

gnie dans le même régiment où il a fait les trois campagnes.

Sa jeunesse, la vigueur de son tempérament, la pureté de son sang, suffisent, au bout de deux mois, pour fermer toutes ses blessures. Il va prendre congé du ministre au mois d'avril 1761, et rejoint son régiment à Tongres; mais la fatigue du voyage fait enfler son bras gauche, qui devient tout noir, avec des douleurs insupportables. Il va passer un mois aux bains d'Aix-la-Chapelle; les douches font rouvrir sa blessure, et en font sortir des esquilles et des morceaux de sa chemise et de ses manches, qui étaient restés au fond de la plaie, par l'inattention du chirurgien. Il rejoint son régiment la veille de la bataille de Fillingshausen, et fait la campagne avec son bras ouvert, ce qui était fort incommode pour un officier de cavalerie.

Cette bataille est perdue par l'ambitieuse précipitation du maréchal de Broglie, qui attaqua un jour trop tôt pour la gagner tout seul, et par la coupable jalousie du prince de Soubise, qui sacrifie l'honneur de la France au plaisir criminel de donner une mortification à son rival, en lui laissant recevoir un échec sous ses yeux.

Le soir de l'affaire, Dumouriez, qui était de l'armée de Soubise, est détaché avec cinquante maîtres et cent hommes d'infanterie à la droite, en communication avec l'armée de Broglie. Les deux armées partent chacune de leur côté, celle de Broglie pour la Hesse, et celle de Soubise pour le pays de Munster; le détachement est oublié. Dumouriez, qui ne sait de quel côté a pris l'armée de Soubise, et qui se trouve plus à portée de celle de Broglie, envoie demander les ordres du maréchal : on lui répond brusquement de sa part qu'on n'a pas d'ordres à lui donner, et qu'il tâche de rejoindre son armée.

Les Hanovriens, qui arrivent, décident la question; il est attaqué par Scheiter et Freytag avec mille hommes et du canon, leur échappe, est poursuivi, se retire dans le château d'Arensberg, s'y défend, fait retraite par derrière eux, enlève quarante chariots d'avoine, lève des contributions dans le comté de la Marck, emmène des otages, rejoint le prince de Soubise près de Warendorf au bout de quinze jours, et lui remet cette capture avec quatre-vingts prisonniers, n'ayant perdu que deux hom-

mes. Il reçut alors une gratification de cent écus, qu'il donna à ses soldats, d'ailleurs revenus riches de cette course, qui lui valut un superbe et excellent cheval d'escadron. Le reste de la campagne ni la suivante ne produisirent aucun événement intéressant, que l'inutile et sanglant combat d'Amoenebourg. A la fin de 1762, le régiment d'Escars rentra en France, et fut envoyé à Saint-Lô, en basse Normandie.

Au commencement de 1763, la paix étant déclarée, les soixante-quatre régiments de cavalerie furent réduits à trente; on réforma ceux qui appartenaient à des gentilshommes, et on les incorpora dans les régiments royaux ou des princes. D'Escars fut incorporé dans Penthièvre. Cela entraîna une réforme de dix capitaines par régiment, c'est-à-dire trois cents pour la cavalerie seule. Dumouriez fut compris dans cette réforme, et reçut la croix de Saint-Louis. Il ne tint qu'à son père de la recevoir deux mois après, des mains de son fils. Il eut ainsi le bonheur d'avoir tenu sa promesse, et de mériter cette décoration longtemps avant l'âge de l'ancienneté.

Il n'a pas cru devoir entrer dans de plus grands détails sur une guerre qu'il a faite comme subalterne, et dont il a rédigé les traits les plus frappants dans des mémoires qui sont imprimés. Il l'a faite avec application, s'étant attaché pendant quatre campagnes à suivre les leçons d'un grand maître, le fameux Fischer, qui avait beaucoup d'amitié pour lui, et qu'il accompagnait dans ses expéditions, toutes les fois qu'il le pouvait sans nuire au service de son régiment. Cet homme extraordinaire, décrié par les généraux, qui l'ont fait mourir de chagrin, avait plus de talents et de plus grandes vues qu'eux. Il avait été palefrenier du marquis d'Armentières, et n'a pu s'élever plus haut que le grade de brigadier, parce qu'on lui a fait mille injustices, sous lesquelles il a enfin succombé.

CHAPITRE III.

Voyage en Italie et en Corse.

En allant, en 1762, avec son régiment dans la ville de Saint-Lô, Dumouriez avait traversé la petite ville du Pont-Audemer, où demeurait une de ses tantes, sœur de son père, morte depuis en 1792, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, veuve d'un marquis de Belloy. Elle avait deux filles, qui avaient perdu leur frère, officier d'infanterie plein de courage et d'esprit. Elles étaient toutes deux fort jolies et fort bien élevées. L'aînée était aimée par le marquis de Perry de Saint-Auvant, lieutenant-colonel du régiment de Noailles cavalerie, qu'elle a épousé. Dumouriez devint très-amoureux de la cadette. Il passa son hiver chez sa tante.

Cette dame et son père, quoique frère et sœur, se haïssaient : des disputes d'intérêt, dans une succession, les avaient rendus irréconciliables. Si la haine ne réfléchit pas, l'amour réfléchit encore moins, puisqu'il travaille sur des âmes plus jeunes. Il jouissait du sentiment d'une tendresse réciproque, et de l'espoir de s'unir un jour à sa cousine. La mère, prête à marier sa fille aînée, approuvait cette intelligence, dans laquelle elle prévoyait l'espérance plus éloignée, mais presque certaine, de l'établissement de sa fille cadette. Il n'avait que vingt-trois ans, sa cousine en avait dix-sept : doués tous les deux d'une âme pure et tendre, ils étaient assez raisonnables pour calculer que lui, ayant mangé au service la petite portion qu'il avait héritée du bien de sa mère, elle n'ayant à réclamer que huit à neuf cents livres de rente du bien de son père, et dépendant, pour le reste de la fortune, d'une mère très-impérieuse et très-égoïste, la paix prête à signer allant priver son amant de son état, il ne fallait pas penser, dans un âge aussi tendre, à se marier. Ils se promirent d'attendre qu'il eût trente ans et un état. C'était sept ou huit ans de patience à avoir, et il espérait dans cet espace, bien long pour des amants, chercher et réussir à se faire un sort.

Connaissant l'aversion de son père pour la mère de sa maîtresse, il lui avait caché son séjour au Pont-Audemer, datant toujours ses lettres de Saint-Lô. Le régiment en partit au commencement de 1763, pour aller subir la réforme à Abbeville; Dumouriez obtint facilement de ses supérieurs la permission de rester encore un mois au Pont-Audemer. Ce mois allait expirer, il était prêt à partir pour aller rejoindre son corps, lorsque son père, qui, par l'indiscrétion d'un officier, avait appris ce qui se passait, écrit à sa sœur la lettre la plus violente. Il lui mande qu'elle est la cause de la désobéissance et des mensonges de son fils, parce qu'elle cherche à se débarrasser de ses filles; que son fils n'a pas de bien, et va se trouver sans état; que s'il avait l'un et l'autre, elle doit bien savoir qu'il ne consentirait jamais à l'union de son fils avec une de ses filles; il ajoute, dans cette lettre incroyable de la part d'un homme vertueux, des doutes atroces sur la conduite de ses nièces, et il y joint un billet très-sec pour son fils, contenant l'ordre d'aller joindre son régiment.

Sa tante, tout aussi aveuglée par sa haine que son frère, lit avec une fureur froide cette lettre à ses deux filles et à son neveu, s'en prend à lui de l'affront qu'elle vient de recevoir; et sur ce que sa fille cadette répond avec fermeté qu'elle aimera toujours son cousin et qu'elle n'aura pas d'autre mari, elle lui ordonne de se préparer à aller au couvent. On a beau lui représenter que cette démarche, à l'époque du départ de son neveu, répandra des soupçons injustes sur la conduite de sa fille; on a beau employer des amis : personne, pas même son mari, ne peuvent la dissuader de cette démarche imprudente. Alors la fille aînée prend un parti très-noble; elle annonce à sa mère qu'elle accompagnera sa sœur au couvent, et qu'elle y restera jusqu'à son mariage, qui devait peu tarder. Les deux demoiselles partent pour Caen, Dumouriez part pour Abbeville; et cette fatale lettre fait le malheur de toute une famille qui ne le méritait pas.

En écrivant l'histoire de sa vie, Dumouriez doit sacrifier à la vérité les traits qu'il se reproche, et en faire l'aveu. Il avait été témoin de toute cette scène avec un désespoir muet; il aimait son père, il lui devait son éducation, mais il ne pouvait pas lui pardonner le malheur de sa cousine, qui était partie malade; il ne

pouvait se résoudre, ni à se venger sur son père, ni à laisser sa dureté impunie; il était la cause innocente du désordre arrivé dans cette famille; il ne voyait plus aucun espoir de le réparer, puisqu'il allait perdre son état; après cette perte, il se voyait contraint à retourner dans la maison paternelle; il ne pouvait pas se déterminer à aller vivre avec l'auteur de ses maux, et à dépendre de lui. Il n'a jamais été attaché à la vie, ce qui a toujours été cause de sa tranquillité dans tous les événements qui l'ont ou menacée ou agitée douloureusement. Il pensa qu'après sa mort sa cousine, fort jeune, dégagée de ses serments, pourrait oublier une passion malheureuse, et retrouver le bonheur dans un nouvel attachement.

Quoique né avec des passions impétueuses, il a toute sa vie raisonné toutes ses actions. Au lieu de suivre le grand chemin de la Picardie, il avait passé la Seine à un bac au-dessous de Rouen; il errait à l'aventure, côtoyant les bords de la mer. Il n'y a personne qui n'ait éprouvé ce que le roulement des vagues de ce terrible élément inspire d'idées profondes et mélancoliques. Il faisait cette route à pied, suivi de son domestique conduisant ses chevaux. Rien ne se présenta à son esprit pour combattre sa résolution désespérée. Il entre dans Dieppe, rencontre plusieurs amis, ne donne aucun signe qui puisse faire soupçonner le dessein qu'il médite, les quitte un moment, va acheter chez un apothicaire quinze grains d'opium, vient les retrouver, soupe très-tranquillement avec eux, s'enferme, écrit à son père une lettre dans laquelle il le remercie de l'éducation qu'il lui a donnée, l'assure de sa tendresse, lui dit qu'il meurt sa victime, envoie cette lettre à la poste, se couche, et avale l'opium dans un verre d'eau.

Son sang s'agite, ses idées changent entièrement; le suicide lui paraît une action lâche et absurde; il prévoit que sa mort peut occasionner celle d'un père violent et sensible; que sa cousine ne lui survivra pas. Plein d'horreur de lui-même, condamnant comme une lâcheté cet acte de désespoir que, deux minutes auparavant, il regardait comme un acte de courage héroïque, il se lève avec fureur, arrive dans un corridor où brûlait une lampe, avale toute l'huile, rend tout ce qu'il a dans l'estomac avec de violents efforts, et tombe évanoui. Au bout d'une heure ou

deux, il revient à lui, rassemble ses idées, qui étaient très-confuses, a une peine infinie à se relever, et encore plus à regagner sa chambre. Heureusement tout le monde était couché; il se remet au lit; de nouveaux vomissements et une grande sueur lui font attendre le jour avec impatience. Il se lève, et se trouve très-faible. Il écrit à son père une lettre pleine de repentir et de vraie philosophie, et il part sur-le-champ. Heureusement que, pour ne pas désespérer sa malheureuse cousine, il lui avait caché sa funeste résolution; elle ne l'a sue que longtemps après.

En arrivant à Abbeville, il apprend que son père est très-malade, et il se fait les reproches les plus amers et les mieux fondés. Ce malheureux père avait reçu sa seconde lettre, mais elle n'avait pas pu empêcher l'effet de la première sur un caractère aussi impétueux. Cet effet était d'autant plus violent, que, pour cacher l'action désespérée de son fils, il avait brûlé sur-le-champ cette lettre, et ne pouvait confier à personne le sujet de son noir chagrin.

Quinze jours après cet événement arrive la revue de l'inspecteur, et il va rejoindre son père, qui lui pardonne; mais il reste entre eux un fonds de méfiance qui n'a duré que trop longtemps. Cette aventure n'a été sue que de trois amis, auxquels il avait été obligé de se confier pour l'arrangement de ses affaires. C'était encore trop. Son père ne la lui a jamais reprochée, parce que le reproche retombait sur lui-même.

Dumouriez ne rapportait de ses services, au bout de sept ans, que vingt-deux blessures, une stérile décoration, un brevet de pension de six cents livres qui n'a jamais été payée, et des dettes. Il n'avait que vingt-quatre ans, il était sans état, sans fortune, à la charge d'un père qui n'était pas riche, mais qui était infirme, chagrin, impatient. Les lettres de la cousine, qui supportait sa réclusion avec impatience, sa sœur venant de se marier, imprimaient dans son âme la résolution la plus forte de se faire un état indépendant, pour la délivrer. Son père était souvent à la campagne; mais comme il avait une maison à Paris, son fils y restait presque toujours. Il s'était lié avec le célèbre Favier, le plus habile politique de l'Europe, mais qui, conservant dans un âge avancé les passions les plus impétueuses d'un homme de

vingt ans, et doué d'un caractère très-caustique, s'est fait haïr de tous les ministres, qui le consultaient comme le plus savant homme de son siècle, et est mort pauvre, n'ayant qu'une pension de six mille livres, très-insuffisante pour les énormes besoins de ses fougueuses passions. Il a appris de lui tout ce qu'il sait en politique [1].

Il avait un autre ami intime dont l'âge était plus assorti au sien; il se nommait Bullioud, était d'une figure charmante, et avait reçu la croix de Saint-Louis à l'âge de seize ans, pour s'être conduit héroïquement à la bataille de Creveldt. Il avait alors vingt-deux ans. Leur sort était pareil : tous deux rivaux de gloire, doués du même goût pour l'étude, sans fortune, sans état, amoureux de leurs cousines germaines, toutes deux en Normandie et liées ensemble, contrariés dans leur passion par des parents également impérieux, ils avaient arrangé, pour la sûreté de leur correspondance, que la cousine de Bullioud adresserait ses lettres à Dumouriez, et celle de Dumouriez à Bullioud; ils passaient leurs jours ensemble à se consoler, se fortifier, et étudier. Ce malheureux et aimable jeune homme était condamné des médecins pour une maladie de poitrine. Il mourut dans les bras de son ami, qui le regretta toute sa vie. Au moins il n'a pas vu les calamités de sa patrie. Dumouriez, au désespoir, crut devoir consacrer un hommage public à la gloire du jeune héros que la France venait de perdre, et il fit mettre dans le Mercure l'épitaphe suivante :

Bullioud est mort au printemps de son âge :
Comme une fleur, il n'a duré qu'un jour.
De Mars il avait le courage,
Et l'air séduisant de l'Amour.

[1] Le nom de Favier devant se présenter souvent au lecteur dans la suite de ces mémoires, il n'est pas sans intérêt d'entrer dans quelques détails historiques sur ce publiciste distingué. Favier était né à Toulouse, vers le commencement du dix-huitième siècle. Dès l'âge de vingt ans, il succéda à son père dans l'emploi de secrétaire général des états du Languedoc; mais s'étant bientôt livré à des désordres qui dissipèrent sa fortune, il fut obligé de vendre cette charge, son lucratif mais unique héritage. Le besoin lui inspira le goût du travail; il étudia l'histoire et la politique; et sa vaste mémoire lui fit acquérir en peu de temps la connaissance des traités, des alliances, de la généalogie, des droits de toutes les maisons souveraines de l'Europe, c'est-à-dire qu'il connut à fond les éléments de l'ancienne diplomatie.

La Gloire, en lettres d'or, a gravé dans son temple
Un trait de sa prudence et de sa fermeté,
Afin qu'aux vieux guerriers il pût servir d'exemple,
Et lui valût l'honneur de l'immortalité.

Il ne place ici ces vers assez médiocres que pour renouveler, au bout de trente ans, l'hommage de son estime et de sa douleur. Séparé de cet ami, il tomba dans la mélancolie. Paris lui parut un désert, la maison paternelle une prison insupportable. Il résolut de voyager : il était sûr de ne pas en obtenir la permission ; il ramassa cent louis, il alla trouver le duc de Choiseul, il lui dit que, la paix le laissant dans l'inaction, il allait voyager pour s'instruire ; qu'il ne lui demandait qu'un passeport, et la permission de lui écrire ; que si ses lettres lui paraissaient mériter son attention, il le priait de l'honorer de ses réponses, et de le replacer ou dans la carrière diplomatique ou dans la carrière militaire.

Le ministre loua sa résolution, lui promit de ne pas l'oublier, lui donna un passeport, et lui fit espérer des lettres de recommandation pour les pays d'où il lui écrirait. Ce premier pas fait, il écrit à son père une lettre très-tendre et très-raisonnée, dans laquelle il lui peint l'état de son âme, son désespoir d'être sans état et à sa charge à vingt-quatre ans, le projet fixe qu'il a pris d'aller tenter fortune en pays étranger ; et il lui mande qu'il ne le reverra plus qu'il n'ait un état fait.

Il laisse cette lettre sur la table, et part pour l'Italie, n'ayant aucun plan de voyage arrêté, et se résignant à son étoile. Son père court à Versailles, et, suivant son caractère impétueux, sollicite une lettre de cachet pour que son fils soit arrêté. Le duc de Choiseul l'apaise, et diminue ses inquiétudes en lui disant qu'il est dans la confidence de son fils, et qu'il approuve sa démarche. Cependant Dumouriez, sur la route de l'Italie, qu'il fait seul, souvent à pied, et par toute sorte de voitures, reprend sa gaieté, son courage et ses espérances. De grands projets occupent agréablement son imagination ; de gros cahiers d'observations naissent de son application à tout voir.

O heureux âge, où tout rit, tout se peint en beau ! où la vigueur du corps, la pureté d'une âme neuve ne permettent, même au milieu des contradictions et des malheurs, que des

espérances douces, des idées grandes et courageuses ! vous êtes passé, et, après avoir monté tous les échelons de la fortune, Dumouriez est retombé plus bas qu'il ne s'était élevé! Mais son courage est le même, de plus grands objets soutiennent sa force, et toute sa sensibilité, aussi active qu'elle était alors, est tournée vers sa malheureuse patrie. S'il peut un jour aider à la sauver de son anarchie barbare, il sera heureux ; si la Providence ne lui accorde pas cet avantage, résigné sur les événements indépendants de lui, n'ayant aucun reproche à se faire sur ses principes, il attendra la fin de sa vie avec une constance calme.

Il arriva à Gênes. Il parlait bien italien, chantait, faisait des vers, était très-gai et très-vif : il n'avait que vingt-quatre ans et la croix de Saint-Louis. M. Boyer, homme aimable, qui avait été longtemps attaché au duc de Choiseul, et qui était ministre de France, l'accueille, le présente aux *reines de la Corse ;* il devient *sigisbée* d'une d'entre elles, et au bout de huit jours s'ennuie de la frivolité des *conversazioni* et de l'étiquette du *sigisbéat.* Il s'était lié avec un sénateur nommé Lomellini, homme spirituel et instruit, qui avait été longtemps ambassadeur en France, ensuite doge.

Avec la confiance de son âge, il lui détaille ses peines et l'objet de son voyage. On apprend que Paoli assiége Saint-Florent ; la république se décide à y envoyer un secours de cinq cents hommes. Appuyé par le ministre de France et par Lomellini, il sollicite ce commandement : on lui objecte qu'il n'a servi que dans la cavalerie, et on donne la préférence à un ancien chevalier de Saint-Louis, nommé Lantieri, né dans les États de Gênes, capitaine au régiment Royal-Corse au service de France.

Il part aussitôt de Gênes, passe par Florence, où il se lie avec un savant, nommé l'*abbate* Lami, arrive à Rome, y trouve un fermier général, membre de l'Académie française, nommé Watelet, visite avec lui pendant huit jours les principales antiquités de Rome, et se rend à Livourne. La petite guerre de Corse avait frappé son imagination ; n'ayant pas pu y servir pour les Génois, il se décide à servir contre eux. Il écrit au général Paoli pour lui offrir ses services et ceux de quatre officiers français réformés qu'il trouve à Livourne, et qu'il prend à sa solde.

Il fait porter cette lettre par un d'entre eux, qui se rend à Corte; son envoyé revient, et lui rapporte un refus très-poli de Paoli.

Pendant qu'il attendait la réponse, il se lie avec un jeune lieutenant au régiment Royal-Corse, nommé Costa de Castellana. Son père, chevalier de Saint-Louis, capitaine de grenadiers au même régiment, était ennemi de Paoli, et languissait dans un cachot à Corte. Cette famille, très-puissante dans la *pieve* de Moriani, avait de grandes liaisons avec les Fabiani de la Balagne, et avec beaucoup d'autres chefs dans plusieurs autres *pieves* [1]. Tout le *delà des monts*, lié avec cette faction, était aux ordres des deux frères Girolamo et Luca Abbattucci [2], et faisait ouvertement la guerre contre Paoli. Celui-ci était publiquement lié avec l'Angleterre, et amusait par des négociations le duc de Choiseul, qui avait envoyé auprès de lui un émissaire secret, nommé Valcroisant, lieutenant-colonel de dragons. Le duc de Choiseul traitait ouvertement avec Gênes pour lui fournir un subside de six bataillons pour la garde de Bastia, Saint-Florent, Algaiola, Calvi et Ajaccio. Cette négociation était même fort avancée; et le ministre Boyer ne l'avait pas cachée à Dumouriez, qui dès lors avait pris la liberté de la désapprouver.

Des bateaux corses arrivaient presque tous les jours à Livourne pour traiter avec le jeune Costa, qui depuis la prison de son père était devenu une espèce de chef de parti. Dans leurs conférences, ils proposèrent à Dumouriez d'aller traiter de leur part avec le duc de Choiseul, promettant d'abattre Paoli et de se donner à la France, pourvu qu'il voulût leur faire passer des armes, des munitions et quelques canonniers. Il rejeta cette proposition, en les assurant que jamais le duc de Choiseul, au sortir d'une guerre malheureuse qui avait épuisé la France, n'accepterait leur offre, qui dépouillerait les Génois, avec lesquels il traitait, et le compromettrait avec l'Angleterre, qui ne permettrait pas un pareil envahissement.

Après avoir mûrement réfléchi sur la force de cette faction,

[1] Cette expression italienne équivaut au mot français *paroisses*. (*Note de l'éditeur.*)

[2] Oncle et père du général Abbattucci, qui a laissé une si brillante réputation dans les armées républicaines de France, et auquel le général Moreau fit élever un monument que toutes les coalitions ont respecté. (*Note de l'éditeur.*)

qui dominait dans toutes les *pieves* maritimes, qui était maîtresse de tous les petits ports, excepté les places occupées par les Génois, qui venait de faire échouer Paoli au siége de Saint-Florent, de peur qu'il ne fût maître d'un golfe si avantageux, et qui enfin pouvait rassembler de douze à quinze mille combattants, il leur proposa de se rendre indépendant en commençant par abattre la faction de Paoli; et il les assura qu'après cette première démarche il se chargerait de négocier avec le duc de Choiseul, pour que, sans reconnaître publiquement leur indépendance, il favorisât sous main leurs efforts, et leur fournît indirectement tous les secours dont ils avaient besoin. Le traité de la France avec Gênes ne présentait qu'une difficulté apparente : comme il ne devait être que défensif, en respectant les places qui devaient recevoir garnison française, on pouvait être sûr de leur neutralité; et ces garnisons donneraient la facilité de leur fournir des officiers, des canonniers et des soldats, sous l'apparence de désertion, et surtout des munitions de guerre.

Ce projet fut accepté unanimement. Dumouriez dressa le plan de la nouvelle république. Les émissaires rapportèrent les signatures de vingt-quatre chefs de *pieves*. Costa partit pour Moriani. Dumouriez fréta une tartane française, sur laquelle il s'embarqua avec cinq officiers réformés, pour aller débarquer à Porto-Vecchio. Dans le plan de la république, il devait obtenir une grande concession, et commander l'armée; ainsi il assurait son sort et son mariage.

De Porto-Vecchio, où il ne trouva que quelques gardes, parce qu'on était dans la saison qui en chasse tous les habitants à cause des exhalaisons mortelles de ses marais, il fit mouiller la tartane sous la *Torre San-Benedetto*, à l'entrée du golfe, pour éviter le mauvais air; et il se rendit à Sartenne, où il traita avec plusieurs chefs, qui tous approuvèrent le plan. Il partit de là pour les gorges de Bogognano, où il trouva un des Abbattucci, qui avec quelques troupes défendait ce défilé contre l'armée de Paoli. Après être convenu avec lui du plan de république, il lui traça à la hâte quelques retranchements que ce chef négligea de faire construire; il fut tué quelque temps après, et le défilé fut forcé.

Il se hâta de repartir pour Sartenne, où se faisait un rassemblement de plusieurs *pieves* pour aller faire, à ce qu'ils disaient, le siége de Bonifacio, c'est-à-dire pour aller tirer des coups de fusil contre cette place. Les Génois n'y avaient que cent cinquante hommes, commandés par un Français de Bayonne, nommé Pibus. Il trouve à Sartenne un rassemblement d'environ trois mille hommes, tous lestes et bons tireurs, ressemblant aux sauvages du Canada. Ils étaient commandés par deux de leurs compatriotes, chevaliers de Saint-Louis. Arrivé devant la place, il demande cent hommes de bonne volonté, on les lui accorde; pendant qu'on tiraillait le long du faubourg, il se glisse le long des maisons pour s'emparer de la porte ; il est aperçu en débouchant, on tire trois ou quatre coups de canon ; les Corses, qui les entendent siffler par-dessus leurs têtes, prennent la fuite avec la plus grande vivacité, et il est obligé de les suivre : s'ils avaient couru aussi vite en avant qu'en arrière, la ville était prise. On lève le siége, et chacun s'en retourne chez soi.

Il va se rembarquer, fort content d'avoir rempli son objet politique, et n'étant point fâché d'avoir fait cette petite expérience de la manière de combattre de ses *alliés*, qu'il espérait bien changer. Il avait vu entre Porto-Vecchio et Sartenne de fort beaux bois ; il conseille aux habitants de marquer les plus beaux arbres sans les abattre, et de travailler à faire un chemin praticable pour les conduire à Porto-Vecchio, les assurant que les Français viendront les prendre pour leur marine, et leur donneront en échange les munitions et les armes qu'ils désirent. Ces bonnes gens, malgré leur presque invincible aversion pour les travaux manuels, entreprennent effectivement cet ouvrage, que nous trouvâmes fort avancé cinq ans après, lorsque nous prîmes cette île.

Il alla mouiller à Ajaccio, où il trouva les habitants, excepté la colonie grecque, occupés d'un plan de conjuration pour enlever la citadelle. Il entra dans les détails de ce coup de main, et les engagea à ne l'entreprendre que lorsqu'ils auraient de ses nouvelles. Il mit à la voile pour la France : jamais navigation n'a été plus terrible. Une tempête de quinze jours le jeta jusque

devant Tunis. L'équipage fut sur le point de mourir de faim. On fut obligé d'aborder, les armes à la main, une pinque napolitaine, pour avoir des vivres. Des calmes succédèrent. Enfin on aborda à Marseille au bout de trente-trois jours, sans mâts, et coulant presque bas. En y arrivant, il apprit, dans les premiers jours d'octobre, que le traité de la France avec Gênes était signé depuis quinze jours, et que le comte de Marbeuf, maréchal de camp, allait commander six bataillons dans les places que la France se chargeait de garder.

Pendant son affreuse navigation, il avait rédigé en deux mémoires toute son opération, et les propositions dont il s'était chargé. Toutes ses espérances semblaient renversées. Il va trouver le fameux Roux de Corse, le plus riche et le plus célèbre armateur de Marseille, qui avait fait la guerre de 1757, en son nom et avec sa propre marine, à l'Angleterre. Cet homme avait un génie qui embrassait avec ardeur les projets les plus vastes; il lui développe ses plans, et fait avec lui des marchés pour transporter en Corse des armes, des munitions, et des canonniers : cet armateur avait tout sous sa main. Il consent à se payer avec des bois de construction qu'il tirera de Porto-Vecchio, même à faire le sacrifice de ses avances, pourvu que le projet réussisse. On fait des marchés simulés sous des noms juifs d'Avignon, pour ne pas compromettre le commerce de Marseille. On convient que si le duc de Choiseul adopte le plan, sur les premières plaintes des Génois, il fera un grand éclat, donnera les prohibitions les plus sévères, et confisquera même deux ou trois barques qu'on lui désignera.

Ce point arrangé, il part dans la carriole du courrier, marche jour et nuit, et arrive le quatrième jour à Paris. Il revenait sans état, il avait laissé ses habits et sa montre en gage à Marseille, pour donner quelque argent aux cinq officiers qu'il avait eus jusqu'alors à sa solde. Il n'avait pas voulu, par une délicatesse trop scrupuleuse, confier ses besoins à Roux de Corse, homme noble et généreux, qui lui aurait prêté ou donné tout ce qu'il aurait demandé. Il ne lui restait que dix louis et un peu de linge. Il se garda bien d'aller se présenter en cet état à son père : il alla prendre un asile chez son ami Favier, qui le reçut comme son

fils. Il lui raconta son voyage d'Italie et de Corse, sans lui confier son plan.

Précisément Favier, lié alors avec le fameux Jean du Barry et avec mademoiselle l'Ange ou Vaubernier, devenue ensuite maîtresse du roi, et qui vient d'être *guillotinée*, venait d'obtenir un intérêt dans la petite armée de Corse. Les intéressés, uniquement pour grossir leurs profits, s'étaient coalisés avec le marquis de Sorba, ministre de la république de Gênes à Paris, pour faire doubler au moins le nombre de troupes du subside. L'espoir du ministre génois était de faire changer la nature du traité de défensive en offensive, et d'engager la France dans une guerre contre Paoli. Tous les entours du duc de Choiseul étaient dans ce complot, et même la duchesse de Gramont sa sœur, qui y était entraînée par une femme de chambre nommée Julie, fameuse intrigante, à laquelle le marquis de Sorba avait promis, si tout cela réussissait, de lui changer cinq cent mille francs de billets *Nouette* ou du Canada, qui perdaient soixante-quinze pour cent, contre pareille somme en bons billets sur la banque de Saint-George. C'est ainsi que se faisaient alors les affaires de la France. Le maréchal de Duras et une partie de la cour étaient intéressés dans celle de Corse.

Dumouriez arrivait fort à propos pour cette faction. On voulait couvrir cette affaire sous des prétextes spécieux de politique. Favier venait d'être chargé par la coalition de faire un mémoire, pour lequel on lui avait promis un présent de cinq cents louis. Il détailla tout ce plan à Dumouriez, et lui promit de lui faire avoir cent louis s'il voulait fournir les matériaux du mémoire. Celui-ci dissimula son indignation ; il venait traiter des intérêts tout opposés, et qui, sans compromettre la France, lui paraissaient bien plus avantageux pour elle.

Il se rend le lendemain à Versailles, demande une audience secrète au duc de Choiseul, l'obtient sur-le-champ, lui détaille tout son plan de république corse, et lui en démontre tous les avantages. Le ministre en est frappé, regrette d'avoir signé le traité de Gênes, et dit qu'il n'est plus temps. Dumouriez avait sa réponse toute prête.

« Choisissez entre les deux partis que je vous propose, mon-

sieur le duc. Ou exécutez votre traité qui est purement défensif; permettez que Roux de Corse nous fournisse les secours, conséquemment au marché que vous avez sous les yeux; laissez-nous faire, nous abattrons Paoli, dont vous devez vous méfier, parce que, n'ayant qu'une affaire, il vous trompera toujours facilement, et un jour vous mettra dans l'embarras; nous respecterons les places que vous tiendrez, et une fois la Corse réunie en un seul parti, nous trouverons des tempéraments pour le reste.

« Ou bien, si le traité vous gêne, comme il est défensif, et par conséquent *passif*, je vais vous donner un moyen de ne pas l'exécuter, sans cependant le rompre. Vos troupes doivent s'embarquer le 1er novembre; retardez leur embarquement, sans qu'on puisse vous soupçonner de le faire à dessein. Ces retards sont faciles dans une expédition maritime. Je vais retourner sur-le-champ en Corse, j'enlèverai Ajaccio, qui est une des places nommées dans le traité : si je ne réussis pas, vous exécuterez le traité; si je réussis, le traité sera rompu de fait, et vous direz aux Génois de remettre les choses dans l'état où elles étaient, ou de négocier sur un nouveau plan. »

Le duc se rend à ces arguments, le caresse beaucoup, lui demande le secret, exige deux jours de réflexion pour se déterminer, et lui promet, dans ce terme, de prendre un parti définitif. Dumouriez retourne à Paris, et s'aperçoit, dès le lendemain, que l'alarme est au camp des coalisés. On se plaint des vacillations du ministre; on ne peut pas en comprendre la cause; on presse Favier d'achever son mémoire. Dumouriez, fidèle à la fois à l'amitié et à son plan, lui avait donné des notes; le mémoire paraît, est envoyé au duc, et il retourne le surlendemain à Versailles. Il s'aperçoit, à l'air froid et contraint du ministre, qu'il a entièrement changé d'opinion. Il juge que ce changement ne venait pas du mémoire, qui ne présentait que des motifs vagues et faibles, détruits d'avance dans sa première conférence.

Il reprend tous les raisonnements qu'il lui avait détaillés. Le duc lui répond sèchement : « Tout cela n'est qu'un tas de chimères, et je me tiendrai au traité. » Alors il lui dit qu'il en est le maître, mais qu'au moins il ne veut pas lui laisser ignorer davantage les moyens qu'on a mis en usage pour lui faire signer

ce traité, et comment on le conduit pas à pas à le dénaturer, en l'engageant d'abord à augmenter le subside, pour le conduire à une guerre inévitable. Alors, après avoir pris sa parole de ne pas le compromettre, sans parler de Favier, et rejetant tout sur le ministre de Gênes et sur le *roué* du Barry, il lui dévoile tout ce qu'il sait de l'intrigue dont on l'obsède. Le duc l'écoute avec une grande agitation, et, le prenant affectueusement par la main, lui dit : « Avoue, mon enfant, que les ministres sont bien à plaindre. Reviens demain matin à onze heures, j'expédierai ton ordre, et tu partiras sur-le-champ pour la Corse. »

Dumouriez le quitte enchanté ; il venait de donner une preuve d'attachement à un ministre plein de talents et d'esprit, pour lequel il se sentait la plus grande inclination, et auquel il a été très-attaché depuis. Mais le duc était indiscret, léger et facile ; sa sœur avait sur lui un empire dont elle a tant abusé, qu'elle l'a perdu ; il va tout lui dire, il veut qu'elle chasse Julie : on lui persuade que ce sont des calomnies.

Le lendemain, à onze heures, rempli d'espoir, Dumouriez se présente ; c'était l'heure de l'audience publique. La salle était pleine. La porte s'ouvre ; le duc paraît, le cherche des yeux, vient à lui avec l'air furieux, et lui dit tout haut : « C'est donc vous qui allez négocier avec les Corses, sans ordre et sans permission, et qui revenez déguisé en capucin ? » Piqué de cette ridicule apostrophe, il croit que le ministre est devenu fou ; il regarde autour de lui, il voit les *plats* courtisans jouer l'indignation ; il ne se déconcerte pas, et répond : « Il y a trois jours que j'arrive de Marseille ; voyez mes cheveux : si je m'étais déguisé en capucin, ils n'auraient pas eu le temps de repousser. » Cette réponse confond les spectateurs, et plus encore le duc, qui, perdant réellement la tête, crie d'un ton furieux : « Sortez d'ici ; vous vous êtes conduit comme un aventurier. » Dumouriez, perdant patience, lui répond avec rage : « Les aventuriers sont ceux qui vous jouent. Je ne suis point un aventurier, je suis un officier plein d'honneur : avec ma tête et mon épée, je trouverai du pain partout. » Il fend la presse, et sort à grands pas. Cette scène fit une forte impression sur plusieurs des témoins, entre autres sur les maréchaux de Brissac et de Biron, qui depuis l'ont toujours aimé et estimé.

Dès qu'il fut dans la rue, il réfléchit sur le danger de sa position. Après cet éclat, ce ministre tout-puissant pouvait le faire mettre à la Bastille. Il quitte la grande route de Paris, marche à grands pas, en habit noir, l'épée au côté; fait huit lieues, se trouve sur le chemin de Reims, continue sa route, et arrive au bout de trois jours près de Reims, dans une campagne qu'occupait un ancien lieutenant au régiment d'Escars. Il s'y repose deux jours, pour réfléchir au parti qu'il doit prendre; il se détermine à se rendre à Mons, en passant par Maubeuge. Il écrit de là à Favier une lettre très-gaie, commençant par ces mots : *Tu as vaincu, Galiléen!* il lui fait le détail de toute son aventure, et le prie de lui envoyer son porte-manteau à une adresse qu'il lui indique à Mons.

Ce porte-manteau contenait tout ce qu'il possédait, c'est-à-dire un uniforme du régiment de Penthièvre, une redingote, huit chemises, quelques mouchoirs, quelques paires de bas de soie, et un *Horace*. Il reçoit la réponse du bon Favier, qui lui mande gaiement : « Tes mauvais desseins ont échoué; j'ai reçu « cent louis à compte. Ton porte-manteau sera dans quatre jours « à Mons. Le roi de France ne venge point les injures du duc « d'Orléans. Fouille dans les poches de ton uniforme. » Ce généreux ami y avait serré dix louis enveloppés dans un ruban de Saint-Louis, et il employait tous les entours du duc de Choiseul pour l'apaiser. Cependant la victoire de la coalition ne fut pas complète. Le ministre se tint en garde, et le général Marbeuf ne partit qu'avec les six bataillons. Ce fut au moins autant d'épargné pour le moment; mais le ministre Sorba remplit toujours son but, comme on le verra après.

Il continua sa route, logeant dans les cabarets des villages, et traversant les villes comme un gentilhomme du voisinage qui se promène. Il passa la frontière sans être interrogé nulle part, et il arriva à Mons dans les premiers jours de novembre 1763. Il y trouva son porte-manteau, et le présent de son ami Favier; il lui restait encore six louis. Il connaissait beaucoup de monde dans cette ville, où il séjourna un mois. Il écrivit aussitôt au duc de Choiseul une lettre soumise, mais très-noble, dans laquelle il prenait la liberté de rejeter sur lui le tort de la scène qui s'était

passée. Il lui mandait qu'un jour il reconnaîtrait et la pureté de ses intentions et la vérité de tout ce qu'il lui avait dit ; qu'il comptait trop sur la noblesse de son caractère pour croire qu'il voulût perdre un homme brave et jeune, pour un excès de vivacité dont il n'avait pas été le maître, et qui trouverait son excuse dans la sienne propre. Il le priait de lui obtenir du roi la permission d'aller servir en Espagne, en sa qualité de Flamand ; il espérait qu'il voudrait bien l'honorer d'une réponse, et lui envoyer un passe-port, une permission du roi, et des lettres de recommandation pour l'ambassadeur de la France ; il l'assurait que, bien loin de renoncer au service de sa patrie, il espérait que monsieur le duc aurait la générosité de le rappeler bientôt ; qu'il voulait tâcher d'acquérir en Espagne un grade supérieur, non par ambition, mais pour être plus utile à son retour.

Il joignit à sa lettre un long mémoire sur la Corse, qui débutait par cette assertion : « Le traité de Gênes amènera nécessairement « sous très-peu d'années la guerre contre Paoli. » Il détaillait la marche des événements qui précipiteraient cette guerre ; et, dans l'hypothèse de son indispensabilité, il indiquait les diverses manières d'attaquer cette île, et de profiter des dispositions de ses habitans et de leurs divisions intestines, pour rendre l'expédition plus courte et moins chère.

En partant de Livourne, il avait acheté une excellente carte de la Corse, et deux historiens italiens, Giustiniani et Merolla, qui détaillaient toutes les guerres qu'elle avait essuyées : il avait étudié les campagnes du maréchal de Termes sous Henri II, et du maréchal de Maillebois en 1739. L'étude particulière qu'il avait faite de la Corse pendant sa longue traversée à son retour en France, l'avait conduit à se faire un système de guerre pour les pays de montagnes, qui, comme le dit très-bien le duc de Rohan dans son *Parfait capitaine*, n'est pas sujet aux variations comme celui des pays de plaine, parce que sa forme topographique ne change pas ; au lieu que dans les pays de plaines, des rivières sont détournées; des forêts et des marais sont défrichés ; des lacs sont creusés, d'autres sont desséchés et comblés ; des villes, des villages disparaissent ; de nouvelles villes, de nouveaux villages sont bâtis dans des endroits jadis incultes ; des grands chemins,

des canaux ouvrent de nouvelles communications par terre et par eau. Ce mémoire fit peu d'effet alors, mais par la suite il a été fort utile.

Il écrivit en même temps à son père; il lui manda tous les détails de ce qui lui était arrivé, le dessein qu'il avait eu de ne se présenter à lui qu'après s'être assuré un état qui ne lui fût pas à charge, et les motifs impérieux qui l'avaient forcé à partir brusquement sans le voir. Il lui avouait une dette de huit cents livres qu'il avait laissée à Livourne, le priait de faire passer cette somme à M. Bertellet, consul de France, s'engageait à la lui rembourser, ce qu'il a exécuté depuis. Il lui envoyait copie de sa dépêche au ministre et du mémoire sur la Corse, et il finissait par le prier de lui envoyer cinquante louis pour faire le voyage d'Espagne.

Son père avait besoin de cette lettre; car les courtisans, témoins de la scène de l'audience, avaient peint la conduite de son fils sous les couleurs les plus hideuses; il le croyait déshonoré et perdu, et à peine osait-il se montrer. Soulagé par la confiance entière de son fils, il alla trouver le duc de Choiseul, et fut agréablement surpris de le voir, non-seulement sans colère, mais parlant bien de lui. Il lui dit avec bonté : « Votre fils est diablement vif, mais j'avoue que j'ai eu le premier tort; il voit en grand, et s'il ne s'est pas trompé, il aura bien du mérite à mes yeux. Laissons-le user son feu contre le flegme espagnol, cela lui fera du bien. »

Au bout de quelques jours, Dumouriez reçut un gros paquet qui contenait : 1° une lettre du duc, très-honnête, 2° un certificat de noblesse, qu'il n'avait pas demandé; 3° une permission du roi pour le service d'Espagne; 4° une lettre de recommandation pour le marquis de Grimaldi, ministre des affaires étrangères en Espagne; 5° une pour le marquis d'Ossun, notre ambassadeur; 6° une lettre très-touchante de son père; 7° une lettre de change de cinquante louis. Muni de toutes ces pièces, il se prépara pour son départ avec de nouvelles espérances et une nouvelle gaieté, et il écrivit à sa cousine.

CHAPITRE IV.

Voyage en Espagne et en Portugal.

Il lui arriva, dans le début de ce voyage, une aventure dont il va faire le récit, parce qu'elle a fait le bonheur d'une jeune demoiselle qui est à présent une mère de famille respectable dans les Pays-Bas. Il jouissait de beaucoup d'agrément à Mons, il était fort bien reçu chez le vieux prince de Ligne, chez le général Domballes et au chapitre. Les neiges fermaient les Pyrénées, et d'ailleurs le voyage par mer était beaucoup meilleur marché. Le général Domballes, à qui il annonça son projet d'aller s'embarquer à Ostende, lui dit que la veuve d'un vieux général major espagnol, nommé Avendano, qui venait de mourir en cette ville, avait chez elle son neveu et sa nièce qui retournaient à Séville, et qu'il ferait bien de profiter de cette société pour faire ce voyage plus agréablement. Il charge son adjudant de le mener chez cette dame, et de le recommander.

Arrivé dans cette maison, il voit une vieille dame respectable très-affligée; une jeune personne peu jolie, noyée dans ses larmes, et un homme de vingt-cinq à trente ans, d'une figure atroce, avec un regard dur, altier et insensible. On convient dans cette première visite de prendre une voiture en commun pour aller à Ostende, en prenant la barque à Bruges, et de s'embarquer sur le même vaisseau pour Cadix. On écrit à Ostende; deux jours après il reçoit de madame Avendano l'engagement du capitaine d'une frégate française, armée en flûte pour le compte du commerce. Ce capitaine, nommé Keiser, très-bon marin et très-honnête, vient lui-même à Mons. Il retourne à Ostende, leur dit qu'il leur annoncera le jour où il faut se rendre à bord, recommandant qu'on soit très-exact pour le départ.

Il allait tous les jours dans cette maison; Fernando Avendano, gentilhomme sévillan (c'était le nom de ce vilain), lui faisait très-mauvaise mine. Il ne parlait pas du tout français,

n'étant à Mons que depuis huit jours. La bonne tante était toujours de plus en plus affligée, et chaque jour, pressant les mains de Dumouriez, elle lui disait : « Mon cher monsieur, je vous conjure de prendre cette pauvre enfant sous votre protection pendant la route : je m'en sépare bien malgré moi.

Enfin, le 24 ou le 25 novembre, sur l'avis du capitaine Keiser, les trois voyageurs montent à minuit dans un carrosse de louage. Il se place à côté de la demoiselle, malgré les murmures de Fernando, auxquels il ne fait pas d'attention. Cette malheureuse fille poussait des sanglots. A peine a-t-on fait deux lieues, que Fernando, en lui disant des injures, lui donne des coups de pied dans les jambes. Dumouriez, très-vif, se souvenant des recommandations de la bonne tante, pose sa canne et son épée en travers, et fait entendre le mieux qu'il peut à ce brutal qu'il ne lui laissera pas battre sa sœur impunément. Il s'apaise, et on arrive à Bruges. Dès que Fernando est descendu de voiture, il entraîne sa malheureuse sœur dans une écurie, et se met à la maltraiter. On entend de grands cris, tout le monde accourt. Dumouriez y vole, donne cinq ou six bourrades avec sa canne à ce vilain homme, le fait entrer dans la barque, et le tient éloigné de sa sœur, qu'il prend sous le bras.

On arrive à Ostende, où des dames espagnoles du régiment de Ligne ou los-Rios, viennent au-devant de la demoiselle. Il la leur remet entre les mains, et leur raconte les brutalités de son frère. Il en parle au capitaine Keiser, et ils prennent leurs arrangements ensemble pour qu'il n'arrive point de scène pendant la traversée. Heureusement le vent contraire s'oppose au départ pendant cinq jours. Dans cet intervalle, la malheureuse demoiselle dit à ces dames que ce monstre n'a fait le voyage que pour l'empêcher de profiter des bontés de sa tante ; que, pendant les huit jours qu'il a passés à Mons, il a battu sa tante et elle, et qu'il lui répète tous les jours que, dès qu'elle sera à Séville, elle mourra de sa main. Ces dames rendent ses plaintes à Dumouriez et à Keiser, qui en sont indignés. Mais de quel droit tirer cette sœur des mains de son frère?

Le 29 novembre, Dumouriez donne à dîner à toute la société. Fernando était assis à table à côté de lui, et derrière eux

était un grand brasier ardent. Ce brutal se met à boire, et, s'échauffant à mesure, il dit des injures grossières à son voisin, qui, ne l'entendant qu'à demi, demande à tout le monde ce qu'il dit, et pourquoi il a l'air en colère. Un officier espagnol au service de l'empereur, nommé Saint-Estevan, et le capitaine Keiser, tentent inutilement de le faire taire; sa fureur redouble; Keiser n'a que le temps de se lever de table, en criant à Dumouriez : *Prenez garde à vous!* Fernando lui lance un coup de couteau; il l'esquive, se jette à sa gorge, et le renverse la tête la première dans le brasier. Les femmes s'enfuient en poussant de grands cris. Keiser et deux officiers autrichiens retirent ce méchant homme, qui avait les cheveux grillés et son habit brûlé.

La délibération ne fut pas longue. Toute la compagnie se rend à l'hôtel de ville, où on traîne Fernando; on dépose contre sa barbarie : les juges le condamnent à laisser sa sœur libre, l'obligent à donner cinq louis pour son retour à Mons. On la remet entre les mains d'une de ces dames, nommée madame Ruys, et elles partent sur-le-champ. La pauvre demoiselle ne savait pas comment témoigner sa reconnaissance à son libérateur. Le lendemain, le vent devient favorable, et il s'embarque avec Fernando, qui devient très-doux. La traversée dure un mois, et pendant ce temps il se sert de ce vilain homme pour se fortifier dans la langue espagnole, qu'il parlait facilement en arrivant à Cadix le 1^er^ janvier 1764.

Il y passa huit jours fort agréablement, ayant été parfaitement accueilli par les négociants français, quoiqu'il n'eût aucune lettre pour eux. Ce qu'on lui dit de la beauté des rives du Guadalquivir lui donna la curiosité de se rembarquer à Cadix sur une tartane, de passer la barre de San-Lucar, et de remonter ce fleuve. Ce voyage fut long, et il le fit en fort mauvaise compagnie. L'équipage était de la nation des Bohémiens ou *Gitanes*. Heureusement un officier de dragons, des volontaires d'Andalousie, était aussi dans la barque, ainsi que Fernando, qui était devenu très-doux et très-caressant. Cet officier, nommé Salas, à qui il avait conté son aventure, lui conseilla de s'en méfier. En arrivant à Séville, Fernando affectant toujours un

grand repentir de sa conduite, et le remerciant à tout moment de l'avoir *retiré du chemin du crime*, lui fit les plus grandes instances pour l'engager à venir loger chez lui, ce qu'il refusa, et il fit très-bien ; car, deux jours après, ce scélérat vint, accompagné de deux autres, pour l'assassiner dans l'auberge de la *Fonda*. Aidé du généreux Salas, il mit en fuite ces trois hommes ; ils allèrent ensuite porter plainte à l'*assistente* ou l'intendant, qui commandait. Il lui raconta ce que Fernando avait fait à Mons et à Ostende. L'*assistente* fit mettre ce monstre en prison, et il écrivit à Cadix au capitaine Keiser, pour avoir son témoignage. Dumouriez partit pour Madrid, et n'a jamais su comment s'était terminé le procès de Fernando.

Arrivé à Madrid, il fut fort bien reçu du marquis d'Ossun. Le duc de Choiseul avait poussé la bonté jusqu'à le prévenir de son arrivée. Cet ambassadeur le présenta au roi, et lui offrit sa table ; il lui parla en père, et lui conseilla de ne pas se hâter, et de bien examiner avant de faire aucune démarche pour obtenir un emploi. Quoique pressé par la pauvreté à faire décider son sort, il crut devoir suivre les conseils de cet homme respectable, à qui il a eu depuis les plus grandes obligations. Le marquis d'Ossun était d'un caractère extrêmement froid et sérieux, mais son cœur était très-sensible. Il était ami intime du roi Charles III, qu'il avait suivi de Naples en Espagne, et qui n'avait jamais permis qu'on lui donnât un autre ambassadeur. Il était très-riche et très-charitable. Il avait épousé une demoiselle Hocquart, d'une famille de bossus ; il en avait un fils unique, très-bossu et plein d'esprit, mais fort mauvais sujet, qui lui donnait de grands chagrins.

Au bout de quelques jours il prit Dumouriez en amitié ; sa décoration, ses blessures, son éducation, sa gaieté, lui inspirèrent de l'intérêt. Il le faisait venir le matin, et lui demandait des détails de la guerre de sept ans, ce qui l'engagea à en écrire des mémoires abrégés, qu'il remit à cet ambassadeur.

Enhardi par les bontés de ce ministre, il lui confia sa vie entière, même son voyage de Corse, et sa querelle avec le duc de Choiseul. M. d'Ossun lui dit avec bonté : « Je vous prédis que vous rentrerez en France avec le grade de colonel, et je ne

permettrai pas que vous entriez au service d'Espagne. Restez ici, je vous servirai de père. » Alors, comme il s'aperçut que le jeune homme paraissait plus pensif que touché, il devina la cause de son embarras. « Êtes-vous riche ? » lui dit-il en riant. « Non, lui répondit Dumouriez, et je ne veux plus être à charge à mon père. — Eh bien ! point de fierté déplacée ; je vous prêterai ce dont vous aurez besoin, et vous me le rendrez un jour. » De ce moment il l'a effectivement traité comme son fils. Dumouriez fit plusieurs voyages en Catalogne, à Grenade et sur les côtes ; il rapportait des notes, qu'il rédigea en un petit volume intitulé *Essai sur l'Espagne*. Cet ouvrage, qui contient quelques détails neufs et curieux, a été, ainsi que sa bibliothèque, confisqué à Paris par les anarchistes, et n'a jamais été imprimé.

Il vivait à Madrid avec le corps diplomatique, mais il était surtout particulièrement lié avec le comte de Kreutz, ambassadeur de Suède ; de Vismes, résident d'Angleterre, et Bergher, chargé d'affaires du Danemark : ils sont morts tous les trois. Il lui arriva dans cette société une aventure qui fit grand plaisir au marquis d'Ossun. Il venait de paraître à Madrid un major prussien, Suisse de nation, nommé Merle. Il venait offrir de lever un corps franc. Il était recommandé à l'ambassadeur d'Angleterre, qui l'avait introduit dans la société diplomatique. La mauvaise conduite des généraux français, et nos revers dans la guerre de sept ans, avaient décrié partout les officiers français. Ce major avait une mine terrible, une éducation brusque, un grand sabre à poignée d'argent, et un costume soldatesque. Il se déchaînait continuellement contre la nation française, et ne parlait d'elle qu'avec mépris, surtout de son armée. Il ne manquait ni d'esprit ni d'instruction.

Tout le corps diplomatique fut un jour rassemblé à un grand dîner chez le comte de Kreutz, qui depuis a été ambassadeur de Suède à Paris, et qui est mort ministre de Gustave III. C'était une espèce de fête qu'il donnait à la comtesse Boutourlin, très-jolie femme, ambassadrice de Russie. La conversation de table tomba sur la flotte *invincible* de Philippe II. Merle, pour exalter la nation anglaise, tint des propos indécents sur l'Espagne. M. d'Ossun crut devoir faire cesser cette conversation, en

citant froidement le mot de Philippe II : « Je ne l'ai pas envoyée combattre contre les vents. » Merle continua ; Dumouriez cita l'histoire pour faire diversion aux sarcasmes du major, qui, l'apostrophant grossièrement, lui dit : « Vous êtes bien la preuve que les Français ne savent pas mieux l'histoire que la guerre. » Tout le monde fut décontenancé. Dumouriez, qui tenait un verre de vin à la main, lui répond gaiement : « Défenseur de la reine Élisabeth, j'ai l'honneur de boire à votre santé. » On rit, et le dîner s'achève.

Lorsqu'on est sorti de table, le comte de Kreutz prend en particulier le major prussien, et l'engage à se retirer. On entoure Dumouriez, et on le garde à vue ; il fait signe au marquis d'Ossun, qui vient à lui, et il lui dit gravement : « Allez chercher sur ma table la chanson que vous avez faite pour madame la comtesse de Boutourlin, et que vous avez oubliée. » Il l'avait dans sa poche. Il vole, gagne la rue, voit de loin son homme qui allait entrer dans un café près d'une des portes de la ville : c'était le rendez-vous de presque tous les étrangers. Il le prend sous le bras, et l'attire vers la porte. Le Prussien lui dit : « Vous êtes mal armé ; avec mon sabre je vous fendrai en deux ; attendez à demain. » Effectivement Dumouriez était armé d'une épée fort courte ; mais il ne voulait pas retarder sa vengeance, craignant qu'on n'y mît obstacle ; les duels étaient très-défendus en Espagne. Il prend le parti de dissimuler. « Vous avez raison, dit-il, et je vous sais gré de votre générosité ; je suis même fâché que vous m'ayez mis dans le cas de ne pouvoir pas me dispenser de me battre. Promenons-nous tranquillement, et convenons d'un rendez-vous. » Ils sortent ainsi de la porte, se tenant amicalement sous le bras. Quand ils ont fait environ cent pas, Dumouriez voit une ruelle de jardin très-propre pour son projet, lâche le bras de Merle, le pousse dans la ruelle, met l'épée à la main, et lui dit : « Je te tiens, défends-toi. » Merle, surpris, pâlit, demande pardon, propose d'aller faire des excuses. — « Non ; tu es un lâche, indigne de paraître dans cette société. » Merle est encore plus effrayé. — « Bats-toi, ou rends-moi ton sabre. » Le faux Prussien défait en tremblant son ceinturon, et s'en va. Dumouriez retourne

avec la même rapidité chez le comte de Kreutz, et, lui remettant le sabre devant tout le monde, lui dit : « Comte de Kreutz, voici l'arme terrible du défenseur de la reine Élisabeth; il se porte fort bien ; renvoyez-la-lui, car il n'osera pas venir la chercher. » On applaudit beaucoup à cette aventure.

Deux jours après, le ministre espagnol, instruit de cette scène, fit mettre en prison le major Merle, sous prétexte d'espionnage. De Vismes osa à peine le réclamer : il en parla à Dumouriez, qui courut à la prison, donna quelques louis à ce malheureux, et engagea M. d'Ossun à solliciter sa liberté, qui fut accordée à condition qu'il sortirait d'Espagne. Au bout de quelques jours, il alla avec de Vismes le tirer de prison : le pauvre homme parut pénétré de la plus vive reconnaissance, partit de Madrid, fut reçu depuis major au service de Russie, embarqué sur la flotte du comte Orloff, et mourut à Paros avec la réputation d'un assez bon officier.

Dumouriez a toujours détesté les duels, et il en a eu très-peu, ayant toujours évité la société des jeunes gens. Ce genre de courage barbare n'a rien de commun avec la vraie valeur. Un duel est presque toujours le fruit d'une colère aveugle ou d'un orgueil déraisonnable. Il a souvent pardonné des injures personnelles qu'on lui a faites, parce que, n'ayant eu ni publicité ni éclat, il a pu accommoder sa querelle ou par lui-même ou par des médiateurs. Ce principe philosophique lui est devenu plus nécessaire que jamais depuis la révolution, surtout avec de jeunes émigrés qui raisonnent peu, qui sont aigris par le malheur, et qui lui attribuent des maux dont il n'est pas cause, et dont il est victime comme eux. Cette fausse opinion des émigrés de la première édition contre les émigrés suivants, fait un très-grand tort à la cause commune.

Le bonheur de Dumouriez ne dura que quelques mois. Il fut troublé par les lettres qu'il reçut de France. Son père était prévenu contre lui, et lui écrivait très-durement. Mais ce qui mit le comble à ses chagrins, ce fut la résolution de sa cousine de se faire religieuse. Un jour, en réponse aux lettres très-tendres qu'il lui écrivait, il reçut un gros paquet dans lequel étaient contenues plusieurs de ses propres lettres qu'on lui renvoyait, une

de sa cousine qui allait prendre le voile, une d'une supérieure de la Visitation, et une d'un jésuite, directeur de la jeune personne. Toutes ces lettres étaient remplies de mysticité, et finissaient par l'exhorter à imiter sa cousine, et à sortir de l'*abîme du siècle*. On lui recommandait de ne plus écrire, parce qu'il ne recevrait plus de réponse.

Cette vocation était venue à la suite de la petite vérole qu'elle avait eue, et qui avait entièrement changé ses traits. Cette jeune personne avait une âme ardente, impétueuse, et très-décidée. Elle éprouva de longs combats, qui ont entièrement altéré sa santé pour le reste de sa vie. Comme c'était une riche héritière, les prêtres et les dévotes l'assiégèrent en règle, et tournèrent vers la religion la vivacité de ses passions. Sa dévotion devint excessive, et, trouvant la vie de simple religieuse trop inactive, elle prit le voile dans un couvent d'hospitalières à Bayeux, pour se consacrer au service des malades. Au bout de six mois elle fut accablée elle-même de si fortes maladies, qu'elle fut forcée de rompre son noviciat; et elle traîna une santé languissante pendant plusieurs années, dans les excès d'une dévotion trop exaltée.

Il fut consterné de cette nouvelle inattendue et irréparable; il confia ses peines au respectable marquis d'Ossun, qui, s'accommodant à son âge et à sa passion, chercha à le distraire et le consoler. Alors il faisait le projet de renoncer pour toujours à sa patrie, et de s'attacher au service d'Espagne. Mais il voulait y entrer avec un grade supérieur, et rendre quelque service important qui mît cette cour dans le cas de ne pas hésiter sur sa demande : cela était difficile, puisqu'on était en paix.

Pendant la guerre qui l'avait précédée, l'Espagne avait attaqué le Portugal en 1762, avec plus de cinquante mille hommes. Les Portugais, qui venaient d'éprouver deux grands fléaux, un terrible tremblement de terre et une grande conjuration, quoique gouvernés par le marquis de Pombal, un des plus habiles ministres de l'Europe, qu'on peut appeler le Richelieu du Midi, n'étaient point du tout préparés à soutenir cette attaque, à laquelle ils ne purent opposer qu'une armée de dix-sept mille hommes et quelques bataillons irlandais de nouvelle levée, que

les Anglais leur envoyèrent à la hâte. La conquête du Portugal paraissait assurée : cependant, après quelques mois de campagne, les Espagnols ne prirent que la place d'Almeïda, mal défendue, furent battus partout, et rentrèrent sur leur territoire, ayant perdu vingt-cinq mille hommes et leur honneur.

Il avait pris tous les renseignements possibles sur cette campagne, et s'en faisait raconter les détails par les officiers qui l'avaient faite, surtout par ceux des gardes wallonnes, avec qui il était très-lié. Il avait souvent dit au marquis d'Ossun que quelque jour il lui demanderait la permission de faire le voyage de Portugal, pour aller résoudre par lui-même ce problème historique, au moins dans sa partie militaire; car il ne doutait pas que la politique de cour n'eût influé sur les désastres inexplicables des Espagnols, et que ce ne fût à Madrid que l'armée espagnole eût été détruite. Il avait même ramassé des notes curieuses sur ces intrigues criminelles ; mais surtout il avait composé un précis de cette courte et honteuse campagne, avec le projet d'aller un jour l'étudier sur le terrain.

Accablé de chagrin, cherchant un moyen de dissipation, il se livre tout entier à ce projet. Une nouvelle carrière s'ouvre à son imagination, un nouveau peuple, de nouveaux intérêts à examiner, à étudier. Il confie son idée au marquis d'Ossun, qui l'approuve ; mais il l'avertit en même temps que, comme le premier ministre du Portugal est très-soupçonneux et très-capable de lui faire un mauvais parti, il croit ne pouvoir réussir à approfondir avec sûreté tous les détails dont il a besoin, qu'en ayant l'air d'aller chercher du service en Portugal; et Dumouriez lui donne sa parole de ne pas en prendre, quand même on admettrait sa demande.

Le marquis d'Ossun y consent avec répugnance, et en rend compte au duc de Choiseul. Il lui donne une lettre de recommandation pour le comte de Saint-Priest, ambassadeur de France à Lisbonne, et quelque argent. Il prend une lettre de recommandation de de Vismes, résident d'Angleterre, pour son frère Gérard de Vismes, négociant à Lisbonne, homme très-aimable et très-lettré, avec lequel il s'est lié pour la vie. Il part pour Lisbonne, visite les bords de la Coa où est situé Almeïda, revient de Coïm-

bre en Espagne en remontant la rive droite du Tage, pour étudier les marches des Espagnols sur Abrantès, par Castelbranco, Villa Velha, Pennamacor, rentre en Portugal par Elvas, et se rend à Lisbonne par la grande route d'Estremos et d'Armada, se dirige sur Porto, prolonge le cours du Duero, fait une pointe jusqu'à Miranda et Chaves, revient à Lisbonne, se présente à M. de Saint-Priest. La lettre du marquis d'Ossun était très-froide et très-réservée, parce que, prévenu de l'offre qu'il devait faire de ses services au ministre de Portugal, il n'avait pas voulu se compromettre.

Il fait passer à M. d'Ossun, par un voyageur français, un gros paquet d'observations que lui seul pouvait déchiffrer, avec un simple billet par lequel il le prie de le garder pour le lui remettre à son retour ; ce que cet ambassadeur fit très-fidèlement, sans même l'avoir ouvert. Bientôt il se lie avec les officiers anglais, écossais et suisses, qui étaient en grand nombre au service de Portugal ; il obtient plusieurs audiences du ministre, lui propose la levée d'une légion qu'il était bien sûr qu'on n'accepterait pas, étudie l'histoire du Portugal et les cartes, trace un système offensif et défensif de ce pays, y fait encore quelques excursions pour rectifier ses idées, et envoie deux nouveaux paquets très-volumineux, par des occasions sûres, au marquis d'Ossun.

Le marquis d'Almodovar, ambassadeur d'Espagne, et le comte de Saint-Priest, trompés par les apparences, le traitent très-froidement, et écrivent contre lui, l'un à la cour de Madrid, l'autre au marquis d'Ossun et au duc de Choiseul. Lui, de son côté, cesse de les voir, et se livre entièrement à la société anglaise. Le premier ministre lui refuse du service : il s'y attendait d'autant plus, qu'il arriva alors à Lisbonne une aventure tragique qui prouva combien les Français étaient mal dans l'esprit du marquis de Pombal, qu'on appelait alors le comte d'Oyeras.

Ce premier ministre était un despote cruel et soupçonneux. Après la guerre il avait conservé un régiment de grenadiers étrangers, qui était en garnison à Lisbonne. Ce corps, composé d'officiers et soldats presque tous Français, était superbe; il avait pour colonel un Français nommé Peyferrier, qui portait le nom de

Graveron : il avait été en France mousquetaire et aide de camp du comte d'Hérouville. Il était bon soldat, et assez aimé à la cour. La faction écossaise était jalouse de ce colonel et de son régiment ; elle l'accusa d'avoir mal parlé du ministre. Cela suffit pour perdre le malheureux Graveron. Le comte d'Oyeras fit examiner les comptes du régiment, et lui fit faire son procès. Il ne fut point réclamé par son ambassadeur, qui aurait pu au moins lui sauver la vie. Il fut condamné par un conseil de guerre, fusillé, et le régiment cassé.

Après avoir manqué d'argent, parce qu'il ne pouvait pas écrire au marquis d'Ossun de lui en envoyer ; après avoir reçu des secours d'un négociant français, homme de mérite, à présent un des plus riches banquiers de Paris ; après avoir passé près d'un an en Portugal, Dumouriez retourna à Madrid, n'emportant sur lui aucuns papiers qui pussent faire soupçonner son énorme travail, qui ne consistait qu'en notes et en matériaux que lui seul pouvait mettre en ordre, et qui l'avaient précédé. Indépendamment d'un système de guerre pour et contre le Portugal qu'il en tira, il lui resta de quoi former un volume intitulé *Essai sur le Portugal en* 1766 [1], qui a été imprimé à Lausanne, et qui est très-connu. Cet ouvrage est plein de négligences de style ; il y a même quelques erreurs, et il y manque plusieurs détails ; mais il est fait avec beaucoup de méthode, et il serait à souhaiter qu'on eût sur chaque État de l'Europe un ouvrage du même genre, et qu'il fût renouvelé tous les vingt ans. Il serait très-utile pour la conduite des cours, pour la balance des intérêts

[1] Le véritable titre de cet ouvrage, devenu aujourd'hui fort rare, n'est pas *Essai sur le Portugal*, mais *État présent du royaume de Portugal en l'année* 1766 ; sans nom d'auteur, 1 vol. in-12, Lausanne, 1775 ; avec une épigraphe tirée de la traduction anglaise du Philoctète de Sophocle. Cette production du général Dumouriez n'est, à vrai dire, qu'une statistique faite avec soin. L'auteur traite tour à tour de la géographie du Portugal, de ses colonies, de son état militaire, du caractère national et du gouvernement. Il paraît s'être servi de notes et de documents exacts ; et la distribution des matières ne manque ni de méthode ni de clarté. On remarque le chapitre fort bien fait dans lequel Dumouriez offre un abrégé succinct de l'histoire du Portugal ; on lit surtout avec intérêt les nombreuses anecdotes historiques que Dumouriez a réunies avec un soin très-curieux. Sans doute (et Dumouriez a fait lui-même cette réflexion) beaucoup de faits niés alors ne le sont plus aujourd'hui. Le royaume de Portugal, comme presque tous les États de l'Europe, a subi des révolutions qui ont modifié les institutions, l'esprit national et les idées politiques des Portugais ; mais l'écrit de Dumouriez n'en est pas moins, pour le temps où il fut composé, une production fort estimable.

(*Note de l'éditeur.*)

respectifs, et il épargnerait bien des erreurs et des fautes à ceux qui gouvernent, fruits de fausses notions. Il serait pareillement utile aux voyageurs et aux philosophes.

A son arrivée à Madrid, il fut reçu très-froidement; on le regardait comme un homme léger, qui avait voulu entrer au service d'une puissance ennemie. Le marquis d'Ossun lui-même le traita d'abord avec une réserve apparente. Il reprit toutes ses notes, s'enferma, et au bout de quinze jours il remit à l'ambassadeur un mémoire intitulé *Système d'attaque et de défense du Portugal.* Il en avait tiré deux copies, l'une pour le marquis d'Ossun, l'autre pour le duc de Choiseul : à cette dernière était jointe une carte du cours du Tage à grands points, sur laquelle il avait tracé les marches et les camps. Le marquis d'Ossun reçut ordre du ministre de remettre le double de ce travail à la cour de Madrid pour qu'il fût examiné, et qu'elle pût s'occuper des points préliminaires, comme la formation d'un état-major, l'établissement d'arsenaux plus rapprochés que ceux de la Catalogne, d'hôpitaux, de magasins, et autres objets

L'ambassadeur remit le mémoire au roi d'Espagne, qui ordonna qu'il fût nommé une commission composée de trois personnes, le comte d'Aranda, capitaine général, et les comtes de Cagigal et Spinola, lieutenants généraux ; elle fut chargée d'en rendre compte, mais cela ne produisit pas la moindre amélioration dans les dispositions du militaire espagnol. M. le marquis d'Ossun voulut au moins en tirer parti pour son jeune ami, et demanda pour lui un grade supérieur. On lui offrit la lieutenance colonelle d'un corps de trois bataillons qu'on levait, sous le nom de volontaires étrangers. Cette offre était la suite d'une intrigue du général O'Relly, pour dépouiller de cette place un brave officier français, nommé Chateauveron. Dumouriez l'apprit, et refusa l'emploi. Il avait quitté alors les grandes sociétés, et ne voyait plus que quelques amis particuliers. Il s'était très-intimement lié avec le duc de Crillon-Mahon, avec son fils le comte de Crillon, et avec le prince Emmanuel de Salm-Salm, colonel du régiment de Brabant. Ce prince est rempli des qualités les plus estimables et les plus aimables. Il fit avec lui le projet de lever un régiment allemand de Salm ; il échoua. Ils se sont retrouvés tous les trois, quel-

ques années après, maréchaux de camp en France. Plût à Dieu qu'ils fussent restés en Espagne !

Il s'était engagé vivement dans une nouvelle inclination avec une demoiselle qui n'était pas extrêmement jolie, mais pleine d'esprit et de talents, fille d'un Français, nommé Marquet, premier architecte du roi. Elle avait une sensibilité exquise et un grand caractère. Elle n'était pas riche, et ne voulut jamais qu'il fît la folie de la demander en mariage, comme il le désirait. Il a fait pour elle deux petits volumes intitulés *Leçons de géographie, et Leçons d'histoire et de philosophie*, perdus, comme ses autres manuscrits devenus la proie des anarchistes. Cette aimable personne se sacrifia elle-même lorsqu'il fut rappelé en France; elle tomba dans la dévotion. Son père lui fit épouser un alcade ou juge de Valladolid ; elle est morte peu de temps après; et, avant sa mort, elle fit parvenir une lettre à son ancien ami, pour lui faire les adieux les plus tendres.

Il passa ainsi l'année 1767 en Espagne, y menant une vie très-agréable, grâces aux bontés du marquis d'Ossun, à l'amabilité de ses amis, et à la tendresse de mademoiselle Marquet; mais il était toujours sans état. Il apprit que sa sœur aînée était devenue abbesse de Fervacques par son mérite, et que la seconde était mariée avec le baron de Schomberg. Il était toujours brouillé avec son père, dont il reçut de nouveaux reproches sur son inclination d'Espagne, sans qu'il ait jamais pu savoir comment celui-ci avait pu en être informé, mais ce qui prouve que ce bon père ne l'oubliait pas. Depuis son voyage de Portugal, l'ambassadeur, sans diminuer ses bontés pour lui, mettait moins de zèle que jamais à lui procurer un emploi en Espagne, et lui répondait toujours avec froideur lorsqu'il le pressait à cet égard. Il a eu lieu de juger depuis que c'était de peur qu'il n'épousât sa maîtresse dès qu'il aurait un emploi. Cette froideur occasionnait de sa part une plus grande réserve avec ce généreux ministre ; il craignait d'abuser de ses bontés, quoique très-gêné du côté de l'argent ; mais il travaillait beaucoup, avait de bons amis et une maîtresse aimable, et le temps passait très-vite.

Les événements qui avaient lieu en Corse lui ouvraient alors,

à son insu, une carrière plus active. Tout ce qu'il avait prédit au duc de Choiseul en 1763, dans ses conférences et dans son mémoire, était arrivé. Paoli d'un côté, les Génois et les intrigants de l'autre, l'avaient joué; on tirait des coups de fusil, on commettait des voies de fait. Les Corses, qui avaient quelques petits bateaux armés, arrêtaient nos tartanes; Paoli protégeait la désertion de nos garnisons; on était en état de guerre. Le duc de Choiseul, après avoir pris ses mesures avec la cour de Londres, fit un second traité avec Gênes, qui lui vendit la Corse [1], et cette conquête fut résolue : on se disposa à renforcer de dix bataillons et de deux légions les garnisons de cette île, où l'on espérait ne pas trouver de résistance. Le mémoire envoyé par Dumouriez en novembre 1763 fut tiré de la poussière, et consulté; le duc de Choiseul, se livrant à la noblesse de son caractère et à son équité naturelle, crut devoir rappeler cet officier.

Un matin, le marquis d'Ossun l'envoya chercher, et lui dit : « Je vous l'avais bien prédit, et vous voyez que j'ai bien fait de vous empêcher d'entrer au service d'Espagne : voilà un ordre du duc de Choiseul d'aller le joindre; partez demain matin. » Il courut aussitôt chez sa maîtresse, et, en lui annonçant cette nouvelle, il lui promit de lui être fidèle. « Non, lui dit-elle, suivez votre destinée, et ne me regardez désormais que comme votre meilleure amie. » Il retourna chez l'ambassadeur, à qui il raconta sa scène avec mademoiselle Marquet : ce ministre fut frappé de la noblesse d'un sacrifice aussi rare; il alla le même jour chez elle, et l'assura de son amitié et de sa protection. Il prêta encore trente louis à Dumouriez, qui partit le lendemain, quittant à regret une ville où il avait été heureux pendant un

[1] « Cette négociation, dit M. Lacretelle jeune dans son Histoire du 18e siècle, fut conduite avec un mystère que prescrivait la jalousie des Anglais. Le roi de France s'annonçait aux Corses comme un médiateur qui inclinait à faire reconnaître leur indépendance; leur chef Paoli ajoutait foi à ces promesses. Au mois de mai 1768, l'Europe apprit avec surprise que, par un traité, les Génois avaient cédé l'île de Corse à la France. A la vérité, cette cession n'était pas présentée comme irrévocable. Les Génois se réservaient de reprendre la souveraineté de l'île, en remboursant les frais qu'aurait coûtés cette conquête. Cette restriction illusoire n'avait été imaginée que pour modérer le ressentiment des Anglais. Le roi de France la démentit en se hâtant de prendre le titre de roi de Corse. »

(*Note de l'éditeur.*)

an. Le voyage d'Espagne est un des plus agréables qu'il ait faits de sa vie; il y laissait beaucoup d'amis.

CHAPITRE V.

Guerre de Corse. — Campagne de 1768.

Dumouriez arriva à Paris dans le mois de décembre 1767. Son père s'y était établi tout à fait; mais, désirant le surprendre agréablement en lui annonçant ce que le ministre aurait fait pour lui quand il l'aurait lui-même appris, il prit une chambre dans un quartier peu connu, se reposa vingt-quatre heures, étant venu à cheval de Madrid dans une saison fort dure, et alla à Versailles. Le duc de Choiseul le reçut avec la plus grande bonté, et lui annonça que la guerre ayant lieu en Corse, il lui tenait sa parole; et qu'il avait engagé le roi à le nommer aide maréchal général des logis de cette armée, dont le marquis de Chauvelin [1] serait le général. Il lui dit d'aller le trouver, et de lui expliquer les détails de son mémoire.

« Ensuite, dit-il, vous irez faire vos arrangements et préparer vos équipages. » Dumouriez, prenant confiance, lui dit : « Eh! avec quoi, monsieur le duc? Je n'ai que des dettes. Mon père est malaisé et malade. Je voyage depuis quatre ans. Vous avez approuvé mon travail sur le Portugal; vous êtes si content de mon mémoire sur la Corse, que vous paraissez vouloir qu'on en adopte les moyens; je n'ai rien dans le monde qu'un brevet de pension qui, grâce au contrôleur général, ne vaut pas mieux qu'une feuille de chêne : ne m'enrichissez pas, mais payez-moi pour que je serve. » Le duc de Choiseul avait le cœur bon, grand et généreux. « Combien dois-tu, mon enfant? — Quinze mille francs. — Diable! c'est beaucoup. Voyons.

[1] Grand maître de la garde-robe de Louis XV. Le marquis de Chauvelin est mort avec la réputation d'un habile négociateur, d'un publiciste éclairé, et d'un grand homme d'État. Son fils, après avoir rempli avec honneur une longue carrière diplomatique et administrative, est aujourd'hui l'un des membres les plus distingués de la chambre des députés.

(*Note de l'éditeur.*)

Quatre années de ta pension, cent louis. Gratification pour le voyage et les travaux du Portugal, douze mille livres. Aurez-vous assez de dix-huit mille livres? — Oui, monsieur le duc. » Il sonne, un secrétaire arrive; il lui fait faire une ordonnance de dix-huit mille livres sur Labalue, banquier de la cour.

Quelque pressé qu'il fût d'aller, suivant les ordres du duc, trouver M. de Chauvelin, il l'était encore plus d'aller voir son père; il en demande la permission. « Comment, vous ne l'avez pas encore vu? — Non, nous sommes brouillés; mais vous nous raccommodez toujours. » Le duc lui accorde trois jours : il vole à Paris, arrive chez le banquier de la cour, reçoit son argent, arrive chez son père, qui d'abord veut prendre un air sévère. Il lui demande pardon de tous les chagrins qu'il a pu lui donner, lui raconte ses voyages, en lui disant qu'enfin il a un état fixe et honorable, et qu'il ne lui sera plus à charge. Il lui remet son argent, le force à reprendre la dette de Livourne; il lui donne l'état de ses dettes, et le charge de les payer. Cela fait, il ne lui restait pas mille écus. Il loue un petit appartement auprès de lui; et jusqu'à sa mort ils sont restés amis intimes.

Il retourne le dimanche suivant à Versailles avec son père, qui, quoique malade, fait un effort pour aller remercier le ministre. C'était une grande audience, et par un heureux hasard le maréchal de Brissac s'y trouvait. Le duc de Choiseul méditait un acte bien rare, ou plutôt héroïque, de la part d'un ministre tout-puissant. Il vient à lui, le prend par la main, et dit tout haut : « Messieurs, voici un officier avec qui j'ai eu un tort de vivacité il y a quatre ans; le roi vient de le nommer aide maréchal des logis de l'armée de Corse; il connaît bien ce pays-là, et il y servira bien. » Tout le monde complimente Dumouriez, qui est si étonné de la noblesse de ce trait, qu'il reste muet. Le maréchal de Brissac, qui avait une tournure d'esprit très-originale, lui dit fort plaisamment : « Il me semble que tu as plus d'esprit quand on t'injurie que quand on te loue [1]. »

[1] Le maréchal de Brissac, si l'on en croit les témoignages contemporains, était un des hommes les plus remarquables de la cour de Louis XV, tant par sa loyauté, son courage et ses talents, que par la singularité vraiment originale de son esprit. Son courage, sa politesse, tout, jusqu'à la manière de

Il se rendit ensuite chez M. de Chauvelin, qui, dès le premier moment, lui montra la plus grande confiance, et a conservé jusqu'à sa mort la plus grande amitié pour lui. Dès le lendemain, il eut un long entretien avec le duc de Choiseul sur l'Espagne et le Portugal; après avoir épuisé cette matière, il lui dit : « Monsieur le duc, je ne sais comment vous témoigner ma reconnaissance; j'en ai en ce moment un faible moyen, ne le refusez pas. J'ai une réforme d'une compagnie de cavalerie, on les vend depuis douze jusqu'à vingt-quatre mille francs; vous me l'avez donnée à la taxe, faites-moi rendre mes huit mille francs, et donnez-la à qui bon vous semblera. » Le duc le remercia, et lui dit : « J'accepte la réforme, mais je veux que vous en tiriez parti. » Dumouriez persista, tira de sa poche sa démission de capitaine au régiment de Penthièvre, et força le duc à la recevoir. Il fut infiniment sensible à ce procédé, qu'il prôna plus qu'il ne valait.

Il partit pour la Corse au mois de mai 1768. Il attendit plus d'un mois à Lyon l'arrivée de son général. On croyait que tout était prêt à Toulon. Il ne trouva rien de préparé. Il s'appliqua à tous les détails d'embarquement, avec un très-habile capitaine de port, nommé Truguet [1]. C'était un genre de détails tout neuf pour lui. Il fit presque seul l'embarquement d'une légion, de dix bataillons, des chevaux, des mulets, des bœufs, des hôpitaux, des vivres, des fourrages. Tout cela ne fut prêt que dans le mois d'août. Son général était arrivé à Toulon, et il était prêt à s'embarquer avec lui, lorsqu'il reçut un gros paquet du ministre, contenant des ordres particuliers.

Lorsque le comte d'Aranda, à la suite de la révolte de Madrid en 1766, avait chassé les jésuites de l'Espagne, ils étaient allés s'établir en Corse au nombre de plus de quatre mille; ils y vi-

s'exprimer, dit un biographe, annonçait la loyauté, la franchise d'un brave chevalier français, et le modèle de nos anciens preux. Il avait conservé le costume du siècle de Louis XIV, et porta longtemps l'écharpe et les deux queues. Voici un trait qui le caractérise. Le comte de Charolais le trouva un jour chez sa maîtresse, et lui dit brusquement : « Sortez, monsieur. — Monseigneur, répondit fièrement le duc de Brissac, vos ancêtres auraient dit : *Sortons.* » Le maréchal de Brissac mourut en 1784. Le duc de Brissac, gouverneur de Paris, capitaine colonel des Suisses, et commandant général de la garde constitutionnelle de Louis XVI, qui périt si misérablement à Versailles dans les premiers jours de septembre 1792, était de la famille du maréchal. Le dernier descendant de ce sang illustre, M. le duc de Brissac, est aujourd'hui pair de France.

(*Note de l'éditeur.*)

[1] Père du vice-amiral Truguet, qui est mort pair de France.

(*Note de l'éditeur.*)

vaient de leurs modiques pensions. On s'occupait pareillement de les chasser de France ; et la Corse devenant française, ce n'était pas le cas d'y laisser végéter cette infructueuse colonie. Le duc de Praslin, ministre de la marine, avait chargé un capitaine de vaisseau, nommé le chevalier de Vesnel, commandant la corvette *l'Hirondelle*, d'aller les prendre sur vingt-deux tartanes, et de les déposer sur les côtes des États ecclésiastiques. Un commissaire de la marine et un officier de l'état-major de l'armée devaient faire le détail de cette translation ; le duc de Choiseul avait voulu qu'on chargeât nommément Dumouriez de cette mission désagréable. Il se réunit avec le capitaine de vaisseau et le commissaire : ayant lu les ordres du duc de Praslin, ils les trouvèrent barbares, en ce qu'on n'accordait à ces infortunés pour leur nourriture que la ration de matelots, et absurdes en ce que, sans examiner la conformation de l'île et la différence des marées et des vents, on leur donnait le même point de rassemblement, qui était Calvi ; ce qui aurait peut être fait traîner deux mois cette opération, et l'aurait rendue plus chère qu'en y mettant plus d'humanité et d'intelligence.

Ses deux collègues étant d'accord avec lui, il renvoya un courrier, et manda que parmi ces jésuites étaient plusieurs personnages de familles de grands d'Espagne, entre autres le frère du duc de Grenade, celui du comte de Fuentes, le P. Cordova ; qu'il y avait beaucoup de vieillards vénérables ; qu'en leur payant à chacun trente sous par jour, les laissant acheter eux-mêmes leurs vivres en Corse, et faisant partir les tartanes des différents ports à mesure que leur embarquement serait complet, on y gagnerait, et on satisferait ces malheureux ; que le chevalier de Vesnel allant établir sa croisière entre l'île Capraya et le Gorgonne, les convoierait plus sûrement qu'en allant les attendre à Calvi. La cour fut contente de cet arrangement. Il se rendit à Calvi, où était le plus grand nombre de ces religieux ; il y convint de toutes les mesures de l'embarquement avec le P. Cordova, homme d'un grand mérite. Cette disposition fut uniforme pour tous les ports, et il se débarrassa ainsi de cette corvée, en rendant service aux jésuites. Cette affaire ne le retint que quatre jours, et il se rendit à Bastia le 1er septembre.

Le marquis de Chauvelin fut fort aise de le revoir ; il ne comptait plus sur lui pour tout le reste de la campagne. Ce général, après avoir fort bien servi pendant la guerre de 1741 sous le prince de Conti, avait passé le reste de sa vie dans les ambassades ou auprès de Louis XV, qui l'aimait beaucoup. Il avait perdu l'habitude de la guerre, et n'y entendait rien. Le comte de Marbeuf, qui venait d'être fait lieutenant général après quatre ans de commandement en Corse, avait espéré commander l'armée, et il s'attacha à croiser les opérations de son général.

Cette armée n'était que de seize bataillons et de deux légions. Ces bataillons, sur le pied de paix, et ayant leurs semestriers dehors, ne montaient pas à plus de quatre cents hommes chacun. Chaque légion formait à peu près cinq cents hommes, dont moitié à cheval. De ces seize bataillons, six étaient à Ajaccio et à Calvi ; toute l'île, qu'il fallait soumettre, étant entre eux et l'armée, il ne fallait pas les compter. On en tira quatre cents grenadiers et chasseurs, qui arrivèrent fort tard. Ainsi l'armée qui devait agir ne formait qu'un corps de cinq mille hommes tout au plus. Il fallait en déduire les garnisons de Bastia, du cap Corse, de Saint-Florent, et de la communication entre Saint-Florent et Bastia ; il ne restait donc pas trois mille hommes effectifs pour entrer en campagne. Les officiers n'avaient ni équipages ni chevaux. Il n'y avait pour le transport des vivres que cent cinquante mulets. Peu de jours avant l'arrivée de M. de Chauvelin, M. de Marbeuf avait forcé le général Paoli à lui abandonner le cap Corse et la communication. Une partie des troupes y était placée. Les Corses étaient postés vis-à-vis sur les hauteurs du Nebbio, de la Croce, de Maillebois et de Saint-Antonio. Ils occupaient un front considérable, et ils étaient à peu près quinze mille hommes bien retranchés.

M. de Chauvelin avait amené avec lui quantité de jeunes gens de la cour, pleins d'ardeur, qui prétendaient conquérir bien vite la Corse pour retourner au bal de l'Opéra. Cette *canaille*, ces paysans armés de fusils de chasse sans baïonnettes, habillés de brun, ne devaient faire aucune résistance. Le général se laissa entraîner. On sortit le 3 septembre de Bastia; l'armée se rendit sur le *Tegimè*, en présence de l'ennemi. Elle n'était que de deux

mille six cents hommes. On tint conseil de guerre, et tout le monde fut d'avis d'attaquer. Dumouriez prit la parole, et osa ouvrir un avis contraire. « Mon général, dit-il, vous attaquerez, vous battrez sûrement les Corses, et c'est ce que je crains; vous serez alors obligé de vous diviser et de vous étendre, ce qui ne formera plus que deux ou trois faibles colonnes, que les Corses attaqueront et replieront l'une après l'autre, et vous serez obligé de vous retirer dans vos places. » On ne voulut pas en entendre davantage, on frémit d'indignation, et déjà des murmures lui reprochaient sa lâcheté. Le général Marbeuf impose silence, et dit d'un air malin : « Laissons continuer l'avis de monsieur. Que voulez-vous donc qu'on fasse? — Qu'on garde la communication et les places; que le général envoie un officier au duc de Choiseul, pour demander huit bataillons complets et huit cents mulets de plus, car le munitionnaire vous dira qu'il ne peut pas faire le service de votre armée avec cent cinquante mulets, surtout quand elle sera divisée; qu'on fasse arriver les semestriers et les recrues; qu'on donne aux officiers la gratification de campagne, et qu'en attendant la réponse du ministre on négocie avec les Corses, pour en détacher une partie qui déteste Paoli, et même pour les armer contre lui. »

Cet avis est rejeté unanimement, et on se dispose à attaquer. Il n'était pas connu dans cette armée, et il avait à réparer la faiblesse apparente de son opinion. Il obtient, dans l'ordre de bataille, d'être placé à la colonne du centre, qui devait attaquer les trois grandes redoutes de la Croce, de Maillebois et de Saint-Antonio. Il se met tout à fait à la tête, avec un sergent et douze grenadiers du régiment de Rouergue; ils courent à toutes jambes se placer sous l'escarpement de la montagne; il reconnaît la nature du terrain; c'étaient des roches entassées, qu'on pouvait avec peine escalader au travers d'épaisses broussailles; ils en viennent à bout, et n'essuient le feu des Corses qu'au moment où ils culbutent la muraille de pierre sèche qui environnait le terre-plein de la montagne. Un seul grenadier est blessé légèrement. Dumouriez, en uniforme brodé, et qui n'avait pour toute arme qu'une canne ferrée, est attaqué, en sautant dans la redoute, par le commandant corse, qui veut rallier son monde; il

l'abat d'un coup de canne au travers du visage, et le prend. Les deux ou trois cents Corses fuient, se précipitant au travers des roches; les grenadiers en poignardent une vingtaine; la colonne, qui voit cette action de deux cents pas, n'écoute plus ses généraux, grimpe, et entre dans la redoute. Il continue à faire l'avant-garde avec ses douze héros, arrive à la seconde redoute; mais alors la colonne le suivait de très-près. Enfin, en moins d'une heure, les trois redoutes sont emportées, et les Corses, percés par leur centre, fuient de tous côtés. Il voit que la droite des ennemis tient encore dans Furiani; il engage d'Arcambal, colonel de Rouergue, à faire un à gauche pour les prendre en flanc. Le combat cesse; les Corses avaient perdu environ trois cents hommes, et les Français quinze ou vingt. Comme tout est fini, il entre dans une maison, boit un peu d'eau-de-vie, et mange un morceau de pain de munition que lui donne un de ses braves grenadiers, et s'endort. Au bout d'une heure on lui amène son cheval, et il va rejoindre M. de Chauvelin. Comme les Corses n'avaient point de canon, ce général avait vu le combat de très-près, et il disait à ceux qui l'entouraient : « Vous allez voir que ce petit bon homme va se faire tuer à cause de son avis. »

Quand il arriva, tout le monde entourait M. de Chauvelin, qui avait demandé plusieurs fois de ses nouvelles avec inquiétude. Le général l'embrassa, et le combla d'éloges. Alors il lui dit tout haut : « Mon général, je savais bien que nous nous battrions ; je vous supplie de vous en tenir là, et de demander bien vite les bataillons et les mulets, car vous ne pouvez pas marcher en avant. Je n'ai pas changé d'opinion, et je peux la soutenir; à présent on me connaît. » Il retourne à sa colonne, et M. de Chauvelin lui dit de revenir le soir le retrouver à Bastia.

Il y avait dans l'armée trois hommes sages et très-instruits : Beauvoir, brigadier, commandant de l'artillerie; d'Aumont, maréchal de camp, commandant le génie; et Delille, munitionnaire des vivres, qui avait fait la guerre de sept ans, et qui en savait plus, militairement, que les officiers qui avaient voté dans le conseil de guerre. Ils étaient de la même opinion que Dumouriez ; mais les deux militaires n'avaient pas osé la soutenir, primés par les gens de la cour. Pendant le combat ils entou-

raient le général ; Delille, qui était brusque et franc, reprit l'opinion, la discuta, et lui fit sentir la nécessité de la suivre. M. de Chauvelin fut convaincu, mais il ne voulut pas avoir l'air de se rétracter; d'ailleurs l'affaire était engagée, et il attendait l'événement.

Dumouriez, retenu auprès des troupes par des détails indispensables, n'arrive à Bastia qu'à trois heures du matin, et va à son logement, ne voulant pas interrompre le sommeil de son général, qu'il croit couché, et ayant lui-même grand besoin de repos. Ses gens lui disent qu'il est venu plusieurs fois des aides de camp le demander ; il n'y fait pas grande attention ; et comme il se déshabille, un aide de camp arrive, et lui dit qu'il est attendu avec impatience. Il trouve le général dans son lit, entouré des trois personnes qui avaient changé ses idées. M. de Chauvelin lui annonce qu'il revient à son avis, et qu'il faut qu'il parte pour Paris. « Non, répondit-il, je suis trop jeune, trop peu connu : personne ne peut mieux réussir que M. Delille; le duc de Choiseul l'estime, il obtiendra tout ce qu'il vous faut, bataillons, mulets, paye de campagne, secours de toute espèce. » Beauvoir et d'Aumont appuient cet avis. Delille consent à partir, mais veut porter au duc de Choiseul la besogne toute faite et prête à signer. Delille, Dumouriez et un nommé Taurel, secrétaire du général, s'enferment dans une chambre pendant deux fois vingt-quatre heures, font tous les calculs, dressent tous les états; Delille part, arrive à Paris, obtient tout, et revient au bout de trois semaines. Tout arrive dans le mois de novembre. Dumouriez, ivre de travail et de fatigue, dormit douze heures de suite; il fut ensuite chargé d'une reconnaissance sur le Golo, qui a occasionné bien du mal.

Après le combat du 5 septembre, on avait partagé la petite armée en deux corps : l'un, de six bataillons et une légion, aux ordres de M. de Marbeuf, resta campé sur les hauteurs de Saint-Antonio, ou cantonné à Furiani et à Biguglia. L'autre, de quatre bataillons et une légion, aux ordres de M. de Grandmaison, maréchal de camp, fut campé sur les hauteurs de San-Nicolao, en avant d'Olmetta et d'Oletta, à la tête du Nebbio. La position était sage, ces deux petits corps se soutenaient; ils avaient pour eux

l'avantage de la hauteur, ils n'étaient pas loin des villes de Bastia et de Saint-Florent, et ils pouvaient ainsi attendre les secours de France.

Paoli s'était retiré derrière le Golo ; mais ses partis s'étendaient jusqu'au Bevinco, du côté de la montagne, et du côté de la mer jusqu'à l'étang de Ciurlino. M. de Marbeuf, pour assurer la tranquillité de son camp de Notre-Dame del l'Orto, se décida à occuper les trois villages qui dominent le Golo, Borgo, Vignale et Lucciana. Les habitants étaient venus eux-mêmes solliciter ce général de leur envoyer des troupes. Les Corses aimaient la liberté ; nous venions les conquérir, ils nous tendaient des piéges, ils avaient raison. On envoya un lieutenant colonel, nommé du Valès, avec deux cent cinquante hommes, pour occuper ces trois villages ; on chargea Dumouriez de les y établir, on lui donna vingt dragons de la légion royale, et on lui recommanda de reconnaître le pont du Golo, et d'indiquer où on pourrait placer une redoute pour garder le passage de cette rivière.

Arrivé à Borgo, qui était environ à trois lieues du camp, il trouva aux habitants un air embarrassé et mystérieux, surtout aux femmes : il en fit l'observation au lieutenant-colonel ; et comme Paoli n'était qu'à une demi-lieue de l'autre côté du Golo, il donne au premier ordre par écrit d'établir toute sa troupe à Borgo, sans occuper les deux autres villages. Cependant il entre dans deux ou trois maisons ; dans l'une il trouve une jeune femme fort effrayée, ayant deux jolis enfants ; il les caresse, et donne un écu à la femme, qui lui dit en pleurant de se sauver avec ses soldats, parce qu'ils devaient être égorgés la nuit suivante par les Corses.

Ce village de Borgo est une espèce de citadelle sur le sommet d'un pain de sucre, au haut duquel est une église retranchée avec quelques maisons crénelées ; le village est au-dessous, placé par étages, le long de la montagne. La plaine est à plus de cinquante pieds au-dessous ; pour monter au village il n'y a qu'un chemin en limaçon, garni d'un mur d'appui du côté extérieur. Ce village a toujours été funeste aux Français. En 1739, M. de Boissieux, lieutenant général, l'ayant fait occuper, et les Corses l'assiégeant, il marcha au secours, fut battu, et vint mourir de douleur à Bastia.

Ayant averti le lieutenant-colonel de ce qu'il venait d'apprendre de cette femme, Dumouriez lui recommanda de le cacher à sa troupe, de peur qu'elle ne s'inquiétât ou ne maltraitât les paysans; il arrangea avec lui la disposition de sa défense ; et l'assurant qu'il aurait sous peu de ses nouvelles, il rejoignit ses vingt dragons dans la plaine près d'une maison nommée *Revinco*, au pied de la montagne de Borgo. Toutes ces positions sont marquées sur les cartes de la Corse.

Il prit avec lui six paysans armés de Borgo, ayant l'air de la plus grande confiance en eux. Il était neuf heures du matin. Après avoir fait une demi-lieue, tenant ses vingt dragons dispersés sur un très-grand front, il trouva un petit bois à mille pas du pont du Golo. Un peu en arrière de sa gauche, tirant vers la mer, était une grosse cense, nommée le *Procio Giustiniano;* il pouvait y avoir des Corses dans cette maison : il y envoya un brigadier et quatre hommes, avec ordre de revenir l'avertir s'il y a des ennemis ; et, s'il n'y en a pas, de revenir directement au bois au petit trot, ayant soin de s'approcher assez de la rivière pour se faire voir : ce que le brigadier exécuta. Il entra dans le bois avec les seize hommes qui lui restaient, y laissa douze hommes, avec ordre de se montrer souvent à la tête du bois dans différents points, pour faire soupçonner qu'ils sont plus nombreux, et d'allumer cinq ou six feux, à grands intervalles. Il sortit du bois avec le lieutenant, quatre dragons et les six paysans, et marcha droit au pont. Les Corses, au nombre de trente à quarante, occupaient une espèce de guérite ou chapelle qui se trouve au centre du pont. De l'autre côté, dans la piève de la Casinca, est un village où l'on descend au pont par une pente douce entrecoupée d'arbres et de haies. Toute l'armée de Clément Paoli, frère du général, était là, forte de cinq à six mille hommes. Cette armée curieuse se montre pour voir les dragons.

Les Corses les laissèrent arriver jusqu'au pont, ne tirèrent point, et abandonnèrent la chapelle. Il plaça une vedette à l'entrée du pont, le lieutenant plaça les trois autres à deux cents pas de distance l'une de l'autre, retourna au bois, en ramena quatre autres dragons, et successivement plaça seize vedettes qui tenaient une ligne d'un quart de lieue sur le bord de la rivière. Il dépêcha

à toutes jambes son laquais, qui était bien monté, avec un billet pour M. de Chauvelin ; il lui rend compte du danger de M. du Valès, et de l'ordre donné de ne pas séparer sa troupe. Le laquais remet en passant un billet au commandant de la légion royale ; il lui mandait qu'il tenait l'armée ennemie en échec avec vingt de ses dragons, et il le priait de lui en envoyer cent avec la plus grande rapidité, pour le soutenir. Au bout de deux heures, il vit un grand mouvement dans les Corses ; ils remontaient dans le village, ce qui annonçait une retraite. Il en fit prévenir par un paysan M. du Valès, en le priant de lui envoyer à manger pour les hommes et les chevaux, et lui recommandant d'envoyer quelques hommes sur une sommité plus rapprochée du Golo, d'où ils pussent être bien vus ; mais de ne pas les aventurer, et de se tenir toujours sur ses gardes.

Une heure après, il vit descendre quelques hommes du village avec un drapeau blanc ; il leur fit déposer leurs armes sur le pont, et se les fit amener. C'étaient six députés de la Casinca, dont deux se nommaient Casabianca. Il les retint auprès de lui ; ils lui apprirent que l'armée, prenant cette petite troupe pour l'avant-garde des Français, et croyant qu'on allait l'attaquer, s'était retirée du côté de Tenda, et que les pièves de la Casinca et de Campoloro les avaient députés pour se soumettre au général Chauvelin. Il ne les détrompa pas ; au contraire, il dit au lieutenant d'aller prendre les ordres du général Marbeuf, pour savoir s'il veut admettre la députation ; il les pria de prendre patience avec lui, parce qu'il était possible que ce général, occupé de ses dispositions, les fît attendre longtemps, surtout s'il se croyait obligé de prendre les ordres du général en chef, qui ne devait partir de Bastia qu'à midi. Le lieutenant rentra dans le bois, et ne reparut qu'à cinq heures du soir, suivi de cent dragons, qui relevèrent l'escorte avec laquelle il emmena les otages à Bastia. Ils cherchaient l'armée sur toute leur route ; il les assura que, sur la nouvelle de la retraite des Corses, elle avait certainement pris le chemin de la montagne.

Ces funestes députés arrivés, les têtes des Français s'allumèrent : *Il faut sur-le-champ aller recevoir la soumission des deux pièves ; il faut profiter de la terreur : les autres pièves*

vont suivre le même exemple : il ne faut pas perdre du temps à attendre le secours de France, dont on n'aura pas besoin. Dumouriez, qui trouvait déjà la position de Borgo trop hasardée, conjure qu'on n'aille pas plus avant. Les députés pressent les généraux d'avancer. M. de Chauvelin se laisse encore entraîner ; on ordonne au lieutenant-colonel du Valès d'occuper Lucciana et Vignale. On fait marcher le lendemain le colonel d'Arcambal avec huit cents hommes pour occuper Vescovato et la Penta ; et Dumouriez, désapprouvé d'avoir pris sur lui de changer la première destination de du Valès, a la douleur de voir l'armée dispersée, et de prévoir tous les dangers qui en résultent ; enfin d'être la cause innocente de ces fautes par sa funeste reconnaissance.

M. de Marbeuf lui avait montré de l'aversion ; il pria le général de le changer de division, et de l'attacher à celle du général Grandmaison, qu'il alla joindre au camp de Saint-Nicolas. Quatre jours après, il apprit que les Corses avaient rassemblé huit à neuf mille hommes dans la Casinca, avaient attaqué le poste de la Penta ; qu'après une défense vigoureuse les Français en avaient été chassés avec perte de plus de deux cents hommes tués ou prisonniers ; qu'ils avaient évacué les deux pièves, repassé le Golo, et s'étaient repliés dans leur ancien camp de Notre-Dame dell' Orto ; qu'on avait jeté dans Borgo le comte du Lude, colonel, avec l'infanterie de la légion royale et deux compagnies de grenadiers, ce qui lui faisait environ cinq cents hommes ; que les Corses avaient passé le Golo, et menaçaient Borgo. Le lendemain de cette nouvelle, le camp de Saint-Nicolas fut attaqué par toute l'armée corse : le général Grandmaison, après avoir résisté toute la journée, fit sa retraite la nuit, et s'établit dans le fort village d'Oletta, à la tête de la plaine du Nebbio. Les Corses ne perdirent pas de temps, et assiégèrent sur-le-champ Borgo.

Dumouriez revint au quartier général : il trouva que ces échecs n'y avaient fait aucune impression ; qu'on regardait le siége de Borgo comme une folie, les Corses n'ayant pas de canon ni de baïonnettes, pendant que M. du Lude avait l'un et l'autre. Deux jours après, on le chargea de conduire un convoi dans ce village, avec cent hommes d'infanterie, cinquante dragons

et trente grenadiers. Les Corses qui étaient à Revinco se retirèrent; il passa après une légère fusillade. Il revint, et rendit compte à M. de Chauvelin de ce qu'il avait vu. M. du Lude, se croyant trop faible, avait réduit sa défensive à l'église et à la sommité retranchée du village, dont il n'occupait que quelques maisons, pour communiquer avec la plaine; que si les Corses s'en apercevaient et forçaient seulement une de ces maisons, il mourrait de soif, parce qu'il n'avait d'autre eau que celle d'une fontaine au pied de la montagne près de Revinco. M. de Chauvelin reçut assez légèrement ces observations, et d'autres projets firent partir Dumouriez pour Calvi. Malheureusement il était le seul officier de l'état-major qui eût été à Borgo, et son absence devint très-funeste.

Dans le mémoire qu'il avait remis en 1763 au duc de Choiseul, il avait insisté surtout sur deux points : 1° Qu'on ouvrît une négociation avec les chefs qui étaient de la faction opposée à Paoli, qu'on en soudoyât même une partie, pour faire une diversion, épargner le sang des Français, et terminer plus vite; 2° qu'on ne laissât à Ajaccio qu'une garnison suffisante, y ayant peu de danger dans cette partie; qu'on fît un rassemblement de deux ou trois mille hommes à Calvi, pour prendre la Balagne à revers, donner la main à la colonne d'attaque du Nebbio par Petralba, soumettre les pièves du Niolo et de Rostino, très-attachées à Paoli, et marcher sur Corte par le centre. La Balagne était une petite province, plus fertile, mieux ouverte, plus peuplée, plus policée que le reste de la Corse. La famille des Fabiani, établie à Santa-Reparata, qui en est le bourg le plus considérable, était très-puissante, et à la tête de la faction contraire à Paoli. Au-dessous de Santa-Reparata est le port de l'Isola Rossa, où se tenait la petite marine assez incommode de Paoli. Ce fort fait face à la France.

Le marquis de Chauvelin avait adopté ce plan, appuyé de l'autorité du maréchal de Maillebois, qui, en 1739, avait opéré sur les mêmes principes, et avait réussi. Dans le travail qu'avait emporté Delille pour le soumettre au duc de Choiseul, il avait arrangé que quatre bataillons et trois cents mulets seraient dirigés sur Calvi.

En exécution de ce plan, le marquis de Chauvelin fit partir, dans les derniers jours de septembre, Dumouriez pour Calvi, pour diriger les marches de cette colonne. Il lui donna cent mille francs pour lever et soudoyer des compagnies corses à Calvi et dans la Balagne, et pour l'armement d'une felouque de trois canons de six livres et quarante hommes d'équipages génois et corses, et deux petits bateaux de quinze à vingt hommes chacun, armés de pierriers : car, bien que nous eussions une escadre de deux vaisseaux de ligne, deux frégates, six chebecs et quelques felouques, il y avait trop peu d'accord entre la terre et la marine pour se dispenser d'avoir ce petit armement, indépendant du chef d'escadre. Il ordonna en même temps au comte de Narbonne-Fritzlaar de se rendre d'Ajaccio à Calvi pour commander cette colonne, et d'amener avec lui deux bataillons et tous les grenadiers et chasseurs. Ce comte de Narbonne s'était distingué dans la guerre de 1757, où il avait acquis le glorieux surnom de Fritzlaar. Peu de jours après son arrivée à Calvi, il était allé à Bastia pour s'aboucher avec M. de Chauvelin.

Pendant que Dumouriez était occupé à préparer l'ouverture de la campagne par la Balagne, et qu'il attendait M. de Narbonne et les troupes de France, les Corses avaient continué le siége de Borgo; quatre cents hommes de la piève d'Arco, commandés par un chevalier de Saint-Louis, très-bon officier sortant du service de France, nommé Grimaldi, s'étaient emparés d'une maison du village à mi-côte, où du Lude n'avait placé qu'un sous-lieutenant et vingt hommes, quoique ce fût sa seule communication avec l'eau et la plaine. Ils s'y étaient parfaitement retranchés; trois mille Corses s'étaient pareillement portés dans les maisons adjacentes. Du Lude était prêt à se rendre, manquant d'eau. On le devinait par les signaux, car on ne pouvait plus avoir de communication avec lui. M. de Chauvelin se vit alors réduit à risquer le salut de toute l'armée, pour tenter de délivrer la garnison de Borgo.

Il ordonna au général Grandmaison de marcher par les hauteurs et Ortale, pour attaquer l'ennemi par la montagne; cette division était d'environ mille hommes. Lui-même marcha à la

tête de l'autre division par la plaine; il partagea en deux corps cette division, qui ne formait pas plus de neuf cents hommes. M. de Marbeuf fut chargé de tourner par la gauche du village, M. de Narbonne d'attaquer par le centre, et du Lude se prépara à sortir avec toute sa garnison. La division de Grandmaison n'arriva pas. Les deux attaques de la plaine se firent avec la plus grande impétuosité. Les deux colonnes pénétrèrent jusqu'au centre du village, où elles furent criblées par des ennemis invisibles, tirant à coups sûrs. Du Lude fit sortir une compagnie de grenadiers du régiment de Languedoc, dont il ne revint qu'un seul homme. Les Français se retirèrent, laissant trois cents morts dans le village; M. de Marbeuf fut blessé d'un coup de feu. Les Corses ne perdirent pas un seul homme, et le lendemain du Lude se rendit avec toute l'infanterie et les drapeaux de la légion royale et quatre pièces de canon. M. de Chauvelin, consterné, se retire à Bastia, écrit bien vite à Toulon pour changer la destination des huit bataillons qui suffisent à peine pour garder les places, le cap Corse et la communication; et on se trouve au même point qu'à l'entrée de la campagne, excepté que les Corses ont entre les mains six à sept cents prisonniers de la Penta et de Borgo, auxquels il faut ajouter la perte de quatre à cinq cents morts, et que le crédit de Paoli, ainsi que leur courage, sont augmentés par leurs succès.

Tel est le fruit de l'attaque du 5 septembre, que Dumouriez n'avait que trop prédit, mais qu'il n'imaginait pas devoir être si funeste; il jugeait alors que le projet de la Balagne serait abandonné : il s'était attaché à M. de Chauvelin, il s'embarqua aussitôt, et se rendit à Bastia, où il le trouva au lit et malade. Il vit la joie peinte sur les visages de la nombreuse faction de M. de Marbeuf, qu'on élevait jusqu'aux nues, et dont la blessure était légère. Trouvant M. de Chauvelin entièrement découragé, il l'exhorta à quitter son lit pour ne pas faire le second tome de M. de Boissieux, et à partir aussitôt pour la cour, pour n'y pas perdre une bataille plus dangereuse que celle de Borgo. Delille, arrivé depuis quelques jours, lui donne le même conseil. Il part, assurant Dumouriez de son amitié et de sa reconnaissance, et le chargeant surtout de continuer la négociation avec les Corses,

et leur soudoiement, afin d'avoir ce moyen de plus à son retour, sur lequel il comptait. Tous les jeunes gens de la cour partent en même temps pour aller le déchirer ; il n'avait eu d'autre tort que d'avoir eu trop de complaisance pour eux, et de les avoir trop écoutés. Ils réussirent à lui faire perdre son commandement, et, sans l'amitié du roi, sa disgrâce eût été plus fâcheuse.

Aussitôt après son départ, M. de Marbeuf, qui le remplaçait par intérim, et qui espérait bien lui succéder, inventa un moyen infernal pour rendre ses fautes plus ostensibles par leur résultat. Il assembla un conseil de guerre, dans lequel il exposa tout ce que l'armée avait souffert, le besoin qu'elle avait de quartiers d'hiver tranquilles, les dangers qu'elle aura à essuyer de la part d'un ennemi enhardi par ses succès, très-habile pour une guerre de surprise et de chicane, et de la part d'habitants qui trahiront leurs hôtes : il se fit fort d'engager Paoli à consentir à une suspension d'armes qu'il regardait comme nécessaire dans l'état fâcheux où on avait réduit l'armée, en manquant la campagne. Tous les avis se réunirent à celui du général. M. de Narbonne seul gardait un silence désapprobatif. Alors Dumouriez se leva, et protesta contre la suspension d'armes, qu'il traita de lâcheté.

« C'est dans le moment où toute l'Europe a les yeux sur nous, où nos pertes viennent d'être remplacées par l'arrivée de huit bataillons complets et pleins d'ardeur, qu'on veut avoir la honte de solliciter une suspension d'armes ! Ne sont-ce pas les mêmes paysans que nous regardions il y a un mois avec tant de mépris, et qui ont toujours fui devant nous? Nos revers, que nous ne devons qu'à nous-mêmes, ont-ils procuré à Paoli des généraux, des canonniers, de la tactique? Si nous avions eu d'heureux succès, il conviendrait à la générosité d'une grande nation d'accorder à ce peuple, égaré par un chef ambitieux, un armistice pour épargner l'effusion du sang, et donner aux Corses le temps de revenir à eux-mêmes : mais il ne nous est pas permis de suspendre la délivrance de nos drapeaux, de nos canons, de nos camarades qui sont dans les mains de Paoli. D'ailleurs, de quel droit délibérons-nous sur une résolution aussi imparfaite? Les généraux qui sont ici ne commandent que par intérim. Notre

général en chef est à Paris; en partant, il a laissé ses ordres, et nous n'avons pas le droit d'y faire des changements, puisque l'état des choses n'a pas changé depuis son départ. »

M. de Narbonne appuya cet avis de raisons militaires très-fortes. Le conseil de guerre devint très-orageux; l'avis de M. de Marbeuf l'emporta à la plus grande majorité. M. de Narbonne et Dumouriez déposèrent sur le bureau leur protestation par écrit, et partirent pour Calvi. Avant de s'embarquer, Dumouriez, pour n'avoir rien à se reprocher, crut devoir faire un dernier effort auprès du général Marbeuf; il alla le trouver, il lui dit que certainement le ministre désapprouverait la suspension, comme un aveu public de nos défaites et de notre timidité; il ajouta qu'il avait un motif de plus pour le prier de ne pas suivre cette mesure, qui était la négociation ouverte avec les ennemis de Paoli; que l'armistice les livrerait à la vengeance de ce chef, et qu'il serait regardé par eux comme une perfidie.

Le général l'écouta froidement, et lui répondit : « Il n'a tenu à rien que je ne vous fisse arrêter pour vous renvoyer en France; mais je vous déclare que j'écris au duc de Choiseul contre vous. — Et moi, je vais écrire contre la suspension d'armes. » Elle eut lieu quatre jours après. Marbeuf était entièrement mené par une madame Varèze, qui n'était pas jeune, car elle avait été maîtresse du maréchal Contades en 1739, et depuis du général Paoli.

Arrivé à Calvi, Dumouriez rendit compte de tout par duplicata au duc de Choiseul et à M. de Chauvelin; ensuite il manda à Paoli qu'en qualité d'officier de l'armée française il exécuterait la suspension d'armes; mais que comme les Corses n'y étaient pas compris, en vertu des engagements personnels qu'il avait pris avec eux, il continuerait la guerre à leur tête. M. de Narbonne approuva sa conduite. Au mois de janvier 1769, il entreprit de surprendre le port d'Isola Rossa ou l'île Rousse, au moyen d'une intelligence. On devait lui livrer une tour qui est sur un îlot détaché qui forme l'entrée du port, et qui lui donne son nom. Il y avait dans cette tour six pièces de canon, six autres au pied de l'embarcadère, et quarante-quatre pièces en batterie dans l'intérieur de la rade. L'intelligence était double. Le capitaine qui devait livrer son poste trahissait ses parents, et

avait averti Paoli. Quatre mille hommes attendaient en silence pour égorger ceux qui viendraient sur la bonne foi du complot. Dumouriez s'embarqua le soir du 12 janvier par un temps superbe. Il avait, outre sa felouque, cent cinquante Corses dans cinq bateaux de pêcheurs, commandés par un brave homme nommé Capiassi, chef de l'expédition, et oncle du traître, qui s'appelait Capocchia. On les laisse descendre; alors une grêle de coups de canons à mitraille et de mousqueterie en coucha par terre la moitié, et Dumouriez eut bien de la peine à sauver le reste. Il gagna sa felouque dans un esquif, s'établit au milieu de la rade, et avec son canon de six il fit un feu si vif contre les batteries, que les Corses, mauvais canonniers, les abandonnèrent: s'il avait eu trois ou quatre cents hommes, il aurait pris la place. Pendant cette canonnade, ses bateaux se sauvèrent à Calvi. Pour se venger, il prit, deux jours après, la tour de Giralatte sur la côte de l'ouest de l'île.

L'entreprise était hardie, mais elle était fort importante. Il en avait prévenu le duc de Choiseul; il lui mandait: « Sur cent « coups de main de la nature de celui que je vais tenter, on en « manque quatre-vingt-quinze, et on ne doit jamais se rebuter. « Je vais attaquer le port de l'île Rousse, garni de cinquante « pièces de canon et de troupes nombreuses, avec cent cinquante « hommes, dans cinq barques de pêcheurs. Si Capocchia ne « nous trahit pas, je n'essuierai pas un coup de fusil; et une « fois établi sur cette roche, toute la Corse ne pourra pas me dé- « loger. Si je réussis, vous serez dispensé d'armer une escadre « pour cette campagne; c'est une épargne d'au moins six mil- « lions. Si Capocchia nous trahit, tout le mal tombera sur les « Corses; car dans ce petit armement, qui ne vous coûte pas un « sou d'extraordinaire, il n'y a pas un seul soldat français. Dans « ce dernier cas, qui est celui qu'il faut prévoir, c'est une pe- « tite *gaillardise* des Corses; et ils ne seront pas honteux d'a- « voir échoué à une attaque qui a été manquée au mois d'octobre « par toute l'escadre française et le régiment de Royal-Roussil- « lon. Si je ne réussis pas, vous recevrez des volumes contre « moi. Ne me jugez pas sur le succès, mais sur l'intention, et « sur l'importance de l'entreprise. »

Effectivement M. de Marbeuf écrivit contre lui, le représentant comme un fou dangereux. Tous les officiers, excepté M. de Narbonne, se déchaînèrent contre une pareille témérité. Le duc de Choiseul lui-même en prit une mauvaise impression ; et quoi que M. de Narbonne lui écrivît, il n'en donna pas moins un désagrément au malheureux. Quinze jours après, il fit une promotion de quatre aides maréchaux des logis ; trois furent faits colonels, et Dumouriez reçut un brevet de lieutenant-colonel. Il le renvoya, en mandant au ministre que ce grade, qui l'aurait honoré en tout autre temps, devenait, dans la circonstance présente, une punition ; qu'il le priait de nommer aussi à son emploi, qu'il ne devait plus remplir s'il avait démérité ; qu'il ne demandait que la permission d'achever cette guerre comme volontaire ; qu'ensuite il le détromperait, ou chercherait fortune ailleurs. Le duc ne voulut ni lui donner satisfaction, ni accepter sa démission. M. de Chauvelin fut chargé de négocier avec lui ; il ne consentit ni à accepter le grade de lieutenant-colonel, ni à recevoir une gratification d'abord de trois mille, ensuite de six mille livres, qu'on lui offrit ; et il garda son emploi de fort mauvaise humeur. Au reste, le triomphe de M. de Marbeuf était bien éloigné d'être complet. Les Corses, malgré l'armistice, avaient ourdi une conspiration fort bien arrangée. Tous les quartiers des Français devaient être attaqués à la fois ; et six bataillons qui hivernaient dans Oletta devaient être égorgés par leurs hôtes. Le massacre d'Oletta manqua, mais l'attaque générale eut lieu. Un bataillon du régiment de la Marck fut surpris et enlevé dans Patrimonio ; il fut repris, et on se retrouva en état de guerre malgré le bel expédient de M. de Marbeuf.

CHAPITRE VI.

Guerre de Corse. — Campagne de 1769.

La campagne de 1768 avait été si légèrement entreprise, si imprudemment conduite et si honteusement terminée, que le duc de Choiseul vit la gloire de la France et sa propre sûreté compromises, s'il ne réunissait pas des moyens suffisants pour assurer dans la campagne suivante la conquête de la Corse : aux vingt-deux bataillons qui composaient l'armée, il en ajouta vingt autres, deux autres légions, et mille deux cents mulets. Le commandement de cette armée, plus forte que tous les moyens de défense des Corses, fut donné au comte de Vaux, lieutenant-général.

La nouvelle de sa nomination alarma tout le monde, dès qu'elle parvint en Corse. Dumouriez était très-fâché qu'on n'eût pas donné ces forces à M. de Chauvelin pour réparer ses disgrâces, qui, dans leur principe, provenaient de l'imprudence du ministre, qui lui avait donné de trop faibles moyens. M. de Marbeuf se voyait frustré du but auquel son ambition tendait depuis quatre ans. Les Corses craignaient et connaissaient les talents de M. de Vaux. L'armée était indisciplinée, servait mal : ce général avait une réputation terrible d'austérité; ceux qui avaient servi sous lui, ou dans son commandement de Thionville, ou à l'armée, ou dans Gœttinguen, le peignaient comme un homme dur et sévère; il l'était réellement, mais son extérieur taciturne et rigide couvrait une âme sensible, juste, et même affectueuse. Il avait fait en 1739 la guerre de Corse; major au régiment d'Auvergne, il y avait eu la main droite estropiée d'un coup de fusil par un paysan de Sartenne. Sa première question, en 1769, fut pour savoir si cet homme existait encore. Le malheureux se cachait; M. de Vaux réussit à le découvrir, se le fit amener; on crut qu'il allait le faire pendre. Il releva cet homme, plus mort que vif, qui s'était prosterné à ses pieds, l'admit à sa table, lui demanda s'il avait des enfants, lui donna de l'argent, et se chargea de sa famille. Vingt traits pareils dans sa seule guerre

de Corse ont forcé ses ennemis à l'admirer. Il était fort instruit, parlait peu et difficilement; mais en particulier il était fort aimable. D'ailleurs, ses vertus et ses formes étaient trop antiques pour être appréciées par les hommes frivoles qui l'entouraient, et qu'il estimait peu.

Tel était le général qui arriva au printemps. Tous les officiers généraux et de l'état-major eurent ordre de se trouver à son débarquement à Saint-Florent. Après les avoir tous regardés d'un air austère, il leur dit : « Messieurs, le roi m'a chargé de vous dire qu'il est très-mécontent de son armée; plusieurs officiers placés dans des postes ont eu la lâcheté de signer des capitulations. Je défends qu'à l'avenir aucun officier en détachement se serve de plume et de papier. Le roi a singulièrement désapprouvé la suspension d'armes; c'est une tache que vous avez imprimée sur nos drapeaux : j'espère que nous parviendrons à la laver. Sa majesté est très-mécontente des officiers qui composaient ce conseil de guerre, excepté des deux qui ont eu le courage de protester. Vous vous êtes ensuite endormis sur la foi d'un pareil traité, et vous avez pensé être tous égorgés. Comment, ayant passé quatre ans avec les Corses, ne les connaît-on pas assez pour savoir qu'il ne faut pas se fier à eux? Il a été tenté une entreprise vraiment militaire; elle a échoué, c'est le sort de la guerre. Je suis chargé d'en témoigner à M. Dumouriez la satisfaction du roi. »

Après cette harangue, M. de Marbeuf fit beaucoup de caresses à Dumouriez, et depuis il lui a toujours montré beaucoup d'égards. Deux jours après, M. de Vaux le prit en particulier, et lui dit : « J'ai lu votre plan d'opération par la Balagne, il était bon avec de faibles moyens; mais comme j'en ai de plus que suffisants, j'envoie M. de Narbonne attaquer par Ajaccio avec douze bataillons. Il m'en reste trente pour lui ouvrir les défilés de Bogognano et de Vico. Vous désireriez peut-être servir avec lui, mais je vous garde avec moi; je sais que vous avez refusé le brevet de lieutenant-colonel, vous avez bien fait, vu la circonstance. Mais M. de Choiseul est fâché que vous ayez refusé la gratification; il dit que vous avez le caractère trop altier. — Mon général, si vous approuvez le refus du grade,

vous devez approuver encore mieux celui de l'argent ; si j'étais riche, peut-être que j'eusse accepté ; je suis pauvre, je ne le prendrai pas. — A la bonne heure, » dit M. de Vaux en souriant.

Il écrivit pour demander le grade de colonel, qui vint six semaines après. Ce général était très-entêté, et n'aimait à être ni questionné ni contredit. Il savait parfaitement l'histoire et la géographie, et on ne pouvait pas lui faire plus grand plaisir que d'établir la conversation sur ces matières. C'était même son faible, que Dumouriez saisissait souvent pour le faire causer : alors il était sententieux, et quelquefois sublime.

Dès les premières marches, cela procura entre eux une aventure assez singulière. M. de Vaux avait amené avec lui, comme volontaire, son ami intime le vieux lieutenant général du génie Bourcet, officier d'un très-grand mérite, qui a fait un ouvrage très-savant sur la guerre des Alpes. L'armée était divisée en deux colonnes, chacune de douze bataillons, marchant en front de bandière, l'une par le camp de Saint-Nicolas, l'autre par Saint-Antonio. M. de Narbonne, avec dix bataillons, opérait par Ajaccio sur Vico. M. de Marbeuf, avec huit bataillons, débouchait par la plaine de Mariana, pour remonter le long du Taviguano. Ces quatre corps menaçaient Corte. Le baron de Viomesnil, avec sa légion de Lorraine et quelques détachements, devait continuer le long de la mer, par la plaine d'Aleria, jusqu'à Porto-Vecchio. La garnison française de Bonifacio, et quelques détachements débarqués dans le golfe de Valinco devaient marcher sur Sartenne. Ce plan vaste enveloppait toute la Corse ; il était immanquable avec les grands moyens que nous avions. Il inspira la sécurité, et entraîna la négligence de quelques détails qui rendirent la défense des Corses plus brillante qu'elle n'aurait dû être.

Les deux colonnes centrales marchaient toujours l'une près de l'autre, et quelquefois les défilés forçaient à n'en faire qu'une. Les avant-gardes et les grenadiers tiraient beaucoup de coups de fusil ; mais les colonnes n'ont jamais vu l'ennemi, pas même à la petite affaire de Ponte-Nuovo. Il existe un point central, après avoir passé le pont du Golo par le chemin de Lento,

pour entrer dans la plaine haute de Corse ; on peut le regarder comme la *voûte* ou la clef du pays. C'est un assez vaste plateau sur une montagne, avec un seul bouquet de châtaigniers ; au milieu est une ancienne mosquée des Maures, qu'on appelle à présent la chapelle Saint-Pierre. Le maréchal de Termes avait autrefois soumis toute la Corse en s'y postant, parce que ce point plonge sur quatre vallées.

Les Corses, après avoir défendu assez vigoureusement le pont du Golo et le village de Valle, qui était à mi-côte, s'étaient retirés dans cette superbe position au nombre de sept à huit mille hommes. Il n'était que neuf heures du matin ; les volontaires de Soubise, qui étaient à l'avant-garde de la colonne de droite, ayant déjà dépassé le front de cette montagne, pouvaient pénétrer dans la vallée de Merosaglia, où est une abbaye dans laquelle Paoli se reposait. Dumouriez était à l'avant-garde de la colonne de gauche avec huit cents volontaires de l'armée, commandés par le comte de Viomesnil, frère cadet de celui qui marchait à Porto-Vecchio [1]. Ils avaient dépassé le village, et, divisés en trois petites colonnes, ils suivaient en fusillant l'arrière-garde des Corses. Dumouriez avait laissé ses chevaux au village de Valle ; on ne pouvait monter qu'à pied : il arrive au sommet ; et, voyant les Corses formés en bataille dans les bois et autour de la chapelle, il écrit un billet à M. de Vaux, lui mande que s'il veut faire avancer les bataillons de grenadiers pour soutenir les volontaires, faire tourner la légion de Soubise sur Merosaglia, il sera dans deux heures maître de la Corse, par l'importance de la position de la chapelle Saint-Pierre ; qu'en attendant il va faire attaquer. Un officier porte ce billet.

En attendant la réponse, il fallait prendre un parti : rester sur la hauteur sans avancer, était s'exposer à un feu supérieur ; redescendre, était se soumettre à une poursuite. Viomesnil fait sur-le-champ sa disposition : il met ses trois colonnes en bataille

[1] Le comte de Viomesnil dont il est ici question est celui qui émigra au commencement de la révolution française. Après avoir joué le rôle le plus actif à l'armée de Condé, et dans un grand nombre de circonstances de l'émigration, il rentra en France avec sa majesté Louis XVIII, la suivit à Gand en 1815, et fut, depuis, promu au grade de maréchal de France, et élevé à la dignité de pair du royaume. (*Note de l'éditeur.*)

sur deux hauteurs, il défend de tirer un seul coup de fusil ; on bat la charge, et on arrive presque à la course sur les Corses, qui plient tout de suite, et se retirent dans le petit bouquet de châtaigniers, à l'autre extrémité du plateau. Il n'y resta même pas mille hommes, tous les autres fuyant dans les vallées. Il écrit un second billet au général, et lui mande qu'il est maître de la chapelle Saint-Pierre. On n'avait perdu que trois hommes. Un second officier porte ce billet.

Toute la jeunesse de cour et les aides de camp, qui entendaient un grand feu, étaient accourus. Arrive un aide de camp du général, avec ordre de rétrograder : c'était la réponse au premier billet. Dans l'intervalle, M. de Vaux reçoit le second billet, s'imagine qu'on a dû recevoir son premier ordre, et que c'est une désobéissance. Un second aide de camp arrive. Ordre particulier à Dumouriez de se rendre sur-le-champ à Valle, avec tout ce qui n'est pas du corps des volontaires. Ordre par écrit à Viomesnil de quitter la montagne, et de redescendre sur Valle. Dumouriez juge qu'il y a un malentendu ; mais il se dépêche d'obéir, espérant même avoir le temps de faire rectifier l'ordre de Viomesnil, à qui il conseille de l'exécuter lentement. Il descend la montagne à la course, et quand il arrive à la tête du village, il trouve le major-général de l'armée, qui lui ordonne de se rendre aux arrêts, et lui remet son billet de logement, avec un guide pour le conduire.

Il mourait de faim et de fatigue, il avait les jambes enflées, ensanglantées, et pleines de meurtrissures. En passant devant le logement du général Bourcet, il y entre, lui demande à manger, et s'informe du motif pour lequel lui, qui était à son poste, a été mis aux arrêts comme les aides de camp. Le général Bourcet le lui explique. Alors il explique à son tour qu'il n'a reçu le premier ordre qu'après avoir pris la chapelle Saint-Pierre, et après avoir expédié le second officier. Il lui fait voir sur la carte l'importance du poste qu'il a pris, et l'imprudence de l'abandonner ; il annonce que les Corses vont poursuivre dans leur retraite les volontaires, qui perdront beaucoup de monde ; qu'ensuite ils descendront en foule dans les bois qui environnent et dominent le camp. Il s'étonne qu'à neuf heures du matin, n'ayant

fait que deux lieues, on ait campé dans un fond environné de bois très-serrés, et soumis à une hauteur aussi dangereuse, la sachant occupée par les Corses.

Le général Bourcet, frappé de la vérité de ce raisonnement, court chez M. de Vaux. Quant à lui, qui avait apaisé sa faim, il se retire dans son logement, se jette sur une botte de paille, et s'endort. Un moment après, arrive un aide de camp, qui a ordre de le conduire chez le général. M. de Vaux, qui avait une carte devant lui, lui dit assez sévèrement de lui expliquer pourquoi, sans ordre, il a mené les volontaires aussi loin. Il le lui explique, en lui disant qu'il croyait être suivi par la colonne, ignorant qu'on dût camper à Valle. Le général prend alors un air serein, et lui dit : « Je suis fâché de vous avoir mis aux arrêts; ce sont ces petits messieurs qui en sont cause, ils veulent se faire tuer mal à propos : Bourcet m'a prouvé que vous aviez parfaitement raison, et que le poste est essentiel. Vous êtes horriblement fatigué. Vous sentez-vous la force d'y remonter avec un bataillon de grenadiers, et de reprendre le poste? Voilà Lasobole tout prêt. » Lasobole était un brave lieutenant-colonel, qui venait d'être commandé avec son bataillon.

Il répond que, quoique bien fatigué, il ne pourrait rien refuser à son général; mais qu'on avait perdu cinq heures, et qu'il était trop tard pour aller recommencer une attaque; que Viomesnil, d'après son ordre, était en pleine retraite, et devait déjà être à moitié chemin; qu'il faut que Lasobole se porte à un point qu'il indique, où il recevra Viomesnil, et où ils bivouaqueront ensemble pour couvrir le camp, qui, malgré cette précaution, sera inquiété ce soir même; que, s'il l'exige absolument, il accompagnera Lasobole; mais qu'ayant encore là l'officier qui a porté le second billet, il peut le guider parfaitement; et que si le général peut le dispenser de cette corvée, il ira ôter ses guêtres et panser ses jambes. On le lui permit; Lasobole partit, Viomesnil perdit de soixante à quatre-vingts hommes dans sa retraite; les Corses se glissèrent dans les bois, vinrent inquiéter le camp, où la générale fut battue, et qui passa la nuit sous les armes.

Le lendemain, ils furent aisément chassés. Quand Dumouriez

entra chez M. de Vaux pour prendre ses ordres, ce général lui dit, après l'avoir fait entrer dans son cabinet, où était M. de Bourcet : « Vous jugez bien que j'ai rendu compte au ministre de vos arrêts ; voyez l'apostille que j'y ai jointe. » C'était un aveu d'avoir eu tort, et son éloge des talents et des connaissances de cet officier. Ce fut à cette époque qu'il fut forcé d'accepter la gratification qu'il avait refusée jusqu'alors.

Le reste de cette campagne fut une promenade, excepté l'affaire de Ponte-Nuovo, où les Corses surprirent les volontaires de l'armée, culbutèrent trois bataillons de grenadiers qui venaient les secourir, et furent enfin chassés, par la grande supériorité du nombre et des armes. Ils n'étaient que quinze cents, il en périt plus d'un tiers, dont beaucoup se noyèrent. Ce fut de leur part un trait de témérité bien vigoureux.

Dumouriez fit la capitulation du château de Corte, où 17 ivrognes s'étaient enfermés, et menaçaient d'y mettre le feu. M. de Vaux voulait sauver les papiers et les meubles. Dumouriez entra dans le château, sur la périlleuse parole de ces bandits, leur donna à chacun dix louis, et les renvoya libres. Ainsi, pour cent soixante et dix louis tout fut conservé. Le général lui donna pour sa récompense environ cent volumes de la bibliothèque de Paoli, qui fut partagée en cinq ou six personnes.

Elle était fort bien choisie. Il n'y avait pas un livre qui ne prouvât qu'elle appartenait à un homme de génie et à un grand politique. Paoli a illustré son nom par la vigueur avec laquelle il a soutenu la liberté publique en Corse : à la vérité, c'était un peu aux dépens de leur liberté individuelle. Les Français lui ont rendu justice dans le commencement de la révolution. Leurs excès l'ont aliéné ; il est actuellement *hors de la loi*. Ce terme exprime mal la proscription de ceux qui ne sont rebelles que contre l'anarchie, et c'est le cas de Paoli et de beaucoup d'autres [1]. Le colonel Guibert et Chardon, intendant de l'armée, eurent une partie de sa bibliothèque.

[1] Paoli est l'un de ces hommes dont le noble caractère et les hautes vertus seront admirés par la postérité la plus reculée, parce que le but constant de ses efforts, l'unique pensée de sa vie fut de rendre à sa patrie l'indépendance et la liberté, double source de la prospérité d'un peuple. Ce grand citoyen n'était

Guibert a joué en France un rôle trop brillant, quoique trop court, pour pouvoir être oublié dans ces mémoires. Son père, mort lieutenant général et gouverneur des Invalides, et celui de Dumouriez, ont été intimement liés. La carrière des deux fils était

pas seulement un habile général; il alliait aux talents militaires la science approfondie du droit public et de l'administration. Un grand prince et un grand écrivain semblent s'être chargés de l'éloge de Paoli. Frédéric l'appelait le *premier capitaine de l'Europe*. Voltaire exprimait en ces termes son admiration pour le régénérateur de la Corse : « Établir, disait-il, un gouvernement régulier chez un peuple qui n'en voulait pas; réunir sous les mêmes lois des hommes divisés et indisciplinés; former à la fois des troupes réglées, et instituer une espèce d'université qui pouvait adoucir les mœurs; créer des tribunaux de justice; mettre un frein à la fureur des assassinats et des meurtres; policer la barbarie; se faire aimer en se faisant obéir : tout cela n'était pas d'un homme ordinaire... L'Europe le regarda comme le législateur et le vengeur de sa patrie. »

Avant de subir la loi du vainqueur, la Corse avait dû à Paoli une indépendance et une prospérité de plus de quinze années. Pendant cet espace de temps, ce peuple, enfin affranchi du joug des Génois, s'était rendu respectable à tous ses voisins; son pavillon, à la tête de Maure, était reconnu et respecté de toutes les puissances maritimes. Paoli entretenait une correspondance suivie avec toutes les cours de l'Europe. La vente de l'île de Corse à la France par le gouvernement de Gênes, pour la somme de deux millions, exemple d'un scandale qui s'est quelquefois renouvelé depuis, enleva au peuple gouverné par Paoli son indépendance, et fit de ce territoire une province française.

A la suite de l'asservissement de sa patrie, Paoli se condamna à un exil volontaire : il se réfugia à Londres; un millier de patriotes corses se retirèrent en Toscane. Paoli partagea tout ce qu'il possédait avec ses compagnons d'infortune, et demeura dans la retraite, malgré les offres brillantes de la cour de Versailles, pour l'engager à retourner dans son pays. Lorsque l'assemblée constituante l'y rappela le 30 novembre 1789, il conçut l'espérance de voir sa patrie participer à la liberté que cet illustre sénat promettait à la France : il consentit à reparaître en Corse, où il fut plutôt reçu comme un souverain que comme un simple citoyen, seul titre que son cœur ambitionnât. Mais le peuple corse était accoutumé à ne jamais revoir Paoli, sans que son retour ne fût pour lui le signal de l'indépendance. Un grand nombre de citoyens tournèrent les yeux vers ce grand homme; des désirs, des espérances furent manifestés; ils éveillèrent l'attention des agents français. La France ne voulait point consentir à la perte d'une possession utile à son commerce, et qui pouvait, le lendemain, tomber au pouvoir de ses rivaux et de ses ennemis. Elle craignit l'influence de Paoli. L'assemblée législative avait à peine succédé à l'assemblée constituante, que Paoli fut dénoncé chaque jour comme l'instigateur des troubles fréquents dont la Corse était agitée. Paoli, toujours zélé pour la liberté de ses concitoyens, Paoli ne repoussait que faiblement ces dénonciations. Enfin, sous le règne de la convention nationale, il crut trouver dans les excès de cette assemblée une justification de sa conduite. Il se prononça ouvertement, fut de nouveau dénoncé par Barrère, déclaré traître à la république, et mis *hors la loi*. Paoli, obligé de s'éloigner, se retira d'abord à Livourne, où il fut reçu avec des honneurs extraordinaires. Il aborda ensuite en Angleterre, où il vécut jusqu'en 1807, époque de sa mort. La conduite de ce grand homme pendant la révolution française, les décrets lancés contre lui par la convention nationale, ne sauraient ternir ni diminuer sa gloire. La convention agissait dans les intérêts politiques de la France, en proscrivant Paoli : Paoli suivait un noble principe de vertu, en se révoltant contre une domination étrangère. L'une voulait conserver la conquête des généraux de Louis XV, l'autre voulait faire pour la Corse ce que la révolution avait désiré faire pour la France. On ne peut voir dans la lutte de Paoli contre la convention, et dans le décret porté contre lui, que les événements ordinaires de la guerre, et que l'application de la loi du vainqueur contre le vaincu.

(Note de l'éditeur.)

pareille : colonels, brigadiers, maréchaux de camp en même temps, ils ont cependant été toujours unis ; jamais la jalousie n'a traversé leur liaison. Guibert a plus paru, Dumouriez a plus agi ; l'un toujours à Paris, opulent, recherché ; l'autre toujours en province, malaisé, solitaire : les jouissances de Guibert étaient plus brillantes, celles de Dumouriez étaient plus solides. Il disait souvent à son ami : « Nous sommes les deux rats de la fable : tu es le rat de ville, je suis le rat des champs. » Guibert, très-jeune encore dans la guerre de Corse, conduisait M. de Vaux, et le laissait trop apercevoir ; Dumouriez exécutait les ordres de son général, et n'a pas même usé de sa confiance. Guibert a ambitionné les honneurs de l'Académie ; Dumouriez n'a jamais regardé l'art d'écrire et de parler que comme la *voiture* des idées, ce qui l'a empêché de courir après la gloire littéraire. Guibert a fait un livre sur la guerre, dont la préface est un *hors-d'œuvre* sublime, qu'on pourrait mettre à la tête de tel autre ouvrage qu'on voudrait. Sa Tactique a été fort critiquée : la première partie est négligée ; la seconde est sublime : il n'est pas donné à tous les militaires de la saisir.

Guibert a eu toutes les fantaisies, toutes les jouissances, toutes les peines, tous les dégoûts d'une sensibilité exquise. Bon ami, bon mari, bon père, aimé dans sa maison et par ceux qui le connaissaient à fond, il a été victime de son extérieur présomptueux. Né d'un père respectable, mais tout au plus gentilhomme, il a voulu marcher sur la même ligne que les gens de cour : il fallait se tracer une route à leur hauteur, mais séparée. Il s'est fait beaucoup d'ennemis par les ordonnances militaires, parce qu'il a voulu tout changer ; et il a préparé la révolution par les dégoûts qu'il a donnés à l'armée. Enfin il est mort de chagrin à la fleur de son âge, tué par son amour-propre au commencement de la révolution : on peut dire que sa mort a été le seul bonheur de sa vie.

Après la prise de Corte, il n'y eut plus de résistance. Dumouriez avait reçu depuis deux mois la funeste nouvelle de la mort de son père. Mais ce ne fut qu'au camp de Bogognano, lorsqu'il apprit que Paoli s'était embarqué à Porto-Vecchio pour se retirer en Angleterre, qu'il crut pouvoir profiter de la per-

mission que son général lui accorda, d'aller arranger avec sa sœur les affaires de sa succession. La guerre était finie, et la Corse soumise. Il s'embarqua à Bastia, d'où il partit à la fin d'août, ayant passé dans cette île précisément une année, pendant laquelle il avait fait deux campagnes très-fatigantes et très-instructives.

Paoli a déployé dans cette guerre beaucoup de génie et un très-grand caractère : s'il eût été doué de talents militaires, s'il eût su employer la nation au genre de guerre auquel elle est propre, il aurait détruit notre petite armée en 1768, et nous aurait fait beaucoup plus de mal en 1769.

Les Corses ont montré un courage très-estimable. Il est étonnant que cette poignée d'insulaires, sans artillerie, sans places, sans magasins, sans argent, ait tenu en échec pendant deux campagnes la nation française, qui n'avait pas alors d'autres ennemis en tête. La liberté double la valeur et les forces de l'homme. Si les Corses n'avaient pas été désunis entre eux, si leur chef avait eu leur confiance entière qu'il méritait, s'il avait pu se donner deux ou quatre lieutenants, hommes de guerre, qui eussent arrangé un système de défense, on peut douter qu'ils eussent été conquis : on eût tenu toutes les places maritimes, on leur eût coupé toute communication avec le reste de l'univers; mais, retirés dans leurs montagnes inaccessibles, ils eussent pu braver l'or et les armes de la France, et se soutenir jusqu'à ce qu'une guerre entre les grandes puissances leur eût ouvert la porte aux secours étrangers.

On ne pouvait pas enlever à ce peuple nomade ses chèvres, ses châtaignes, et l'eau de ses ruisseaux; ces aliments simples lui suffisaient. Une monnaie grossière, avec l'empreinte de la tête de Maure, était toute leur richesse. Paoli faisait deux cent quarante sous d'un écu de six francs; et, avec un numéraire d'à peu près trois mille livres de ce faux billon, ils faisaient face à tous leurs échanges. Ils ne manquaient ni d'armes ni de munitions, et ils tissaient eux-mêmes leurs habits d'une étoffe grossière et brune, avec le poil ou la laine de leurs troupeaux.

Les Corses sont pleins de courage, d'esprit, et de cette résignation qui élève l'homme. Mais ils ont un vice national qui s'op-

posera toujours à leur bonheur, c'est la haine et la vengeance. Ce vice les caractérise depuis un temps immémorial; Sénèque le leur reprochait il y a huit cents ans, dans un distique très-connu : *Prima est ulcisci lex*. C'est effectivement leur première loi; ou plutôt aucune loi divine ni humaine ne peut empêcher un Corse de se venger.

Dans ce moment-ci, en 1794, les Corses n'appartiennent plus à personne; ils peuvent être vraiment libres : qu'ils se domptent sur cette affreuse passion, qu'ils ne se donnent pas de maîtres étrangers, et ils peuvent être heureux. Les Corses n'ont de rapports naturels ni de ressemblance avec aucune autre nation de l'Europe; ainsi ils seront toujours des sujets indociles et impatients du joug d'un autre peuple. Ils sont portés au gouvernement aristocratique, comme tous les peuples primitifs, comme les sauvages les plus libres de l'Amérique. Il leur faut un chef qui les gouverne, et une constitution très-simple. Ils sont religieux, hospitaliers, généreux, fiers; ils ont tous les germes des grandes vertus. Ils méritent d'être heureux, et le seront s'ils profitent bien de la circonstance. Ce n'est pas la grandeur du territoire, mais la vertu qui fait la force des républiques. Ils occupent un point central dans la Méditerranée, qui est si important que toutes les puissances maritimes le convoiteront, et se surveilleront mutuellement pour qu'aucune ne l'occupe; et c'est ce qui fait leur sûreté. Le général Paoli peut seul exécuter ce plan glorieux. Il a l'expérience de la guerre contre les Français, vingt ans de méditation en Angleterre, son engagement actuel, et sa propre sûreté. Il n'a qu'un seul défaut qui donne du regret à ceux qui le jugent capable de cette noble entreprise : c'est son âge.

Les Corses ont remporté tout l'honneur de la campagne de 1768. On a vu que la présomption française avait entraîné M. de Chauvelin à diviser sa petite armée, qui s'était trouvée faible partout. Les Corses en ont profité avec rapidité et intelligence, mais ils auraient pu faire un plus grand coup, qu'ils ont manqué. Au lieu d'aller attaquer les Français à la Penta et à Vescovato, s'ils n'eussent fait dans ces deux points qu'une fausse attaque, et qu'ils fussent tombés brusquement sur Borgo, Lucciana et

Vignale, qui n'étaient occupés que par deux cent cinquante hommes qui se gardaient mal, ayant à deux lieues et demie le camp dell' Orto très-affaibli, à trois lieues en avant le corps placé dans la Casinca, ils eussent certainement enlevé ces trois postes sans difficulté; alors les huit cents hommes que d'Arcambal commandait dans la Casinca, complétement coupés, eussent été détruits ou pris. Il ne serait resté à M. de Chauvelin que de quoi garnir les places tout au plus, il aurait même été forcé d'abandonner la communication de Patrimonio, et Paoli se serait rouvert le cap Corse, et aurait tenu les Français renfermés dans les places maritimes, comme étaient les Génois avant le traité. Il aurait alors reçu de grands secours, car l'Angleterre et toutes les puissances d'Italie le protégeaient sous main.

De même, à l'attaque du camp de Saint-Nicolas, s'il avait fait pénétrer un corps dans la plaine du Nebbio par le côté de Sorio et de Petralba, il pouvait brusquer Saint-Florent qui était tout ouvert, où il ne restait pas cent cinquante hommes. Cette place était encombrée de magasins et de malades. La division du général Grandmaison en était à quatre lieues, et sa retraite eût été coupée. Mais en laissant à part ce qu'il n'a pas fait, qui peut-être n'a pas dépendu de lui, tout ce qu'il a tenté était très-audacieux, bien combiné, et a été exécuté finement et avec précision. Sa conspiration d'Oletta, conduite par Salicetti, n'a manqué que par un hasard heureux pour les Français [1] : l'enlèvement d'un bataillon entier dans Patrimonio est une surprise de quartiers d'hiver dont s'honoreraient les plus grands généraux.

Dans la campagne de 1769 il n'a pas perdu courage, malgré les grandes forces assemblées contre lui. Le combat téméraire et désespéré de quinze cents Corses contre l'armée française à Ponte-Nuovo, montre quel parti on peut tirer de cette brave nation. Dans cette campagne il aurait dû jeter plus de partis sur nos derrières, faire la guerre à nos mulets et à nos convois.

[1] Ce personnage était le père de celui qui a joué un rôle à l'asssemblée constituante, à la convention nationale, et depuis à la cour de Naples, pendant le règne de Murat. (*Note de l'éditeur.*)

Tous les coups de main qu'il a tentés en ce genre lui ont réussi; s'il les avait multipliés davantage, s'il en avait fait son principal système de guerre, il nous eût peut-être forcés à rétrograder, faute de vivres; et s'il eût gagné la saison des pluies, il eût peut-être encore sauvé sa liberté pour cette campagne, et c'était beaucoup; car alors les puissances étrangères eussent pu intervenir, ou tout au moins les intrigues de la cour de France eussent occasionné la disgrâce du duc de Choiseul, ce qui eût entièrement changé la face des affaires. Comme Paoli avait assez de génie pour ne laisser échapper aucune de ces combinaisons, vraisemblablement c'est aux circonstances, et aux obstacles qu'il a dû rencontrer dans sa propre nation, qu'il faut attribuer, non pas les fautes, mais le manque de perfection des défensives. Ce qu'il a fait sera toujours un monument historique glorieux pour lui et pour cette nation extraordinaire.

La conquête de la Corse est une injustice inexcusable de la cour de France. Les Génois n'avaient pas droit de vendre, ni les Français droit d'acheter un sol dont les premiers étaient chassés depuis trente ans, et une nation qui depuis cette époque s'était rendue libre. Le duc de Choiseul faisait acheter au roi de France des droits ligitieux, et un mauvais procès qui a coûté fort cher. Outre le sang des peuples, qui malheureusement entre très-rarement dans les calculs de politique, ces deux campagnes ont occasionné ou prétexté la dépense de plus de quatre-vingts millions d'extraordinaire, pour conquérir une île qui, malgré toutes les vexations de la fiscalité la plus avide, a toujours coûté pour son administration six cent mille livres de plus qu'on en tirait. Les colonies, les concessions, tout a échoué, et n'a fait qu'aliéner les Corses, à qui on imposait des entraves de tout genre, qui révoltaient leur génie libre et leurs habitudes simples et presque sauvages.

M. de Chauvelin n'avait pas assez de troupes pour conquérir, et on lui avait donné à la suite de son armée un parlement, un intendant, des commis des fermes, des douaniers, des commissaires de la marine pour établir le régime des classes et des pêcheries, des commis domaniaux, et tous les suppôts d'un gouvernement absolu. On fit de la Corse un grand gouvernement

qui avait comme tous les autres en France, pour première condition, que le gouverneur aurait soixante mille livres de rente, avec défense d'y aller jamais résider. On en payait presque autant après la guerre à M. de Marbeuf, qui y commandait assez mal, et autant à un intendant qui opprimait le pays.

Si le duc de Choiseul, au lieu de se laisser entraîner par les finesses des Génois et par l'intrigante avidité de ses entours, comme Dumouriez l'en avait prévenu en 1763, avait adopté son plan, avait laissé tomber le traité de Gênes, sans avoir l'air de le rompre, et par des secours secrets avait protégé la formation de ce peuple en république, il aurait acquis dans cette nouvelle puissance un allié utile, il aurait joui de ses excellents ports, il n'en aurait pas coûté quatre millions; et la France aurait été réellement plus solidement maîtresse de la Corse qu'après sa conquête, qui ne lui a procuré qu'une possession onéreuse.

M. de Lomellini, quoique homme d'un grand sens, disait un jour à Dumouriez, pendant son voyage de Gênes, qu'on serait trop heureux si on pouvait faire un grand trou au centre de l'île de Corse pour la submerger. Il voulait exprimer par là qu'elle donnerait toujours de grands troubles à ses possesseurs, et qu'elle occasionnerait souvent des guerres. M. de Lomellini se trompait, parce qu'il partait du principe d'une souveraineté étrangère. Puisqu'on ne pouvait pas remédier à ce danger, puisqu'on ne pouvait pas supprimer cette île de la surface du globe, il n'y avait donc qu'un parti sage à prendre : c'était d'abandonner ce peuple à son amour pour la liberté. Alors toutes les nations de l'Europe auraient joui des produits de son sol excellent, et de la bonté des ports et des golfes nombreux dont la nature l'a environnée.

Les mêmes avantages existent encore, et existeront toujours. Il est à souhaiter que les puissances de l'Europe, éclairées par l'étonnant esprit de révolution qui agite cette belle partie du monde, reconnaissent que leur véritable intérêt consiste dans la modération; que non-seulement elles laissent la Corse tranquille, mais qu'elles protégent son indépendance contre la France et contre toute autre puissance qui pourrait former des prétentions contre cette île précieuse, pour que le peuple corse, établissant

lui-même une solide constitution, analogue à son génie libre, puisse corriger par un sage gouvernement le seul vice qui obscurcit ses bonnes qualités et s'oppose à son bonheur.

CHAPITRE VII.

Guerre de Pologne. 1770.

Dumouriez arriva en France avec l'infortuné Biron, alors duc de Lauzun, neveu du duc de Choiseul, qui portait au roi les détails de la conquête de l'île de Corse [1]. La cour était alors à Compiègne, où on avait formé un camp de plaisance pour

[1] On ne connaîtrait encore qu'imparfaitement le caractère du duc de Lauzun, si une indiscrétion n'avait dernièrement livré au public les mémoires de sa jeunesse. Quelques personnes, sans doute, ont révoqué en doute l'authenticité de ces mémoires; mais le public ne paraît pas avoir ajouté foi à des protestations intéressées. Si l'on en croit cet ouvrage, le duc de Lauzun fut, jusqu'à l'époque de la révolution, l'un des hommes les plus aimables et les plus séduisants de la cour. De nombreuses intrigues, des conquêtes éclatantes lui firent acquérir une grande célébrité dans les salons de Paris et de Versailles; amant voyageur, il laissa de tendres souvenirs en Angleterre et en Pologne. Toutefois, quoique souvent usurpée par l'amour, la jeunesse du duc de Lauzun ne fut pas entièrement stérile pour la gloire. Il fit, en 1769, la guerre de Corse; il partagea, en 1780, les lauriers de Washington et de la Fayette. Mais c'était de la révolution française que sa réputation devait recevoir le plus vif éclat. Membre de l'assemblée constituante, ami dès l'enfance du duc d'Orléans, il dut être entraîné vers la bannière de ce prince; mais ce fut sans partager les fautes de ce dernier, qu'il se livra aux espérances que la régénération de la société faisait concevoir à la grande majorité des Français. Le duc de Lauzun, devenu le général Biron, combattit avec succès dans les armées républicaines; il contribua à éloigner l'étranger de nos frontières. Doué d'un courage invincible, il savait allier l'austérité de la discipline avec les formes de la politesse la plus chevaleresque. Un caractère si noble et si doux tout à la fois aurait dû échapper aux proscriptions du régime de la terreur; mais tel ne fut point le sort de Biron. Accusé d'avoir fait arrêter Rossignol, dont les cruautés et les dilapidations avaient révolté toute l'armée, le général Biron fut traîné dans les cachots de Paris, et condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. Son caractère ne se démentit point à ses derniers moments. Il reçut l'arrêt de sa condamnation avec le sourire du dédain, sortit paisiblement de la salle d'audience, et, rencontrant plusieurs prisonniers sur son passage, il leur dit, avec ce ton d'urbanité qui le distinguait à la cour : « C'est fini, messieurs, je pars pour le grand voyage. » Rentré dans sa chambre, il mangea avec autant d'appétit que de gaieté, fit boire deux verres de vin au guichetier Langlois, et s'endormit profondément pendant quatre heures. Le lendemain, il se leva avec calme, fit venir des huîtres, et lorsque l'exécuteur se présenta pour le conduire au supplice : « Mon ami, lui dit-il sans s'émouvoir, voulez-vous bien me permettre de finir ma dernière douzaine d'huîtres? En attendant, buvez un verre de vin avec moi; vous avez besoin de forces au métier que vous faites. » L'exécuteur y consentit. Lauzun s'entretint un instant avec lui sur l'instrument du supplice; puis il partit, et mourut avec courage le 1er janvier 1794.

(*Note de l'éditeur.*)

l'éducation du Dauphin et de ses frères. C'est là qu'il vit avec douleur le vieux roi de France se dégrader lui-même, en se tenant chapeau bas et à pied, aux yeux de son armée, à côté d'un phaéton magnifique dans lequel était étalée la du Barry [1]. Il avait

[1] « Marie-Jeanne Gomart de Vaubernier, comtesse du Barry, naquit à Vaucouleur, en 1744; elle était fille d'un commis aux barrières. C'est un jeu remarquable du hasard, que le même pays ait donné naissance à Jeanne d'Arc, qui fut l'appui du trône, et à la comtesse du Barry, qui en fut la honte. La nature l'avait douée des charmes extérieurs les plus séduisants; elle vint à Paris, et entra chez une marchande de modes, école ordinaire de corruption; elle acheva de se dépraver chez la fameuse Gourdan, où le public la connut sous le nom de mademoiselle l'Ange. Le comte Jean du Barry, un de ces hommes sans principes et sans mœurs, mais non pas sans nom et sans esprit, à qui l'habitude et le talent du vice ont procuré de nos jours une sorte d'existence sous le titre de *roué*, le comte Jean du Barry spécula sur les charmes de cette prostituée, encore peu connue, et la présenta à Lebel, valet de chambre de Louis XV, comme méritant les regards de ce vieillard couronné, dont les sens étaient blasés par la débauche, et qui ne savait plus depuis longtemps ennoblir ou faire excuser par son choix ses honteuses faiblesses. Le vieux monarque, accoutumé à rencontrer le respect jusque dans les bras de ses maîtresses, retrouva des jouissances et des désirs près d'une femme d'une espèce nouvelle pour lui.

« Il l'aima de toute sa faiblesse; et l'empire d'une vile prostituée, sur le souverain le plus majestueux et le plus imposant, fut fondé par la lubricité.

« Dans le délire de sa passion, Louis XV craignit cependant de voir dans sa maîtresse une femme publique; il fallut lui trouver un mari : on ne le chercha pas; il s'offrit dans la personne de Guillaume du Barry, frère du comte Jean : et bientôt la comtesse du Barry parut publiquement à la cour. Le triomphe du vice sur les mœurs publiques fut marqué le jour où, au scandale universel, la misérable compagne des débauches d'un roi qui forçait, malgré eux, ses sujets à le mépriser, fut présentée à Versailles en 1769, conduite par une femme de qualité dont le nom sera sans doute inconnu dans la postérité.

« L'étrange favorite, jetée dans une sphère si brillante et si nouvelle pour elle, se laissa conduire par les fourbes plus ou moins adroits, plus ou moins obscurs, mais tous également ambitieux et avides, qui l'entouraient : les ennemis du duc de Choiseul d'un côté, et les du Barry de l'autre, la firent servir d'instrument à leurs intrigues, à leurs haines, et concourir ainsi au bouleversement général qui signala les dernières années de Louis XV.....

« Il paraît, au surplus, que Louis XV lui-même sentait son abjection : « Je « sais bien, dit-il un jour au duc de « Noailles, je sais bien que je succède à « Sainte-Foy. — Sire, dit le duc en s'in- « clinant, comme Votre Majesté succède « à Pharamond. » (*Nouv. Mél.* de madame Necker, tom. II, pag. 39.)

« Elle influa beaucoup sur l'exil du parlement (1771), à l'instigation du chancelier Maupeou. Voici une anecdote peu connue, et qui mérite de l'être : Maupeou lui fit présent d'un tableau de Charles I^er^, par Van Dyck, représentant ce prince dans une forêt, fuyant ses persécuteurs; tableau qui est aujourd'hui au Muséum. Ce tableau fut placé dans le boudoir de la comtesse, en face de l'ottomane où Louis XV avait l'habitude de s'asseoir; et quand ce prince fixait sa vue sur ce tableau, la favorite lui disait : « Eh bien! la France, tu vois ce tableau! « Si tu laisses faire ton parlement, il te « fera couper la tête, comme le parle- « ment d'Angleterre l'a fait couper à « Charles. » Madame du Barry n'était pas une méchante femme : les malheurs publics ne furent pas son ouvrage; on ne doit les attribuer qu'aux avides et perfides conseillers qui l'égarèrent sans cesse, et abusèrent de son inexpérience pour favoriser les plus monstrueuses dilapidations, et faire triompher les manœuvres les plus odieuses. On vit le maréchal de Richelieu descendre au rang de ses adulateurs; le chancelier Maupeou, qui se disait allié aux Barrymore d'Écosse, s'empresser de reconnaître le même droit aux du Barry, et traiter la favorite de cousine. Cependant cette femme, aux pieds de laquelle Louis XV vivait dans le dernier degré d'abjection, voyait le

soupé vingt fois à Paris avec cette créature, qu'il aurait possédée alors s'il avait eu de quoi la payer, et que toute la France avait eue. Rougissant pour son roi, gémissant pour sa patrie, il en parla au duc de Choiseul, qui, lui ayant fait donner des chevaux, lui faisait faire le service d'aide de camp : « Que veux-tu? lui répondit gaiement le ministre, le roi a besoin de maîtresse. Mais cette coquine-là me donne bien de l'embarras; d'Aiguillon et Maupeou sont derrière. » La du Barry qui sut son arrivée, et qui vit qu'il n'était pas venu l'adorer comme toute la France, lui en fit faire des reproches; et, quoique peu vindicative, elle a depuis contribué volontiers à le faire mettre à la Bastille.

Il avait perdu un ami intime dans son père; il en retrouva un tout aussi tendre dans l'oncle chez lequel il avait demeuré à Versailles. Cet homme doux et vertueux l'aimait comme son fils. Il lui donna un appartement, indépendamment duquel il prit un logement à Paris, où il alla terminer ses partages avec madame de Schomberg. La succession de son père montait pour lui à environ soixante-dix mille livres, qui lui faisaient à peu près trois mille livres de rente. Le duc de Choiseul lui fit donner, pour les services de son père et pour les siens, trois mille livres de pension, et il fut payé jusqu'en 1770 de ses appointements d'aide maréchal des logis de l'armée de Corse, de cinq cents livres par mois. Il vécut cet hiver à Paris avec une société de

trésor public ouvert à ses moindres demandes. Comme elle ne se trouvait pas bien logée dans le palais d'une princesse du sang, le pavillon de Luciennes fut bâti pour elle; et ce fut là que madame du Barry traitait Louis XV comme un valet, et l'appelait *la France*.....

« A l'époque de la révolution, elle professa pour la mémoire de son bienfaiteur, et les malheurs de son auguste famille, un respect et un dévouement qui ne peuvent absoudre sans doute la moitié de sa vie, mais qui jettent quelque honneur et quelque intérêt sur sa malheureuse fin. Il paraît que madame du Barry ne fit courir le bruit que ses diamants avaient été volés, qu'afin d'assurer un honorable emploi à ce gage de sa fidélité, que la morale sévère appellera toujours des *dépouilles du peuple* et des *richesses d'iniquité*. Quoi qu'il en soit, on l'accusa de n'être allée en Angleterre que pour y porter ses diamants. Arrêtée sur ce motif à son retour, en juillet 1793, elle fut traduite au tribunal révolutionnaire le 4 novembre suivant, et condamnée à mort comme conspiratrice, et ayant porté à Londres le deuil du tyran. » (*Biographie universelle.*)

Le morceau qu'on vient de lire a l'intérêt et, s'il faut le dire, la piquante indiscrétion qu'on recherche dans la lecture des mémoires. Peu d'écrivains auraient su rendre un pareil article plus attachant: il est de M. de Sallabery. M. Lacretelle, en racontant la fin du règne de Louis XV, a parlé des mêmes désordres; mais il les a retracés avec la sévérité, quelquefois avec l'indignation qui sied à l'histoire.

(*Note de l'éditeur.*)

gens de lettres très-aimables, qui étaient Favier, Crébillon [1], Collé, Guibert, et plusieurs autres; on se rassemblait chez une demoiselle Legrand, ci-devant amie et compagne de la du Barry, qui n'avait pas fait une aussi grande fortune qu'elle, parce qu'elle avait trop d'esprit pour Versailles. C'était une véritable Ninon Lenclos; elle est morte jeune, et il a été tendrement lié avec elle jusqu'à sa mort. Il n'avait pas entièrement perdu de vue sa cousine, il voulait aller la voir à Caen; mais, effarouché de la haute dévotion dans laquelle il apprit qu'elle vivait, il remit ce voyage au printemps prochain.

C'est à cette époque que commença sa grande liaison avec le comte de Broglie; elle a eu de grandes conséquences. Ce grand seigneur avait infiniment d'esprit, et il l'avait très-juste sur les affaires publiques, mais jamais sur les siennes propres, parce qu'il se laissait alors aveugler par l'ambition, l'intérêt ou la colère, trois passions qui l'ont toujours dominé. Il savait fort bien la guerre, mais il n'y était pas heureux comme son frère le maréchal, et les troupes ne l'aimaient pas. Il avait débuté de bonne heure dans les ambassades, et ses nombreux ennemis lui avaient presque aussitôt fermé cette carrière. Il se croyait presque sans état, quoiqu'il fût lieutenant général et commandant de province, parce que son ambition visait plus haut. Il se regardait comme pauvre avec deux cent mille livres de rentes, parce que son avarice en souhaitait davantage. Il aspirait à tous les ministères, et n'en a jamais pu obtenir aucun. Il possédait la confiance secrète de Louis XV, et en recevait continuellement des rebuffades publiques. Cependant ses passions et son inquiétude d'esprit ne travaillaient que contre lui-même, et étaient compensées par de grandes vertus. Il était brave, austère dans ses mœurs, bon mari, bon père, bon frère, bon ami, et bon citoyen.

Louis XV, le plus dissimulé et le plus faible des rois, n'avait appris, dans un long règne, qu'à mépriser tout ce qui l'entourait, et à s'en méfier. Le caractère du comte de Broglie était trop fort pour qu'il l'appelât auprès de lui, mais il en tirait un parti mys-

[1] Probablement Crébillon fils, auteur de plusieurs romans d'autant plus recherchés à cette époque qu'ils abondent en peintures licencieuses. Les ouvrages de Crébillon fils ont beaucoup perdu de la faveur qu'ils obtenaient autrefois. (*Note de l'éditeur.*)

térieux, qui a fait longtemps la terreur et le désespoir des ministres; il entretenait avec lui une correspondance secrète; il lui confiait toutes les affaires par écrit, et lui demandait ses conseils : ce n'était presque jamais pour les suivre, mais pour pouvoir blâmer ses ministres quand les choses avaient mal tourné. Louis XV avait la précaution de se faire rendre exactement les billets qu'il écrivait, de peur d'être compromis. Le comte de Broglie avait l'esprit très-juste, mais savait très-peu. Il n'était plus en âge d'étudier, et sa grande activité de courtisan ne lui en aurait pas laissé le temps. Le marquis de Voyer, homme à peu près du même genre et doué des mêmes passions, mais taré, était dans sa confidence, et lui avait conseillé d'employer Favier à la partie politique de cette correspondance. Favier y introduisit Dumouriez; et, d'un autre côté, Guibert, dont le père devait sa fortune au maréchal de Broglie, s'y trouvait aussi.

Au commencement de l'année 1770, le duc de Choiseul fit venir Dumouriez, et lui dit qu'il voulait l'envoyer en Pologne; qu'il avait déjà tenu plusieurs ministres secrets auprès des confédérés de Bar; que les Polonais lui annonçaient une grande confédération et de grands moyens; qu'ils réclamaient la garantie de la France, conséquemment à plusieurs traités; que la cour de Vienne, obligée à la même garantie, paraissait très-froide sur leurs intérêts, sortant d'une guerre ruineuse, et ne voulant pas se compromettre; qu'il voulait avoir une connaissance exacte de ce qu'on pouvait espérer des efforts des Polonais, avant de prendre un parti.

Après l'avoir écouté attentivement, Dumouriez lui répondit que c'était bien fait d'envoyer quelqu'un pour prendre des notions fixes avant de s'engager; qu'il le remerciait de la préférence qu'il lui donnait pour une mission aussi importante; qu'il l'acceptait avec zèle, et la remplirait de son mieux; mais qu'il était très-ignorant sur l'histoire, la géographie, la constitution, les intérêts et les affaires turbulentes de la Pologne; que quiconque se chargerait d'une pareille mission sans prendre des connaissances préliminaires, serait un charlatan qui le tromperait; qu'il lui demandait donc la permission de faire un travail de trois mois sur la Pologne avant de partir, et un ordre, soit au

dépôt, soit dans les bureaux du premier commis chargé des affaires de la Pologne, de lui confier toutes les pièces qu'il lui demanderait, relatives à tout ce qui s'était passé dans le pays depuis 1764, époque de l'élection du roi Poniatowski; que cela donnerait le temps d'attendre l'arrivée du député que les confédérés devaient envoyer résider auprès de lui. Le ministre approuva ces réflexions, et il écrivit aussitôt un ordre de sa main à M. Gérard, premier commis ayant le département du nord, afin qu'il lui communiquât toutes les pièces de négociation entre la France et la Pologne depuis 1764.

Comme le duc de Choiseul n'ignorait pas sa liaison avec le comte de Broglie, qu'il détestait, Dumouriez lui demanda s'il ne croirait pas utile qu'il prît de ce seigneur des renseignements sur la Pologne, où il avait été ambassadeur : il en reçut la permission, quoique avec un air de répugnance. Il retourna à Paris, acheta tous les livres et toutes les cartes qu'il put se procurer sur la Pologne, et commença à l'étudier, avant de s'embrouiller la tête dans tous les détails de négociations, qui n'auraient fait que lui remplir la mémoire de *fagots* diplomatiques, dont il n'a jamais fait grand cas, parce qu'ils ne présentent presque toujours que des contradictions, et peuvent souvent donner de fausses idées. Les résultats, c'est-à-dire les pièces de négociations terminées, se trouvent dans les gazettes; et quand il n'est question que du grand intérêt des peuples et non des intrigues des cours, elles suffisent presque toujours. Ainsi les gazettes, très-mensongères sur les faits, sont une meilleure étude qu'on ne croit sur les principes de la politique. A cette époque il engagea le duc de Choiseul à payer le bel atlas de la Pologne de Rizzi-Zannoni, à qui il en fit les avances.

Il entreprit un travail régulier de six heures par jour sur la Pologne. Il se procura à la bibliothèque du Roi tous les livres qui lui manquaient. Il consulta Favier, le comte de Broglie, M. de Chauvelin. A cette occasion il commença à se lier avec le savant abbé de Mably, qui avait fait un projet de gouvernement pour la Pologne, ainsi que J. J. Rousseau et plusieurs autres publicistes; mais il ne trouva en eux que des travaux spéculatifs

inapplicables aux circonstances. Ce sont tous ces métaphysiciens politiques qui, mal compris, exagérés par la légèreté française, ont amené l'horrible révolution qui déchire honteusement ce malheureux empire.

Ce fut alors qu'il crut devoir faire une dernière démarche auprès de sa cousine. Il avait été la cause innocente de sa réclusion. Il attribuait sa dévotion à l'ennui du cloître, et à l'ardeur d'une tête vive et d'un cœur sensible; car *dévotion* est *amour*. Il était libre. Mais sans être riche, avec des goûts bornés, il pouvait pourvoir à l'entretien de sa cousine; connaissant la dureté et l'égoïsme de sa tante, il ne doutait pas qu'elle ne fût réduite à sa modique légitime. La perte de sa beauté et son état maladif lui semblaient des motifs de plus pour se rejoindre à elle. Il allait entreprendre un grand voyage; il ne pouvait pas mieux réparer les chagrins qu'il lui avait involontairement causés, qu'en lui laissant son nom et sa médiocre fortune. Après en avoir fait confidence à son oncle, qui le désapprouva, et jugea ce projet romanesque, il lui écrivit, et lui manda que la Providence, en lui refusant la force nécessaire pour se maintenir dans l'état qu'elle avait embrassé, lui traçait la route de sa vie; qu'il lui offrait sa main, qu'il ne la gênerait en rien sur son genre de vie et d'opinion : et il lui demandait une réponse décisive. Elle arriva cette réponse, et voici les mots par lesquels elle commençait : *C'est du pied de mon crucifix que je vous écris*. Le reste de la lettre était du même genre; elle l'exhortait à renoncer au monde. Enfin elle était absolument négative. Il se crut entièrement quitte de cet engagement, et ne s'en occupa plus.

Les cours de Versailles et de Vienne étaient liées par une alliance intime, l'ouvrage du duc de Choiseul; il voulut encore en resserrer les nœuds par le mariage du Dauphin avec Marie-Antoinette, fille de l'illustre et respectable Marie-Thérèse. Il se flatta de trouver dans cette union un nouvel appui pour son crédit chancelant; il espéra que la candeur, la beauté, les grâces de cette jeune princesse, changeraient le ton d'une cour débordée. Il se trompa. L'aimable Dauphine fut adorée des Français et de son époux; mais elle n'obtint, après une longue résistance, la

bienveillance d'un vieux roi débauché, que par la complaisance d'admettre dans sa société son indigne maîtresse [1]. Bien loin d'en tirer aucun secours, le duc de Choiseul n'en a été que plus tôt perdu. Le Dauphin, père de Louis XVI, avait détesté ce ministre : son fils, alors dauphin, ne l'aimait pas. Sa fierté et les indiscrétions de la duchesse de Gramont, sa sœur, achevèrent de décider sa disgrâce, qui eut lieu à la fin de cette année.

L'infortunée Dauphine arriva en France sous les auspices les plus funestes. Plus de six cents personnes furent étouffées le jour de son entrée à Paris : elle a vécu vingt ans dans un enchaînement de plaisirs frivoles et de malheurs réels. La calomnie a noirci ses légèretés. Elle a fait beaucoup de fautes, mais elle n'a jamais commis de crimes. Elle a abusé longtemps de son pouvoir pour faire des ingrats par sa prodigalité; elle n'a jamais fait de malheureux par sa rigueur. Légère et insouciante dans la prospérité, elle a montré dans un malheur sans bornes une grandeur d'âme héroïque. Des monstres lui ont fait subir le supplice des plus grands criminels; ils ont lavé toutes ses taches; et la postérité ne verra en elle que la plus infortunée et la plus courageuse des femmes qui ont porté une couronne.

Dumouriez jugea que les fêtes qu'on préparait à Paris et à Versailles pour ce funeste hyménée le jetteraient, malgré lui, dans un cours de dissipation qui nuirait à son travail. Il loua une petite maison à Meudon, où il se retira avec le chevalier de Taulès, son ami intime, homme plein de courage, d'esprit et de talents, chargé d'un grand travail sur les alliances avec le corps helvétique. Il y porta les dépêches de tous les agents de France en Pologne depuis 1764, et en fit le dépouillement avec le chevalier de Taulès, qui lui fut fort utile, arrivant de la confédération de Bar, où le duc de Choiseul l'avait envoyé l'année précédente.

[1] Les *Mémoires de Weber*, et tous les historiens de cette époque, nous apprennent que la comtesse du Barry fut admise une fois à la même table que Marie-Antoinette, alors dauphine de France, au grand scandale de toute la cour. Mais la complaisance que Dumouriez attribue à cette princesse n'est point formellement mentionnée dans les mêmes écrivains. Weber dit que madame du Barry exigea des rencontres insoutenables pour une vertu aussi sévère, pour une âme aussi élevée que l'étaient celles du Dauphin et de la Dauphine; mais il n'ajoute pas que Marie-Antoinette ait consenti à satisfaire l'indigne favorite de Louis XV. (*Note de l'éditeur.*)

Universitas BIBLIOTHECA Ottavia

Il réduisit le travail dont il s'occupait depuis trois mois à un mémoire d'une vingtaine de pages, dans lequel il concluait que l'influence de la France devait, pour le moment, se borner à réduire en une seule confédération toutes les confédérations partielles de la Pologne, qui étaient indépendantes, sans accord, et même ennemies. Si on parvenait à ce grand but, il était d'avis qu'on soutînt, par un subside et par un envoi d'officiers, d'ingénieurs et de canonniers, les efforts militaires des Polonais, à condition qu'ils se soumettraient à un système de guerre régulier, dont on combinerait les mouvements avec les opérations de l'armée turque, qui se soutenait vigoureusement en Moldavie.

Il alla proposer ce plan très-simple au duc de Choiseul; il lui ajouta que, comme il y avait plus de trois cents lieues entre la Pologne et Paris, on perdrait trop de temps si on envoyait simplement un agent sur les lieux, sans la faculté d'exécuter tout de suite ce plan, s'il trouvait que cela fût possible. Il lui dit qu'il fallait bien choisir la personne qu'il jugerait en état de remplir une mission aussi importante et aussi vaste dans ses détails; qu'il fallait qu'il fût sûr de ses lumières, de sa probité et de sa prudence, et qu'il lui donnât confiance entière, carte blanche, et l'argent qu'il demanderait. Le duc approuva tout, lui dit que son choix était fait, qu'il se disposât à partir : il lui assigna douze mille livres pour son voyage, trois mille livres par mois.

Peu de jours après arriva le comte Wielhorski [1] avec son épouse, sœur du comte Oginsky; il venait résider auprès de la cour de France, comme ministre secret de la confédération. C'était un homme plein de patriotisme, de mérite et de connaissances. Non-seulement il approuva le plan de Dumouriez, mais il s'était rencontré avec lui sur la réunion de toutes les confédérations particulières en une confédération générale. Pour que les opérations de ce corps politique ne fussent pas troublées par les troupes russes, il fut décidé que la partie administrative et législative tiendrait ses séances à Épériès, dans la haute Hongrie, où le ministre de France irait résider auprès

[1] Le même auquel J. J. Rousseau adressa son admirable ouvrage intitulé *Gouvernement de Pologne.* (*Note de l'éditeur.*)

d'elle. L'ordre fut donné à M. Durand, ministre plénipotentiaire de France à Vienne, de solliciter de cette cour la permission de ce rassemblement; et tout étant arrangé, Dumouriez partit pour Épériès au mois de juillet 1770.

En allant prendre congé du duc de Choiseul, il eut une conférence intime avec ce ministre, qui lui dévoila un secret très-important. Il était entré au ministère au commencement de 1761. Le génie supérieur du grand Frédéric et la puissance maritime des Anglais avaient plongé les maisons d'Autriche et de Bourbon dans un cours de disgrâces qu'il n'avait pas eu le moyen d'arrêter, et il semblait n'avoir pris le timon des affaires de France que pour signer une paix inégale et honteuse. Neuf ans d'un ministère brillant lui avaient ramené la confiance de toutes les puissances de l'Europe; et il voulait profiter de son influence pour rendre à la France une attitude honorable.

La cour de Madrid était en dispute avec celle de Saint-James sur la rançon de Manille, qu'elle refusait de payer, sur le commerce interlope des Anglais à Honduras et à Campêche, sur leurs établissements à l'île Ruattan et aux Mosquites, ainsi que sur la possession des îles Malouines. M. de Choiseul avait envoyé en Espagne, en 1763, un ingénieur constructeur de Toulon, nommé Gautier, pour lui fabriquer des vaisseaux; des pilotes de la compagnie des Indes, pour lui apprendre la navigation du détroit de la Sonde, et lui ouvrir la communication entre ses établissements de la mer Pacifique et nos colonies de l'Inde; un colonel d'artillerie, nommé Rostaing, avec le fameux Maritz, pour établir des fonderies et le *forage* des canons, invention nouvelle de Maritz.

Il avait, l'année précédente, chargé M. de Vergennes d'engager la Porte à déclarer la guerre à la Russie; et, mécontent de cet ambassadeur, quoiqu'il eût rempli sa mission, il lui avait donné pour successeur le comte de Saint-Priest pour échauffer cette guerre. Par une bizarrerie qui tient aux variations des intrigues que les cours substituent toujours à la politique, ce dernier a ensuite obtenu de l'impératrice de Russie l'ordre de Saint-Alexandre, pour avoir facilité la paix.

Pendant qu'il préparait ainsi la guerre au dehors, il mettait la

même activité à rétablir la marine de France, et à renforcer les colonies. Il avait regardé la possession de la Corse comme un moyen de s'assurer la supériorité dans la Méditerranée. Il faisait travailler la Rozière, très-habile officier d'état-major, à un grand projet de descente en Angleterre, avec le comte de Broglie, à qui il faisait espérer ce commandement pour lui, ou au moins pour son frère, afin de les attirer dans son parti. Il avait établi une nouvelle tactique dans l'armée, la renforçait peu à peu, et avait pris ses mesures pour la porter rapidement au grand complet.

Il entrevoyait dans la confédération de Pologne un moyen d'allumer un incendie dans le Nord, pour inquiéter la Russie : si les affaires de la Pologne prenaient de la consistance, cette diversion pouvait balancer la supériorité prévue des Russes sur les Turcs ; si le roi de Prusse jugeait la diversion assez importante pour devoir s'en mêler, il espérait engager la cour de Vienne à prendre la défense des Polonais ; il pouvait y joindre par la suite la cour de Saxe, par la perspective de remonter sur ce trône. Il agitait la Suède, et il y préparait la révolution qui a éclaté en 1772. Enfin son projet était de faire jouer tous ces ressorts en 1771, se croyant plus préparé à la guerre que les Anglais ; et il avait raison.

Il détailla tout ce plan avec autant d'énergie que de clarté. Dumouriez pénétra un autre motif personnel, dont il ne fut pas du tout question : c'est que le duc de Choiseul avait besoin de jeter au plus tôt Louis XV dans les embarras d'une guerre, pour conserver son crédit contre le duc d'Aiguillon et le chancelier Maupeou, qui avaient éloigné de lui ce monarque débauché, en le jetant dans la plus honteuse crapule. Le motif qu'avouait le duc de Choiseul de réparer la honte d'une paix désavantageuse, était très-honorable ; mais il aurait pu de même avouer le motif de son intérêt personnel, car c'était servir la France que d'écraser la vile intrigue qui déshonorait son roi.

Dumouriez lui répondit : « Votre projet est grand, et je serai trop heureux si je peux vous y être utile. Vous paraissez content de mon plan, regardez-le comme une chimère, car ce ne sont que des conjectures : je ne crois pas aux télescopes de

trois cents lieues. » Je vais me rendre à Epériès, je travaillerai en grand, en très-grand; s'il y a une bonne diversion à tirer de ces gens-là, je resterai : alors ne balancez pas à m'envoyer tout ce que je vous demanderai; s'il n'y a aucun parti à en tirer, je vous jure d'être de retour dans un mois. Promettez-moi, dans ce cas, de m'employer à l'expédition d'Angleterre. »

Le duc lui dit : « Partez donc tout de suite; je ne vous donne point d'instruction. — Je vous défie bien de m'en donner, reprit-il vivement : vous ne savez pas plus que moi ce qu'il y a à faire. » Cette saillie fit beaucoup rire le duc, qui était extrêmement aimable. C'est la dernière fois qu'ils se sont vus, quoiqu'il lui soit resté attaché jusqu'à sa mort.

Aucun autre ministre, depuis lui, ne l'a égalé. Il avait une pénétration et une justesse merveilleuses. Cette facilité pour le travail le rendait quelquefois trop léger. Il était très-bon, et point du tout vindicatif. Il était trop complaisant pour ses entours, surtout pour sa sœur; on prétendait même qu'il l'avait trop aimée [1]. Ayant su que, dans la société de mademoiselle Legrand, on l'avait nommé *Ptolomée*, il ne fit qu'en rire. Il était très-dépensier. Pour le flatter, on avait placé sur des tabatières le portrait de Sully en regard avec le sien : mademoiselle Arnould, célèbre chanteuse de l'Opéra, ayant dit fort plaisamment que c'étaient *la recette* et *la dépense*, il la fit venir pour rire avec elle de cette saillie mordante. Il combla de bienfaits un nommé Delille qui avait fait les fameux couplets, nommés les

[1] Cette conjecture se change en certitude, si l'on ajoute foi au témoignage de M. le duc de Lauzun, et à l'authenticité des derniers mémoires publiés sous son nom. « M. le duc de Choiseul, dit-il, avait une sœur chanoinesse de Remiremont, qui n'avait pour toute fortune que sa prébende, mais qui joignait à tous les agréments de son sexe le caractère d'un homme propre aux grandes choses et aux grandes intrigues. Madame de Choiseul était laide, mais de ces laideurs qui plaisent généralement. On pouvait, avec raison, l'appeler une femme *désirable*. Elle ne fut pas longtemps sans vouloir gouverner son frère, et vit bien que le plus sûr moyen de prendre l'empire, et d'empêcher celui d'une maîtresse, était d'en faire son amant, etc. » Après avoir rapporté cette anecdote, que le respect dû aux mœurs doit faire regarder comme douteuse, l'auteur attribue à un calcul le choix que madame de Choiseul fit de M. le duc de Gramont, homme sans caractère, sans conduite, et même interdit depuis quelques années, quoiqu'il prît le titre de souverain de Bidache, et qu'il fût en outre gouverneur de la haute et basse Navarre et du Béarn. C'est ainsi que, suivant le duc de Lauzun, ou du moins suivant les mémoires qu'on lui attribue, madame de Choiseul put, sous le nom de duchesse de Gramont, entretenir longtemps ses liaisons avec le duc de Choiseul. Madame la duchesse de Gramont a péri sous le règne de Robespierre.

(*Note de l'éditeur.*)

Noëls de la cour, où il était très-maltraité. Enfin ses vertus, son esprit, ses défauts, ses vices même, tout était aimable; il aurait fallu qu'il eût trouvé la monarchie bien arrangée, ou qu'il eût été roi lui-même. Alors les Français ne seraient pas devenus des fous atrabilaires, et les cannibales de l'Europe.

Pendant son voyage, Dumouriez fit de profondes réflexions sur la confidence du duc de Choiseul, et il chercha dans sa tête tous les moyens d'être utile dans la partie dont il était chargé. Il n'avait pas pris d'engagement formel, mais il eût été fâché de revenir sans avoir rien tenté. D'un côté, la crainte de s'éblouir par le désir de faire, de l'autre, celle de manquer son objet par une prudence trop circonspecte, le tenaient également en garde et contre l'espoir et contre le découragement.

En arrivant à Strasbourg, il apprit par hasard, chez le maréchal de Contades, que le prince Xavier de Saxe, nommé récemment administrateur de l'électorat, portant une sage économie dans toutes les parties de l'administration, pour parvenir à rétablir les finances épuisées de ce petit État, prenait le parti de faire une grande réforme dans l'armée saxonne. Son frère Charles de Saxe, prince très-brave, qui avait fort bien fait la guerre de sept ans, avait été nommé duc de Courlande par son père Auguste III, roi de Pologne; mais il n'en était que titulaire, la Russie ayant réintégré dans ce duché la famille de Biren. Il avait épousé une Krasinska, nièce du conte Krasinski, maréchal de la confédération de Bar, et de l'évêque de Kaminieck, confédéré très-ardent. Dumouriez prit la liberté d'écrire à ce prince qu'il avait des choses très-importantes à lui communiquer sur la Pologne; que, ne pouvant pas se détourner pour passer à Dresde, il supplie S. A. R. de vouloir bien avoir la complaisance de le venir voir à Munich, où il sera le 2 août, et où il ne peut pas s'arrêter longtemps.

Il arrive le 1er août à Munich, va trouver le comte de Follard, ministre de France, et, en vertu d'une lettre du duc de Choiseul, il le prie de vouloir bien le présenter le lendemain à l'électeur. Ils vont le 2 août à Nymphenbourg, où il trouve le duc de Courlande, qui avait été exact à son rendez-vous. On le fait passer presque aussitôt dans un cabinet, où entrent l'électeur et le duc

Charles. Il déclare sa mission, dit que le comte Wielhorski a promis, de la part des Polonais, de rassembler tous les mécontents en une seule confédération, et qu'il va résider auprès d'elle à Épériès ; il annonce que si elle veut se laisser guider, la première démarche qu'il lui fera faire sera de le faire reconnaître pour duc de Courlande, et le sommer en cette qualité de fournir le contingent que le duché doit à la république en cas de guerre, qui est de deux mille hommes d'infanterie et cinq cents de cavalerie ; il l'engage, en réponse à cette démarche, à reconnaître la confédération comme la représentation de la république légalement assemblée, et en état de guerre ; de promettre le subside, de lever les six mille Saxons réformés, sous la dénomination du contingent de Courlande, et d'offrir de servir en personne dans cette guerre, ce que, pour ne pas se compromettre, il n'exécutera que lorsqu'il aura une armée digne de lui ; et il lui déclare que, s'il accepte ces conditions, il s'engage à lui faire payer par la France tous les frais de la levée du contingent, et l'entretien de ses Saxons pendant toute la guerre.

La surprise de ces deux personnes augustes fut très-grande. Le duc prit tous les engagements, voulut écrire ; Dumouriez lui dit de n'en rien faire, parce que tout ce projet n'était encore que dans sa tête. Il passa huit jours très-agréablement dans cette cour charmante. Il y trouva un de ses anciens amis d'Espagne, Louis de Vismes, qui y résidait comme ministre plénipotentiaire d'Angleterre, et qui est mort ensuite dans le même emploi à Pétersbourg. De Vismes tâcha de pénétrer ce qu'il faisait à Munich, et pourquoi il y était aussi bien reçu. Il lui confia qu'il passait à l'armée turque, et qu'il allait obtenir la levée d'un corps bavarois, ce que l'autre manda à sa cour. Il alla voir l'arsenal de Munich, il acheta de l'électeur lui-même vingt-deux mille fusils, conditionnellement. Il chargea le comte de Follard, dès qu'il en recevrait l'aveu du duc de Choiseul, de les faire embarquer sur l'Inn, pour les lui faire passer sur le Danube jusqu'à Bude, où il les ferait prendre, et de les payer à l'électeur. Il manda tout ce qu'il avait fait au ministre, qui l'approuva.

Il arriva à Vienne, où il trouva deux députés polonais que les

confédérés assemblés à Épériès avaient envoyés au-devant de lui, un pour la Pologne, nommé Sarnacki, un pour la Lithuanie, nommé Domainski. M. Durand le présenta au prince de Kaunitz et à l'impératrice. Il eut une conversation avec le roi des Romains, Joseph II, dans le cabinet d'histoire naturelle. M. Durand était un diplomate fort empesé, très-honnête homme, mais très-froid et très-maladroit. Il demande à Dumouriez communication de ses instructions ; il répond qu'il n'en a point : le ministre s'en méfie, croit qu'il veut se rendre indépendant ; lui-même en avait une de Gérard pour pénétrer le secret de cette mission que le duc de Choiseul ne lui avait pas confié, et pour l'empêcher de se mêler des pensions que la cour de France était censée payer à des Polonais affidés, dont plusieurs étaient morts depuis dix-ans ; d'autres, comme le général Mockranowski et Birzinski, étaient attachés publiquement à la Russie.

Le bon Durand lui dit qu'il ne peut pas continuer sa route sans de nouveaux ordres ; il assure qu'il la continuera : enfin, pour satisfaire ce galant homme, il lui propose de suppléer à l'*oubli* du duc de Choiseul, et de lui faire lui-même une instruction. Le lendemain, M. Durand lui remet une instruction qui commence par ces mots : « La saison qui suit la moisson « *étant* celle qui *est* la plus favorable, etc. » Il n'en lit pas davantage, et part au bout de cinq jours qu'il a été retenu par ces petites chicanes. Ses deux députés, avec leur costume polonais, l'embarrassaient ; mais il ne pouvait pas se dispenser de voyager avec eux. Ils ne parlaient que latin, et en général Dumouriez a fait toute cette guerre en latin, ne pouvant pas traiter autrement avec la confédération. Ils avaient acheté deux à trois cents fusils, autant de paires de pistolets et de sabres. On s'embarqua sur le Danube jusqu'à Pest, où ils avaient un correspondant, dont il prit le nom, qu'il envoya à M. Follard pour servir de direction, quand il en serait temps, à ses vingt-deux mille fusils bavarois.

Ce voyage prit jusqu'à la fin d'août. Arrivé à Épériès, il y trouva le comte de Pac, maréchal-général de la confédération de Lithuanie, qui remplissait les fonctions de celui de la confédération générale, parce que le comte Krasinski était à l'armée

turque avec la confédération de Bar, dont celle d'Épériès n'était que la représentation. Le prince Sapiha, régimentaire général de Lithuanie, remplaçait de même à Épériès le comte Potocki, régimentaire général de la confédération de Bar, reconnue pour la confédération générale.

Les maréchaux des confédérations sont les chefs civils ou législatifs; les régimentaires sont les chefs militaires. Les confédérations sont des insurrections contre l'abus du pouvoir; elles sont légales d'après la constitution. Elles ont leurs statuts, leurs formes et leurs droits. Le roi est toujours invité d'y accéder, si elles ne sont pas dirigées directement contre lui. S'il le refuse, alors leur pouvoir légitime s'étend jusque sur lui-même, quand les confédérations sont complètes, c'est-à-dire composées de tous ou de la plus grande majorité des palatinats des deux Pologne et du grand-duché de Lithuanie. Assez communément le parti contre lequel une confédération est dirigée lui en oppose une autre; elles se taxent mutuellement d'illégalité, et, après avoir commis bien des désordres de part et d'autre, un médiateur plus puissant que la république (et depuis longtemps c'est la Russie) les raccommode, et se paye de ses peines aux dépens de la malheureuse nation. Tous les actes d'une confédération doivent être promulgués, ou au moins insinués dans un *grod*, c'est-à-dire dans le greffe d'une juridiction. Ainsi la confédération établie à Épériès ne pouvait rendre ses actes ou édits valables qu'en les faisant inscrire dans un greffe de juridiction polonaise; alors ils étaient censés faits en Pologne. A l'époque du rassemblement de cette confédération générale à Épériès, la cour de Varsovie la taxait d'illégalité, à cause de sa résidence en pays étranger, et cherchait à lui opposer une autre confédération, ce qui ne réussit pas.

Le comte de Pac était un homme de plaisir, très-aimable et très-léger. Il avait plus d'ambition que de moyens, et d'audace que de courage. Il était éloquent, mérite que l'usage des diètes rend assez commun en Pologne. Le seul homme de tête qui fût à Épériès était un Lithuanien, nommé Bohucz, secrétaire général de la confédération. Le prince Radziwil était une bête brute, mais le plus grand seigneur de la Pologne. Le comte

Zamoiski, frère du grand chancelier, était un vieillard impotent, fort simple, et fort honnête homme. Il y avait deux ou trois jeunes Potocki. Le reste était des maréchaux et des régimentaires des palatinats. On en attendait encore quelques-uns pourque la représentation fût complète. On attendait aussi l'évêque de Kaminieck et le comte de Wetzel, grand trésorier de la couronne.

Dumouriez n'eut pas grand'peine à étudier les caractères de tous ces chefs. Leurs mœurs étaient asiatiques. Un luxe étonnant, des dépenses folles, des repas prolongés pendant une partie du jour et poussés à l'excès, le pharaon et la danse, étaient toutes leurs occupations. Ils croyaient que l'envoyé de France leur apportait des trésors; ils furent consternés quand il leur dit qu'il était venu sans argent, et qu'à leur train de vie il jugeait qu'ils n'avaient besoin de rien. Il s'attendit à repartir pour la France; il le dit franchement à Bohucz, à qui il ne cacha pas l'indignation que lui causait une pareille insouciance dans des hommés chargés d'aussi grands intérêts, dont la plupart avaient leurs terres dévastées et leurs parents en Sibérie. Il jugea qu'au moins la cour de France ne devait pas être assez dupe pour payer des pensions à des hommes qui en faisaient un si mauvais usage. Il manda au duc de Choiseul de faire cesser le payement des pensions particulières, et d'en déchirer la liste. Le ministre ordonna cette cessation, ce qui acheva d'indisposer le premier commis Gérard.

Si dès le début il était dégoûté par la représentation politique de la confédération, il était encore plus découragé par son état militaire. Les lettres de l'évêque de Kaminieck à la cour de France avaient annoncé de grandes forces et de grandes victoires. Dumouriez avait été entretenu dans cette idée par les exagérations des députés qui étaient venus le trouver à Vienne. Les listes qu'ils avaient portées faisaient monter les forces à plus de quarante mille hommes. A force de questionner des officiers français qui venaient de servir avec eux, et qu'il manda auprès de lui, il découvrit que toute la partie militaire consistait : 1° en quatre à cinq mille hommes en grande Pologne, fort bien tenus, commandés par un bon officier, nommé le général Za-

remba, mais sur lequel on ne pouvait pas compter, parce qu'il était arrangé avec le roi de Prusse, au service duquel il est entré en 1772 [1]; 2° en mille hommes à cheval errants, commandés par un brave Cosaque, nommé Sawa; ce corps fut dispersé, et Sawa fut tué peu de temps après; 3° en trois ou quatre mille hommes à cheval, aux ordres de Pulawski, très-brave et bon partisan, mais qui ne voulait pas se déterminer à reconnaître la confédération générale, par haine pour le comte Potocki, qui avait fait mourir son père en prison; 4° en environ trois mille cinq cents hommes aux ordres du comte Miaczinski, très-brave, qui servit ensuite avec beaucoup de docilité; 5° en douze à quinze cents hommes aux ordres d'un nommé Walewski, homme très-brave et très fin, qui, en faisant ensuite sa paix avec le roi, est devenu castellan de Cracovie; 6° en trois petits corps errants, l'un de sept cents hommes aux ordres du maréchal de Czernitchew, un de trois cents aux ordres d'un nommé Mazowieski, un de quatre cents Lithuaniens aux ordres d'Orzewsko.

Le tout formait seize à dix-sept mille hommes, sous huit à dix chefs indépendants, sans accord, se méfiant les uns des autres, quelquefois se battant entre eux, ou au moins se débauchant leurs troupes mutuellement. Cette cavalerie, toute composée de nobles égaux entre eux, sans discipline, sans obéissance, mal armée, mal montée, bien loin de pouvoir résister aux troupes réglées des Russes, était même bien inférieure aux Cosaques irréguliers. Pas une place, pas une pièce d'artillerie, pas un seul homme d'infanterie.

Dans le temps où il désespérait de pouvoir rien tirer de ce chaos, arriva à Épériès une femme très-célèbre, qui, après avoir joué un très-grand rôle en Saxe et à la cour du précédent roi de Pologne, était devenue l'âme de la confédération. C'était

[1] La fin de la carrière politique de Zaremba fut déplorable. En 1772, au moment où les succès de la Russie ne laissaient plus à la Pologne que de faibles espérances, Zaremba se déshonora par une lâcheté que l'on n'eût point attendue d'un chef aussi brave. Il écrivit une lettre à l'ambassadeur russe Saldern, avouant ce qu'il appelait ses erreurs, ses écarts, ses fautes; exprimant un vif repentir, et implorant la clémence des Russes. Zaremba reçut bientôt la récompense de cette faiblesse. Saldern lui répondit qu'il n'était pas digne de clémence; cela était devenu vrai, dit Rulhière : toutefois on lui fit passer quelques aumônes.

(*Note de l'éditeur.*)

la comtesse de Mniezeck : on ne pouvait pas mieux la comparer qu'à Armide; mais les confédérés n'étaient pas les héros du Tasse. Elle était fille du fameux comte de Bruhl; son mari était sénateur et général de la grande Pologne, et très-riche. Elle avait gouverné la Pologne sous son père; elle détestait le roi actuel; on prétendait que c'était par dépit de n'avoir pas pu le séduire et le gouverner. N'étant plus de la première jeunesse, elle avait encore de la beauté; mais elle avait un génie vaste et très-orné, l'âme grande, généreuse et sensible; elle possédait tous les talents, parlait parfaitement plusieurs langues, connaissait à fond les intérêts et les affaires de sa patrie, et encore mieux les caractères; elle était adorée de tous les partis. Un vice gâtait toutes ces qualités sublimes : elle était haineuse et intrigante.

L'acte de la réunion de la confédération générale en un seul corps, reconnaissant les chefs de celle de Bar pour leurs chefs, leur fut portée à l'armée turque, où ils résidaient. Le duc Charles de Saxe répondit à l'ambassade de la confédération comme il en était convenu à Munich, et se disposa à enrôler des Saxons pour former son contingent.

Dès que Dumouriez eut réussi dans son plan, il en envoya tous les détails, à la fin de septembre, au duc de Choiseul, qu'il pria de lui faire toucher un subside de soixante mille livres par mois, pour commencer à dater du 1er août, annonçant que si la légèreté des Polonais ne faisait pas échouer son plan, ce subside serait infiniment plus considérable au mois de janvier prochain; et il reçut, courrier pour courrier, trois cent mille livres de lettres de change sur Vienne pour les cinq derniers mois de 1770, avec une entière approbation de sa conduite.

M. Durand, qui n'était pas dans la confidence du ministre, trouvait que tout cela était trop grand, et lui suggérait dans toutes ses dépêches, lui ordonnait même de diriger tous les petits *commandos* des Polonais sur la Pokutie, pour inquiéter les derrières de l'armée russe qui était sur le Pruth, et tâcher de détruire leurs magasins de la Podolie et le long du Borysthène. Ces coups de main vigoureux étaient au-dessus des talents militaires des Polonais.

Dumouriez avait un projet de guerre bien plus vaste, et qu'il soumet avec confiance aux militaires instruits qui liront ces mémoires. Les Russes contenaient toute la Pologne, dont la superficie était alors une fois plus étendue que celle de la France, avec vingt à vingt-cinq mille hommes commandés par le lieutenant général Weymarn, et depuis par le lieutenant général Bibikow. Ils étaient divisés en petits *commandos,* qui couraient après les Polonais comme les oiseaux de proie après les pigeons. Le général major Suwarow, qui depuis s'est distingué dans la dernière guerre contre les Turcs, avait la plus forte armée ; elle était de quatre à cinq mille hommes. Un tiers de l'armée russe était composé de troupes irrégulières à cheval. La moitié des deux autres tiers était de bonne infanterie. Le colonel Drewitz, plus redoutable par ses cruautés et ses pillages que par ses talents, était la terreur de la Pologne. Le lieutenant général Essen, fermant l'arrière-garde de l'armée du maréchal Romantzow, occupait avec dix à douze mille hommes le palatinat de Kiowie, l'Ukraine et la Podolie. Le principal magasin des Russes était à Polona.

Dumouriez commença par chercher à se procurer des places et de l'artillerie, et à former de l'infanterie. Il avait demandé au duc de Choiseul soixante officiers de toutes armes, six ingénieurs, dix officiers d'artillerie, douze sergents de ce corps et de celui des ouvriers, et vingt bons canonniers. Le premier envoi qu'il reçut par M. Durand était la *crème* des aventuriers français : cependant ils ont bien servi, et la plupart sont rentrés en France avec des grades supérieurs. Il reçut ensuite deux ingénieurs, deux officiers d'artillerie, huit sergents et huit canonniers, avec une trentaine d'officiers réformés d'infanterie et de cavalerie : tout cela venait l'un après l'autre, et ne pouvait pas arriver vite ; mais, dans son plan, il avait l'hiver devant lui.

Il engagea Pulawski à surprendre la forteresse de Czenstochowa, sur la frontière de la Silésie. Ce chef y réussit, et forma un corps d'infanterie de quatre cents hommes, qu'il y mit en garnison. Il y avait dans cette place quarante pièces de canon ; il lui manda d'y en laisser trente, d'en faire arranger dix des plus légères sur des affûts de campagne, et de leur faire cons-

truire des caissons. Il lui envoya un officier français pour diriger cet ouvrage. Drewitz alla attaquer Czenstochowa, fut repoussé et battu, et les Polonais commencèrent à connaître l'utilité des places.

Pendant ce temps-là il faisait lever trois cents hommes d'infanterie par Miaczinski, qu'il avait rapproché de la frontière de Hongrie, et autant par Walewski, qui occupait celle du duché de Teschen. Il acheta quelques pièces de canon en Hongrie, il en déterra une cinquantaine de pièces chez des seigneurs polonais qui les avaient cachées, et fit fondre des boulets pour tous ces calibres bâtards. Il choisit ensuite un vieux château, nommé Landskrona, à la tête des monts Krapacks, dominant sur la plaine du palatinat de Cracovie. Il y établit lui-même trois cents hommes d'infanterie commandés par deux officiers français, Labadie et Laserre, et il en fit sa place d'armes. Dans le moment où il la fortifiait, le général Suwarow, qui sentit de quelle conséquence il était de ne pas laisser former un établissement à six lieues de Cracovie, arriva avec sa petite armée, l'attaqua avec fureur, et fut repoussé par la garnison. Miaczinski accourut avec sa cavalerie à la fin de l'attaque, le poursuivit dans sa retraite, et vint ensuite continuer ses travaux. Les Russes avaient perdu plus de deux cent cinquante hommes, presque tous grenadiers. Cette dernière aventure acheva de donner aux Polonais une grande confiance dans les places. Ils avaient déjà deux places *fortes*. Les Russes manquaient des moyens de faire des siéges; ils voyaient naître de l'infanterie et de l'artillerie, et ils allaient commencer une guerre moins vagabonde.

Il ordonna la levée de plusieurs bataillons d'infanterie; et, pour la faciliter, il disposa un cordon d'officiers français et allemands le long de la frontière, pour recruter les déserteurs impériaux et prussiens; et à la fin de l'année il se trouva avoir, soit à Landskrona, soit à Biala, soit dans les villages des monts Krapacks, dix-huit cents hommes d'assez bonne infanterie. Il acheta des fusils en Silésie et en Hongrie, se fit remettre un état de la population des palatinats de Cracovie et de Sendomir, et calcula qu'il pouvait très-bien y lever de vingt-cinq à trente mille hommes. Les Polonais consentirent avec la plus grande répu-

gnance à l'armement des paysans, qu'ils voulaient laisser dans la servitude; enfin ils se rendirent à la nécessité. Alors il écrivit à M. le duc de Choiseul de lui faire passer des ordres et des fonds; il manda au comte de Follard de lui expédier les vingt-deux mille fusils, et il s'en procura presque autant.

Voici à présent le plan d'opération qu'il se proposa pour la campagne de 1771. Il comptait sur au moins quatre mille hommes de bonne infanterie saxonne, contingent de Courlande. Il avait près de deux mille hommes levés, la plupart déserteurs; il devait y incorporer douze mille hommes du palatinat de Cracovie d'abord, et ensuite autant de celui de Sendomir. Le régiment des dragons de la Couronne l'avait joint en entier; il comptait aussi sur un millier d'hommes de cavalerie saxonne. Il ne voulait garder avec lui que la cavalerie de Miaczinski, celle de Walewski, les Lithuaniens d'Orzewsko, et le corps de Czernitchew, ce qui lui formerait une cavalerie de plus de huit mille hommes avec de bons chefs.

Il voulait laisser le corps de Zaremba du côté de Posen, et celui de Sawa sur la basse Vistule, pour menacer Varsovie, et y tenir en échec le général Weymarn.

Il voulait envoyer Pulawski, dont le corps pouvait se grossir jusqu'à dix mille hommes, sans infanterie, sur les frontières de la Podolie, pour inquiéter les magasins des Russes.

Il avait dépêché un nommé Putkammer, député de la Samogitie, auprès du comte Oginski, maître de l'armée de la Lithuanie, composée de huit mille hommes de troupes régulières, et des corps tartares de Bielack et Kurilsky.

Pendant qu'avec l'armée de la petite Pologne, qui avec les Saxons devait monter au moins à vingt mille hommes d'infanterie et huit mille de cavalerie, il s'avancerait sur Sendomir après s'être rendu maître de Cracovie, Oginski devait commencer son insurrection. La confédération, qui devait venir résider d'abord dans la petite ville de Landscron, pour qu'on ne chicanât plus la validité de ses actes, tenait toute prête la proclamation de la *pospolite rusceni*, c'est-à-dire l'ordre à toute la noblesse de monter à cheval, avec l'injonction d'aller joindre en Lithuanie le général Oginski, qui, avec cette armée irrégulière, mais

très-nombreuse, qu'il devait réunir à Pinsk, menacerait de marcher sur Varsovie.

Lorsque l'armée de la petite Pologne aurait pris la bonne position de Sendomir, au confluent de la Vistule et du San, le général Oginski aurait reçu l'ordre de marcher à grandes journées par Smolensk, d'y passer le Borysthène, et de se diriger sur Moscou. Toute l'armée russe était ou en Moldavie, ou dans les lignes d'Asow, ou en Livonie, ou en Pologne; et il n'y avait pas un seul régiment à portée de s'opposer à ce qu'Oginski pénétrât jusqu'au centre de la Moscovie. Les Russes eussent eu la guerre chez eux, et la confédération se serait trouvée déchargée, pendant cette excursion, de la paye, de l'entretien et de la nourriture de cette grande armée irrégulière.

Quant à la Pologne, Dumouriez s'en chargeait avec l'armée régulière soldée, renforcée de toute l'armée de la république, qui n'attendait qu'une occasion pour déserter. Le général Weymarn avait deux grands intérêts à ménager : 1° de garder Varsovie et la personne du roi de Pologne, pour ménager l'influence de la Russie sur cette nation; 2° ce qui était peut-être plus essentiel, de garder ou couvrir les magasins de la Podolie.

Dumouriez s'était assuré de la forteresse de Zamosc, quoiqu'il ne l'occupât point, faute d'infanterie. Weymarn n'avait qu'un des deux partis à prendre : ou de rassembler toutes ses troupes à Varsovie, pour s'opposer aux Polonais qui menaceraient cette capitale; ou d'abandonner cette ville en emmenant le roi, pour tâcher de gagner Kiow, et de se joindre au général Essen.

Dans le premier cas, Dumouriez aurait marché sur la Podolie pour détruire les magasins; dans le second, il aurait marché sur Varsovie pour y établir la confédération. Il serait résulté nécessairement de ce grand mouvement un changement de théâtre de la guerre : Romantzow n'aurait pas pu rester en Moldavie, voyant une incursion en Moscovie et une grande guerre en Pologne; il y serait rentré, et les Turcs, qui pendant toute cette campagne étaient encore très-forts, l'y auraient suivi.

Il n'en eût coûté à la France que la solde du contingent saxon; et il est à présumer que le changement énorme de position

de la république de Pologne aurait occassionné dans le Nord une grande commotion qui eût déterminé une guerre générale, comme le désirait le duc de Choiseul, qui se préparait à attaquer les Anglais. Le succès de ce grand plan a tenu à son existence ministérielle ; il fut disgracié le 24 décembre, et il fallut renoncer à tout. C'est la du Barry qui a eu l'avantage de faire tomber ce maire du palais ; et le sort de tout le nord de l'Europe, peut-être celui de l'Europe entière, a tenu à la passion flétrissante qu'un roi de France de soixante ans avait conçue pour une fille publique, que la Providence destinait à périr vingt-deux ans après sous la guillotine [1].

Ce fut dans le mois de novembre, après son retour de Landscron, qu'il détailla tout ce plan au duc de Choiseul, dans une dépêche qu'il lui expédia par un officier. Il était déjà mécontent de la correspondance de ce ministre, qui ne lui écrivait plus que des lettres de bureau vagues, dans lesquelles il lui recommandait de ne pas compromettre la France, et de laisser les Polonais se conduire comme ils voudraient. Il était alors uniquement occupé

[1] La disgrâce du duc de Choiseul et du duc de Praslin, fruit des intrigues du chancelier Maupeou et de madame du Barry, fut motivée, dit M. Lacretelle, sur ce que le duc de Choiseul avait concerté une guerre maritime avec le roi d'Espagne sans en prévenir Louis XV. L'abbé Terray déclara qu'il serait impossible de trouver des fonds pour cette guerre, et le roi crut par le renvoi de son ministre affermir son règne au dedans, dût-il être, une fois encore, avili au dehors. Le duc de la Vrillière, l'un des ennemis du duc de Choiseul, fut chargé de lui porter une lettre de cachet, commission dont il s'acquitta avec joie. Le lecteur sera curieux de trouver ici cette lettre, non moins offensante par le fond que par la sécheresse et la dureté des expressions.

« Mon cousin,

« Le mécontentement que me causent « vos services me forcé de vous exiler à « Chanteloup, où vous vous rendrez dans « les vingt-quatre heures. Je vous aurais « envoyé beaucoup plus loin, sans l'es- « time particulière que j'ai pour madame « la duchesse de Choiseul, dont la santé « m'est fort intéressante. Prenez garde « que votre conduite ne me force de « prendre un autre parti. Sur ce, je prie « Dieu, mon cousin, qu'il vous ait dans « sa sainte et digne garde. »

Le renvoi du duc de Praslin était plus laconique encore. Il se bornait à ces mots :

« Je n'ai plus besoin de vos services, « et je vous exile à Praslin, où vous vous « rendrez dans les vingt-quatre heures. »

M. de la Vrillière, en remettant au duc de Choiseul sa lettre de renvoi, crut devoir lui faire quelques protestations d'intérêt et de dévouement : *Je ne doute point, monsieur le duc*, répondit le ministre disgracié, *de tout le plaisir que vous avez à m'apporter une semblable nouvelle.*

Le duc de Choiseul fut généralement regretté. Des princes du sang, dit madame de Staël, vinrent lui rendre hommage. Les personnages les plus distingués de la cour rougirent pour le roi de l'ascendant qu'avait pris sur lui une vile courtisane. Il y eut ce jour-là solitude au château de Versailles, et affluence chez le duc de Choiseul.

(*Note de l'éditeur.*)

des moyens de repousser les intrigues par les intrigues; et ce soin, qui dans toutes les cours prend la moitié du temps et les trois quarts des facultés morales des ministres, nuit toujours aux vraies affaires.

Une autre circonstance avait contribué à rendre la correspondance encore plus froide. La cour de Varsovie, dirigée par l'ambassadeur russe, avait voulu élever une confédération contre celle de Bar, quand elle l'avait vue devenir confédération générale, et former un corps légal capable de pouvoir représenter la république. Ce projet n'ayant pas réussi, on imagina de faire accéder le roi à la confédération résidente à Épériès : c'était ainsi qu'on avait déjoué celle de Radom, c'est ainsi qu'en 1792 on vient de déjouer celle de Targowice.

Le premier avis en vint de Versailles par le comte Wielhorski, qui en était d'autant plus effrayé que le premier commis Gérard protégeait hautement cette adjonction, et lui avait dit de conseiller à la confédération d'y consentir. C'était livrer les confédérés aux Russes ; car si le roi se joignait à eux, ils ne pouvaient plus rester en pays étranger, il fallait qu'ils allassent le joindre; et ils n'avaient ni places de sûreté ni armée. Si, après avoir accepté son adhésion, appelés auprès de lui, ils refusaient de le joindre, il aurait représenté la république confédérée avec les faux frères, qui se seraient joints à lui ; alors leur légalité tombait, ils seraient devenus des fugitifs et des rebelles. Enfin, s'ils acceptaient l'adhésion, il en résultait une suspension d'armes; et les Turcs, qui avaient déclaré la guerre à la Russie pour maintenir la garantie de la Pologne, les auraient regardés comme des traîtres ; et c'était livrer à leur vengeance Krazinski, Potocki, et trois mille Polonais qui étaient dans l'armée du grand vizir.

La confédération, comme toute grande assemblée, avait ses désorganisateurs et ses traîtres. Le général Mockranowski, homme très-dangereux, arriva de Vienne ; il venait de Paris. Il avait apporté à M. Durand l'avis de Gérard ; celui-ci l'avait adopté, et mandait à Dumouriez d'appuyer de son crédit la proposition d'adhésion. Il en sentait trop le danger pour commettre une pareille perfidie : tout ce qu'il put faire fut de se déterminer, s'il était consulté publiquement sur cette affaire à répondre que les Po-

lonais seuls pouvaient décider de l'avantage ou de l'inconvénient d'une démarche aussi délicate.

Mais, dans ses conférences secrètes avec Pac et Bohucz, il les exhorta bien à prendre tous les moyens possibles pour faire rejeter la proposition. Le général Mockranowski était homme de beaucoup d'esprit, et très-insinuant [1]. Avant que la proposition fût faite à l'assemblée, il crut devoir faire au roi un certain nom-

[1] Rulhière offre, dans l'Histoire de l'anarchie de Pologne, un portrait bien différent de Mockranowski ; et peut-être est-il permis de penser que Dumouriez ne s'est pas garanti de quelque prévention dans cette circonstance. Avant qu'il ne fût forcé de reconnaître le roi Stanislas Poniatowski, ce général avait été l'un des plus ardents soutiens de la cause nationale contre la faction des Czartoriski, dont les intrigues, liées à celles de la Russie, étaient parvenues à allumer en Pologne le feu de la guerre civile. Voici quelques traits du portrait de Mockranowski, tracé par Rulhière : «Ce Polonais, d'une taille haute, d'une figure noble, dans les violents exercices auxquels la force prodigieuse du roi Auguste II avait accoutumé la jeune noblesse, pouvait abattre d'un seul coup la tête d'un taureau, ou tordre dans ses doigts une baguette de fer. Après avoir servi en France avec honneur, et en Prusse avec la faveur du roi, il revint en Pologne, jeune encore ; et, malgré son peu de fortune, il eut bientôt un grand éclat dans la république par sa bravoure, sa prompte connaissance des hommes, son talent pour inspirer la confiance à une multitude, et son éloquence, qui consistait dans l'expression naïve des sentiments les plus élevés. On voyait en lui un mélange remarquable des vertus admirées dans les anciennes républiques, et de cette galanterie que la société des femmes a fait naître chez les peuples modernes. Il disait un jour à de jeunes Français : « Je n'ai que deux intérêts au monde : dé- « fendre la liberté de mon pays, et perdre « la mienne, etc. »

Lorsque, le 7 mai 1764, la diète polonaise fut réunie pour l'élection d'un successeur à la couronne, Mockranowski protesta avec une énergie admirable contre l'oppression de cette assemblée, dont la salle des séances avait été envahie par les troupes russes. Ni le fer ennemi, ni les clameurs de la faction qui voulait porter Poniatowski sur le trône ne purent l'intimider.

Poniatowski étant parvenu au trône à la faveur de la protection des Russes et des intrigues des Czartoriski, le général Mockranowski se retira de la cour ; il voulut suivre la fortune du vieux général Branicki, concurrent du monarque polonais ; mais le ministère lui fit déclarer que s'il ne venait pas à Varsovie rendre hommage au roi, on instruirait son procès, et on le poursuivrait criminellement pour avoir pris les armes contre la république. Mockranowski se crut forcé d'obéir. Son entrée à la cour fut pleine de dignité. Des courtisans qu'il rencontra sur son passage lui dirent : « Vous venez trop tard. — On ne vient point trop tard, répondit-il d'une voix haute, quand on ne demande rien. » Puis s'avançant vers le roi : « Sire, lui dit-il, puisque la Providence vous a placé à la tête de la république, je n'ai pas cessé d'en être citoyen, et en cette qualité, je vous dois mon hommage. Mes sentiments pour ma patrie ne changeront jamais. Si c'est un moyen de mériter vos bontés, je les espère à ce titre. »

On pense bien que Mockranowski ne fut pas l'objet d'une grande faveur. On commença par lui faire un accueil politique : bientôt on le délaissa ; plusieurs de ses emplois lui furent retirés. On ne lui confia longtemps aucune mission importante.

Lorsque la confédération de Bar, formée par l'évêque de Kaminieck, eut pris une attitude assez imposante pour que l'on se crût forcé de traiter avec elle, on comprit qu'une telle négociation avait besoin d'un homme populaire. On jeta les yeux sur Mockranowski : le sénat lui ordonna de proposer aux confédérés l'alliance du roi lui-même. Mockranowski se chargea de cette mission délicate, parce que, dit Rulhière, il craignait que la confédération de Bar, qu'il avait toujours cherché à prévenir, n'attirât sur sa

bre de partisans, et effectivement il gagna beaucoup de suffrages. Dumouriez imagina de lui opposer un antagoniste plus fort que lui ; il écrivit à madame de Mniezeck qu'il avait besoin d'elle, et que tout était perdu si elle n'arrivait pas avant trois jours. Cette dame, effrayée de cette lettre, curieuse de connaître un danger qui obligeait le ministre français à lui écrire d'une manière aussi alarmante, arriva trente heures après. Il lui expliqua l'affaire, et elle travailla à détruire les insinuations du général Mockranowski.

Cela n'aurait pas suffi, et certainement le roi aurait été déclaré chef de la confédération, si Bohucz ne s'était avisé d'un coup de génie aussi sublime qu'audacieux. Il composa un discours, dans lequel il exposa tous les griefs des Polonais contre l'illégalité de l'élection du roi, et contre son entier asservissement à la Russie ; il l'accusa d'être gouverné par l'ambassadeur de Russie, et d'être la cause de tous les malheurs de sa patrie, qui ne pouvaient cesser qu'en le faisant descendre d'un trône usurpé. Il composa aussi l'acte de déchéance : il ne parla de ce travail à personne.

Bohucz gouvernait alors despotiquement cette assemblée. Une figure mâle, un grand courage, un bel organe, un style correct, une éloquence de feu, une discussion tranchante quand on voulait combattre son opinion, le rendaient l'oracle des confédérés. On devait le lendemain mettre sur le tapis l'affaire de l'admission de Stanislas. Bohucz, après avoir traité les affaires courantes, réveille leur attention en leur annonçant qu'il va leur lire

patrie de nouvelles calamités. Il avait conçu le double projet de prévenir la division des Polonais entre eux, et d'empêcher la guerre civile.

Mockranowski s'acquittait de cette mission avec toute la loyauté de son caractère, lorsque, par une affreuse trahison, et au mépris d'un armistice, l'armée russe attaqua les confédérés, et multiplia les massacres. Mockranowski recueillit alors, dit encore Rulhière, le fruit de quarante ans de probité : dans le temps où il était employé à une perfidie, ceux même qui en étaient les victimes ne l'en soupçonnèrent point. Rappelé par le sénat, il se rendit à la cour, et dit au roi : « Sire, on vous trompe, ou vous m'avez trompé. Mais, dans l'un ou dans l'autre cas, il ne me convient plus de vous servir. » Il quitta la cour, et partit aussitôt pour la France.

Si plus tard (en 1770), à son retour de France, Mockranowski renouvela ses efforts pour rallier au roi le parti des confédérés, serait-il juste de voir, comme Dumouriez, une trahison dans cette tentative ? et ne doit-on pas plutôt l'envisager comme une conséquence de la première mission, et des opinions conciliatrices du général Mockranowski ?

(*Note de l'éditeur.*)

un travail important, sur lequel il faut qu'ils prennent un parti décisif avant de sortir de la séance. Il leur lit son discours avec feu, il y ajoute des arguments pris dans les objections qu'on lui fait. Ce coup inattendu atterre les partisans du roi, sans qu'aucun ose mettre en avant la proposition qui devait être faite le lendemain ; et d'une voix unanime on décide le trône vacant, et Stanislas déchu. « J'étais si sûr, leur dit Bohucz, que votre patriotisme vous ferait adopter cet avis à l'unanimité, que j'ai dressé d'avance l'acte de la déclaration de l'interrègne. » Il leur lit rapidement cet acte, qui est une pièce sublime. Il est adopté et signé aussitôt, sans qu'aucun membre ose s'opposer à l'enthousiasme général, tant un homme éloquent a de pouvoir sur les assemblées ! Il n'y a eu, depuis Bohucz, que Mirabeau et Fox dont on puisse citer de pareils traits.

Une résolution aussi extraordinaire de la part d'un corps représentatif aussi faible, et qu'aucune puissance ne reconnaissait, au moins publiquement, fut blâmée de toutes les cours. On ne voulut pas réfléchir qu'elle n'ajoutait rien aux dangers des confédérés, qu'elle tranchait les trames de toutes les intrigues dont ils étaient entourés, et que si les Turcs ou eux avaient des succès, elle devenait un acte héroïque. La cour de France le trouva très-mauvais ; et comme on ne put pas imaginer qu'une démarche aussi hardie eût pu être faite en présence de son envoyé, à son insu et sans son aveu, Gérard fit signer au duc de Choiseul une lettre ostensible, que Dumouriez ne montra cependant qu'à Pac et à Bohucz, dans laquelle il mandait à la confédération que le roi ne pouvait que désapprouver une démarche aussi téméraire ; que l'envoyé de France aurait dû l'empêcher ou se retirer, et que, n'ayant pas d'autorité sur une nation étrangère, c'était à son agent qu'il s'en prendrait.

Il répondit au duc de Choiseul qu'il s'était bien gardé de lire à la confédération cette lettre, parce qu'elle était inutile ; qu'il n'avait pas contribué à une démarche qui s'était faite unanimement, et par un mouvement spontané ; que, bien loin de la déconseiller, il l'aurait appuyée de son avis : et il détailla tous les motifs les plus forts, le priant de se souvenir de la phrase qu'il lui avait dite en partant : *Qu'il ne croyait pas aux télescopes de*

trois cents lieues. Le duc ne voulut pas laisser cette lettre entre les mains de Gérard ; il la reprit, et l'affaire en resta là.

Cependant, à la fin de l'année 1770, tout promettait des succès à la confédération. L'ordre s'était établi dans son assemblée générale, l'administration était divisée et réglée, le pouvoir exécutif était en activité, le *liberum veto* était aboli, l'interrègne était déclaré, et fermait la porte aux intrigues de la Russie. L'armée régulière se formait ; deux places, et celle de Zamosc assurée, procuraient des retraites. Deux mille hommes d'infanterie, de l'artillerie de campagne ; le contingent saxo-courlandais, dont quelques hommes arrivèrent à la fin de décembre ; le parti pris d'enrégimenter douze mille hommes qu'on avait sous la main, et dont on avait déjà levé quatre à cinq cents ; l'armée de la Lithuanie prête à se déclarer dès qu'on l'ordonnerait ; celle de la couronne n'attendant que le moment de se joindre ; les Turcs se soutenant au nombre de plus de cent cinquante mille hommes en Moldavie ; un grand plan prêt à éclore : tout fut détruit à Versailles le 24 décembre 1770, par la disgrâce du duc de Choiseul.

CHAPITRE VIII.

Guerre de Pologne. 1771.

Dumouriez n'apprit ce funeste événement que le 8 janvier. Dès lors il prévit qu'il fallait renoncer à tous ses plans, et que la Pologne était perdue. La cour de Vienne montrait depuis longtemps de l'aversion pour la confédération. Dans le mois d'octobre précédent, elle avait envoyé le comte de Thoreuck, commissaire impérial, prendre possession du comté de Zips, territoire en litige depuis très-longtemps entre les rois de Pologne et de Hongrie, et dont une possession de plusieurs siècles semblait avoir confirmé le droit aux Polonais.

Elle avait établi un cordon de ses troupes et une quarantaine rigoureuse, qui plusieurs fois avaient occasionné la disgrâce des petits détachements confédérés, poursuivis par les Russes, à qui

on refusait impitoyablement l'asile, sous prétexte du danger de la peste. Le roi de Prusse et le roi des Romains s'étaient abouchés au camp de Neustadt; et d'après une lettre interceptée et en chiffres, écrite au roi de Pologne, Dumouriez avait pénétré qu'il était question de partager ce malheureux pays. Il avait été si sûr de ses conjectures, qu'il avait envoyé au duc de Choiseul une carte de la Pologne, sur laquelle il avait tracé, en trois couleurs différentes, les parties que les trois puissances envahiraient, à peu près comme cela a eu lieu. Ce ministre avait traité ses conjectures de chimères [1].

Dumouriez avait fait plus : il avait fait remettre à l'impératrice, par le comte de Mahoni, ambassadeur d'Espagne, un mémoire anonyme, sous le nom d'un Polonais, pour prouver à cette souveraine que son véritable intérêt n'était point d'étendre ses possessions au delà des limites naturelles et impénétrables des monts Krapacks; qu'un envahissement en Pologne, pays tout ouvert et sans places, lui attirerait des guerres continuelles avec la Russie et la Prusse ; qu'il serait plus utile pour elle, plus glorieux et plus juste, d'empêcher l'usurpation de ces deux puissances, en secourant les malheureux Polonais, et profitant pour cela du temps où la Russie était occupée de la guerre des Turcs.

Quand même la cour de Vienne, qui alors évitait soigneusement la guerre, eût adhéré à ces considérations essentiellement vraies, la révolution ministérielle de la France ne lui laissait plus d'autre parti que de consentir au partage de la Pologne, qu'elle n'aurait pas pu empêcher sans s'engager dans une guerre qu'elle ne pouvait pas soutenir seule, et dans laquelle elle ne pouvait plus compter sur les secours de la France.

Un des moyens qu'avait employés la faction dont la du Barry était l'instrument, pour perdre le duc de Choiseul, avait été de persuader au roi qu'après avoir eu la gloire d'un roi conquérant, il serait honorable pour lui de devenir un roi pacifique ; que la confiance de toutes les cours en lui le rendrait l'arbitre de toutes

[1] Rulhière émet une opinion différente de celle de Dumouriez, relativement au but de l'entrevue de l'empereur et du roi de Prusse à Neustadt. « Cette entrevue, dit-il, n'eut aucun résultat bien positif : on a lieu de croire que l'idée du démembrement de la Pologne n'y fut ni exprimée, ni peut-être conçue. »
(*Note de l'éditeur.*)

les querelles et du sort de l'Europe. Louis XV, au moyen de sa correspondance secrète, se croyait un grand politique : ainsi Dumouriez fut bien persuadé que, loin d'approuver son plan, qui ne convenait pas au système pacifique, on lui en saurait mauvais gré. Trois lettres qu'il reçut de Favier, de M. de Chauvelin et de l'abbé de la Ville, lui prouvèrent qu'il ne s'était pas trompé : sans s'être donné le mot, ils lui conseillaient tous les trois de rétrécir ses plans et d'attendre de nouvelles instructions, ce qui, vu le cours donné aux affaires, était devenu très-difficile. Il prit le parti de se restreindre sur l'emploi de l'argent qu'il avait entre les mains et sur tout acte en qualité d'agent de la France, mais de continuer avec le même zèle sur tout ce qui ne compromettrait que les Polonais et lui personnellement.

Jamais le cabinet de Versailles n'a montré une plus grande perfidie. Jusqu'alors, lorsqu'il changeait de système, il ne continuait à tromper que les puissances avec lesquelles il traitait : dans cette occasion, le duc d'Aiguillon, qui était devenu ministre des affaires étrangères, chercha à tromper aussi l'agent de France, parce qu'il voulait le perdre, en l'enfournant dans son plan, devenu incohérent. Il voulait, en sacrifiant l'agent, jeter du ridicule sur le choix de l'ex-ministre et sur son système politique.

Il écrivit une lettre amicale à la confédération, qui en fut quelque temps la dupe. Il écrivit une lettre remplie d'éloges à Dumouriez, qui heureusement avait reçu d'avance le contre-poison ; il lui manda que le changement de ministre n'en apportait aucun au système adopté relativement à la confédération de Pologne, et il l'exhorta à continuer. Mais en même temps il fit passer à l'ambassade de Venise le baron de Zuckmantel, lieutenant général, célèbre par la défense de Ziegenhayn dans la guerre de sept ans, ami de Dumouriez, ministre de France à Dresde, qui s'était chargé de presser la levée du contingent saxo-courlandais. Il ne lui donna point de successeur, et il prit des mesures pour faire manquer ce contingent. Il fit avertir sous main le conseil de guerre de Vienne d'un achat que les confédérés avaient fait de treize mille fusils de l'armement des comitats de Hongrie, sur lesquels on avait payé mille ducats d'avance ; les fusils furent arrêtés, et l'argent fut perdu. Il défendit au comte de Follard de

suivre le marché des vingt-deux mille fusils bavarois, et il priva les Polonais de cette ressource précieuse et assurée.

Zuckmantel et Follard donnèrent eux-mêmes cet avis à Dumouriez, et lui témoignèrent leurs regrets. M. Durand se conduisit avec lui avec une franchise fort noble : n'osant pas se compromettre par des avis par écrit, il le pria de venir passer trois jours à Vienne. Y étant arrivé le 20 janvier, ce ministre honnête homme l'avertit de se tenir sur ses gardes, et de rompre ses grands projets, qui ne convenaient plus aux circonstances : pour le convaincre, il lui montra les dépêches du nouveau ministre, qui les traitait de chimères, et qui lui ordonnait d'y mettre un frein.

De retour à Épériès, il reconnut la nécessité de changer ses plans; mais, étant encore trop jeune pour avoir acquis une connaissance profonde des hommes, il crut devoir tenter d'éclairer le ministre. Il fit une courte analyse intitulée *Précis des affaires de Pologne;* et, croyant bien faire, il eut l'imprudence de l'adresser à Linguet, qu'il avait connu le défenseur de d'Aiguillon, et qu'il croyait lié avec lui. Par là il était sûr qu'il lui serait remis en mains propres, et appuyé des observations de Linguet; qu'ainsi il éviterait le canal de Gérard. Dans ce petit écrit il ne traitait absolument que l'affaire de la Pologne, mais il prouvait qu'en continuant selon le plan approuvé et arrêté, on pouvait sauver les confédérés, leur faire jouer un grand rôle national, et que la France ne serait point compromise, et en serait quitte pour peu d'argent. Il concluait par prier le ministre de lui donner un successeur si on changeait de plan, parce qu'il ne pouvait pas changer de conduite sans être taxé de perfidie, ce qui retomberait sur le ministère même.

Linguet remit exactement la dépêche; mais quand même elle eût été encore plus convaincante, la voie par laquelle elle passait lui aurait fait perdre tout son crédit. Le ministre ne répondit qu'à la dernière phrase : il lui manda qu'il servait trop bien le roi pour qu'on lui permît de se retirer, ayant acquis une parfaite connaissance des affaires de la confédération. Alors, comme, outre tous ses embarras, il ne voulait pas avoir des chicanes de comptabilité, il demanda un commissaire des guerres pour cette partie, ce qui lui fut refusé.

Il lui paraissait fort dur d'abandonner ses pauvres confédérés, qui semblaient avoir changé de caractère pour lui donner une entière confiance. Cependant ils étaient alors mécontents de lui, parce qu'ils savaient qu'il avait reçu de l'argent, et qu'il ne leur en donnait pas, ne l'employant qu'en achats d'armes et de munitions. Il avait refusé au comte de Pac vingt-quatre mille livres qu'il avait eu la bassesse de demander pour lui-même, et douze mille livres pour de pauvres maréchaux, à qui leurs voluptueux confrères avaient la dureté de refuser des habits. Il reçut ordre de M. Durand de donner ces trente-six mille livres, ce qu'il fit avec beaucoup de regret, ne jugeant pas que ce dût être là l'emploi du subside. Les anciens pensionnaires surtout criaient hautement, et espéraient bien faire rétablir leurs pensions par le crédit de Gérard, que l'ignorance et les intrigues du duc d'Aiguillon laissaient être le vrai ministre des affaires étrangères.

Dumouriez se déplaisait à Épériès, et une occasion l'en fit sortir pour n'y plus rentrer. Pulawski était venu passer quelques jours à Épériès dans le mois de février; c'était un jeune chef très-brave et très-entreprenant, mais aimant l'indépendance, volage dans ses projets, ne sachant s'arrêter ni à une autorité ni à un plan fixe, ignorant la guerre, et enorgueilli par quelques légers succès que ses compatriotes, grands exagérateurs, élevaient au-dessus des hauts faits de Jean Sobieski. Il avait d'abord été très-opposé au système de guerre régulière, parce que n'étant qu'un très-petit gentilhomme, s'étant fait par son heureuse audace le chef et presque le propriétaire d'une petite armée, il craignait que le nouveau système ne le fît rentrer en ligne, et ne le soumît aux ordres du régimentaire général, prince Sapieha, homme très-incapable et qu'il méprisait, ou à ceux de son ennemi le comte de Potocki. Dumouriez l'avait rassuré à cet égard, en lui promettant de lui réserver un commandement plus glorieux, indépendant, et plus digne de son audace, la Podolie. Par ce moyen il le contentait, et en même temps tirait de ses mains l'importante place de Czenstochow, qui par son éloignement rentrerait sous l'autorité directe de la confédération [1].

[1] Casimir Pulawski, dont il est ici question, figure honorablement dans l'histoire parmi les héros de la Pologne : « Jamais homme de guerre, dit Rulhière,

Zaremba, à qui il avait envoyé un officier intelligent pour lui expliquer le changement de système qu'il voulait introduire, paraissait aussi y adhérer de bonne foi; il avait envoyé à la confédération des témoignages de soumission, et à l'agent de France des promesses d'exécuter fidèlement la partie du plan de campagne qui lui serait confiée. Quant à Walewski et à Miaczinski, ils entraient parfaitement dans ses vues; ils étaient fort contents de l'accroissement de leurs petits corps, et flattés de devoir jouer un rôle important dans les opérations de l'armée régulière. On était parfaitement sûr du comte Oginski; et la seule inquiétude qu'il pût y avoir à son égard était qu'il ne se hâtât trop de se déclarer, et qu'il ne se fît opprimer partiellement, avant que le grand mouvement combiné pût s'exécuter à la fois. Tous ces chefs militaires, jaloux les uns des autres, désiraient un commandant étranger; et Dumouriez, qui n'était encore que simple colonel, n'aspirant pas à une place aussi haute, leur avait fait insinuer pendant l'hiver de réunir les vœux sur le prince Charles de Saxe, et il avait réussi à rendre ces vœux presque unanimes.

Mais il fallait créer cette armée; le printemps approchait. La confédération recevait de temps en temps quelques secours d'argent, mais ils étaient faibles, et aussitôt dissipés par l'infidélité ou la prodigalité de ses chefs. Bien loin de solliciter une augmentation du médiocre subside de la France, Dumouriez, pour sa propre sûreté, en était devenu très-avare. Il fallait des fonds pour former l'armée.

Cinq à six mille hommes, commandés par Miaczinski et Walewski, bordaient les montagnes depuis Rabka jusqu'à Biala, en avant de Bilitz, frontière du duché de Teschen; ils y étaient en-

n'eut une plus grande dextérité dans le maniement de toute espèce d'armes. Il se prévalait de ce don de la nature, accru par un perpétuel exercice, pour charger toujours de sa personne avec une intrépidité qui donnait l'exemple à tous ceux qu'il commandait. Une jeunesse déterminée s'attachait à le suivre, et lui-même, trouvant les vieux Polonais trop amollis, accordait plutôt sa confiance à des jeunes gens qui se formaient par ses leçons, et devenaient les émules de son adresse et de sa force... Pulawski, par un ascendant naturel, était le maître de ses égaux; tous le secondaient avec ardeur, tous se précipitaient avec lui dans les périls; tous veillaient à se secourir mutuellement; Pulawski, plus adroit, avait presque toujours ce dernier avantage. Il y avait peu de ses officiers qu'il n'eût arrachés à quelque danger, qu'il n'eût cherchés et enlevés au milieu des ennemis, et qui ne reconnussent lui devoir la vie ou la liberté, etc. » (*Histoire de l'anarchie de Pologne*, liv. XII.)

(*Note de l'éditeur.*)

tassés dans Biala, Wlogidowice, Kente, Sucha, et quelques autres bourgs. Pour enrôler les paysans, il fallait s'étendre dans la plaine bordée par la Vistule. Deux grands intérêts nécessitaient ce mouvement : 1° de s'ouvrir une plaine riche, pour nourrir cinq à six mille chevaux qui souffraient beaucoup dans ces montagnes arides, faire promptement la levée de l'infanterie par une conscription militaire, et ouvrir par Zator, Oswiecim et Bobreck, une communication avec la grande Pologne; 2° se procurer des fonds assurés et considérables, en se rendant maître des riches salines de Bochnia et Williska.

Dumouriez avait médité pendant tout l'hiver un plan important, mais il ne fallait pas le manquer; et il le trouvait d'une si grande conséquence et si décisif pour la conduite ultérieure de la guerre, qu'il n'avait jugé aucun des chefs capable de le conduire; ils en étaient eux-mêmes d'accord, et ils étaient convenus avec lui qu'il se chargerait lui-même de son exécution. En conséquence il avait promis de se rendre dans les premiers jours de mars à l'armée, et, sans en prendre ostensiblement le commandement, de la diriger. Pour mieux en assurer l'obéissance, il devait emmener avec lui quatre membres du conseil de guerre, pour signer les ordres qu'il aurait à donner.

Ayant engagé sa parole, il ne crut pas devoir être arrêté par la révolution ministérielle de France. Il eut la précaution de prévenir de sa démarche le duc d'Aiguillon, en lui en faisant sentir toute l'importance. Il lui mandait qu'elle devait être décisive; que si elle manquait, la confédération n'ayant pas acquis une consistance militaire, ne pourrait pas se présenter avec une existence politique assez considérable pour que ses intérêts pussent entrer en considération dans les négociations qui termineraient cette guerre; qu'alors la France, qui ne s'était pas mise à découvert, n'ayant jamais reconnu publiquement la confédération, pourrait se retirer tout doucement, laisser dormir la garantie, et n'employer sa médiation que pour faire obtenir des conditions particulières d'accommodement à ceux des membres à qui elle prendrait un intérêt personnel : qu'au contraire, si les Polonais réussissaient, leur diversion pouvait être fort utile par l'embarras qu'elle donnerait aux Russes, et servirait à diminuer les dangers

des Turcs, qui commençaient à faiblir en Moldavie. Il terminait cette dépêche par conjurer le ministre d'accepter sa démission dans tous les cas, et de lui envoyer promptement un successeur militaire et politique en même temps, auquel il remettrait, à son arrivée, les affaires dans l'état où elles se trouveraient.

Après avoir pris cette précaution, qui fut fort appuyée par M. Durand, il partit dans les premiers jours d'avril 1771, pour entrer en Pologne, avec sept ou huit officiers français et une douzaine de domestiques armés et habillés en hussards. Il dirigea sa recette d'argent sur Bilitz, et il laissa auprès de la confédération un de ses cousins, nommé Châteauneuf. C'était un jeune homme plein d'esprit et d'instruction, qu'il avait adopté comme son fils, qui en avait les sentiments, et dont il s'est fait un ami solide. Il n'avait alors que dix-huit ans, et sortait du collége; Dumouriez avait obtenu pour lui, du duc de Choiseul, une sous-lieutenance de dragons au régiment de Custine, et l'avait employé comme son secrétaire. Plein de fidélité et de prudence, doué d'un caractère modéré, doux et sensible, Châteauneuf avait gagné la confiance entière des Polonais, et s'était mis en état de le remplacer. Il obtint cette année un brevet de capitaine d'infanterie; mais n'ayant pas voulu rester à la confédération après le départ de son cousin, détestant par philosophie le métier des armes, quoique courageux, il prit en arrivant en France la carrière des consulats, et il a fini par être peu de temps résident à Genève, place qu'il n'a pas voulu conserver sous le règne de l'anarchie. Peut-être que cet honnête et excellent homme languit à présent dans les cachots des jacobins, avec le reste de la famille du général Dumouriez!

Le général Suwarow occupait tout le palatinat de Cracovie, depuis Bobreck jusqu'à Nepolomuce, sur la rivière de Donayesc, avec six à sept mille hommes. Cette rivière, qui n'a qu'un cours de quelques lieues, prend sa source au-dessus de Nowitarg, et se jette dans la Vistule vis-à-vis de Nowe-Miasto. En été elle a très-peu d'eau, et est guéable presque partout. Dans cette saison elle était très-profonde, à cause de la fonte des neiges et des grandes pluies; mais ayant beaucoup de pente, son écoulement était très-prompt. Il tenait dans Cracovie une garnison de mille

hommes, aux ordres du colonel Obsolewitz. Deux régiments de cuirassiers cantonnaient dans le bourg de Scavina, à deux lieues en avant de Cracovie; le reste de sa cavalerie et de son infanterie s'étendait à Zator, Oswiecim et Bobreck. Un bataillon de cinq cents grenadiers était baraqué au-dessous de Calvary, qui est le débouché de Landscron à Cracovie. Un autre corps pareil occupait une autre palanque en avant de Kente, qu'occupaient les confédérés. Les Cosaques, les dragons, et quelques petits postes d'infanterie intermédiaires. assuraient la communication de ces quartiers, dont la disposition bien entendue bloquait parfaitement les Polonais. Elle tenait dix-huit lieues de long depuis la frontière du duché de Teschen jusqu'à la Donayesc, et deux, trois, quatre et six lieues de largeur de cette plaine riche et fertile. Il fallait replier tous ces quartiers, ce qui n'était pas aisé avec de la cavalerie polonaise indisciplinée, accoutumée au pillage et à la fuite.

La disposition que fit Dumouriez lui réussit parfaitement. Il envoya à Zaremba l'ordre, qu'il exécuta très-ponctuellement, de partir avec son armée de Posen, où il se tenait, de marcher par Rawa, et d'être à Radom à la fin du mois d'avril, menaçant presque également Varsovie et Cracovie. Pulawsk eut ordre de partir de Czenstochow avec dix pièces de canon, trois cents hommes d'infanterie et quatre mille hommes de cavalerie, de marcher par Severin et Lipowice, pour forcer le passage de la Vistule à Bobreck à la même époque, pendant que Walewski, avec deux pièces de canon, quatre cents hommes d'infanterie et douze cents de cavalerie, partant de Biala, marcherait aussi sur Bobreck. Un régiment de trois cents hussards, aux ordres du colonel Schütz, très-bon officier, qui depuis est passé au service de Russie, débouchant près de Kente par un petit défilé assez mal gardé par les Cosaques, devait en même temps aller masquer Oswiecim. Miaczinski, partant de Landscron avec deux pièces de canon, trois cents hommes d'infanterie et quatre mille hommes de cavalerie, devait forcer le passage de Calvary, et marcher droit sur le cantonnement de Scavina.

Il fallait beaucoup de secret, de rapidité et de précision dans ce grand mouvement; rien ne manqua. Il fallait aussi tromper

et fatiguer l'ennemi, et on y réussit. Les Russes étaient d'excellents soldats, mais ils avaient dans ce temps-là peu de bons officiers, excepté leurs chefs; et on n'avait pas choisi les meilleurs pour faire la guerre contre les Polonais, qu'on méprisait. Dumouriez fit assembler des paysans sur un front de quatre lieues, les plaça à tous les débouchés de la plaine, fit allumer des feux toutes les nuits, fit donner à tous ces débouchés de fausses alertes, par de petits détachements qui semblaient vouloir pénétrer dans la plaine sur tout le front. Les premières nuits les Russes furent très-vigilants : leur cavalerie montait à cheval, leur infanterie passait la nuit en bataille, eux-mêmes entraient dans les défilés pour aller au-devant des confédérés, qui fuyaient devant eux. Enfin ils se fatiguèrent de ces bivouacs inutiles.

Il avait appris par les juifs, les meilleurs espions qu'on puisse avoir en Pologne, que, la nuit du 29 avril, il devait y avoir un grand bal à Cracovie; il se douta que tous les principaux officiers s'y trouveraient. Déjà, depuis trois ou quatre nuits, les Russes ne s'alarmaient plus de ses mouvements nocturnes : ce fut cette nuit qu'il prit pour attaquer le défilé le mieux gardé. Presque toute sa cavalerie était passée sous la palanque des grenadiers, quand, un peu avant la pointe du jour, les sentinelles donnèrent l'alarme. Les grenadiers sortirent; mais voyant une longue colonne que la nuit multipliait encore, ils tirèrent quelques coups de fusil au hasard, évacuèrent le poste par derrière, et coururent se réfugier à Zator, d'où ils se replièrent encore à l'abbaye de Tiniec, où ils passèrent la Vistule.

La tête de la cavalerie se porta au grand galop à Scavina, et y entra avec de grands cris qui avertirent la cavalerie russe de son danger; elle se sauva : cependant on sabra ou prit plus de cent hommes, et presque le double de chevaux. Enfin, à neuf heures du matin toute la plaine appartenait aux confédérés, et il ne restait pas un Russe à la rive droite de la Vistule. L'attaque de Pulawski et Walewski avait pareillement réussi, ou plutôt il n'y avait pas eu d'attaque. Il semblait que les Russes s'entendissent pour fuir partout.

Sur le midi Dumouriez fit attaquer le pont de Cracovie, pen-

dant qu'il faisait construire une petite redoute sur une hauteur nommée Kremionki, près de la maison du péage. Ce jour-là il fit partir un fort détachement pour Nepolomuce. Le lendemain il alla visiter les bords du fleuve, et ayant trouvé l'abbaye de Tiniec très-bien placée à une lieue au-dessus de Cracovie, il la fit fortifier, et y mit quatre cents hommes d'infanterie et six pièces de canon. Il alla ensuite visiter les salines. Il fit arranger le château de Bobreck, et y plaça deux cents hommes d'infanterie et quatre pièces de canon, et cent hommes dans la redoute de Kremionki. Ainsi en peu de jours il eut son infanterie postée dans cinq lieux fermés, et suffisamment garnis d'artillerie pour arrêter les Russes. Ces postes étaient Landscron, Tyniec, Wlodigowice, Oswiecim et Bobreck. Il chargea Pulawski de la défense de la Donayesc, Miaczinski de celle des mines de sel et de Landscron, et Walewski de celle d'Oswiecim et Bobreck; et il se rendit à Biala avec les conseillers de guerre, pour travailler à la levée de l'infanterie.

Mais les succès des Polonais leur avaient tourné la tête : il semblait qu'ils eussent déjà conquis la Pologne. Ils dépouillaient les habitants, et commettaient mille excès. Ils vexaient les plus grands seigneurs, le comte Wielopoloski, le comte Dunin et autres. Ils battaient les paysans nouvellement enrôlés, et traitaient avec mépris l'infanterie étrangère. Les chefs commencèrent à se quereller. Au lieu de permettre que deux membres du conseil des finances prissent l'administration des salines, les chefs se partagèrent l'approvisionnement qu'on y trouva, et le vendirent à vil prix à des juifs silésiens, pour se partager cet argent. Ils ordonnèrent aux commissaires des salines de forcer les travaux, en ayant vendu plusieurs mille tonneaux d'avance. Ils en vinrent entre eux aux plus violentes querelles et aux coups de sabre. Leur manière de servir et de garder les postes était dans le même genre. Les *Towaricz* ne voulaient pas monter la garde quand ils étaient commandés; ils envoyaient des paysans garder la rivière, et restaient à boire et à jouer dans des maisons, leurs chevaux dessellés. Pendant ce temps-là leurs officiers se tenaient dans les châteaux voisins, dans les festins, les bals et les jeux de hasard.

Dumouriez jugea qu'avec cette conduite leur succès ne serait pas long, et qu'ils le payeraient cher. Il n'était content que de Walewski, lequel seul tenait sa troupe un peu en ordre. Il convoqua les trois chefs à Biala. C'était la misère qui les avait rendus souples; leur succès leur avait fait reprendre tout leur orgueil. Il leur proposa de mettre mille gentilshommes à pied, en leur faisant un sort, et de donner à chacun une escouade de dix hommes à commander, sous le nom de *décurions*. Ils rejetèrent cet avis avec indignation, et auraient même insulté l'envoyé de France s'il ne s'était pas montré encore plus fier qu'eux. La tête avait tourné aux conseillers comme aux autres, excepté à un nommé Wibranowski, qui se montra toujours sage. Ils demandèrent insolemment de l'argent, et voulurent forcer Dumouriez à faire transporter la caisse de Bilitz à Biala, disant qu'elle leur appartenait, puisque le roi de France l'avait envoyée pour eux. Il le leur refusa, et leur dit tout net qu'ils ne méritaient ni l'argent ni l'intérêt de la France. Deux cents hommes d'infanterie et une vingtaine d'officiers français, qu'il avait à Biala, lui suffisaient pour les contenir.

Les nouvelles qu'il recevait d'Épériès n'étaient pas consolantes : aussitôt après son départ la discorde s'était mise dans la confédération, qui, oubliant sa dignité, en était venue aux coups. Les commandants impériaux avaient été obligés de s'en mêler ; des maréchaux avaient été mis en prison. D'un autre côté, les malintentionnés leur insinuaient que la France avait changé de système, qu'elle les jouait, et allait les abandonner. Plusieurs désertèrent, d'autres se retirèrent dans d'autres villes, d'autres travaillèrent à faire leur paix. Tout rentrait dans une confusion pire que celle dont il les avait tirés, et pour le coup elle devenait irremédiable.

Alors Pac et Bohucz crurent que pour diminuer les maux il fallait changer la résidence : on pria M. Durand, et on chargea le général Sboinski de solliciter la cour de Vienne pour qu'elle accordât à la confédération la permission de se rassembler à Bilitz, d'où ils n'auraient qu'un ruisseau à passer pour faire leurs actes à Biala, sur leur propre territoire, couverts par les petites places et par l'armée : cela était très-raisonnable. Ils l'obtinrent ; mais quand

il fallut partir, leurs nombreux créanciers ne voulurent pas les laisser aller. Alors ils se mirent en tête que l'argent des subsides devait servir à payer leurs dettes. On en écrivit à M. Durand, qui renvoya l'affaire à Dumouriez; celui-ci refusa. On porta des plaintes au duc d'Aiguillon; les chefs militaires en avaient fait autant. Tout le monde se plaignait de la dureté de cet envoyé, qui, de son côté, rendit compte de tout au ministre dans deux ou trois dépêches, demandant toujours à être relevé, et annonçant que, remplacé ou non, il partirait le 1er septembre, parce qu'alors la confédération tirerait à sa fin. Le duc d'Aiguillon trouvait que tout allait bien, car tout empirait, et exhortait l'envoyé à la patience; il lui annonça cependant qu'il mettrait sous les yeux du roi l'offre réitérée de sa démission.

La confédération tira quelques aumônes de la Saxe, fit des billets, se mit enfin en route pour Bilitz, très-ulcérée contre Dumouriez, qui l'était au moins autant contre elle, et lui reprochait dans toutes ses lettres le scandale de sa conduite. Quant aux chefs militaires, il les ménageait encore moins. Ayant appris que Pulawski s'était vanté qu'il l'enlèverait, le conduirait à Czenstochow, et le forcerait à donner de l'argent, il lui dit en plein conseil : *Pulawski, ne vous avisez pas de faire une pareille tentative; je vous brûlerais la cervelle à la tête de vos Towaricz!* On le craignait, parce qu'il avait fait juger à mort trois Towaricz qui, après avoir violé une femme, lui avaient coupé un bras. Ayant appris que l'armée de Pulawski, dont ils étaient, jurait qu'elle ne souffrirait pas ce jugement, il l'avait fait mettre en bataille sur trois côtés; et, fermant le carré avec deux cents hommes d'infanterie et deux canons chargés à cartouche, à la tête desquelles il s'était placé, ayant à côté de lui Pulawski et Miaczinski pour lui servir d'otages, il avait fait exécuter la sentence sur le plus coupable, nommé Bonikorski, et avait demandé la grâce des deux autres au nom du roi de France. Cet acte de fermeté l'avait rendu terrible, mais il était encore plus haï. Il s'en souciait peu, étant résolu de les quitter bientôt s'il ne réussissait pas à les faire obéir en cas qu'il parvînt à former une armée, ce qu'il n'espérait plus.

Le mois de mai et la moitié de juin s'étaient passés dans ces disputes, lorsque ses espions lui rapportèrent que Suwarow at-

tendait un renfort qui marchait de Sendomir sur la Donayesc, et que lui-même se préparait à faire un mouvement. Il envoya Pulawski sur la Donayesc et Miaczinski à Scavina, qu'il donna comme point central du rassemblement de ses quartiers. Le 18, il reçut un avis de Pulawski qui lui mandait que c'était une fausse alarme; qu'il n'y avait pas un Russe à la rive droite de la Vistule, du côté de la Donayesc; que cette rivière était toujours très-haute et inguéable. Il se méfia de ce rapport, connaissant la négligence des Polonais, et ayant des avis contraires sur ces deux objets.

Il envoya Walewski avec quatre cents hommes de cavalerie à Tyniec, et donna ordre au colonel Schütz, qui était à Sucha avec son régiment de hussards, de s'avancer à Scavina. Il s'occupa, ce jour-là et le 19, à préparer un convoi d'artillerie, et faire des dispositions pour aller joindre. Le 20, il vint coucher chez le comte de Dunin à Zator; il reçut, la nuit, un avis de Miaczinski qui lui mandait que la Donayesc était abandonnée; qu'il ne savait pas ce qu'était devenu Pulawski, qui emmenait plus de six mille hommes; que l'ennemi marchait sur lui; qu'il se tenait à la hauteur de Cracovie près de Kremionki avec cinq cents chevaux; mais que Suwarow rétablissait son pont.

Il monta à cheval sur-le-champ, n'ayant avec lui que son escorte française, et se porta droit à Scavina; il y trouva l'ennemi. Il alla du côté de Kremionki; il vit Suwarow qui passait la Vistule. Il trouva une compagnie de Towaricz dans un village, leurs chevaux dessellés, et buvant; l'ennemi n'en était pas à un quart de lieue. Il les emmena : des paysans lui dirent qu'ils avaient vu une troupe marcher du côté de Calvary; il s'y porta : c'était Miaczinski réuni à Schütz.

Un officier de Pulawski arriva, et lui remit une lettre de ce chef, qui lui mandait que, voyant les ennemis passer la Donayesc, il avait pris le parti de gagner les défilés pour les tourner par derrière. Il lui renvoya son officier, en le conjurant de revenir sur ses pas. Il renvoya deux autres messages. Non content de cela, il dit à Miaczinski de tenir dans les défilés, et de se retirer lentement sous Landscron, où il le rejoindrait. Il remonta à cheval, et courut après Pulawski. Quand il eut fait cinq lieues, il reçut une lettre insolente de ce chef, qui lui mandait qu'il n'avait au-

cun ordre à recevoir d'un étranger ; qu'il prétendait faire la guerre à sa manière ; et que, s'il veut le suivre, il n'a qu'à venir à Zamosc et à Leopol, où il va. Cette lettre était datée de Rabko, à dix lieues de Landscron.

N'ayant plus l'espoir de le ramener ou de lui faire entendre raison, il revint sur ses pas, trouva que le colonel Schütz était tranquillement rentré dans son quartier de Sucha, et reçut un billet de Miaczinski qui lui mandait qu'il était abandonné, et qu'il ne lui restait pas deux cents chevaux. Pulawski parti, Miaczinski devait encore avoir plus de cinq cents chevaux. Walewski avait très-bien manœuvré : apprenant la défection de Pulawski et la déroute du reste, il avait attiré Suwarow sur Tyniec. Ce général avait tenté, le 20, de l'enlever ; après avoir pris et reperdu deux fois une redoute, il y avait laissé deux cents morts, et s'était porté brusquement sur Calvary. Ce jour-là, Dumouriez, après avoir fait enfin partir Schütz pour rejoindre Miaczinski, ainsi que quelques autres corps qu'il avait dénichés, avait été forcé de passer quelques heures à Sucha, pour laisser reposer ses chevaux, qui avaient fait plus de soixante lieues en trois jours. Il arriva à Landscron le 22 juin, à sept heures du matin. Walewski y arrivait de son côté, suivi de toute l'armée de Suwarow.

Le château de Landscron termine d'un côté une hauteur d'un quart de lieue de long, sur cinq cents pas de large. La ville est au-dessous du château : il y avait, dans l'un et l'autre, une garnison de six cents hommes d'infanterie avec trente pièces de canon. Derrière cette hauteur est une pente assez facile, avec un pays boisé, qui conduit à Sucha. En avant et sur son flanc droit, sont deux escarpements impénétrables, hérissés de bois de sapin. Dumouriez fait l'inspection de l'armée, qu'il trouve réduite à mille hommes de cavalerie. Il avait deux cents hommes de chasseurs à pied, commandés par des officiers français ; il en jette cent dans le bois de sapin en avant de son front, et cent dans le bois de sapin de sa droite, où il place deux pièces de canon : sa gauche appuyait à Landscron. Son champ de bataille dominait une hauteur qui lui faisait face, où le canon du château de Landscron portait en plein : celui des Russes, d'un plus faible calibre, n'arrivait qu'à deux cents pas en avant de la ligne des Polonais.

Suwarow fait un mouvement qui devait le faire battre. Il avait environ trois mille chevaux et deux mille cinq cents hommes d'infanterie. Il laisse son infanterie sur la hauteur, et fait descendre sa cavalerie dans le ravin, pour remonter ensuite dans la forêt de sapin. Dumouriez envoya dire à ses chasseurs de s'aplatir dans le bois, de laisser passer cette cavalerie qui allait monter dispersée et rompue, et de ne pas tirer. Il annonce aux Polonais que la victoire est à eux; que dès que cette cavalerie arrivera sur la hauteur, ils n'ont qu'à la charger, sans lui donner le temps de se former. Ils lui promettent des merveilles.

Deux superbes régiments russes, Saint-Pétersbourg et Astrakan, paraissent; ils étaient tout débandés. Il veut se mettre à la tête des Lithuaniens d'Orsewsko, avec le prince Sapieha; ces lâches fuient, massacrent eux-mêmes Sapieha, jeune prince plein de courage; Orsewsko et quelques braves sont tués. Il court aux hussards de Schütz, qui, au lieu de sabrer, font une décharge de leurs carabines, et prennent la fuite. Les Russes, étonnés eux-mêmes de leurs succès, n'avançaient pas, et étaient occupés à se former. Miaczinski, furieux, rallie quelques braves Towaricz, se jette au milieu des Russes, est démonté, blessé, et pris. Walewski, qui formait la gauche, se retire en bon ordre derrière Landscron. Tout le reste se débande. Les Cosaques poursuivent pendant plus d'une demi-lieue cette cavalerie, qui ne tue pas quatre hommes aux Russes, et qui en perd trois cents, tués, blessés ou pris.

Resté seul sur le champ de bataille avec son petit escadron français, Dumouriez se garde bien de se jeter dans le troupeau des fuyards : il prend un chemin dans le bois, sans être suivi, et il arrive à Sucha sur le midi; il y trouve le régiment des hussards de Schütz, qui n'avait pas beaucoup souffert. Cependant les chasseurs français avaient tourné par les bois, et s'étaient jetés dans Landscron, qui se mit à canonner vivement la cavalerie ennemie, obligée d'abandonner bien vite ce champ de bataille dangereux, emmenant ses prisonniers et les deux pièces de canon, qui, après avoir tiré quelques coups presque à bout portant, furent abandonnées, l'officier n'ayant pas eu l'esprit de les précipiter dans le ravin.

Voilà ce que les Russes et les Polonais appelèrent alors la ba-

taille de Landscron; elle dura une demi-heure, et les Russes ne perdirent de monde qu'à leur retraite, par le canon de Landscron, et le lendemain, en voulant insulter cette place, où il y avait plus de huit cents hommes d'infanterie et quatre à cinq cents de cavalerie. Walewski eut même l'audace de les suivre dans leur retraite, et de descendre dans la plaine avec eux. Suwarow retourna devant Tyniec, qu'il ne put pas prendre. Mais Oswiecim et Bobrecq furent évacués. Walewski se retira à Biala, que Branicki vint masquer avec douze cents hommes de cette même cavalerie de la couronne, qui aurait joint les confédérés s'ils avaient été vainqueurs. Le général Stampa, commandant le cordon autrichien, fit intimer aux Russes de ne pas attaquer Biala, ce qu'ils ne pouvaient pas faire sans que leurs boulets endommageassent le bourg autrichien qui est de l'autre côté de la rivière.

Dumouriez voyait toutes ses espérances trahies par la défection de Pulawski, qui alla se faire battre à Leopol, tâcha de surprendre Zamosc, qui ne voulut pas lui ouvrir ses portes, revint par le même chemin, repassa le long des montagnes par Kenté, Bobrecq, et retourna à Czenstochow, ayant fait cent cinquante lieues, et alors fort honteux et repentant; mais il était trop tard. Dumouriez avait perdu les trois chefs sur lesquels il comptait le plus, Sapieha et Orzewsko tués, Miaczinski prisonnier. La division de ce dernier s'était dispersée, au point qu'il n'en restait que quatre à cinq cents hommes mal en ordre et mal commandés. Il n'y avait donc plus alors à opposer aux Russes, dans la petite Pologne, que l'infanterie d'à peu près deux mille hommes, répandue dans trois places, et six à sept cents dans Biala et Czenstochow. Le corps de Zaremba était resté entier; mais il le connaissait trop rusé et trop prudent pour s'exposer avec de pareils compagnons. Walewski, avec les restes de Miaczinski, n'avait pas plus de deux mille hommes à cheval. Les salines étaient perdues, sans que l'on eût su en profiter. Le contingent de Courlande, l'infanterie du palatinat de Cracovie, étaient devenus des chimères. Bien loin que l'argent qu'il avait à Bilitz eût suffi à solder et nourrir les garnisons, il lui en eût fallu trois fois autant. D'ailleurs il était outré de la conduite politique et militaire des Polonais.

Il prit le parti de tout abandonner. Il se rendit à la maison de contumace la plus voisine, à un lieu nommé Fritzka, où le général Emerick Esterhazy, avec qui il s'était lié, vint le voir, ainsi que plusieurs autres seigneurs hongrois; de là il rendit compte de tout au ministre, s'en référant à ce qu'il avait annoncé dans ses dépêches précédentes, surtout en partant pour l'armée.

A son départ d'Épériès, il avait annoncé, en pleine assemblée de la confédération, qu'il allait tenter de faire prendre une marche régulière et vigoureuse à leur partie militaire; il les avait assurés, avec serment, que s'il était secondé, il se sacrifierait tout entier, comme s'il était leur compatriote : mais que si les chefs et les troupes se conduisaient comme par le passé, et nuisaient volontairement à l'exécution de ses bonnes intentions, il les abandonnerait entièrement. Il avait même eu la précaution de laisser ce serment par écrit. Non-seulement les troupes, mais les chefs et les conseillers eux-mêmes, chargés de coopérer avec lui, avaient renversé ses plans.

Ainsi il écrivit à la confédération qu'elle n'avait qu'à relire le serment qu'il lui avait consigné; que, fidèle à sa parole, il se regardait comme dégagé du soin de conduire à l'avenir les affaires militaires; qu'il attendait son rappel à la campagne, ayant besoin de repos; qu'il était persuadé que son successeur, qui sans doute arriverait bientôt, serait certainement plus complaisant et plus à leur gré que lui. Il alla effectivement attendre les ordres du ministre à la campagne, chez le comte Potocki, staroste de Halicz, avec lequel il était lié.

La confédération fut consternée; on lui envoya des députations. On engagea Pulawski à lui demander excuse de bouche et par écrit, et à se soumettre à ses ordres : alors il leur prouva facilement qu'il n'avait jamais eu la prétention de leur donner des ordres directs, qu'il avait toujours fait revêtir son avis de la signature du conseil; il dit à Pulawski et aux députés qu'il avouait qu'il avait eu tort de vouloir leur donner un système de guerre auquel ils ne pouvaient pas se plier, et que, n'entendant rien à leur manière de faire la guerre, il ne devait plus s'en mêler.

Cependant il écrivit à la confédération qu'il ne fallait pas se décourager; qu'ils avaient des places et un petit fonds d'infanterie

qu'il fallait augmenter; qu'il leur comptait encore, sans l'armée de Lithuanie, plus de quinze mille hommes de bonne cavalerie; qu'ils étaient en meilleur état qu'à son arrivée auprès d'eux; que les Russes n'ayant pas reçu de renfort, et ne pouvant pas prendre leurs petites places, s'ils en arrangeaient encore d'autres, ils pourraient peu à peu regagner du pays, et au moins se soutenir de manière à négocier.

Le comte de Pac et Bohucz vinrent le trouver. Il leur parla en ami, leur dit que leur position était désespérée. Bohucz en convint. « Retournez-vous, leur dit-il, vers le duc d'Aiguillon et M. Durand; non pas pour vous soutenir, car cela est impossible, mais pour faire votre paix. Enfin il se rendit à leurs prières, et il rejoignit la confédération; non pas pour continuer sa mission, car il persista à ne plus donner ni argent ni conseil, mais pour ne pas donner à la cour de Varsovie le triomphe de cette rupture. Effectivement leurs affaires étaient désespérées, car dans cette campagne les Turcs furent chassés de la Moldavie, et bientôt forcés à faire la paix [1].

Il fut réellement affligé de la tournure malheureuse de cette affaire; il le manda à son amie, madame de Mniezeck, que le chagrin consuma ensuite. Il plaignait les malheureux Polonais, malgré leurs fautes excessives; et cette considération était d'au-

[1] Quelque confiance que doivent inspirer les explications données par Dumouriez sur sa conduite à l'égard des républicains polonais, il ne faut pas oublier que le général est ici juge dans sa propre cause. Rulhière, ou plutôt son éditeur (M. Daunou), dans la continuation de l'Histoire de Pologne (Précis du livre XIV), pense que Dumouriez ne se montra pas toujours exempt de hauteur, et même d'orgueil. « Dumouriez, dit-il, abandonné en Pologne à ses propres mouvements, et ne recevant plus d'instructions, étendit lui-même ses pouvoirs, et se mit à donner des ordres aux confédérés, au lieu de conseils et de subsides... Dumouriez, ajoute-t-il plus loin, à l'époque de la fatale mésintelligence élevée entre lui et le brave Pulawski, osa menacer ce chef intrépide de le faire juger comme coupable de lâcheté, etc. »

Un passage de l'Histoire du dix-huitième siècle, par M. Lacretelle, vient à l'appui de celui qui précède : « Dumouriez, dit cet historien, avant d'avoir rendu aucun service aux Polonais, leur parlait un langage peu mesuré. Loin d'honorer le dévouement héroïque de Casimir Pulawski, le plus intrépide de leurs chefs, il l'exaspérait par des reproches insupportables à l'homme d'honneur. »

Ces deux passages de l'Histoire de Pologne et de l'Histoire de France, rapprochés des justifications de Dumouriez, ne doivent-ils pas porter à croire que si Pulawski se rendit coupable de présomption et de légèreté, le général français porta dans ses relations avec ce chef illustre des formes trop impérieuses, et qu'ainsi, dans cette malheureuse circonstance, comme dans presque toutes les dissensions de la même nature, les torts furent communs, et partagés également par les deux parties?

(*Note de l'éditeur.*)

tant plus juste, que le duc d'Aiguillon mit le comble à leur disgrâce par un raffinement de perfidie et de méchanceté, sans but utile.

Dès le commencement de cette mission Dumouriez avait toujours mandé qu'il était sûr du comte Oginski, qui entraînerait un corps de troupes de l'armée de Lithuanie d'au moins cinq à six mille hommes, sans compter une grande partie de la noblesse de ce grand-duché. Le comte Vielhorski, beau-frère d'Oginski, donnait à Paris les mêmes assurances. Mais en même temps Dumouriez avait représenté que l'exemple de ce qui était arrivé au prince Radziwil, qui avait perdu, presque sans se battre, ses places fortes en Lithuanie, que le prince Daschkoff, à la tête d'un petit corps de troupes russes, avait enfermé, pris et fait capituler dans la forte place de Niesvicze, avec le comte de Pac, quoiqu'ils fussent du double plus forts que les assiégeants, devait rendre très-circonspect sur le choix du temps à prendre pour l'insurrection de la Lithuanie;

Que quand même, ce qu'il fallait espérer, le comte Oginski, à la tête de troupes plus régulières, ferait une plus noble résistance; comme il se trouvait derrière l'armée de Weymarn d'un côté, comme on pouvait faire marcher contre lui des troupes ou de la Livonie, ou de l'Ukraine, ou de la Moscovie, sa perte serait toujours irremédiable, si son insurrection était partielle, et non-seulement si elle ne faisait pas partie d'un plan général d'attaque, mais si les troupes de la grande et de la petite Pologne n'étaient pas arrivées à une certaine hauteur, pour pouvoir ou le dégager par des secours directs et une jonction, ou le soulager par une diversion qui occupât les Russes ailleurs; que déterminer trop tôt l'insurrection du comte Oginski serait le conduire, ainsi que tous ses partisans, à une perte infaillible;

Que la Pologne n'avait déjà que trop souffert du peu d'ensemble de ses confédérations faibles, qui avaient été abattues l'une après l'autre; que le ministère de France devait agir comme un bon père avec cette nation, qui s'était jetée dans ses bras; que, ne pouvant pas lui donner un appui direct et formidable, il devait lui donner des conseils où la force et la prudence fussent réunies; que si on ne pouvait pas faire acquérir à la confédération polo-

naise une masse puissante, capable de conquérir sa liberté, il était de la générosité paternelle du roi de France de sauver le plus qu'on pourrait d'individus, en les empêchant de courir à leur perte par une insurrection inutile ; qu'il valait mieux les réserver pour un autre temps, et attendre d'autres circonstances ; qu'une conduite contraire serait évidemment une fausseté machiavélique, qui, sacrifiant une nation entière, déshonorerait notre politique.

Ces sages représentations avaient suffi pour le duc de Choiseul, qui cependant voulait arriver à une guerre générale ; mais elles furent inutiles auprès du duc d'Aiguillon, quoiqu'il affectât un système opposé; elles semblèrent même aiguiser sa duplicité. Gérard avait un frère nommé Rayneval, consul alors ou résident à Dantzick [1]. Il le chargea de traiter séparément avec le comte Oginski, pour l'engager à se déclarer. Non content de ce premier moyen, d'Aiguillon envoya auprès de ce seigneur un colonel français, le chevalier de Murinais.

Dumouriez renouvela en vain ses représentations : il fit avertir directement le comte Oginski de l'inutilité du danger qu'il allait courir ; il manda à Wielhorski de tâcher de sauver son beau-frère et la Lithuanie, en l'empêchant de se livrer à ces perfides insinuations. Tout fut inutile. On prit précisément l'époque où les malheurs de la Pologne étaient assurés et irremédiables, pour forcer Oginski à se déclarer au mois de septembre. Ce chef fit son insurrection imprudente. Le colonel Albiczew, à la tête d'un millier de Russes, ne fit que se montrer à Pinsk, où il faisait son rassemblement. Il n'y eut pas même un combat, tout le parti se dissipa devant Albiczew ; le malheureux Oginski s'enfuit à Dantzick, et la dernière ressource de la liberté polonaise fut anéantie.

A la funeste époque de la déroute de Landscron, la conduite

[1] On trouve, au commencement de la seconde édition de l'*Histoire de l'anarchie de Pologne*, de Rulhière, publiée en 1818 par M. Auguis, plusieurs dissertations lues à l'Institut sur cet ouvrage, lorsque, sur la proposition de M. Daunou, il fut question de lui accorder un prix décennal : l'une de ces dissertations porte le nom de M. de Rayneval. Nous pensons que c'est le même diplomate que celui dont il est ici question. La dissertation de M. de Rayneval est une de celles qui jettent le plus de lumière sur l'histoire de Pologne. Au reste, nous devons dire que l'auteur ne s'accorde pas avec Rulhière au sujet du général Mockranowski, et qu'il rentre dans l'opinion émise par le général Dumouriez. (Voyez la note de la page 117.
(*Note de l'éditeur.*)

de Dumouriez était entièrement opposée à celle du ministre; il avait renvoyé à plusieurs magnats leurs blancs seings, en leur conseillant de ne pas se compromettre inutilement; il avertissait la comtesse Mniezeck, Pac, Bohucz, et quelques autres, ou de faire leur paix avec la cour de Varsovie, ou de se procurer des appuis auprès de celles de Pétersbourg, ou de Berlin, ou de Vienne, pour sauver leurs familles et leurs propriétés. Il tenait même les chefs de la confédération en garde contre leurs propres illusions ou les fausses espérances qu'ils recevaient. Il était persuadé, et il l'est plus que jamais, que la vraie politique doit être franche et vertueuse; et qu'on sert mal sa propre cause en employant la perfidie et la fausseté avec les nations étrangères.

Il reçut bientôt après la nouvelle que le duc d'Aiguillon lui avait nommé pour successeur le baron de Viomesnil, maréchal de camp plein de talents militaires et d'esprit. Ce général a un caractère noble, généreux et franc. Une belle figure, une grande amabilité, un courage invincible, une étoile très-heureuse, de grandes actions, l'ont justement élevé aux honneurs militaires. Il a été l'une des malheureures victimes de la catastrophe du 10 août 1792. Son brave frère se distingue aujourd'hui dans l'armée de Condé. On lui avait donné à son départ des impressions très-défavorables à l'agent disgracié, et une instruction qui, dans les mains d'un homme moins juste et moins honnête, aurait servi à le perdre.

Il eut communication de cette instruction d'une manière fort extraordinaire. Il y avait dans les bureaux de Gérard un commis qui n'estimait pas son chef. Ce commis n'avait jamais vu Dumouriez, et ne le connaissait pas. Il s'était passionné depuis longtemps pour le succès de la révolution de Pologne. Il n'avait entrevu d'espoir que depuis les dépêches de cet envoyé. Il les relisait continuellement, et s'était attaché à leur auteur. Il était souvent forcé d'écrire des dépêches qui contrariaient un plan qui lui paraissait le meilleur. Il avait eu une grande joie lors du premier succès de l'invasion du palatinat de Cracovie, perdu tout courage après l'affaire de Landscron; mais, bien loin de rejeter ce malheur sur l'agent, il le plaignait et le justifiait. Il fut indigné de l'instruction qui devait le perdre, et il eut la hardiesse

de lui en envoyer une copie, sans lettre. Quatre ans après seulement, il lui fit l'aveu de cet envoi.

Cette instruction donnait de fausses notions, propres à tromper le général Viomesnil. On lui peignait, comme considérable, l'état des forces de la confédération, en partant de l'époque qui avait précédé la déroute de Landscron. Ainsi on lui détaillait vingt mille hommes d'excellente cavalerie, quatre mille hommes d'infanterie, avec l'espoir au moins de la tripler ou quadrupler; cinq ou six places contre lesquelles les Russes avaient échoué, et plus de cent cinquante pièces de canon. On lui annonçait, outre tous ces moyens, l'insurrection prochaine de la Lithuanie, et presque la certitude de la défection de toute l'armée de la couronne, qui viendrait le joindre. Ainsi on présentait à son activité un tableau magique de cinquante à soixante mille hommes qu'il ferait sortir de terre d'un coup de baguette, avec un sénat auguste très-uni, partagé en plusieurs conseils, tenant des envoyés dans presque toutes les cours.

On venait ensuite à l'article de Dumouriez : on commençait par quelques éloges perfides; on avouait que ses idées et ses soins avaient contribué à amener cet état brillant; mais on attribuait tous les mauvais succès à son inexpérience, sa pétulance, son opiniâtreté, et ses projets *gigantesques*. On annonçait à Viomesnil qu'il trouverait, jointes à l'instruction, beaucoup de pièces qui étaient des plaintes et des délations contre cet envoyé, les unes des membres de la confédération (il y en avait de Pac lui-même), les autres des chefs militaires polonais, d'autres enfin d'aventuriers français, qui, ayant tiré de lui une solde et des grades, espéraient améliorer leur sort en le calomniant près du nouveau ministre. Comme la plupart de ces plaintes portaient sur le refus d'argent, on paraissait inquiet de l'emploi qu'il avait pu faire du subside, et on chargeait Viomesnil de lui faire rendre un compte scrupuleux. Le reste des plaintes portait sur abus d'autorité et propos durs.

Dumouriez, qui ne voulait perdre aucune des pièces de l'affaire de Pologne, dont il pouvait avoir un jour besoin, et que Viomesnil, qu'il ne connaissait pas, pouvait avoir ordre de lui enlever en fit une liasse qu'il confia à son fidèle cousin Château-

neuf, et il le fit partir pour Vienne, sous prétexte d'aller au-devant du successeur, qui voulut le ramener; mais s'excusant sur sa santé, qui à cette époque était très-délicate, d'après les ordres de son cousin, il continua sa route pour la France, où il déposa les papiers en lieu sûr. Ils sont devenus la proie des anarchistes, ainsi que les *Mémoires sur la Pologne* et des *Notes sur la Hongrie*, qu'il avait rédigés dans ses moments de loisir [1].

Il n'avait conservé que les pièces justificatives de comptabilité du subside. Viomesnil arriva à Bilitz dans les premiers jours de septembre; il fut d'abord très-froid et très-réservé avec son prédécesseur, qui, étudiant son caractère, attendait tranquillement le moment de la confiance. Après avoir entendu les délateurs, après avoir cherché de tous côtés à vérifier le beau tableau de forces et d'espérances que lui présentait sa trompeuse instruction, ne trouvant ni une bonne tête dans les Polonais, ni ensemble dans leur assemblée, ni plan, ni armée, ni argent, il se livra à l'honnêteté et à la franchise de son caractère, et il vint un matin chez Dumouriez avec un ingénieur, nommé Menonville, homme de grands talents, qui avait toute sa confiance, et qui la méritait : alors se livrant de son côté à sa franchise naturelle, l'explication fut très-cordiale, et a fondé l'amitié qui les a unis depuis. Il ne lui cacha pas qu'il savait que son instruction était dirigée contre lui, et qu'en conséquence il avait pris la précaution d'envoyer tous ses papiers en France; mais il l'assura que cela ne nuirait point à tous les renseignements qu'il pourrait désirer, parce qu'il était sûr de sa mémoire. Il en était effectivement si sûr, qu'en 1794, vingt-trois ans après, ayant eu sa tête occupée de beaucoup d'affaires plus importantes encore, sans une seule pièce, sans cartes, les noms propres, les lieux, les positions, les détails des intrigues et des affaires, les époques, se présentent avec ordre et vérité à mesure qu'il écrit.

Alors il lui détailla l'état de nullité où il avait trouvé la confédération, l'état solide où elle avait existé un moment en suivant ses plans, l'état désespéré où elle s'était réduite par son

[1] Peut être ces manuscrits de Dumouriez se retrouveraient-ils aux archives royales. (*Note de l'éditeur.*)

inconduite, les dangers de la politique fausse et trompeuse de la cour de France, l'influence des disgrâces des Turcs, qui achèveraient la ruine de cette chimérique révolution, et la sûreté du partage très-prochain de la Pologne. Il finit par lui conseiller de ne pas compromettre sa réputation militaire en se mettant à la tête de pareilles troupes, ce que lui avait pu et dû faire, n'étant que colonel. Il lui remit ensuite l'état de sa dépense, qui ne montait qu'à cent quatre-vingt-cinq mille livres; il lui laissait cent mille livres en caisse sur l'année 1770, et la totalité de 1771, à laquelle il n'avait pas touché.

Viomesnil et Menonville furent étonnés de ce tableau. Le général lui fit les plus grandes instances pour rester avec lui, lui promettant de le faire faire brigadier; il s'y refusa constamment, et le baron de Viomesnil doit se souvenir de sa réponse: il lui dit que, s'il avait avec lui des troupes françaises, il resterait de tout son cœur à ses ordres, ne dût-il commander que cinquante dragons; mais qu'ayant mené en chef les affaires militaires et politiques de la confédération, il ne pouvait pas être employé subalternement avec les Polonais; qu'ils étaient altiers, lui fier; qu'il serait compromis à tout moment, et deviendrait inutile. Le général se rendit à cette raison, lui demanda des notes qu'il lui donna, ainsi que ses chevaux et ses équipages, qu'il lui vendit en partant.

Viomesnil eut la probité de mander au duc d'Aiguillon que les plans de Dumouriez étaient excellents, et que si on les avait suivis, tout aurait réussi. Il lui avait remis, entre autres pièces, un projet pour surprendre le château de Cracovie. Ce projet était très-bon; il le gardait depuis deux mois, et l'avait réservé pour le temps où il aurait plus d'infanterie, ainsi que le projet de la surprise de Zamosc, qui devait lui être livré. Il voulait faire marcher ces deux coups de main et l'insurrection de la Lithuanie, avec son établissement à Sendomir. Leur exécution partielle lui paraissait plus nuisible qu'utile.

Après son départ, Viomesnil, suivant son caractère entreprenant et sa confiance en son étoile, espérant tirer les Polonais de leur apathie, et leur rendre l'activité et l'énergie qu'ils avaient perdues, fit exécuter la surprise du château de Cracovie par le

brave Choisy, mort depuis lieutenant général, qu'il avait amené avec lui, ainsi qu'une vingtaine d'excellents officiers de troupes légères. Les Russes vinrent les assiéger. Jamais Viomesnil ne put parvenir à réunir la cavalerie polonaise pour secourir la place. Choisy, après avoir soutenu un siége mémorable, qui a fait un honneur infini aux Français, et qui est une des époques brillantes si communes dans leur histoire militaire, fut obligé de capituler après avoir défendu cette bicoque pendant deux mois. La Pologne fut partagée par le traité de Berlin, et Viomesnil revint en France, ayant rempli une mission pénible, infructueuse et désagréable.

Tels sont les principaux traits de la révolution de Pologne, auxquels Dumouriez a eu part, et sur lesquels il s'est un peu étendu pour suppléer aux mémoires qu'il en avait rédigés, et qui sont perdus. Les Polonais sont encore plus à plaindre qu'à blâmer. Les nations qui ont démembré leur vaste territoire étaient toutes garantes de leur constitution et de leur liberté.

La nation polonaise est brave, généreuse, polie et sociable. A cette époque, l'esprit, les talents et l'activité étaient *tombés en quenouille*. Les femmes conduisaient les affaires, montraient de l'énergie, pendant que les hommes menaient une vie voluptueuse et galante. Dumouriez, pour les peindre au duc de Choiseul, les nommait, dans une de ses dépêches, *les Asiatiques de l'Europe*. Ils avaient le plus grand désir de la liberté; ils sacrifiaient sans balancer à cette passion leur fortune et leur vie; mais leur système social et leur constitution s'opposaient à leurs efforts, et les faisaient tourner contre eux-mêmes. Leur agitation était un ouragan qui allumait les ateliers voisins où se forgeaient leurs fers.

Leur esclavage durait depuis soixante-dix ans, c'est-à-dire depuis que Pierre le Grand avait opéré la création de l'empire de Russie. C'est dès lors qu'il aurait fallu faire des confédérations, et être soutenus par les puissances intéressées à s'opposer à l'accroissement de ce nouveau peuple. Ils combattaient pour leur constitution; pour conserver leur liberté, il eût fallu qu'ils commençassent par la détruire. La constitution polonaise est une aristocratie pure, mais dans laquelle les nobles n'avaient pas

un peuple à gouverner; car on ne peut pas donner ce nom à huit à dix millions de serfs attachés à la glèbe, qui n'ont aucune existence politique, et dont l'esclavage se vend, s'achète, se troque, se lègue, et suit toutes les mutations de propriétés, comme les animaux domestiques. Le corps social des Polonais est un monstre composé d'une réunion de têtes et d'estomacs, sans bras et sans jambes.

Leur régime, leur code légal, ressemble à celui des colonies à sucre, qui, par la même raison, ne peuvent pas soutenir l'indépendance. La nation polonaise ne consistait donc, avant le partage, que dans un corps social de huit à neuf cent mille nobles répandus sur une surface qui, avec un autre régime, aurait pu nourrir trente millions d'hommes libres.

Les Spartiates avaient bien leurs cultivateurs ilotes, comme les Polonais leurs paysans serfs; mais les Spartiates occupaient un territoire très-resserré; ils avaient des mœurs austères, des lois dures, et un gouvernement très-bien ordonné. Les Spartiates armaient leurs ilotes, s'en servaient à la guerre, remplaçaient la diminution des citoyens quand la guerre dépeuplait trop la cité, en élevant un certain nombre de ces mêmes ilotes à l'état de citoyens. Les nobles polonais n'osaient pas mettre les armes à la main à leurs serfs, et ne les élevaient jamais à l'honneur de la noblesse.

A Sparte, les biens étaient en commun, les citoyens étaient égaux, les rois étaient toujours indigènes et héréditaires, les éphores modéraient leur autorité; il n'y avait aucun moyen de corruption. En Pologne, les charges héréditaires, les palatinats, castellanies, starosties, mettaient une inégalité immense entre les citoyens, c'est-à-dire les nobles; chaque élection de roi était un *rengrègement* de corruption et de vénalité; et, dans le courant de l'année, des diètes orageuses, et surtout le *liberum veto*, achevaient d'affaiblir la république en la jetant, par ses formes constitutionnelles même, dans le désordre et l'anarchie. Les confédérations étaient elles-mêmes un moyen d'affaiblissement par leur propre légalité, et par l'habitude que les Polonais s'étaient faite de s'en jouer, et d'en faire une source d'intrigues et de manéges.

Il fallait donc, si les Polonais voulaient être libres, que dès le commencement du siècle ils abolissent leur constitution, se donnassent une masse de citoyens proportionnée à leur territoire, en rendant libres leurs cultivateurs. Alors leurs vertus se seraient déployées, ils auraient formé une nation respectable ; car leurs vertus sont à eux, et leurs vices appartiennent à leur insoutenable constitution.

Les parties envahies de la Pologne ont gagné en changeant de maîtres. Celle qui reste forme encore un territoire assez considérable pour figurer comme puissance, si elle admet un régime social libre, qui, en rendant citoyens tous les hommes qui cultivent son sol, les intéresse tous à l'existence nationale. C'est un grand effort, mais il est absolument nécessaire s'ils veulent conserver une nation polonaise. S'ils ne prennent pas d'eux-mêmes ce parti décisif, rien ne peut empêcher que le partage ne soit complété. Alors la république ou le royaume de Pologne sera effacé des annales de l'Europe, comme l'empire des Assyriens, l'empire romain et tant d'autres, des annales du monde. Est-ce un mal? est-ce un bien? La Providence peut seule le prévoir. Les hommes sont des enfants qui jouent sérieusement leur existence, jusqu'à ce que ses décrets immuables, bon gré mal gré, fixent leur sort.

CHAPITRE IX.

Retour en France.

Dumouriez se sépara à regret du baron de Viomesnil et de quelques Polonais, surtout de Bohucz, qui est mort en France peu d'années après ; il était venu y prendre un asile. Cet homme avait un grand caractère et un génie vaste. Si la confédération eût réussi, il aurait gouverné et changé la Pologne. Dumouriez partit avec le comte de Ségur, capitaine de dragons, qui lui servait d'aide de camp. N'étant point pressé d'arriver, étant même sûr d'être mal reçu, il allongea sa route pour faire un voyage d'instruction, repassa par la Hongrie, où il laissait beaucoup

d'amis, traversa la Bohême pour visiter les champs de gloire du grand Frédéric, vit en Saxe le camp de Pirna, séjourna à Dresde et à Leipsick, revint à Francfort, d'où il rentra en France par Bruxelles et Mons, se reposa quelque temps à Saint-Quentin chez sa sœur l'abbesse de Fervaques, et n'arriva à Paris que dans les premiers jours de janvier 1772. Le comte de Broglie, M. de Chauvelin et Favier, lui annoncèrent que le ministre des affaires étrangères déclamait contre lui. Il avait eu la délicatesse de ne point prendre ses appointements sur le subside; il lui en était dû neuf mois, ou vingt-sept mille livres. Il avait mangé dans cette malheureuse mission près de quarante mille francs de son patrimoine.

Il alla à Versailles, et demanda une audience au duc d'Aiguillon. Elle lui fut accordée, et elle fut très-orageuse. Le duc, qu'il n'avait jamais vu, prit la parole, et lui dit, d'un ton orgueilleux et irrité : « Ah! vous voilà. J'espère que vous ne vous attendez pas à des récompenses. — Je vous crois trop juste, monsieur le duc, pour me mettre dans le cas de vous solliciter. — Eh bien! vous n'en aurez point; le roi est très-mécontent de vous. — Il me semble cependant qu'il doit être satisfait du rapport du baron de Viomesnil. — Non, monsieur. J'ai trois griefs contre vous. — Quel est le premier? » lui dit fièrement Dumouriez. Le duc, étonné de la question et du ton fier, répond, en balbutiant de colère : « Vous vous avisez de m'interpeller! sachez que je peux vous punir. — Je ne suis pas assez fou, monsieur le duc, pour méconnaître votre pouvoir. Je n'ai pour tout patrimoine que ma conduite. Vous dites que vous avez trois griefs contre moi, vous paraissez très-irrité : je vous prie de me dire quel est le premier grief. — Monsieur, vous avez fait des plans fous et gigantesques. — Ce grief ne tombe pas sur moi : le roi et son conseil les ont agréés, vous-même les avez approuvés; j'ai vos lettres. Quel est le second grief? — Le second, monsieur? Vous avez traité brutalement et indécemment une assemblée représentant une nation et des nobles polonais. — Cela est faux, monsieur le duc; on vous en a imposé. Cependant distinguons : je n'ai jamais écrit et parlé à la confédération qu'avec respect, pour tâcher de l'élever à la hauteur de sa dignité; mais je conviens que plusieurs fois j'ai été obligé de

traiter durement les individus, même grands seigneurs. J'ai même, à Scavina et à Landscron, rallié à coups de plat d'épée des fuyards, sans m'inquiéter s'ils étaient nobles ou non ; je n'ai fait en cela que ce que le baron de Viomesnil sera forcé de faire, et ce que vous eussiez fait à ma place. Je vous avoue que ce grief ne mérite pas votre attention. Quel est le troisième grief? — Oh! pour le coup, vous êtes un insolent, vous me bravez. Vous êtes une créature de M. de Choiseul. — Je suis créature de Dieu et de mon épée. Cette épithète ne convient qu'à vos valets, et je me retire. » Il ouvre la porte; le duc lui dit : « Je vais vous faire mettre à la Bastille. — Vous le pouvez ; mais ce ne sera pas vous qui m'en ferez sortir. — Vous avez la tête bien dure. — Monsieur le duc, je ne connais que les balles plus dures que ma tête. Mais pourquoi me traitez-vous si mal? » Le duc prend un air plus calme, et lui dit assez gracieusement : « Je suis juste : vous m'avez mandé que vos appointements vous sont dus, je vous les ferai payer exactement, mais n'attendez rien de plus de moi. — Eh bien! à la bonne heure. Je n'ai été que prêté aux affaires étrangères, j'en ai assez; je vais m'adresser à mon ministre. » Huit jours après, les appointemens furent payés.

En sortant de cette vive conférence, il se rendit sur-le-champ chez le marquis de Monteynard, ministre de la guerre, qu'il n'avait jamais vu non plus. Ce ministre était enfermé dans son cabinet. Le valet de chambre, après l'avoir annoncé, vint lui dire qu'il revînt un autre jour; qu'on n'avait pas le temps de lui parler. Très en colère, Dumouriez force la porte, la referme sur lui, et interrompt M. de Monteynard, qui, avec un froid glacial, lui demande pourquoi il force la porte d'un ministre. « Vous me voyez très-ému, lui dit-il : écoutez-moi, vous verrez si j'ai tort. » Il lui raconte vivement la scène qu'il venait d'avoir avec le duc d'Aiguillon. Pendant ce récit, la figure calme de M. de Monteynard s'anime; il le plaint, et l'assure qu'il ne trouvera pas en lui la même injustice.

M. de Monteynard détestait le duc d'Aiguillon. Tout l'ancien parti du duc de Choiseul, surtout le prince de Condé, qui l'avait porté au ministère, le soutenait contre lui. La conférence devint très-longue ; et quatre jours après il l'attacha avec trois mille

livres d'appointements à la légion de Lorraine, dont était colonel le comte de Viomesnil, frère du général chargé de la mission de Pologne, avec lequel il était lié depuis la Corse. Dès lors la confiance s'établit entre ce ministre et lui sur beaucoup d'objets.

Il raconta son aventure au comte de Broglie et à Favier; on en fit un article de la correspondance secrète, qui divertit Louis XV. Ce roi détestait le duc d'Aiguillon, et ne faisait aucun cas de ses talents; il était cependant plus à son aise avec lui qu'avec le duc de Choiseul, dont la tranchante supériorité l'avait toujours gêné.

Il passa toute l'année 1772 entre Paris et Versailles, où il avait loué un petit appartement, à la mort de son oncle. N'étant qu'attaché à la suite de la légion de Lorraine, il n'était assujetti à aucun service. Cependant ce loisir n'était pas sans occupation. Son premier travail fut une *Instruction pour les troupes légères;* c'est un traité pratique de la petite guerre, et de tout ce qu'un officier doit apprendre pour devenir bon partisan. Il fit attacher un de ses élèves, nommé Montigny, comme capitaine de dragons à la légion de Lorraine, pour faire exécuter cette instruction. Elle y réussit, et elle aurait fini par être universellement adoptée, sans la réforme que M. de Saint-Germain fit de ces corps en 1774.

Il fut ensuite chargé par le ministre de l'examen d'un nouveau traité sur les hôpitaux militaires, donné par un médecin nommé Colombier. Cet ouvrage comprenait deux parties, l'une intitulée *Hygiène militaire,* l'autre *Médecine militaire.* Cela entraîna des discussions, des épreuves dans des hôpitaux qu'on établit exprès. Mais le régime des anciens administrateurs des hôpitaux royaux et de la vieille médecine l'emporta, et cela ne procura que quelques légères améliorations et la réforme de quelques gros abus, qui lui firent des ennemis, pour avoir voulu soutenir Colombier, d'ailleurs homme dangereux et assez mauvais sujet, mais fort instruit.

Il fut chargé d'un autre travail qui lui prit six mois. Il avait rapporté de ses voyages des mémoires sur l'état et les ordonnances militaires du Portugal, de l'Espagne, de la Prusse, de la Russie et de l'Autriche. M. de Monteynard, à qui il les montra, lui ordonna d'en faire une analyse comparative et raisonnée, qu'il

dressa en six colonnes, y ayant inséré la France. Ce rapprochement raisonné des ordonnances, avec des dissertations sur les différences de chaque génie national, qui y nécessitent des variétés ou des oppositions, rendaient cet ouvrage instructif; il est perdu.

M. de Monteynard était un ministre médiocre, mais très-sage, très-honnête homme, et très-appliqué. Il avait fort bien fait la guerre; il était bon officier d'état-major, et connaissait bien les détails des armées: mais, hors de son affaire militaire, il ne savait rien du tout. Il n'était pas d'âge à étudier le droit public et les intérêts des nations; il n'en aurait même pas eu le temps. Connaissant sa propre faiblesse à cet égard, il en parlait souvent à Dumouriez dans leurs conférences particulières; ils travaillaient fréquemment ensemble sur cette matière; et, pour la lui rendre plus intelligible, il fit pour lui un petit ouvrage intitulé *Tableau spéculatif de l'Europe*, dont Louis XV eut une copie, qui lui donna pour l'auteur une prédilection qui lui valut la Bastille.

Ce fut aussi cette même année qu'il ébaucha, avec Guibert et Delille, l'ancien régisseur des vivres de la Corse, un travail sur les *états généraux*, dont les gens prévoyants jugeaient alors qu'on aurait besoin. Aucun des trois ne pouvait imaginer qu'un jour cette ressource précieuse serait la cause des maux épouvantables de la France [1].

Tous les hommes de la société spirituelle, savante et aimable dans laquelle il vivait alors, sont morts: heureux la plupart d'entre eux, qui n'ont pas vu la révolution! Ceux qu'il a fréquentés depuis, Bailly, Champfort et autres, en ont été les tristes victimes. Tous ses amis, ses parents, ses compagnons d'armes, sont massacrés ou errants. Ce Paris, séjour alors de l'esprit et de la philosophie, est devenu le cloaque de tous les crimes. Le sang a inondé toutes les rues où il a marché; le pillage a devasté tou-

[1] Il serait possible de soutenir que la convocation des états généraux de France fut l'occasion de la révolution française, et des maux qu'elle a entraînés apres elle. Mais il semble que la cause de cette révolution date de plus haut, et doit être cherchée plus loin. Dumouriez paraît tomber ici dans une erreur très-commune parmi les adversaires du nouvel ordre de choses amené par la révolution française.
(*Note de l'éditeur.*)

tes les maisons où il a vécu. Il n'y retrouverait pas un visage de connaissance. La licence atroce y tient tous les habitants dans la terreur. Excepté les *sans-culottes*, tout le monde crie *vive la liberté!* en tremblant devant la guillotine. Il cherche sa patrie, il ne voit que des décombres. Il cherche des Français, il ne voit que des sauvages féroces, couverts de sang. Malheureux émigrés, cessez de vous reprocher les uns aux autres tous les maux qui vous accablent! Tous les Français de tous les partis ont des torts, et ont fait des fautes. Qu'une indulgence mutuelle les prépare à se réunir, quand ce déluge de sang et de crimes sera passé! Il est trop âgé pour espérer voir la France régénérée; quel que soit le sort qui l'attende, il mourra libre, car on ne peut pas enchaîner son âme; et son dernier vœu sera pour sa patrie et pour ses compatriotes, de quelque opinion qu'ils soient, excepté pour les scélérats et les tyrans.

CHAPITRE X.

Révolution de Suède.

Le marquis d'Ossun et le duc de Crillon vinrent cette année à Paris. Dumouriez vit souvent le premier avec la reconnaissance et l'attachement qu'il lui devait; il vit beaucoup le second, qui était très-gai et très-aimable. Celui-ci avait été camarade du duc d'Aiguillon dans le régiment du Roi, et était fort lié avec lui; il se mit dans la tête de donner à ce ministre des sentiments plus favorables pour Dumouriez, et de l'attacher à ce ministre. Il y avait six mois qu'il était à Paris, sans avoir remis le pied chez le duc d'Aiguillon. On venait de récompenser tous les officiers qui étaient de retour de la Pologne; tous avaient eu des grades supérieurs. M. de Monteynard n'avait pas eu le courage de profiter de cette occasion pour procurer le grade de brigadier à son *instituteur en politique*, qui avait supporté cette injustice avec une patience très-philosophique, quoique MM. de Broglie et de Chauvelin, qui y étaient plus sensibles que lui, eussent tenté de

le faire comprendre dans cette petite promotion. Le duc de Crillon en parla au duc d'Aiguillon, et quelques jours après il reçut une lettre très-gracieuse de ce ministre, avec une ordonnance de trois mille livres sur les fonds des affaires étrangères. Il lui mandait de venir le trouver. Il avait l'air très-gracieux. Dumouriez, qui regardait cette gratification comme un affront, avait l'air très-froid. Il tire l'ordonnance de sa poche, et, la lui remettant entre les mains, il lui dit : « Monsieur le duc, je vous remercie de votre bonne intention; mais je n'ai rien demandé, et ceci est trop, ou trop peu. » Le duc fut pétrifié, mit l'ordonnance sur son bureau, et répondit d'un air contraint : « C'est bon. » Dumouriez se retira, et ils ne se sont jamais revus.

Ainsi la démarche du bon duc de Crillon ne servit qu'à les brouiller davantage. Quelques jours après, Crillon lui dit : « J'ai revu le ministre; il est furieux contre vous, il dit que vous êtes un *Britomar*. — Qu'est-ce qu'un *Britomar?* demanda-t-il. — C'est un homme fier et d'un caractère indomptable, fameux dans le roman de *Cassandre,* de la Calprenède. — Eh! où le duc d'Aiguillon a-t-il pris une aussi riche érudition? — Nous n'avions pas d'autre lecture au régiment du Roi; et je suis persuadé, tout ministre qu'il est, qu'il n'a jamais lu que des romans. » Cette conversation ne fut pas perdue; Louis XV la lut dans sa correspondance. Dumouriez lut le roman de *Cassandre,* et fut assez content du caractère de Britomar [1].

Cette année, le roi de Suède changea le gouvernement de sa patrie. Cette révolution, conduite avec beaucoup d'adresse et de secret, ne coûta point de sang, mais elle a préparé toutes les guerres, les conjurations, les forfaits dont ce roi a été la victime, et qui agitent encore ce malheureux royaume. Louis XV aimait

[1] Le général Dumouriez assure qu'il a lu le roman de *Cassandre*, par la Calprenède; il donne même son opinion sur le caractère de *Britomar;* et c'est un fait digne de remarque qu'il ne se trouve point de Britomar dans *Cassandre.* Le sujet de cet ouvrage est l'histoire d'Orondate et de Cassandre, et les personnages sont tous des Grecs, des Scythes ou des Perses. Un nom gaulois, tel que celui de *Britomar,* aurait pu difficilement s'y introduire. On trouve dans le *Faramond* du même auteur un *Briomer* qui offre à peu près le même caractère que celui qui est attribué à *Britomar.* Peut-être Dumouriez a-t-il été trompé par la ressemblance des noms; peut-être aussi le personnage nommé *Britomar* se rencontre-t-il dans quelque autre roman du temps, dont le général Dumouriez aura confondu le titre avec celui de *Cassandre.*

(*Note de l'éditeur.*)

fort ce jeune monarque; on prétendait qu'il lui avait tracé le plan qu'il a suivi : ce qu'il y a de sûr, c'est que le comte de Broglie, ami des Schœffer, confidents de Gustave III, avait beaucoup travaillé, l'année précédente, sur la Suède. On craignait que le parti d'Axel Fersen, qui était à la tête de l'opposition, n'appelât la Russie; et il était question en ce cas d'envoyer ou les sept millions, ou les sept mille hommes du traité entre la France et la Suède. On n'avait pas d'argent, et M. d'Aiguillon voulait y envoyer la brigade allemande, dont il voulait donner le commandement au marquis de Castries, depuis maréchal de France et ministre de la marine, qu'il n'était pas fâché d'éloigner.

Le marquis de Castries avait une belle figure; l'héritage du maréchal de Belle-Isle l'avait rendu très-riche. Il était grand travailleur, avait fait la guerre d'une manière très-brillante, avait gagné une bataille, et réunissait plusieurs grandes places militaires. Il avait l'air de viser au ministère, et faisait ombrage au duc d'Aiguillon, qui, avec moins de talent, mais autant d'ambition que son grand-oncle le cardinal de Richelieu, visait au premier ministère.

Il s'agissait de transporter ces troupes de France en Suède. Par terre, cela était impossible : par mer, on crut ne pouvoir pas le faire sans la permission des Anglais. On envoya à Londres un lieutenant général nommé Martanges, homme d'esprit de société. Le ministère anglais se fit prier, mais enfin permit le passage, à condition qu'il se ferait sur des transports anglais et sous l'escorte de leurs frégates. Tout cela se traitait à l'insu du ministre de la guerre. Dumouriez l'apprit du comte de Broglie et de Favier, qui se moquaient de l'embarras du duc d'Aiguillon. Il alla trouver M. de Monteynard, qui fut fort surpris de cette nouvelle, et qui jura qu'il ne permettrait pas que les troupes françaises passassent d'une manière aussi honteuse. Il avait raison; mais il fallait motiver son refus, et substituer un autre moyen.

Dumouriez se rappela que, pendant qu'il était en Espagne, un colonel nommé Lascy était chargé du recrutement des étrangers au service de cette puissance; qu'il avait un dépôt de recrues établi à Hambourg, qui fournissait tous les ans plus de six cents et quelquefois douze cents recrues. Il composa un mémoire au nom du

ministre de la guerre, dans lequel, après avoir démontré la nécessité de fournir au roi de Suède le subside en hommes et point en argent, il tomba sur la négociation honteuse du duc d'Aiguillon avec l'Angleterre, qui avait amené de la part de la cour de Londres une proposition inadmissible; et il proposa de fournir le contingent de sept mille hommes, sans en tirer un seul de France.

Il demandait qu'on choisît un bon lieutenant général *de fortune* et deux maréchaux de camp pareils, un nombre proportionné d'officiers de tous grades et de toute arme; qu'on les envoyât se réunir à Wismar; que plusieurs d'entre eux fussent placés en stations fixes, à Liége, à Hambourg et à Dantzick; qu'on fît répandre une amnistie pour tous les déserteurs qui, sortant du service étranger, se rendraient à un de ces trois dépôts, ou en droiture à Wismar. On sauvait par ce moyen la honte et la dépense du transport par l'Angleterre, on empêchait un démembrement de l'armée, et on rendait à leur patrie sept à huit mille hommes qui auraient bien mérité leur pardon.

M. de Monteynard alla porter ce travail au roi, qui en fut très-content. Au bout de deux jours, il lui demanda si quelqu'un ne lui avait pas suggéré cette idée : il répondit sans hésiter que c'était Dumouriez. « Eh bien! dites-lui, dit le roi, qu'il se prépare à partir pour Hambourg. J'adopte le plan; mais il faut qu'il aille lui-même examiner sur les lieux s'il est praticable, et combien de temps il faudra pour l'exécuter. Je veux que d'Aiguillon ignore cette mission [1]. » M. de Monteynard rapporta à Dumou-

[1] Ce trait remarquable est l'un de ceux qui caractérisent le mieux Louis XV, qui, à la fin de sa vie, était devenu dissimulé par faiblesse. Tous les historiens dont la flatterie ou des considérations étrangères n'ont point altéré le jugement, n'ont pu s'empêcher de reconnaître que ce prince éprouvait un secret plaisir à tromper ses ministres, et à exercer, contre ceux même qu'il paraissait affectionner le plus, une sorte de contre-police. Sa correspondance avec le comte de Broglie en est une preuve entre mille. Au reste, Louis XV n'aimait pas le duc d'Aiguillon; il avait souvent regretté le sacrifice du duc de Choiseul, dont il sentait la supériorité, mais dont il ne supportait qu'avec impatience le ton tranchant et l'ascendant trop marqué. On se souvient que lors du partage de la Pologne, événement dont Louis XV fut si affligé, ce monarque s'écria avec douleur : *Ah! si Choiseul eût été ici, le partage n'aurait pas eu lieu.* Cette exclamation révèle tout le caractère d'un roi qui, au sentiment de la justice et de la vérité, joignait une incurable faiblesse, et n'avait pas la force de briser des chaînes dont le poids lui paraissait souvent insupportable.

(*Note de l'éditeur.*)

riez les ordres du roi; celui-ci lui fit une objection très-naturelle : « Tout ce dont vous me chargez là est du ressort du ministre des affaires étrangères; le duc d'Aiguillon vous en fera la querelle ; il est plus puissant que vous; vous serez abandonné du roi, renvoyé du ministère, et moi je serai perdu. Faites au moins une démarche auprès du roi, et dites-lui l'objet de ma répugnance. » M. de Monteynard, frappé lui-même de ces réflexions, alla trouver le roi, qui lui dit impatiemment : « Je le veux; présentez-moi Dumouriez. » Le soir même il fut présenté à Louis XV : « Partez pour Hambourg, et exécutez les ordres de Monteynard. » Et, sans attendre la réponse, il se retira.

Il n'y avait plus de réflexions à faire. Il partit au mois de juin : instructions, chiffre, passe-port, argent, il reçut tout de son ministre. Il arriva à Hambourg. Les deux factions en Suède, des *chapeaux* et des *bonnets*, s'étaient accommodées pendant l'intervalle; tout était pacifié. Il fut très-content d'être débarrassé; la mission étant finie, il se crut hors de danger. Il avait entretenu sa correspondance avec le ministre, qu'il instruisait de tout ce qu'il voyait et apprenait. Il y avait très-bonne société à Hambourg, et il s'y amusait bien. Il n'avait jamais vu la Prusse; Guibert était alors à Berlin. Il lui écrivit pour qu'il prévînt le grand Frédéric du désir qu'il avait d'aller l'admirer : le roi, qui le connaissait de réputation depuis sa mission de Pologne, consentit à le recevoir. Il écrivit à Favier de lui envoyer une lettre de recommandation pour le prince Henri, qui avait beaucoup de bonté pour lui.

Pendant son séjour à Hambourg il était entouré d'espions du duc d'Aiguillon; on avait arrêté plusieurs lettres qu'on lui écrivait, entre autres deux ou trois du comte de Ségur, qui lui mandait très-imprudemment la présentation de la du Barry à la Dauphine, et plusieurs sales intrigues du sérail du roi. Enfin, au mois d'octobre 1773, deux jours avant l'époque fixée pour son départ pour Berlin, il fut arrêté à minuit dans son lit par l'envoyé de France, un vieux baron de la Houze, avec lequel il vivait intimement, qui lui présenta un inspecteur de police, nommé d'Hémery, homme fort aimable et fort doux. Il aurait pu faire des plaintes dans une ville libre, et réclamer sa liberté, sûr de son innocence.

Il se rendit à l'hôtel de France, où il resta onze jours ; toute la ville vint le voir, et jamais cette maison n'avait reçu plus nombreuse compagnie. Il partit avec son exempt, qui avait deux compagnons, et lui deux domestiques très-braves. Il aurait pu s'en séparer à Wesel ou dans le Brabant ; il continua sa route tranquillement, et il entra à la fin d'octobre à la Bastille.

LIVRE DEUXIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

La Bastille.

Jusqu'en 1773 la vie de Dumouriez avait été errante et agitée. Toutes les études, tous les travaux, toutes les commissions dont il avait été chargé, portaient sur des intérêts étrangers, sur des objets extérieurs. La France était le pays qu'il avait le moins habité, qu'il connaissait le moins. A cette époque commence pour lui un genre de vie tout différent, plus posé, plus sédentaire, où, tout entier occupé des intérêts directs de sa patrie, revêtu d'une place qui fixe ses idées, qui exerce suffisamment son goût pour le travail, satisfait de son sort autant que l'homme peut l'être, il s'occupe, au milieu de ses livres et de ses ateliers, d'un objet bien plus important pour la France, bien plus satisfaisant pour sa philanthropie. Il fallait un bouleversement pour le tirer de cet état tranquille et sage; il est arrivé, et il se trouve à présent replongé dans une vie errante et agitée, lorsqu'il a atteint l'âge du repos.

En lisant avec attention les Mémoires de sa vie, on verra que, toujours mu par le besoin de se faire un état, par l'horreur de l'oisiveté, par la soif de s'instruire, il avait plus d'activité que d'ambition, plus de désir d'agir que de paraître. On l'a vu refuser des grades supérieurs, d'abord en Espagne, ensuite en

France : l'injustice que lui avait faite le duc d'Aiguillon, par la promotion des officiers qui avaient servi sous lui en Pologne, ne l'avait pas même ému. Encore plus insensible à l'avarice, il s'était appauvri dans les missions brillantes qu'il avait eues ; il avait rejeté souvent les sollicitations qu'on lui faisait de vendre son crédit auprès de deux ministres dont il avait eu la confiance. Il avait refusé trois mariages fort riches qu'on lui avait offerts à Paris, parce qu'on calculait son avancement. Une pension de trois mille livres, des appointements pareils, étaient tout ce qu'il avait acquis ; mais il les avait bien gagnés, et il en était content. Il n'avait rien à se reprocher. Sans avoir de dégoût pour la vie, il y était peu attaché ; ainsi il ne sentit ni inquiétude ni chagrin en entrant en prison.

Il arriva à la Bastille à neuf heures du soir. Il fut reçu par le major, vieillard pédant et janséniste, qui le fit fouiller exactement, et lui fit prendre son argent, son couteau, et jusqu'à ses boucles de souliers. A ce dernier article il eut la curiosité d'en demander la raison. Le major lui dit *finement* qu'un prisonnier avait eu la malice de s'étrangler, en avalant un ardillon. Après cette belle remarque, ce major eut l'horrible imprudence de lui laisser ses boucles de jarretières. Il ne l'en avertit pas, et comme il avait grand faim, il demanda à souper. On lui dit qu'il était bien tard. Effectivement, la visite et l'enregistrement des effets avaient pris une heure et demie. Il pria le major de lui envoyer chercher un poulet chez le traiteur voisin. « Un poulet? dit le major. Savez-vous que c'est aujourd'hui vendredi? — Vous êtes chargé de ma garde, et non pas de ma conscience. Je suis malade, car la Bastille est une maladie ; ne me refusez pas un poulet. » D'Hémery, présent, convainquit le major, qui envoya chercher le poulet.

Alors on le mena dans son appartement. C'était une grande chambre octogone, d'à peu près quinze pieds en tout sens, et d'au moins vingt-cinq de hauteur, dont l'unique fenêtre de vingt-deux pieds de haut, s'ouvrant en trois parties, était un créneau étroit d'au moins quinze pieds d'épaisseur, avec deux rangs de forts barreaux de fer. Un vieux lit de serge fort sale et fort mauvais, une chaise percée, une table de bois, une chaise de paille

et une cruche en faisaient tout l'ameublement. Un porte-clefs ou geôlier, très-grossier et très-robuste, lui alluma du feu, lui laissa une chandelle, et alla lui chercher à souper. Il alla lire, en attendant, toutes les inscriptions qui étaient sur les murailles. Il y trouva beaucoup de noms, des sentences, des prières et quelques grossièretés, qui lui firent juger que ce triste séjour n'avait pas toujours été habité par des gens de bonne compagnie. Il soupa, se coucha, et dormit.

Le lendemain il fut réveillé par l'horrible bruit des énormes clefs de son geôlier, qui ouvrit deux grosses portes, garnies de lames et de bandes de fer, qui l'enfermaient. Il lui apporta du pain et du vin pour son déjeuner, et lui dit de s'habiller, parce qu'à neuf heures le gouverneur voulait le voir. Cet homme, à qui il demanda s'il n'y avait point de meilleure chambre, lui dit que c'était une des meilleures de la *Tour de la liberté;* car, par un raffinement de barbarie, on avait donné ce nom à une tour de la Bastille. Ainsi, comme la chambre était au troisième étage, elle s'appelait la troisième liberté. Il dit en riant au geôlier : « Il me semble que dans ce charmant séjour on ajoute la fine plaisanterie à l'hospitalité. » Ce propos fut rapporté par le geôlier, et à cette occasion il apprit qu'on tenait un gros registre dans lequel on insérait tous les discours des malheureuses victimes du despotisme ministériel. Cela devait faire un livre bien bizarre.

A neuf heures, un aide-major vint le chercher avec un sergent et quatre invalides, et le mena dans la chambre du conseil, sans qu'il pût obtenir réponse à aucune de ses questions. Un moment après entra un vieillard en robe de chambre; c'était le gouverneur, nommé le comte de Jumilhac. Jamais homme n'a eu un caractère moins analogue à son affreux emploi; il l'avait accepté, parce qu'il le fixait à Paris avec soixante mille livres de rente: s'il s'est conduit avec tous les autres prisonniers comme avec Dumouriez, ils devaient bénir la Providence de ce qu'elle l'avait destiné à ce triste gouvernement. C'était un ancien militaire, et un homme de plaisir; il était bon, sensible et poli. Il ne se mêlait point du détail de la maison; son major était son intendant. Il lui apprit que le roi payait quinze livres par jour pour lui, et

trois livres pour chacun de ses domestiques ; qu'ainsi, dans le cas où il ne serait pas bien traité, il n'avait qu'à se plaindre à lui. Dumouriez, en entrant en prison, avait voulu renvoyer ses domestiques, qu'on n'avait pas ordre d'arrêter ; ils avaient absolument refusé leur liberté : préférant suivre le sort de leur maître, ils avaient espéré être dans la même chambre que lui, ce qui n'arriva que trois mois après : l'un est à présent marié et père de famille, l'autre est mort.

Jumilhac lui apprit ensuite qu'en conséquence du régime de la Bastille, il était au secret jusqu'à ce qu'il eût subi un premier interrogatoire ; c'est-à-dire que personne ne pouvait lui parler, ni répondre à ses questions. Ce fut à cette occasion qu'il l'avertit du registre où on insérait toutes les paroles des prisonniers, et qu'il lui répéta ce qu'il avait dit au geôlier, dont ils rirent ensemble. Il lui dit que pendant le temps du secret il n'était permis de lui donner ni plume, ni encre, ni aucun livre, pas même un livre de prières. « Mais, ajouta-t-il, vous êtes trop intéressant pour que je vous laisse souffrir de ce régime trop sévère. Je suis trop vieux pour monter jusque chez vous : je vous ferai descendre tous les matins dans cette salle. Emportez ces deux volumes, et cachez-les quelque part. » C'étaient deux romans nouveaux. Il l'embrassa très-tendrement.

Jumilhac était beau-frère de M. Bertin, ministre d'État, et l'économe des petits agiotages particuliers de Louis XV. Il est à présumer que ce ministre avait eu ordre de parler à son beau-frère, pour adoucir le sort d'un homme qui n'était en prison que pour avoir obéi au roi. Sa prison, et le procès ridicule qu'il a subi, sont une des anecdotes les plus caractéristiques du règne de ce monarque faible, dissimulé, et foncièrement bon et juste. Le régime du secret dura huit jours, pendant lesquels il vit tous les matins son bon gouverneur, qui ne le laissa pas manquer de livres, et qui lui contait toutes les anecdotes des filles de Paris. Il poussa l'attention jusqu'à lui envoyer des citrons et du sucre pour faire de la limonade, une petite provision de café, du vin étranger, et tous les jours un plat de sa table, quand il mangeait chez lui. Ces attentions ont duré pendant six mois, et ils se sont séparés amis intimes.

Le premier acte de la révolution a été de détruire la Bastille, comme un insupportable monument du despotisme, parce que le premier cri de la liberté a été contre les lettres de cachet et contre la suppression tyrannique des citoyens qu'on faisait disparaître sans l'intervention des lois. Et les monstres anarchistes ont rétabli tous ces excès, l'enlèvement arbitraire des citoyens, le régime du secret, avec un raffinement de cruauté qui n'a jamais existé sous les rois! On juge publiquement les prétendus coupables : mais être amené devant un tribunal révolutionnaire, c'est être condamné d'avance. Une populace féroce entoure des juges grossiers et barbares, et boit d'avance le sang de l'accusé, surtout s'il a le malheur d'être noble ou riche. Des *bravos*, des applaudissements suivent toujours sa condamnation. C'est à ce point que l'anarchie a dégradé l'humanité! On trouve même la guillotine trop lente. A Lyon, des canons chargés à cartouches font voler en pièces des bandes entières de malheureux ; de la cavalerie achève à coups de sabre de massacrer ceux qui palpitent encore, et qui expirent sous un double tourment, au milieu de l'ivresse et de la joie des cannibales. A Nantes, on assemble deux cents prêtres dans un bateau, et on le coule dans la Loire. On fait des faisceaux de trente ou quarante malheureux, et on les précipite dans les rivières, pour épargner les munitions ! Et le Français, après avoir secoué tout principe d'humanité, de religion, de lois, adore, dit-il, la raison!

En citant ces horreurs, ce n'est pas à sa nation entière qu'il s'en prend. Il aime, il plaint ses compatriotes, ou opprimés ou abusés. Il est persuadé qu'ils reprendront leur ancien caractère, et que dans vingt ans ils liront avec indignation cette partie de leurs annales, détruiront cette secte abominable qui a fait de la scélératesse et de la cruauté ses principes constitutionnels, et ne prononceront qu'avec effroi le nom de Marat et de ses infâmes adorateurs [1]. Alors seulement la France renaîtra de

[1] Cette phrase, dont trop de personnes contestent encore la justice, peut servir de correctif au paragraphe plein d'amertume qui la précède. Les horreurs à jamais détestables dont l'auteur a présenté le sanglant tableau ne sont point un jeu de l'imagination ; mais ce qui est et sera toujours souverainement injuste, c'est de les imputer à la nation française, qui n'a jamais pu les confondre avec la cause de la liberté. (*Note de l'éditeur.*)

ses cendres, et reprendra en Europe le rang dont elle s'est dégradée, pour se donner une existence aussi misérable que criminelle. Français, si mon sang pouvait vous rendre votre dignité et votre bonheur, je le sacrifierais avec bien de la joie; je mourrais content!

Ce ne fut que le neuvième jour qu'on le fit descendre dans la chambre du conseil, où il trouva autour d'une table trois commissaires et un greffier. Après qu'on lui eut fait prêter serment, et qu'on eut écrit son nom et ses qualités, il eut à son tour la curiosité de les connaître. Le président était un vieux conseiller d'État nommé Marville, homme d'esprit, mais grossier et goguenard. Le second était M. de Sartines, lieutenant de police et conseiller d'État, homme fin et très-poli. Le troisième était un maître des requêtes, nommé Villevaux, homme très-faux et grand chicaneur. Le greffier, qui avait plus d'esprit qu'eux, était un avocat aux conseils, nommé Beaumont. Dumouriez avait trop lu l'histoire de France, pour ne pas connaître tout le danger d'une commission arbitraire. Le célèbre cardinal de Richelieu, grand-oncle et modèle du duc d'Aiguillon, en avait fait un usage redoutable. Il crut donc devoir prendre ses précautions.

1° Il signifia à ces messieurs qu'il ne regardait le travail qu'ils allaient faire que comme une instruction ; que c'était dans cette confiance qu'il consentait à répondre à leurs questions, bien persuadé que le roi était trop juste pour lui refuser un jugement par un tribunal légal. Il dicta ce qu'il venait de dire, en forme de déclaration. On lui refusa d'abord cette inscription. Ces messieurs se récrièrent contre sa méfiance. Villevaux dit : « Monsieur, croyez-vous que nous sommes ici pour vous surprendre? — C'est bien assez d'être pris, » répondit-il gaiement. On se mit à rire, et la déclaration fut inscrite.

2° Comme M. de Marville voulait dicter les réponses de l'accusé, il défendit au greffier d'écrire rien à son nom que ce qu'il dicterait lui-même. Le président insista, et lui dit que c'était contre l'usage. « J'ignore l'usage des commissions, mais je ne veux être condamné ou absous que de ma propre bouche. Si vous ne m'accordez pas une chose de droit naturel, je me retire. — Eh bien! nous vous jugerons comme un muet volon-

taire. — Vous n'êtes point juges, vous n'êtes que commissaires; vous serez plus punis que moi, car vous ne saurez rien, et on en nommera d'autres. » On se mit encore à rire, et on céda.

3° Il fit inscrire une protestation contre toute sollicitation ou protection en sa faveur de la part de parents, amis ou supérieurs; et il ajouta qu'il se consolait facilement de ce qui lui arrivait, parce qu'il espérait que le roi se ferait rendre compte des interrogatoires, et qu'il connaîtrait quels étaient ses vrais serviteurs.

Alors on lui demanda s'il savait pourquoi il était à la Bastille. « Je m'en doute, répondit-il; mais voilà une question qui sent l'inquisition. Allons, messieurs, je défends la place; c'est à vous à tirer les premiers. » On rit beaucoup, et en général les séances de ce procès ont toujours été très-gaies. Alors on lui demanda pourquoi il voulait aller en Prusse. Il répondit que c'était pour voir un grand roi et de belles troupes. « Pourquoi aviez-vous une lettre de Favier pour le prince Henri? — Parce que je l'ai demandée à Favier, pour qui ce prince a des bontés. — N'alliez-vous pas pour faire à cette cour des propositions? — Quelles propositions, et de quelle part? — De la part du comte de Broglie ou du duc de Choiseul. — Non; et si vous ne vous expliquez pas plus clairement, je ne vous entends pas. — On sait, monsieur, que vous désirez la guerre, ainsi que le duc de Choiseul et le comte de Broglie; et vous pouvez avoir été chargé de leur part de chercher à troubler l'Europe.— Je ne sais ce que désirent MM. de Choiseul et de Broglie; mais, dans tous les cas, je les crois trop sages pour négocier en leur nom. D'ailleurs connaissez-vous le roi de Prusse? Comment a-t-on pu imaginer qu'en cas que deux seigneurs français fussent assez étourdis et moi assez fou pour aller entamer, sans mission, des négociations de quelque genre que ce fût, il aurait la complaisance de changer ou plier sa politique sur les insinuations d'un simple colonel français? Tout cela est absurde. — Avez-vous jamais écrit au roi? — A quel roi? — Au roi de France. — Jamais. Mais quand cela serait, qui oserait m'en faire un crime? — Lui avez-vous jamais parlé? — Jamais. »

Ce fut là tout le premier interrogatoire. Il s'établit ensuite

une conversation fort gaie, dont il profita pour demander des livres et des plumes, et qu'on lui fît la barbe. Sartines, qui, comme lieutenant de police, avait l'inspection de la Bastille, lui dit que cela le regardait. Alors, très-inconsidérément, il lui dit : « Monsieur, j'ai six mille volumes à Versailles ; permettez-moi de vous donner une liste des livres qu'on pourra me faire venir. » M. de Sartines lui dit froidement : « Vous ne vous rappelez pas qu'en partant vous aviez prié madame votre tante de vendre vos meubles et vos livres : vous n'y avez plus rien. » Dumouriez baissa la tête, et ne répondit rien ; il crut qu'on avait mis le scellé sur son appartement, et ce ne fut que le lendemain que M. de Sartines lui dit qu'il avait fait ce mensonge pour empêcher ses confrères d'arrêter ses meubles. C'était un service essentiel qu'il lui rendait.

En sortant de la conférence, Jumilhac, qui l'attendait, et qui, de l'antichambre, avait entendu alternativement disputer et rire, qui voyait tout le monde sortir d'un air gai, le questionna beaucoup. Il lui raconta ce qui s'était passé ; alors le gouverneur l'instruisit à son tour de choses fort importantes. Il lui apprit d'abord que le comte de Broglie, ayant eu une dispute très-violente avec le duc d'Aiguillon, lui ayant écrit une lettre très-déplacée, avait été exilé à sa terre de Ruffec en Angoumois ; que Favier et Ségur étaient aussi à la Bastille, ainsi qu'une vieille comtesse de Barnaval, maîtresse de Ségur; que le duc d'Aiguillon avait voulu y faire mettre mademoiselle Legrand, Guibert, Latouche et tous ses amis, pour faire croire qu'il y avait une grande intrigue ; qu'on cherchait le baron Debon, maréchal de camp, ami du comte de Broglie ; qu'on répandait dans Paris que Guibert et Dumouriez avaient été envoyés en Prusse pour engager Frédéric à faire la guerre; qu'on disait que le duc de Choiseul était chef du parti, Favier le conseil, et lui un agent principal ; que le roi avait dit que d'Aiguillon s'y casserait le nez, et que tout cela n'était que des folies ; que M. de Chauvelin l'appuyait fortement près du roi (malheureusement il mourut quelques jours après d'une attaque d'apoplexie, sous les yeux de Louis XV, qui y fut insensible) ; que dans le conseil il avait pour lui MM. de Soubise et Bertin ; que des trois com-

missaires, Marville était neutre, Sartines pour lui, et Villevaux entièrement contre. Dumouriez le pressa d'engager M. Bertin à prier le roi de se faire présenter les originaux des interrogatoires, et non pas les extraits.

Bien content de ce qu'il avait appris, il remonta chez lui, et se servit d'abord de l'ardillon d'une de ses boucles pour écrire son interrogatoire sur la muraille, chaque phrase en une langue différente et en abréviation; et depuis il a continué à prendre cette précaution, dont il s'est bien trouvé pour les retours de question, d'un interrogatoire à l'autre. Il réfléchit ensuite sur tout ce qu'il venait d'apprendre : il jugea, ce qui était vrai, que d'Aiguillon plaidait le faux pour découvrir le vrai; que, sachant qu'il existait une correspondance entre le roi et le comte de Broglie, n'osant pas faire de questions sur cet article sacré, il espérait, par la suite du procès, en apprendre des détails. Il avait entre les mains la preuve de la mission du ministre de la guerre, le chiffre, l'instruction, le passe-port; ce n'était cependant pas sur cela qu'il faisait diriger l'interrogatoire, mais sur la permission d'aller en Prusse, et sur la lettre de recommandation de Favier pour le prince Henri.

Quant à Favier, on dirigea différemment le procès contre lui; on l'interrogea sur un grand travail politique, très-connu, qu'il avait composé sur les intérêts de toutes les puissances de l'Europe, et on lui parla très-légèrement du voyage de Prusse. Quant à Ségur, comme il n'était que colporteur de correspondance, on le traita fort mal pour la lettre qu'il avait écrite contre la du Barry, et pour les chansons et plaisanteries du temps qu'on trouva chez lui. Ainsi le roi ne se trompa point : le duc d'Aiguillon, qui avait voulu faire une grande affaire, après un grand éclat se trouva très-embarrassé; et si le marquis de Monteynard, qui ne se remua pas, et qui, comme le disait gaiement Dumouriez à MM. de Sartines et Jumilhac, avait la contenance d'un paysan qui veut danser sur la corde avec des sabots, avait eu du nerf, et avait suivi l'avis du prince de Condé son protecteur, d'Aiguillon eût été perdu. On assure que le projet de ce dernier avait été de faire couper la tête au comte de Broglie et aux trois prisonniers, pour imiter son grand-

oncle; mais, quelque faible que fût le roi, il n'était pas primé comme Louis XIII par le cardinal : ainsi ce procès ne pouvait jamais que dégénérer en une intrigue puérile.

Ces réflexions le rassurèrent sur son sort. Le lendemain, M. de Sartines vint le voir, ce qu'il a fait exactement tous les huit jours. Il le gronda de l'imprudence de la veille sur la bibliothèque; lui recommanda d'être *discret;* prit une liste des livres qu'il demandait, les lui envoya, lui fit donner plume, encre et papier. Dès lors il fut heureux. Il réfléchit beaucoup sur cette recommandation d'être discret. Ce n'est que depuis qu'il a eu le mot de cette énigme. Pendant tout le procès, le roi a eu peur qu'il ne déclarât que c'était par son ordre qu'il avait voyagé. Il s'en est bien gardé. Il jugeait qu'il l'aurait désavoué, et alors il eût été sacrifié. Le sort de Monteynard en est la preuve. Louis eut la faiblesse de le renvoyer, et de donner sa place à d'Aiguillon, plutôt que d'avouer que ce ministre n'avait agi que par son ordre. Quelle petitesse dans un roi! Combien sa confiance était dangereuse! Ce même Louis XV continuait à entretenir sa correspondance avec le comte de Broglie, qu'il tenait exilé à Ruffec.

Dumouriez ne s'ennuyait point à la Bastille. Il avait partagé ses lectures en quatre matières : mathématiques, histoire et politique, morale, et voyages. Ce dernier genre de lecture est surtout le plus consolant quand on est privé de sa liberté. Il jette sur cette vie solitaire et monotone un intérêt étranger qui fait passer les heures avec rapidité, et il a sur les romans l'avantage de laisser une instruction utile pour le reste de la vie. C'est à la Bastille qu'il s'est perfectionné dans l'art de vivre seul. Il n'a fait qu'y fortifier son goût de se communiquer sans réserve entre peu de personnes, mais de porter l'empreinte de la taciturnité, et même de l'ennui, dans les grandes assemblées et dans les fêtes. Il y a appris à se passer des hommes; et cependant son caractère gai et ouvert l'a préservé de la misanthropie, qui est souvent le résultat de l'habitude de vivre seul. Enfin, il s'y est habitué à se passer, même pour longtemps, de ses meilleurs amis. Mais il y a surtout acquis une répugnance invincible pour le grand monde.

Ce ne fut qu'au bout de quinze jours que les commissaires revinrent. Ils ne parlèrent plus du voyage de Prusse ; il leur en fit la remarque. « Il me semble, leur dit-il, que vous abandonnez votre première attaque; voyons où vous ouvrirez votre feu. » Ils rirent. On lui présenta alors instructions, passe-ports et chiffres. On lui demanda ce qu'il avait exécuté à cet égard. « Rien, répondit-il ; car la révolution de Suède s'est achevée paisiblement. Au reste, messieurs, je n'ai rien à vous répondre sur cela. J'ai rendu compte à mon ministre ; c'est à lui à rendre compte au roi de ce que j'ai pu exécuter par ses ordres : cela le regarde seul, et il a mes lettres. » Il n'était pas fâché de mettre les deux ministres aux prises, espérant qu'alors Monteynard le défendrait, pour se défendre lui-même.

Il se fit un silence assez long, pendant lequel Villevaux parla longtemps bas à Marville, qui tout d'un coup d'un ton sévère et même brutal, et d'une voix troublée, lui dit : « Haïssez-vous le duc d'Aiguillon ? » Dumouriez se lève, prend un pan de son habit à deux mains, le lui porte sous les yeux, et lui dit gaiement : « Savez-vous lire au travers de mon habit? » M. de Sartines et le greffier éclatent de rire. Marville, plus en colère, lui dit : « Monsieur, on punit les plaisants. Répondez à ma question. » Dumouriez reprend un ton grave : « Réfléchissez-y, monsieur de Marville, vous ne pouvez pas sérieusement me faire une pareille question. — Monsieur, je vous ordonne d'y répondre. — Osez la faire écrire, et j'y répondrai. »

Alors tout le monde parle à la fois. M. de Villevaux dit : « Elle n'a pas besoin d'être écrite. — Elle le sera, je l'exige. — Comment, vous exigez? — Oui, elle le sera. — Non. » Nouveau tapage. Dumouriez, impatienté, dit à M. de Villevaux : « J'ai ici deux conseillers d'État, vous n'êtes que maître des requêtes, vous pouvez tout au plus souffler; taisez-vous. — Vous êtes un téméraire. — Et vous un brouillon. » Ensuite se tournant vers le greffier, homme très-aimable et très-gai, il lui dit : « Au moins, monsieur, n'allez pas écrire toutes ces sottises. — Je n'ai garde, » dit le greffier en riant. M. de Sartines, qui n'avait pas perdu son air compassé, froid et souriant, dit à Marville : « Effectivement, monsieur a droit d'exiger qu'une question soit

écrite avant d'y répondre. — Eh bien, dit en jurant Marville tout bouffi de colère, elle le sera. Haïssez-vous le duc d'Aiguillon?— Je n'aime ni ne hais le duc d'Aiguillon, que je connais fort peu. Mais puisque j'ai l'espoir, en me défendant, de faire connaître au roi comment il est servi par son ministre des affaires étrangères, je vais déposer, dans cet interrogatoire, huit griefs contre sa conduite ministérielle. — On ne vous demande pas cela, dit Marville. — Vous n'avez pas droit de m'interrompre. Je suis le maître d'étendre ma réponse, et d'y insérer ce que je veux. Elle est plus directe que vous ne pensez, et vous seriez un mauvais serviteur du roi si vous y mettiez obstacle. » Alors il dicte huit griefs très-forts, dans lesquels il relève toutes les fausses mesures politiques du ministre. Cette réponse était de dix pages. On causa ensuite amicalement, et on lui proposa de supprimer toute la séance; il le refusa, et on signa. En se séparant, Marville, entièrement apaisé, dit : « Ma foi, s'ils ont cru trouver un poulet, ils l'ont pris bien coriace. »

Il était déjà depuis six semaines en prison. Il ne s'ennuyait pas, grâce aux livres qu'on ne lui refusait pas, et qu'on faisait venir à son choix. Il avait tous les jours une heure de promenade, ou sur le haut des tours d'où il découvrait tout Paris, ou dans la cour qu'il préférait, parce que, sous prétexte du froid, il entrait dans la chambre du conseil, et lisait les gazettes, ce qui était très-défendu : mais un vieil aide-major, nommé Falconnet, le plus humain de tous les hommes, affectait de les laisser négligemment sur la cheminée à l'heure de sa promenade. Il voyait M. de Sartines tous les huit jours, le gouverneur presque tous les jours; il avait apprivoisé le major, qui foncièrement était un bon homme; il était très-aimé de toute la compagnie d'invalides, il les connaissait tous par leur nom; plusieurs avaient fait avec lui la guerre de sept ans. C'était une compagnie composée toute de bas-officiers, ayant de l'élévation et de l'honneur. Enfin, il était aussi heureux qu'on peut l'être en prison, lorsque sa position pensa devenir très-mauvaise, par une de ces aventures dont il n'y a que trop d'exemples dans les prisons.

Son porte-clefs était un homme très-grand et très-fort, très-

brutal et très-insolent; il n'avait jamais voulu faire son lit, ce dont Dumouriez se consolait facilement, et il ne perdait pas une occasion de lui dire des duretés. Occupé de son procès et de ses études, Dumouriez s'était déterminé à patienter et à ne pas se plaindre; il riait même souvent des brutalités de ce vrai geôlier de comédie. La saison était devenue pluvieuse et froide, cette chambre était glaciale; il pria le major de faire venir un vitrier pour coller en papier les deux panneaux supérieurs de sa longue croisée. Cela fut accordé; le jour est décidé. Tout fait époque pour un prisonnier; les plus petits événements l'affectent, surtout quand son âme est entièrement occupée à se roidir contre les plus grands.

Le vitrier ne vient point. Trois jours de suite on le lui promet; trois jours on lui manque de parole. Enfin, un matin il demande avec beaucoup de douceur au porte-clefs pourquoi le vitrier ne vient point. Celui-ci, du ton le plus brutal : *Eh! f....; on a trop de bonté pour toi.* Surpris, il le regarde fixement, pour voir s'il est ivre: il ne l'était pas. Il lui dit qu'il va se plaindre. Cet animal le maltraite de paroles, en s'avançant vers lui. Il n'y avait pas d'égalité entre ce colosse et Dumouriez, qui est très-petit, mais nerveux et adroit. En ce moment la colère le surmonte; il court à son feu, prend un tison enflammé, et il l'en frappe sur la poitrine. Ils crient tous les deux à la fois, la garde arrive, il reprend son sang-froid, et demande à être conduit à l'état-major avec le porte-clefs.

Le major l'écoute froidement, et lui dit qu'il a eu tort de battre un homme du roi; qu'il devait porter ses plaintes. « Comment, monsieur! devais-je attendre qu'il m'eût battu? — Il ne l'aurait pas osé. — Heureusement, monsieur le major, que vous n'êtes qu'un subalterne. Je ne sors pas de cette chambre que je n'aie parlé au gouverneur. — Monsieur, il me semble que vous voulez donner des ordres ici. — Non, mais je n'en reçois que du gouverneur, et je sais me faire respecter partout. » Les invalides détestaient le major : un sergent se détache, et court avertir M. de Jumilhac. Pendant cet intervalle le major avait ordonné au prisonnier de remonter dans sa chambre; et celui-ci, tenant fortement la table embrassée, criait qu'il se laisserait

plutôt hacher. Le bon aide-major et les invalides tâchaient de calmer les deux parties.

Jumilhac entre ; Dumouriez va se jeter dans ses bras, et lui conte son aventure. Il le prie en même temps d'entendre ce que le porte-clefs dira pour sa justification. Celui-ci a la bêtise d'avouer qu'il s'est servi du mot *toi*. Le gouverneur, indigné, ordonne au major de le casser. Ce malheureux se jette à genoux ; il était père de famille. Dumouriez demande sa grâce ; le gouverneur veut au moins qu'il soit au cachot : il le caresse, insiste, et obtient grâce entière. Jumilhac le raccommode avec le major, les invalides s'attachent encore plus à lui, et Belot (c'était le nom du porte-clefs) devient le domestique le plus attentif qu'il ait eu. Le vitrier vint le même jour.

Le lendemain, M. de Sartines lui fit compliment sur sa prouesse, et plus encore sur son humanité ; le roi en fut instruit, car il a su tous les détails de la prison de son patient. Ce monarque, que l'ennui et la satiété rendaient malheureux, se faisait donner tous les matins une note de la police sur toutes les aventures de Paris, même les plus futiles. Si, à sa mort, les jacobins avaient mis la main sur ces petites feuilles, et que, selon leur coutume, ils les eussent fait imprimer, il y aurait eu de quoi déshonorer la moitié des familles de Paris [1]. Au reste,

[1] Plusieurs rapports de ce genre se trouvent dans divers ouvrages publiés antérieurement à ces Mémoires. On en remarque quelques-uns dans la *Bastille dévoilée*, recueil publié par livraisons après la prise et la démolition de cette prison d'État, et dans la *Police dévoilée*, ouvrage écrit par Pierre Manuel, l'un des administrateurs de 1789, et depuis procureur de la commune de Paris. Ces rapports, sortis pour la plupart de la source la plus honteuse, font connaître la conduite secrète d'une foule de personnages souvent constitués en dignité, et les scandales cachés de leur vie. Les noms propres y abondent ; on s'étonne d'y trouver jusqu'à des ministres et des ecclésiastiques connus ; leurs actions sont dévoilées avec un cynisme d'expression qui ne doit pas surprendre, puisque les auteurs des rapports étaient ordinairement les personnes mêmes qui gouvernaient les maisons de débauche, et qui racontaient, dans leur langage technique, des scènes qu'elles avaient vues, et des actions auxquelles elles avaient prêté leur honteux ministère. On en remarque, par exemple, de la fameuse Gourdan, institutrice première de madame du Barry, de la Dufresne, et de beaucoup d'autres. Il est difficile de citer, même par extrait, quelques passages de ces répertoires de licence et de scandale. On trouvera toutefois, sous la lettre A, un ou deux de ces articles, dont nous supprimons les noms propres, et dont nous adoucissons l'expression. Nos lecteurs pourront juger les autres d'après cet échantillon. Quant à nos lectrices, nous pensons bien qu'elles n'auront point la curiosité de jeter un coup d'œil sur ces fragments, que nous avons, par respect pour elles, rejetés à la fin du volume.

(*Note de l'éditeur.*)

Louis XV était très-discret et très-indulgent : il avait besoin lui-même de l'indulgence universelle; aussi n'était-il que méprisé, mais point haï.

Quelques jours après, les commissaires arrivèrent pour la troisième séance. Après un quart d'heure de conversation, ce fut M. de Sartines qui parla. Il commença par faire un grand éloge de l'esprit, des talents, des grandes connaissances du prisonnier; ensuite il lui dit d'un ton fort sévère : « Doué de toutes ces qualités que nous avons reconnues en vous, monsieur, vous devez juger vous-même que vous êtes coupable du crime de lèse-majesté au premier chef. Vous n'ignorez pas que tout acte ministériel passe au conseil du roi, que rien ne se décide que d'après son consentement : ainsi c'est directement sur sa majesté que porte toute la diatribe que vous vous êtes permise contre le duc d'Aiguillon. »

Il se tut, et déjà ses deux collègues jouissaient de la confusion de Dumouriez, qui, sans même les regarder, s'adresse sur-le-champ au greffier, et répond : « J'ai appris du roi lui-même à distinguer sa personne sacrée de celle de ses ministres, et à mettre sur leur propre compte leur bonne ou mauvaise administration : car, depuis dix-sept ans que je suis au service, sa majesté a disgracié ou renvoyé vingt-six ministres. » M. de Villevaux voulut se jeter dans une dissertation. Dumouriez lui répondit vivement : « Eh! monsieur, taisez-vous. Vous interrompez toujours les séances par vos sophismes. Nous ne sommes pas ici sur les bancs de logique. Vous n'avez rien à ajouter à l'espèce de question de M. de Sartines, ni moi à ma réponse. » Alors, entraîné par un mouvement rapide, il s'étendit avec attendrissement sur son dévouement à la patrie et sur son respect pour le roi. Les larmes vinrent aux yeux de MM. de Sartines, Marville et Beaumont : lui-même était fort ému; et cette séance, qui était apprêtée pour lui faire peur, se termina par des éloges, car le reste de la conversation n'eut rien d'intéressant, et il n'y eut que cela d'écrit.

Ce procès, en se développant, devenait de moins en moins dangereux; ce n'était plus qu'une intrigue de cour, qui devait ou renverser d'Aiguillon si le parti du prince de Condé était

assez fort pour soutenir Monteynard, ou finir par le sacrifice de Monteynard si l'obsession de la du Barry continuait à dominer Louis XV. Dumouriez, dans ce dernier cas, s'attendait à être victime; mais comme ces intrigues n'ont jamais été accompagnées de cruauté, il ne craignait ni pour sa vie ni pour son honneur. Il était jeune, il prévoyait une vexation passagère, contre laquelle il s'armait de la philosophie et de ses études. Tôt ou tard il devait sortir de prison, et ne pouvait par la suite qu'y gagner. Aussi n'éprouvait-il ni inquiétude ni ennui. Il ne ressentait que quelques tourments passagers que lui donnait la force de sa complexion; mais n'ayant alors aucun attachement fixe, ce n'étaient que des désirs vagues que la lecture faisait passer très-vite. Ce temps de sa vie n'a point du tout été malheureux; il s'est écoulé très-rapidement.

Il y avait près de deux mois qu'il était prisonnier, lorsqu'il subit son quatrième et dernier interrogatoire. Les commissaires firent une récapitulation légère du peu qui avait été dit dans les précédents. Ensuite Marville lui annonça que Favier et Ségur étaient à la Bastille, et que le comte de Broglie était exilé. Il joua l'étonné, pour ne pas trahir son ami Jumilhac. Marville lui dit ensuite : « Quelle liaison avez-vous avec le comte de Broglie? — Celle qu'un colonel peut avoir avec un général d'un grand mérite, frère d'un maréchal de France célèbre par ses victoires. — Quelle liaison avec Favier et Ségur? — Très-ancienne. J'ai cherché à profiter des lumières du premier depuis longtemps, pour m'instruire dans la politique. J'ai connu le second en Espagne; c'est un brave homme, il a été mon aide de camp en Pologne, et il est revenu à Paris avec moi. — Connaissez-vous une certaine comtesse de Barneval? — Point du tout; je ne l'ai vue qu'une fois, mais je sais que c'est une vieille amie de Ségur. — Étiez-vous en relation avec ces personnes? — Jamais avec cette dame, très-peu avec Favier, davantage avec Ségur, qui était chargé de mes affaires d'intérêt à Paris. — Eh bien, monsieur, voyez l'affreuse correspondance que vous aviez avec lui. — Sont-ce des lettres de moi? — Non, mais ce sont les siennes qu'on a interceptées. — En ce cas, je ne les ai jamais reçues. Permettez-vous que je les lise? — Oui. »

Il les lit froidement, et dit : « Ces lettres sont très-imprudentes ; elles ressemblent à l'écriture de Ségur, mais on peut les avoir supposées. — Il les a avouées. — Tant pis ; mais qu'est-ce que cela a de commun avec moi ? — Comment, monsieur, vous ne trouvez pas qu'un homme à qui on peut écrire de pareilles lettres doit être au moins soupçonné de manquer de respect pour le roi ? — Non, monsieur ; mais je trouve que vous-même manquez de respect pour sa majesté, en vous permettant un pareil interrogatoire qui blesse sa dignité. Respectons ses goûts, ses plaisirs, les secrets de son intérieur : je m'oppose à ce qu'on écrive de pareilles imprudences ; et si vous persistez, je trouverai moyen de lui faire passer ma réclamation. Au commencement de la commission, vous aviez l'air de pouvoir me trouver des crimes d'État ; n'y pouvant point parvenir, on veut m'attaquer par des ordures, et on veut compromettre le roi. Si on écrit un mot de ces sottises, je vais faire une protestation dont on se souviendra. »

Il n'y avait encore rien d'écrit. Marville, après un moment de réflexion, lui dit : « Monsieur, vous avez raison, vous êtes un homme parfaitement intéressant, et un bon serviteur du roi. Notre mission est finie. Favier, avec beaucoup d'esprit, a été faible un moment. Ségur est un fou enragé que je vous exhorte à éloigner de vous. » Il avait raison ; Ségur avait vomi cent horreurs, et c'est à la bonté de Louis XV qu'il a dû sa liberté. Cet homme atrabilaire est allé en 1789 se procurer une mort funeste en Espagne, par des pamphlets et des propos contre la cour de Madrid. Alors Dumouriez avait depuis longtemps suivi le conseil de Marville, et avait cessé de le voir.

Telle est la fin du procès de la Bastille. Les commissaires se séparèrent de lui avec beaucoup de compliments. Mais Marville lui en réservait un fâcheux. « Vous avez du courage, lui dit-il d'un ton goguenard très-déplacé : je ne vous cacherai pas que M. de Monteynard vient d'être disgracié ; que le duc d'Aiguillon est plus puissant que jamais ; qu'il réunit aux affaires étrangères le département de la guerre, que vous voilà sous sa coupe : ainsi prenez votre parti, et attendez-vous à rester en prison au moins dix ans. » Dumouriez lui répondit : « Monsieur de Mar-

ville, vous avez sûrement lu les fables de la Fontaine : rappelez-vous celle de l'empereur, du charlatan et de l'âne. Dans dix ans la moitié de vous autres ne sera pas en vie, bien loin d'être en place. Vous avez plus de soixante-dix ans; avis au lecteur. » Marville l'embrassa, et dit : « Il est toujours le même jusqu'à la fin. »

Remonté chez lui, il fit des réflexions fort tristes sur cette nouvelle. Mais comme elle était depuis longtemps une des hypothèses de son calcul, il ne s'occupa que des moyens d'adoucir sa prison, qu'il jugeait devoir être très-longue. Il était sûr de l'amitié de Jumilhac, qui ne changea point de conduite. Il doutait davantage de Sartines, en quoi il avait grand tort, car il lui a rendu les services les plus réels jusqu'à la fin. Il s'occupa des moyens de réussir dans deux projets qui lui tenaient fort à cœur : l'un, de changer de chambre pour être mieux logé; l'autre, d'avoir ses domestiques avec lui : il y avait souvent pensé auparavant, mais l'espoir d'être bientôt libre l'avait fait toujours retarder ses sollicitations.

Il en parla à son ami Jumilhac, qui lui dit qu'il ne pouvait rien prendre sur lui, et qui le renvoya à Sartines. Celui-ci lui dit que, pour pouvoir faire ce changement, il lui fallait une autorisation du ministre de Paris. Ce ministre était Saint-Florentin, duc de la Vrillière, le plus vil et le plus permanent des ministres de Louis XV, oncle de d'Aiguillon, dont par conséquent il n'avait rien à espérer. Il dit à M. de Sartines en riant : « Mais ma chambre est bien vieille : s'il y arrivait quelque accident qui la rendît inhabitable, que feriez-vous? — En ce cas, vous changeriez de chambre tout de suite; et comme cela n'est pas dangereux, je m'engage à vous donner le meilleur appartement de la Bastille. — Voulez-vous bien, en vous en allant, en donner l'ordre à M. de Jumilhac? — Volontiers. — Me le promettez-vous? — Je vous en donne ma parole. »

Il s'occupa aussitôt d'un projet très-extraordinaire; ce fut de débâtir sa chambre. Les murailles étaient trop épaisses pour imaginer de les entamer, surtout n'ayant aucun outil de fer. Les portes étaient garnies de barres et de lames de fer, il eût été au-dessus de ses forces de les rompre; il ne voulait pas d'ailleurs

avoir l'air d'un homme qui cherche à fuir. Il avait remarqué que l'âtre de la cheminée, sur lequel posait son feu, était incliné. Cet âtre était composé de deux grosses pierres, se joignant ensemble par le centre sur une poutre que l'extrême chaleur avait fait charbonner, ce qui occasionnait un baissement. Il réfléchit que dans cette partie affaissée il devait y avoir un vide.

Un matin, ou plutôt une nuit, car il n'était que deux heures, il leva les carreaux de son plancher attenant à l'âtre : il vit la poutre, il reconnut avec joie qu'il ne s'était pas trompé dans sa conjecture; il dérangea son feu, se fit un bélier d'une bûche, déplaça les gravois sur lesquels portaient les deux pierres, fit un trou, le vida avec ses mains, et, à coups redoublés, il parvint à enfoncer le plafond de la chambre au-dessous de lui.

Ce travail ne dura guère plus de quatre heures, mais lui procura un spectacle effrayant. C'était un homme d'environ cinquante ans, nu comme la main, avec une barbe grise très-longue, des cheveux hérissés, qui, hurlant comme un enragé, lui lançait par le trou les gravois qu'il avait fait tomber. Il voulut parler à ce malheureux; il était fou. Il a su depuis qu'il se nommait Eustache Farcy, gentilhomme picard, capitaine au régiment de Piémont, enfermé alors depuis vingt-deux ans à la Bastille, pour avoir fait ou colporté une chanson contre la Pompadour.

Il acheva de jeter les deux grosses pierres et les gravois, se lava les mains le mieux qu'il put, car il avait les doigts déchirés et tout sanglants, et cria à la sentinelle externe, par sa fenêtre, d'avertir le porte-clefs. On arriva. Alors il dit que sa cheminée venait de tomber sur son voisin le fou. On le mena à l'état-major; le gouverneur y vint, il lui raconta avec une grande apparence de naïveté l'accident qui était arrivé; il l'attribua à ce que la poutre, calcinée depuis le long temps qu'elle supportait le feu, n'avait pas pu soutenir davantage le poids des deux grosses pierres. Jumilhac répondit sur le même ton, dit qu'il fallait envoyer des maçons dans cette chambre, et ordonna qu'il fût logé dans la chambre de la chapelle. Pendant qu'on arrangeait cette chambre pour le recevoir, resté seul avec son ami, il lui montra ses doigts, et lui avoua son espièglerie. Cet

excellent homme l'embrasse, et lui dit très-agréablement : « Mon enfant, je serai toujours votre complice, pourvu que je sois votre confident. » Ce nouvel appartement avait une antichambre. C'était une fort belle chambre de vingt-six pieds de long sur dix-huit de large, avec une fort bonne cheminée. Il n'y avait qu'une fenêtre, ce qui la rendait obscure. Auprès de la cheminée était un excellent lit, très-propre, qu'on avait fait faire pour une demoiselle Tiercelin, maîtresse de Louis XV, qui y avait passé un mois, pour avoir eu trop d'ambition. Le major, en y installant Dumouriez, lui dit, pour lui montrer son érudition, et peut-être un peu pour le mater : « Monsieur le colonel, c'est la plus belle chambre du château ; mais elle porte malheur. Le connétable Saint-Pol, le maréchal de Biron, le chevalier de Rohan et le général Lally, qui l'ont habitée, ont porté leur tête sur l'échafaud. » Il lui répondit, en lui riant au nez : « Monsieur le major, j'espère que vous ne croyez pas me faire peur? » Depuis lors il a toujours été ami avec ce major, nommé Chevalier ; deux ans après, il lui fit obtenir une augmentation de 400 livres sur une pension de 600 qu'il avait.

Il y trouva beaucoup moins d'inscriptions que dans la troisième liberté. Il y avait quelques pensées, et très-fortes, du fameux la Bourdonnaye, quelques sentences anglaises de l'infortuné Lally, et des paraphrases de psaumes de M. de la Chalotais [1]. Il y trouva aussi le nom d'un duc de Courlande (Charles de Biren, qui y avait été quelque temps avant lui. Ce fut sous

[1] Tout le monde connaît les détails du procès de l'infortuné Lally, et sa fin tragique. Le récit le plus circonstancié de cette déplorable affaire se trouve dans les œuvres complètes de Voltaire, et dans le touchant article que le fils de la victime a consacré à sa mémoire. (*Voyez* la *Biographie de Michaud.*) On ne connaît pas moins généralement l'histoire de M. de la Chalotais, qui fut puni de son intrépide courage à combattre les jésuites, et à soutenir les droits du parlement de Rennes. Accusé, par les ennemis de son noble caractère, d'avoir écrit une lettre injurieuse à Louis XV, cet éloquent et vertueux magistrat languit longtemps dans les prisons d'État. Ce fut dans l'une de ces prisons qu'il écrivit, avec un cure-dent, de l'encre composée d'eau, de suie, de vinaigre et de sucre, sur des papiers d'enveloppe de sucre et de chocolat, un mémoire à jamais célèbre, dont Voltaire a fait l'éloge dans ces termes remarquables : « J'ai reçu le mémoire de l'infortuné la Chalotais. Malheur à toute âme sensible qui ne sent pas le frémissement de la fièvre en le lisant! Son cure-dent grave pour l'immortalité! Les Parisiens sont des lâches; ils gémissent, soupent, et oublient tout. » La Chalotais ne fut rendu à la liberté que pour subir un exil qui ne finit qu'à la mort de Louis XV. Il reprit ses fonctions au parlement de Rennes, et mourut lui-même en 1785. Son fils a péri sous le régime de la terreur.
(*Note de l'éditeur.*)

une des paraphrases de la Chalotais que Dumouriez grava ces quatre vers :

N'adresse point au ciel une plainte importune ;
Et, quel que soit le cours de ton sort incertain,
Apprends de moi que l'infortune
Est le creuset du genre humain.

En 1786, le comte d'Artois, étant à Cherbourg, a copié dans son porte-feuille ce distique, dont on peut s'appliquer le but moral même ailleurs qu'en prison, dans les calamités méritées, ou non méritées, qui accablent notre chétive existence. Si ces Mémoires tombent sous sa main, il pourra se rappeler ce distique. A l'époque où il l'a reçu, il était bien loin d'imaginer qu'il pourrait un jour s'en faire à lui-même l'application.

Dumouriez fut tout consolé dès qu'il se vit en possession de cette chambre commode et chaude, ayant un privé en dehors, et pouvant être tenue propre. Elle ne ressemblait point à une prison. Les doubles portes de fer étaient dans l'antichambre, et une simple porte de bois fermait sa chambre : il pouvait même l'ouvrir pour allonger sa promenade. Son nouveau geôlier, ancien domestique de Jumilhac, était un homme doux, poli et causeur, qui lui raconta les anecdotes de tous ceux qui avaient habité cette chambre, depuis quinze ans qu'il était porte-clefs de la tour de la chapelle.

Le prédécesseur de Dumouriez était un jeune homme qu'on avait fait moine par force ; qui, ayant protesté contre ses vœux pour rentrer dans sa succession et pour épouser une jeune personne qu'il aimait, avait passé deux ans à la Bastille, d'abord dans les cachots, ensuite dans cette chambre, où il avait composé des Mémoires très-attendrissants qui lui avaient valu sa liberté : il en avait donné un exemplaire à son bon geôlier ; Dumouriez les lut avec bien de l'intérêt. Ce pauvre malheureux avait été un an et demi sans plumes ni encre.

Cela fit imaginer à Dumouriez de n'en pas laisser manquer ses malheureux successeurs. Il y avait aux quatre coins de la chambre quatre colonnes qui s'élevaient jusqu'au plafond, qui n'avait pas plus de neuf pieds de hauteur. Chaque colonne était

surmontée d'une figure de sphinx. Il grimpa sur des tables et des chaises, et il porta sur le dos de ces quatre sphinx, qui laissaient un vide, des écailles d'huîtres pleines d'encre, des rouleaux de papier blanc, et des plumes taillées. Il s'est toute sa vie félicité d'avoir eu cette idée bienfaisante.

M. de Sartines vint le voir dans cet appartement, et rit de bon cœur du tour qu'il avait joué pour se le procurer. Enfin, quelques jours après son installation, il obtint d'être réuni à ses deux domestiques, qui avaient aussi vécu séparément et été traités assez mal, quoiqu'il n'eût cessé de les recommander. On les avait interrogés sur la conduite de leur maître à Hambourg. Le valet de chambre avait répondu par les plus grands éloges. Le postillon les avait fait rire en leur racontant ses propres fredaines, le cabaret, les filles, le jeu, et se plaignant de la vie très-différente qu'on lui faisait mener. La réunion de ces trois personnes fut très-tendre, la prison les rendait égaux: il les reçut comme deux amis qui lui arrivaient. On fit deux appartements de la grande chambre, en la séparant avec un drap; et les deux domestiques couchèrent dans un lit que l'on tendit. De ce moment la table fut commune, et ces pauvres malheureux, qui avaient jeûné, s'en trouvèrent très-bien.

Il avait pris l'habitude de se faire apporter à la fois son dîner et son souper tous les jours, entre trois et quatre heures. Son valet de chambre, qui était bon cuisinier, faisait des ragoûts. On était fort bien nourri à la Bastille; il y avait toujours cinq plats pour le dîner, trois pour le souper, sans le dessert, ce qui, servi en ambigu, paraissait magnifique.

Il ne goûta pas longtemps le plaisir pur d'avoir quelqu'un avec qui causer et rire; souvent ses deux compagnons lui furent à charge. Le valet de chambre était mélancolique, et il était obligé d'avoir la complaisance de se distraire de ses études pour amuser ces deux hommes; il leur apprit plusieurs jeux de cartes, il enseigna même les échecs à son valet de chambre. Il leur lisait une heure le matin, deux heures le soir, des romans, et surtout des voyages. Il se promenait avec eux; mais, en tout, il était moins heureux alors que quand il avait été seul; leurs regrets le faisaient souvenir qu'il était en prison, et que leur société était forcée. En

général, pour supporter la solitude, il faut avoir du caractère, une éducation et un état analogues. Les navigateurs connaissent cet ennui d'une réunion contrainte, et dans les longs voyages ils finissent presque toujours par se trouver mutuellement à charge. Cependant l'attachement de ces deux domestiques et leurs soins pour leur maître n'ont pas varié un moment. Ils avaient fait avec lui la guerre de Corse et de Pologne ; ils étaient fidèles et braves, et, sans son mariage, il les aurait conservés toute sa vie.

Il resta huit jours dans son lit, perclus d'une attaque de sciatique provenant du passage d'une vie très-active à une vie trop sédentaire, et de la privation des plaisirs à un âge où ils sont un besoin. Leurs soins le soulagèrent, et il fut fort heureux de n'avoir pas été attaqué de cette infirmité dans sa mauvaise chambre, et lorsqu'il était seul.

Depuis leur réunion il avait changé l'heure de sa promenade ; il l'avait mise à midi. Les prisonniers remarquent tout et profitent de tout. Jusqu'alors, uniquement occupé de son procès et de ses lectures, il n'avait eu aucune curiosité sur ce qui se passait dans la maison. Il devint plus curieux.

On était en hiver, et tous les samedis on apportait, au pied de chaque tour, autant de tas de bois qu'il y avait de chambres occupées. Par ses observations à cet égard, il calculait combien il avait dans chaque tour de compagnons d'infortune. Tous les jours, à l'heure de midi, on mettait aussi, au pied de chaque escalier, autant de paniers contenant des plats qu'il y avait de prisonniers. Ils étaient alors peu nombreux, car il n'y en a jamais eu de son temps plus de dix-neuf, et pendant plusieurs jours ils n'ont été que sept. Ainsi cette terrible Bastille, au moins à cette époque, n'engloutissait pas autant de malheureux qu'on le croyait. Depuis que les jacobins s'en mêlent, malgré les exécutions continuelles, les cachots de Paris contiennent toujours entre trois, quatre et cinq mille infortunés, dont la vie ne tient qu'à un fil.

Ses domestiques lui firent faire une autre remarque importante. Les personnages marquants étaient servis en faïence, les autres en étain. Ces premières découvertes, qu'il n'aurait jamais faites tout seul, le conduisirent au projet d'ouvrir une correspon-

dance avec Favier; car pour Ségur, les commissaires et Jumilhac même l'en avaient dégoûté : il était fâché de savoir qu'il souffrait pour lui, mais il ne voulait pas se compromettre avec cet homme dangereux. Il fut aidé dans son projet par une circonstance heureuse. Il vit un jour un porte-clefs chargé d'un sac assez gros, pour la tour *de la Bertaudière;* il lui demanda ce qu'il y avait dans ce sac : « Des lentilles, dit le porte-clefs.— Il faut que votre prisonnier aime furieusement les lentilles. — Il en mange à tous ses repas. » Il savait que Favier aimait beaucoup ce légume; il ne douta pas qu'il ne fût dans cette tour.

Le lendemain, il tailla avec un morceau de verre cassé un charbon, dont il fit un crayon. Il y avait trois tas de bûches au pied de la tour ; il écrivit en anglais sur le côté scié d'une bûche : *Je suis dans la chambre de la chapelle. Réponds-moi.* Il fut huit jours sans réponse. Enfin, sur son tas de bûches, il trouva une réponse en anglais. Alors il écrivit dans un petit billet son premier interrogatoire et sa première réponse, et le mit dans la fente d'une bûche. Favier (car c'était lui) répondit de même, et ils s'instruisirent mutuellement.

Il apprit de lui qu'on avait cherché à lui faire avouer qu'il était l'auteur de la correspondance du comte de Broglie avec le roi ; qu'ils s'étaient servis ensemble de Dumouriez pour engager Monteynard à l'envoyer d'abord en Suède , ensuite en Prusse, dans l'espoir de faire engager une guerre: que, malgré sa brouillerie connue avec le duc de Choiseul , on l'avait accusé d'avoir passé trois jours incognito à Chanteloup , en allant l'été précédent aux Ormes, chez M. de Voyer, et à Ruffec, chez le comte de Broglie : qu'on l'avait accusé d'être l'auteur d'une chanson contre la du Barry, et de l'avoir faite chez mademoiselle Legrand; qu'elle avait été aussi sur le point d'être mise à la Bastille, et qu'on l'avait interrogée chez elle; qu'il avait prouvé, par le temps où la chanson avait été faite, qu'il n'avait pas pu en être l'auteur ; que, dans le cours de ses interrogatoires, Marville lui avait dit qu'on avait reconnu son innocence sur le fait de la chanson; qu'on en avait découvert et puni l'auteur.

Ainsi le procès qu'on avait fait à Favier n'était pas plus grave, ne portait pas sur des faits mieux prouvés. D'Aiguillon avait es-

péré trouver le fil d'une grande intrigue qui n'existait pas. Mais il avait tiré un très-grand parti de cette affaire, puisqu'il avait forcé Louis XV, qui ne l'aimait ni ne l'estimait, à chasser Monteynard dont il respectait la probité, et à lui donner le ministère de la guerre, ce qui l'élevait au même rang de pouvoir que le duc de Choiseul, qu'il avait eu le plaisir d'abattre. Il n'était pas cependant entièrement satisfait, parce que son âme haineuse et son ambition lui avaient fait désirer d'exercer des vengeances *cardinales,* et de remplir le même rôle que son grand-oncle. Il fallut qu'il se contentât de tromper son maître, ne pouvant pas le dominer.

Dumouriez employa le temps de la Bastille à se fortifier dans tout ce qu'il avait appris. Il y fit un ouvrage assez étendu sur la guerre, intitulé *Principes militaires ;* un *Traité des légions,* avec l'emploi et le mélange des armes ; et une tactique adaptée à ce genre de troupes. Il entreprit un autre ouvrage très-étendu, qui, cependant, n'était qu'un discours préliminaire. Il avait un jour lu dans le dictionnaire de Bayle, à l'article Perrot d'Ablancourt, que cet excellent traducteur, aimant passionnément la lecture des voyages, avait entrepris, sur la fin de sa vie, de faire un traité sur les voyages. Bayle regrettait cet ouvrage.

Dumouriez, à qui sa prison donnait un goût presque désordonné pour ce genre de lecture, se fit le plan d'un grand ouvrage moral : c'était de prendre par siècle la lecture des voyageurs sur chaque pays, par exemple, la Chine ; de comparer le génie, la progression des arts de chaque siècle, tant de la nation chez laquelle se fait le voyage, que de la patrie du voyageur. Il fallait pour cela extraire chaque voyageur avec soin, et les comparer entre eux. Il fallait être à la Bastille pour entreprendre un pareil ouvrage, auquel il donna pour titre : *Essai philosophique sur les voyages.* Il fit aussi un *Mémoire politique et commercial sur Hambourg et la basse Saxe*, et une traduction en vers français du vingt-cinquième chant du *Morgante Maggiore.*

Il ne s'ennuyait pas, mais il voulait être libre, et il remettait tous les quinze jours à M de Sartines une lettre pour le roi,

dans laquelle il le suppliait, le procès étant instruit, de lui faire donner des juges, pour que son sort fût décidé légalement. Enfin, un jour, le roi prit le parti d'ordonner au duc d'Aiguillon de faire le rapport de cette affaire au conseil ; il lui dit en même temps : « Ils ne sont pas coupables ; il y a trop longtemps qu'ils souf- « frent. » D'Aiguillon, en fin courtisan, sentit ce que cela voulait dire. Il fit un rapport fort doux, Dumouriez l'a eu entre les mains ; il dit à son article que c'est un bon officier, mais d'une activité trop pétulante, frondeur insubordonné et dangereux ; il opina à ce qu'il fût exilé hors de Paris pour trois mois, parce qu'il y connaissait trop de monde, et que sa réunion avec sa société parisienne occasionnerait encore de nouvelles tracasseries. Le prince de Soubise prit la défense de Dumouriez, et rendit témoignage de ses bons services dans la guerre de sept ans. Le roi dit : « Je sais que c'est un bon officier, et je veux qu'il conserve son état et son traitement. » Le duc d'Aiguillon assura que, bien loin d'avoir de la rancune contre lui, il proposerait à sa majesté de l'employer convenablement au bout de trois mois. Il eût été bien plus noble à lui de le proposer tout de suite.

On délibéra ensuite sur le lieu de l'exil. Le roi dit : « Qu'on le mette au château de Caen ; c'est une bonne ville, il aura la Normandie pour prison. » On mit Favier au château de Doulens ; Ségur fut dans un fort dans les Pyrénées ; et le comte de Broglie resta à Ruffec.

Telle fut la fin de la grande affaire de la Bastille, qui n'était qu'une intrigue niaise de cour, où Dumouriez a joué le rôle du page de Louis XIV, qu'on fouettait pour corriger son maître. Il n'y avait dans cette affaire ni conjuration, ni secret, ni mystère. S'il y a eu quelque intrigue à Paris, Dumouriez, qui était à deux cents lieues, l'a ignorée. Sa mission était simple ; son séjour à Hambourg n'a été occasionné que par la pacifique terminaison de la révolution de Suède. Son projet du voyage de Prusse était un désir naturel de voir de près un roi qu'il admirait sous tous les rapports. Il n'avait aucune correspondance avec le comte de Broglie et avec Favier, qui même ignorait sa mission. Le comte de Broglie et Monteynard étaient brouillés ensemble. Le comte

de Broglie et Favier étaient brouillés avec le duc de Choiseul : Dumouriez, de son côté, n'avait conservé aucune relation avec ce grand ministre, quoiqu'il lui fût très-attaché.

C'est ainsi que le public est trompé souvent sur l'importance des affaires des cours; c'est ainsi que se passent souvent les journées destinées à régir les empires, dans des tracasseries de *femmelettes*, dont on fait des monstres aux rois, qu'on cherche toujours à tromper et quelquefois à effrayer. Les rois ont une manière sûre pour juger ces procès, et n'être pas dupes de leurs entours : c'est de calculer l'intérêt personnel de l'accusateur et les talents de l'accusé. Si ce dernier a du mérite, il y a tout à présumer que l'accusateur veut élever un mur de calomnie entre lui et son maître, de peur que ce mérite ne l'écrase. Peu de rois prennent ce moyen pour connaître la vérité. L'homme sage se défend quand il est accusé; mais ensuite il fuit le séjour du mensonge, et les malheureux monarques en restent enveloppés. On murmure contre eux, on a tort. Ils ont la faiblesse attachée à l'humanité; et le prisme au travers duquel on leur présente les hommes et les choses ne les leur montre qu'avec de fausses couleurs.

CHAPITRE II.

Château de Caen. — Mariage.

Il y avait six mois moins deux ou trois jours que Dumouriez vivait dans cette retraite, lorsque M. de Sartines vint lui annoncer sa sortie de la Bastille pour aller au château de Caen. Cela ne lui fit aucun plaisir; il trouvait Louis XV bien faible et un bien mauvais appui pour ceux qu'il estimait et protégeait, puisque toute la grâce qu'il lui procurait était un changement de prison. Il ne communiqua point cette réflexion à M. de Sartines, qu'il remercia très-affectueusement. Il passa une grande partie de la journée avec le gouverneur, que très-réellement il regrettait, et à qui il a depuis marqué sa reconnaissance tout le temps qu'il a vécu. Il écrivit au bas de chaque colonne : *Cherchez le mot*

de l'énigme tout en haut. Il laissa sur le dos d'un des sphinx une petite instruction sur la manière d'écrire sur les bûches. Il récompensa ses porte-clefs ; il fit aussi une petite gratification à quelques-uns de ses amis invalides. En lui rendant ses effets, on exigea de lui la signature d'un serment par lequel il s'engageait à ne jamais rien révéler de ce qu'il avait vu ou éprouvé à la Bastille ; il le regarda comme une formule qui ne l'engageait à rien. M. de Sartines, soit de lui-même, soit par ordre, avait permis qu'il emportât ses papiers sans être visités.

Un exempt de police vint le lendemain le chercher de très-bonne heure, et eut l'honnêteté de lui remettre ses armes. Cet homme se nommait Maret, et était très-aimable. Il n'avait avec lui qu'un seul domestique ou archer déguisé. Ils prirent la route de Caen, où ils arrivèrent le troisième jour, à sept heures du matin. Le commandant du château, nommé le chevalier de Canchy, avait été prévenu ; et à midi l'appartement qu'il lui destinait était préparé dans sa propre maison. Il consistait en plusieurs chambres fort propres, avec un très-joli jardin particulier. Il fit prix avec lui pour sa nourriture et celle de ses gens, à deux cent cinquante livres par mois. Cette pension était plus considérable que les appointements de ce major, qui était un excellent homme.

Il se trouva là comme à la campagne : le château était spacieux, en bon air, bien planté, et il y avait bonne compagnie. Il s'y est lié pour la vie avec une femme infiniment aimable, la vicomtesse de Mathan, qui tenait une grande maison. Il n'était point gêné, et sortait quand il voulait du château pour aller en ville ou à la campagne ; il aurait peu profité de cette liberté, trouvant dans son château plus de ressources qu'il ne lui en fallait, s'il n'avait eu sa cousine dans la même ville. On a raison de dire que les actions qui décident de notre vie sont écrites d'avance dans le livre des destins.

Depuis douze ans ces deux personnes étaient séparées, sans pouvoir imaginer qu'elles se reverraient jamais. Mademoiselle de Broissy avait pris le voile ; ensuite, forcée par sa mauvaise santé à renoncer à un état trop rigoureux, elle s'était retirée dans un couvent nommé *les Repenties*, où elle vivait dans la pratique et

avec la célébrité de la plus haute dévotion. Après avoir refusé deux fois les sollicitations de son cousin, elle frémit en apprenant qu'une lettre de cachet l'amenait au château de Caen; mais, regardant cette circonstance comme une épreuve que Dieu lui envoyait, elle s'arma de toute la force de la religion pour se défendre contre une ancienne passion qu'elle croyait cependant bien éteinte, et le bataillon des ex-jésuites et des dévotes vint l'entourer pour soutenir son courage.

De son côté, il ne pensait qu'avec répugnance à la nécessité de revoir une parente aussi dévote, qu'il avait tendrement aimée, mais dont il s'était entièrement détaché sur ses propres instances. Il jugeait que dans une ville de province, où sa cousine avait acquis dans son genre autant de célébrité que lui, tout le monde aurait les yeux fixés sur leur conduite, et qu'ils deviendraient le sujet de toutes les conversations. Il maudissait le choix qu'on avait fait précisément du château de Caen, sur tous ceux du royaume, pour le jeter dans cet embarras. On avait fait courir le bruit dans le pays que la haute dévotion de sa cousine et toutes ses maladies n'étaient provenues que du désespoir d'avoir été abandonnée. S'il ne la voyait pas, il devenait un monstre, surtout aux yeux des femmes. D'ailleurs, pourquoi ne pas la voir? Il n'en était plus amoureux, elle était sa cousine germaine, elle avait réellement souffert pour lui. Ces pensées et beaucoup d'autres l'agitèrent pendant trois jours, sans qu'il pût rien résoudre.

Le quatrième, après l'avoir fait prévenir, il arriva chez elle à dix heures du matin; elle était seule. En s'abordant, ils tremblèrent comme deux criminels; il ne put que lui dire : « Oh! comme tu es changée! mais je t'aime toujours; » et il se jeta dans ses bras. Effectivement, il ne retrouvait plus la même figure. La petite vérole avait grossi tous ses traits; elle avait trente ans, et elle était d'une maigreur effrayante. Après s'être un peu calmés, ils raisonnèrent sur leur position mutuelle, et convinrent de se voir rarement. Jamais on ne s'est fait de protestations d'amitié plus réelle en arrangeant tous les moyens de vivre peu ensemble, et surtout de se peu fréquenter. Se trouvant soulagés par cette délibération unanime, ils reprirent leur ancienne familia-

rité ; il dîna avec elle et une de ses amies, et il retourna au château, bien content de ce qui avait été décidé.

La légion de Lorraine, à laquelle il était attaché, était en quartier à Falaise. Le corps des officiers vint lui faire visite, conduit par le comte de Viomesnil, colonel; Cadignan, colonel en second; Choisy, lieutenant colonel, qui était revenu de Pologne avec le cordon rouge et le grade de brigadier ; et Villeraux, major. Viomesnil lui amenait des chevaux, et l'engagea à joindre la légion à Falaise, pour passer quelque temps avec eux. Le chevalier de Canchy ne s'y opposa point, et il partit, très-content de s'éloigner de sa cousine. Il passa huit jours avec ses camarades; le capitaine Montigny, qu'il avait fait attacher à ce corps pour y établir son *instruction des troupes légères*, y réussissait fort bien. Il eut le plaisir de voir son système adopté, sur lequel il fit faire des simulacres raisonnés de petite guerre; il y fit quelques additions, et au bout de huit jours il projetait d'en rester encore huit autres, lorsqu'il apprit que sa cousine venait de tomber malade d'une fièvre miliaire, et que cette maladie prenait une tournure fort dangereuse.

Aussitôt il retourna à Caen. Le couvent où elle vivait n'était point cloîtré. Il s'établit garde-malade auprès d'elle pendant vingt-huit jours. Il entrait dans sa chambre tous les jours à sept heures du matin, et n'en sortait qu'à huit heures du soir; elle ne prenait rien que de sa main. Il avait conjecturé (ce qui était vrai), que cette maladie, dont cependant elle avait le germe, l'ayant déjà eue sept fois, et cette maladie étant épidémique à Caen, lui était occasionnée par la révolution que leur réunion avait produite sur cette âme sensible et vive, et par la violence des combats intérieurs et des efforts qu'elle faisait pour se vaincre. Il n'était plus amoureux, mais une estime très-tendre avait remplacé cette passion fougueuse. Il prit la résolution de terminer par le mariage cet état pénible pour tous deux. Il ne lui restait plus que mille livres de rente de son patrimoine, qui, joint à six mille livres de traitement, ne lui faisaient que sept mille francs. Elle n'avait que douze cent cinquante livres de rente; mais sa mère étant âgée, ils avaient l'espoir d'au moins sept à huit mille livres de rente de sa succession. Il attendit sa

convalescence, et alors, à force de raisonnements, il obtint d'elle son consentement. Il fut obligé de devenir théologien et casuiste, et de disputer avec les principaux docteurs de Caen, pour lever les scrupules de sa cousine.

La baronne de Schomberg, sa sœur, lui avait donné une très-forte preuve d'amitié, en sollicitant pour lui auprès du duc d'Aiguillon, mais avec beaucoup de noblesse. Ce duc eut la bassesse de lui dire, un jour qu'elle le pressait vivement : « Madame, vous avez tort d'être si inquiète pour votre frère; il se divertit très-bien à la Bastille, il est toujours gai. » Elle lui répondit, avec beaucoup de dignité : « Eh bien, monsieur le duc, c'est une preuve qu'il n'a rien à se reprocher, et c'est un motif pour vous de vous montrer juste, en lui rendant la liberté. » Cette noble franchise l'avait brouillée avec ce ministre tout-puissant; et Dumouriez cite avec plaisir ce trait de madame de Schomberg, pour laisser subsister sa reconnaissance après lui. Son autre sœur, abbesse de Fervacques, résidait à Saint-Quentin, ville très-agréable : aimant passionnément son frère, dès qu'elle eut appris la résolution qu'il avait prise d'épouser sa cousine, elle l'engagea à venir demeurer en cette ville, et fit meubler une fort belle maison pour le recevoir.

L'assiduité de ses soins pour mademoiselle de Broissy fut le sujet de toutes les conversations de la ville; tout le monde le loua et y prit intérêt, surtout sa bonne amie madame de Mathan. Il ne voulut pas permettre qu'elle passât sa convalescence dans une chambre mal aérée, dont tous les meubles étaient imprégnés des miasmes de sa dangereuse maladie. Il lui loua un appartement à la campagne, à une lieue et demie de Caen, et il l'y établit avec une vieille dame pensionnaire du même couvent; il leur donna son valet de chambre pour les servir. Il était bien aise aussi de la soustraire aux importunités des prêtres et des dévotes, qui ne pouvaient que troubler son repos, sans changer sa volonté; et lorsqu'il se crut près du terme de l'expiration de sa lettre de cachet, et que sa cousine eut repris ses forces, il l'envoya chez sa mère, à qui ils avaient tous deux fait part de leur résolution.

Peu de jours après le départ de sa cousine, Louis XV mourut,

et tout le ministère fut changé. Par une circonstance assez bizarre, un professeur de rhétorique de Caen, l'abbé Bérenger, fut chargé de faire le panégyrique de ce monarque ; il fallait citer quelques traits de la vie de ce prince : on lui conseilla de consulter le prisonnier du château, qui, étant homme de lettres, et ayant passé sa vie dans les affaires publiques, lui donnerait de bons renseignements. L'abbé Bérenger vint le trouver, et Dumouriez l'aida à faire en latin le panégyrique du feu roi, au nom de qui il était en prison. Cette mort lui rappela la fable de la Fontaine, qu'il avait citée à Marville, et il raconta cette anecdote à toute la société de Caen.

Dès lors, regardant sa lettre de cachet comme annulée, mais ne voulant pas recouvrer sa liberté *par bénéfice d'inventaire*, il écrivit à Louis XVI, en le suppliant de le faire remettre à la Bastille, de faire examiner les pièces de son procès, et de lui donner des juges légaux. Il écrivit dans le même sens à trois des nouveaux ministres : M. de Vergennes, ministre des affaires étrangères ; le comte depuis maréchal du Muy, de la guerre ; et de Sartines, devenu ministre de la marine. Il reçut réponse de tous les trois, que le roi nomma commissaires pour la révision de son procès. Mais on ne voulut pas le remettre à la Bastille, et encore moins porter l'affaire en justice réglée. Le comte de Maurepas, oncle de d'Aiguillon, devenu premier ministre, bien loin de vouloir réveiller ce procès ridicule, chercha à l'étouffer. On enleva du dépôt de la Bastille toutes les pièces et instructions, et tout fut supprimé.

Cette commission dura deux mois, au bout desquels il reçut ordre de se rendre à Compiègne, où était la cour : ainsi sa prison fut prolongée de six mois par cette circonstance ; et lorsqu'il partit, il avait passé six mois à la Bastille et cinq mois au château de Caen ; il avait heureusement bien employé ce temps. Arrivé à la cour, M. du Muy, dans une audience publique, lui dit que le roi était fâché de l'injuste et longue vexation qu'il avait éprouvée, et l'avait chargé de l'en dédommager en employant utilement ses talents. Dans une audience particulière, il lui donna la même déclaration par écrit. On lui en remit une seconde, qui était un extrait du rapport signé des trois ministres, qui le déchargeait

de toute accusation. Dans cette affaire, Sartines avait signé le pour et le contre : comme lieutenant de police et commissaire, il avait signé la pièce du rapport du duc d'Aiguillon, qui chargeait un peu Dumouriez ; comme ministre, il avait signé celle qui le déclarait innocent.

Il alla retrouver le lendemain le ministre, et lui demanda la permission de se marier, qu'il obtint facilement. M. du Muy était austère et très-religieux : il venait lui-même de satisfaire une ancienne inclination, en épousant mademoiselle Blancard, chanoinesse de Neuss, aussi belle que vertueuse, qui pleure encore son respectable mari, qu'elle a perdu en 1775. Il partit pour le Pont-Audemer, où était sa cousine; et, après avoir payé avec bien du regret au pape trois mille deux cents livres pour les dispenses de proche parenté, il l'épousa le 13 septembre 1774. Il fut obligé de vendre cinq mille volumes de sa bibliothèque pour les frais de son établissement; ce qui lui en restait, redevenu considérable, et tous ses manuscrits et ses papiers, sont devenus la proie des anarchistes.

Il alla s'établir à Saint-Quentin auprès de l'abbesse; mais bientôt les deux belles-sœurs ne sympathisèrent pas. Le caractère de son épouse était aigri par ses souffrances. La dévotion, quand elle est outrée et minutieuse, semblable à un vêtement trop étroit, se prête aux défauts de notre corps; elle les couvre, mais elle ne les cache pas. Il n'y avait plus assez d'analogie dans ce ménage pour qu'il fût heureux. Elle rapportait tout à Dieu, à la religion, mais surtout au culte extérieur. Il n'est ni athée, ni impie; mais tous les cultes lui semblaient des variétés d'un principe uniforme dans tout l'univers, l'adoration d'un Dieu. Il était persuadé de cette sublime sentence de Voltaire :

> Il nous juge sur nos vertus,
> Et non pas sur nos sacrifices [1].

Cette diversité de façon de penser a jeté pendant quinze ans entre eux un levain de dissension qui a fait leur malheur. Elle était intolérante, il était indifférent. Exclusive, jalouse, tou-

[1] Épître à Uranie.

jours malade, ayant eu le malheur de perdre deux enfants au moment de leur naissance, elle était devenue d'une société fâcheuse. Brouillée avec sa sœur l'abbesse, elle le força à quitter Saint-Quentin. Ils se retirèrent à la campagne, à trois lieues de Rouen. Bonne et charitable, tout ce qui l'entourait était malheureux. Elle l'a forcé à renvoyer ses vieux domestiques, et ils en ont eu près de cent vingt en quinze ans de ménage, sans pouvoir en garder un. Baptiste même, élevé dans la maison, regardé plutôt comme un fils qu'un domestique, a été sacrifié à la tranquillité, et n'est rentré avec son maître qu'après leur séparation.

Il a souffert quinze ans cet état pénible; il la gardait dans ses fréquentes maladies, il lui obéissait en tout. Il se privait de toutes les sociétés et de tous les plaisirs. Quand ses amis voulaient ou le conseiller ou le railler sur sa patience, il leur répondait : « A votre avis, Socrate était-il un sot? » Ses grands travaux, ses promenades solitaires lui faisaient supporter avec constance cette épreuve, dont il se consolait en pensant qu'elle servait à briser ce que son caractère avait de trop altier. On l'a vu pendant quinze ans le modèle des maris, et on n'a su de leurs altercations, dans le public, que ce que l'extrême vivacité de son épouse laissait échapper, qu'il tâchait ensuite de couvrir par les complaisances d'*amant*. Elle l'aimait, et l'aime encore; il rendait justice à toutes ses vertus; il se disait avec vérité que s'ils avaient été tous deux philosophes ou tous deux dévots, le bonheur aurait habité leur maison.

Dès les premiers mois de son mariage, et tous les ans, elle disait à son mari qu'elle voulait se séparer et se remettre au couvent; tous les ans il la dissuadait. Chargé d'une grande représentation, ayant quelques dettes, il ne pouvait pas partager son revenu, qui suffisait à peine à sa dépense. Il attendait la mort de sa belle-mère, voulant lui laisser la jouissance de son bien. En 1786, il lui vint une succession inattendue. La veuve de son bon oncle de Versailles, sensible à des services qu'il lui avait rendus à la mort de son mari, et pénétrée d'estime pour lui, lui laissa tout son bien. Il alla recueillir cette succession à Versailles; il chercha et trouva des parents de cette dame, auxquels

il rendit les biens-fonds, et ne garda que le mobilier, qui valait soixante mille livres en diamants, argenterie et meubles. Alors sa femme venait encore de lui proposer la séparation ; il y avait consenti ; elle allait se faire. Madame de Perry, sa belle-sœur, les raccommoda ; mais cette fois il annonça à sa femme que c'était la dernière, et que si jamais elle lui refaisait cette proposition, il l'accepterait sans retour. En 1788 elle recommença ; il tint parole, ils se séparèrent ; il lui laissa ses diamants, il partagea avec elle les meubles et l'argenterie, et lui fit une pension de cinq mille livres. Elle se retira dans un couvent de Paris au commencement de 1789.

Quand même il n'y eût pas été provoqué, la circonstance de la révolution l'eût forcé à lui faire prendre ce parti et à rompre son ménage, ayant perdu à cette époque son commandement de Cherbourg et sa pension, qui avait été portée à six mille livres en 1788. Pendant les deux premières années de la révolution, il a vécu des bienfaits d'une dame qui se dépouillait elle-même pour l'aider à payer la pension de son épouse, et qui partageait son existence avec lui. Cette dame, pleine de douceur et d'amabilité, a voulu depuis partager son infortune, et a doublé ses peines par la constance et la noblesse de ses sentiments. Il est chargé de son sort, et c'est le lien le plus fort qui l'attache à la vie.

Quant à son épouse, elle est sans contredit pleine de grandes vertus : avec l'exaltation et l'esprit de sainte Thérèse, elle était née pour la vie contemplative, et déplacée dans le monde. Il l'aime, l'estime et la respecte ; mais leurs caractères sont incompatibles. Hélas ! à l'époque où il écrit cette partie de ses Mémoires (en janvier 1794), elle est dans les prisons des anarchistes, avec sa sœur, madame de Perry ; sa belle-sœur, l'abbesse de Fervacques ; sa nièce, mademoiselle de Perry ; madame de Châteauneuf, cousine germaine de Dumouriez ; la jeune et intéressante baronne de Schomberg, femme de son neveu, mère de deux enfants en bas âge.

Français, soyez justes ! si vous trouvez Dumouriez criminel, ne vous vengez pas sur des femmes qui n'ont ni partagé ni su ses projets. La femme et la mère de Coriolan, ses fils même, étaient libres dans Rome, pendant qu'il assiégeait sa patrie à

la tête des Volsques. Dumouriez n'a jamais voulu porter les armes contre vous. Il abhorre les crimes commis par les hommes coupables qui vous égarent, mais il ne s'est jamais cru en droit de les venger sur ses concitoyens. Doublez la somme de sa proscription, condamnez sa mémoire ; mais épargnez des innocents, des femmes et des enfants, qui d'ailleurs ne sont pas sa souche directe ! O Providence, veille sur ces têtes innocentes et chéries !

CHAPITRE III.

Missions particulières (1775, 1776, 1777).

En 1775, le baron de Pirch apporta en France un projet de manœuvres prussiennes. Les Français imitent tout et outrent tout. La *prussiomanie* les dominait alors. Guibert et tous les jeunes colonels avaient été admirer le grand Frédéric, et c'était la mode de trouver la tactique française détestable. On tourmentait les troupes par des changements multipliés d'exercices et de manœuvres. On formait des officiers évolutionnaires, sans que cela conduisît à former des généraux. L'art de la guerre en grand est le talent de mouvoir des masses, et on s'éloigne de cet art quand on se livre trop à des détails minutieux.

M. du Muy avait adopté les manœuvres de Pirch; on avait formé à Paris des bataillons de modèle des gardes françaises, et trois aides majors de ce régiment furent chargés d'instruire les aides majors, et des bataillons de modèle des régiments de ligne. On ordonna un grand rassemblement de troupes dans les trois grandes garnisons de Strasbourg, Metz et Lille. L'état militaire français était alors surchargé d'un millier d'officiers généraux, et de plus de douze cents colonels réformés. Le ministre en choisit trente, qu'il distribua dans ces trois grandes garnisons, pour assister à ces manœuvres. Tous les autres colonels sans troupes furent censés ne plus tenir au service. Cette sévère réforme ne put pas résister à l'intrigue et à la protection, et, malgré son austérité, M. du Muy fut obligé de porter successivement ce nombre à plus de cent cinquante.

Dumouriez fut nommé des trente premiers. Il ne fut pas très-sensible à ce choix honorable. Il n'avait jamais commandé de régiment (ils ne se donnaient qu'aux gens de la cour), il avait même refusé un bataillon de grenadiers royaux. Il s'était destiné à l'état-major des armées, il s'était tracé une route particulière hors de la ligne commune. Il alla à Versailles, et fit ses observations à M. du Muy, lui proposant, s'il voulait lui confier les manœuvres de Pirch, de lui en envoyer sous peu de jours une analyse géométrique. Le ministre lui expliqua que ce choix avait été fait pour lui conserver son activité de colonel, et qu'il fallait qu'il allât à Lille.

Pendant le séjour qu'il fit à Paris, il y trouva une députation des états d'Artois, qui venaient porter leurs plaintes contre un projet de redresser la Lys. Ce projet était d'un maréchal de camp du génie, nommé Bouillard. Avant d'être nommé ministre de la guerre, M. du Muy était commandant en chef de la Flandre. Résidant à Lille, il avait voulu faire de cette ville le centre du commerce de cette riche province, quoiqu'elle fût située sur l'extrême frontière. Il avait cherché à attirer les manufactures à Tourcoing et à Roubaix, deux bourgs déjà très-commerçants. Les états de la province d'Artois, que ce commerce extérieur dépouillait de ses fabriques et de sa population, avaient proposé un projet de canaux passant par le centre de l'Artois jusqu'à Dunkerque, et s'étaient engagés à y employer cinq cent mille francs par an sur les fonds de la province, sans qu'il en coûtât rien au roi.

Bouillard, dans l'intervalle, avait proposé à M. du Muy le projet du redressement de la Lys jusqu'à Aire, par un canal en dehors de l'Artois. Le général, par son crédit, avait fait passer le projet de Bouillard, et on y avait ajouté une injustice: c'était de faire donner ordre aux états d'Artois de contribuer au don gratuit des cinq cent mille livres qu'ils avaient eu le malheur d'offrir, pour les employer à un projet qui allait achever de ruiner l'Artois.

Ces députés jetaient les hauts cris. Par hasard un d'entre eux, le chevalier de Ghistelle, raconta cette affaire à Dumouriez, qui alla faire de fortes représentations au ministre. M. du

Muy était plein d'intégrité. Quoiqu'il fût auteur du projet, il eut la noblesse de laisser balancer son opinion, et il le chargea d'aller examiner sur les lieux les avantages et inconvénients du projet du redressement de la Lys, et les motifs des plaintes des états d'Artois.

Il partit donc pour Lille avec le double objet de ce travail et de l'étude des manœuvres de Pirch. Le marquis de Castries commandait en Flandre, mais il partit aussitôt ; et le prince de Montbarrey fut chargé, comme inspecteur, du camp des manœuvres. Il l'avait connu à l'armée: c'était un bon officier, très-brave et très-instruit. Ils se lièrent à Lille d'une étroite amitié. Ni l'un ni l'autre ne pouvait s'attendre alors que, six mois après, Montbarrey serait ministre de la guerre.

Après avoir été examiner sur les lieux le redressement de la Lys d'une part, les canaux projetés par les états d'Artois de l'autre, il fit un mémoire, dans lequel il démontrait « que le projet du redressement de la Lys, qui, d'après le devis de Bouillard, ne devait coûter que dix millions, en coûterait plus de quarante; que la partie du canal faite entre Aire et Saint-Omer sous sa direction, dont le devis ne montait qu'à douze cent mille livres, avait déjà coûté plus de quatre millions et demi, et que c'était un ouvrage à recommencer; que militairement, en redressant la Lys, on découvrait Douay par le dessèchement des marais de Courières, qui avaient été un des principaux points de défense du maréchal de Villars dans la guerre de la succession; que politiquement on jetait tout le commerce sur la ligne extrême de la frontière, en entreprenant de rendre la Lys navigable ; qu'en plaçant le centre du commerce à Lille, qui devait n'être considérée essentiellement que comme une place d'armes, on appauvrissait et dépeuplait l'Artois, qui n'avait pas, autant que la Flandre, la ressource d'un sol très-fertile et d'une excellente culture; qu'en cas de guerre contre la maison d'Autriche, le commerce serait facilement intercepté, puisque les ennemis partageraient le cours de ce redressement : que les pays de Furnes, Courtray, Menin, désiraient que ce travail n'eût pas lieu, parce que ce redressement les inonderait, à moins qu'ils ne fissent de leur côté des digues comme

on devait en élever sur le bord français, pour assujettir la rivière, dépense qu'ils ne voulaient pas faire pour un canal qui ne servait à rien à leur commerce; qu'au contraire, en adoptant le projet de l'Artois, on vivifiait cette province, on donnait au commerce un cours assuré même en temps de guerre, parce qu'il serait à couvert par les places fortes, et par la Lys en son état naturel marécageux, qui lui servirait d'avant-fossé; et que même, en cas que les ennemis pénétrassent, on se donnerait par le canal intérieur de l'Artois une seconde ligne de défense. »

Il envoya ce mémoire à M. du Muy, qui d'abord lui répondit assez sèchement que ses raisonnements étaient plus spécieux que solides, mais qu'ils en raisonneraient ensemble. Au bout de deux mois il revint à Paris avec M. de Montbarrey; il vit plusieurs fois le ministre, malade de la pierre, et qui mourut peu après, dans l'opération. Ce vertueux ministre convint qu'il avait raison, et ordonna la suspension des travaux du redressement de la Lys. M. de Maillebois venait de lui remettre un mémoire très-bien fait sur le projet de construire un port militaire à Ambleteuse. M. du Muy le lui donna à analyser, et l'assura qu'au printemps prochain, s'il vivait encore, il le chargerait d'aller le vérifier sur les lieux. Il partit pour sa campagne, où il apprit, avec bien du chagrin, la mort de cet excellent ministre, qu'il regrettait comme citoyen, comme ayant gagné sa confiance, en contredisant avec fermeté son projet favori. Ce trait du maréchal du Muy fait l'éloge de sa probité et de son impartialité.

Pendant son séjour à Lille Dumouriez s'étant lié intimement avec M. de Montbarrey, avait appris de lui qu'il avait été renvoyé au parlement de Rouen pour le jugement d'un grand procès que sa famille soutenait depuis plus de cent ans contre la maison de Marsan, pour la succession d'une Jeanne d'Albret. Il s'agissait de plusieurs millions. Il dit à Montbarrey de lui envoyer son homme d'affaires; qu'ayant du temps à lui, il examinerait sa cause; que s'il la jugeait bonne, il solliciterait pour lui; que s'il la jugeait douteuse, il lui indiquerait un procureur et un avocat habiles, et qu'il ne s'en mêlerait pas. Il connaissait particulièrement beaucoup de membres du parlement

de Rouen, et il voulait rendre service à son ami, ne prévoyant certainement pas alors qu'il devait, sous peu de mois, devenir son ministre. Les papiers vinrent ; il trouva la cause fort juste, il en fit l'analyse, il sollicita : madame la princesse de Montbarrey vint au commencement de 1776 à Rouen, et le procès fut perdu, quoiqu'alors M. de Montbarrey fût ministre de la guerre. Cela aurait fait beaucoup d'honneur au parlement, si la cause du prince de Marsan eût été plus juste.

La comtesse de Brionne possédait de grandes terres en Normandie, et surtout un très-grand crédit. La maison d'Harcourt, toute-puissante dans cette province, lui était fort attachée. Elle sut très-mauvais gré à Dumouriez d'avoir sollicité publiquement pour Montbarrey; elle dit qu'il était un intrigant, parce que dans l'intervalle son ami était devenu ministre, et parce que les gens de cour sont accoutumés à calculer, sur l'ambition ou sur l'intérêt, toutes les démarches des hommes au-dessous d'eux par le rang et la fortune, comme les leurs propres. Elle eut tort, et si elle eût considéré les époques de ses premières démarches, elle ne lui aurait pas fait cette injustice. Au reste, il y a été si peu sensible, qu'en 1792, étant ministre des affaires étrangères, il a pris avec la même chaleur les intérêts de ses enfants, et il a appuyé de tout son crédit les sollicitations de la princesse de Vaudemont.

Le comte de Saint-Germain remplaça le maréchal du Muy au ministère de la guerre. Ce nouveau ministre avait de grandes vues et une longue expérience ; mais la résidence qu'il avait faite en Danemark lui avait fait perdre l'habitude de la France, et surtout des Français. Il voulait réformer leur militaire comme il avait réformé celui du Danemark. Il était arrêté à tout moment par les priviléges des corps, par les grandes charges et par les protections. Il a préparé la révolution en anéantissant les grenadiers à cheval, gendarmes, chevau-légers et mousquetaires, et en diminuant d'un quart les gardes du corps, ainsi que l'infanterie française et suisse de la maison du roi, ainsi que le corps de la gendarmerie. Si ces troupes eussent existé, les états généraux eussent pu opérer une réformation que tout le monde désirait, sans que tout fût bouleversé.

Tous les plans de ce ministre, qui cependant avait de bonnes vues, ont été tronqués et morcelés. La quantité de *faiseurs* dont il s'était entouré a donné à ses ordonnances un défaut de cohérence et d'ensemble qui les a rendues la plupart inutiles, et plusieurs pernicieuses. Il avait eu les plus grandes obligations au père de M. de Montbarrey; lui-même lui avait rendu de grands services, lorsque, renvoyé du Danemark, ayant essuyé une banqueroute, il végétait en Alsace dans la misère et dans l'oubli. Il appela auprès de lui cet officier général, mais bientôt il en devint jaloux ; et c'est ce qui le perdit, et ouvrit à Montbarrey la route pour lui succéder. M. de Maurepas, qui était allié de la famille de Nesle, dont était madame de Montbarrey, cédant au cri de toute la France contre M. de Saint-Germain, fit nommer Montbarrey pour son successeur.

Entre beaucoup de vues utiles qu'avait M. de Saint-Germain, il tenait surtout pour le projet d'établir un port de roi dans la Manche. Dumouriez avait reçu de M. du Muy, précédemment ministre, le projet de faire d'Ambleteuse un port militaire. Il fit connaître à M. de Saint-Germain l'analyse de ce projet. Cette analyse, partant de toutes les assertions d'un mémoire de M. de Maillebois, présentait ce projet comme très-utile; mais en la composant il avait eu la précaution, ne connaissant pas le local, de débuter par ces mots : « Si le mémoire est vrai dans tous ses détails. » M. de Saint-Germain le fit venir à Paris en 1776, et le nomma commissaire du roi avec le chevalier d'Oisy et M. de la Rozière, pour aller examiner où et comment on pourrait former un port de guerre dans la Manche. Le premier était un capitaine de vaisseau fort ignorant, qui mourut avant de partir; le second était l'officier d'état-major le plus instruit que jamais Dumouriez ait rencontré. Il était alors maréchal des logis de l'armée en Bretagne, et brigadier. Il devait sa fortune à M. de Broglie.

Ils partirent ensemble. On avait étendu leur mission. Non-seulement ils devaient examiner Ambleteuse, que la Rozière connaissait bien, et qu'il assurait ne pouvoir pas convenir, mais encore tous les projets de port faits ou à faire depuis Dunkerque jusqu'à l'embouchure de la Seine.

Ces deux officiers firent un très-grand travail pour vérifier tous les projets de ports de guerre présentés dans cette étendue. Il n'y avait pas de si petite crique qui n'eût exercé l'imagination de quelques gens à projet. Ils trouvèrent que le mémoire d'Ambleteuse portait sur des bases fausses ; que le maréchal de Vauban, qu'on citait à faux, et qui effectivement avait tracé une citadelle et construit une écluse et une entrée de bassin, n'avait effectivement travaillé que pour en faire un port de frégates, ce qu'on reconnaissait facilement à la largeur des *basjoyers* et à la hauteur du *radier* de l'entrée. Ils abandonnèrent ce projet, et après un mûr examen ils se fixèrent au local de *Boulogne*, en laissant à la droite cette ville et la rivière de *Liane*, en projetant le creusement des réserves d'eau dans la vallée de *Capecure*, et les bassins sous le fort de *Châtillon*, ouvrant l'entrée sous ce fort, avec une digue prolongée sur les bancs de l'*Heure* et *Linheure*. On pouvait y faire un établissement de marine pour douze vaisseaux de ligne, avec des défenses très-faciles, pour le prix de douze millions partagés pour le travail et la dépense, en quatre années égales. Ce port aurait fait face aux dunes.

La Rozière connaissait beaucoup Cherbourg ; il proposait d'y construire un second port, en face de Portsmouth, pour trente vaisseaux. Celui de Brest correspond à celui de Plymouth, et nous aurions eu de plus que les Anglais les ports de Rochefort et de Toulon. Ils joignirent à ce mémoire un détail du projet, des travaux, des sommes qu'on pourrait tirer de l'Artois, du Boulonais et de la Picardie, pour soulager le gouvernement, les tables de sondes de terre et de mer et des marées. Dumouriez, qui avait prévu que la guerre de l'Amérique ne tarderait pas à brouiller la France avec l'Angleterre, y avait joint un discours sur cette guerre, et sur les moyens de rassembler en un mois les bâtiments nécessaires pour porter en Angleterre cinquante mille hommes.

Munis de tout ce travail, ils retournèrent à Versailles au mois de septembre. M. de Maurepas assembla un conseil de tous les ministres, où fut appelé le comte d'Estaing. On donna de grandes louanges au projet de Boulogne, et on n'exécuta rien. M. de

Saint-Germain avait nommé Dumouriez aide maréchal des logis des côtes du Boulonais, dont il voulait lui donner le commandement pour diriger ces travaux. Quand on en vint à la lecture du discours sur la guerre d'Amérique, Maurepas lui dit sans balancer qu'il était un fou et une tête chaude; qu'il était très-assuré que les événements de l'Amérique se passeraient sans occasionner la guerre, et qu'il avait pris à cet égard des mesures qui ne pouvaient pas manquer. Dumouriez, quoique bien convaincu que le premier ministre avait tort, ne crut pas devoir insister. Il repartit pour sa campagne, où il resta toute l'année 1777. Il y fit un mémoire de défensive sur la Normandie et différents autres ouvrages, entre autres la traduction d'un livre peu connu, mais très-original, intitulé, en italien, *Vita di Benvenuto Cellini, scultore fiorentino* [1], et celle d'un ouvrage allemand qui contient la vie des principaux généraux de Charles XII, Renschild, Steinbock, Duker, Meyerfeldt, et autres. Ces ouvrages sont perdus, parce qu'il n'a jamais eu le temps de les faire imprimer.

Au mois de juillet, il envoya à M. de Montbarrey un mémoire sur la guerre d'Amérique, où il prédit la perte de Bourgoyne. On apprit, quelque temps après, que ce général avait mis bas les armes avec toute son armée à Saratoga. Dans ce mémoire il annonçait la guerre très-prochaine. M. de Maurepas dit alors : « Je crains qu'il n'ait raison. »

A la fin de décembre, il reçut un courrier de M. de Montbarrey, récemment ministre, qui lui mandait de se rendre sur-le-champ à Versailles; il y trouva la Rozière qui avait reçu un ordre pareil. On tint le lendemain un grand conseil chez M. de

[1] Cette vie du fameux sculpteur Cellini fut écrite par lui-même. Il en existe une édition in-4°, Cologne, sans date. Elle a été réimprimée en 1806, in-8°, à Milan. Cellini, dans cette histoire, raconte souvent avec éloge les actions de sa vie. Quoique sa profession fût essentiellement pacifique, il avait un goût particulier pour le métier des armes. Lors du sac de Rome par le connétable de Bourbon, il s'arma avec quelques amis, et se vante d'avoir tué ce général d'un coup d'arquebuse. Il tua encore, dit-il, le prince d'Orange. Cellini vint en France sous le règne de François Ier, qui le chargea de divers travaux dont il s'acquitta avec talent. On possède à Rome plusieurs morceaux précieux sortis de son ciseau, particulièrement un groupe de *Persée coupant la tête de Méduse*, et une statue du *Christ*. Comme écrivain, Cellini a acquis une grande réputation. Son style, réputé classique, est souvent cité dans le vocabulaire *della Crusca*. On a publié en France une traduction de ses Mémoires, qui se lisent avec intérêt.

(*Note de l'éditeur.*)

Maurepas. La guerre était déclarée. La Rozière lut sa défensive de Bretagne ; on était fort inquiet pour cette province, surtout pour le port de Brest. On fit partir de l'artillerie et des munitions en poste, de Douay, pour Brest.

Alors on ordonna à Dumouriez de partir pour la Bretagne, et d'y servir sous la Rozière. Il prit la parole, et dit : « Messieurs, vous êtes inquiets pour la Bretagne, et moi je ne crains plus rien pour cette province, après avoir entendu l'excellent mémoire que vous adoptez. La Rozière suffit en Bretagne. Mais je crains secondairement pour la Normandie, dont vous ne vous occupez pas, et surtout pour la presqu'île du Cotentin, que les Anglais ont déjà prise une fois : s'ils s'y établissaient, il faudrait une campagne entière pour les en chasser. » Alors il leur fit le précis de la défensive de la Normandie. M. de Maurepas lui dit de l'écrire; ce qu'il fit sur-le-champ. Ce ministre la porta au roi. Ce prince demanda qui avait fait ce court mémoire; et, à l'endroit où il traitait de Cherbourg, le roi écrivit, de sa main : *Dumouriez, commandant de Cherbourg.* Ce commandement fut ainsi créé pour lui, du propre mouvement de Louis XVI, dans les premiers jours de janvier 1778. On y attacha six mille livres de traitement, qui, outre ses appointements d'aide-maréchal des logis, sa pension et son petit revenu, avec le logement, lui faisaient vingt-trois mille livres de rente et une place fixe [1].

[1] Parmi les titres à la reconnaissance publique acquis par le général Dumouriez, il faut compter la part qu'il a prise à l'établissement du port de Cherbourg. Ce grand ouvrage, dont il conçut la première idée, fut entrepris sous son commandement; mais la révolution arriva trop tôt pour qu'il eût la gloire de le voir achever. Le gouvernement impérial poussa très-loin les travaux entrepris d'après les plans et sous la direction de M. Cachin, ingénieur d'un rare talent. Rien ne donne une plus haute idée de la puissance de l'homme, que ces travaux exécutés pour repousser une mer orageuse, et pour creuser dans le roc vif un asile où se puissent réfugier des flottes entières. On sait que l'ouverture de l'avant-port de Cherbourg n'eut lieu que le 27 août 1813, en présence de Napoléon et de Marie-Louise. Il n'est peut-être pas sans intérêt d'offrir au lecteur les détails de cette cérémonie, qui fut accompagnée de circonstances assez curieuses, et que nous trouvons dans une brochure publiée à Caen, en 1813, par M. Pierre-Aimé Lair, homme instruit et littérateur estimable. On lira ces détails sous la lettre (B).

(*Note de l'éditeur.*)

CHAPITRE IV.

Commandement de Cherbourg. — Guerre d'Amérique.

Dumouriez avait été, en 1758, défendre Cherbourg, ou plutôt en voir partir les Anglais, étant cornette de cavalerie. Il n'y était pas retourné depuis vingt ans. A ce premier voyage, il avait beaucoup admiré cette rade, et son heureuse position au bout d'une presqu'île, vis-à-vis la pointe méridionale de l'île de Wight, à dix-huit lieues de l'Angleterre. Il avait dit, plus de quinze ans avant, à sa femme, alors fille, et à ses amis, qu'il ne serait pas content qu'il n'eût engagé le roi de France à y construire un port de guerre. On admira alors la fatalité de son étoile.

Il laissa à sa femme le soin de son déménagement, et il alla, dans les premiers jours de février, prendre possession de ce commandement. La ville ne valait pas un gros bourg, et contenait sept mille trois cents habitants, dont il fit le dénombrement. Son commerce très-mince se faisait par trois bâtiments de long cours, d'à peu près trois cents tonneaux, et une trentaine de barques de dix jusqu'à quarante tonneaux, qui naviguaient de côte en côte. Il y trouva construit un fort beau bassin et un avant-port assez spacieux, qui auraient pu contenir environ deux cents bâtiments. On pouvait placer dans le bassin et y tenir à flot des frégates de trente-deux canons.

Il n'y avait qu'un bataillon en garnison, et une vingtaine de canons de vingt-quatre, sans affûts, un petit fort à la gauche du port, en fort mauvais ordre, et plus loin une batterie ouverte et sans parapets, à une pointe nommée le Homet. Le maréchal d'Harcourt commandait dans la province; son fils le duc d'Harcourt y commandait sous lui. C'est un homme de mérite et très-honnête; mais il avait deux griefs contre Dumouriez : 1° Il croyait que le commandement de Cherbourg était le prix de la complaisance qu'il avait eue de solliciter

le procès de Montbarrey au parlement de Rouen ; 2° cette nomination s'était faite sans le prévenir, non plus que son père. Il a conservé longtemps son préjugé et sa rancune contre ce nouveau commandant.

Il fallait commencer par mettre ce port à l'abri d'un coup de main. Il demanda des ordres ; on lui refusa ordres et argent. Dans ce temps-là, chaque partie de l'administration militaire était très-indépendante, et on avait beaucoup de peine à les faire concorder. Aussi disait-on : Le roi de la terre, le roi de la mer, le roi de l'artillerie, le roi des fortifications. Les troupes seules obéissaient aux commandants militaires, mais ils étaient toujours contrecarrés par les chefs des autres parties. Il y avait à Cherbourg pour l'artillerie un vieux capitaine en résidence, infirme, qui n'avait pas servi depuis la guerre de 1741, et une compagnie d'invalides de quarante-cinq hommes, dont le lieutenant et huit hommes seulement avaient servi dans l'artillerie. Il écrivit à un vieux directeur d'artillerie qui était à Caen, pour le prier de lui envoyer des affûts ; il ne put pas en obtenir. Le maréchal ne le secondait pas non plus. Alors, sur le refus du capitaine de résidence, il établit le lieutenant d'invalides, homme intelligent, son grand maître d'artillerie ; il fit prendre des bois dans le port sur le compte de l'artillerie, fit charroner des affûts, les fit ferrer ; et se servant de son infanterie, il monta neuf pièces dans le galet, deux à la pointe du Homet, et le reste dans d'autres batteries. Il envoya l'état de sa dépense au directeur, qui entra en fureur, et se plaignit au ministre, lequel écrivit une réprimande très-vive, mais fit payer la dépense.

A cinq quarts de lieue nord-est du port, à la tête de la rade, était la fameuse île Pelée, qui fait tout le mérite de cette rade, qu'elle circonscrit et qu'elle couvre. On avait projeté, l'année précédente, d'y construire un fort qui y a été bâti depuis, et qui est sans contredit le plus beau et le meilleur fort en mer de l'Europe. On avait ordonné la cessation des travaux à cause de la guerre, et on y avait déposé pour soixante à quatre-vingt mille livres de gros blocs de granit taillés. Il alla visiter cette île ; il trouva qu'avec ces pierres on avait élevé un terre-plein au-dessus

des eaux qui, à marée haute, couvraient le reste de l'île, excepté quelques pointes, et qu'on avait bâti dessus un corps de logis considérable habité par un gardien, et destiné aux ingénieurs et aux ouvriers. Il jugea qu'en rapportant d'autres blocs autour de ce terre-plein pour former un parapet, on pourrait y établir une batterie. Il en parla au lieutenant-colonel du génie, homme plein d'esprit et de talents, nommé Bouchet, avec lequel il a été fort lié depuis, et dont il sera encore question dans ces Mémoires; ils dessinèrent ensemble leur projet : ils eurent bien de la peine à obtenir du directeur des fortifications de faire payer cette dépense, qui monta environ à dix-sept mille livres. Mais il fallait trouver du canon.

Il fit avec le même ingénieur le tour de la presqu'île, depuis Carentan jusqu'à Port-Bail; il trouva une quantité de redoutes dont l'armement eût été inutile, garnies de canons et d'affûts de côtes. Il enleva, dans les redoutes les plus mal posées, vingt-cinq pièces de canon inutiles, et trois ou quatre mortiers, et les fit transporter à Cherbourg. Encore nouveaux frais pour l'artillerie, nouvelles clameurs. Une circonstance rendit son crime plus grave : une partie de ces redoutes n'était pas de son commandement. Le premier commis de l'artillerie fit encore signer à Montbarrey une lettre bien plus terrible que la première. On lui ordonna de rendre le canon; il jura qu'il n'en ferait rien, à moins que le ministre ne lui en fît passer d'autre; il dit que Cherbourg était le mouillage de tous les convois entre le Havre et Brest, *l'auberge* de la Manche, et qu'il était impossible qu'il restât désarmé.

Pendant cette dispute, M. de Caux, maréchal de camp, directeur du génie, faisait arranger la batterie de l'île Pelée. Dumouriez y plaça sept pièces de vingt-quatre et trois mortiers de douze pouces, avec cent hommes de garnison, vingt matelots, deux bateaux et un pavillon. Alors il fut taxé de témérité. Le ministre lui mande qu'il compromet l'artillerie du roi, qu'il en sera responsable. Il lui répond qu'il le prie de le laisser faire; que l'artillerie du roi est faite pour être compromise; que la prise de ce fort n'est pas si aisée qu'il le croit, puisqu'on ne peut l'aborder que de basse mer avec de très-grandes difficultés; que

sa batterie ne peut être ni rasée ni démontée, les parapets étant de gros blocs de granit; qu'au reste, il en apprendra bientôt des nouvelles; que si les Anglais enlèvent cette batterie, comme ils ne peuvent pas enlever l'île ni l'occuper, il y remettra de l'artillerie et une garnison, dût-il recommencer deux fois par an, pendant tout le cours de la guerre. On lui répond de ne plus rien faire sans ordre, sans quoi on lui ôtera sa place. Huit jours après, deux frégates anglaises poursuivent des marchands, qui se sauvent à l'abri du fort de l'île Pelée. La batterie canonne les frégates, les fait fuir, après en avoir maltraité une. On reconnaît l'utilité de l'armement de l'île Pelée, et le ministre lui écrit une lettre d'approbation, en le conjurant de ne plus rien faire sans ordre. Ce n'était pas son compte; il voulait compléter son état de défense.

La batterie de la pointe du Homet n'était que de deux canons, absolument à barbette, n'ayant pas même une genouillère. Cette pointe battait dans la rade de Cherbourg. En continuant est-ouest, on trouvait, à environ trois cents pas, une autre pointe qui battait l'anse Sainte-Anne, au revers de la rade. Les vaisseaux qui arrivaient par l'ouest dans la rade rasaient de très-près ces deux pointes, pour éviter le grand courant de la Manche, qui les aurait portés trop en dehors. Les vaisseaux sortant du port et de la rade, avec le *jusant*, pour naviguer dans l'ouest, étaient de même obligés de serrer cette côte par le même motif. A cette pointe donnant sur l'anse Sainte-Anne étaient les traces d'une vieille batterie, qui s'appelait encore la batterie de Choiseul.

Il projeta de fermer ces deux pointes par deux demi-bastions et de les lier ensemble par une longue courtine. Il y avait aussi sur ce terrain un grand amas de blocs de granit, parce qu'on avait projeté de bâtir, sur les roches en avant du Homet, un fort pareil à celui de l'île Pelée, qui a aussi été construit depuis. Il le propose à M. de Caux, qui, ayant été grondé pour la complaisance qu'il avait eue d'exécuter sans ordre du ministre la batterie de l'île Pelée, le refuse, et défend même à ses ingénieurs de s'en mêler. Il n'est point rebuté de ce refus. Il prend avec lui le chevalier Boyer, major du régiment de Normandie,

frère de celui qu'il avait connu ministre de France à Gênes, avec une douzaine de sergents et cent cinquante soldats de bonne volonté de ce régiment. Il leur dit :

« Mes amis, je veux, pour vous conserver la vie, vous faire faire un ouvrage indispensable. Non-seulement je n'ai pas d'ordre, mais on m'a refusé l'argent pour payer ce travail ; on a même défendu aux ingénieurs de m'aider. Cependant vous voyez qu'il faut placer ici du canon pour protéger nos vaisseaux. Les Anglais le démonteront, ils vous tueront : plus vous êtes braves, moins je veux vous exposer. Je peux me passer d'ingénieurs ; je vais vous tracer l'ouvrage, et je travaillerai avec vous. Je suis pauvre ; je ne peux vous donner que du cidre et de l'eau-de-vie : mais c'est pour vous que vous travaillez. »

Ces braves gens applaudissent. Il trace l'ouvrage. Les habitants se joignent à eux, fournissent leurs brouettes, leurs pelles et leurs pioches, et le parapet s'élève. M. de Caux l'apprend ; il arrive à cheval, prie le commandant de le laisser continuer, et met deux ingénieurs à la tête de l'ouvrage. Huit jours après, il existait cinq pièces de vingt-quatre dans le demi-bastion du Homet, quatre dans celui de Choiseul, et quatre mortiers le long de la courtine. M. de Caux prend encore sur lui de faire payer les travailleurs, qui ne voulaient pas recevoir d'argent, disant qu'ils avaient travaillé volontairement, et pour eux-mêmes. Quelle bonne nation ! Combien ces traits donnent de regrets !

Il établit ensuite une batterie de trois pièces de vingt-quatre dans l'anse Sainte-Anne ; il en plaça cinq et un mortier dans le fort de Querqueville ; neuf pièces et deux mortiers, dans le fort Galet ; quatre pièces, dans un petit fortin nommé l'Onglet, à l'entrée du port, et quatre pièces et un mortier à la redoute de Tourlaville, à la droite du port. En deux mois il place en batteries liées et correspondantes quarante-cinq pièces de canon et dix mortiers, ce qui ne coûta pas plus de soixante mille livres. Alors il fait un plan de la rade avec tous les feux dessinés, et il l'envoie au ministre, qui le montre au roi. Il reçoit de grands éloges, on lui envoie une compagnie d'artillerie, des munitions, beaucoup de canons, des mortiers, et deux mille fusils qu'il demande. Il désigne les batteries le long de la côte.

depuis Barfleur jusqu'à Port-Bail, qui formaient les limites de son commandement ; renforce de vingt pièces ses batteries de Cherbourg ; et, au mois d'août, il avait vingt-deux batteries, composant cent cinquante pièces de canon et trente mortiers, sur un développement de vingt-trois lieues de côtes.

Pourquoi, dira-t-on, a-t-il commencé ce travail sans ordre? C'est parce que tout le monde voulait le contrarier, et qu'il n'aurait rien obtenu. Le duc d'Harcourt vint alors voir ses batteries, et approuva tout ce qu'il avait fait. Depuis ce temps, il lui a toujours montré une grande confiance sur la partie militaire. Cet armement fut très-utile. Les corsaires trouvaient un refuge assuré dans cette rade ; ils s'y réfugiaient avec leurs prises, et bientôt Cherbourg devint très-vivant.

Il avait arrangé en casernes de vieux magasins ; il avait réuni à Cherbourg deux bataillons, et on en avait mis deux autres à Valognes. Souvent on se battait contre les escadrilles anglaises de Johnstone et de Carteret, et toujours on réussissait à les chasser quand elles approchaient, et à sauver les convois.

Il fut menacé, au mois d'août 1778, de perdre son commandement, par un hasard très-singulier. Il s'éleva une grande dispute, sur l'ordre profond et l'ordre mince [1], entre Mesnil-Durand, maréchal de camp, assez bon tacticien, et le célèbre Guibert.

[1] L'origine de la dispute qui s'éleva en 1778, sur les deux systèmes de tactique connus sous les noms d'*ordre profond* et d'*ordre mince*, n'était pas d'une date récente. Elle remontait à la publication d'un ouvrage intitulé *Nouvelles découvertes sur la guerre*, et publié, en 1724, par le *chevalier de Folard*, inventeur de l'ordre profond et du système des colonnes, et par conséquent ennemi déclaré de l'ordre mince, alors généralement admis par les militaires. On comprend qu'il ne nous appartient pas d'avoir un avis dans une pareille question, tout entière de la compétence des hommes de guerre. Mais nous croyons devoir citer ici le passage suivant d'un biographe qui semble partager en quelques points l'opinion de Dumouriez :

« Le système des colonnes et de l'ordre profond sera assez apprécié, dit-il, si l'on pense que, dans les nombreuses guerres qui ont eu lieu depuis sa publication, il n'est pas un souverain ni un seul général qui ait daigné en faire usage. Seulement, il faut convenir que les attaques en colonnes serrées, si généralement et si heureusement employées de nos jours, n'en sont qu'une sorte d'imitation. Cette méthode prouve sans doute que l'ordre profond est souvent le meilleur ; mais les attaques en colonnes serrées par pelotons, par divisions ou par bataillons, telles qu'on les fait aujourd'hui, présentent des avantages bien importants, et auxquels Folard n'avait pas songé : c'est de pouvoir se déployer au besoin, changer de front et de direction avec une extrême facilité ; enfin, passer rapidement de l'ordre profond à l'ordre mince, et de l'ordre mince à l'ordre profond. » Le grand Frédéric, dans un ouvrage intitulé l'*Esprit du chevalier de Folard*, s'exprime avec mépris sur le système des colonnes ; mais il reconnaît beaucoup de mérite dans les réflexions de Folard sur diverses branches de la tactique. (*Note de l'éditeur.*)

Le premier défendait par de fortes raisons, mais avec beaucoup d'âpreté, l'ordre profond; Guibert, avec plus d'esprit que de solidité, l'ordre mince. Tous deux avaient tort, parce qu'ils défendaient leur système exclusivement. Le maréchal de Broglie prit avec chaleur le parti de l'ordre profond ; il n'aimait plus Guibert. La cour décida qu'on assemblerait un camp de trente mille hommes dans les plaines de Vaussieux, près Bayeux, pour essayer les deux systèmes, en les mettant aux prises. Le maréchal de Broglie fut chargé de commander ce camp.

Par une des bizarreries du service de France, le commandement du maréchal de Broglie détruisait celui du maréchal d'Harcourt, commandant dans la province. Celui-ci commandait seulement dans les places et dans le pays ; mais comme toutes les troupes qui en formaient les garnisons étaient destinées pour le camp de Vaussieux, elles étaient aux ordres du maréchal de Broglie, ce qui causa une confusion où personne n'entendait rien. Le maréchal de Broglie, abusant de son droit passager, nomma des commandants temporaires dans toutes les places où il avait des troupes à ses ordres.

La Normandie, quoique frontière maritime, n'était pas province militaire. Les états-majors étaient des places civiles et achetées : il n'y avait qu'un commandement militaire unique en Normandie, celui de Cherbourg, nommé par le roi. Le maréchal de Broglie, qui l'ignorait, nomma un M. Micoud brigadier, et par conséquent supérieur à Dumouriez, qui n'était que colonel, pour venir commander à Cherbourg, croyant qu'il n'était que lieutenant de roi, ou commandant civil. Celui-ci protesta que si Micoud arrivait, non-seulement il ne prendrait pas ses ordres, mais qu'il lui ferait exécuter les siens, comme au reste de la garnison, ou qu'il le renverrait. Il n'en écrivit point au ministre, attendant le maréchal de Broglie, qui arriva au mois d'août. Il reçut un bon accueil de ce général, lui montra son brevet, et lui expliqua sa position. Comme le maréchal insistait, il lui dit : « Que cela ne vous gêne pas ; si vous voulez faire la fortune de Micoud, j'y consens ; je vous suivrai comme aide de camp. » Le maréchal de Broglie parut sensible à ce procédé, et Micoud fut placé ailleurs.

Le maréchal lui demanda alors de quel parti il était dans la dispute de l'ordre profond et de l'ordre mince. Il lui répondit : « Je serai toujours de l'avis de celui que vous adopterez, selon les circonstances. » C'était décider la question pour et contre, comme elle doit l'être. Ces deux ordres sont bons, et ne doivent point s'exclure; c'est au génie du général à les adopter selon les localités et les occasions. Le camp de Vaussieux eut lieu; le maréchal commanda l'ordre profond avec une armée supérieure. Luckner commanda l'ordre mince avec moins de troupes, et le battit toujours, à la vérité en n'exécutant rien de ce dont on convenait, mais saisissant à propos ses avantages; et le maréchal en eut du chagrin; il eût bien mieux fait de prendre Jersey et Guernesey.

Cette dispute de l'ordre profond, qui cessa bientôt, tant à cause de l'inconstance française que par le ridicule que lui imprima le camp de Vaussieux, fit éprouver peu après une injustice à Dumouriez, qui ne s'en était pas mêlé. Ils étaient trois colonels de la même promotion de 1769, dans l'ordre suivant: Guibert, Dumouriez, Vauborel, gendre du maréchal de Vaux. Guibert avait trop de vanité pour pardonner au maréchal de Broglie son opinion; il lui devait tout : dans une réponse à Mesnil-Durand, il jeta une épigramme contre son bienfaiteur; il était inexcusable. Tout le monde fut révolté : on taxa d'ingratitude ce qui n'était qu'orgueil. Il se fit une promotion, dans laquelle on s'arrêta exprès à Guibert; ainsi Dumouriez et Vauborel furent punis pour lui. Il fallait choisir un autre moyen de punir Guibert, et on ne devait pas lui enlever le fruit de ses services. Ce fut le troisième passe-droit qu'essuya Dumouriez, qui perdit par là près de trois cents rangs. Mais qu'importaient les rangs? Un arrêt irrévocable du destin portait que dans peu d'années ils seraient tous confondus, et chaque injustice ou chaque faute du gouvernement hâtait cette effroyable catastrophe.

Pendant l'été, Dumouriez alla visiter soigneusement la rade de la Hougue, se procura toutes les sondes et les projets de port qui y avaient été adaptés, ainsi que les observations les plus exactes sur les marées, les courants et les vents; fit faire et vé-

rifia lui-même les mêmes observations sur la rade de Cherbourg, et commença le grand travail relatif à la fixation du choix d'une de ces deux localités, pour former un port de guerre en face de Portsmouth. Il traitera, sans interruption, cette importante matière dans le chapitre suivant.

Le maréchal de Broglie reçut près de deux cent mille livres pour son inutile camp de Vaussieux. Il espérait bien recommencer au printemps; mais on dispersa dans les places les troupes qui composaient cette armée, ainsi que les officiers généraux. Le baron de Besenval commanda dans la presqu'île, et résida à Valognes; le marquis de Jaucourt, maréchal de camp, vint à Cherbourg : c'était un fort bon officier, avec qui Dumouriez se lia. Il se trouvait alors avoir une grande quantité de commandants; car, outre les maréchaux de camp et lieutenants généraux de l'armée de Broglie, il recevait encore les ordres du marquis d'Héricy, maréchal de camp, employé dans la basse Normandie; du duc d'Harcourt, commandant en chef; et du maréchal d'Harcourt son père, gouverneur avec lettres de commandement, grâce unique attachée à cette famille, dans sa propre province. Il concilia toutes ces contrariétés par les plus grands égards. Les généraux de l'armée n'étaient que passagers, les autres étaient fixes.

Il n'avait pas la même complaisance pour une autre espèce de titulaires dont il était obsédé. Il y avait un gouverneur particulier de Cherbourg, le comte de Valentinois, un lieutenant général du Cotentin, qui, par parenthèse, était fils d'un huissier de Valognes, et quatre lieutenants généraux de la province. Ces charges étaient vénales et donnaient quelques priviléges, mais surtout beaucoup de prétention, quoiqu'elles fussent absolument sans fonctions. Dans toutes les occasions de cérémonies, ces messieurs envoyaient leurs ordres à Dumouriez, qui renvoyait leurs lettres au maréchal d'Harcourt, sans leur répondre. Il ne cite ces détails peu intéressants que pour faire connaître la quantité de rouages, en sens inverse, qui embarrassaient la marche du gouvernement français.

Le comte de Broglie et M. de Voyer moururent cette année; il regetta infiniment le premier, qui était un véritable homme

d'État; et ils étaient rares, comme on l'a vu depuis. Quatre ou cinq hommes de la trempe du comte de Broglie auraient sauvé la France [1]. Sa mort est un dernier sacrifice qu'il a fait à sa patrie, ayant été atteint d'une épidémie qu'il gagna en dirigeant les travaux de desséchements des marais de Rochefort. M. de Voyer en fut aussi la victime. Il était plus instruit que le comte de Broglie, mais il n'inspirait pas la même confiance par son moral.

Dumouriez avait trouvé à Cherbourg un établissement académique bien patenté, mais qui ne s'assemblait jamais, n'étant composé que de cinq à six membres fort peu instruits. On lui offrit la présidence honoraire de cette académie; il l'accepta pour la faire servir à ses vues. Une société de gens de lettres, marins et bas Normands, ne pouvait enrichir ni la littérature ni la langue française. C'étaient des juges d'amirauté, des marchands, des curés de campagne, et un homme fort instruit, conducteur des travaux des ponts et chaussées, nommé Noël. Il dirigea leurs travaux, et exigea de chacun d'eux un mémoire relatif à Cherbourg, l'un sur le commerce, l'autre sur la navigation, l'autre sur l'agriculture, l'autre sur la partie d'histoire aturelle utile, comme ardoisières, mines, carrières, et leur nature, bois, qualité du sol, culture, rivières, bestiaux, population, etc.

Ces mémoires se firent pendant l'hiver; il les reprit tous, et en fit un ouvrage intitulé *Mémoires sur le Cotentin*. Ce fut

[1] Rulhière nous offre sur le comte de Broglie un morceau qui nous paraît tracé de main de maître : « Le comte de Broglie, dit-il, se montra toujours ami et protecteur ardent et fidèle, ennemi implacable, opiniâtre; livré sans relâche et sans trêve à la fureur de ses animosités, passionné pour la gloire du nom français; ne connaissant ni le luxe, ni la mollesse, ni les délassements de l'esprit; capable du plus profond secret dans ses longues et impénétrables intrigues, mais sans dissimulation dans la société; enfin, dans ce rôle singulier où il fut conduit par les conjonctures, affectant et devant affecter la rectitude d'un censeur; portant la sévérité de ses principes jusqu'à l'exigence la plus rigoureuse dans les moindres devoirs, jusqu'à la pédanterie dans les affaires; portant la justice même à cet excès où elle cesse d'être juste; ne pardonnant rien à ceux qui ne lui étaient pas dévoués; plus indulgent et plus facile pour ceux qui lui consacraient leurs talents; ne s'étant jamais trompé dans le choix des hommes qui secondèrent ses desseins, quoique les événements l'aient presque toujours trompé dans ses vues. » On assure que la correspondance secrète, dont le comte de Broglie fut si longtemps le directeur, a été en partie conservée; elle doit jeter une grande lumière sur la politique de l'Europe pendant le règne de Louis XV.
(*Note de l'éditeur.*)

un travail de deux ans, qui servit de base au projet du port, en faisant connaître les grandes ressources de cette presqu'île. Il donna ce mémoire à tous les ministres, en annonçant qu'il était le résultat des travaux réunis d'une société académique. M. de Vergennes, ministre des affaires étrangères, et en même temps ministre particulier de la Normandie, lui écrivit une lettre de remercîment pour cette société. C'est ainsi que dans toute la France on aurait pu rendre utiles ces sociétés littéraires, en dirigeant bien leurs travaux, au lieu de les laisser divaguer sur des connaissances oiseuses et toujours imparfaites.

Ses travaux intérieurs, relatifs à la défensive de la presqu'île et à son amélioration, n'empêchaient pas son activité de se porter sur le grand objet de la guerre. Pendant la campagne de 1778, la France et l'Angleterre n'avaient pu s'opposer qu'une escadre médiocre et d'égale force; elles avaient fait semblant de se livrer une bataille navale à l'entrée de la Manche. Ces deux puissances se préparaient à développer de plus grandes forces à la campagne suivante, qu'on imaginait devoir être décisive, parce que l'Espagne devait joindre sa flotte à la flotte française, et qu'on ajouta à cet appareil formidable le projet d'une descente en Angleterre. C'est la grandeur de ces projets, et la difficulté de combinaison des forces des deux nations, qui ont nui au succès de la guerre.

Cela arrive toujours : l'exemple de la république de Venise contre la ligue de Cambray, du grand Frédéric pendant la guerre de sept ans, et, plus que tous, l'exemple récent de la France en anarchie résistant à la combinaison de toutes les puissances de l'Europe, sont une preuve terrible de l'avantage qu'a une puissance qui opère seule, contre la combinaison et la réunion de plusieurs, qui s'entendent toujours mal.

Le voisinage des îles de Jersey et Guernesey excitait la *convoitise* de Dumouriez. Il trouvait honteux que deux petites îles si voisines de nos côtes, démembrées de la Normandie, restassent au pouvoir des Anglais; il n'a jamais conçu comment l'honneur national n'a pas engagé, à chaque guerre contre l'Angleterre, la France à en tenter l'expédition, avec le désir obstiné de s'y maintenir. Mais outre l'honneur national, la position de

ces îles à la tête du golfe de Saint-Malo, formé par les côtes de la Bretagne et le prolongement occidental de la presqu'île du Cotentin, les rend très-dangereuses pour la navigation française. Le gouvernement anglais ménage beaucoup les insulaires, qui ne sont sujets ni aux impositions, ou très-légèrement, ni à la presse. En temps de paix, ils font un commerce énorme de contrebande avec la France; en temps de guerre, ils exercent un *corsairage* terrible.

Dans toutes les guerres entre ces deux puissances, la première année coûte toujours plus de quarante millions et deux ou trois mille matelots à la France, attaquée à l'improviste par ces insulaires. Si la France possédait ces îles, ainsi qu'Aurigny, Herms, Serq et les Casquets, elle aurait en sa faveur tout ce qu'elles procurent d'avantages aux Anglais contre elle, l'activité de la contrebande avec les côtes d'Angleterre en temps de paix, et la primauté d'un *corsairage* imprévu en temps de guerre.

On objectait, comme dans la fable du renard et des raisins, que ces îles ne valaient pas une expédition; qu'en temps de paix elles seraient à charge à la France, parce qu'on trouverait trop de difficulté pour y arrêter la contrebande, et parce que leur possession par les Anglais nous ouvrait un commerce interlope avec les côtes anglaises, favorable au débit de nos eaux-de-vie, de notre tabac, de notre sel et de nos manufactures normandes. Il répondait que la possession par les Français doublerait ces avantages, en conservant à ces îles le même régime d'administration qui les faisait prospérer; qu'il importait fort peu au commerce que la garnison de ces îles fût anglaise ou française; mais qu'il importait beaucoup à la France de les posséder en temps de paix, pour ne pas les avoir contre elle en temps de guerre.

Il y avait à la fin de l'année, dans les ports de ces deux îles, plus de soixante prises françaises, plus de deux mille matelots dans ses prisons, et pour plus de cinquante millions de nos denrées dans les magasins. On n'y avait encore pris, non plus que sur les côtes anglaises, aucune mesure de défensive. Les milices n'avaient pas encore été mises sur pied. A la vérité, dans ces îles elles sont permanentes, et tous les habitants sont armés; mais une longue paix les avait jetés dans la désuétude de tout service

militaire. D'ailleurs la plupart étaient en course. Les batteries des côtes n'étaient point montées, et six ou sept cents montagnards écossais, de nouvelle levée, la plupart mécontents de leur sort, en formaient toute la garnison.

Dumouriez avait proposé au maréchal de Broglie de les attaquer de vive force au mois d'août ou de septembre ; mais ce général, absorbé dans son ordre profond, rejeta avec mépris une pareille proposition, comme au-dessous de lui. Alors il projeta d'en former l'attaque par un moyen très-simple et de très-peu d'apparence, dont il croit devoir se dispenser de donner les détails, pour ne pas enlever cette ressource à sa patrie dans les guerres futures. Il envoya son mémoire au duc d'Harcourt et aux ministres de la guerre et de la marine. Le brave prince de Nassau-Siegen, qu'il aime et estime de tout son cœur, levait une légion qui n'était pas encore prête; on lui destina cette expédition pour l'année suivante, et l'on sacrifia le projet de Dumouriez, qui était immanquable. Si dès lors M. de Sartines, qui fit ce sacrifice, eût connu l'amitié de Dumouriez pour le brave Nassau, et qu'il l'en eût chargé avec d'autres troupes, sa légion n'étant pas prête, celui-ci aurait fait réussir son respectable ami, et aurait été enchanté de lui procurer cette gloire.

Il s'occupait d'un projet bien plus grand et d'un tout autre danger pour l'Angleterre : c'était de s'emparer de l'île de Wight. A la fin de 1778, les Anglais avaient cinquante mille hommes en Amérique ; leurs milices n'étaient pas levées, pas une batterie armée ni sur leurs côtes ni dans cette île. Il ne restait pas en Angleterre plus de sept à huit mille hommes de troupes réglées. L'île de Wight était infiniment importante. Tous les bois de construction pour la fabrique des frégates étaient à Cowes. L'hôpital, où se trouvaient plus de deux mille matelots malades, était à Newport, au centre de l'île. Tous les grains et les farines de Portsmouth étaient à Sainte-Hélène. Une fois dix mille Français établis dans cette île, il eût fallu que l'Angleterre levât une armée, et employât au moins une campagne, pour les en chasser. Quand même l'Angleterre eût réussi à les faire prisonniers, c'était une garnison que la France pouvait bien sacrifier pour déranger tout le système de guerre de cette puissance, et lui occasion-

ner une dépense énorme et la baisse subite de son crédit. Il en serait résulté encore des conséquences bien plus grandes.

Il fit encore un détail très-circonstancié de ce projet, qu'il voulait qu'on exécutât en décembre 1778 ou en janvier 1779. Il avait tous les moyens sous sa main. Les mêmes motifs qui l'empêchent de publier ses détails d'opération sur Jersey et Guernesey, lui imposent le même silence sur ceux de l'île de Wight. Les circonstances peuvent se retrouver, et il ne veut pas nuire à sa patrie, dont il regarde l'anarchie comme une plaie horrible, mais passagère. Il peut assurer que cette expédition, qui était presque sans danger, aurait eu les plus terribles suites pour l'Angleterre.

Il fit hommage de son travail au duc d'Harcourt, qui, ayant servi d'une manière brillante dans la guerre de sept ans, lui paraissait très-propre à conduire cette entreprise, qui l'eût fait maréchal de France. Ce général y donna une entière approbation ; il en parla au ministère. Malheureusement on avait décidé la jonction des flottes française et espagnole ; on s'occupait des projets de descente ; on fondit le projet de l'île de Wight dans le plan de campagne général, qui fut pitoyable, et on perdit la plus belle et l'unique occasion de finir la guerre tout d'un coup, et glorieusement, en Angleterre même.

Dégoûté par le mauvais succès de ses propositions, il se renferma dans les objets politiques et militaires, relatifs à Cherbourg et à sa presqu'île. Pendant l'hiver, M. de Jaucourt lui envoya des questions fort étendues sur les moyens d'attaquer Jersey et Guernesey ; elles étaient très-bien posées : il y répondit à mi-marge, article par article, et il n'en entendit plus parler. Au printemps, le brave prince de Nassau partit de Saint-Malo avec sa légion, pour attaquer Jersey ; il était escorté par des forces maritimes plus que suffisantes : il exécuta sa descente dans la baie de Saint-Ouen ; mais il échoua, et fut obligé de se rembarquer. Cette même légion passa en partie dans une autre, que leva le prince de Luxembourg Rullecourt, aventurier très-brave, la commandait ; il annonça d'avance la conquête de Jersey, s'embarqua à Granville, réussit à débarquer à la pointe de Saint-Clément la nuit des Rois 1780, surprit Saint-Hélier, et fit prisonnier le comman-

dant de l'île; mais il fut tué le lendemain matin, et sa petite troupe faite prisonnière. Ce fut la dernière tentative contre ces îles, et on se ferma par ces imprudences les moyens de les attaquer avec succès.

En 1779, l'amiral d'Orvilliers alla consumer une partie de l'été à croiser sur les côtes d'Espagne, pour opérer sa jonction avec la flotte espagnole, qui, soit mauvaise volonté, soit lenteur de caractère, le fit languir dans cette terrible croisière : le scorbut détruisit la moitié de ses équipages. Pendant ce temps-là, on annonça avec un très-grand éclat le projet d'une descente en Angleterre. Le comte de Vaux, devenu maréchal de France, en fut chargé en chef, ce qui était une grande mortification pour le maréchal de Broglie; c'était même une injustice, puisque, depuis vingt ans, son frère, qui venait de mourir, avait arrangé tous les détails de tous les projets possibles de descente en Angleterre. Certainement la réputation méritée de ce général, qui avait contribué à tous les projets de son frère et de la Rozière, son coopérateur, devait lui faire donner la préférence sur M. de Vaux, déjà fort usé et hors d'état de faire la campagne, qui ne venait que d'être fait maréchal de France, et qui n'avait jamais commandé en chef que la facile expédition de la Corse.

On donna pour seconds au maréchal de Vaux le duc d'Harcourt et M. de Langeron, lieutenants généraux : le second n'était pas en état de commander. L'armée n'était que de trente mille hommes, mais elle avait un état-major prodigieux, entre autres, *deux* maréchaux généraux des logis, MM. de Jaucourt et de Lambert, ce qui ne s'était jamais vu. Ni la Rozière, ni Dumouriez, ne furent placés dans la première fournée de cet état-major. Cependant M. de Langeron fit nommer ensuite la Rozière *troisième* maréchal des logis; et le maréchal de Vaux, se souvenant de Dumouriez, exigea qu'il lui fût donné pour aide maréchal des logis, comme il l'avait été dix ans avant en Corse, conservant son commandement de Cherbourg [1].

[1] On lit, dans les Mémoires attribués au duc de Lauzun, une description fort curieuse de l'armée qui devait, en 1779, opérer une descente en Angleterre. Le lecteur nous saura gré de lui offrir ici ce morceau très-piquant, dans lequel l'auteur substitue les traits du sarcasme et de la satire à la critique grave et sérieuse de l'histoire :

« Cette armée était si drôlement com-

Les projets de cette descente étaient vagues et très-mal combinés, ou plutôt il n'y en avait point de réels. M. de Maurepas, le plus criminel de tous les ministres, et l'un des principaux auteurs de tous les maux de la France, plaisantait toute la journée sur la descente, disant qu'elle n'existait que dans *la culotte de M. de Vaux*, parce que ce vieillard respectable était affligé de cette infirmité; persiflage grossier que les courtisans trouvaient charmant, et qui coûtait alors cent millions de folle dépense à la France. On avait eu l'absurdité de partager cette petite armée en deux points d'embarquement, le Havre et Saint-Malo. Dumouriez proposait au moins de la réunir dans la rade de Cherbourg, point central de la Manche, et sans danger pour la navigation, étant *décapé* de toutes les îles et roches qui enveloppent Saint-Malo. Mais on voulait deux armées, deux expéditions, pour satisfaire la gloriole de plusieurs chefs, et on préparait deux attaques faibles.

posée en officiers généraux, que je ne puis m'empêcher d'en parler. M. de Jaucourt, maréchal général des logis (j'ai ouï dire quelque part qu'il était comme l'abbé Rognonet, qui de sa soutane n'avait pas su faire un bonnet); M. de Lambert, son adjoint, s'en apercevait, et le disait tout bas à qui voulait l'entendre. M. de Jaucourt s'en vengeait, en lui faisant recommencer continuellement l'ingénieux ouvrage de l'embarquement des troupes. M. de Puységur, major général, faisait parfaitement sa place, se moquait de ses généraux et de ses confrères, et branlait plus de cent fois la tête en parlant d'eux. M. le marquis de Créquy, aide de camp de confiance du général en chef, l'aidait à nous faire une chère empoisonnée, et employait le reste de son temps à faire de petites méchancetés subalternes, dont quelques-unes étaient assez plaisantes M. le comte de Coigny, sous le caractère d'un aide de camp de M. de Jaucourt, comme Minerve près de Télémaque sous celui de Mentor, fumait dans l'antichambre du général, pour avoir l'air d'un vieux partisan, et faisait des Mémoires sur la guerre dès qu'on entrait dans sa chambre. M. le marquis de Langeron, lieutenant général, bonhomme loyalement ennuyeux, grand diseur de quolibets, quand il priait quelqu'un à dîner, lui disait : « Voulez-vous venir manger « avec moi un œuf coupé en quatre sur « le cul d'une assiette d'étain? S'il n'y « en a pas assez, je me mettrai dans un « plat. » M. de Rochambeau, maréchal de camp, commandait l'avant-garde, ne parlait que de faits de guerre, manœuvrait, et prenait des dispositions militaires dans la plaine, dans la chambre, sur la table, sur votre tabatière, si vous la tiriez de votre poche: exclusivement plein de son métier, il l'entend à merveille. M. le comte de Caraman, tiré à quatre épingles, doucereux, minutieux, arrêtait dans la rue tous les gens dont l'habit était boutonné de travers, et leur donnait avec intérêt de petites instructions militaires; il se montrait sans cesse un excellent officier, plein de connaissances et d'activité. M. Wall, maréchal de camp, vieux officier irlandais, ressemblait beaucoup, avec de l'esprit, à Arlequin balourd, faisait bonne chère, buvait du punch toute la journée, disait que les autres avaient raison, et ne se mêlait de rien. M. de Crussol, maréchal de camp, violemment attaqué d'une maladie malhonnête, avait le cou tout-de travers, et l'esprit pas trop droit. »

(*Note de l'éditeur.*)

Le maréchal de Vaux fut chargé de partir de Saint-Malo pour aller attaquer ou menacer Plymouth, et le duc d'Harcourt de partir du Havre pour attaquer Portsmouth ou l'île de Wight. L'armée du Havre était d'environ douze mille hommes ; le marquis de Lambert partit de Saint-Malo pour aller en être le maréchal des logis. Celle de Saint-Malo était de dix-sept à dix-huit mille hommes ; Jaucourt et la Rozière y furent attachés dans le même grade, qu'on disputa longtemps à ce dernier, malgré son mérite transcendant, ses longues études, et ses travaux précieux sur l'Angleterre.

Dumouriez eut ordre d'aller servir à l'armée de Saint-Malo. Il ne vit pas sans étonnement que le duc d'Harcourt ne l'eût pas fait attacher à son corps d'armée, destiné à une attaque sur laquelle il avait particulièrement travaillé ; il n'a jamais cherché à en pénétrer le motif, et ne lui en a jamais parlé. Il s'en consola facilement, 1° parce qu'il allait être réuni à son ancien général, pour qui il avait de la vénération ; 2° parce qu'il jugeait d'avance que l'armée du Havre ne ferait rien, le point de départ étant mal choisi, et trop avant dans la Manche. Il préjugeait la timidité de nos vieux capitaines de vaisseau, qui ne connaissaient point du tout la navigation de cette mer, et qui regarderaient comme une entreprise téméraire d'aller chercher un convoi nombreux jusqu'au Havre.

Arrivé à Saint-Malo, il seconda Lambert, officier général plein de talents et d'activité, avec lequel il s'est lié pour la vie, quelles que soient les différences de leurs opinions et de leur sort. Mais il lui prédit d'avance qu'on ne s'embarquerait point, et lui montra régulièrement les observations qu'il envoyait tous les huit jours à M. de Montbarrey, pour lui démontrer la chimère de ces projets. Il passa trois mois à Saint-Malo, occupé des détails immenses de cet embarquement, qui perfectionnaient les premières notions qu'il avait prises de ce genre d'opération militaire à Toulon, en 1768.

M. d'Orvilliers arriva enfin avec les deux flottes à l'entrée de la Manche, alla parader devant Plymouth, qu'il aurait pu prendre avec les seules garnisons des vaisseaux, et laissa échapper l'amiral Hardy, qui se retira habilement dans le canal Saint-

George. L'armée de Saint-Malo eut un moment l'espoir de s'embarquer à l'arrivée de la frégate *la Magicienne*, qui apportait une lettre de M. de la Touche-Tréville, lieutenant général, qui annonçait qu'il allait arriver avec sa division, pour prendre le convoi sous son escorte.

Dumouriez qui avait été à bord, et avait appris par les officiers de la frégate l'état affreux de la flotte, assura qu'on ne partirait pas, et refusa d'embarquer les bœufs et les chevaux, qu'il laissa paître dans les marais de Dol et d'Avranches. Peu de jours après, on apprit la rentrée de la grande flotte à Brest, et on vendit pour rien à Saint-Malo et au Havre une partie des approvisionnements de ce grand armement.

Il n'avait plus rien à faire à Saint-Malo, dont le séjour l'ennuyait, étant sans but, et interrompait inutilement ses importants travaux sur Cherbourg. Le commodore Carteret menaçait alors ce port avec une petite escadre de dix-sept bâtiments et deux brûlots. Il prit ce prétexte pour retourner dans son commandement.

En 1780, le duc d'Harcourt fut chargé d'aller commander un petit camp à Saint-Sauveur-le-Vicomte, dans la presqu'île du Cotentin. Lambert était son maréchal des logis. Dumouriez était employé à ce camp comme aide-maréchal des logis. Il n'y alla faire qu'une visite, et résida dans son commandement, qui n'en était qu'à six lieues. Cette réunion fut utile, parce que c'est à cette époque qu'avec le duc d'Harcourt il fit décider l'entreprise des travaux de Cherbourg. Lambert servit beaucoup à cette décision par son influence sur le duc d'Harcourt et par son énergie, qualité dont il est parfaitement doué. Jusqu'à la paix, il ne se passa aucun fait militaire dans la presqu'île, que de fréquentes canonnades. Dumouriez fut fait brigadier des armées en 1788, et plus tard lieutenant général; on porta son commandement à douze mille livres, en y réunissant les appointements de sa place d'état-major d'armée, qui fut alors supprimée.

[Nous interromprons ici les Mémoires de Dumouriez; il se plaît trop dans son récit. Nous y faisons des retranchements qu'exige le plan de notre collection. Dumouriez offre un spectacle rempli d'intérêt quand, luttant avec toutes les ressources de son esprit et de son caractère contre les coups du sort et le désavantage de la naissance, il perce, il s'avance, il monte ces premiers degrés qu'il eut tant de peine à franchir. Mais quand, parvenu au rang de général et commandant d'une place comme Cherbourg, il disserte comme tant d'autres, à sa manière, sur les causes premières de la révolution, ou rend compte des travaux à faire dans le port de mer placé sous ses ordres, l'originalité de son esprit disparaît un peu dans le vague d'un coup d'œil général, ou les détails d'un commandement subalterne. Il faut à Dumouriez ou des situations plus singulières, ou de plus grandes choses. Bientôt, dans les changements imprévus et brusques qu'amène le règne transitoire et tumultueux de l'assemblée législative, il est appelé dans les conseils de Louis XVI. Trois mois ministre des affaires étrangères, il y marque son passage par la déclaration de guerre aux puissances. Quatre jours ministre de la guerre, il sort du ministère, sur le refus que fait le roi de sanctionner le décret relatif aux prêtres qui ne prêtaient point le serment voulu. Nous donnerons par extraits (Éclaircissements, lettre C) les seules particularités, soit instructives, soit attachantes, que renferme cette partie des Mémoires. La place de Dumouriez était dans les camps et non dans les conseils, non dans des assemblées que bien d'autres que lui eussent été impuissants à dominer. De ministre devenu général d'armée, Dumouriez va rendre de bien importants services à la France. Il arrête l'invasion qui la menace, combat en même temps que Kellermann à Valmy, triomphe à Jemmapes, s'empare de la Belgique et veut conquérir la Hollande, quand les hommes et la fortune s'unissent pour contrarier ses desseins. Même après ses revers son rôle était beau : pourquoi faut-il qu'en prenant celui d'un général qui conspire, il se soit réduit lui-même au triste sort d'un transfuge et d'un banni? On va l'entendre, et le juger.]

LIVRE TROISIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Camp de Valenciennes.

Dumouriez, en entrant dans le ministère, qu'il n'avait jamais eu envie de garder longtemps, avait conservé son rang de lieutenant général dans l'armée. Il avait le choix de servir sous l'un des trois généraux qui en commandaient chacun une, Luckner, la Fayette, et Montesquiou. On ne comptait pas comme armée le corps de troupes rassemblé en Alsace sous les ordres du lieutenant général Lamorlière, qui n'était que sur une très-légère défensive, ce côté n'étant pas même menacé, par le soin qu'avait eu le général Dumouriez, pendant son ministère, de ménager la neutralité des cercles et des princes de l'Empire, et particulièrement du cercle de Souabe.

Cette neutralité lui avait donné la facilité de tirer de l'armée d'Alsace quelques troupes, notamment le corps des carabiniers, avec le général Luckner qu'il avait fait choisir pour remplacer le maréchal de Rochambeau, qui, vu le mauvais état de sa santé, avait donné sa démission du commandement de l'armée du nord.

La Fayette, qui s'était déjà hautement déclaré contre tout le conseil, mais surtout contre le ministre des affaires étrangères, se voyait, par le choix du maréchal Luckner, déchu de l'espoir qu'il avait eu de joindre ce commandement à celui qu'il avait déjà, ce qui aurait étendu son autorité militaire depuis Bitche jusqu'à Dunkerque.

Dumouriez, dans cette nouvelle disposition des armées, n'avait été mu par aucune passion particulière, mais s'y était décidé par esprit de justice. La Fayette avait manqué l'ouverture de la campagne, et ensuite, de concert avec le maréchal Rochambeau, il en avait rejeté la faute sur le ministère, mais particulièrement

sur Dumouriez, l'accusant d'avoir tracé des plans de campagne absurdes et inexécutables. Ce jeune général avait fait assez brillamment la guerre d'Amérique, mais il n'y avait jamais eu de commandement en chef. Son début, comme général, contre les Impériaux, ne développait pas dès talents supérieurs. Luckner était maréchal de France, avait une grande réputation, et beaucoup d'ardeur.

Les armées du Rhin, de la Moselle, ou du centre, et du nord, formaient trois corps de cinquante mille hommes chacun, en comptant les garnisons. Il eût été très-injuste de reléguer en Alsace, en défensive, le seul maréchal de France et le seul homme de guerre, après avoir diminué son corps d'armée pour renforcer celle du nord et celle du midi du général Montesquiou, et de donner deux armées au seul la Fayette. Le conseil avait même trouvé prudent, par cet arrangement, de mettre, sans que cela fût affecté, la Fayette, toujours soupçonné d'aspirer à la dictature, aux ordres d'un vieux général étranger, qui, ne tenant à aucune faction, était plus dans la main du pouvoir exécutif.

Telle était donc à cette époque la distribution des armées françaises. Le maréchal Luckner commandait celle du nord, la Fayette celle du centre, Montesquiou celle du midi, qui à peine se formait alors; car c'est à force de talents, d'esprit et de patience, que ce général a réussi à se créer une armée, et à exécuter très-rapidement la conquête de la Savoie et du comté de Nice, malgré les obstacles de toute espèce, et quoique la lenteur du rassemblement de ses moyens eût donné aux Piémontais tout le temps de se préparer pour leur défense. Sa campagne a été conduite avec autant de vivacité que de prudence. Ses négociations avec Genève et la Suisse sont d'un homme juste et sage. Il était le meilleur de ces trois généraux en chef; et si Dumouriez n'eût suivi que son goût, il aurait été le joindre, et se mettre à ses ordres : mais un grand motif l'en empêcha, et le décida à aller servir à l'armée du nord.

A peu près un mois avant, le maréchal Luckner, passant à Paris pour aller prendre le commandement de l'armée du nord, était convenu avec lui de rétablir la guerre offensive dans les Pays-Bas, pour rendre aux troupes l'énergie et la confiance

qu'elles avaient entièrement perdues. Luckner avait blâmé hautement la conduite du maréchal de Rochambeau et de la Fayette, et il avait promis de réparer les premiers échecs de la campagne. Dumouriez lui avait fait donner des chevaux par le roi, qui l'avait beaucoup caressé : ainsi la confiance s'était établie entre lui et le conseil.

Luckner avait tenu sa parole, et, à peu près à l'époque à laquelle Dumouriez changeait de ministère, il était entré sur le territoire autrichien, et s'était porté, avec son armée d'environ vingt-deux mille hommes, à Courtrai et Menin. Cependant, à peine arrivé à son quartier général, il était déjà devenu anti-ministériel, et ses dernières lettres au ministre, tout en exécutant ce qui était convenu entre eux, étaient dures et grossières. Berthier, chef de son état-major, Charles Lameth, Jarry, Matthieu de Montmorency, et tous ses aides de camp, étaient de la faction de la Fayette, qui s'obstinait à regarder Dumouriez comme l'arc-boutant des jacobins et des girondistes, quoique cela fût contradictoire, et que ce général, en quittant le ministère, eût pensé être la victime de tous les partis à la fois.

Il n'y avait dans l'armée de Luckner que deux officiers généraux qui désirassent de bonne foi l'expédition des Pays-Bas, Biron et Valence : le premier avait à réparer son désastre devant Mons; le second, également étranger à tous les partis, ne consultait que son civisme, sa droiture, et son désir de se distinguer. Tous les deux étaient dans la disgrâce du maréchal Luckner. Cependant, aidés des lettres pressantes du ministre, ils l'avaient entraîné, et forcé à marcher en avant.

Mais dès que Luckner apprit que Dumouriez avait donné sa démission, bien loin d'avancer dans la Belgique, il ne pensa plus qu'à regagner les frontières, invectivant contre le ministre disgracié, se plaignant de ce qu'il l'avait enfourné dans une entreprise folle, et disant qu'il se garderait bien de se présenter à son armée. Biron et Valence envoyaient lettres sur lettres à Dumouriez, pour l'engager à arriver bien vite; que sans cela tout était perdu, et que le maréchal allait faire sa retraite. Dumouriez lui avait écrit une lettre pleine de sensibilité et de confiance, lui mandant que, bien loin de regretter le ministère, il regar-

dait comme un grand bonheur d'aller servir sous lui, et de travailler à sa gloire.

En même temps il se dépêchait, tant qu'il pouvait, d'arranger sa comptabilité des affaires étrangères, pour pouvoir partir de Paris. Il avait envoyé devant lui un de ses aides de camp avec des chevaux, pour se rendre, par Lille, à Menin; il prit lui-même, le 27 juin, la même route. En arrivant à Douai, il apprit que Luckner, après avoir tenu un grand conseil de guerre sans avoir d'ennemis en tête, avait évacué Courtrai et Menin, et ramenait son armée au camp de Valenciennes.

Tous les exploits de cette entrée dans les Pays-Bas se réduisaient à avoir brûlé sans nécessité, mais avec barbarie, les faubourgs de Courtrai, sous prétexte de pouvoir se défendre, une heure avant de l'évacuer. Peut-être que si Dumouriez fût arrivé deux ou trois jours plus tôt, il aurait empêché cette honteuse retraite, qu'on voyait évidemment n'avoir été ordonnée que par l'esprit de parti, conséquemment à quelque grand projet de la faction de la Fayette, dont le pauvre Luckner, obsédé par son état-major, était l'instrument et le jouet.

Il joignit l'armée à Valenciennes, et fut très-mal reçu par le maréchal et par tous ses officiers généraux et d'état-major. Il y avait eu des paris qu'il n'oserait pas joindre cette armée; on avait même parié qu'il n'y serait pas reçu. Berthier, chef de l'état-major, ne mit pas à l'ordre son arrivée, quoique, n'y ayant que Biron, son ancien, et lui de lieutenants généraux, il dût naturellement prendre aussitôt le commandement de la gauche. On ne lui envoya ni le mot d'ordre, ni ordonnances, ni garde d'honneur; et il resta quelques jours à Valenciennes comme un simple particulier. Comme il n'y avait ni ennemis en présence, ni plan de campagne, ni même un ordre de bataille dans cette armée, encore moins de discipline et d'esprit militaire, il patienta quelques jours sans faire ni plaintes ni représentations, examinant le désordre de cette armée et l'incapacité de son général, qui attendait, disait-il, l'arrivée de la Fayette pour concerter avec lui un plan de défensive; car c'est à quoi les généraux avaient résolu de réduire la guerre : le maréchal, pour excuser sa honteuse retraite de Menin, et rejeter toute la faute sur la témérité du plan d'of-

fensive du ministère; la Fayette, par le même motif de haine contre Dumouriez, et par une combinaison de vues plus profondes qui éclatèrent ensuite pour la ruine de la Fayette et de la faction de Lameth, Duport, Beaumetz et autres, qui dirigeaient entièrement ce général, et l'égaraient en voulant le porter à la dictature.

Ainsi, après avoir échappé à Paris à la faction de la Gironde et aux jacobins, Dumouriez retrouvait à l'armée une autre faction tout *aristocratique-révolutionnaire*, qui avait contre lui des vues tout aussi actives et tout aussi dangereuses. Il n'eut pas de peine à les pénétrer, d'après l'air léger et moqueur de l'état-major et les brusqueries du maréchal, dont le caractère et les talents étaient bien au-dessous de sa réputation.

Luckner ne manquait pas d'esprit, mais son âme était petite. Il était d'une avarice sordide, et sans éducation. Son penchant et ses habitudes le ramenaient à jouer toujours un rôle subalterne. Le grand air de la Fayette lui en imposait; et dès qu'il trouvait quelqu'un à mettre au-dessus de lui, il oubliait sur-le-champ son grade, et se rangeait à la seconde place. Il avait encore l'activité corporelle d'un housard, mais ses idées étaient très-confuses. Il n'avait jamais pu se mettre dans la tête le plan de campagne des Pays-Bas; il n'en avait jamais conçu que l'avant-garde; et à tout ce que le ministre lui en avait expliqué, il lui avait toujours répété : « Oui, oui, moi tourne par la droite, tourne par la gauche, et marcher vite. » Effectivement il en avait fait une housardaille. Mais il était effrayé du train de son armée, et surtout des équipages; c'était toujours ce qu'il répondait à tous les mouvements qu'on lui proposait. Général d'armée, il aurait volontiers passé toute la campagne dans son camp de Valenciennes, et il aurait été de sa personne faire la petite guerre; chef d'avant-garde, il aurait mené l'armée au bout du monde.

Le matin il était tout dévoué à la nation, le soir tout attaché au roi. Il ne concevait rien à la révolution. Il confondait tous les objets et tous les partis, et se plaignait toujours d'être entouré de factieux, ce qui était vrai. Le duc d'Orléans était venu, sans qu'on sût pourquoi, faire une apparition à Valenciennes, ce qui n'avait fait aucune impression sur les soldats, qui ne le re-

gardaient pas de bon œil, et ce qui, au lieu de balancer le parti de la Fayette, lui avait donné plus de force.

Luckner détestait et méprisait le duc d'Orléans, mais n'osait pas lui dire de s'en aller. Biron protégeait ce prince détestable qui ne voyait que lui à l'armée, et il était fort mal avec le maréchal. Dumouriez était lié depuis vingt ans avec Biron, et très-froidement avec le duc d'Orléans; mais dès lors il distingua ses deux fils, très-dissemblables à leur indigne père.

On attendait de jour en jour la Fayette. Trois jours avant son arrivée, Dumouriez força le maréchal à lui accorder une conférence qu'il avait évitée tant qu'il avait pu. Le maréchal se levait avant le jour, montait à cheval sans autre but que de se montrer aux soldats, rentrait fort tard, dînait mal, bourrait tout le monde, signait des lettres qu'il ne lisait pas, et se couchait à neuf heures. Dumouriez plusieurs fois s'était présenté à son lever, avait monté à cheval avec lui : alors le maréchal bavardait contre son prédécesseur Rochambeau, contre la Fayette, contre les généraux français, trouvait son camp détestable; et il avait raison. Mais quand Dumouriez lui eut un jour demandé pourquoi, au lieu de rester dans un camp aussi timide et mauvais en lui-même, il n'en prenait pas un plus hardi et meilleur devant Quiévrain, Luckner, s'emportant, lui avait dit en jurant qu'il n'était pas fait pour lui donner des conseils, et que tout officier général qui raisonnerait serait mis dans une citadelle.

Ce fameux camp de Famars, que les Impériaux ont pris avec tant de facilité au mois d'avril 1793, était effectivement très-mauvais: le voisinage de Valenciennes tenait les troupes dans l'indiscipline et la débauche. Officiers, soldats, généraux, étaient jour et nuit dans la ville. Ce camp avait derrière lui l'Escaut, qu'on n'aurait pu passer, en cas de retraite, que sur trois ponts, dont deux, qui étaient tout à fait à sa droite, auraient été facilement interceptés par l'ennemi, qui pouvait arriver en bataille de ce côté jusque derrière le camp, à couvert des redoutes et des batteries de cette droite, qui ne voyaient pas dans ce fond.

Tout le long du front du camp coulait une petite rivière, nommée la Ronelle, guéable presque partout. Elle était encaissée, et le terrain, s'élevant des deux côtés en amphithéâtre, donnait un

jeu égal à l'artillerie de part et d'autre. La gauche du camp, se rapprochant de Valenciennes, était couverte par deux villages très-dangereux : car si l'un des deux était forcé, comme il n'y avait pas assez de terrain pour se développer et donner bataille en avant du camp, l'armée eût été coupée en deux ; une partie se serait précipitée dans l'Escaut, l'autre aurait fui dans Valenciennes, et l'ennemi, la suivant avec vivacité dans sa retraite, eût pu entrer dans la ville avec les fuyards. En général, il faut éviter de placer les camps trop près des grandes villes, surtout quand elles servent de places d'armes et de magasins. D'ailleurs notre position timide dans le camp de Famars rendait l'ennemi maître de la plaine entre Condé, le Quesnoy et Valenciennes.

Dumouriez se présenta un matin chez le maréchal Luckner, et, fermant la porte, il entra dans le plus grand détail sur tous les griefs qu'il avait à lui reprocher; lui fit connaître qu'il était le jouet et l'instrument de la faction de la Fayette, lui fit honte de se laisser conduire par des enfants comme Charles Lameth et Matthieu Montmorency. Le maréchal convint de tout, jura après eux, les traita d'intrigants et de factieux, pleura, et promit de changer de conduite.

Ils parlèrent ensuite de la mauvaise position du camp de Famars, du peu d'ordre de l'armée, du défaut de plan; et Luckner lui promit que tout allait prendre une nouvelle face. Il dîna chez le maréchal, ce qui lui arrivait très-rarement. Celui-ci tança à table Lameth et Montmorency, et vexa Berthier, qui vint le lendemain pour la première fois, au bout de dix à douze jours, rendre sa visite au général Dumouriez, qui l'avait fait maréchal de camp, et qui lui dit sérieusement, mais avec bonté, qu'il était temps de finir cette comédie, et de penser à faire la guerre.

La Fayette arriva deux jours après. Luckner lui fit la cour la plus basse. On fit mettre l'armée sous les armes. Tous les officiers généraux eurent ordre de le recevoir à la tête de leurs divisions. Biron n'en ayant pas été prévenu à l'ordre, Dumouriez n'ayant pas encore de poste assigné, ne se trouvèrent point à cette parade. La Fayette le remarqua d'autant plus qu'ils étaient les deux seuls lieutenants généraux de l'armée : il eut la faiblesse de s'en plaindre. Le maréchal s'emporta de nouveau

contre ses deux lieutenants généraux. Dumouriez eut une seconde explication avec lui; elle fut sévère de sa part. Luckner, après s'être emporté, se calma, pleura encore, et lui fit beaucoup de caresses et de protestations. Mais dès le surlendemain il lui annonça qu'il devait partir pour aller prendre le commandement du camp de Maulde; Biron eut ordre d'aller commander la petite armée d'Alsace.

CHAPITRE II.

Camp de Maulde.

Le maréchal Luckner n'avait que cinq lieutenants généraux dans son armée : Biron, qui allait commander en Alsace; Lanoue, qui commandait le camp de Maubeuge; Carle, qui commandait à Dunkerque; d'Harville, qui commandait à Valenciennes; et Dumouriez, qu'il envoyait au camp de Maulde. Ainsi il restait sans un seul officier général de ce grade, plus que jamais livré aux enfants de la faction qui le gouvernait. Biron étant parti, Dumouriez était le plus ancien des quatre lieutenants généraux. Il aurait dû commander le camp de Dunkerque ou de Maubeuge : on lui donnait à commander huit bataillons et deux escadrons, campés à Maulde.

Comme ce camp est devenu fameux, il mérite une description particulière. C'est un fer à cheval composé de plusieurs monticules de sable, ayant en avant de son front le village de Maulde, en avant de sa droite celui de Mortagne, où est un pont au confluent de la Scarpe et de l'Escaut, derrière lui un pays marécageux jusqu'à Saint-Amand, et tout le long de sa gauche une plaine boisée, semée de censes et de villages. On avait couronné ces hauteurs de sept redoutes, et on avait construit quelques mauvais ouvrages en avant de Maulde. Ce camp eût été bon pour dix à douze mille hommes, en formant un cordon de postes le long de la rive gauche de l'Escaut jusqu'à Condé, en établissant une autre chaîne à la gauche par Rumegies, en fortifiant bien

Orchies pour couvrir la communication entre Douai et Lille, et en fortifiant la tête de la Scarpe à Saint-Amand.

Mais avec huit bataillons ce camp était très-dangereux. Si l'ennemi le tournait par sa gauche, il pouvait le couper ou l'enlever, et se rendre maître de Saint-Amand avant qu'on eût le temps de se retirer. S'il attaquait la tête du pont de Mortagne en faisant passer l'Escaut à un détachement, il lui coupait sa communication avec Condé, Valenciennes et Saint-Amand, et forçait les troupes à fuir sur Orchies. Enfin, s'il voulait l'attaquer de vive force, en front, et par sa droite et sa gauche à la fois, les huit bataillons n'auraient point suffi pour défendre les redoutes, qui étaient faibles et négligemment faites ; et on pouvait l'enlever l'épée à la main.

Beurnonville, maréchal de camp, ci-devant aide de camp de confiance de Luckner, mais que la jeunesse de cour avait supplanté, commandait ce camp, et avait pour chef de son état-major Berneron, ancien officier plein d'activité et d'expérience. Ils connaissaient tout le danger de leur position, mais ils se gardaient bien de le faire apercevoir à leurs troupes. Au contraire, ils leur avaient inspiré une grande confiance dans leur position et une grande hardiesse, en faisant continuellement la petite guerre du côté de Tournay et de Bury. En se tenant ainsi dans l'offensive, ils avaient empêché les Impériaux de penser à les attaquer, quoiqu'ils fussent plus de dix à douze mille hommes contre à peu près trois à quatre mille.

Dumouriez sentit bien qu'on l'avait envoyé là, non-seulement pour se débarrasser d'un censeur incommode, mais vraisemblablement aussi dans l'espoir qu'il pourrait recevoir un échec. Il le manda à quelques personnes à Paris, pour qu'en cas d'événement le blâme ne tombât point sur lui seul. Il s'établit d'abord à Saint-Amand, et envoya quelques observations auxquelles l'état-major du maréchal ne daigna pas répondre, bien loin de lui envoyer les renforts qu'il demandait.

Le camp de Maulde était très-nécessaire pour couvrir les riches plaines entre Lille, Douai, Bouchain, Valenciennes et Condé. Ce canton, coupé de rivières et de canaux, est très-abondant en fourrages. Le département du Nord y attachait

avec raison une grande importance; il fallait absolument le garder.

Dumouriez, se voyant abandonné à lui-même, quitta Saint-Amand, et alla s'établir dans le camp même avec ses deux braves camarades Beurnonville et Berneron, ce qui lui gagna l'amitié des troupes, qui virent avec plaisir qu'il partageait leurs *bivouacs* et leurs fatigues. Il commença par établir une communication réglée avec les généraux Marassé, qui commandait à Douai, et la Bourdonnaye, qui commandait à Lille; il alla même les trouver, pour convenir de mouvements combinés en cas de besoin.

Il figura par de petits postes la chaîne des grands postes qui aurait été nécessaire pour couvrir cette frontière; il fit élever des batteries à la tête de la ville de Saint-Amand, et il rendit plus vive la petite guerre contre Tournay, Bury, Antoing et Leuze, pour faire croire qu'il était en force. Il établit une chaîne de postes entre le camp, Saint-Amand et Orchies, par la Celle et le château du Loir; enfin il fortifia Orchies, et il y plaça un bataillon de la garnison de Douai, et un autre à Marchiennes. Il rendit compte de toutes ces dispositions à Luckner, qui l'approuva.

Il continua alors sa petite guerre avec de petits succès, dont on parla d'autant plus que c'était le seul côté par lequel les Impériaux ne pénétraient point sur notre territoire, et où nous soutenions un peu l'offensive. Partout ailleurs, et surtout en avant de notre armée, les hulans dévastaient nos plaines, et nos troupes végétaient dans la plus honteuse inaction.

Les troupes du camp de Maulde avaient acquis une hardiesse et une discipline qui les ont distinguées pendant toute la campagne. Par ce moyen, il fit tourner à son avantage le projet qu'on pouvait avoir eu de lui nuire. Il employa aussi ce temps à combiner un projet d'invasion dans les Pays-Bas, et même, étant sur les lieux, il ne trouva rien à changer à celui que les généraux avaient si mal exécuté au commencement de la campagne, et qu'il a suivi lui-même depuis.

Pour élever le courage de ses troupes, il profita d'une rencontre très-extraordinaire. Dans le village de Mortagne vivait un

greffier, nommé Fernig, qui avait été maréchal des logis de housards. Il avait cinq enfants, dont un garçon qui était officier dans un régiment, et quatre filles. Deux de ces filles, l'une âgée de vingt-deux ans, l'autre de dix-sept, petites, délicates, bien élevées et modestes, avaient suivi plusieurs fois les détachements français qui allaient à la petite guerre. Elles étaient très-braves.

Il les encouragea, les fit marcher à tous les détachements, et en rendit compte. Elles ont suivi les troupes du camp de Maulde en Champagne, sont revenues faire la guerre dans les Pays-Bas, se sont distinguées à toutes les actions, et se sont montrées encore plus extraordinaires par leur pudeur et par leur vertu, que par leur courage. La convention leur avait accordé une pension; mais s'étant trouvées à l'arrestation des commissaires le 2 avril, et ayant abandonné l'armée avec le général Dumouriez, elles ont été décrétées comme tous ses autres adhérents. Les soldats avaient pris autant d'amitié que de respect pour ces deux héroïnes, et souvent il les leur proposait pour exemple.

CHAPITRE III.

Mouvement de armées. — Arrivée du lieutenant général Dillon. — Conseil de guerre.

Pendant qu'écarté du quartier général, ignorant ce qui s'y passait, Dumouriez était occupé de son camp de Maulde et de sa petite guerre, il s'était machiné de grands mouvements tant dans la faction des constitutionnels à Paris, que dans les armées. Le voyage de la Fayette à Paris avait fait soupçonner ses desseins. L'assemblée nationale s'en méfiait, les girondistes s'élevaient hautement contre lui, et les jacobins le ménageaient moins que jamais. Le ministre lui était tout dévoué, et on avait jeté le roi dans ses bras. Dumouriez n'a jamais su ses projets, et ne veut pas donner ses conjectures pour des faits.

Mais, quel que fût le but de la Fayette et de sa faction, il

crut utile de changer son commandement, de prendre celui du nord qui le rapprochait de Paris, et de reléguer Luckner à celui du centre. Les généraux s'étaient attribué la propriété des armées, comme César et Pompée. Chacun se croyait très-aimé de la sienne, et ne voulait pas s'en séparer. Cependant, dès lors, la guerre paraissait devoir être plus vive du côté où l'on envoyait Luckner. Les Prussiens s'assemblaient dans le Luxembourg et dans l'électorat de Trèves. Une partie de l'armée impériale remontait des Pays-Bas, sous les ordres du général Clairfayt, pour aller les joindre. Les émigrés s'y portaient en foule, à la suite des frères du roi.

Ce fut en ce moment, où chacun aurait dû rester à son poste pour défendre la partie des frontières qu'il avait reconnue, avec les troupes pareillement accoutumées au pays, que le ministre de la guerre et les deux généraux arrangèrent le mouvement le plus extraordinaire et le plus dangereux : c'était de transporter l'armée de Luckner à Metz, et celle de la Fayette à Valenciennes [1]. Ce mouvement dégarnissait pendant plusieurs jours les deux frontières, affaiblissait les deux armées par une marche de quatre-vingts lieues au mois de juillet, et avait cela de remarquable, qu'elle réunissait pendant deux jours toutes les troupes et les deux généraux dans un point intérieur, vers la Capelle, à quarante lieues de Paris.

Si le projet de cette faction a été de faire marcher les deux armées sur Paris, il est certain que Luckner n'en avait pas été prévenu, et qu'il ne s'y est pas prêté. Cette circonstance rend le supplice que lui ont fait subir les féroces jacobins plus injuste et plus barbare. Mais on n'avait besoin ni de lui ni de son armée. Il fallait qu'on lui fît passer un ordre du roi pour se porter sur Sedan, ce qu'il aurait exécuté sur-le-champ. Les vingt mille

[1] Ce mouvement de troupes, concerté entre Luckner et la Fayette, avait moins d'importance que Dumouriez ne lui en attribue, si l'on ajoute foi au témoignage d'un grand nombre de contemporains. Suivant ces derniers, il se bornait à l'échange de quelques régiments entre les deux généraux, échange partiel qui n'offrait aucun danger. Luckner avait désiré réunir plusieurs régiments allemands qu'il connaissait, et la Fayette avait consenti à les lui céder, et à recevoir en retour plusieurs bons régiments français, dont il avait éprouvé la bravoure et l'intrépidité. Voilà les deux versions de ce fait : c'est au lecteur qu'il appartient de prononcer.

(*Note de l'éditeur.*)

hommes de la Fayette suffisaient pour aller faire une révolution à Paris. Plût à Dieu qu'il eût exécuté ce projet avec rapidité! Quelque état de choses qui en fût résulté, la France ne serait pas à présent couverte de crimes, d'opprobre et de ruines; la Fayette eût été le restaurateur de la patrie et le sauveur de la famille royale. La Providence en avait décidé autrement.

Quoi qu'il en soit, le 10 juillet, pendant que Dumouriez était occupé à faire tracer les petits ouvrages pour la fortification d'Orchies, il reçut un courrier de Luckner, qui lui ordonnait de se rendre sur-le-champ à Valenciennes. Il partit tout de suite, et ne fut pas peu étonné d'apprendre, en entrant chez le maréchal, que la Fayette venait d'arriver, et était enfermé avec lui. Il frappa à la porte du cabinet : Luckner lui fit un très-bon accueil. La Fayette, décontenancé, prit un air de dignité froide qu'il lui rendit. Alors le maréchal lui expliqua les mouvements des deux armées, lui dit que le lieutenant général Dillon arriverait le 20 à Valenciennes, avec huit bataillons et six escadrons; que lui, Luckner, partirait le 12 du camp de Famars avec son armée; qu'il ne touchait ni aux troupes de Dunkerque, ni au camp de Maulde, ni à celui de Maubeuge; qu'il le laisserait, avec son arrière-garde composée de six bataillons et cinq escadrons, dans le camp de Famars, avec le commandement général dans tout le département du Nord, jusqu'au 20, qu'il remettrait le commandement au général Dillon, et le rejoindrait à Metz, en faisant les mêmes marches que l'armée; et que si pendant ces huit jours il arrivait quelque événement, il rendrait compte au général la Fayette, et prendrait ses ordres. Il lui remit alors la même instruction, signée du ministre.

Il répondit au maréchal que, quoiqu'il trouvât ce grand mouvement très-imprudent et très-déplacé, il exécuterait les ordres qu'il recevait. Ensuite s'adressant à la Fayette, qui était resté tout le temps les yeux fixés sur une carte, il lui dit : « Monsieur, vous devez voir avec peine, et moi aussi, que je sois pour quelques jours à vos ordres; je vous promets devant M. le maréchal de servir avec fidélité à votre propre gloire, pourvu que vous travailliez pour le bien de votre patrie. Mais vous jugez que je ne peux pas oublier vos procédés; et je vous jure qu'après

la guerre nous viderons notre querelle ensemble. » La Fayette voulut entrer dans quelques explications : Luckner se mit entre deux. Ils sortirent tous les trois du cabinet, et Luckner dit à ses aides de camp : « Dumouriez est bien généreux ; il a remis sa querelle après la guerre.» Cette aventure a donné lieu au conte qu'on a fait, que ces deux généraux s'étaient battus, et que la Fayette avait été blessé.

Il avait toujours aimé la Fayette, quoiqu'il connût ses défauts ; il estimait ses bonnes qualités ; il lui trouvait surtout l'extérieur du commandement, si nécessaire pour faire impression sur le peuple. Avant son ministère il lui avait toujours donné les conseils les plus utiles : pendant son ministère, il l'avait soutenu contre les jacobins et auprès des girondistes, dans le temps même que le malheureux la Fayette, entraîné par les intrigants qui l'obsédaient et qui l'ont perdu, lui faisait les injures les plus graves et les plus publiques. Si la Fayette, dans ce moment d'explication, eût eu le bon esprit d'écouter plus son ambition que sa vanité, le raccommodement eût été sincère et prompt ; peut-être en serait-il résulté de très-grands avantages pour la patrie, pour le roi et pour eux-mêmes. Mais à peine sorti du cabinet, se voyant entouré de ses courtisans, il reprit sa morgue, et par ses gestes il parut insulter à Dumouriez, qui, ce jour-là, eut l'air plus disgracié et plus abandonné encore qu'à l'ordinaire.

La Fayette étant parti, le maréchal tomba d'accord de l'imprudence du mouvement des deux armées ; mais il était fort aise de s'en retourner à Metz. Beurnonville fut très-sensible à l'abandon du maréchal Luckner, et ne lui pardonna pas de le laisser aux ordres de la Fayette, qu'il n'aimait pas. Luckner partit le 12, et Dumouriez resta à Valenciennes, occupant, avec six bataillons, un camp qui exigeait trente mille hommes. D'Harville avait prétendu lui disputer ce commandement ; mais la question fut décidée par le maréchal en faveur de l'ancienneté. D'Harville eut un congé, et partit. Le lieutenant général Lanoue, qui commandait un camp de cinq à six mille hommes à Maubeuge, fort attaché à la Fayette, ainsi que ses troupes, se regarda comme indépendant, et lui manda qu'il n'exécuterait

que ce qui lui serait prescrit par son général en chef. Le lieutenant général Carle, qui commandait à peu près autant de troupes à Dunkerque, pensait de même.

Cependant le duc de Saxe-Teschen rassemblait une armée à Mons d'environ vingt mille hommes, et le camp de Tournay était fort de dix à douze mille. En cas d'irruption, Dumouriez n'avait à disposer que de quatorze bataillons et sept escadrons, répartis entre les camps de Maulde et de Famars. On devait s'attendre que les Impériaux, débarrassés de l'armée de Luckner, feraient une invasion dans le département du Nord. Dumouriez l'avait annoncé à Luckner et au ministre de la guerre, qui n'était plus Lajard, mais le jeune d'Abancourt, entièrement livré à la faction de la Fayette, et que, de simple capitaine, on venait de faire ministre.

Les places de la Flandre étaient mal approvisionnées. Les garnisons étaient faibles ; aucun ouvrage n'était palissadé, aucune artillerie n'était disposée ; on manquait dans toutes de munitions et de canonniers. Douai avait une brèche de plus de trois cents toises. Dans aucune place les inondations ne pouvaient être tendues. La seule ville de Condé aurait pu soutenir un siége, par les soins de son excellent commandant, le général Omoran.

Le 14 juillet, pendant que Dumouriez faisait célébrer la fédération dans son camp de Famars, il se répandit une fausse alarme : on vint l'avertir que des colonnes ennemies arrivaient sur Valenciennes par Sebourg. Il s'y porta, et ne vit rien. Il avait seulement paru quelques hussards.

Mais, dans la nuit du 13 au 14, à peu près cinq mille Impériaux, partant de Tournay, allèrent tomber sur Orchies, où était un bataillon de volontaires de la Somme, avec ses deux pièces de campagne et trente dragons. Ils les attaquèrent avec fureur par deux portes, du côté de Douai et de Lille. On n'avait pas encore eu le temps d'élever les différentes défenses ordonnées par le général. Le bataillon se défendit avec le plus grand courage, et fit sa retraite sur Saint-Amand, ayant perdu un de ses canons. Un capitaine, nommé Thory, se couvrit de gloire, et sauva cette garnison. Deux colonnes des Impériaux tirèrent l'une sur l'autre, et l'ennemi perdit cinq cents hommes.

Dumouriez, ayant appris le soir cette attaque, leva sur-le-champ son camp de Famars, et arriva le 15, à la pointe du jour, à Saint-Amand. Il envoya ordre à Beurnonville de ne laisser que les gardes dans le camp de Maulde, et de marcher sur-le-champ à Rumegies, pour couper la retraite à l'ennemi, pendant qu'avec ses six bataillons et les trois qu'il rassemblerait de Saint-Amand et Marchiennes, il irait l'attaquer dans Orchies. Le général Marassé, commandant à Douai, sans attendre son ordre, sortit en même temps avec huit cents hommes de sa garnison, et se porta de son côté sur Orchies. Ainsi l'ennemi se serait trouvé cerné, s'il ne s'était dépêché de se replier dans la nuit du 14 au 15.

Dumouriez, en étant instruit, alla rétablir la même garnison à Orchies, et prit le parti de rassembler quinze bataillons au camp de Maulde, avec cinq escadrons, pour au moins avoir son petit corps d'armée réuni dans le même point. Un régiment de chasseurs à cheval refusa d'entrer dans le camp, et retourna dans ses cantonnements derrière Condé. Il envoya ordre au lieutenant général Carle de faire partir sur-le-champ cinq bataillons et deux escadrons de Dunkerque pour le joindre. Ils n'arrivèrent que longtemps après. Il se remit à la tête du camp de Maulde, d'où il recommença à harceler l'ennemi pour le contenir, et pour aguerrir ses troupes.

Le 20, le général Chazot arriva à Valenciennes avec huit bataillons de l'armée de la Fayette. Il commença par déclarer qu'il n'exécuterait aucun des ordres du général Dumouriez, et qu'il attendrait le général Dillon. Cependant il se rendit aux vives sollicitations qui lui furent faites, et il se laissa cantonner, entre Condé et Valenciennes, le long de l'Escaut.

Dumouriez avait eu soin de rendre compte de tous ces événements au ministre, à Luckner, et à la Fayette. Le 22, Dillon arriva, ayant été s'aboucher à Sedan avec la Fayette, et ayant passé par Maubeuge, Avesnes et Landrecies. Il était suivi de quatre à cinq bataillons qu'il avait ramassés en route. Dumouriez avait donné de son côté des ordres pour en ramasser autant des garnisons de Picardie et d'Artois, outre les cinq bataillons et deux escadrons qu'il attendait de Dunkerque.

Il remit avec joie à Dillon le commandement général, se contentant de celui du camp de Maulde ; mais il lui peignit en même temps tout le danger de sa situation. Le 22, le duc de Saxe-Teschen avait pris le parti de venir envahir le territoire français, et s'était campé à Bavay, partant de Mons. Il devenait alors impossible que Dumouriez obéît à l'ordre de Luckner, et partît avec six bataillons et cinq escadrons pour aller à Metz, laissant la Flandre dégarnie au moment où l'ennemi y pénétrait.

Dillon même s'y opposa. Mais c'était un acte de désobéissance trop formel pour que les deux généraux le prissent sur eux. Dumouriez surtout prévoyait qu'on chercherait à lui en faire un crime : une première lettre du maréchal, qui blâmait la réunion des troupes au camp de Maulde, et une lettre insolente de Berthier, l'avertissaient de mettre dans cette démarche beaucoup de prudence. Cependant il s'agissait de sauver la Flandre ; toute autre considération était faible auprès de ce grand intérêt ; et cette prétendue désobéissance, qui a arrêté les ennemis, a tout sauvé.

Dillon est un très-brave homme, très-loyal, trop fougueux pour être fin. Il a des talents militaires et beaucoup d'ambition. On lui avait inspiré de grands soupçons contre Dumouriez, qui de son côté en avait contre lui, connaissant sa liaison avec la Fayette et avec sa faction. Mais la circonstance était trop critique pour ne pas faire taire toutes les passions particulières, et l'arrivée des ennemis les réunit sincèrement.

Dillon assembla à Valenciennes un grand conseil de guerre de tous les officiers généraux : il exposa avec beaucoup de netteté et de force l'état de faiblesse des places ; le petit nombre de troupes pour s'opposer aux deux corps d'armée ennemie, dont l'un, peu de jours avant, avait envahi Orchies, l'autre campait actuellement sur notre territoire ; la nécessité de garder en Flandre le général Dumouriez avec sa division ; l'impossibilité de les laisser partir sans exposer le département du Nord à une ruine certaine ; les réclamations des corps administratifs de tout le département. Il détailla ensuite avec beaucoup d'ordre ses projets de défense, et, sur l'avis unanime du conseil de guerre, il fut enjoint au général Dumouriez de rester avec sa division

aux ordres du général Dillon, jusqu'à ce que les Impériaux ne menaçassent plus le territoire français, ou en fussent retirés.

Le commissaire-ordonnateur Malus dressa un procès-verbal parfaitement motivé de cette importante délibération, et on envoya des expéditions signées de tous les membres du conseil de guerre au président de l'assemblée nationale et au ministre de la guerre. Les deux généraux en envoyèrent de leur côté au maréchal Luckner et au général la Fayette. On ne s'occupa plus que des préparatifs pour repousser ou arrêter l'ennemi. Dillon se chargea de la partie de Bavay, et Dumouriez de celle de Tournay.

CHAPITRE IV.

Camps de Maulde, de Maubeuge, de Pont-sur-Sambre. — Journée du 10 août. — Serment des troupes. — Insurrection de la Fayette.

Ce qu'il avait prévu arriva. Luckner lui répondit que, de ce moment, il ne le regardait plus comme de son armée. Il porta ses plaintes, il réclama ses troupes, et il écrivit au roi pour demander sa punition. On dit que ce prince, oubliant sa dernière conversation avec Dumouriez, manda au maréchal qu'il se chargerait de sa vengeance. Cela est douteux. Cependant l'infortuné Louis, tout en faisant peu de cas de la Fayette, contre lequel il avait beaucoup de motifs de haine, était alors entre les mains de cette faction, qui lui donnait des espérances prochaines. Il faut le séparer de tout ce que lui faisaient faire ses perfides entours. Ce prince était bon, mais il était malheureux. Il avait été violemment insulté le 20 juin par le vil Santerre, à la tête de toute la canaille de Paris [1].

Au lieu de venger l'affront fait au roi, affront qui retombait sur la nation elle-même, puisque, d'après la constitution qui était encore alors la loi et l'idole des Français, il était revêtu d'un caractère sacré et inviolable, l'assemblée nationale avait

[1] *Voyez* les Mémoires de Ferrières, tome III.

encore aggravé cette injure en paraissant approuver les excès de la populace : un parti constitutionnel, mais qui tendait à l'établissement des deux chambres et de la constitution anglaise, lui présentait l'espérance prochaine de se voir délivré de cet avilissant esclavage. La bataille était presque engagée. La faction de la Fayette surtout avait pris une haine trop forte contre Dumouriez pour lui rien confier. Son sacrifice devenait donc une nécessité politique. Cet état de choses justifie suffisamment le roi.

Quant à la Fayette, il est pareillement excusable, car il était presque dans les mêmes circonstances que le roi. Il avait, pendant la première législature, possédé au plus haut degré la confiance du peuple, l'adoration de Paris, l'amour de toutes les gardes nationales du royaume, et surtout de la capitale. Les manœuvres des jacobins, qu'il n'avait pas assez ménagés, et l'inconstance du peuple, lui avaient enlevé cet état plus brillant que solide.

Il s'était retiré dans ses terres ; mais les apparences de guerre et le crédit du ministre Narbonne l'avaient ramené à la tête d'une armée qu'il s'était attachée. Le maréchal de Rochambeau avait les mêmes sentiments. Luckner, qui l'avait remplacé, était un homme nul, à qui on avait donné Charles Lameth pour le conduire. On peut dire que tous les officiers généraux marquants de cette armée étaient les membres futurs de la chambre haute.

La garde nationale parisienne avait été indignée de l'insulte faite au roi. Huit mille honnêtes citoyens s'étaient inscrits pour le défendre ; vingt mille autres avaient fait une inscription pareille. Ils avaient raison, et ils étaient dans la loi. On comptait sur cette fédération, à laquelle l'assemblée nationale avait opposé le décret des vingt mille hommes. On comptait sur les trois armées.

La Fayette, rempli de grandes espérances, n'a eu qu'un tort avec Dumouriez : c'est de ne l'avoir pas fait sonder, et de ne pas lui avoir fait connaître son plan, auquel il aurait accédé sur-le-champ, préférant la constitution anglaise à l'anarchie et à l'*ochlocratie*. Il n'avait même pas d'autre parti à prendre, puisqu'il était parti de Paris avec la haine des jacobins et de la faction de la

Gironde. Mais la Fayette avait trop offensé Dumouriez pour croire qu'il pût lui pardonner ; et, n'espérant plus l'attirer dans son parti parce qu'il ne l'avait pas tenté, il cherchait à le perdre. Cette animosité personnelle de la Fayette et de Lameth contre lui est peut-être cause de tous les maux de la France.

En conséquence, dès que le procès-verbal du conseil de guerre de Valenciennes fut arrivé à Paris, d'Abancourt, ministre de la guerre, alla solliciter un décret pour pouvoir mettre au jugement d'un conseil de guerre tout officier général qui aurait désobéi à son général. C'était une sottise. Les lois militaires n'étaient pas abrogées, et elles étaient formelles en faveur du ministre. Il fallait qu'il eût l'audace de faire arrêter sur-le-champ le général Dumouriez, qu'il l'envoyât à Metz, et qu'il le fît juger par ses collègues, tous de cette faction. Mais la précaution que Dillon et Dumouriez avaient prise d'envoyer le procès-verbal au président de l'assemblée nationale l'empêcha de tenter ce coup d'autorité, et rendit à Dumouriez, sans qu'il s'en doutât ni qu'il le recherchât, la faveur de tous les partis opposés à la Fayette. Ce décret demandé éclaira l'assemblée sur les vues de cette faction, et la proposition du ministre fut rejetée tout d'une voix.

Cependant la Fayette, qui ne doutait pas du succès de la démarche de d'Abancourt, envoya au général Dillon l'ordre exprès de le faire arrêter, et de l'envoyer à la citadelle de Metz. Dillon eut la sagesse de ne pas essayer d'exécuter cet ordre, et la fidélité de le tenir secret ; car il ne l'a révélé au général Dumouriez qu'après la fuite du malheureux la Fayette.

Il me semble que d'après toutes ces circonstances, et la position respective de Dillon et Dumouriez, ces deux généraux auraient dû se lier étroitement; mais plusieurs motifs concouraient à les désunir. 1° Dillon avait déclaré qu'il ne ferait que la guerre défensive, frondait les projets d'offensive de son collègue, et lui disait à tout propos que l'invasion dans les Pays-Bas était une chimère et une folie. 2° Ses flatteurs lui avaient fait entendre que Dumouriez était un obstacle à son autorité ; que ce général avait saisi l'occasion de l'invasion des Impériaux pour couvrir sa désobéissance et se rendre indépendant; qu'ennemi

de la Fayette, il ne cherchait qu'à sacrifier son lieutenant pour rester seul en Flandre. 3° Dumouriez était né en Flandre; le département avait été sauvé par le parti qu'il avait pris d'y rester; les autorités constituées avaient écrit à l'assemblée nationale pour que cette démarche fût confirmée; elles montraient une confiance entière dans ce général, et beaucoup moins dans Dillon. Le camp de Maulde ne parlait de son général qu'avec enthousiasme; les émissaires de la Fayette, ni ceux de Dillon, n'avaient pas pu réussir à diminuer l'amour que lui portaient les soldats. Dillon même, y étant venu faire une apparition, leur avait déplu en critiquant leur camp, qu'ils regardaient comme inexpugnable; et il avait été mal reçu. Ainsi la jalousie de Dillon était à son comble, et le rendait facile à toutes les impressions défavorables qu'on lui donnait continuellement. Cependant Dumouriez lui rend avec plaisir un témoignage honorable: c'est qu'au travers de ces sentiments défavorables il a toujours été loyal, et n'a jamais eu un procédé malhonnête.

Il estimait Dillon, et aimait la franchise de son caractère. Il était trop ouvert pour qu'il ne lût pas dans son âme toutes ses affections; il en était peiné, surtout pour le mal que cela faisait à la chose publique. Il voyait qu'au lieu de faire la guerre sérieusement, on s'amusait à des intrigues, on dégarnissait les frontières pendant que l'ennemi les menaçait de tout côté, on fatiguait et on ruinait les troupes par des marches longues et inutiles, dont la direction semblait menacer Paris.

Dans ses fréquentes conférences avec Dillon, il lui soumettait toutes ses réflexions, il cherchait à l'engager à agir. Enfin, pour le guérir de sa jalousie et de ses soupçons, il lui proposa de réunir toutes ses troupes, et de marcher ensemble contre le duc de Saxe-Teschen. Dillon, ses garnisons défalquées, pouvait réunir quarante-cinq bataillons et vingt escadrons, ce qui faisait de vingt à vingt-cinq mille hommes d'infanterie, et trois mille de cavalerie. Il refusa de prendre ce parti, qui, quelles que fussent ses vues, ne pouvait que lui être très-avantageux.

Dillon savait sans doute des secrets que son collègue ignorait; il attendait que les projets de la Fayette eussent éclaté, pour prendre un parti. Quant à Dumouriez, qui ne savait rien, il ne

voyait que la guerre, l'ennemi sur notre territoire, d'où il fallait le chasser, et la possibilité, en le suivant, d'entrer avec succès dans les Pays-Bas, vu la disposition des habitants, qui lui était connue depuis longtemps, et qui était si vive, que même les sottises des Français n'avaient pas pu la refroidir.

L'invasion des Pays-Bas lui semblait décisive pour le salut de sa patrie. Toute la France paraissait consternée des mauvais succès précédents, et du rassemblement de quatre-vingt mille Allemands sur les frontières de la Champagne. Elle aurait donné de l'énergie à la nation et doublé les forces des armées; enfin elle aurait jeté entre toutes les factions un intérêt plus noble, qui, en les réunissant contre l'ennemi extérieur, aurait détruit leur dangereuse activité, dont il prévoyait un éclat prochain, qui ne pouvait que tout perdre en amenant la guerre civile.

Tout conspirait à la ruine de la France et à la perte du roi. Dillon, se renfermant dans la guerre défensive qui lui était sans doute ordonnée, ne voulut pas rassembler son armée, de peur d'être obligé par les circonstances à changer son système. Il partagea les troupes en trois camps.

Celui de Maulde, qui resta aux ordres de Dumouriez, était de vingt-trois bataillons et cinq escadrons, en comptant les garnisons d'Orchies, Marchiennes et Saint-Amand; celui de Maubeuge, aux ordres du lieutenant général Lanoue, de douze bataillons et six escadrons; celui de Pont-sur-Sambre, de huit bataillons et cinq escadrons. Dillon commandait lui-même ce camp, qui était de son choix. Il était fort mauvais. La forêt de Mormale, qui s'étendait entre ce camp et celui des Impériaux à Bavay, empêchait les Français de déboucher sur l'ennemi, qui avait encore rendu les débouchés impraticables par de grands abatis. Le camp avait derrière lui et sur ses deux flancs la Sambre qui en faisait une presqu'île, et n'avait de ce côté qu'un point pour retraite. En avant il n'y avait point d'espace entre la forêt et le camp, et les Impériaux auraient facilement réussi à l'enlever s'ils l'eussent tenté.

Cette séparation des troupes augmenta encore la scission. Les camps de Maubeuge et de Pont-sur-Sambre devinrent tout la Fayette; le camp de Maulde fut tout Dumouriez. C'est cette sé-

paration qui divisa sensiblement l'armée en deux factions, d'autant plus prononcées que les deux généraux, plus éloignés l'un de l'autre, se voyaient moins souvent. Il en résulta cependant un petit avantage : ce fut une émulation pour harceler l'ennemi par détachements, qui aguerrit les troupes.

Le général Dumouriez, renfermé dans son camp, ne s'occupa plus qu'à discipliner sa petite armée, la dresser, et former des officiers. Troupes de ligne, volontaires, officiers, soldats, tous étaient pleins de bonne volonté et de confiance, mais tous également neufs et inexpérimentés. Il commença par former deux corps de flanqueurs de quatre à cinq cents hommes chacun, qui allaient tous les jours à la petite guerre; ils étaient renouvelés tous les huit jours, officiers et soldats, excepté l'état-major, et pris à tour de rôle dans tous les bataillons, pour que tout le monde y passât à son tour, et s'accoutumât à l'ennemi et à la fatigue.

Chaque commandant de détachement recevait une instruction de la main du général, au dos de laquelle était tracée une carte du pays qu'il avait à parcourir, où étaient marqués les chemins, les ponts, les villages, les censes, les moulins, les bois, par où il devait passer en allant et revenant; les lieux où il devait laisser des postes, les points d'attaque, etc. Ces détachements réussissaient presque toujours, et ramenaient au camp des chevaux et des prisonniers. Ils avaient ordre de ménager les habitants; le général faisait restituer les objets volés.

Pendant ce temps-là les bataillons exerçaient tous les jours, et travaillaient à palissader les redoutes, à jeter des ponts sur la Scarpe, à tirer des tranchées. Le service du camp et les gardes extérieures étaient très-forts. Chacun avait son poste fixé, en cas d'alerte. Il n'y avait au camp ni oisiveté, ni cabales; on n'y était ni jacobins, ni feuillants; on y lisait peu de papiers, et les douze à treize mille hommes s'aguerrissaient à vue d'œil.

Au milieu de ces occupations purement militaires, le général reçut la nouvelle de l'affreuse catastrophe du 10 août. Cet événement, dont les circonstances lui furent peu connues, ainsi qu'à son armée, ne fit pas une sensation très-vive, ni pour ni contre le roi : on continua à ne s'occuper que des ennemis.

Quant au général, il y vit le choc indispensable, et qu'il avait prévu, de deux factions qui rendaient Louis également malheureux.

Toutes deux s'appuyant également sur la constitution, il regardait le roi presque comme moins à plaindre prisonnier de la faction victorieuse, que tiraillé par toutes les deux à la fois. Il avait eu un premier tort par sa fuite de l'année précédente. Sortant du ministère, le général savait que ce prince infortuné était trop mal entouré pour ne pas toujours donner des armes contre lui.

Il espéra que son inviolabilité serait respectée ; que la constitution réparerait tout ; que la nation, réunie en une seule volonté, ayant abattu une faction puissante, ne s'occuperait plus que de l'ennemi extérieur ; que la guerre en serait plus courte ; qu'à la paix tout se calmerait, et que, le pouvoir exécutif étant bien fixé, le roi reprendrait sa place, comme on la lui avait rendue l'année précédente, dans une circonstance à peu près pareille. Les premiers traitements que l'assemblée nationale fit au roi et à sa famille, dans la prison du Temple, le confirmèrent dans son opinion, et éteignirent en lui la prévoyance des événements tragiques et criminels qui ont suivi.

Peu de jours après, il reçut du général Dillon un modèle du serment qui venait d'être prêté aux camps de Maubeuge et de Pont-sur-Sambre, avec un ordre très-positif et très-sec de le faire prêter aux troupes du camp de Maulde. Ce serment était comme l'ancien : « Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi, et au roi. » Il était dangereux et déplacé. Ce malheureux serment, joint à l'insurrection de la Fayette, est une des causes du parti violent qui a amené la ruine de la constitution, du roi, et de la France.

Le roi était devenu prisonnier d'une faction, et par le serment l'armée se déclarait pour la faction qui avait succombé. C'était une déclaration de guerre civile. Le roi était entre les mains d'une faction triomphante et irritée, qui avait à venger plus de dix mille citoyens que lui avait coûtés cette conquête faite sur des étrangers ou sur des nobles révoltés : il devait nécessairement de-

venir la victime des jacobins, après la déclaration de l'armée.

Le roi était peut-être coupable : en ce cas, la loi prononçait sa déchéance. C'était un procès à juger, et ce n'était pas à l'armée à le décider; car si elle prenait son parti sans connaissance de cause, elle aggravait ses torts. Enfin, plus de cent vingt mille Allemands ou Italiens bordaient la France, et étaient prêts à profiter de nos troubles pour l'envahir. Ce n'était pas le moment de s'occuper de la personne du roi, qui, tout auguste qu'elle était, n'était qu'un objet secondaire, et de sacrifier la patrie.

Il envoya ces observations à Dillon, et ne fit point prêter le serment. Malheureusement Dillon fit imprimer dans les feuilles publiques le serment et son ordre ; il fut alors obligé d'annoncer dans les mêmes feuilles son refus d'obéir.

L'assemblée nationale fut fort mécontente du serment. Elle envoya à toutes les armées des commissaires tirés de son sein. La Fayette leva l'étendard de la révolte ; il fit arrêter les trois commissaires qui vinrent à son camp. Il fallait marcher sur-le-champ sur Paris. Dumouriez ne sait aucun détail de ce que la Fayette a fait. Il ne peut pas blâmer sa conduite, car il s'est trouvé depuis dans la même position, et il lui est arrivé exactement les mêmes événements. Tout ce qu'on peut dire pour les justifier l'un et l'autre de n'avoir pas réussi, c'est que, par l'impétuosité de la nation, tous les événements de la révolution ont été imprévus et brusques ; que les mesures n'ont jamais pu marcher aussi vite que les catastrophes; que les jacobins ont toujours été plus actifs et plus puissants que les gens de bien, parce qu'ils remuaient une plus grande masse de peuple, la portion la moins réfléchie, la plus violente, la plus aisée à pousser aux extrêmes, parce qu'elle n'a rien à perdre, qu'elle aime le sang, et qu'elle a tout à gagner par les crimes et par les massacres.

Une preuve que la Fayette n'a pas eu le temps de perfectionner son projet ni de combiner ses mouvements, c'est qu'il n'était pas d'accord avec les Impériaux et les Prussiens; c'est qu'il a été arrêté par les Autrichiens avec les compagnons de sa fuite, et livré au roi de Prusse, qui le retient en prison sans en avoir le droit : car il n'a aucune juridiction sur cet infortuné général;

il n'a pas été pris à la guerre; il ne peut donc être regardé ni comme son justiciable, ni comme son prisonnier. C'est un acte arbitraire exercé contre un homme dont on aurait peut-être pu tirer un autre parti en le ménageant. On aurait au moins dû lui savoir gré de l'effort qu'il faisait pour sauver Louis XVI; et si on ne le jugeait bon à rien, il paraissait juste de le laisser passer par la Hollande pour aller pleurer en Amérique les maux qu'il a faits à sa patrie par un zèle de révolution mal entendu, en imitant mal son modèle Washington. Mais la rage irréfléchie des émigrés a égaré la justice du monarque prussien, qui est devenu l'instrument de leur vengeance.

CHAPITRE V.

Commissaires de l'assemblée nationale. — Dumouriez général en chef. — Il va en Champagne. — État de l'armée de la Fayette.

Le 14 août, il arriva à Valenciennes trois députés de l'assemblée nationale, Delmas, Dubois-Dubays et Bellegarde. Ils apportaient une commission sévère contre Dillon, que l'aventure du serment avait rendu suspect. Ils avaient ordre de le déposer, ainsi que le général Lanoue. Il se trouvait alors, aux Boues de Saint-Amand, un député perclus des deux jambes, nommé Couthon. Cet homme, qui joue un grand rôle dans la révolution, avec un extérieur doux, bon ami, bon mari et bon père, est un des plus cruels et des plus dangereux tyrans de la faction anarchique par l'excès de son fanatisme, qui est sans bornes [1]. Comme

[1] Couthon, l'un des plus atroces décemvirs du régime de la terreur, était avocat à Clermont avant la révolution. Un accident étranger à la politique l'avait privé de ses deux jambes. Voulant se rendre, dans sa jeunesse, auprès d'une personne qu'il aimait, et qui demeurait à une assez grande distance, il partit de nuit, afin d'arriver chez elle de plus grand matin : mais, s'étant égaré dans un terrain marécageux, il s'y enfonça jusqu'au milieu du corps, et ne put parvenir à se tirer de ce bourbier qu'après des efforts incroyables et prolongés. Il retourna péniblement chez lui; et le froid qu'il avait éprouvé l'ayant plongé dans un engourdissement général, il resta perclus tout le reste de sa vie. Couthon embrassa avec ardeur les principes de la révolution; son exaltation le conduisit à l'assemblée législative, où il se fit remarquer par les plus violentes motions contre le roi, la royauté, l'émigration, et les prêtres in-

les âmes alors n'étaient pas encore exaltées au point de l'atrocité où elles sont arrivées depuis, Couthon était raisonnable : les Boues étant dans le voisinage du camp de Maulde, il avait

sermentés. Réélu à la convention nationale, il balança un moment entre la Gironde et la Montagne : Les massacres de septembre paraissaient avoir fait naître en lui ces irrésolutions ; mais, voyant les progrès croissants du parti de Robespierre, Couthon, désormais sensible au seul intérêt de son ambition et peut-être de sa crainte, étouffa les dernières inspirations de sa conscience. Entraîné vers le parti montagnard, il s'y jeta avec fureur, se fit le servile et complaisant adulateur de Robespierre, et, de crime en crime, parvint à faire partie du triumvirat qui fut détrôné au 9 thermidor. On vit Couthon réclamer l'arrestation des girondins à l'époque du 31 mai. « Je n'ai jamais fait de mal à un poulet, disait-il ; mais je verrais couper la tête à ces gens-là sans détourner les yeux. » Couthon fut envoyé à Lyon lors de la prise de cette malheureuse ville. Ne pouvant marcher, il se faisait conduire dans un fauteuil près des édifices condamnés à la destruction, et les frappait avec un petit maillet d'argent, en disant : *La loi te frappe.* De retour à la convention, on le vit prendre la parole dans toutes les occasions solennelles, et présenter, au nom du comité de salut public, les décrets les plus violents. Ce fut lui qui, à la convention nationale, fit déclarer Pitt l'ennemi du genre humain. Ce fut encore lui qui provoqua aux jacobins l'acte d'accusation de tous les rois, et qui rédigea cette pièce extravagante. « Il faut, disait Couthon dans cet acte ridicule, qu'aucun tyran ne puisse désormais trouver une terre qui le porte, et un ciel qui l'éclaire. » La conspiration d'Hébert fut dénoncée par Couthon ; il accusa, chose étrange, le *père Duchesne* d'avoir voulu placer Louis XVII sur le trône. Au reste, le même Couthon entendait mieux le despotisme que la liberté : on le vit, à la convention, repousser l'institution du jury, comme un beau rêve dangereux à réaliser.

Les personnes qui pensent que Robespierre et ses deux complices avaient formé le dessein de rétablir à leur profit le pouvoir absolu, liront avec intérêt une anecdote extraite de la *Galerie des contemporains*, imprimée à Bruxelles, qui semble propre à justifier cette opinion. « Un mois environ avant le 9 thermidor, Couthon songeait à se rendre dans les départements méridionaux. Ne doutant pas du succès de la lutte qui se préparait entre lui, Robespierre et Saint-Just, et le reste du comité de salut public, il se proposait de briser les instruments auxquels le triumvirat devait son élévation. Placé à la convention auprès de son collègue Cambacérès, Couthon lui parle de son voyage, et lui demande s'il peut lui faire connaître quelques hommes en qui il puisse placer sa confiance, qui puissent éclairer et diriger ses choix, ou occuper eux-mêmes des places. — Cambacérès répond que, « n'ayant été véritablement lié lui-même qu'avec des personnes qui appartenaient à *l'ancien ordre des choses*, et qui avaient été constamment en opposition avec le nouveau, il lui serait difficile de remplir ses vues à cet égard. — C'est précisément ce qu'il nous faut, répliqua Couthon : il ne s'agit plus de continuer, mais de terminer la révolution ; et *nous n'y parviendrons qu'avec les hommes dont vous parlez là*, etc. » Cette anecdote, si elle était authentique, serait un trait de lumière jeté sur l'énigme qu'offre encore la conduite de Robespierre et de ses deux adhérents.

La journée du 9 thermidor renversa ces plans de domination. Alors Fréron ayant accusé Couthon et ses collègues *d'avoir voulu se faire rois*, le misérable cul-de-jatte ne répondit à cette accusation qu'en soulevant les vêtements qui le couvraient, et en s'écriant : *Moi, me faire roi ! dans cet état !* C'était là une réponse plus théâtrale que solide. Couthon fut celui des triumvirs qui montra le plus de faiblesse lorsqu'il fallut se défendre. Tandis que Robespierre haranguait le peuple, il n'ouvrit aucun avis ; et lorsque sa défaite fut certaine, il se cacha sous une table : on le découvrit, il essaya de se tuer, mais à peine le stylet effleura-t-il sa poitrine. Étendu dans la fatale charrette à cause de son infirmité, ses complices le foulaient aux pieds. Il mourut le 10 thermidor, à l'âge de trente-huit ans. (*Note de l'éditeur.*)

conféré plusieurs fois avec le général, et s'était lié avec lui.

Il alla joindre ses confrères, qui, avant d'avoir vu le général Dumouriez, avaient vu Dillon, s'étaient abouchés avec lui, avaient reçu ses excuses sur le serment, et l'avaient conservé dans son commandement. C'était une espèce de jugement qui donna tort à Dumouriez, et qui indisposa l'armée de Maulde. Le général désapprouva la précipitation des commissaires, sans cependant se plaindre. Il voyait bien que la Fayette, qu'on ne savait pas encore déclaré, allait être au moins destitué. Alors Dillon prenait naturellement sa place, et il allait prendre de droit le commandement de Dillon, ce qui le mettrait dans le cas de rétablir l'offensive, et d'exécuter son plan d'invasion dans les Pays-Bas.

Couthon éclaira les commissaires sur la faute qu'ils avaient faite en se pressant de rendre le commandement au général Dillon, au moins soupçonné et peut-être accusé à Paris. Les commissaires, pour réparer leur faute, vinrent au camp de Maulde, où le général les attendait tranquillement. Ils furent tirés de leur anxiété par un courrier inattendu de l'assemblée nationale, qui leur annonça la défection de la Fayette et la nomination de Dumouriez au commandement général des deux armées. Le camp de Maulde montra une joie inexprimable, surtout quand il eut assuré ses soldats qu'il ne les quitterait pas. C'était effectivement son premier projet; il espérait pouvoir déployer l'offensive, et attirer la guerre dans les Pays-Bas.

Dillon, qui était son ancien, qui avait eu sur lui le commandement, qui venait encore de lui être confirmé par les commissaires, eut beaucoup de peine à consentir à servir sous lui; mais Dumouriez le mit bientôt à son aise en lui proposant d'aller se mettre à la tête de l'armée de la Fayette, et en l'assurant qu'il allait sincèrement travailler à rendre son commandement indépendant, et qu'il ne lui donnerait des ordres que jusqu'au temps où le conseil aurait décidé favorablement sur sa proposition.

Effectivement il composa et envoya par le même courrier un mémoire au pouvoir exécutif, pour lui représenter que le commandement attribué à la Fayette, depuis les frontières de l'Al-

sace jusqu'à Dunkerque, était trop étendu pour les facultés morales et physiques d'un seul homme; qu'il embrassait deux genres de guerre très-distincts, et un détail immense de places fortes, d'approvisionnements, de marches, de mouvements, qu'une seule tête pouvait bien saisir dans son ensemble, mais ne pourrait jamais suivre dans ses détails. Il opinait, pour l'utilité de sa patrie, qu'on séparât cette charge trop forte en deux commandements indépendants dont les rapports seraient intimes, mais qui auraient leur responsabilité séparée, cette responsabilité universelle étant faite pour effrayer tout homme qui voudrait faire son devoir. Ce mémoire partit, et Dillon fut content.

La faction de la Gironde dominait alors la France : elle venait d'abattre le parti de la Fayette à l'aide des jacobins. Elle avait remis au département de la guerre Servan, à celui de l'intérieur Roland, à celui des contributions Clavière, chassés tous les trois le 12 juin par Dumouriez. Mais, voyant que ce général était le seul à opposer à la Fayette et aux ennemis prêts à entrer en France, elle avait exigé de ces trois ministres qu'ils sacrifiassent leur ressentiment; ce qu'ils firent de très-bonne foi en écrivant au général des lettres de félicitation, auxquelles il fut très-sensible.

Comme la confiance en Dillon n'était pas encore bien rétablie, ils traînèrent la réponse au mémoire, et elle fut négative; ainsi Dumouriez se trouva chargé de tout le poids de la guerre. Ce qui le déterminait à envoyer Dillon prendre le commandement de l'armée du centre, c'est parce que, toujours entraîné par son projet favori, il voulait prouver, par l'exécution du plan qu'il avait donné aux deux généraux au mois d'avril, et ensuite à Luckner, que si on n'avait pas réussi, si on était moins avancé qu'au commencement de la guerre, ce n'était pas la faute du plan, mais des généraux.

Il espérait avoir le temps de parer à tout. Le maréchal Luckner était à Metz avec son armée, et devait naturellement se joindre au général Dillon pour la défense du département des Ardennes. Ce département était couvert par une ligne de places qu'il fallait prendre pour pouvoir pénétrer en Lorraine ou en Champagne. Ces siéges devaient naturellement entraîner des longueurs

qui lui donneraient le temps d'entrer dans les Pays-Bas, et de changer la nature de la guerre. Il fit donc partir sur-le-champ Dillon avec le général Chazot, qui connaissait bien le pays, y ayant commandé longtemps. Il lui donna le général Vouillers pour chef de son état-major. Cet officier commandait à Valenciennes, et connaissait parfaitement les détails de l'infanterie.

Alors il s'occupa entièrement de l'armée du nord qu'il voulait former et rassembler. Il fit une promotion de cinq lieutenants généraux et sept maréchaux de camp. Les cinq lieutenants généraux étaient Moreton, qu'il fit chef de son état-major ; la Bourdonnaye, commandant à Lille ; Marassé, commandant à Douai ; Omoran, commandant à Condé, et Beurnonville, qui, quoique récemment maréchal de camp, avait bien mérité cet avancement rapide pour avoir tenu tout l'été le camp de Maulde très-audacieusement, avec à peu près trois mille hommes, contre des forces très-supérieures.

Les commissaires avaient ordre d'examiner très-scrupuleusement Lanoue, commandant le camp de Maubeuge, et même de le destituer. Dumouriez le connaissait depuis trente ans, et l'estimait, quoique les querelles de faction les eussent refroidis. Il le fit venir à Valenciennes ; il fut sa caution auprès des commissaires, et il les fit consentir à lui laisser son commandement, qui était en très-bonnes mains.

Il fallait s'assurer des troupes du camp de Pont-sur-Sambre, qui étaient entièrement *fayettisées*. Le général avait au camp de Maulde un colonel des dragons, homme d'un très-grand mérite, nommé Duval. C'était un vieil officier qui avait fait les guerres d'Hanovre et de Corse, dans la légion de Soubise. Duval joint toutes les vertus civiles à de grandes qualités militaires. Il n'en coûta que la destitution d'un colonel de dragons et de deux lieutenants-colonels d'infanterie.

L'assemblée nationale avait envoyé trois nouveaux commissaires à Sedan, pour forcer la Fayette à rendre les premiers. En partant de Paris, ils avaient écrit au général Dumouriez pour l'engager à marcher avec son armée contre le général rebelle ; ce qu'il ne pouvait faire, ayant l'ennemi aussi près, quoique, par

un hasard ou une combinaison singulière, le duc de Teschen eût pris ce moment pour décamper de Bavay et se retirer à Mons.

Au moment où il avait reçu sa commission, il avait écrit à tous les pouvoirs constitués du département des Ardennes, surtout à ceux de Sedan, pour leur ordonner de faire remettre en liberté les commissaires, et de faire arrêter la Fayette. Il avait envoyé les mêmes ordres à tous les commandants militaires, sous les peines les plus sévères. Ces ordres étaient arrivés à Sedan le 20.

La Fayette avait abandonné son camp le 21, avec presque tous ses officiers généraux et son état-major. Il ne restait de toute cette armée que trois maréchaux de camp : Ligneville, enfermé dans Montmédi, presque investi par les Prussiens; Dangest, commandant de l'artillerie, qui commandait l'armée, et Dietmann, vieil officier brave, mais borné. Leveneur, lieutenant général, était parti le dernier; il revint ensuite pour reprendre son poste, que Dumouriez lui refusa; il servit pendant trois semaines comme simple hussard, et après cette expiation le général lui rendit son rang. C'est un homme très-brave et plein d'ambition, mais sans tête : les soldats l'aiment parce qu'il est affable, et qu'il porte une énorme moustache et un bonnet de police : il a fait beaucoup de sottises depuis, tout en servant bien [1].

[1] C'est ici l'occasion de citer un trait de bravoure recueilli par nos historiens, et qui honore le général Leveneur. Cette citation ajoutera au passage du général Dumouriez, et pourra peut-être en balancer l'extrême sévérité. « Après la bataille de Jemmapes, le général Valence étant entré dans Namur à la suite d'une capitulation, et six mille Autrichiens s'étant retirés dans le château, le général Moitelle, leur commandant, voulut dicter des lois à l'armée française. Le siége du château fut aussitôt ordonné; mais il fallait se rendre maître du fort Vilatte qui en défendait l'acces, et dont l'attaque de vive force était à la fois dangereuse et incertaine, parce que l'on avait pratiqué des fourneaux sous ses glacis. Le général Leveneur conçoit le projet de s'en emparer en prenant la garnison à l'improviste, et en surprenant le fort par sa gorge. Entre cette gorge et le château, se trouvait un chemin de communication garni de palissades et de parapets, par lequel on arrivait au fort par deux routes, dont la seconde était gardée et la première sans défense. A minuit, le 29 novembre, le général Leveneur sort à la tête de douze cents hommes conduits par un déserteur : on franchit les palissades dans le plus grand silence, on marche à la première route, on la trouve déserte; à la seconde, les sentinelles crient et font feu. Au même instant le général, qui se trouvait d'une trop petite taille pour franchir la palissade, s'adresse à un officier très-grand et très-fort, et lui ordonne de le jeter

Dangest envoyait tous ces détails au général, en le conjurant de venir bien vite, avouant qu'il était incapable de conduire l'armée, découragée et désorganisée par la défection de tous ses chefs; car, outre les généraux et l'état-major, presque tous les colonels et lieutenants-colonels étaient partis, entre autres un cousin de Dumouriez, le dernier de ses parents qui ne fût pas émigré. Dangest n'était véritablement pas en état de commander l'armée. Il mandait aussi que l'ennemi venait d'entrer en France en deux corps, dont l'un menaçait Thionville, l'autre mettait le siége devant Longwy. Le général, qui savait que Longwy était une bonne place et que le commandant était un ancien officier expérimenté, ne fut pas très-inquiet, et ne crut pas devoir changer ses dispositions. Dillon était en route ; il devait rassembler l'armée, dégager ou ravitailler Longwy, au moins en retarder le siége.

Il continua donc à préparer, avec le commissaire-ordonnateur Malus et son chef d'état-major Moreton, tout ce qu'il fallait pour commencer la campagne par le côté de la Belgique. On venait de réformer les régiments suisses : il en avait trois dans les garnisons du nord ; il donna ordre d'engager tous les bas-officiers et soldats qui se présenteraient, et d'en faire le fond de huit bataillons francs, de huit cents hommes chacun, en y admettant aussi les déserteurs autrichiens, en vertu du décret insoutenable qui leur accordait cent livres de rente et cinquante de gratification. Il ordonna aussi de porter à six mille hommes le corps des Belges qui devait servir à son avant-garde. Il demanda au ministre de la guerre une augmentation de troupes et des armes, et il en fit venir de Hollande par Dunkerque.

Les ministres avaient envoyé au camp de la Fayette plusieurs

par-dessus : l'officier obéit, il suit son chef, et quelques grenadiers l'imitent. Arrivé près du commandant du poste, qui tentait de rassembler sa garde, le général lui appuie son épée sur la poitrine, en lui disant : *Conduis-moi à tes mines*. Le commandant balance : *Conduis-moi à tes mines, ou tu es mort*, répète Leveneur d'une voix terrible ; et il le menace toujours de son épée. L'officier se décide à marcher, et le général arrache les mèches de sa propre main. Cependant la garnison avait été désarmée par les troupes qui avaient sauté dans le fort ; les Autrichiens s'épouvantent, le feu d'une batterie de pièces de vingt-quatre achève de les effrayer, ils capitulent, etc. » (*Extrait du Dictionnaire des siéges et batailles.*)

(*Note de l'éditeur.*)

émissaires, entre autres un Alsacien nommé Westermann [1], qui s'était fort distingué à la journée des Tuileries du 10 août; on lui avait donné le brevet de lieutenant-colonel. Il était intimement lié avec Danton, alors ministre de la justice. Cet homme a infiniment d'audace, un esprit liant et fin, et il est très-fidèle dans ses attachements. Il arriva de Sedan dans la nuit du 24 au 25; il dit aux commissaires et au général que Longwy s'était rendu le 22, après deux jours de siége; que l'armée était au désespoir, et prête à se débander; qu'elle demandait à grands cris son général, et que, s'il n'arrivait pas sur-le-champ, tout était perdu. Il n'y avait plus à balancer.

Le général passa la journée du 25 et la nuit du 25 au 26 à donner ses ordres et ses instructions pour la continuation des préparatifs de l'expédition des Pays-Bas, en chargea spécialement Malus et Moreton, envoya ordre à la Bourdonnaye de laisser le commandement de Lille à Ruault qui venait d'être fait maréchal de camp, et de venir à Valenciennes commander l'armée en son absence. Il annonça qu'il reviendrait dans six semaines, et qu'il ferait encore cette année l'expédition de la Belgique, ce que personne ne crut; et il partit le 26 avec Westermann, un seul aide de camp, et son fidèle valet de chambre Baptiste.

En arrivant à Sedan le 28 au matin, il trouva le mal beaucoup plus grand qu'on ne le lui avait dépeint. L'armée était partagée en deux corps : l'avant-garde, de six mille hommes de troupes choisies, occupait, sur la rive droite de la Meuse, sur les hauteurs de Vau, un camp qui aurait exigé quarante mille hommes. Le corps d'armée, composé de dix-sept mille hommes, était campé à trois lieues en arrière, sur les hauteurs qui dominent Sedan. Ce camp ne vaut rien.

La consternation était générale. Les soldats regardaient tous les officiers comme des traîtres, et prenaient ce prétexte pour ne

[1] Général révolutionnaire qui déploya dans la Vendée autant de valeur que de cruauté. Les excès de Westermann n'empêchèrent pas Hébert de l'accuser de modérantisme; son véritable crime était son attachement à la faction de Danton. Arrêté le 11 germinal an II, il périt le 16 sur l'échafaud destiné à Camille Desmoulins, Hérault de Séchelles, et à ce même Danton dont il était l'ami. Westermann reçut la mort avec une rare intrépidité. (*Note de l'éditeur.*)

conserver ni discipline ni obéissance. Les officiers craignaient les soldats, et n'osaient rien leur ordonner. Personne ne donnait d'ordres; et certainement si, du 22 au 28, le duc de Brunswick avait poussé seulement un corps de dix mille hommes sur Sedan, cette armée se serait dispersée dans les places, ou aurait fui jusqu'à Paris. Les membres du département et des districts s'attendaient à la contre-révolution, et n'en étaient pas fâchés. Les trois commissaires arrêtés et relâchés, et les trois qu'on avait envoyés ensuite, s'en étaient retournés précipitamment à Paris, ce qui avait augmenté la confusion et l'alarme.

Le général, qui était arrivé sans équipages, s'appropria les chevaux et les domestiques de la Fayette. Après avoir semoncé et encouragé les corps administratifs de Mézières et de Sedan, il alla voir les troupes. On les avait prévenues de longue main contre lui; il leur vit en général un air assez morne, surtout à la cavalerie. En passant devant une compagnie de grenadiers d'un régiment de ligne, il en entendit un qui disait : « C'est ce b.....-là qui a fait déclarer la guerre. » C'était un des motifs qu'on avait donnés pour le rendre odieux; il s'arrêta, et leur dit : « Y a-t-il quelqu'un assez lâche pour être fâché de la guerre? Croyez-vous gagner la liberté sans vous battre? » Ce mot fit un très-bon effet, et ranima tout le monde.

Le même jour, il apprit que le roi de Prusse marchait sur Verdun. Cette place est mauvaise; elle était pleine d'approvisionnements, et n'avait pour garnison que deux bataillons, commandés par le brave Beauregard. Galbaud, lieutenant-colonel d'artillerie, connaissait bien Verdun, où il avait commandé; mais la Fayette l'en avait retiré. Dumouriez le fit sur-le-champ maréchal de camp, pour lui donner de l'autorité et de l'émulation, et le fit partir, le même jour 28, avec deux bataillons, dont un de troupes de ligne. Galbaud eut beau presser sa troupe, Verdun était déjà investi entièrement. Il ne put pas aller plus loin que Dun, où il pensa être pris; et il se retira à Sainte-Menehould, au travers de la forêt d'Argonne. Cela a peut-être avancé la prise de Verdun, mais c'est une des causes du salut de la Champagne et de la France. Il y trouva les deux bataillons de la garnison de Longwy, qui s'y étaient retirés aussi.

CHAPITRE VI.

Combat de Stenay. — Prise de Verdun. — Camp de Grand-Pré.

En ce moment les affaires étaient presque désespérées. Une armée sans généraux, sans officiers supérieurs, divisée par des factions; plus de la moitié des soldats regrettant un chef qu'ils avaient adoré, regardant son successeur comme l'auteur de sa perte et son ennemi personnel; le reste ne connaissant point le nouveau général, qui, n'ayant jamais eu de commandement, n'avait aucune réputation, et qu'on leur avait dit n'être qu'un homme de plume; lui-même ne connaissant ni un des régiments ni un des officiers de cette armée; n'ayant ni officiers généraux ni état-major pour l'aider; n'ayant jamais été dans le pays qu'il avait à défendre; n'y voyant que de la mauvaise volonté ou de la terreur; ne pouvant pas, d'après l'exemple de Longwy, compter sur la résistance des places; bien assuré que Verdun, bien plus faible que Longwy, ne résisterait pas longtemps; que Sédan, s'il était attaqué, était hors d'état de défense; que Mézières n'était pas en meilleur état; n'ayant qu'à peu près vingt-trois mille hommes de troupes désorganisées à opposer à plus de quatre-vingt mille hommes de troupes très-aguerries, conduites par un monarque puissant et des généraux célèbres; ne pouvant opposer que quatre à cinq mille hommes de cavalerie à une cavalerie quatre fois plus nombreuse, et d'une grande réputation; obligé cependant de quitter la position montueuse où il était, pour aller défendre les vastes plaines de la Champagne d'abord, et ensuite de tout le pays ouvert qui se trouve entre la Marne et la Seine; n'ayant aucune confiance dans les secours du maréchal Luckner, homme usé et son ennemi personnel, qui, avec à peu près vingt-cinq mille hommes, s'était mis dans le camp de Richemont pour couvrir Metz, qu'on avait négligé de mettre en état de défense; n'espérant aucun secours prochain, à cause de l'éloignement de l'armée du nord; n'attendant du côté de Paris que des bataillons levés

à la hâte, sans officiers, sans discipline, mal armés, ne sachant pas tirer un coup de fusil; et, pour toute cavalerie, des gendarmes nationaux, c'est-à-dire de la maréchaussée incapable de se former et de manœuvrer en escadrons, ou de la cavalerie légère de nouvelle levée, qu'il ne pourrait pas opposer à la cavalerie prussienne et autrichienne.

Dumouriez, quoique profondément frappé de ce tableau sinistre, y opposa la fermeté de son caractère, l'apparence de la plus grande confiance et même de la plus grande gaieté. Il assembla, le soir même du 28, un grand conseil de guerre, composé du lieutenant général Dillon et des quatre maréchaux de camp qu'il avait, Vouillers, Chazot, Dangest et Dietmann; de Petiet, son commissaire ordonnateur, homme d'un vrai mérite, et de son état-major, qui consistait en trois officiers. Il leur présenta une carte de la Champagne, et leur dit :

« Que le roi de Prusse ayant pris Longwy et assiégeant Verdun, un autre corps d'armée s'étant porté en avant de Thionville et menaçant Metz, il n'y avait aucun moyen, ni d'opérer une jonction avec le maréchal Luckner, ni de recevoir d'ailleurs des secours assez prompts pour marcher contre les Prussiens et délivrer Verdun; qu'il venait d'y envoyer le général Galbaud avec deux bataillons; que, quoiqu'il entrât ou n'entrât pas dans cette place, dont tout le monde connaissait la faiblesse, il fallait la regarder comme perdue, et que ce n'était que quelques jours de plus ou de moins, selon le succès de la mission de Galbaud; que, de quelque part que ce fût, il ne pouvait pas recevoir de renfort de plus de quinze jours; qu'encore ces renforts seraient médiocres;

« Qu'ainsi il ne fallait compter que sur la petite armée que nous avions; qu'elle était chargée du salut de la patrie; qu'elle ne formait pas à la vérité le quart des forces de l'ennemi, mais que la cavalerie était composée des meilleurs régiments de France, au nombre de plus de cinq mille hommes, l'infanterie au nombre de dix-huit mille, de plus de moitié de régiments de ligne, le reste de bataillons de gardes nationales, bien disciplinés, aguerris par une année de campements, de marches et de combats perpétuels contre l'ennemi; que l'artillerie était nombreuse et excel-

lente, ayant plus de soixante pièces de parc, outre les canons des bataillons ;

« Qu'avec ces moyens et dans son propre pays il fallait tout espérer, parce que les Prussiens seraient naturellement retardés par la nécessité de faire des siéges, par la difficulté des vivres, par la longueur des convois, par leur propre nombre, et surtout par la formidable quantité de leur artillerie ; que leur nombreuse cavalerie, que les équipages brillants de tant de princes, que la quantité de chevaux de trait nécessaire pour le transport de leur artillerie et de leurs vivres, rendraient leur marche pesante et embarrassée ; qu'on ne pouvait pas rester inactif dans la position de Sedan, et qu'il fallait prendre un parti. »

Le général n'avait assemblé ce conseil de guerre que pour connaître l'esprit et le caractère de ses généraux ; car tant qu'il a commandé des armées, il a toujours agi de son chef, et n'a jamais tenu de conseil que celui de Sedan : il croit même que cette communication de ses plans à ses subalternes ne convient qu'à des généraux faibles et incertains, qui cherchent une excuse.

Le lieutenant général Dillon ouvrit l'avis « de mettre la Marne devant soi, et de gagner Châlons avant que l'ennemi s'y portât. Il montra sur la carte que l'ennemi en était plus près à Verdun que nous à Sedan. Il dit avec beaucoup de raison que, si l'ennemi nous y prévenait, il serait entre Paris et nous, et que le salut de la capitale importait plus que la conservation d'un pays que nous ne pouvions pas défendre. »

Il conclut « à laisser le général Chazot avec quelques bataillons dans le camp retranché de Sedan, et à marcher rapidement, avec le reste de l'armée, derrière la forêt d'Argonne, par Sainte-Menehould, pour gagner Châlons, et même Reims si Châlons était déjà occupé ; de nous porter derrière la Marne, d'en défendre le passage, et d'y attendre les renforts qui nous viendraient de partout, et qui nous mettraient en état de remarcher en avant. »

Cet avis était appuyé de raisons si fortes, qu'il fut adopté par tout le conseil. Le général se leva, dit qu'il y réfléchirait,

ordonna à Dillon d'aller replier l'avant-garde, dont il lui donna le commandement, de la ramener à la gauche de la Marne, de la camper ou cantonner autour de Mouzon; et il lui annonça qu'il recevrait incessamment des ordres ultérieurs.

Le conseil se sépara, et le général ne retint auprès de lui que Thouvenot, qui n'était alors qu'adjudant général et lieutenant-colonel. Pendant tout le temps de la conférence, il avait étudié avec attention les physionomies, les caractères, les opinions; il avait cru remarquer dans cet officier un génie transcendant, et des rapports particuliers avec son caractère et son opinion, quoiqu'il ne se fût pas expliqué, et qu'il n'eût ni appuyé ni combattu l'opinion dominante.

Il ne s'était pas trompé : Thouvenot de ce moment est devenu son ami et son second. Il lui doit une partie de ses succès; et ce qu'il y a de singulier, c'est qu'ils se sont toujours trouvés d'accord dans les mêmes plans et les mêmes moyens. Thouvenot est fort instruit, surtout dans les détails des reconnaissances, des campements et des marches; il a un grand courage, des ressources infinies dans le moment de l'action, une activité infatigable, et des vues très-vastes. La Fayette l'avait employé avec la plus grande confiance, mais sans s'occuper de son avancement; il ne l'avait pas même prévenu de sa fuite.

Dès qu'ils furent seuls, le général lui dit « qu'il n'approuvait point la retraite sur Châlons; que c'était abandonner la Lorraine, les Évêchés et les Ardennes, qu'on ne reprendrait pas; que c'était d'ailleurs attirer sur ses talons les Prussiens; que dans ce cas la retraite dégénérerait bientôt en déroute; qu'en se retirant derrière la Marne, il fallait nécessairement brûler Châlons, et sacrifier Reims et Soissons; qu'alors toute communication entre notre armée et celle du nord d'un côté, entre notre armée et celle de Luckner de l'autre, serait rompue; que les Prussiens trouveraient abondamment des vivres, après avoir traversé la Champagne pouilleuse, dans les riches contrées de Reims et d'Épernay; que notre position à Châlons les laisserait maîtres de prendre leur route sur Paris par Reims ou Épernay, ou par Vitry et Troyes, à moins qu'ils n'aimassent mieux employer les deux mois de campagne qui leur restaient

à conquérir la Lorraine et les Ardennes; que même, s'ils voulaient passer la Marne à Châlons, il n'était pas possible de défendre cette rivière, guéable au-dessus et au-dessous de cette ville; que Châlons même fournirait un passage assuré, quand même les habitants souffriraient qu'on brûlât leur ville; qu'alors l'ennemi les mènerait battant à Paris, n'y ayant pas une position à prendre entre Châlons et la capitale, et que l'armée serait même détruite avant d'y arriver, par la nombreuse cavalerie prussienne. »

Alors lui montrant sur la carte la forêt d'Argonne : *Voilà*, lui dit-il, *les* THERMOPYLES *de la France; si j'ai le bonheur d'y arriver avant les Prussiens, tout est sauvé.* Jamais la communication du feu électrique n'a été plus prompte que cette opinion sur le génie de Thouvenot. Pleins de confiance dès ce moment l'un dans l'autre, ils se jurèrent amitié, et ne pensèrent plus qu'à détailler ce projet. Le général n'avait pas dormi depuis le 24; il se coucha cette nuit; et son esprit étant calmé d'après sa résolution, il prit pendant quelques heures un repos qui lui était bien nécessaire.

La forêt d'Argonne est une lisière de bois qui s'étend depuis environ une lieue de Sedan, courant est et ouest jusqu'à Passavant, à une forte lieue au delà de Sainte-Menehould. D'autres parties de bois, entremêlées de plaines, passant dans la direction de *Révigny-aux-Vaches*, courent vers Bar-le-Duc; mais l'Argonne proprement dite ne s'étend que jusqu'à Passavant, ce qui lui fait une longueur de treize lieues. Sa largeur est très-inégale : dans des parties elle a jusqu'à trois et quatre lieues de profondeur; dans d'autres, elle n'a qu'une lieue et même une demi-lieue.

Elle sépare les Évêchés, le pays le plus riche et le plus fertile, d'avec la Champagne pouilleuse, le désert le plus affreux qui soit en France, dont le terrain est une glaise tenace et froide, et où il n'y a ni eaux, ni arbres, ni pâturages, mais seulement quelques misérables villages épars dans une plaine stérile, où l'on ne voit que quelques élévations presque insensibles. Les bords de la forêt sur les deux pendants offrent un pays riche en pâturages et peuplé.

Elle est coupée par des montagnes, des rivières, des ruisseaux, des étangs, des marais, qui la rendent impénétrable pour une marche d'armée, excepté dans cinq clairières qui ouvrent des routes pour passer de la Champagne dans les Évêchés. Le premier débouché est le *Chêne-Populeux;* il est tout ouvert, et il y passe un chemin qui va de Sedan à Rethel. Le second est la *Croix-aux-Bois*, deux lieues plus à l'ouest, qui forme un chemin de charrettes dans la forêt, qui va de Briquenay à Vouziers. Le troisième est *Grand-Pré*, dont on trouvera la description ci-après. A une lieue et demie de la *Croix-aux-Bois,* par Grand-Pré, passe le grand chemin de Stenay à Reims. Le quatrième, à deux lieues et demie de *Grand-Pré,* conduit de Varennes à Sainte-Menehould, et se nomme *la Chalade.* Le cinquième, à un peu plus d'une lieue ouest, est le grand chemin de Verdun à Paris par Sainte-Menehould; il se nomme *les Islettes.*

Telle était la forêt qu'il fallait occuper, et les cinq passages qu'il fallait garder et disputer aux ennemis. Il fallait pour cela porter le général Dillon avec son avant-garde à Sainte-Menehould, pour qu'il fermât, par un camp placé aux *Islettes* et une position à la *Chalade*, les deux grands chemins de Clermont et de Varennes, et se placer avec l'armée à *Grand-Pré*, pour fermer le chemin de Reims et celui de la *Croix-aux-Bois;* il ne lui restait pas assez de troupes pour fermer le passage du *Chêne-Populeux.*

Mais il espérait que Verdun, où il croyait Galbaud entré, tiendrait au moins une semaine. Il envoya, le 29 au matin, un courrier au lieutenant général Lanoue, pour lui ordonner de faire partir sur-le-champ pour Avesnes quatre bataillons et trois escadrons. Le même courrier alla trouver le général Duval à Pont-sur-Sambre; il lui portait l'ordre de lever sur-le-champ son camp, de se rendre à Avesnes, d'y prendre le détachement du camp de Maubeuge, et, par des marches forcées, d'arriver le 7 au *Chêne-Populeux.* Cette division formait à peu près six mille hommes de très-bonnes troupes. Duval exécuta cet ordre pressant avec une précision d'autant plus merveilleuse, que la saison fut très-pluvieuse et les chemins impraticables.

Les Prussiens, au nombre de plus de quarante à cinquante mille hommes, faisaient le siége de Verdun. De Verdun aux *Islettes* il n'y a qu'à peu près six lieues par Clermont ou par Varennes. Dillon était à Mouzon. De Mouzon aux *Islettes*, par Varennes, il y a à peu près dix lieues, en passant devant Stenay, par conséquent devant l'armée du général Clairfayt. Pour y arriver par derrière la forêt, il y a le double du chemin. Le général Clairfayt, avec vingt mille hommes, était à Stenay. De Stenay à Grand-Pré il y a six lieues. Le général Dumouriez était à Sedan. De Sedan à Grand-Pré, par Yon et Buzancy, il y a douze lieues; en passant par derrière la forêt, il y en a plus de vingt.

Il y avait deux routes pour gagner les défilés de l'Argonne. L'une plus longue, mais plus sûre en apparence, était de prendre le grand chemin de Rethel par le *Chêne-Populeux*, et de là s'étendre par sa gauche par Vouziers et Sainte-Menehould; l'autre plus courte, de longer la plaine entre la forêt et la Meuse.

Si le général prenait la première, il indiquait son projet. Le général Clairfayt, en ce cas, aurait marché sur Grand-Pré; des détachements prussiens se seraient portés aux *Islettes;* il aurait été prévenu dans les défilés, coupé peut-être de Châlons, et forcé de se retirer par Rethel sur Reims. Il fallait donc prendre le chemin de la plaine; mais il y avait encore du choix. Si, partant de Sedan et Mouzon, il prenait sa route par Tannay, les Armoises et Stone, en longeant la forêt, il faisait encore connaître son projet. Le général Clairfayt pouvait ou aller l'attendre à Grand-Pré et le prévenir à Vouziers, ou l'attaquer dans sa marche, et lui prendre au moins ses équipages et son artillerie.

Il prit un troisième parti plus audacieux, et qui lui réussit. Il calcula d'abord que puisque le général Clairfayt ne s'était pas avancé sur lui, et restait sur le bord de la Meuse avec une médiocre avant-garde sur la rive gauche de cette rivière, en avant de Stenay, il n'était là que comme corps d'observation pour couvrir le siége; qu'ainsi il ne chercherait point à donner bataille sur la rive gauche de la Meuse; qu'il la met-

trait au contraire entre son corps et l'armée française, si on faisait mine de marcher contre lui.

Il existe, au delà de la Meuse et derrière Stenay, une position excellente, nommée le camp de Brouenne. Il ne douta pas que Clairfayt, dès qu'il le verrait venir à lui, ne prît ce camp. Il partagea son armée en trois corps. Son avant-garde eut ordre d'aller attaquer Stenay et de le masquer. Il conduisit lui-même le corps de bataille, composé de douze mille hommes, sans équipages, soutenant son avant-garde; et le général Chazot, avec cinq mille hommes, escorta les équipages et l'artillerie par Tannay et les Armoises.

Avant de continuer le récit des événements, il faut indiquer le reste des mesures qu'il prit pendant les trois jours qu'il eut pour se préparer. Il envoya ordre à Beurnonville de lui amener douze bataillons et trois escadrons du camp de Maulde, avec l'infanterie légère française, belge et liégeoise, ce qui formait un corps de huit à neuf mille hommes; et il lui recommanda expressément d'être à Rethel le 13 septembre. Il demanda au ministre de la guerre le grade de lieutenant général pour Dangest, Dietmann et Ligneville, qui, résistant à l'exemple pernicieux qui leur avait été donné, étaient restés fidèlement à leur poste. Il donna le même grade à Chazot, ancien officier fort brave et fort exact. Il fit trois nouveaux maréchaux de camp; et Miaczinski, qui arrivait de Paris, faisait le quatrième; il eut quatre lieutenants généraux et huit maréchaux de camp. Il augmenta aussi son état-major.

Il envoya des courriers et des officiers par plusieurs routes, pour se rendre à Metz et lui en rapporter des nouvelles. Il donna ordre de faire venir de la Fère et de Douai des munitions de guerre; car il n'en avait tout juste que pour donner un combat vif de quatre heures, et il ne pouvait dégarnir ni Mézières ni Sedan, qui pouvaient être assiégés.

Il indiqua d'abord à Châlons, ensuite à Sainte-Menehould, les dépôts de tous les renforts d'infanterie et de cavalerie qu'on pourrait lui envoyer de l'intérieur. Il envoya ordre au général d'Harville d'aller prendre le commandement à Reims, pour y faire des rassemblements; il ordonna qu'on construisît des

fours à Vouziers, Châlons, Sainte-Menehould, Rethel, et Reims; il fit diriger sur ces villes tous les vivres et fourrages qui, jusqu'alors, venaient à Sedan, dont la Fayette avait fait, avec Verdun, sa place d'armes, quoique Sedan fût sur l'extrême frontière.

Il vit ses soldats tous les jours, et leur promit que sous peu il leur ferait voir l'ennemi. Il fit un nouvel ordre de bataille de son armée; et comme Dillon, avec son avant-garde, devait en être détaché tout à fait, il se fit une nouvelle avant-garde, dont il donna le commandement à Stengel, colonel du régiment de Bercheny, pour lequel il demanda le brevet de maréchal de camp. Il passa deux jours avec Thouvenot, Vouillers, chef de l'état-major, le commissaire ordonnateur Petiet, et les régisseurs des vivres et fourrages, à arranger toutes les parties du service, et il trouva en eux tous beaucoup de zèle et de talents.

Le 30, il reçut une lettre de Galbaud, datée de Sainte-Menehould; il lui mandait qu'il n'avait pas pu entrer dans Verdun; qu'il avait été en danger d'être pris à Dun; qu'il avait fait sa retraite sur Sainte-Menehould, où se trouvaient deux bataillons de volontaires de la garnison de Longwy, sans armes. Il lui ordonna d'aller sur-le-champ se poster aux *Islettes* avec ses quatre bataillons, ses quatre pièces de canon de quatre, tous les cavaliers de maréchaussée des environs, tous les volontaires du pays, d'y faire des abatis, d'y élever des retranchements et des batteries, et de ne pas abandonner ce poste, quoi qu'il arrivât, lui promettant de le secourir sous peu. Cette nouvelle lui fit le plus grand plaisir. Il trouvait le poste des *Islettes* bien plus important que Verdun; deux jours après, il pensa le perdre. Un détachement d'émigrés et de Prussiens entra dans Varennes; la terreur s'empara des troupes qui gardaient le poste des *Islettes;* elles entraînèrent Galbaud jusqu'à Sainte-Menehould; et si cinquante hussards prussiens se fussent avancés sur la grande route, Sainte-Menehould eût été abandonné, et les troupes auraient fui jusqu'à Châlons. Heureusement le détachement ennemi se retira de Varennes, et Galbaud reprit sa position.

Le 31 août, après avoir arrangé la garnison de quatre bataillons qu'il laissait à Sedan, il fit faire un mouvement à son ar-

mée et à son artillerie, pour être prêtes à la marche du lendemain. Il ordonna au général Dillon d'envoyer le général Miaczinski avec quinze cents hommes attaquer Stenay, lui recommandant de le soutenir, et de prendre poste vis-à-vis cette place, à la rive gauche, et dans le bois de la Neuville. Le général Miaczinski exécuta cet ordre avec la plus grande vigueur; il y eut un grand feu et un combat de cavalerie très-vif; les Impériaux plièrent, et Clairfayt, comme cela était prévu, retira ses postes, et occupa le bon camp de Brouenne. Dillon, non-seulement ne soutint pas Miaczinski, mais il le fit replier sur Mouzon, où il se tint tranquille.

Le 1er septembre, le général marcha sur Mouzon; il fut étonné de trouver Dillon avec son camp tendu, le croyant dès la veille à Stenay. Il comptait camper lui-même à Mouzon. Il continua sa route, et campa sur le bord du grand chemin de Stenay, son quartier général à Yon. Il jeta de l'infanterie dans les bois de la Neuville et sur le bord de la Meuse; personne n'occupait Stenay, dont quelques habitants vinrent le joindre. Le 2, il campa à la Berlière, et Dillon à Saint-Pierremont. Le 3, Dillon arriva à Varennes, passa par le défilé de la *Chalade*, et se plaça aux *Islettes*. L'armée resta ce jour-là à la Berlière, pour laisser passer la colonne de Chazot; et le 4, on occupa le camp de Grand-Pré.

Ce camp est situé entre l'Aisne et l'Aire; Grand-Pré appuie sa gauche, et Marque appuie sa droite. C'est un grand amphithéâtre très-élevé, au-dessus d'une prairie terminée par la rivière d'Aire, qui sépare Grand-Pré du terrain du camp, courant au bas du village de Marque et tout le long du front du camp. Cet amphithéâtre est bordé par la forêt sur la droite, et par la rivière sur la gauche. Derrière ce camp est le village de Senucq, où fut placé le parc d'artillerie. On y passe la rivière sur un pont de pierre, et ensuite l'Aisne sur un second pont au village de Grand-camp. L'Aisne coule derrière le camp, et est bordée de hauteurs plus élevées que le plateau du camp.

Une forte avant-garde fut placée en avant de l'Aire, formant un demi-cercle, passant de la droite à la gauche par Saint-Jouvin, Verpelle, Bessieu et Mortaume. Saint-Jouvin est un pla-

teau arrondi, aisé à défendre. Le colonel Stengel s'y établit; sa retraite était par deux ponts sur la hauteur de Marque. Verpelle et Champigneul n'étaient que des points de communication; leur retraite est sur Bessieu. Bessieu est un village couvert d'une montagne boisée, tenant dans sa longueur tout le front du camp. Sa retraite est sur le village de Chevières par deux ponts, sous le feu du château de Grand-Pré et de toutes les batteries du camp. Mortaume, qui fermait la gauche, est sur une hauteur qui domine la plaine et touche presque la forêt.

Pour forcer ce camp, il fallait d'abord attaquer et forcer tous les postes de l'avant-garde, ensuite passer l'Aire. Alors on se serait trouvé dans un bassin entouré de feu, tant des hauteurs de Marque et du château de Grand-Pré, que du front du camp. On n'aurait pas pu y forcer les Français sans perdre quinze à vingt mille hommes. Alors ils auraient pu reprendre derrière l'Aire, sur les hauteurs d'Autry, une seconde position formidable. Ce camp peut passer pour inexpugnable, surtout défendu par la nombreuse et excellente artillerie française.

CHAPITRE VII.

Kellermann commande l'armée de la Moselle. — Luckner à Châlons. — Consternation de Paris. — Les Prussiens devant Grand-Pré.

Le 2 septembre, Verdun se rendit sans s'être défendu. La première nouvelle s'en répandit le 3 au matin; personne heureusement ne voulut le croire. Le 4, à peine arrivé dans le camp de Grand-Pré, le général en reçut la confirmation. Il apprit la capitulation et le désespoir héroïque du brave Beaurepaire, qui, forcé par les magistrats et le peuple, ne trouvant pas dans l'inexpérience et la faiblesse d'une garnison peu nombreuse un appui assez fort pour résister à la terreur ou à la trahison, s'était tué, pour ne pas survivre à une lâcheté qu'il n'avait pas pu empêcher[1].

[1] Le nom de Beaurepaire est devenu célèbre par cette action courageuse, et par ces vers du poëte Lebrun :

Des Beaurepaires, des Désilles
La mort a prédit nos succès.
Venez, phalanges de Xerxès,
Et nous aurons nos Thermopyles!
(Ode patriotique.)

La convention nationale, qui se réunit quelques jours après la mort de

Cet événement, quand il fut su avec tous ses détails, bien loin de décourager l'armée, redoubla sa confiance dans son chef; elle s'attendait à voir arriver les Prussiens; elle se voyait dans un camp très-fort, où elle avait été conduite fort à propos; elle se regardait comme l'unique ressource de la France, et elle se pénétra de l'importance du poste qu'elle avait à soutenir.

Le général écrivit aussitôt au ministre Servan une lettre très-laconique : « Verdun est pris; j'attends les Prussiens. Le camp de Grand-Pré et celui des Islettes sont les Thermopyles, mais je serai plus heureux que Léonidas. »

Dans une autre lettre il lui détaillait les avantages de sa position et tous ses besoins. Il lui communiquait les ordres qu'il avait envoyés à Beurnonville et à Duval, de venir le joindre; il y joignait le double de l'instruction qu'il avait envoyée à la Bourdonnaye pour la défense du département du Nord, et à Moreton et Malus pour la préparation la plus vive de la guerre offensive dans les Pays-Bas; assurant toujours qu'il ne doutait pas de faire encore cette expédition dans la même année, si on le secondait.

Il l'assurait qu'il tiendrait assez de temps dans le camp de Grand-Pré, pour recevoir les secours de la Flandre et tous les renforts qu'il voudrait lui envoyer. Il le priait de détacher de l'armée du Rhin, qui n'avait aucune agression à craindre, un corps de cinq à six mille hommes pour renforcer celle de Metz, et d'ordonner à Luckner de se mettre en mouvement pour prendre en queue et en flanc l'armée prussienne, dès que ses projets seraient bien connus, en la côtoyant par Ligny et Bar-le-Duc, pour être à portée de couvrir le Barrois, Vitry et Saint-Dizier, par où jadis Charles-Quint avait pénétré en Champagne.

Il désirait que Luckner se rapprochât de lui, et se mît à portée, ou de joindre les deux armées, ou au moins de lui envoyer un renfort équivalent à celui qu'il recevrait lui-même de l'armée d'Alsace. Il lui détaillait toutes ses combinaisons, surtout ce que les Prussiens pouvaient entreprendre après la prise de Ver-

Beaurepaire, ordonna la translation de ses restes au Panthéon, et fit graver sur son tombeau cette épitaphe, qui peint l'esprit de l'époque : « Beaurepaire aima mieux mourir que de capituler avec des tyrans. » Sa veuve obtint une pension du gouvernement; et l'une des sections de Paris, située dans le faubourg Saint-Germain, prit le nom de *section de Beaurepaire*. (*Note de l'éditeur.*)

dun. La saison était très-avancée et pluvieuse. Il prévoyait qu'ils voudraient marcher sur Paris, plutôt que d'employer le reste de la campagne à faire des siéges. Il en donnait pour preuve qu'ils avaient négligé de prendre Montmédy, qui se trouvait derrière eux, et qui ne pouvait que gêner infiniment leur communication avec le Luxembourg, d'où ils devaient tirer leurs convois. Effectivement, par l'activité du général Ligneville, la garnison de Montmédy leur a fait beaucoup de mal.

Il concluait, et d'après la préférence donnée à Verdun sur Montmédy, et d'après les fausses espérances dont les émigrés repaissaient le roi de Prusse, et d'après les instances des frères du roi qui l'accompagnaient, que certainement ce monarque, ne voyant plus aucune place forte entre lui et Paris par la route de Châlons, choisirait cette route comme la plus courte et la plus aisée, croirait très-facile de déposter les Français de la forêt d'Argonne, les attaquerait pour ne pas laisser derrière lui un corps de troupes qui pourrait ensuite l'inquiéter, et ne douterait pas, après avoir vaincu cette petite difficulté, d'arriver en sept ou huit marches à Paris, sans trouver d'autres obstacles. Il lui envoyait des lettres interceptées, qui toutes prouvaient le projet de la marche sur Paris, et l'espoir très-fondé des émigrés d'une prompte réussite.

Il mandait les mêmes combinaisons au maréchal Luckner à Metz : il avait établi des stations d'officiers et d'autres hommes très-sûrs, pour former une correspondance de courriers non interrompue. Les réponses qu'il reçut très-promptement de Metz étaient de Kellermann, qui, avec cinq mille hommes de l'armée du Rhin, était venu prendre le commandement de celle du maréchal, qu'on avait fait venir à Paris, moins pour lui marquer de la confiance que pour s'en débarrasser, parce qu'on ne lui trouvait pas assez d'activité. Cependant, comme on ne voulait pas choquer le reste des préjugés du peuple, qui conservait encore quelque confiance dans la réputation de ce vieux général, on l'envoya à Châlons pour y veiller sur les rassemblements, et pour donner ses conseils aux deux généraux agissant, mais sans aucune autorité sur eux.

Non-seulement il fut inutile à Châlons, mais il y fut nuisible, parce que cette tourbe de Français de nouvelle levée qui s'y as-

semblaient se moquait de ses ordres et de sa personne, qui fut plus d'une fois exposée, parce que, parlant mal français et manquant de tête, il ne sut jamais se faire obéir; mais encore plus parce qu'il empêcha, par ses conseils et par ses ordres, le général Kellermann d'effectuer sa jonction. Alors le pouvoir exécutif se vit contraint de lui donner d'abord pour conseil le colonel Laclos [1], sans le contre-seing duquel il lui fut défendu d'écrire aucune lettre, et ensuite de le retirer tout à fait.

Ce sont là tous les services que la France a retirés d'un général que le duc de Choiseul avait acheté en 1763, à qui on a payé trente-six mille francs pendant trente ans, et qui aurait été fort utile si on ne l'avait pas fait maréchal de France, et s'il n'avait jamais commandé en chef. Les cannibales viennent de faire périr ce vieux guerrier sous leur infâme et injuste guillotine.

Kellermann mandait à Dumouriez qu'une armée, commandée par le prince de Hohenlohe et le prince de Condé, assiégeait Thionville; qu'il comptait sur les talents du général Wimpfen qui commandait dans la place, et sur la force de sa garnison; qu'il allait augmenter celle de Toul et de Metz, et qu'il marcherait sur-le-champ avec le reste de son armée, qui serait encore de dix-huit à vingt mille hommes, par Ligny et Bar, pour se rapprocher du point de *Revigny-aux-Vaches*, qu'il lui avait indiqué. D'après le calcul de ses marches, la jonction devait se faire le 14 ou le 15, et alors les deux armées, réunies avec les deux divisions de l'armée du Nord, auraient produit une masse de près de soixante mille hommes, avec lesquels il était possible d'arrêter l'ennemi.

Dumouriez attendait de jour en jour l'apparition et l'attaque des Prussiens; il ne perdait pas un instant à se préparer à leur résister, et il était parfaitement secondé par l'ardeur de ses troupes. Il avait indiqué à chacun toutes les défenses de sa position. Il avait ordonné aux habitants de faire des abatis sur toute la lisière de la forêt; il les avait excités par des proclamations à prendre les armes dès qu'il ferait sonner le tocsin; mais il trouvait en eux peu de bonnes dispositions. Ce canton est rempli de gen-

[1] Auteur du roman intitulé *les Liaisons dangereuses*. (*Note de l'éditeur.*)

tilshommes *verriers*, qui, fiers de leur fragile noblesse, détournaient le patriotisme des paysans. Une partie de ce pays appartenait au prince de Condé, qui y avait beaucoup de partisans.

Il avait établi une chaîne de postes pour communiquer avec le général Dillon par Marque, Châtel, Apremont, jusqu'à la *Chalade* et aux *Islettes*. Il avait ordonné à ce général de porter à Passavant un corps d'infanterie légère et plusieurs escadrons de chasseurs et hussards, pour consommer les fourrages des bords de l'Aire, couvrir ceux du Barrois, et empêcher l'ennemi d'y faire des excursions, en inquiétant son flanc gauche.

Il avait placé à la *Croix-aux-Bois* un colonel de dragons avec deux bataillons et deux escadrons. Il lui avait envoyé une instruction précise sur la manière de fortifier son poste en formant des abatis et des retranchements, sa droite appuyée au ruisseau de Longouve, et sa gauche à celui de Noirval. Il lui avait recommandé surtout de rompre le chemin depuis Briquenay et *Bout-au-Bois* jusqu'à la tête de ses retranchements. On verra par la suite combien ce point était important. Le général Dumouriez ne dissimulera pas les torts qu'il a eus à cet égard. Des Mémoires militaires exacts doivent présenter une leçon pour les généraux dans le détail des fautes, comme dans celui des opérations les mieux combinées.

Il avait trop peu de troupes pour garnir la trouée du *Chêne-Populeux*, qui était la destination de la division du général Duval. Il y avait détaché cent hommes d'infanterie et quelques dragons de la garnison de Sedan pour figurer une défensive, en attendant l'arrivée de cette division, venant du Pont-sur-Sambre. Il fut très-inquiet de ce côté depuis le 4 jusqu'au 7. Mais l'arrivée exacte du général Duval le même jour le tira de toutes ses inquiétudes, et à cette époque toute sa défensive était bien établie, et il était en état de résister partout.

Il avait tiré des garnisons de Givet, Philippeville, Marienbourg, Rocroi, pour renforcer la garnison de Sedan, environ deux mille hommes dont deux cents de cavalerie, et il envoya le général Miaczinski avec ordre de faire de fréquentes excursions avec de gros détachements, tant pour conserver la communication de Montmédy que pour aider Ligneville à intercepter les convois de

Longwy et de Luxembourg. Il lui avait donné pour adjoint le colonel Nolzier, officier d'un très-grand mérite, très en état de défendre la place en cas qu'elle fût assiégée. Miaczinski était très-bon pour ce genre de guerre, et y a rendu les plus grands services. Il était chargé en même temps de lever une légion.

Il n'y avait qu'environ cinq lieues du camp de Grand-Pré à Sainte-Menehould, et dix de Sainte-Menehould à Châlons, par un chemin très-beau. Si les Prussiens venaient attaquer le camp de Grand-Pré, ou tentaient de forcer le passage des *Islettes*, le général avait espoir de les repousser; s'ils voulaient longer la forêt par leur gauche, et pénétrer par le Barrois, se dirigeant sur Vitry, il était sûr de les prévenir à la trouée de Revigny, et d'y être joint par Kellermann, ainsi de couvrir le Barrois et la Marne; s'ils voulaient pénétrer par le *Chêne-Populeux*, après leur avoir disputé ce passage, il était sûr de les arrêter sur le bord de l'Aisne, et d'être renforcé par la division de Beurnonville et par l'armée de Kellermann, pour les empêcher de passer cette rivière, et les faire mourir de faim dans les fondrières de la Tierrache, d'où ils n'auraient pas pu retirer leur artillerie et leurs équipages. Ainsi il pouvait prévoir dès lors que cette formidable armée était mal *enfournée*, et que plus elle était nombreuse, plus elle se tirerait mal de cette fin de campagne.

Elle perdit beaucoup de temps après la prise de Verdun, et ce ne fut que le 8 qu'on la vit s'étendre et parader dans la grande plaine depuis Briquenay et Buzancy jusqu'à Clermont. Son quartier général était à Raucourt. L'armée française montra une joie qui était d'un très-bon augure. Dès le lendemain, les Prussiens commencèrent des attaques sur tout le front des avant-postes, et furent repoussés partout. Le 10, le général Miranda, Péruvien [1], que Pétion venait de faire entrer à notre service

[1] Né d'une famille distinguée du Mexique ou du Pérou, Miranda, dès son début dans la carrière politique, tenta d'affranchir sa patrie du joug espagnol, projet qui paraît avoir été celui de sa vie entière. Obligé de prendre la fuite, il erra dans diverses contrées de l'Europe, et se rendit familières la plupart des langues vivantes. La révolution française venait d'éclater; il crut qu'elle serait favorable à ses desseins. Il se rendit à Paris, obtint la protection, alors puissante, de Pétion, et fut employé dans les armées. En 1793, chargé de l'expédition de la Hollande, il échoua devant Maestricht, se laissa battre à Aldenhoven; et ces deux échecs renversèrent tous les plans de Dumouriez. On l'accusa d'avoir contribué ensuite à la perte de la bataille de Ner-

comme maréchal de camp, arrivé de la veille au soir, repoussa une attaque assez vive au village de Mortaume. Le général Stengel fut aussi attaqué en même temps à Saint-Jouvin; mais l'ennemi fut repoussé de partout, et aucun des postes ne put être forcé.

Dans ces attaques, ou quand les mouvements de l'ennemi les faisaient présumer, le général faisait descendre, du camp, du canon de douze, et des bataillons qui pouvaient se porter où ils voulaient sans être aperçus de l'ennemi, étant cachés par la montagne de Bessieu. L'ennemi se trouvait toujours en tête un front de cinq à six mille hommes, et ne pouvait pas en déployer davantage. Il voyait cependant sur la hauteur le camp français toujours dans le même état, et ne pouvait pas croire le rapport de ses espions, qui l'assuraient qu'il n'y avait pas plus de vingt mille hommes.

Dans ce camp, les soldats et les généraux eux-mêmes furent attaqués d'une diarrhée qu'on attribua à la mauvaise qualité des eaux et à l'abondance des pluies froides, ainsi qu'à la nécessité des fréquents bivouacs. Heureusement cette maladie fut légère et n'eut pas de suite ; mais elle laissa dans Grand Pré un germe de dyssenterie qui a été bien funeste aux Prussiens. Dans

winde; il en rejeta tout le tort sur le général en chef, qu'il présenta comme coupable, non pas d'imprévoyance, mais de trahison. Il a publié à ce sujet un écrit que nous consulterons plus tard pour la rédaction de ces notes. Miranda ne parvint cependant point à se justifier entièrement; la fuite de Dumouriez acheva de le compromettre. On le traduisit devant le tribunal révolutionnaire; mais il eut le bonheur extraordinaire d'être acquitté. Les soupçons, effacés un moment, se réveillèrent bientôt; Miranda fut de nouveau plongé dans les cachots, d'où il ne sortit qu'après le 9 thermidor. Réduit alors à une nullité qui contrariait son ambition, il se jeta dans le parti des sectionnaires, en vendémiaire an IV; fut décrété d'accusation, condamné à la déportation, et parvint toutefois à faire différer l'exécution de l'arrêt sous divers prétextes. Il ne put obtenir le même succès au 18 fructidor; et, proscrit dans cette journée, il se réfugia d'abord en Angleterre; puis revint à Paris en 1803, quoique les consuls ne l'eussent point rappelé. Arrêté et déporté pour la troisième fois, il ne reparut plus en France; mais on apprit que, en 1806, Miranda avait renouvelé l'exécution de ses projets dans l'Amérique méridionale. Ses premiers efforts furent infructueux ; il se tint caché jusqu'en 1810, où il reparut à Caracas, offrit ses services à la junte, et, quoiqu'elle se méfiât de l'exagération de ses principes, obtint quelque influence parmi les adversaires du gouvernement de la métropole. Depuis cette époque, Miranda servit la cause américaine avec des succès divers, et fut enfin livré par trahison aux Espagnols. Jeté dans les cachots de Carthagène et transféré ensuite à Cadix, Miranda succomba, au commencement de 1816, à une maladie occasionnée par la fatigue et les mauvais traitements du parti vainqueur. Ce personnage montra quelquefois le caractère d'un aventurier ; mais l'histoire ne pourra lui refuser des talents distingués, et les qualités brillantes d'un chef de parti.

(*Note de l'éditeur.*)

les premiers jours l'armée manquait souvent de subsistances, parce que le service ne pouvait pas encore être bien assuré ; mais elle supportait tout avec la plus grande gaieté, et, ayant tous les jours de légers combats, elle ne s'ennuyait ni ne se rebutait pas.

Il n'en était pas de même des officiers généraux et particuliers. Ils étaient ennuyés et fatigués ; ils mouraient de faim ; car sur la table du général, qui nourrissait quiconque y avait recours, à peine avait-on du pain blanc. D'ailleurs on n'y mangeait que du mauvais mouton et des légumes, on y buvait de la mauvaise bière, et rarement de très-mauvais vin, quoiqu'en Champagne.

Un matin, cinq officiers généraux entrèrent chez lui et lui demandèrent un entretien particulier : il vit à leur air embarrassé qu'il y avait quelque chose d'extraordinaire. Celui qui était chargé de lui porter la parole lui dit qu'on ne pouvait qu'applaudir au talent qu'il avait déployé pour rendre à l'armée le bon esprit qu'elle montrait, et pour les tirer de la position de Sedan, où ils auraient été facilement enlevés, ou battus, ou coupés d'avec Paris, et pour les placer dans un camp qui paraissait inexpugnable : mais que ce camp était malsain ; que le dégoût et les maladies commençaient à gagner l'armée ; que les secours n'arrivaient pas ; que nous avions devant nous cent mille hommes maîtres de la campagne ; qu'ils pouvaient nous laisser nous morfondre, et marcher par Bar-le-Duc, pour gagner Vitry et même Châlons ; qu'il était important de les prévenir, et d'aller choisir un bon camp derrière la Marne, où l'armée se fortifierait de tous les secours qui lui arriveraient, et aurait tout en abondance.

Le général laissa achever le discours de l'orateur, qui fut long ; après quoi, sans entrer dans aucune explication, il leur dit : « Mes camarades, ceci a l'air d'un conseil de guerre ; on ne « doit point en assembler sans que j'en donne l'ordre. Quand « je vous demanderai vos avis à chacun en particulier, votre de- « voir est de me dire ce que vous croirez le plus utile. Je suis « seul responsable, et je sais ce que j'ai à faire. Allez chacun à « votre poste, et ne vous occupez qu'à me bien seconder. »

Ils se turent, et depuis on ne tenta jamais la fermeté du général ; mais les critiques allèrent leur train, et chacun envoya à

ses amis de Paris ses réflexions et son plan de campagne, exagérant, comme de raison, nos souffrances, nos dangers, ainsi que la force et l'activité de l'ennemi. Cela ne diminua pas la consternation de Paris et de l'assemblée nationale. Bientôt le général reçut par tous les courriers des sollicitations, des conseils et même des ordres de Luckner et des ministres, pour se retirer derrière la Marne. Cette persécution a été encore plus forte au camp de Sainte-Menehould. On taxait même sa résistance d'obstination criminelle. Il aurait pu dire aux Français, comme Phocion aux Athéniens : « Vous êtes bien heureux d'avoir un capitaine qui vous connaît; sans cela vous seriez perdus. »

Le 10, il fit un petit changement dans sa disposition. Ayant tous les jours des nouvelles de Beurnonville, il savait qu'il arriverait précisément le 14 à Rethel. Toutes les divisions de l'armée ennemie s'étaient réunies. Le général Clayrfait était devant la trouée de la *Croix-aux-Bois;* le roi de Prusse menaçait *Grand-Pré,* et le prince de Hohenlohe était devant les *Islettes,* occupant Varennes et Clermont. Ainsi l'attaque ne regardait plus que ce front, et ne devait pas s'étendre jusqu'au *Chêne-Populeux.*

Le général ne voulut pas entièrement dégarnir ce poste ; mais, croyant pouvoir se servir utilement des troupes aguerries du camp de Pont-sur-Sambre, et surtout du général Duval, en qui il avait à juste titre une confiance particulière, il le remplaça par le général Dubouquet avec quatre bataillons et deux escadrons de dragons, et il le fit venir avec sa division au camp de Grand-Pré, où il le fit camper sur la hauteur de Marque, qu'il n'avait pu occuper jusqu'alors que par des détachements, n'ayant pas assez de troupes pour se prolonger jusque-là. Par ce renfort il avait à peu près vingt mille hommes pour défendre l'excellente position de Grand-Pré.

Ses plus grandes contradictions venaient alors des manœuvres de Kellermann, qui fatiguait ses troupes par des marches et des contre-marches ; qui, arrivé jusqu'à Bar, rétrograda jusqu'à Ligny ; qui désapprouvait comme tout le monde le plan de campagne du général Dumouriez ; qui assurait que les Prussiens avaient le projet de tomber sur la Lorraine, pendant que le roi

de Prusse était devant Grand-Pré; qui lui annonçait que, s'il voulait faire une jonction, il fallait qu'il fît la moitié du chemin, et que, réunis ensemble, ils iraient livrer bataille au roi de Prusse. Dumouriez, qui voulait temporiser et ruiner les Prussiens sans se battre, se serait bien gardé de hasarder une bataille. Il dénonça au ministre de la guerre la mauvaise volonté ou au moins les indécisions de son collègue, et il exigea sévèrement qu'il lui fût donné un ordre absolu de le joindre, et de ne plus contrarier son plan de campagne [1].

CHAPITRE VIII.

Les ennemis forcent la Croix-aux-Bois. — Retraite du camp de Grand-Pré.

Cet ordre fut effectivement donné avec promptitude, par le ministre Servan, à Kellermann, qui se vit forcé de l'exécuter. Ce fut dans ce même temps que le général Custine, pour faire une diversion, fut détaché de l'armée d'Alsace par Biron, et se porta à Spire, Worms et Mayence. Il aurait pu alors s'emparer de Coblentz; et s'il l'eût fait, la retraite des Prussiens aurait été ensuite fort hasardée, à moins qu'ils ne l'eussent exécutée sur-le-champ; ce à quoi ils n'auraient jamais pu se résoudre, tant leurs espérances étaient grandes et les apparences favorables.

Dumouriez écrivit lettres sur lettres pour conjurer le général Biron d'ordonner à Custine de marcher sur Coblentz et Trèves, pour pouvoir attaquer l'ennemi en flanc et par derrière, en se rendant maître de la Moselle, ce qui d'ailleurs dégageait Thionville et couvrait le pays Messin, dont Kellermann allait nécessairement être éloigné pour quelque temps. Biron donna les ordres; mais Custine, enorgueilli par des succès trop faciles et trop brillants, secoua le joug de son général, lui enleva presque toutes ses forces pour se faire une armée de vingt-deux mille

[1] Ce jugement de Dumouriez sur la conduite du général Kellermann ne paraît pas exempt de prévention. La glorieuse journée de Valmy, dont on trouvera plus loin le récit, justifiera mieux que nous ne pourrions le faire les talents et les intentions de l'un des capitaines dont les succès illustrèrent nos premiers faits d'armes. (*Note de l'éditeur.*)

hommes, négligea Coblentz, et passa le Rhin pour aller se jeter sur Francfort, dont la conquête rompit toute communication du plan général de campagne, rompit la neutralité de l'Empire, et attira des disgrâces bien méritées.

L'assemblée nationale et le ministère ne calculèrent pas mieux que Custine; ils ne virent que l'éclat des conquêtes; leur avarice fut séduite par l'appât des contributions; on regarda les représentations sages du général Dumouriez comme l'effet de sa jalousie, et comme le projet de se faire une dictature militaire, en soumettant toutes les opinions à la sienne; on éleva Custine jusqu'aux nues, on lui donna carte blanche. Mais cet infortuné général a payé bien chèrement ce moment de faveur, par l'injustice et l'ingratitude de ses compatriotes.

En Flandre on eut de mauvais succès et des alarmes, qu'on rejeta encore sur les plans de Dumouriez; mais il ne partagea point les inquiétudes populaires. Il engagea seulement le ministre à renvoyer à cette armée le général la Bourdonnaye qu'on avait fait venir à Châlons pour commander une armée, pour couvrir Paris; et il lui fit donner le titre de général d'armée, pour lui donner plus de considération et de pouvoir.

Ce projet de former une armée à Châlons était encore une suite de la méfiance inspirée par la terreur. On ne doutait pas plus à Paris que dans le camp prussien, que le général Dumouriez ne dût être battu et pris; que le roi de Prusse ne dût passer la Marne, et que rien ne s'opposerait à sa marche sur Paris. On avait fait le projet stupide d'enceindre la capitale et de la défendre: au lieu d'envoyer des secours aux armées qui étaient en présence de l'ennemi, on dépouillait le département du Nord de l'artillerie et des munitions, pour rassembler à Paris d'immenses moyens de défense; et on y construisait un camp retranché, pour y rassembler une armée centrale qu'on formait à Soissons et à Châlons. Heureusement que les mouvements du duc de Saxe-Teschen vinrent rompre ce projet, qui aurait achevé de tout perdre, et que les lettres et les succès de Dumouriez et de Custine relevèrent un peu le courage. C'est ainsi que les plus grands obstacles et les plus grands dangers naissaient des Français eux-mêmes, et que le général était plus embarrassé des con-

tradictions de ses compatriotes que des quatre-vingt mille Allemands qu'il avait devant lui.

On était déjà au 13 septembre. La saison pluvieuse rendait les chemins détestables. Les Prussiens, après avoir consommé les vivres qu'ils avaient trouvés dans Longwy et Verdun, achevaient de manger ce pays, déjà épuisé par l'armée française, et étaient obligés de tirer du pays de Trèves et de Luxembourg leur subsistance. Les garnisons de Sedan, Montmédy, Thionville, Metz même, allaient leur faire une guerre terrible en coupant leurs convois. Beurnonville allait arriver le 14 à Rethel, a dix lieues de Grand-Pré. Kellermann allait être le 18 au plus tard à Bar, d'où rien ne pouvait empêcher sa jonction. Toutes les attaques de l'ennemi ne faisaient qu'augmenter le courage de l'armée, dont la position paraissait inforçable. La campagne semblait décidée, et le roi de Prusse allait être obligé de faire sa retraite, ne pouvant plus risquer d'entreprendre des siéges avec une armée fatiguée, mourant de faim, et dans laquelle la dyssenterie commençait à faire des ravages, lorsqu'une faute du général Dumouriez mit la France à deux doigts de sa perte, et changea la belle situation dans laquelle il se trouvait en une position très-critique et très-dangereuse.

Il avait placé à la *Croix-aux-Bois* un colonel de dragons avec son régiment, deux bataillons, et quatre pièces de campagne. Cette force lui avait paru suffisante pour défendre ce passage très-difficile, d'autant plus que ce colonel lui avait mandé qu'il avait ponctuellement exécuté ses ordres, et que ses retranchements et abatis étaient inattaquables; qu'il les avait prolongés jusqu'à la tête du bois; qu'il avait rendu la route impraticable par des tranchées et par des puits. Ce colonel mandait qu'outre ses deux bataillons, il y avait à Vouziers un excellent bataillon de volontaires des Ardennes, un de ceux de la garnison de Longwy; qu'en lui donnant des armes, il suffirait à la défense de cette trouée, où la cavalerie était inutile; qu'ainsi il le priait de lui permettre de revenir au camp avec ses deux bataillons et ses deux escadrons.

Le général, sans autre examen et avec une légèreté impardonnable, ajouta foi au rapport de ce colonel, qui avait fait la

guerre d'Amérique, et qui était d'un âge mûr, et ne paraissait pas devoir le tromper. La lettre de ce colonel est du 11, et le même jour le général lui donna ordre de laisser cent hommes dans les retranchements, et de rentrer au camp avec le reste de sa division. Il donna en même temps l'ordre le plus positif au commandant de l'artillerie d'envoyer sur-le-champ six cents fusils au bataillon des Ardennes, avec cent cartouches par arme; il ordonna au commandant de ce bataillon d'aller occuper les retranchements de la *Croix-aux-Bois* avec sa troupe et soixante cavaliers de la gendarmerie nationale, qui étaient en quartier à Vouziers.

Quoique la *Croix-aux-Bois* fût très-près de Grand-Pré, le général n'avait jamais trouvé le temps d'aller visiter ce poste important; il s'en était rapporté à la fidélité des cartes, et c'est une première faute. Il n'y avait pas même envoyé Thouvenot, qui l'aurait parfaitement suppléé; il n'y avait point établi de batterie de canons de huit ou de douze, quoiqu'il en eût en quantité; il s'en était rapporté aux talents et à l'expérience d'un subalterne qu'il ne connaissait pas assez; et enfin il n'avait pas attendu que le bataillon des Ardennes fût armé et eût relevé son poste, pour lui donner l'ordre de rentrer au camp, ne laissant dans des retranchements aussi importants et aussi étendus que cent hommes commandés par un capitaine.

Le poste fut donc abandonné le 12, au matin. Pour surcroît de malheur, l'officier commandant le parc d'artillerie négligea l'exécution de l'ordre, quoiqu'il fût très-précis, et les fusils et munitions ne furent point envoyés au bataillon des Ardennes, qui resta à Vouziers en les attendant. Le général Clayrfait fut averti sur-le-champ par les espions du pays. Il envoya le 13, à la pointe du jour, le prince Charles de Ligne attaquer les abatis. Ils étaient si mal faits, que ce n'étaient que des arbres coupés et jetés en travers du chemin, sans aucune liaison, et sans que les branches fussent à demi enterrées, et présentassent des pointes à l'ennemi.

Les Impériaux les dérangèrent très-vite, pour se faire un passage. Quant aux chemins, ils avaient été si peu gâtés, que les Impériaux y passèrent facilement avec de la cavalerie et de l'artille-

rie. Les cent hommes, après une légère résistance, s'enfuirent au travers des bois, et arrivèrent au camp, où le général se trouvait en ce moment. Il était environ midi; il n'y avait pas un instant à perdre. Il donna sur-le-champ deux brigades et six escadrons au général Chazot, avec quatre pièces de huit, outre les canons de bataillons. Il lui ordonna de marcher avec la plus grande célérité, et d'attaquer sur-le-champ, la baïonnette au bout du fusil, pour ne pas donner aux ennemis le temps de se retrancher. Il lui donna le chariot de fusils pour le bataillon des Ardennes, et deux chariots d'outils pour perfectionner le retranchement et y établir des batteries régulières. Il ne pouvait pas y aller lui-même, ni abandonner son camp, s'attendant à une attaque générale qui eut lieu le même jour et le 14, et qui fut repoussée avec le succès ordinaire.

Tout le 14 se passa sans que le général Chazot attaquât : le général lui envoyait d'heure en heure des aides de camp avec les ordres les plus précis de tout tenter, et lui renvoya deux bataillons de renfort. Ce retard lui causait une inquiétude mortelle: il ne pouvait pas s'y porter lui-même sans risquer de voir son propre camp enlevé. Enfin, le 15 au matin, il entendit de ce côté un feu très-violent. A onze heures, il reçut un billet de Chazot qui lui mandait qu'après un long combat et très-meurtrier, dans lequel le prince de Ligne avait été tué, il avait repris le retranchement. La joie du général fut très-vive.

Mais Chazot avait oublié de faire avancer le chariot d'outils; et les troupes fatiguées du combat, et pleines de sécurité après leur victoire, n'avaient pas même travaillé à reboucher le passage. Deux heures après, une colonne plus forte les attaqua avec fureur, gagna les hauteurs sur eux; ils firent très-peu de résistance, perdirent du canon; et Chazot se retira à Vouziers, sans même avertir le général, dont il se trouvait alors séparé par l'ennemi.

Il était cinq heures du soir lorsque le général apprit cette nouvelle par quelques fuyards. Pendant le combat de la *Croix-aux-Bois*, le corps des émigrés s'était présenté devant la trouée du *Chêne-Populeux*. Le général Dubouquet avait repoussé vigoureusement son attaque; mais, apprenant que la

trouée de la *Croix-aux-Bois* était forcée, il profita de la nuit pour se retirer par Attigny et Somme puis sur Châlons. Ainsi les princes entrèrent sans difficulté par le débouché du *Chêne-Populeux*, pour se porter sur Vouziers.

Jamais armée ne s'est trouvée dans une position plus désespérée, et jamais général ne s'en est tiré plus promptement, plus vigoureusement, et avec plus de bonheur. L'armée se trouvait réduite à quinze mille hommes, par la séparation du corps de Chazot et de celui de Dubouquet. Il ignorait où ils pouvaient s'être retirés; mais il jugeait qu'étant coupés, leur retraite serait sur Rethel. Il avait devant lui un corps d'au moins quarante mille Prussiens; derrière lui le général Clayrfait avec vingt-cinq mille hommes.

La position de ce général à la *Croix-aux-Bois* dominait la sienne. Il pouvait, en se rabattant sur sa gauche, descendre sur Olizy, Termes et Beauregard, et lui couper le passage de l'Aire et de l'Aisne à Senucque. Alors, enfermé par les rivières et par la forêt, sans vivres, avec peu de munitions, dominé par sa gauche, il fallait mettre bas les armes, ou se faire tuer jusqu'au dernier homme, sans ressource et sans utilité. Il était coupé d'avec Beurnonville, qui était à Rethel avec neuf mille hommes sans souliers, harassés, sans munitions, ayant fait inutilement des marches forcées pour le joindre.

Kellermann, en apprenant que les défilés étaient forcés, allait sûrement rétrograder sur Metz ou passer la Marne. Il fallait décamper devant l'ennemi, qui, pour peu qu'il eût de vigilance, suivrait l'armée l'épée dans les reins. Ainsi non-seulement, en exécutant ce mouvement indispensable, il perdait l'avantage des hauteurs, mais, en traversant l'Aire et l'Aisne, il se trouvait soumis au feu de l'ennemi, qui devait naturellement occuper les hauteurs qu'il abandonnait, et il pouvait trouver sur l'autre bord le corps ou même un détachement du corps du général Clayrfait; et, en ce cas, obligé de passer toute son armée sur un seul pont, le village de Senucque fût devenu pour lui les *Fourches Caudines*.

Quelque grand que fût le danger, il ne perdit ni la présence d'esprit, ni l'apparence du calme et de la sécurité, si nécessaire

dans un général pour inspirer la confiance, et mettre les officiers dans le cas d'exécuter sans confusion des ordres donnés de sang froid. Il envoya ses ordres et ses instructions à toutes les troupes détachées, par des aides de camp et des officiers sûrs. Il ordonna à Beurnonville de partir à l'instant de Rethel, de côtoyer l'Aisne jusqu'à Attigny, et de se diriger sur Sainte-Menehould pour opérer sa jonction, lui mandant qu'il allait se porter sur cette ville, et que Kellermann devait y arriver aussi. Il manda à Kellermann de presser sa marche par Bar et Revigny, pour le joindre vers Sainte-Menehould.

Il manda au général Dillon de tenir avec plus de vigueur que jamais les débouchés des *Islettes* et de la *Chalade*, et de pousser ses troupes légères au delà de Passavant, pour inquiéter les ennemis par leur gauche, et pour être averti à temps de l'arrivée de Kellermann, qu'il lui annonçait très-prochaine. Il lui manda que lui-même allait se replier sur Sainte-Menehould ; qu'ainsi il ne s'occupât que de l'ennemi qu'il avait devant lui, sans s'inquiéter de ses derrières et de son flanc gauche.

Il manda au lieutenant général Sparre, qui commandait à Châlons, de rassembler tout ce qu'il pourrait de bataillons déjà formés et de cavalerie, et d'en faire un camp à Notre-Dame-de-l'Épine, petite hauteur à une lieue en avant de cette ville. Il manda au lieutenant général d'Harville de rassembler tout ce qu'il pourrait de troupes à Reims, Épernay et Soissons, d'en former un petit corps, et de se porter à Pont-Favergues, sur la Suippe. Ces deux rassemblements grossirent petit à petit, et montèrent chacun de dix à douze mille hommes. Il avait reçu, deux jours avant, un corps superbe de huit cents grenadiers que la ville de Reims lui avait envoyés ; mais cette troupe ne savait pas manier les armes. Jugeant qu'elle ne ferait que l'embarrasser, il les fit partir pour Rethel avec deux compagnies de volontaires de Stenay et de Mouzon, et de Rethel il les envoya renforcer la garnison de Sedan, où ils se disciplinèrent et servirent bien.

Il plaça, sur les hauteurs d'Olizy, de Termes et de Beauregard, six bataillons et autant d'escadrons avec quelques pièces de position, faisant face à la *Croix-aux-Bois*, pour arrêter l'ennemi et

l'empêcher de descendre sur Senucque. Il envoya trois cents chasseurs pour fouiller la forêt jusqu'à Longuève. Il fit sur-le-champ défiler son parc d'artillerie par les deux ponts, pour se porter sur les hauteurs d'Autry, de l'autre côté de l'Aisne.

Sur les sept heures du soir, ayant enfin reçu des nouvelles du général Chazot, il apprit avec grand plaisir qu'il s'était retiré à Vouziers; que l'ennemi ne l'avait pas suivi, et n'avait point entrepris de passer la rivière après lui. Il lui ordonna de partir à minuit avec sa division, de longer l'Aisne jusqu'à Vaux, pour faire sa jonction avec l'armée, qui serait, le 16, sur les hauteurs d'Autry. Il lui envoya une instruction qu'il lui mandait de tâcher de faire passer au général Dubouquet, à qui il mandait de se retirer ou sur Sedan ou sur Rethel, s'il ne pouvait pas joindre le général Chazot; et il eut la précaution de prescrire à Chazot de ne pas attendre Dubouquet, quelque chose qui arrivât, et d'exécuter ponctuellement son ordre de jonction à Vaux.

Il vit alors que les ennemis s'étaient contentés de s'emparer du passage de la *Croix-aux-Bois*, s'attendant peut être à une seconde attaque le lendemain, et n'avaient poussé leur avantage ni sur leur gauche ni devant eux. Il était encore maître de tout le cours de l'Aisne; et s'il réussissait à tirer son armée de son camp, il pourrait tout au plus être entamé dans son arrière-garde; mais il pourrait encore arrêter assez longtemps l'ennemi sur les bords de l'Aisne pour lui en disputer le passage, et prendre un parti et une position formidable pour opérer sa jonction.

Il faisait un temps détestable qui aida à le sauver. Il se garda bien de faire aucun préparatif apparent de départ, aucun mouvement, aucun déplacement, surtout dans l'avant-garde, tant qu'il fit jour. Le prince de Hohenlohe, au milieu de tous ses embarras, lui fit demander un rendez-vous; il jugea que c'était pour savoir ce qui se passait dans le camp. Il ne pouvait pas y aller lui-même; il ordonna au général Duval de s'y présenter, parce qu'un refus aurait donné des soupçons. Le général prussien s'y rendit; tout se passa en politesses réciproques, et le prince ne cacha pas sa surprise à Duval de voir tant d'ordre dans ses

postes, et autant d'officiers polis et décorés. Les émigrés avaient dit aux Prussiens que l'armée n'était commandée que par des bijoutiers, des tailleurs, des cordonniers, etc.

Duval, officier vénérable par sa chevelure blanche et sa taille majestueuse, acheva de le désabuser en lui disant que la plupart des généraux avaient fait une ou deux guerres, et que le général Dumouriez était maréchal de camp avant la révolution. Le prince de Hohenlohe ne put rien apercevoir qui lui indiquât une retraite; au contraire, Duval lui annonça que le général Beurnonville devait entrer le lendemain dans le camp avec dix-huit mille hommes, et que Kellermann, avec trente mille, n'était qu'à deux marches.

Dès que la nuit fut venue, l'avant-garde se replia en trois colonnes sans bruit, n'ayant ni augmenté ni diminué ses feux, la droite par Marque, le centre par Chevières, et la gauche par Grand-Pré. Elle rompit les ponts après elle. Duval et Stengel la commandaient. Ils firent halte pour donner le temps à l'armée de se mettre en marche, étant chargés de faire son arrière-garde.

A minuit le général partit du château de Grand-Pré, et monta à son camp, qu'il trouva encore tendu. Les chemins étaient si mauvais entre Grand-Pré et le camp, la nuit était si noire, que les ordonnances s'étaient perdues. Il fit passer l'ordre de bouche en bouche; l'armée détendit, mais elle ne fut en marche que plus de trois heures après. Ce retard, qui pouvait être funeste, produisit un avantage : c'est que l'armée ignora la cause de sa retraite, qu'il n'y eut aucune alarme, et qu'elle se fit avec d'autant plus d'ordre, et sans que l'ennemi en pût être prévenu. Il gagna d'abord les hauteurs d'Autry, et donna ses ordres pour qu'on s'y formât en bataille. Les dernières troupes passèrent les ponts de Senucque et de Grandchamp à huit heures du matin, et se rangèrent en bataille sur la hauteur. Alors l'armée était sauvée : on n'avait perdu que quelques tentes des bataillons qui avaient été détachés avec Chazot, dont le camp était resté tendu.

Le général, qui ne se voyait pas suivi, et qui regardait alors sa retraite comme assurée, fit continuer la marche à son parc

d'artillerie, et se rendit avec son état-major à Dammartin-sur-Hans, pour y établir le camp de sa première marche, à quatre lieues de celui de Grand-Pré. Pendant qu'il traçait ce camp, il vit arriver des fuyards qui criaient que tout était perdu, que l'armée était en déroute, et que l'ennemi était à sa poursuite. Il ne pouvait pas comprendre ce changement subit. Il savait que l'ennemi ne l'avait pas suivi, et lui avait laissé passer les défilés sans l'inquiéter. Il avait laissé l'armée bien disposée, il ne pouvait pas présumer que l'armée ennemie eût passé l'Aisne pour le tourner par sa droite; il voyait une déroute, il ne savait à quoi l'attribuer.

Il prit cependant le parti de changer de cheval, et de courir à toute bride, avec Thouvenot, pour rallier son armée. Ils remarquèrent avec plaisir que tous les fuyards étaient du corps d'armée, mais qu'ils n'en reconnaissaient aucun du corps de Duval, ni de l'avant-garde. Enfin ils arrivèrent près d'Autry; ils trouvèrent le général Miranda, qui avec un grand sang-froid avait arrêté l'infanterie dans sa fuite, et avait contenu l'ennemi qui venait de se retirer, parce que l'avant-garde, qui n'avait pas partagé la terreur, marchait en bon ordre pour le charger. Il reçut en même temps un message de Duval et de Stengel, qui le rassurèrent entièrement. Il leur donna ordre de s'arrêter aux bords des marais de Cernay avec leur arrière-garde, jusqu'à ce que toute l'armée eût passé la Tourbe; ensuite, de venir se porter le long de la Tourbe, la mettant entre l'ennemi et eux, et d'y passer la nuit. Il retourna à Dammartin, et y fit bivouaquer l'armée.

Il y avait vingt heures qu'il était à cheval; il venait d'en descendre, il se mettait à table à six heures du soir, lorsqu'une nouvelle alarme recommença dans son camp. Tout le monde se mit à crier et à fuir; l'artillerie attela, et voulut gagner une hauteur de l'autre côté de la petite rivière de Bionne, qui était derrière son camp. Toutes les troupes se mêlèrent, le désordre augmenta. Alors il jugea que ce mouvement n'était pas occasionné par l'ennemi, puisque son arrière-garde était tranquille à une lieue de lui. Il monta à cheval avec son état-major, ses aides de camp, et son escorte de dragons. Il tomba à coups

de sabre sur les fuyards, et par cette sévérité il les rallia. Mais tout était mêlé. Il fit allumer de grands feux, et il ordonna qu'on passât la nuit comme on se trouvait. Certainement cette seconde alarme avait été jetée par des malintentionnés; mais comme elle n'eut pas de suite, il ne fut pas dans le cas de faire des recherches.

Quant à la première, voici comment elle était arrivée : l'armée, après avoir passé les défilés et les ponts sans être inquiétée, s'était mise en bataille sur les hauteurs d'Autry, pour protéger la retraite de l'arrière-garde. Celle-ci était harcelée par environ quinze cents hussards prussiens qui avaient avec eux trois ou quatre pièces d'artillerie volante. Ayant passé les défilés, elle se formait en bataille sur la hauteur, et l'armée se prolongeait en colonne de marche pour gagner Cernay. Le général Chazot, qui, au lieu de partir de Vouziers à minuit, comme il en avait eu l'ordre, ne s'était mis en marche qu'à la pointe du jour, déboucha en ce moment par Vaux. Sa division, en voyant les hussards prussiens, se précipita au travers de la colonne de l'armée. Les Prussiens, qui virent ce désordre, se jetèrent dessus; tout se débanda, tout fuit; dix mille hommes furent poursuivis par quinze cents hussards. Cependant Duval, qui avait conservé l'arrière-garde en bon ordre, fit reculer les Prussiens, qui, n'étant pas soutenus, se retirèrent, emmenant deux pièces de canon et quelques bagages. Le général Miranda rallia l'armée.

Plus de deux mille hommes de toute arme s'écartèrent avec une vitesse incroyable jusqu'à trente ou quarante lieues, par Rethel, Reims, Châlons, Vitry. Ils publiaient partout que l'armée avait été trahie, qu'elle était anéantie, que Dumouriez et tous les généraux étaient passés à l'ennemi. C'était surtout là le cri des fuyards; ils soutenaient au général lui-même qu'il était déserté, pendant qu'il les accablait de coups de plat de sabre. Certainement, sans la bonne conduite de Duval, Stengel et Miranda, cette retraite si bien combinée et si heureusement exécutée aurait dégénéré en une déroute irrémédiable, et quinze cents hussards prussiens auraient anéanti l'armée française.

Le 17, à la pointe du jour, le général n'eut pas peu de peine

à démêler la confusion du camp ; il passa la Bionne, et, par une marche sur trois colonnes, il entra dans son camp de Sainte-Menehould. L'ennemi n'avançait qu'en tâtonnant, et son avant-garde ne parut que le 18 devant le camp français. On lui ramena vingt-huit fuyards, que le général Dillon avait fait arrêter. Il leur fit raser les sourcils et les cheveux, leur ôta leurs uniformes, et les renvoya comme des lâches. Cet exemple fit un bon effet.

CHAPITRE IX.

Camp de Sainte-Menehould. — Jonction de Beurnonville et Kellermann. — Combat de Valmy.

L'armée était sauvée, et au bout de vingt-quatre heures elle avait repris toute son énergie ; mais il était persuadé que sa déroute momentanée, exagérée par tous les hommes timides et les malintentionnés, qui étaient en grand nombre, ferait un effet terrible à Paris ; il crut que ce qu'il avait à faire de mieux était d'en rendre compte lui-même à l'assemblée nationale. Il écrivit au président : « J'ai été obligé d'abandonner le camp de Grand-Pré ; la retraite était faite, lorsqu'une terreur panique s'est mise dans l'armée. Dix mille hommes ont fui devant quinze cents hussards prussiens. La perte ne monte pas à plus de cinquante hommes et quelques bagages. Tout est réparé, et je réponds de tout. » Il sortait du ministère, il y avait déployé un caractère trop énergique pour ne pas inspirer la confiance en affirmant sa responsabilité. Aussi la lettre fit une très-bonne sensation.

Cette aventure lui prouva le peu de confiance qu'il devait avoir dans ses troupes contre une armée renommée pour son habileté dans les manœuvres, et le confirma dans son plan de temporisation et de circonspection. Il se décida à bien choisir ses camps, à travailler sur l'esprit de ses troupes, pour qu'à la confiance en lui elles parvinssent à joindre la confiance en elles-mêmes. Il ne rechercha point les auteurs de cette déroute, il ne s'exhala

point en reproches sévères ni réitérés. Il prit avec ses soldats le ton d'un père qui pardonne une faute, et par là il acheva de gagner leur attachement.

La bonté du camp de Sainte-Menehould, les jonctions qui le renforcèrent peu après, achevèrent de donner à cette armée le courage et la constance nécessaires pour résister à un ennemi aussi puissant, à la faim, et à l'inclémence de la saison. Les mois de septembre et d'octobre furent affreux, et achevèrent de détruire les Prussiens. Les Français souffrirent aussi considérablement; mais leur camp était beaucoup meilleur, ils avaient du bois et de l'eau, ils ne manquèrent jamais de lard, de viande, de riz, et d'eau-de-vie.

Le camp de Sainte-Menehould a en avant de lui des hauteurs d'une glaise aride, qui s'étendent entre trois petites rivières, la Tourbe, la Bionne et l'Auve. Les deux plus considérables de ces hauteurs se nomment, l'une, l'*Yron*, derrière laquelle sont les villages de Courtemont et Dammartin-sur-Hans; l'autre, la *Lune*, qui a donné son nom au camp du roi de Prusse, derrière laquelle est Hans, où il établit son quartier général. Entre ces hauteurs et le camp est une vallée très-étroite, où il y a cependant quelques petites élévations.

Le terrain du camp domine les élévations et cette vallée; c'est une hauteur d'environ trois quarts de lieue d'étendue, formant un S, dont le flanc droit va se terminer à la rivière d'Aisne, un peu au-dessus de la Neuville-au-Pont, et le flanc gauche se termine au grand chemin de Châlons. En avant du centre du camp, dans un fond, est le petit village et le château de Braux-Sainte-Cohère, d'où partent des étangs et des marais qui séparent la gauche du camp de la hauteur du moulin de Valmy. Devant la gauche du grand chemin est la hauteur de Gizaucourt; en arrière sont des branches de la rivière d'Auve et des marais, derrière lesquels se trouve la position d'un camp peu étendu, qui a en avant de soi un village nommé Dampierre, et en arrière celui d'Élise.

Derrière le centre du camp est le village de Chaude-Fontaine. Le quartier général, qui fut placé à Sainte-Menehould, à une lieue en arrière, se trouvait au centre de la grande armée qui faisait

face à la Champagne, et du corps de Dillon qui faisait face à Verdun, étant barraqué dans les bois pour défendre les défilés des *Islettes* et de la *Chalade*.

Le général plaça à la rive droite de l'Aisne un bataillon de troupes de ligne dans le château de Saint-Thomas, très-escarpé, qui terminait sa droite. Il plaça trois autres bataillons et de la cavalerie à Vienne-le-Château, à Moremont et à la Neuville. Cette droite communiquait avec les troupes qui défendaient le défilé de la *Chalade*, qui furent renforcées.

Il établit des batteries sur tout le front de son camp, qui battaient le vallon et l'enfilaient en tous sens. Il plaça des postes jusqu'à Auve pour communiquer avec Châlons. Il posta son avant-garde le long de la Tourbe pour retarder l'ennemi, avec ordre de se retirer lentement, de couper les ponts en se retirant, de se placer ensuite derrière la Bionne, de faire la même manœuvre avant de s'établir à Braux-Sainte-Cohère, Merzicourt et Berzieux, en avant du front du camp. Elle avait ordre de faire le dégât à mesure qu'elle reculerait et tant qu'elle ne serait pas pressée, de fourrager tous les villages de sa gauche depuis Perte jusqu'à la Croix-en-Champagne. La gauche du camp se terminant au grand chemin, il destina à l'armée de Kellermann le camp de Dampierre, à la gauche du grand chemin.

Sa déroute avait été grossie; les nouvelles en étaient arrivées à Kellermann, qui aussitôt s'était retiré sur Vitry, ce qui retarda encore sa jonction de deux jours, et fatigua son armée. Cependant, recevant courriers sur courriers, il reprit sa marche et en donna avis.

Beurnonville avait eu la même nouvelle par les fuyards qui avaient gagné Rethel; mais ayant reçu en même temps les ordres du général, que lui portait un aide de camp de confiance, nommé Macdonald [1], il se mit en devoir d'exécuter sa jonc-

[1] L'un des meilleurs capitaines qui aient commandé les troupes françaises, dans les guerres de la révolution. Créé successivement, sous l'empire, maréchal et duc de Tarente, puis, sous les Bourbons pair de France et chancelier de la Légion d'honneur, le général Macdonald a conservé toujours, au fond du cœur, un honorable attachement pour le chef qui vit ses premiers faits d'armes. (*Note de l'éditeur.*)

tion. Cependant, comme la déroute était postérieure au départ de l'aide de camp, il avança avec une grande circonspection, se dirigeant plutôt sur Auve que sur Sainte-Menehould, pour pouvoir gagner Châlons, où il imaginait que les débris de l'armée pouvaient s'être retirés. Dumouriez, qui avait calculé sa perplexité, n'avait pas négligé de lui envoyer des officiers; mais ils ne le rencontrèrent pas.

Le 17, Beurnonville, qui marchait avec beaucoup de précaution, arriva près d'Auve; et s'étant avancé sur les hauteurs de Gizaucourt pour reconnaître, il vit une armée qui marchait en bataille et en fort bon ordre vers Sainte-Menehould. Plein de l'idée de la défaite du général, il n'imagina pas que ce fût son armée, et, persuadé au contraire que c'était celle du roi de Prusse, il força sa marche, et se retira à Châlons. En y arrivant, il trouva des officiers dépêchés par le général, qui lui prouvèrent qu'il s'était trompé.

Sa division était très-fatiguée : il fut obligé de la laisser reposer le 18, pour lui distribuer des souliers. Ces braves du camp de Maulde étaient désolés de ce retard. Enfin il céda à son impatience et à la leur; il partit dans la nuit du 18 au 19, et cette troupe, qui dans cette occasion donna des preuves d'un zèle et d'un attachement extrêmes, joignit son ancien général dans la journée du 19, dans le moment que les Prussiens commençaient à se développer sur les hauteurs de l'autre côté de la Bionne. Un jour plus tard, Beurnonville aurait peut-être été coupé, et forcé de se retirer encore à Châlons, ce qui aurait affaibli l'armée de dix mille hommes d'excellentes troupes.

Le général Dubouquet, qui s'était retiré tout d'une traite du *Chêne-Populeux* à Châlons, y était arrivé aussi le 17, et ayant rendu compte au général, lui avait demandé ses ordres. Il lui avait ordonné de s'établir, sous le commandement du lieutenant général Sparre, au camp de Notre-Dame de l'Épine, d'y rassembler de nouveaux bataillons et de la cavalerie, et d'y attendre ses ordres ultérieurs. C'était une nouvelle fort agréable pour lui, de savoir que Dubouquet eût sauvé sa division, et qu'il pouvait aider le général Sparre à former un corps d'armée qui deviendrait très-utile par la suite, et qui alors se trouvait fort

bien placé à Châlons, où la nouvelle de sa déroute avait causé la plus grande désolation et les plus grands désordres.

Il s'y trouvait huit ou dix bataillons de volontaires ou de fédérés, qui, à l'arrivée des fuyards, au lieu de les arrêter, avaient pillé les magasins, et avaient repris le chemin de Paris en commettant les plus grands excès, et publiant que Dumouriez était un traître qui avait vendu l'armée. Ils avaient coupé la tête à quelques officiers, qui avaient voulu leur faire entendre raison. Ils arrachaient aux officiers des troupes de ligne leurs épaulettes et leurs croix de Saint-Louis, et ils assassinèrent le lieutenant-colonel du régiment de Vexin, qui avait voulu résister à une pareille insulte.

Ces bataillons étaient formés sous le nom de fédérés, et il semblait que ce nom imprimât en eux un caractère de crime et de barbarie. On les composait de compagnies détachées de différentes villes et même de différents départements. Ils ne se connaissaient pas entre eux, n'obéissaient ni à leurs chefs ni aux généraux, et ne semblaient connaître d'union que lorsqu'il s'agissait de commettre des atrocités. A Reims, à Soissons, à Châlons, ils avaient le même esprit, et se livraient aux mêmes désordres. L'armée les avait pris en horreur: ils menaçaient, à leur arrivée, de massacrer tous les traîtres, c'est-à-dire tous les généraux. Ils avaient inspiré le même esprit à la gendarmerie nationale, qui, bien loin d'arrêter leurs excès, cherchait à les égaler. Tels étaient les renforts qui devaient venir aider le général à repousser les Prussiens.

L'armée prussienne était entrée le 16 à Grand-Pré, avait débouché le 17 par Vouziers et Autry, jusqu'à Cernay. Le général Stengel avait parfaitement rempli son instruction; il avait étendu au loin le ravage à sa gauche, et s'était retiré le 18 dans les villages en avant du camp, après avoir chicané le passage de la Tourbe. Le 19, les Prussiens arrivaient en bon ordre, et se déployaient sur les montagnes de la *Lune;* notre avant-garde occupait celle de l'*Yron*.

Le même jour, le général reçut enfin la nouvelle que Kellermann arrivait à deux lieues de lui derrière sa gauche; il avait laissé le général Labarouillière avec un corps d'environ cinq mille

hommes, pour couvrir Bar et Ligny ; et il amenait quinze mille hommes, dont un tiers d'excellente cavalerie, et presque toutes troupes de ligne.

Le général lui envoya sur-le-champ une instruction pour venir occuper le lendemain matin le camp entre Dampierre et Élise, derrière l'Auve, qu'il lui désigna parfaitement : et comme le déploiement des Prussiens lui faisait présumer qu'ils tenteraient peut-être le sort d'une bataille, il lui manda que, dès qu'il aurait pris son camp, il pourrait, si l'ennemi cherchait à s'étendre, prendre son champ de bataille sur les hauteurs du moulin de Valmy et de Gizaucourt. Dumouriez fit encore en cette occasion une faute, qui heureusement n'eut pas de suites funestes. Kellermann ne pouvait pas connaître le pays où il arrivait. Il fallait lui envoyer des officiers d'état-major pour lui désigner son camp, de manière à ce qu'il ne le confondît pas avec son champ de bataille; mais il n'avait que trois ou quatre adjudants généraux en état de remplir cette mission, et ils étaient occupés à placer la division que Beurnonville venait d'amener. D'ailleurs, Kellermann n'était pas à ses ordres ; c'était un collègue, et un collègue très-pointilleux, qui aurait trouvé peut-être très-mauvais qu'il lui traçât son camp.

Quoi qu'il en soit, il confondit si bien son instruction, que, prenant son champ de bataille pour son camp, il y conduisit son armée, l'embarrassa de ses équipages, et se mit à attendre. Les Prussiens, voyant cette confusion sur la hauteur de Valmy, cherchèrent à déborder sa gauche, et marchèrent sur plusieurs colonnes, canonnant toutes les troupes réunies sur la hauteur de Valmy. Kellermann établit sur le plateau du moulin presque toute son artillerie, arrêta la marche des ennemis, et il s'établit entre eux une terrible canonnade.

Dumouriez, qui s'aperçut de la méprise de son confrère, qui avait trop de troupes sur ce plateau, et qui ne pouvait pas se développer sur la hauteur de Gizaucourt parce qu'il était déjà débordé par sa gauche, fit sur-le-champ la disposition suivante, grâce à l'immobilité de l'ennemi : Il envoya aussitôt le général Chazot, avec neuf bataillons et huit escadrons, par le grand chemin de Châlons, pour se porter derrière la hauteur de Gizau-

court, et prendre les ordres de Kellermann. Il ordonna au général Stengel de se porter jusqu'à l'extrémité de l'*Yron*, pour flanquer la position de Valmy par sa droite, comme Chazot la flanquait par sa gauche. Il mit Beurnonville avec seize bataillons à la suite de Stengel, en colonne, pour se développer sur l'*Yron* si l'ennemi cherchait à déborder ou à attaquer Stengel; et il fit appuyer la droite de Beurnonville par le lieutenant général Leveneur, avec douze bataillons et huit escadrons, se dirigeant de Berzieux sur Virginy, pour tourner lui-même la gauche de l'ennemi.

Malheureusement Kellermann le fit prier d'aller le trouver, sans quoi il aurait dirigé lui-même le mouvement de sa droite, et le succès de cette journée eût pu être complet. Il se rendit donc très-vite auprès de Kellermann; il trouva une canonnade très-vive établie, mais qui ne servait à rien. Le général Valence, avec le corps de carabiniers, se trouvait placé en bataille, intermédiairement entre le moulin de Valmy et le général Chazot, qui était le long du grand chemin de Châlons. On avait négligé de lui faire occuper la hauteur de Gizaucourt, d'où il aurait battu en flanc les colonnes prussiennes. Le roi de Prusse avait profité de cette négligence, y avait porté des troupes et une batterie, qui elle-même flanquait la position de Valmy.

La journée se passait; le général vit qu'elle se réduirait à une canonnade inutile dans cette partie : il retourna à son armée. Ce qui contint les Prussiens et les empêcha d'attaquer rapidement le plateau de Valmy, ce fut la position de Stengel qui les flanquait, et qui avait ouvert un feu très-vif sur la gauche de leur attaque. Sans lui, Kellermann eût été enveloppé et battu. Ses équipages auraient embarrassé la grande route de Sainte-Menehould, qui était sa seule retraite; car, pour se remettre dans le camp de Dampierre, il fallait que toute son armée passât l'Auve sur un seul pont; il ne pouvait pas se replier sur la gauche du camp de Dumouriez, qui était couverte par un marais, ni sur la colonne du général Stengel, entre lequel et lui était une vallée marécageuse et profonde.

La position était superbe, en s'étendant par sa gauche sur la hauteur de Gizaucourt; mais l'ayant laissé occuper par l'ennemi,

elle était trop resserrée. Au reste, les Prussiens auraient perdu beaucoup de monde, s'ils eussent voulu attaquer de vive force le plateau du moulin de Valmy dans l'après-midi ; et toute l'armée de Dumouriez, débouchant sur leur gauche, pouvait les battre pendant cette attaque.

Dans l'instruction qu'il avait donnée au lieutenant général Leveneur, il lui avait malheureusement prescrit de ne pas s'aventurer, pour pouvoir toujours reprendre la position du camp, en cas que l'attaque devînt générale. L'ignorance rend timides les hommes les plus braves; car certainement Leveneur est un homme d'un grand courage. Ayant marché devant lui, il donna dans la colonne des équipages des Prussiens, qui étaient très-mal escortés. Au lieu de pousser au travers, ce qu'il pouvait faire sans danger, il ne fit que quelque butin ; et il se hâta de se replier, non pas à la hauteur de Beurnonville, mais jusqu'au camp. Le général n'eut rien à lui dire, il objecta son instruction.

Si le général n'avait pas été forcé d'aller perdre son temps à l'attaque du moulin de Valmy, il aurait vu et suivi le mouvement de sa droite, il aurait poussé son avantage, et aurait au moins pris les équipages des Prussiens, parce qu'alors il aurait mis en mouvement les troupes du général Duval, qui étaient rassemblées à Vienne-le-Château ; il lui aurait fait passer la rivière, et l'aurait posté entièrement sur les derrières de l'ennemi.

Le jour tomba, la canonnade cessa, l'armée de Dumouriez se retira dans son camp ; celle de Kellermann bivouaqua sur les hauteurs de Valmy, et les Prussiens sur celles de la Lune et de Gizaucourt, barrant la grande route de Châlons. Kellermann envoya encore prier son collègue d'aller le trouver; c'était pour lui demander à se replier dans la position de son camp. Pendant la canonnade, les équipages avaient filé sur Sainte-Menehould ; la retraite se fit la nuit sans trouble, et le lendemain matin Kellermann était campé.

Tel est le combat de Valmy, où chacune des deux armées a tiré plus de vingt mille coups de canon, et a perdu trois ou quatre cents hommes tués très inutilement. Il a produit un très-bon

effet pour les Français, en leur prouvant que leur bonne contenance et leur feu pouvaient arrêter cet ennemi formidable [1].

Si en débouchant dans cette plaine les Prussiens, au lieu de s'amuser à canonner, avaient poussé une colonne sur la hauteur de Gizaucourt, pour couper la retraite du grand chemin; qu'en même temps ils eussent monté, la baïonnette au bout du fusil, pour attaquer l'armée de Kellermann, entassée sur la hauteur de Valmy, il aurait été battu sans que Dumouriez pût le secourir; et ce dernier aurait été forcé de rompre son système de temporisation, et de risquer avec désavantage une bataille générale.

Si Chazot, au lieu de s'arrêter sur le grand chemin, et d'envoyer demander des ordres à Kellermann, se fût porté sur-le-champ sur la hauteur de Gizaucourt, la canonnade eût été moins longue, et la colonne de droite des Prussiens eût été écrasée.

Si Leveneur eût eu le bon sens de comprendre que ce n'était pas aller contre son instruction que de profiter d'un grand avantage qui ne le compromettait pas tant qu'il n'avait pas de troupes devant lui, il eût pris la plus grande partie des équipages des Prussiens, quand il n'aurait fait que détacher sa cavalerie et ses flanqueurs.

On a blâmé le duc de Brunswick de n'avoir pas continué l'attaque : il a agi en sage général. A midi il n'était plus temps d'attaquer; s'il l'avait fait, il courait risque de tout perdre; car, outre l'armée de Kellermann et le corps de Chazot, Dumouriez avait encore une réserve de douze bataillons et six escadrons placés en colonne, à sa gauche, prêts à déboucher sur le grand

[1] Dumouriez, trop avare d'éloges peut-être en parlant de l'affaire de Valmy, caractérise bien ici l'importance et l'effet de cette journée. En défendant les défilés de l'Argonne, Dumouriez sauva la France; à Valmy, Kellermann ranima l'esprit et releva le courage de l'armée. Elle soutint sans s'ébranler le feu des Prussiens, et vit leurs colonnes indécises s'arrêter à leur tour devant ses batteries. La confiance ramena l'enthousiasme. Quand Kellermann s'écria, *Vive la patrie! allons vaincre pour elle*, ce cri, répété sur toute la ligne, présagea le sort du combat, et fut depuis, pendant vingt ans, le prélude et le gage de la victoire.

Sur le plateau de Valmy, autour du vieux général, se pressait une élite de jeunes guerriers. Un jeune prince aujourd'hui placé bien haut, M. le duc de Chartres, qui commandait sous Kellermann, défendait l'importante position du moulin en avant du village. Son nom, qu'on retrouvera bientôt parmi ceux des vainqueurs de Jemmapes, s'associait ainsi aux premiers succès de notre gloire militaire. M. le duc de Chartres, alors lieutenant général, avait pour aide de camp M. le duc de Montpensier, son frère.

(*Note de l'éditeur*).

chemin, prêts à soutenir Kellermann ; et en même temps sa droite aurait attaqué la gauche des Prussiens le long de la Bionne, où elle était embarrassée d'une colonne d'équipages qui l'auraient fait battre.

CHAPITRE X.

Position des Prussiens. — Embarras du général Dumouriez.

Le général ayant opéré ses jonctions avec autant de succès, après être sorti d'une position aussi critique que celle où il s'était trouvé depuis le 13 jusqu'au 20, après avoir repoussé une attaque de l'armée prussienne, se trouvait dans un excellent camp, à la tête d'environ soixante mille hommes, presque tous aguerris, dont plus de douze mille de cavalerie. Ce camp était défendu par une artillerie très-nombreuse. Le général d'Harville rassemblait des troupes à Reims; le général Sparre en rassemblait à Châlons. Il se faisait d'autres rassemblements à Paris, à Soissons, à Épernay, à Troyes, à Vitry.

Les Prussiens se trouvaient engagés au centre de tous ces rassemblements, dans un pays entièrement stérile, manquant d'eau, de fourrages et de vivres. Sedan et Montmédy gênaient, par leurs garnisons, les convois qui leur arrivaient lentement, et qui étaient obligés de faire un long détour pour venir de Luxembourg et du pays de Trèves par Longwy, Verdun et la trouée de Grand-Pré. La saison était trop pluvieuse et trop avancée pour qu'ils pussent se flatter de réussir à passer la Marne et à arriver à Paris. Ils n'avaient que trois partis à prendre :

1° De réunir toutes leurs troupes, et marcher par Châlons ou par Reims; car s'ils voulaient garder leurs communications, en laissant dans le pays de Verdun le prince de Hohenlohe, qui masquait et attaquait tous les jours la communication des *Islettes* et de la *Chalade,* alors, privés de vingt à vingt-cinq mille hommes, ils auraient été trop faibles contre le général Dumouriez, qui les aurait suivis, et contre les rassemblements de l'intérieur. Ils pouvaient avoir leur arrière-garde battue au passage

de la Marne; et le moindre échec entraînait leur perte totale, parce qu'ils n'auraient pu ni regagner les Évêchés, ni traverser la Meuse et les Ardennes, dont toutes les places étaient tenues par les Français, et les chemins impraticables pour leur grosse artillerie.

S'ils réunissaient toutes leurs forces, Dumouriez les aurait suivis avec circonspection, aurait passé la Marne après eux, se serait grossi dans sa marche, et aurait fini par les envelopper avant qu'ils arrivassent devant Paris. S'ils prenaient le parti d'envoyer des détachements sur Châlons et sur Reims, il les aurait attaqués dans leur camp dès qu'il les aurait vus affaiblis. Il ne lui fallait que sept ou huit mille hommes pour arrêter l'armée d'Hohenlohe devant les *Islettes;* ainsi il lui restait plus de cinquante mille hommes pour les attaquer avec supériorité.

2° Le second parti que tous les généraux, mais surtout les émigrés, conseillaient au roi de Prusse, et que le duc de Brunswick a eu la sagesse, lui tout seul, d'empêcher, sans s'embarrasser du blâme des ignorants et des présomptueux, était de risquer une bataille en hasardant une attaque générale. Mais Dumouriez occupait une position inexpugnable, dont chaque jour lui donnait les moyens d'augmenter les avantages naturels. Il y a tout à présumer qu'il n'aurait pas été forcé dans son camp. Mais dans le cas même d'une victoire, quelque éclatante qu'elle fût, le duc de Brunswick ne pouvait pas empêcher sa retraite sur Vitry, où il avait déjà envoyé les gros équipages.

Il y aurait passé la Marne, aurait formé une nouvelle armée par les rassemblements de Vitry, de Troyes et de Châlons; les Prussiens affaiblis, et par leurs maladies, et par la nécessité de laisser beaucoup de troupes en communication, et par leur victoire même, qui ne pouvait qu'être très-sanglante, n'auraient pu rien tenter, et se seraient consumés dans ce pays stérile. S'ils perdaient la bataille, ce qui pouvait arriver, il n'y avait pas de retraite pour eux, et toute cette armée, obligée de repasser par les défilés par lesquels elle était entrée, eût été ou massacrée ou prisonnière; les paysans seuls eussent suffi pour la détruire, et la guerre eût été finie.

3° Le troisième parti était de se retirer sur-le-champ par les

mêmes défilés, avant que la saison fût plus avancée, les chemins plus mauvais, et les maladies plus nombreuses. Ce parti était le seul raisonnable. L'armée prussienne, rentrée dans les Évêchés, tenant les défilés dont elle s'était emparée, rapprochée de ses subsistances, masquant toujours le défilé des *Islettes*, aurait fait tranquillement le siége de Montmédy, qu'elle avait eu tort de ne pas attaquer d'abord; alors Dumouriez aurait été forcé de se séparer de Kellermann, de laisser un autre corps pour couvrir la Champagne, et de retourner vers Sédan avec une très-petite armée, pour tâcher de sauver Montmédy. Ses troupes n'étaient pas assez bien organisées pour avoir l'espoir de se tirer d'une campagne de manœuvres; il pouvait être battu en cherchant à secourir Montmédy.

Enfin, la campagne des Prussiens eût toujours été fort belle, leurs quartiers d'hiver bien assurés dans la Lorraine; et la campagne suivante, faite avec de plus grandes forces par le duc de Brunswick, eût pu faire réussir la contre-révolution, parce que le duc de Teschen eût pu avoir des succès contre le département du Nord, que Dumouriez avait été forcé de dégarnir de troupes pour s'opposer à l'invasion du roi de Prusse.

Mais pour prendre ce parti, qui était le seul militaire, il eût fallu que le roi de Prusse et les princes du sang français ne fussent point à l'armée; que le duc de Brunswick fût seul maître de ses mouvements, et qu'il eût le courage de se tirer du mauvais pas où il était enfourné, en ne craignant pas la honte de rétrograder à propos. Les généraux prussiens, trompés par les rapports exagérés des émigrés, continuaient à mépriser les troupes françaises, et croyaient que la résistance de l'armee ne tenait qu'à un petit nombre de troupes de ligne et à leur général.

Dumouriez connaissait si bien sa supériorité actuelle, et la position critique et même désespérée des Prussiens, qu'il disait continuellement à son armée que le duc de Brunswick, en forçant le défilé de la *Croix-aux-Bois*, n'avait fait que le prévenir de quelques jours, et qu'après sa réunion il comptait lui ouvrir volontairement ce passage, pour l'engager avec son armée dans un mauvais pays.

Il écrivait au ministre et à l'assemblée nationale qu'on n'eût

aucune inquiétude; qu'il répondait des événements; que non-seulement les Prussiens ne feraient pas plus de progrès, mais que sous dix jours au plus tard cette armée formidable, consumée par la faim et les maladies, serait obligée de faire retraite par les mêmes défilés, et qu'elle s'en tirerait fort mal. Il assurait qu'il aurait le temps d'aller secourir Lille, et il demandait pour sa récompense la permission de prendre ses quartiers d'hiver à Bruxelles, où il annonçait qu'il serait le 15 novembre, si on avait assez de confiance en lui pour le laisser faire.

Sa sécurité et ses assertions passaient pour de vaines rodomontades, quoiqu'elles fussent appuyées sur les calculs de probabilité les plus certains. Toute l'Europe, et surtout la France, voyait la position de ce général avec les yeux matériels de l'ignorance. Il était enfermé par derrière par le prince de Hohenlohe; par devant il avait le roi de Prusse entre Paris et lui. Sa communication avec les places de la Meuse, avec Rethel, Reims et Châlons, était entièrement coupée. Les Prussiens n'étaient par Auve qu'à six lieues de Châlons. Les émigrés, à Suippe, en étaient encore plus près. Les hullans se répandaient jusqu'à deux lieues de Reims.

Paris s'attendait tous les jours à voir arriver le roi de Prusse; on ne voyait entre la capitale et lui que de faibles rassemblements de fédérés, plus propres à partager le découragement qu'à rassurer. On accusait tout haut le général Dumouriez de lâcheté, d'ignorence ou de perfidie. On ramassait avec inquiétude les nouvelles des gazettes étrangères, qui tantôt le faisaient battu, tantôt passé au fil de l'épée, tantôt pris avec son armée. Les députés des princes à Berne, pour engager les Suisses à rompre la neutralité, y avaient annoncé cette nouvelle par des courriers, et il s'y ouvrit de gros paris, qu'ils perdirent exprès.

En conséquence de toutes ces craintes, le général recevait courriers sur courriers, avec ordre de se retirer comme il pourrait. Il résistait à tout; mais les généraux revenaient à la charge. Kellermann, ébranlé par ses correspondances de Paris, le menaçait de le quitter. Ils avaient des querelles continuelles. Dumouriez tantôt le conjurait de rester, tantôt lui promettait de lever son camp sous deux ou trois jours.

Le général Valence seul le secondait auprès de Kellermann ; mais il avait surtout un de ses aides de camp, homme d'un esprit très-délié, le malheureux Philippe Devaux, qui avait pris un grand ascendant sur ce général récalcitrant. Dès que Devaux allait lui parler, Kellermann s'attendrissait, promettait tout ; mais c'était toujours à recommencer. Jamais général n'a autant souffert que Dumouriez, et n'a couru plus de risques pour sauver sa patrie. Thouvenot seul partageait toutes ses peines, et le consolait en pensant comme lui.

L'armée était très-docile, souffrait de grandes privations, ne montrait d'impatience que pour en venir aux mains avec les Prussiens. Si elle avait partagé les inquiétudes des généraux et de Paris, tout eût été perdu ; la retraite se serait faite, le désordre s'y serait mis ; les Prussiens auraient suivi vivement les Français, et se seraient établis dans un pays abondant, où ils se seraient refaits ; Dumouriez eût été sacrifié à l'injustice de ses concitoyens, et eût porté sa tête sur un échafaud comme le malheureux Custine. Son caractère ferme le tira de tout, et il ne changea rien à son plan.

La position des Prussiens lui avait fermé toute communication avec Châlons, qui était le principal dépôt de ses subsistances. Il fit remonter ses convois de Châlons à Vitry, par la rive gauche de la Marne ; il fit travailler à des chemins entre Vitry et son camp ; il posta des troupes en communication, et il reçut ses vivres et ses fourrages par Vitry. Mais ce prolongement de chemin dans des routes difficiles, récemment ouvertes dans des terrains coupés de bois, de ruisseaux, de marais, crevait les chevaux, et occasionnait de grands retards dans les convois.

Quelquefois l'armée était deux ou trois jours sans pain. Alors le général allait se mêler avec ses soldats, les excitait à la patience, et finissait toujours par les apaiser. « Le fameux maréchal de Saxe, leur disait-il, a fait un livre sur la guerre, dans lequel il dit qu'il faut, au moins une fois par semaine, faire manquer la livraison du pain aux troupes, pour les rendre moins sensibles à cette privation dans les cas de nécessité. Nous y voici, et vous n'êtes pas tant à plaindre que ces Prussiens que vous voyez devant vous, qui sont quelquefois quatre jours sans

pain, et qui mangent leurs chevaux morts. Vous avez du lard, du riz, de la farine; faites des galettes : la liberté les assaisonnera. »

Un jour que le pain manquait depuis deux jours, on vint l'avertir qu'il y avait de grands murmures. Il attendait le convoi : il apprit dans l'instant qu'il était embourbé à deux lieues du camp, et qu'il ne pouvait arriver que le lendemain. Il arriva au camp, fut entouré, et il entendit de mauvais propos. Il prit un air sévère, et s'écria : « Quels sont les mauvais citoyens assez lâches pour ne pouvoir pas supporter la faim? Qu'on prenne leurs armes et leurs habits, et qu'on les chasse. Ils ne sont pas dignes de partager avec nous l'honneur de sauver notre patrie. Vous n'aurez pas encore de pain aujourd'hui : montrez-vous des soldats capables de tout surmonter. Plus de murmures. *Vive la liberté!* » Tout le camp se mit à crier : *Vive la liberté! vive notre père!* On se passa de pain fort gaiement.

Il avait dans son armée sept bataillons de ces fédérés qui avaient commis tant de crimes à Châlons; ils étaient entrés dans le camp le même jour que Beurnonville. Ils avaient annoncé qu'ils ne souffriraient ni épaulettes, ni croix de Saint-Louis, ni habits brodés, et qu'ils mettraient les généraux à la raison. Il arriva à la tête de leur ligne avec tout son état-major et une escorte de cent hussards. Il les avait fait camper séparément, avec quelques escadrons derrière eux, et l'artillerie en avant. Il leur dit :

« Vous autres (car je ne peux vous appeler ni citoyens, ni soldats, ni mes enfants), vous voyez devant vous cette artillerie, derrière vous cette cavalerie. Vous vous êtes déshonorés par des crimes. Je ne souffre ici ni assassins ni bourreaux. Je vous ferai hacher en pièces à la moindre mutinerie. Si vous vous corrigez, si vous vous conduisez comme cette brave armée dans laquelle vous avez l'honneur d'être admis, vous trouverez en moi un bon père. Je sais qu'il y a parmi vous des scélérats chargés de vous pousser aux crimes; chassez-les vous-mêmes, ou dénoncez-les-moi : je vous en rends responsables. »

Ces bataillons, qu'il visitait ensuite tous les jours, se conduisirent très-bien, montrèrent encore plus de patience que les au-

tres, et devinrent de fort bonnes troupes. C'est ainsi qu'il tirait son espoir et sa consolation de la constance, de la bonne volonté et de la confiance de ses soldats. Il passait les nuits à leurs feux, mangeait et buvait avec eux, leur expliquait sa position et celle des Prussiens, et soutenait leur persévérance, en leur annonçant que sous peu ils verraient fuir cette armée dont on s'effrayait tant de loin.

Un jour il reçut une lettre du ministre Servan, qui lui annonçait qu'on regardait comme une opiniâtreté coupable sa constance à tenir dans son camp de Sainte-Menehould; que les hullans couraient jusqu'aux portes de Reims, et dévastaient tout; qu'il fallait absolument qu'il prît un parti différent. Il manda au ministre : « Je ne changerai point mon plan pour des housardailles. Il y a plus de dix mille hommes à Reims, les hullans qui courent jusqu'aux portes de cette ville sont peu nombreux; qu'on coure après eux, et qu'on les égorge. »

L'assemblée nationale prit le parti de se changer en convention, d'abolir la royauté, et de constituer la France en république. Le général fut affligé de la précipitation d'une démarche aussi extrême; mais il avait les ennemis devant lui, et, quelle que fût son opinion, ce n'était pas à lui, dans une position aussi critique, à disputer à sa nation le droit d'anéantir une constitution qu'elle s'était donnée, et de changer la forme de son gouvernement.

Il pensait, comme il pense à présent, que la constitution monarchique, telle que la première assemblée l'avait établie, valait mieux, pour une grande contrée comme la France, que l'état républicain. Mais ce n'était pas le moment de soutenir son opinion, qui aurait entraîné une scission effroyable dans son armée, et qui aurait livré sa patrie à un roi étranger et aux princes français qui avaient pris les armes contre la constitution, et qui, cédant aux vœux de vingt mille émigrés, auraient sur-le-champ rétabli le despotisme sur les débris et de la constitution et de la république. Il était alors le seul soutien de sa patrie; il aurait eu à se reprocher de l'avoir livrée aux étrangers, mais surtout à ses concitoyens qu'il regardait comme coupables de s'être armés contre elle; et il eût commis ce crime dans le temps où il

était sûr de les chasser bientôt du territoire français, où ils venaient porter le ravage et des lois despotiques.

Il ne doutait pas que, s'il avait réussi à entraîner son armée dans son opinion, il eût fallu, ou se joindre aux Prussiens et aux émigrés, ou se battre seul, et contre eux, et contre la convention nationale. Il ne doutait pas que la famille royale n'eût été la victime de sa déclaration. Tous les partis auraient eu un droit pareil à lui reprocher cette catastrophe, que lui-même ne se serait jamais pardonnée; au lieu qu'en ayant des succès assez décisifs pour terminer promptement la guerre, il pouvait espérer que le triomphe de la France adoucirait les esprits; ou que l'armée victorieuse pourrait lui donner assez d'influence pour assurer les jours du roi et le rétablissement de la constitution.

Au reste, quel que fût le parti qui eût fixé les irrésolutions qu'une circonstance aussi délicate et aussi imprévue pouvait jeter dans son esprit, il n'aurait eu le temps de rien préparer; car le décret de la convention arriva le 23 au soir; et le 24 il avait déjà dans son camp trois commissaires de cette convention, Sillery, Carra et Prieur, qui dès le lendemain firent prêter le serment aux troupes. Ces commissaires lui prouvèrent évidemment que cette nouvelle révolution avait été désirée par tous les départements.

Ils étaient d'ailleurs très-bien choisis pour déterminer l'armée, dans laquelle se répandirent tout de suite d'autres émissaires qu'ils avaient amenés avec eux. Sillery était éloquent, fin et séduisant [1]. Carra, connu par ses feuilles, avait l'éloquence de la populace; il avait été, depuis 1789, le désorganisateur des armées et le protecteur de tous les soldats en insurrection. Depuis, il avait couru tous les camps, et s'était fait aimer des troupes.

[1] Sillery, membre de l'assemblée constituante et de la convention, fut d'abord attaché ouvertement au parti d'Orléans, et devint ensuite membre distingué du parti de la Gironde. Il périt le 31 octobre 1793, enveloppé dans l'accusation de fédéralisme portée par les montagnards contre les girondins.

Voyez, sur Carra, les *Mémoires de madame Roland.*

Prieur, député de la Marne à l'assemblée constituante et à la convention, qu'il ne faut pas confondre avec Prieur, député de la Côte-d'Or à la même assemblée, après avoir joué un rôle peu remarquable pendant la terreur, fut compromis dans les journées de prairial an III, et ne dut qu'à la fuite d'échapper au sort de ses collègues Soubrany, Goujon, Duquesnoy, Romme, Bourbotte, et Duroy.

(*Note de l'éditeur.*)

Prieur était un jacobin violent et extrême ; il était de la Champagne, qui avait fourni beaucoup de soldats dans cette armée.

Ces trois hommes, doués d'une grande activité, arrivant à l'improviste, auraient rompu toutes les mesures qu'il aurait pu prendre dans un temps aussi court. Les Français, par la suite de leur caractère si bien dépeint par César, mais surtout depuis la révolution, adoptaient sans hésiter et avec facilité tous les partis violents et extrêmes. Ainsi l'effet de l'arrivée des commissaires fut très-prompt, et l'armée passa de l'état constitutionnel à l'état républicain à l'unanimité, avec la rapidité d'un torrent.

Les commissaires étaient aussi chargés d'engager le général à quitter le camp de Sainte-Menehould, et à passer la Marne. Il leur représenta sa position et celle des Prussiens ; il leur prouva combien les terreurs de Paris étaient mal fondées ; il les assura que si, sous huit jours, les ennemis ne s'en allaient pas, il ferait ce qu'on désirait de lui. Ces commissaires voyaient tous les jours arriver des prisonniers et des déserteurs ; ils consentirent à attendre, et six jours après ils reconnurent la vérité de ce que le général avait annoncé et promis.

Il tira un autre avantage de leur présence : ce fut de contenir Kellermann et de le rendre plus souple. Ce général a peu d'esprit, quoiqu'il ait de la finesse. Il était mal entouré. Son état-major et ses aides de camp le portaient à se séparer, pour n'être plus aux ordres de son ancien. Plus Dumouriez le ménageait, moins il pouvait lui faire suivre les mesures qu'ils concertaient ensemble. L'esprit délié de Sillery vint au secours de Dumouriez, sans cependant opérer une entière conversion dans Kellermann, qui fit encore bien du mal [1].

[1] Voyez la note de la page 292, relative au général Kellermann.

CHAPITRE XI.

Suspension d'armes. — Négociation. — Manifeste du duc de Brunswick. — Cessation de la suspension.

La retraite de Grand-Pré, la jonction de Kellermann, le combat de Valmy, les attaques manquées contre le poste des *Islettes*, la position du camp de Sainte-Menehould, avaient fait juger aux Prussiens qu'il leur serait difficile de finir la campagne de vive force. Le 22, Kellermann fit dire au général que le général Heymann lui avait fait demander une conférence pour le colonel Manstein, adjudant général du roi de Prusse. Il se rendit sur-le-champ à Dampierre, au quartier général de Kellermann, où il trouva ce colonel avec Heymann, que le roi de Prusse avait fait général major à son service depuis sa fuite avec Bouillé. Le prétexte de cette conférence était la nécessité de faire un cartel d'échange pour les prisonniers entre les Français et les Prussiens.

Après les premiers compliments, le colonel Manstein dit à Dumouriez qu'on lui rendait justice dans l'armée prussienne ; qu'on connaissait le grand pouvoir qu'il avait sur son armée ; qu'il dépendait de lui de faire finir cette guerre, et que, bien loin d'être gêné dans ses démarches, il aurait tous les secours qu'il désirerait, s'il voulait faire cesser les désordres de la France ; qu'il serait le maître de la paix, et qu'il rendrait service à sa patrie et à toute l'Europe.

Il répondit que la France n'avait point déclaré la guerre au roi de Prusse ; que rien n'était plus aisé que d'avoir la paix ; que l'armée prussienne n'avait qu'à se retirer aux frontières, et rester neutre comme les autres souverains de l'Empire ; que bientôt les Impériaux, livrés à eux-mêmes, et le roi de Sardaigne sans secours, chercheraient à s'accommoder : qu'ainsi la paix dépendait entièrement du roi de Prusse : que quant à ce qui se passait en France, quoiqu'il en désapprouvât une partie, ce n'était pas à lui à y remédier ; qu'il ne pouvait pas même y

travailler, pendant qu'il était obligé de donner tous ses soins à repousser une armée aussi formidable. Il conclut par dire que, pour le moment, il fallait se borner à dresser le cartel d'échange.

On se mit à table; après dîner, la conversation devint très-amicale. Alors le colonel Manstein, s'étant expliqué encore plus clairement, le général lui dit : *Colonel, vous m'avez dit qu'on m'estimait dans l'armée prussienne : je croirais qu'il n'en est rien, si vous continuiez à me proposer des choses qui me déshonoreraient. Je désire témoigner au roi de Prusse mon respect, je désire vous revoir, je désire cultiver votre amitié : ainsi ne parlons plus de pareilles propositions.*

Dans cette conférence, on convint que le colonel Manstein viendrait le surlendemain dîner à Sainte-Menehould chez le général. MM. de Manstein et Heymann proposèrent de faire cesser les tirailleries sur le front du camp, en spécifiant bien eux-mêmes que ce ne serait que sur le front du camp. Dumouriez convint que ces tirailleries étaient inutiles, et dès le soir la suspension d'armes fut établie sur le front des deux armées.

Dès qu'il fut rentré dans son camp, il envoya ordre au général Dubouquet, qui se trouvait en avant de Châlons, au camp de Notre-Dame de l'Épine, de marcher avec seize bataillons qu'il avait rassemblés, et deux escadrons de dragons, et de se rendre à Fresnes près de Sommièvre. Il ordonna à Kellermann de faire avancer le général Desprez de Crassier, avec deux mille hommes d'infanterie et mille de cavalerie, sur Espense et Noirlieu. Il fit passer sous les ordres de Frécheville, colonel d'un régiment de chasseurs, dix-huit escadrons de cavalerie légère vers Sommièvre, Herpont et Moyon, pour inquiéter le flanc droit de l'armée prussienne. Il réitéra l'ordre au lieutenant général d'Harville de s'avancer à Pont-Favergues, et même jusqu'à Saint-Hilaire.

Ces mouvements firent reculer le corps des émigrés, qui se replia de Suippe sur la Croix-en-Champagne. Alors le colonel Frécheville, sûr d'être soutenu et de pouvoir toujours se replier sur le camp de Fresnes, se porta très hardiment sur les derrières de l'ennemi avec cette cavalerie, qui fit beaucoup de prises. En même temps il fit partir de Passavant le général Neuilly avec de

la cavalerie et de l'infanterie légère, pour tourner la forêt d'Argonne, se porter à Faucaucourt et Autrecourt, et inquiéter la gauche et les derrières de l'ennemi.

Par une autre disposition il forma au général Beurnonville une avant-garde de quinze escadrons et vingt-quatre bataillons, outre les troupes légères, lui joignant le général Duval; il les posta sur la rive droite de l'Aisne, avec ordre de s'avancer jusqu'à Sernon et Condé, pour inquiéter les convois qui passaient par Aubry et Grand-Champ. Il lui ordonna de faire pénétrer des hussards et de l'infanterie légère par Marque, jusqu'à l'ancien camp de Grand-Pré, au travers de la forêt. Comme aucun de ces points n'était sur le front du camp, il était en règle quant à l'armistice; et les Prussiens commencèrent à se ressentir de cette guerre faite à leurs convois. Un escadron de Lauzun-hussards traversa la forêt par un endroit où certainement jamais cheval n'avait passé, entra dans Buzancy, y hacha un convoi qu'il ne put pas emmener, et fit prisonniers quarante-sept cavaliers de son escorte. Ce genre de guerre plaisait fort aux troupes légères, qui devinrent très-riches.

Le colonel Manstein vint, le 24, dîner chez le général. On traita du cartel d'échange. Il voulut parler des émigrés : il lui fut représenté que c'étaient des Français armés contre leur patrie, faisant la guerre en leur propre nom, avec des dénominations de troupes entièrement françaises, comme mousquetaires, gendarmes, régiment du Roi, etc.; que ce qui les regardait ne concernait pas les Prussiens. Le colonel Manstein abandonna cette cause, et on convint d'un cartel pour les troupes prussiennes, hessoises et autrichiennes.

Dumouriez entama alors une discussion politique, pour prouver que le roi de Prusse se trouvait engagé dans une guerre contre son propre intérêt; que les Français combattaient avec beaucoup de répugnance contre ce monarque; que l'alliance entre les deux peuples leur serait mutuellement avantageuse, et qu'elle était très-facile à faire. De son côté, le colonel Manstein lui dit que le roi de Prusse ne désirait pas la continuation de la guerre avec la France; qu'il ne désirait pas s'immiscer dans sa constitution ni dans son gouvernement; que ses désirs étaient

très modérés; et en même temps il lui remit des propositions très-sages en six articles, dont le premier portait que le roi serait délivré de prison, et qu'on lui rendrait son autorité comme il l'avait avant le 10 août.

Pour réponse, Dumouriez lui remit le bulletin qu'il venait de recevoir officiellement, qui contenait le décret qui changeait l'assemblée nationale en convention nationale, et la monarchie en république. Le colonel Manstein en parut très-affligé, et le général lui-même ne lui cacha pas qu'il était très-fâché que les choses fussent poussées à cette extrémité, d'autant plus qu'il n'y voyait pas de remède. Le colonel Manstein partit pour son camp, et on convint que le lendemain le colonel Thouvenot irait au quartier général de Hans, pour signer le cartel.

Le général, ayant appris que le roi de Prusse manquait de café et de sucre, prit la liberté de lui en envoyer douze livres, n'en ayant pas trouvé davantage, et quelques fruits avec du pain blanc. Le présent fut reçu, mais on lui fit dire de ne pas en envoyer davantage. La plus grande cordialité s'établit entre les avant-postes des deux armées, et les Français partageaient leur pain avec les Prussiens, qui mouraient de faim. La dyssenterie faisait les plus grands ravages parmi eux; et la mauvaise qualité des eaux et des fourrages faisait périr leurs chevaux, qu'ils écorchaient et qu'ils dévoraient.

Le colonel Thouvenot alla le lendemain au quartier général du roi de Prusse, où il fut très-bien reçu. Le duc de Brunswick voulut le voir, dit des choses obligeantes pour Dumouriez, se rappela qu'il l'avait fait prisonnier trente-deux ans avant, et qu'il l'avait vu alors fort blessé. Le marquis de Lucchesini causa aussi avec Thouvenot, qui s'en tira avec beaucoup d'esprit, et qui a fait imprimer sa conférence [1]. Le colonel Manstein et le

[1] Cette conversation entre le colonel Thouvenot et le duc de Brunswick n'offre de remarquable que l'art avec lequel l'officier français évita de répondre directement aux questions qui lui furent adressées. Le duc de Brunswick demanda que les émigrés fussent compris dans l'échange des prisonniers de guerre. Thouvenot répondit qu'une nation ne pouvait traiter qu'avec une autre nation, et non avec des rebelles aux lois de leur pays. « Mais que deviendront leurs prisonniers de guerre? — Ils doivent s'attendre à toute la sévérité des lois; et peut-être, selon les circonstances, à l'indulgence et à la générosité d'une

général Heymann avaient voulu engager Dumouriez à se rendre au camp prussien; il n'avait répondu ni oui ni non. Mais il se serait bien gardé de faire une pareille démarche, non pas qu'il craignît qu'on pût violer en sa personne le droit des gens, mais parce qu'un peuple libre étant toujours soupçonneux, le général doit être très-circonspect.

Pendant que Thouvenot était au camp prussien, Dumouriez fit un mémoire dans lequel il rejetait tous les torts de la guerre sur la maison d'Autriche, et cherchait à persuader au roi de Prusse que son intérêt était de se détacher de son alliance, qui n'était ni naturelle ni avantageuse. Il envoya ce mémoire au colonel Manstein, en le priant, pour l'intérêt des deux nations, de le faire lire au roi. Manstein le promit, mais il manda en même temps que ce mémoire ne ferait aucun effet, et qu'il le désapprouvait.

nation magnanime telle que la nation française, constituée en république. » Le duc de Brunswick cessa d'insister.

Il s'informa ensuite de la situation de la France et des armées. Thouvenot observa qu'il était sans caractère officiel pour répondre à ces questions. « Toutefois, dit-il, je dois vous déclarer que l'armée est composée de citoyens soumis aux lois qui leur sont données par le vœu de la nation, fortement exprimé...»

Le duc affirma que le roi de Prusse ne voulait point intervenir dans les affaires intérieures de la France. Mais il demandait que le sort du roi fût assuré; qu'une place quelconque, et sous quelque dénomination que ce fût, lui fût assignée dans le nouvel ordre de choses. — Je n'entrevois qu'un moyen, répondit Thouvenot: traitez avec la convention nationale, ou avec ses délégués. Elle représente la nation entière, et vous ne pouvez pas révoquer en doute l'existence de cette nation. »

Le marquis de Lucchesini entra dans ce moment; il demanda s'il n'y aurait pas moyen de traiter avec l'armée. « L'armée, dit Thouvenot, ne traite pas de politique; ces sortes d'affaires ne peuvent être portées qu'à la nation elle-même, ou à ses délégués. Mais, messieurs, permettez-moi un dilemme : Ou vous nous battrez, ou nous vous battrons; si vous nous battez, il renaîtra de la première défaite autant de soldats français que de citoyens... Si nous vous battons, et nous en avons l'espoir, des hommes libres sont des lions chez eux...

« Si nous ne sommes battus ni l'un ni l'autre, vous vous serez affaiblis par des maladies, par les désertions... Vos finances seront en désordre, votre voyage, infructueux; il n'en résultera pas moins pour vous des maux incalculables.

« J'ajouterai encore une réflexion: c'est que vous avez dû vous apercevoir que le civisme augmente en raison de la distance des frontières, et qu'il vous prépare autant d'ennemis que d'habitants. Si, par une suite des hasards de la guerre, vous avancez sur Paris, alors Paris cesserait d'être Paris; et, au moment de votre arrivée, Paris serait à deux cents lieues de Paris. » (*Extrait de la Relation écrite par le lieutenant-colonel adjudant général Thouvenot, à Sainte-Menehould, le 27 septembre* 1792.)

Quelques mots sur le sort du roi terminèrent cette conversation, qui ne produisit aucun résultat, parce que l'on n'était de bonne foi ni d'un côté ni de l'autre. L'ennemi parlementait pour gagner du temps et couvrir sa retraite; les Français mettaient à la paix des conditions qu'ils savaient n'être pas acceptables par un ennemi qu'aveuglaient des préjugés, et surtout le tableau infidèle que les émigrés leur avaient offert de la nation française.

(*Note de l'éditeur.*)

Dumouriez était alors de très-bonne foi l'ennemi, non pas personnel, mais politique de la maison d'Autriche ; on était en guerre, et il faisait son devoir en tâchant de lui enlever un allié. Peut-être que s'il eût réussi, les sanglantes catastrophes de la France n'auraient pas eu lieu ; peut-être que la paix eût été faite la même année ; peut-être que les calamités que toute l'Europe éprouve, et celles, plus grandes encore, dont elle est menacée, eussent été effacées du livre des destins.

Le 28 au matin, un aide de camp prussien vint s'annoncer de la part du duc de Brunswick, et remit par son ordre au général un manifeste. Cette pièce était si impérative, si dure, si déplacée, que le général, après l'avoir lue deux fois, dit à l'aide de camp : « Monsieur, j'ai pris la liberté de faire passer un mémoire au roi de Prusse ; je ne me suis point adressé à M. le duc de Brunswick : il me prend sans doute pour un bourgmestre d'Amsterdam. Dites-lui que dès ce moment la trêve cesse, et que j'en donne l'ordre devant vous [1]. »

Effectivement il en donna l'ordre sur-le-champ, et cet ordre fit grand plaisir à toute l'armée. Il en écrivit de même au colonel Manstein, et toute négociation fut rompue. Le manifeste, qui avait été composé par quelque ministre émigré, était fait et imprimé depuis deux mois ; le duc de Brunswick le donnait d'autant plus mal à propos à cette époque, que deux jours après il leva son camp pour exécuter sa retraite.

Tous ces pourparlers, toutes ces allées et venues d'officiers prussiens au camp français, d'officiers français au camp prussien, n'altérèrent pas un moment la confiance de l'armée. Dumouriez, pour la sonder, demanda un jour à ses soldats, qui faisaient tou-

[1] Dans ce manifeste, daté du 28 septembre 1792, le duc de Brunswick rappelait ses précédentes déclarations du 25 et du 27 juillet de la même année, qui avaient si violemment irrité tous les partisans de la révolution. Il improuvait avec la plus vive indignation l'emprisonnement du roi et de sa famille, les décrets par lesquels la convention avait aboli la royauté ; enfin, il déclarait à la nation française que l'empereur et le roi de Prusse, *invariablement attachés au principe de ne point s'immiscer dans le gouvernement intérieur de la France*, persistaient néanmoins à exiger que le roi et sa famille fussent rendus à la liberté ; que la dignité royale fût rétablie sans délai dans la personne de Louis XVI et de ses successeurs, et qu'il fût pourvu à ce que cette dignité se trouvât désormais à l'abri des *avanies* auxquelles elle avait été exposée. Cette double proposition était la condition *sine qua non* de la suspension des hostilités.

(*Note de l'éditeur.*)

jours foule autour de lui quand il allait au camp : « Mes enfants, que pensez-vous de toutes ces négociations avec les Prussiens? Ne vous donnent-elles pas quelques soupçons contre moi? — Général, lui répondit un officier pour tous les autres, si c'était un autre que vous, nous serions inquiets, et nous éplucherions sa conduite : mais avec vous nous fermons les yeux; vous êtes notre père. » Hélas ! si cette confiance avait duré, cette nation, alors si noble, si généreuse, de si bonne foi, ne serait pas à présent gouvernée par des monstres et par la guillotine; elle ne serait pas tombée dans l'abîme de la barbarie et de l'anarchie.

Le général leur avait toujours dit que dès que sa négociation serait finie, quel qu'en fût le résultat, il les en instruirait. Il en rendait compte exactement au pouvoir exécutif et aux trois commissaires qui résidaient auprès de lui. Dès qu'il eut rompu la trêve, il fit imprimer toutes les pièces, c'est-à-dire sa correspondance avec Manstein, son mémoire pour le roi de Prusse, et le manifeste du duc de Brunswick. La convention, l'armée et tous les bons citoyens l'approuvèrent; mais les journaux infâmes des jacobins, les Prudhomme et les Marat, cherchèrent à lui en faire des crimes.

Telle est exactement toute la négociation qui a existé entre le général Dumouriez et les Prussiens. Leur retraite, qui a suivi de près, a fait bâtir mille fables absurdes. On l'a cru si bien hors d'espoir de résister à une armée aussi formidable, qu'on a cherché à trouver dans les ressources d'une politique profonde les causes de son salut. On a ensuite passé d'une extrémité à l'autre. Après avoir imaginé qu'il s'était tiré d'embarras en trompant les Prussiens, quand on a su le délabrement de cette armée, et qu'on l'a vue sauvée, on a attribué le bonheur de cette retraite à une connivence entre lui et le roi de Prusse; et quantité de *gros penseurs* sont encore persuadés que le salut de l'armée française d'abord, et celui de l'armée prussienne ensuite, sont les effets d'une politique très-raffinée et très-profonde.

CHAPITRE XII.

Retraite des Prussiens.

Deux jours après avoir lâché son manifeste, la nuit du 30 septembre au 1er octobre, le duc de Brunswick leva son camp de la *Lune*, et, envoyant devant lui sa grosse artillerie et ses bagages, il ne fit qu'environ une lieue. Ce mouvement fut exécuté avec le plus grand ordre. Dumouriez envoya sur-le-champ le général Dampierre avec une brigade d'infanterie, pour occuper le camp de la *Lune*, qu'on trouva plein de cadavres d'hommes et de chevaux. Les fosses d'aisance étaient pleines de sang; de malheureux soldats y étaient tombés, et y avaient péri. Dampierre fut obligé d'abandonner aussitôt ce camp, pour ne pas infecter ses soldats de cette terrible épidémie.

Le général envoya ordre au lieutenant général d'Harville de s'avancer très-promptement de Pont-Favergues à Attigny, d'où il se dirigerait sur le *Chêne-Populeux* avec prudence, mais cependant avec assez d'activité pour tomber sur l'arrière-garde des émigrés, qui naturellement devaient faire leur retraite par ce défilé. Il envoya un officier en courrier par Rethel à Sedan, pour ordonner au général Miaczinski de se porter avec un fort détachement du côté de Tannay, pour les inquiéter dans leur marche sur Stenay ou Mouzon, au sortir du défilé du *Chêne-Populeux*. Il fit partir sur-le-champ le général Chazot avec quatre bataillons et trois escadrons pour aller par Rethel, en forçant ses marches, prendre le commandement de Sedan, et se mettre aussitôt en campagne, avec quatre à cinq mille hommes, par la trouée de Carignan, se concerter avec le général Ligneville pour faire le plus de mal qu'on pourrait aux Prussiens sur la route de Longwy. Il ordonna au général Dubouquet de venir de Fresnes à Virginy.

Il renforça encore de douze bataillons l'avant-garde de Beurnonville à la droite de l'Aisne, avec ordre de harceler continuellement l'ennemi par Condé. Il ordonna au général Stengel de suivre l'arrière-garde de très-près, sans la perdre de vue; il le ren-

força de toute la cavalerie légère commandée par Frécheville, qui se porta rapidement par Rapsecourt et Hans sur Massige.

Il convint avec Kellermann qu'il pousserait la division du lieutenant général Desprez de Crassier, par la Croix-en-Champagne et Pertes, sur Manze et Morvaux; qu'il enverrait le général Valence, avec les carabiniers, de la cavalerie et ses bataillons de grenadiers et chasseurs, prendre la gauche du général Stengel, se dirigeant, par Ville-sur-Tourbe, sur Challerange et Bressy.

Il ordonna au général Dillon de tâcher de s'avancer jusqu'à Clermont par les *Islettes*, et jusqu'à Varennes par la *Chalade;* de renforcer Neuilly par Passavant, pour qu'il pût inquiéter la retraite sur Verdun; et dès qu'il aurait passé les défilés, de faire tout ce que l'occasion lui inspirerait pour faire le plus de mal qu'il pourrait au prince de Hohenlohe.

Les trois corps commandés par Beurnonville, Stengel et Valence, formaient plus de vingt-cinq mille hommes, l'élite de l'armée, conduits par les trois généraux les plus actifs : il semble qu'avec un peu d'audace, et en s'entendant bien, ils auraient pu au moins écraser l'arrière-garde des Prussiens.

Dumouriez fut obligé de rester ce jour-là au camp, pour faire les dispositions nécessaires pour un aussi grand mouvement; car quoiqu'il s'y attendît depuis plusieurs jours, la position de l'ennemi l'avait empêché de rien préparer. Il ordonna qu'on fît refluer à Rethel et à Sedan tous les moyens de subsistance de son armée, et à Bar ceux de l'armée de Kellermann. Il envoya un courrier à Metz, pour tenir à la disposition de Kellermann la grosse artillerie de l'armée de la Fayette, qu'il avait laissée dans cette place.

Le 2, n'apprenant rien de son avant-garde, voyant qu'on laissait retirer les Prussiens sans les inquiéter, il se porta au corps de Beurnonville, qui n'avait poussé en avant de lui que quelques détachements faibles, et qui était resté à Vienne-le-Château. Il n'avait aucune nouvelle de Stengel, quoique, d'après leur instruction, ils dussent se communiquer. Stengel, de son côté, avait pris des cantonnements le long de la Tourbe, et se contentait de ramasser quelques traîneurs.

Il reçut une lettre de plaintes du lieutenant général Valence, qui, mettant plus d'ardeur et de précision dans ses mouvements, avait dépassé Massige, s'était battu avec l'ennemi, et, n'ayant nouvelle ni de Stengel ni de Beurnonville, s'était replié. Le général perdit toute cette journée et celle du 3 à remettre l'ordre et la bonne intelligence dans cette avant-garde; il disposa tout pour attaquer Autry le lendemain, pendant qu'une colonne d'infanterie légère et de hussards, débouchant de Condé, pénétrerait par les bois dans son ancien camp. Grand-Pré était engorgé de malades et d'équipages. Il renforça de quatre bataillons le défilé de la *Chalade*, avec ordre au commandant de percer jusqu'à Varennes dès qu'il entendrait la canonnade du côté de Grand-Pré.

La nuit du 3 au 4, il reçut un billet du général Valence, avec copie de l'ordre qu'il venait de recevoir de son général Kellermann de le rejoindre. Valence mandait qu'il voyait bien qu'il y avait du malentendu, mais qu'il était forcé d'obéir, et qu'il marchait sur-le-champ. Cet ordre de Kellermann était daté de Suippe, et portait de venir l'y trouver sans délai, se dirigeant sur Châlons, parce que, Dumouriez n'ayant plus besoin de lui, il croyait devoir se séparer, et prendre sa marche par Châlons.

Le général fut indigné en recevant cet avis, qui achevait de sauver les Prussiens. Il n'avait rien caché à son collègue, il lui avait communiqué son mouvement; et, dans l'instant de compléter leur succès, il en était abandonné sans avoir été prévenu. D'ailleurs la marche de Kellermann par Suippe et Châlons était absurde; ses équipages étaient à Vitry, la destination qu'il indiquait était la Lorraine, son chemin était ou par Vitry ou par *Revigny-aux-Vaches*, ou par Clermont. Après une pareille défection, il n'y avait plus de ménagements à garder avec Kellermann.

Le général manda à Valence que Kellermann, ainsi que lui, étaient à ses ordres tant que les armées étaient ensemble; qu'il lui défendait de rétrograder sur Suippe; qu'il lui ordonnait au contraire de reprendre sa position d'avant-garde à la gauche de Stengel, et de suivre les opérations indiquées. Il fit passer à Kellermann copie de l'ordre qu'il envoyait à Valence, et il char-

gea Devaux, son aide de camp, de lui porter cette dépêche. Il envoya copie de tout aux commissaires de la convention, qui étaient à Sainte-Menehould, les priant de joindre leurs ordres aux siens, et faisant des plaintes très-vives de cette conduite inconcevable du général Kellermann.

Valence manda au général qu'il était très-embarrassé de se décider entre deux ordres aussi contraires, entre deux autorités qu'il reconnaissait également; que la plus directe pour lui était celle de Kellermann; qu'il jugeait bien que son ordre était déplacé, mais qu'il ne pouvait pas désobéir tout à fait; qu'il allait faire halte où il se trouvait, et qu'ayant envoyé à son général l'ordre qu'il venait de recevoir, avec ses propres représentations, il espérait qu'il ne tarderait pas à recevoir des ordres différents. Dumouriez ne put qu'approuver Valence; lui-même n'avait sauvé sa patrie qu'en désobéissant pendant toute la campagne : mais c'est une science très-délicate que celle de désobéir à propos.

Kellermann fut consterné des reproches du général Dumouriez et des sérieuses remontrances du colonel Devaux: il pleura, fit des protestations, et écrivit une lettre d'excuses [1]. Les commissaires qui arrivèrent à son camp achevèrent de troubler sa pauvre tête; il retourna à son ancien camp, et il ordonna à Valence de reprendre sa position, et d'exécuter tout ce que lui prescrirait Dumouriez. Valence chercha par sa vivacité à réparer le

[1] Nous avons sous les yeux une notice sur la vie militaire du général Kellermann, duc de Valmy, rédigée sur ses notes par M. de Botidoux, son commissaire ordonnateur, sous ce titre : *Esquisse de la carrière militaire de François-Christophe de Kellermann, duc de Valmy, etc.*, 1817. Cet écrit, dans lequel nous avons cherché quelques détails relatifs à la conduite du général Kellermann lors de la retraite des Prussiens, garde un silence presque absolu à cet égard. Voici l'unique passage qui paraisse se rapporter à cette époque : « Le général Kellermann voulait se mettre à la poursuite des ennemis, en vue de les harceler, et bien certain de maltraiter beaucoup leur arrière-garde, sans qu'ils pussent l'amener à une action décisive contre des forces encore infiniment supérieures. Mais Dumouriez s'étant fait donner le commandement en chef des deux armées, le général Kellermann fut obligé d'attendre ses ordres pour se mettre en mouvement.

« L'ennemi était en pleine retraite dans les derniers jours de septembre, et le général ne put commencer à le poursuivre sérieusement que le 8 octobre, lorsque Dumouriez se mit en marche du côté de la Belgique. »

Ces renseignements ne paraissent pas suffisants pour que l'on puisse porter un jugement sur la conduite respective de Dumouriez et du général Kellermann.

(*Note de l'éditeur.*)

mal qu'avait fait sa marche rétrograde ; il se porta très-rapidement à Vouziers, où il défit une petite arrière-garde, et prit quelques équipages et quelques traîneurs. Le général Miaczinski, qui s'était embusqué près de Tannay avec huit à neuf cents hommes, surprit les émigrés, les canonna, les mit en fuite, et prit quelques bagages : s'il avait mis moins de précipitation, il leur aurait fait plus de mal.

Les troupes légères de Beurnonville entrèrent dans Grand-Pré, et se répandirent jusqu'à Buzancy. Elles firent encore quelques prisonniers, et pillèrent quelques bagages ; mais elles eurent la sagesse de laisser passer plusieurs chariots chargés de malades. Ces malheureux étaient mourants ; plusieurs périrent de faim dans les bois ; ceux qui venaient se rendre étaient affamés et sans force ; ils avaient le corps enflé, et leurs visages étaient verts ou noirs, à force de lividité. Les soldats français montrèrent beaucoup d'humanité. L'épidémie était dans Grand-Pré, où les Prussiens avaient tenu leur hôpital : ils y avaient enterré plus de trois mille hommes. On suivait les traces de cette malheureuse armée par les cadavres d'hommes et de chevaux qui jalonnaient leur route. Les paysans tuaient tout ce qui s'écartait de l'armée, et se vengeaient des excès des Prussiens et des émigrés en pillant leurs bagages.

Le général, ayant vu échapper l'armée prussienne par le faux mouvement de Kellermann, s'occupa des moyens de la poursuivre. Dillon avait passé les défilés, et harcelait l'armée du prince de Hohenlohe, qui, ayant moins souffert que celle du roi de Prusse, quoique atteinte de la même maladie, était plus en état de résister. Il fallait soutenir Dillon, qui pouvait, en poussant l'ennemi trop audacieusement, se faire battre.

Il ordonna à Kellermann de passer par Clermont, et, par l'instruction qu'il envoya à Dillon, il le mit à ses ordres tant qu'ils seraient ensemble à la poursuite des Prussiens. Il donna ordre à Valence de passer par la *Croix-aux-Bois*, et de rejoindre son général en chef.

Il envoya ordre au général d'Harville d'être le 7 au *Chêne-Populeux*, et de s'y retrancher ; car ses troupes étaient de nouvelles levées très-mauvaises, et sujettes à la terreur panique

et aux mutineries, ainsi que celles du général Dubouquet. Il envoya ce général, avec quatre nouveaux bataillons, joindre à Sedan le lieutenant général Chazot, à qui tous ces renforts composaient une petite armée.

Il quitta le 6 son camp de Sainte-Menehould, et se porta sur Vouziers, où il arriva le 8. Le château où il logea avait servi de quartier général aux deux frères de Louis XVI; les logements y étaient encore marqués à la craie; les princes y avaient tenu leur grand couvert[1].

Deux motifs obligèrent le général à porter son armée sur Vouziers. Le premier, c'est qu'il était forcé d'éviter Grand-Pré, devenu un cimetière plein d'exhalaisons pestilentielles; le second, c'est qu'il était obligé d'abandonner à Kellermann et à Dillon la poursuite des Prussiens, pour courir au secours de Lille.

Les différents renforts qu'il avait reçus faisaient monter son armée à quatre-vingt mille hommes. Il laissa à Kellermann, outre son armée de plus de vingt-cinq mille hommes, le corps de Dillon d'environ vingt-cinq mille hommes, le corps de Chazot de sept à huit mille, et les dépôts de Châlons, Troyes et Vitry, qui pouvaient encore lui fournir dix mille hommes, à la vérité de mauvaise qualité et de nouvelle levée, mais qu'il pouvait jeter dans les places, pour remplacer les troupes de ligne qu'il aurait tirées de ces garnisons. Ainsi Kellermann avait actuellement près de cinquante mille hommes rassemblés, et il en avait au moins soixante-dix mille qu'en huit jours il pouvait rassembler[2]. Il avait un train d'artillerie de siége pour reprendre Verdun et Longwy, des vivres derrière lui, et tous les moyens pour achever la ruine totale des Prussiens. Il avait aussi les commissaires de la convention, qui mettaient à sa disposition toutes les autorités civiles.

[1] On lisait dans la première édition le passage suivant, qui a disparu dans celle-ci :

« Les habitants lui racontèrent que, peu de jours avant, le roi de Prusse, qui avait son quartier général à Tormes, avait mandé les princes, et leur avait fait des reproches très-vifs sur les fausses espérances qu'ils lui avaient données; qu'ils étaient revenus le soir avec toutes les marques d'un violent chagrin. Il ne garantit pas cette anecdote. »

(*Note de l'éditeur.*)

[2] Dans l'écrit que nous avons cité plus haut, l'historien du général Kellermann ne porte son armée, réunie à celle de Dillon, qu'à vingt-huit mille hommes environ.

(*Note de l'éditeur.*)

Le général, dans une longue instruction qu'il lui envoya, lui conseilla (car, après leur séparation, il n'avait plus d'ordres à lui donner) de laisser le général Dillon agir seul contre l'arrière-garde de cette armée, et de se porter rapidement, par derrière Étain et Gondrecourt, sur Louguyon, passant la Curne, et la mettant entre l'ennemi et lui. S'il eût pris ce parti, la retraite des Prussiens eût été entièrement coupée.

Il lui annonça que l'armée prussienne, étant dans un état déplorable, ne tiendrait Verdun et Longwy que le temps nécessaire pour évacuer leur grosse artillerie, leurs équipages et leurs malades; que n'ayant plus du tout de vivres, et leur restant peu de munitions, ils ne compromettraient point des garnisons dans ces deux places, et qu'ils les évacueraient certainement; qu'ainsi il était inutile de s'y attacher, et qu'il fallait se hâter de les prévenir sur la frontière.

Après lui avoir donné ces avis, qui ne furent pas suivis, il fit partir le 12 Beurnonville avec les troupes de Flandre, qui, au moyen des renforts, formaient un corps de vingt-deux mille hommes. Il envoya le général d'Harville prendre le commandement du camp de Maubeuge, et le renforça d'environ dix mille hommes. Le lieutenant général Lanoue avait été accusé faussement par les jacobins; et les commissaires de la convention, sans autre examen, avaient envoyé dans un cachot à Douay ce vieillard respectable, aimant mieux se priver de son expérience que de ne pas le préjuger coupable. Beurnonville fit cette marche avec la même rapidité qu'il avait fait la première. Parti le 12 octobre de Vouziers dans une saison affreuse, il arriva le 21 à Valenciennes. Dumouriez partit en même temps pour Paris, où il arriva le 12.

La retraite des Prussiens de la Champagne s'est faite avec le plus grand ordre et beaucoup de bonheur. Le roi de Prusse s'y est personnellement distingué en se tenant toujours à son arrière-garde, et montrant autant de constance qu'il avait montré de courage au combat de Valmy, où il était à la tête de ses colonnes. Cette armée aurait beaucoup souffert au passage du défilé de Grand-Pré, si l'avant-garde du général Dumouriez avait exécuté ses ordres avec vigueur et précision, et si Kellermann n'a-

vait pas suspendu pendant trente-six heures la poursuite, par son mouvement très-coupable sur Suippe.

Kellermann eût achevé de ruiner cette armée dans sa retraite de Verdun sur le Luxembourg et le pays de Trèves, si, au lieu de rester joint à Dillon pour suivre mollement et froidement son arrière-garde, se conformant à l'instruction du général Dumouriez, il s'était porté rapidement sur son flanc droit. Au lieu de ce mouvement audacieux et décisif, il se laissa amuser par des conférences, et il se crut trop heureux de voir les Prussiens hors du territoire français, et de recevoir d'eux les places qu'ils ne pouvaient pas garder. Il se trouvait trop faible avec plus de cinquante mille hommes pleins de courage et de santé; et il perdit si bien la tête, que les commissaires dépêchèrent un courrier au général à Paris, en lui ordonnant de rétrograder avec son armée, et de venir défendre le pays que les Prussiens menaçaient de reconquérir. Ils le rendaient responsable des événements.

Il leur manda qu'il se chargeait volontiers de cette responsabilité, et qu'avant qu'il pût venir les joindre ils seraient débarrassés de l'armée prussienne; que quant à lui, il allait sauver la Flandre et prendre les Pays-Bas.

Cette heureuse retraite des Prussiens, le départ de Dumouriez, la mollesse de Kellermann dans la poursuite, l'évacuation sans siége de Verdun et Longwy, que tout le monde croyait qu'ils pourraient conserver, ont accrédité les fables qui se sont répandues sur les négociations de Sainte-Menehould, fables qu'on va réfuter, comme aussi injurieuses au monarque prussien et à ses généraux, qu'aux généraux français.

CHAPITRE XIII.

Événements dans le département du Nord.

On a vu que toutes les forces de la France, destinées à défendre sa frontière la plus rapprochée de Paris, consistaient dans le département du Nord, outre les faibles garnisons, en qua-

rante-cinq bataillons et vingt escadrons, divisés en trois camps. Le duc Albert de Saxe-Teschen, après avoir détaché le général Clairfayt, n'avait guère plus de troupes sur la frontière, et ne pouvait pas faire de grandes entreprises. Ainsi dans cette partie la faiblesse était égale, les deux partis se tenaient également sur la défensive. Cependant le duc de Teschen avait tenté d'envahir le territoire français, et s'était tenu quelque temps campé à Saint-Wast près de Bavay; mais ensuite il s'était retiré à Mons, et s'y tenait tranquille. Il avait renforcé le camp de la Trinité près de Tournay, et celui de Bury, qui étaient opposés au camp de Maulde.

Le lieutenant général la Bourdonnaye commandait dans le département du Nord, en l'absence du général Dumouriez. Il avait à ses ordres le lieutenant général Lanoue, commandant le camp de Maubeuge; le général Duval, commandant celui de Pont-sur-Sambre, et le lieutenant général Beurnonville, commandant le camp de Maulde. Le lieutenant général Moreton, chef de l'état-major de l'armée du Nord, était chargé, avec le commissaire-ordonnateur Malus, de continuer sans interruption les préparatifs pour le rassemblement de cette armée, que le général voulait avoir prête pour entrer dans les Pays-Bas encore cette année, en cas qu'il réussît à renvoyer les Prussiens de la Champagne; ou pour marcher, comme une dernière ressource, au secours de Paris, en cas que les Prussiens fissent trop de progrès.

La rapidité de la prise de Longwy, la consternation qu'il avait trouvée en Champagne, la désorganisation de l'armée de la Fayette, sa faiblesse, son mauvais état, le défaut de toute autre ressource pour résister à une armée formidable, l'avaient forcé à changer tous ses plans, et à appeler près de lui le général Duval avec toutes les troupes du camp de Pont-sur-Sambre, à affaiblir en même temps le camp de Maubeuge, et à ne laisser à Lanoue que les troupes absolument nécessaires pour une défensive stricte.

Deux jours après, connaissant encore mieux l'énorme supériorité de l'ennemi, s'attendant à une très-faible défense de la ville de Verdun, comptant peu sur le secours du maréchal Luck-

ner, dont il redoutait la mauvaise volonté et la vieillesse, jugeant que le salut de la France dépendait de la tenue des défilés de l'Argonne, il s'était vu obligé d'appeler à lui le général Beurnonville avec douze bataillons et trois escadrons, et toutes les troupes légères du camp de Maulde.

Le général la Bourdonnaye, à qui on croyait de grands talents, et qui depuis a démenti cette fausse réputation, avait été appelé à Paris par le ministre Servan pour commander une armée centrale, et on l'avait envoyé à Châlons, où elle devait s'assembler. Ainsi le département du Nord, dégarni de troupes, se trouvait sans commandant d'armée ; et Moreton, qui se tenait au quartier général de Valenciennes, était chargé de faire passer aux commandants des camps les ordres du général en chef.

Dans les derniers jours du mois d'août, les Impériaux avaient fait plusieurs attaques vigoureuses contre le camp de Maulde; mais ils avaient été toujours victorieusement repoussés par le brave Beurnonville. Dumouriez ignorait cette circonstance ; mais il avait prévu, en lui envoyant ordre de venir le joindre, que ce camp, assez médiocre par lui-même, affaibli de douze bataillons, et surtout du général qui l'avait si bien gardé jusqu'alors, et qui seul en connaissait le fort et le faible; ne pourrait pas se soutenir avec une douzaine de bataillons sous un autre commandant.

Ce camp n'est séparé que par la Scarpe d'une autre position beaucoup meilleure : c'est celle du camp de Bruille. La Scarpe se joint à l'Escaut au pont de Mortagne. L'Escaut descend de Condé à Mortagne : la Scarpe descend de Saint-Amand à Mortagne. A ce confluent est une tête de pont facile à défendre; en arrière est Château-l'Abbaye, qui est un très-bon poste. En arrière de Château-l'Abbaye est une hauteur, au centre de laquelle est le moulin *Gourdin*, dont un versant, formant la droite du camp, se termine au village de Bruille, la gauche à celui de Nivelle. Aucune des deux rivières n'est guéable, les bords en sont marécageux des deux côtés; et comme le terrain s'élève vers le centre, elles sont soumises aux batteries fixes ou mobiles de l'armée campée à Bruille, ou plutôt au moulin Gourdin. Derrière la droite du camp est la ville de Condé; derrière son centre est la

forêt de Saint-Amand; derrière sa gauche est la ville de Saint-Amand.

C'était un grand sacrifice que l'abandon du camp de Maulde, qui couvrait la superbe plaine entre Lille, Douay, Saint-Amand et Orchies. Cette dernière ville tombait nécessairement au pouvoir de l'ennemi. Saint-Amand, poste très-faible, quoique soutenu par le camp de Bruille, devait nécessairement succomber aussi après quelques jours de résistance; mais les troupes avaient leur retraite sur Valenciennes, et les dangers de la France étaient alors trop grands pour s'arrêter à la petite considération de la dévastation des plaines de la Flandre, dont il ne fallait penser qu'à sauver les places; et à cet égard il n'y avait pas de crainte à avoir, puisque le duc de Teschen n'avait pas assez de troupes pour entreprendre des siéges.

Dumouriez avait prévu tous les inconvénients de l'affaiblissement du camp de Maulde; mais, forcé par des circonstances impérieuses, il avait ajouté à l'ordre du départ de Beurnonville une autorisation à Moreton pour lever sur-le-champ le camp de Maulde, le transférer à Bruille, et se borner à défendre les rives de l'Escaut et de la Scarpe entre Condé et Saint-Amand, ayant soin de bien fortifier la tête de Saint-Amand pour conserver une communication entre Valenciennes et Douay, au moins par l'autre bord du canal de Marchiennes, si on était privé de celle d'Orchies. Il avait ordre enfin, en cas que ses garnisons fussent trop faibles et une des places trop menacée, de lever même le camp de Bruille, et de renforcer les garnisons avec les troupes de ce camp. Cependant, comme il se formait un rassemblement de bataillons de nouvelle levée à Soissons, et comme il était possible que dans l'intervalle l'armée de Flandre fût renforcée, il laissait Moreton libre de conserver le camp de Bruille, et même de ne pas lever celui de Maulde, s'il croyait avoir suffisamment de troupes pour le défendre.

Ces ordres arrivèrent à Valenciennes le 1er septembre, et précisément la veille Beurnonville avait essuyé et repoussé une attaque très-vive de l'ennemi. Moreton était très-brave, et connaissait assez bien les détails militaires; mais il n'y voyait pas, n'avait jamais fait la guerre, et n'y entendait rien. Il rassembla

sur-le-champ un conseil de guerre de tous les officiers généraux. Il fut d'abord mis en question si, dans la circonstance où l'on se trouvait, on pouvait laisser partir Beurnonville. Plusieurs officiers généraux furent d'avis de le retenir; on avait l'exemple du général Dumouriez lui-même; mais les circonstances n'étaient pas pareilles. Beurnonville trancha la question en montrant son ordre, et jurant qu'il l'exécuterait. La seconde proposition fut si on conserverait le camp de Maulde, ou si, suivant l'instruction du général, on se transférerait à Bruille. La translation fut décidée unanimement. Beurnonville retourna à son camp, où, par ordre du général en chef, il laissa Berneron, chef de son état-major; et il partit le lendemain pour Rethel.

Moreton donna ses ordres pour la levée du camp. Cette opération était fort aisée; il n'y avait pas un quart de lieue à faire pour transférer les troupes d'une position à l'autre. Les Autrichiens furent avertis. Il y avait sur l'Escaut, entre Condé et Mortagne, de grands bateaux chargés de fourrages. Il avait été défendu de laisser ces bateaux se doubler, parce que deux de ces bateaux, l'un à côté de l'autre, tenaient toute la largeur de la rivière et faisaient l'effet d'un pont. Les Autrichiens profitèrent de la négligence des Français, passèrent sur ces bateaux, les doublèrent; et une colonne attaqua Château-l'Abbaye, pendant qu'une autre attaquait le camp de Maulde. Les Francais, surpris au milieu de leur décampement, n'ayant pas un homme de tête pour les rallier, abandonnèrent tentes, équipages, canons, et se jetèrent en déroute dans Saint-Amand, dans Condé, dans Valenciennes, et jusque dans Bouchain.

Les Impériaux poussèrent leur pointe, attaquèrent Saint-Amand le même jour de tous côtés, et s'en emparèrent. La garnison d'Orchies se sauva à Douay, et l'ennemi fut le maître de tout le plat pays. Moreton rappela Beurnonville, qui lui manda qu'il ne pouvait pas remédier au mal qui était fait; qu'il n'y avait rien à craindre pour les places de guerre; qu'ainsi il continuait sa route. Il fit bien. Le peuple de Valenciennes voulut prendre Moreton; les commissaires de la convention voulurent le destituer. Il montra l'ordre du général en chef, et s'en tira.

La déroute du camp de Maulde fit une grande sensation à Paris;

mais la peur des Prussiens occupait encore bien plus les esprits. Dumouriez écrivit au ministre qu'il fallait renvoyer à l'armée du Nord la Bourdonnaye avec la patente de général en chef, et envoyer dans ce département tous les bataillons du rassemblement de Soissons, qu'on distribuerait dans les places; que la Bourdonnaye observerait les projets de l'ennemi; qu'il tirerait des places les moins menacées quelques troupes pour former un petit camp volant, avec lequel il voltigerait et inquiéterait le duc de Teschen, s'il entrait en corps d'armée; que quant au pillage, c'était un malheur dont la nation dédommagerait les habitants.

Quinze jours après, le duc Albert, pour faire une diversion utile, et peut être sur de faux renseignements, se présenta devant Lille avec vingt-cinq mille hommes et une nombreuse artillerie. Il ne prétendit pas l'assiéger, il avait trop peu de troupes; mais un coup de main pouvait réussir. La garnison était faible, l'anarchie y était à son comble. Ruault, commandant de la place, Champmorin, directeur du génie, Guiscard, colonel d'artillerie, étaient bien en état de la défendre; mais ils n'étaient pas obéis. Le duc Albert prit le parti de lui faire supporter un violent bombardement.

Cette espèce de siége de Lille était dans sa plus grande force à l'époque de la retraite des Prussiens: ainsi le général était très-pressé d'aller délivrer cette place importante. Plus la ville était considérable, plus il craignait l'exemple de Longwy et Verdun. Si cette capitale de la Flandre eût été prise, il eût fallu plus de cent mille hommes et six mois pour la reprendre. Le peuple ingrat eût oublié sa délivrance des Prussiens, et l'eût rendu responsable des événements qui se passsaient à quatre-vingts lieues de lui. Enfin il était bien plus important pour la France de sauver Lille que de poursuivre les Prussiens; et c'est ce qui détermina Dumouriez à abandonner cette poursuite à Kellermann, et à marcher lui-même en Flandre.

CHAPITRE XIV.

Réflexions.

Cette campagne est digne de l'attention de tous les militaires. Tous ses détails sont instructifs, et méritent d'être étudiés. Sa singularité en a fait longtemps un problème historique, même pour ceux qui y ont coopéré; le tableau qu'elle présente est extraordinaire.

Un général français, chef d'un grand parti, ayant été l'idole de sa nation, ayant eu toute la confiance de ses soldats, se révolte contre le pouvoir législatif, devenu seul représentatif par la captivité du roi, s'enfuit; son armée, qui n'est que de vingt-trois mille hommes, reste sans généraux, sans officiers supérieurs, désorganisée, consternée [1]. Dans le même temps, un roi puissant, à la tête de quatre vingt mille hommes, entre en France; deux villes se rendent sans avoir tenté de se défendre. Un général peu connu, n'ayant jamais commandé en chef, arrive, prend une position très-forte; il y est forcé et entouré; il s'échappe, sauve son armée d'une déroute, prend un second camp, y est enveloppé par l'ennemi qui est entre Paris et lui. Cette formidable armée, qui n'est qu'à six lieues de Châlons, à dix de Reims, ne pénètre pas même à Châlons et à Reims, perd près de trente mille hommes, dont tout au plus deux mille par les armes;

[1] Si je laisse subsister ce passage et les précédents (voyez p. 244 et suiv.), ce n'est par aucun ressentiment contre M. de la Fayette. Je voudrais qu'il fût en mon pouvoir d'effacer de mon livre et de ma mémoire les faits qui m'ont causé tant de peine. Je ne doute pas que ce grand citoyen ne le regrette autant que moi-même. J'ai peut-être eu le tort de ressentir dans le temps, avec trop de vivacité, ce que je ne pouvais regarder que comme des hostilités contre moi. Mais aujourd'hui (1823) je suis calme. Les faits, les chagrins sont bien loin déjà. J'ai vu depuis les malheurs du général la Fayette; j'ai vu sa noble conduite sous l'empire de Napoléon, comme dans les cachots d'Olmutz; je vois celle qu'il tient dans la France nouvelle; et je dois déclarer les sentiments d'estime qu'il m'a toujours inspirés, et ceux d'attachement qu'il m'a rendus.

C'est le seul moyen qui me reste de remplir la promesse que j'ai faite de vider notre querelle après la guerre, et je le saisis avec plaisir.

Il aurait cependant quelque raison de m'accuser de le prendre en traître; car ni lui ni personne ne savent rien du coup que je lui porte en ce moment; mais en cela j'évite l'accusation de connivence avec lui, et mon langage n'en aura que plus d'autorité.

(*Note du général Dumouriez.*)

évacue les deux places qu'elle a prises, et se retire en Allemagne. Tous ces événements, qui tiennent du merveilleux, se passent en moins de six semaines, et la France est sauvée d'un des plus grands dangers que présentent ses fastes.

Les détails qu'on vient de lire expliquent comment c'est une chaîne de fautes qui a amené une suite de malheurs. L'armée prussienne est entrée en France, persuadée qu'elle ne rencontrerait aucunes difficultés. Ses premiers succès ont achevé de lui confirmer cette erreur, qui lui avait été inspirée par les émigrés. Ceux-ci, se croyant sûrs de leurs intelligences, ont trop annoncé cette sécurité, et trop promis ; ce qui par la suite leur a procuré de grands désagréments dans cette armée.

Les principales fautes des Prussiens sont : 1° après la prise de Longwy, de n'avoir pas attaqué Montmédy en même temps que Verdun, si on voulait conquérir la France pied à pied, faire une guerre régulière, et assurer ses quartiers d'hiver et sa retraite. Ils avaient plus de troupes qu'il ne fallait pour cela.

2° Ils savaient la rébellion de la Fayette, sa désertion avec ses officiers généraux et son état-major. Cet événement était bien important. Il était arrivé le 21 ; Longwy a été pris le 22. Comment n'a-t-on pas pris la résolution de faire marcher sur-le-champ un corps de trente mille hommes sur Stenay et Mouzon pour attaquer cette armée sans chefs, dans le temps où elle était consternée, et pour attirer au moins les troupes de ligne, puisque les émigrés avaient annoncé qu'elles étaient faciles à gagner? Il est certain que si, du 22 au 28, un corps de troupes ennemies se fût présenté devant Mouzon, l'armée française se serait débandée : peut-être même que si des officiers généraux de l'ancien régime, bien connus et estimés des soldats, comme il y en avait quelques-uns dans l'armée des princes, se fussent présentés avec un simple détachement, ils auraient entraîné une partie des troupes de ligne, surtout de la cavalerie.

Quand on veut envahir un pays déchiré par une révolution, quand on se croit sûr d'y avoir un grand parti, quand on veut sauver un roi dans les fers, quand on a commencé une campagne trop tard, on doit, surtout avec une grande armée, multiplier sa force par sa vitesse, et arriver comme la foudre sur

la capitale, pour ne pas donner le temps au peuple qu'on veut soumettre, de se reconnaître. Il a été nécessaire de commencer par prendre Longwy et attaquer Thionville, pour tromper sur le point d'invasion, et rendre la défensive incertaine et divisée. Mais une fois Longwy pris, il fallait, à la nouvelle de la fuite de la Fayette, arriver sur-le-champ à Mouzon et Sedan, pour dissiper ou entraîner l'armée française. C'était un coup d'État, et il était cependant conforme aux règles de l'art militaire; car, cette armée détruite, il ne restait plus d'obstacle, soit pour faire la guerre méthodique, soit pour faire l'expédition de Paris.

3° Les Prussiens vont attaquer Verdun avec cinquante mille hommes; et le général Clairfayt, avec une armée d'observation, se tient sur la rive droite de la Meuse. Il n'était pas besoin d'une aussi grosse armée pour prendre Verdun, qui ne pouvait être secouru d'aucun côté; car Luckner était contenu par le corps de troupes du prince de Hohenlohe, et Dumouriez par celui du général Clairfayt. Le duc de Brunswick, après la prise de Verdun, avait pour but de mener son armée à Paris. Il fallait que pendant le siége il détachât le général Kalkreuth avec vingt mille hommes, pour s'emparer des défilés de l'Argonne.

Par cette position le duc de Brunswick s'assurait tous les fourrages le long des rivières de l'Aire et de l'Aisne, forçait les Français à s'éloigner bien vite de Sedan pour gagner Reims par Rethel. Comme le siége de Verdun n'a duré que deux jours, il aurait pu, le 3 ou le 4, remplacer avec son armée le général Kalkreuth dans la position de Sainte-Menehould; et ce général se serait porté sur Châlons, où il aurait trouvé de très-grands magasins. L'armée prussienne, maîtresse de la Marne, aurait été dans l'abondance.

4° L'armée d'observation du général Clairfayt, dès qu'elle a vu le mouvement du général Dumouriez se déterminer sur Stenay, aurait dû soutenir ce poste, pour rester maîtresse de passer la Meuse et de suivre le général français. Il était même assez fort pour passer la Meuse et marcher contre lui, ou au moins prendre une position en travers de cette petite plaine, en se couvrant des bois de la Neuville. Dans cette position il aurait

eu derrière lui le défilé de Grand-Pré, que Dumouriez n'aurait pas pu gagner sans lui passer sur le corps ; et ce n'était pas le cas de hasarder une bataille avec une armée faible et désorganisée, et cependant l'unique ressource de la France, surtout n'ayant de munitions que pour un combat de quatre heures.

Alors le général Clairfayt aurait vu que Dumouriez voulait gagner le défilé de Grand-Pré ; il lui en aurait intercepté le passage, et l'aurait forcé à rebrousser chemin pour aller passer au *Chêne-Populeux*. Le général Clairfayt aurait pu se porter sur Grand-Pré, et, en se postant à Vouziers, il aurait mis l'Aisne entre lui et le général français, et lui aurait ainsi coupé la communication sur Châlons.

5° Toutes ces fautes sont faites, Verdun est pris le 2 ; Dumouriez n'arrive que le 4 dans le camp de Grand-Pré. Pourquoi le duc de Brunswick perd il six jours précieux à Verdun, et ne marche-t-il pas sur-le-champ à Grand-Pré, pour forcer les Français avant qu'ils aient le temps de se fortifier ? Pourquoi ignore-t-il que, faute de troupes, le général Dumouriez a été obligé de laisser ouvert le passage du Chêne-Populeux ? Pourquoi n'y porte-t-il pas rapidement le général Clairfayt, et de là sur Attigny, pour forcer Dumouriez à abandonner sa position ?

6° Il attaque mollement et inutilement les débouchés de *Grand-Pré,* de la *Chalade* et des *Islettes :* une négligence du général français lui ouvre le passage de la *Croix-aux-Bois ;* le général Clairfayt surprend ce défilé, et s'en rend maître après deux combats. C'était l'instant de pousser cette victoire qui enfermait le général Dumouriez, et de chasser de Vouziers le corps du général Chazot qui venait d'être battu. Le général Clairfayt aurait ensuite couronné les hauteurs de Vaux et d'Autry sans aucun risque, puisque la rivière eût été entre lui et les Français, qui eussent été perdus sans ressource.

7° Non-seulement on laisse le général français s'échapper, et faire une retraite incroyable qu'on devait prévoir, puisqu'il n'avait pas d'autre parti à prendre, mais on ne le fait suivre que par quelques hussards, et on ne se met pas à portée de profiter d'une terreur panique qui se répand dans son armée, et de la déroute qui s'ensuit : on lui laisse prendre tranquillement le bon

camp de Sainte-Menehould, où on lui donne le temps d'opérer ses deux jonctions.

8° On perd, en le suivant, encore un jour, qui lui donne le temps de recevoir Beurnonville; car si le roi de Prusse eût paru le 19 au matin sur Valmy et Gizaucourt, au lieu d'y parader le 20, Beurnonville eût rétrogradé sur Châlons, et Kellermann sur Bar. Alors Dumouriez eût été réellement enfermé une seconde fois, ne pouvant pas abandonner la position de Sainte-Menehould, de peur d'ouvrir au prince de Hohenlohe le passage des *Islettes*.

9° Pourquoi, après les premières tentatives inutiles de forcer le passage des *Islettes*, le duc de Brunswick s'est-il obstiné à laisser le prince de Hohenlohe se morfondre, et ne l'a-t-il pas envoyé à Bar pour s'opposer à la marche de Kellermann, pour s'ouvrir un pays riche et abondant pour sa subsistance, et pour menacer Vitry et Troyes, que Dumouriez n'aurait pu couvrir qu'en découvrant Reims et Châlons?

10° Le 20 au matin, une erreur de Kellermann met le duc de Brunswick dans le cas de pouvoir battre ce général à la vue de son collègue, comme Annibal battit Minutius à la vue de Fabius. Il ouvre flegmatiquement une canonnade inutile, qui lui coûte du monde, et perd quatre heures précieuses, au lieu de décider tout de suite l'affaire par une attaque brusque dont le succès était infaillible, et dont la tentative n'était pas dangereuse, car il avait sa retraite assurée.

11° Mais cette faute dérive d'une autre bien plus importante. Le duc de Brunswick, ayant réussi à déposter le général Dumouriez de Grand-Pré, devait calculer qu'en prenant cette position il devait avoir établi à Châlons ses fours et ses magasins; que cette ville était la place d'armes et le dépôt de tous ses secours en tout genre. Châlons est une grande *villasse* dont toutes les maisons sont bâties en bois, et qui est hors d'état de résistance. Le corps d'armée de Beurnonville, qui venait d'y arriver après quinze jours de marche forcée et sans séjours, était harassé, et par conséquent incapable d'aucune défense. Les troupes de nouvelle levée, qui étaient à Châlons et au camp de Notre-Dame de l'Épine, n'auraient fait qu'accroître la consternation et le

désordre. Au lieu de venir *parader* devant le camp de Sainte-Menehould, le duc de Brunswick aurait fait un coup de génie décisif, s'il se fût porté rapidement avec toute son armée en droiture sur Châlons, et eût attaqué brusquement tout ce qu'il y aurait trouvé. Il aurait certainement dissipé les troupes et pris tous les magasins.

Alors Dumouriez n'aurait eu d'autre ressource que d'abandonner bien vite le camp de Sainte-Menehould et le défilé des *Islettes*, de se sauver par Passavant et Revigny, de se joindre à Kellermann, de passer la Marne à Vitry, pour tâcher à grandes journées de gagner la Seine, abandonnant toute la Champagne.

Alors le prince de Hohenlohe aurait passé par Sainte-Menehould, aurait fait sa jonction; et l'armée prussienne, abondamment pourvue de vivres, aurait porté la guerre dans le centre de la France. Alors le parti contre-révolutionnaire, qui existait réellement, se serait montré, et, la guerre civile se joignant aux efforts d'une armée formidable, il est à présumer que la contre-révolution eût réussi.

Dumouriez avait prévu ce danger; il avait pris le camp de Sainte-Menehould pour attirer à lui le duc de Brunswick et le détourner de l'attaque brusque de Châlons, parce qu'il avait calculé que ce général, ne voulant pas laisser une armée derrière lui, chercherait à le déposter avant de marcher sur la Marne. Mais son parti était pris, dans le cas où le duc de Brunswick se serait porté directement sur Châlons, de sacrifier Dillon, qu'il aurait laissé aux Islettes, et de gagner Châlons par une marche forcée, pour prévenir les Prussiens au camp de l'Épine, où il aurait trouvé le corps de Beurnonville, et se serait fait joindre par Kellermann. Il avait une grande marche sur les Prussiens, mais son armée était bien peu manœuvrière, et d'Auve à Châlons il y avait six lieues de plaine à traverser. Cette faute, la plus grande de celles que le duc de Brunswick a faites, a été décisive. Il a été trop méthodique et trop lent.

12° Enfin, ayant manqué d'empêcher les jonctions; voyant le général français à la tête de soixante mille hommes dans un camp inforçable; voyant des rassemblements considérables se

faire à Châlons et à Reims ; n'ayant pas imaginé de s'emparer de la première de ces deux villes dans l'instant où cela était possible et décisif ; ne pouvant plus faire l'attaque, soit avec toute son armée, soit par détachements, sans s'exposer à être suivi, attaqué et peut-être battu ; voyant son armée affaiblie par une cruelle dyssenterie, ses chevaux sans fourrages et sans eau, ses convois longs et difficiles, la famine ravageant son camp, le duc de Brunswick ne pouvait plus prévoir que la nécessité de se retirer ; et c'est une très-grande faute d'avoir retardé de prendre ce parti. Chaque jour que son irrésolution lui faisait perdre augmentait les souffrances, les pertes et les dangers de sa malheureuse armée ; car enfin il fallait toujours en venir là.

Si le duc de Brunswick eût repassé les défilés le 20 ou le 21, laissant le général Clairfayt pour défendre le cours de l'Aisne, le général Hohenlohe pour garder le cours de l'Aire, il pouvait encore prendre Sedan et peut-être Montmédy, avant d'entrer en quartiers d'hiver ; sa campagne eût été utile, parce que Sedan prolongeant les deux flancs de la forêt d'Argonne, ses défilés perdaient toute leur importance. Il aurait préparé de grands moyens pour la campagne suivante, et, ce qui était très-intéressant, il aurait mis Dumouriez dans le cas de négliger encore la défensive du département du Nord, et de le laisser dégarni pour défendre la Champagne.

Voilà les fautes les plus essentielles qu'on peut reprocher aux Prussiens ; il y en a eu quelques autres de moindre conséquence, dont le général français aurait mieux profité s'il avait eu une armée de troupes de ligne, comme elle était quatre ans avant, commandée par des officiers expérimentés et des généraux instruits.

Au moyen de fautes aussi graves, Dumouriez n'a pas eu besoin d'avoir recours aux négociations pour sauver sa patrie. Les premiers pourparlers ont eu lieu le 22, et alors il avait réuni soixante mille hommes dans un bon camp. Il n'était qu'un peu gêné dans les convois, mais il ne manquait de rien. Il connaissait la disette des Prussiens, il avait pris toutes ses mesures pour l'accroître ; chaque jour augmentait la supériorité de sa

position sur la leur, et il était sûr de faire manquer leur campagne en temporisant; ainsi il ne pouvait regarder leurs ouvertures que comme une preuve de leur embarras.

Les Français ont à se reprocher trois fautes. La première appartient au général Dumouriez tout seul : c'est d'avoir cru trop légèrement le rapport d'un subalterne, d'avoir dégarni de troupes le défilé de la *Croix-aux-Bois*, et de l'avoir laissé surprendre par le général Clairfayt. Elle a été réparée parce que l'ennemi n'a pas su en profiter, mais elle devait tout perdre.

La seconde est celle que Kellermann a faite le 20 septembre, en prenant son champ de bataille pour son camp; ce qui a occasionné la canonnade de Valmy, parce que le duc de Brunswick, en tardant trop de s'emparer de la hauteur de Gizaucourt, que Kellermann avait fait la seconde faute de ne pas occuper, et d'attaquer vivement le moulin de Valmy, a perdu l'occasion de battre ce général [1].

La troisième, qui appartient aux généraux de l'avant-garde, et encore plus à Kellermann, est d'avoir suivi très-mollement la retraite des Prussiens, et de leur avoir laissé repasser trop impunément le défilé de Grand-Pré.

Quant au surplus de la sortie du roi de Prusse du territoire français, et à l'évacuation de Verdun et Longwy, Dumouriez, qui était parti pour Paris le 12 octobre, n'y a aucune part; et comme Kellermann et Dillon ne lui en ont rendu aucun compte officiel, il n'en sait que ce qu'il a lu dans les bulletins de ce temps-là, et il en ignore tous les détails. Mais il ne croit pas que l'armée prussienne ait été sauvée par des négociations, parce que sa retraite n'a jamais été dans le cas d'être coupée, ce qui serait arrivé si Kellermann, au lieu de rester accolé à Dillon, s'était porté derrière la Curne sur Louguyon, comme cela lui avait été expressément recommandé.

Quant à l'évacuation des places, Dumouriez l'avait calculée et prédite d'avance sur les maladies et la disette de vivres. Bien loin d'avoir pu penser à ravitailler ces deux villes, l'armée prussienne avait consommé depuis longtemps douze mille

[1] Voyez plus haut la note relative à la bataille de Valmy.
(*Note de l'éditeur.*)

sacs de grain qu'elle avait trouvés dans Verdun. Cette place est faible, et la garnison qu'on y aurait laissée eût été perdue. Peut-être le duc de Brunswick aurait-il dû tâcher de conserver Longwy, qui, étant sur l'extrême frontière, pouvait être ravitaillée et secourue en cas de siége, ou remettre cette place entre les mains des Impériaux ou des émigrés.

Mais il sait qu'à cette époque le duché de Luxembourg et le pays de Trèves étaient épuisés; que l'importante place de Luxembourg elle-même était sans vivres et encombrée des malades de cette malheureuse armée; que le général Clairfayt était obligé de courir à grandes journées pour aller défendre les Pays-Bas, pendant que l'armée prussienne était obligée d'aller reprendre Francfort pour arrêter les progrès du général Custine, et sauver Coblentz et le pays de Trèves.

C'est à toutes ces circonstances réunies qu'il attribue l'évacuation de Longwy.

C'est une erreur de chercher des causes mystérieuses à des événements qui s'expliquent tout naturellement par les règles les plus simples de l'art militaire et du bon sens; mais les hommes aiment le merveilleux. Un autre motif a donné naissance à toutes ces fables. Les jacobins étaient passés de la plus grande consternation à la plus grande insolence. Ils ont cru d'abord voir arriver le roi de Prusse à Paris en conquérant. Quand la chance a tourné, ils n'ont pas douté de l'y voir amener chargé de fers. Ces scélérats croyaient qu'on prenait une armée avec autant de facilité qu'ils assassinaient un aristocrate ou un modéré dans les rues de Paris. Les Prudhomme, les Marat ont inventé les calomnies les plus atroces et les plus stupides, et contre le roi de Prusse, et contre les généraux français. Cela exemptait de la reconnaissance envers ces derniers; et, en inspirant à la nation des soupçons contre eux, ils diminuaient leur crédit, qui pouvait un jour s'opposer à leurs plans désorganisateurs et anarchiques.

Dumouriez venait bien certainement de sauver sa patrie. De ce moment, on a cherché à le perdre. Quand les services sont trop grands, ils deviennent des crimes. La France naissante avait les vices de Rome décrépite, et ne pardonnait pas à ses généraux leurs victoires. Custine, Houchard, Biron, Brunet, ont été les

victimes de cette pernicieuse ingratitude, qui perdra cette république, malgré ses succès momentanés.

LIVRE QUATRIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Dumouriez à Paris.

Le général Dumouriez arriva le 16 octobre à Paris. Il reçut sur sa route les marques les plus touchantes de la reconnaissance des peuples, surtout dans la Champagne, dont les habitants lui doivent leur salut. Ceux de Paris lui firent aussi un très-bon accueil; mais la convention craignit de trop élever sa considération en lui donnant des marques publiques de satisfaction nationale; et, bien loin d'imiter les républiques anciennes par le triomphe, par des fêtes, par des récompenses, à peine approuva-t-elle les promotions que la nécessité ou l'esprit de justice avaient fait faire au général.

Il se présenta à la convention le lendemain de son arrivée; il fit un discours très-laconique à la barre [1], dans lequel il annonça qu'il n'était que pour quatre jours à Paris; qu'une partie de son armée étant en marche pour aller au secours de Lille, il avait cru nécessaire de passer par la capitale, pour venir traiter avec les ministres sur ses mesures ultérieures; qu'il serait du 20 au 25 à Valenciennes, et qu'aussitôt il entrerait en campagne.

Il fut obligé de se prêter à cette espèce d'excuse sur son apparition, parce qu'il fut averti que, pour lui trouver un tort quelconque, on avait cherché à le blâmer sur ce qu'il avait quitté son armée sans permission. Il ne quittait point son armée, puis-

[1] Le général Dumouriez paraît se tromper ici de date. Suivant le *Moniteur*, son discours à l'assemblée fut prononcé dans la séance du 12 octobre; son arrivée à Paris fut nécessairement antérieure à l'époque qu'il désigne au commencement du chapitre. (*Note de l'éditeur.*)

qu'elle était en marche ; il lui était très-essentiel de s'aboucher avec les ministres pour convenir d'un plan général, et des opérations particulières de son entrée dans les Pays-Bas. Au lieu de suivre la route de son armée, il passait par Paris ; et il n'y avait que la haine, la méchanceté et la jalousie qui pussent blâmer ce voyage indispensable, dont il avait prévenu le pouvoir exécutif. Cependant le président lui répondit honnêtement, et lui accorda les honneurs de la séance, qui fut même levée presque aussitôt, parce que les impartiaux et les girondistes l'accablèrent d'embrassades et de caresses, quoiqu'on fût convenu de maintenir la dignité par une gravité qui ne put pas se soutenir.

Les ministres, qui étaient Servan, Roland, Clavières, Danton, Lebrun et Monge, lui parurent y mettre beaucoup de cordialité. On le mena à deux spectacles, où il fut fort applaudi ; et une femme célèbre de Paris lui donna une jolie fête, dont tous les virtuoses de tous les spectacles de Paris lui firent les honneurs [1]. Plusieurs membres de la convention et plusieurs ministres assistèrent à cette fête, qui fut un moment interrompue par une scène très-ridicule.

Lors de la retraite des Prussiens, il avait envoyé le général Chazot avec quatre bataillons et trois escadrons pour renforcer la garnison de Sedan, et, conjointement avec le lieutenant général Ligneville, inquiéter l'arrière-garde des Prussiens. Parmi ces bataillons il y en avait deux de fédérés de Paris : l'un nommé le *Républicain*, l'autre de la section de *Mauconseil*. Chazot s'était rendu avec eux à Rethel. Quatre déserteurs des émigrés arrivèrent dans cette ville pour se rendre. C'étaient de

[1] Cette femme célèbre dont parle ici Dumouriez était mademoiselle Candeille. Après avoir paru tour à tour avec succès sur la scène de l'Opéra et sur la scène française, mademoiselle Candeille a composé plusieurs ouvrages qui ont eu quelque succès, et s'est fait un nom comme auteur et comme musicienne. Parmi les acteurs qui assistaient à la fête, où se trouvaient également des membres du parti girondin, on remarquait Talma ; et c'est probablement ce fait qui a induit en erreur les auteurs de la Biographie de Bruxelles : suivant eux, Talma lui-même aurait donné la fête au général Dumouriez. Quoi qu'il en soit, cette circonstance devint, par la suite, le motif des dénonciations que le parti montagnard multiplia contre ce grand artiste. Traduit, le 3 octobre 1793, devant le tribunal révolutionnaire, comme complice des fédéralistes et de Dumouriez ; accusé d'avoir fait de sa maison un lieu de réunion des conspirateurs, Talma n'échappa que par miracle à l'échafaud. (*Note de l'éditeur.*)

simples soldats. Les fédérés les entourèrent, et voulurent les massacrer. On avertit Chazot. La municipalité et les habitants réclamèrent son autorité contre ces cannibales. Il voulut les contraindre à relâcher ces malheureux ; on l'accabla d'injures, on voulut le tuer, et ces quatre infortunés furent massacrés. La municipalité dressa un procès-verbal, que le général Chazot envoya au général, avec une plainte en règle.

Il reçut cette nouvelle à Vouziers. Toute l'armée eut horreur de ce crime. Il ordonna à Beurnonville, qui passait près de Sedan pour aller en Flandre, d'environner ces deux bataillons, de les désarmer, de renvoyer leurs drapeaux à leurs sections, et d'envoyer les hommes à Paris par la maréchaussée, pour y être punis par les sections mêmes. Cependant il laissa Beurnonville maître de leur pardonner, en cas qu'ils déclarassent et qu'ils livrassent les coupables.

Beurnonville exécuta cette sentence avec autant d'esprit que de fermeté. Il alla trouver seul les bataillons, leur lut l'ordre du général en chef, et leur ordonna de déposer leurs armes et leurs drapeaux. Ces malheureux tombèrent à ses genoux, fondant en larmes, reconnaissant l'énormité de leur crime, et livrèrent quarante-deux coupables. Beurnonville leur pardonna, leur rendit leurs armes et leurs drapeaux, fit rentrer le bataillon de Mauconseil dans Sedan, et emmena avec lui le bataillon Républicain, qui était superbe, et qui depuis lors est devenu le bataillon de confiance du général, celui sur lequel il a toujours le plus compté, et le modèle de l'armée. Il paraît qu'une aventure aussi atroce ne pouvait pas se terminer d'une manière plus heureuse. Le repentir était sincère, le crime était puni exemplairement ; au moins les coupables étaient livrés et arrêtés, et on regagnait deux bons bataillons ; aussi la convention et les sections de Paris furent-elles très-satisfaites.

Mais le principal coupable s'était échappé, et était sur-le-champ retourné à Paris. C'était un artiste nommé Palloy, un des vainqueurs de la Bastille, furieux jacobin, homme très-sanguinaire[1]. Il était lieutenant colonel du bataillon Républicain. Il

[1] Auteur d'une foule de médailles relatives aux événements de la révolution, et qui sont pour la plupart exécutées en plomb ou en fer. Le style et

avait été porter ses plaintes à son ami Marat, dont vraisemblablement il était l'un des agents. Aussitôt la tribune des jacobins avait retenti des plaintes contre le despotisme cruel du général Dumouriez, qui sacrifiait d'excellents citoyens, pour avoir fait un acte très-patriotique en massacrant d'infâmes émigrés. Chazot, le district et la municipalité de Rethel, étaient gravement inculpés dans ces violentes accusations. Les feuilles en furent remplies, mais on ne put déterminer ni les sections ni la convention à agir d'après ces déclamations.

Cependant les jacobins n'abandonnèrent pas cette affaire; leur comité nomma trois commissaires pour venir interroger le général. Ces commissaires étaient le monstre Marat, Bentabole et Montaut, tous les trois membres de la convention, tous les trois des scélérats furieux. Dans le moment où l'on ne pensait qu'à jouir de la fête, ils entrèrent, et demandèrent à parler au général; on l'avertit que l'orateur était Marat, qui, le regardant avec des yeux de fureur, l'interpella pour lui demander brutalement comment il avait eu l'audace de commettre un acte de violence tyrannique contre des citoyens estimables.

Le général, le toisant avec mépris, lui répondit : *Ah! c'est vous qu'on appelle Marat? Je n'ai rien à vous dire;* et il lui tourna le dos. Alors, ne connaissant pas les deux autres commissaires, il s'adressa à eux, et leur fit ou crut leur faire entendre raison. Ils se retirèrent, et la fête continua.

Pour achever l'histoire de cet assassinat, le général a appris, depuis qu'il a quitté la France, que Marat, devenu tyran avant que Charlotte Corday l'élevât au rang des dieux, a fait reprendre le procès des quarante-deux scélérats et de Palloy; qu'ils ont été déclarés innocents, et rétablis dans leurs bataillons comme ayant bien mérité de la patrie; que le procès-verbal de la municipalité de Rethel a été déclaré faux et calomnieux, et que le général Chazot a été arrêté et mis en état d'accusation. Il ignore si le brave bataillon Républicain a pu se soumettre à recevoir son indigne lieutenant-colonel et ses assassins.

surtout l'orthographe des inscriptions qui couvrent ces médailles donnent une étrange idée du patriotisme et surtout du savoir de leur auteur.
(*Note de l'éditeur.*)

Cette aventure n'empêcha pas le général Dumouriez d'être fort bien reçu aux jacobins, où il fut obligé de se présenter une fois. A la vérité, le ministre Danton était président[1]. Collot-d'Herbois, ci-devant mauvais comédien, devenu depuis l'ange exterminateur de la malheureuse ville de Lyon, fit rire l'assemblée en disant au général : *Tu vas conquérir Bruxelles ; tu y trouveras ma femme, et tu la baiseras*[2]. Trois semaines après, Dumouriez a pris Bruxelles ; mais il n'a point vu la femme de Collot, et il a oublié la commission de cet orateur.

Tout ce qu'il vit pendant les quatre jours qu'il passa à Paris lui causa beaucoup de dégoût et de chagrin. L'assemblée qui existait à son départ de Paris pour l'armée, au mois de juin précédent, était remplie de factieux et d'intrigants, mais on y trouvait encore de l'esprit, du talent, et de la décence. Celle qui l'avait remplacée était composée de tous les scélérats les plus grossiers. Les girondins étaient encore les maîtres ; mais leur pouvoir, continuellement attaqué par les violences de Marat et des jacobins, commençait à décliner, et ils ne se soutenaient que par un machiavélisme faible qui les a perdus.

Un seul homme pouvait les soutenir, sauver le roi et sa patrie ; mais ils achevèrent de l'aliéner, quoique Dumouriez eût donné le conseil de le ménager, et de se lier avec lui. Cet homme était Danton. Avec une figure hideuse, un cœur dur et violent, très-ignorant, très-grossier, il a beaucoup d'esprit naturel et un caractère très-énergique. Lui seul, dans le plus grand danger

[1] Dumouriez fut obligé de prendre la parole à la société des jacobins, et le discours qu'il prononça dut être fortement empreint de l'exagération du temps. Danton lui fit cette singulière réponse : « Une grande carrière s'ouvre devant vous. Puisse la pique du peuple briser les sceptres des rois ! puissent les couronnes tomber devant le bonnet rouge dont la société vous honore ! »

(*Note de l'éditeur.*)

[2] Un biographe rapporte avec plus d'étendue la fin du discours adressé par Collot-d'Herbois à Dumouriez. Nous citerons ce passage, modèle de galimatias ; il fut débité avec un burlesque attendrissement, et du ton d'un mauvais comédien de province, tel que l'avait été Collot-d'Herbois. « Dumouriez,... quand tu seras à Bruxelles.... Je n'ai rien à te dire sur la conduite que tu as à tenir. Si tu y trouves une femme exécrable... (c'était de l'archiduchesse Christine qu'il voulait parler...) ; mais cette femme ne t'attendra pas... Si tu la trouvais, cette femme, elle serait ta prisonnière... Nous en avons d'autres aussi qui sont de sa famille... A Bruxelles, la liberté va renaître sous tes auspices. De quelle félicité tu vas jouir, Dumouriez !... Ma femme..., elle est de Bruxelles...., elle t'embrassera aussi... etc. »

(*Note de l'éditeur.*)

des Prussiens, n'avait point perdu courage, n'avait point partagé la consternation publique, s'était opposé à ce qu'on transférât la convention et le roi de l'autre côté de la Loire, et avait forcé la convention et les ministres à déployer toutes les ressources nationales. Il avait rendu des services aussi importants à Paris que Dumouriez en Champagne; et si les girondins avaient eu le bon esprit de se coaliser avec lui, il aurait abattu l'atroce faction de Marat; il aurait ou dompté ou anéanti les jacobins, et peut-être Louis XVI lui aurait dû la vie. Mais on l'a poussé à bout, et il a tout sacrifié à sa vengeance [1].

Le général voulut alors quitter le commandement de l'armée; il en parla à quelques amis; tout le monde l'en dissuada, et lui-même céda à d'autres considérations, auxquelles se joignirent les illusions de l'amour-propre. Il avait pris l'engagement de conquérir les Pays-Bas : il voulait prouver la bonté du plan d'opérations qu'avaient manqué les généraux qui l'avaient précédé. Voilà ce que son orgueil, mis en jeu par les contradictions, avait gravé au fond de son cœur; mais son imagination voilait à ses propres yeux ces motifs d'intérêt personnel, avec des raisons plus patriotiques.

Il avait désiré la guerre, dans l'espoir qu'elle éteindrait toutes les factions en les réunissant contre l'ennemi extérieur, qu'elle débarrasserait la capitale de tous les esprits turbulents qui assiégeaient les législateurs et le pouvoir exécutif; il voyait que, bien loin de produire cet effet, elle avait livré Paris à une plus grande agitation : il jugea alors qu'il fallait trouver d'autres moyens de la faire cesser.

[1] Plusieurs historiens confirment cette opinion du général Dumouriez, sur les avantages que les girondins auraient pu recueillir de l'alliance de Danton. — Voici ce qu'on lit à ce sujet dans un ouvrage récemment publié sur la révolution, et qui se recommande à la fois par une grande connaissance des faits et par la franchise historique de l'auteur, conventionnel lui-même, et du parti de la Gironde : « Je tiens, dit-il, d'un député de notre côté, l'un de mes camarades d'infortune, qui avait cependant conservé des relations avec Danton, qu'il y avait eu des conférences à Sceaux, entre les chefs des deux partis, dont le but était un rapprochement, s'il était possible. Guadet, avec une énergie qui lui était particulière, ne voulut entendre à aucune transaction relativement aux poursuites (des forfaits des 2 et 3 septembre). Danton lui adressa ces paroles : *Guadet, tu ne sais point faire à la patrie le sacrifice de ton ressentiment; tu ne sais point pardonner : tu seras victime de ton opiniâtreté.* » (J. Ch. BAILLEUL, *Examen des considérations sur la révolution française, par madame de Staël*, 2e édition, tome II, p. 183.)
(*Note de l'éditeur.*)

Il avait débarrassé sa patrie des Prussiens : il eut l'espoir, en portant un grand coup à la maison d'Autriche, de forcer ces deux puissances à désirer la paix. La France venait de subir dans son intérieur le fléau de la guerre ; il jugea qu'il était temps de la porter hors de ses frontières, et, ne voulant pas rompre la neutralité de l'Empire, il ne pouvait en établir le théâtre que dans les Pays-Bas; il comptait d'ailleurs sur les dispositions constantes des habitants.

En réussissant, il donnait à la France un allié utile dans le peuple belge; il se procurait un moyen de faire faire la paix, de ramener en France les armées victorieuses, et d'employer leur influence à relever la constitution, par conséquent à rétablir le roi : car dans ce voyage il n'aperçut rien qui pût lui faire craindre pour les jours de ce prince infortuné, soit qu'on ne fût occupé que de la joie de la retraite des Prussiens, soit que les deux factions ne se fussent pas encore assez violemment combattues pour regarder le malheureux Louis comme leur première victime. Marat était alors universellement haï, et n'avait pas encore acquis l'affreux ascendant qui a précipité la nation dans tous les crimes.

S'il avait pu lire dans l'avenir, il n'aurait pas balancé à fuir de sa patrie, non pas pour se joindre aux autres émigrés, et y porter le fer et la flamme, mais pour gémir sur les excès d'un grand peuple, devenu, en trois mois de temps, si dissemblable à lui-même. Il regrette de n'avoir pas passé alors en Angleterre et de là en Amérique, comme il en fit le projet ; mais l'amour de la patrie et cet espoir de la sauver au dedans, comme il venait de la sauver au dehors, chimère dont il ne s'est que trop bercé, le retinrent; et, malgré tous ses dégoûts, il s'occupa tout entier de son objet.

CHAPITRE II.

Plan de campagne général.

La France venait d'être délivrée d'un grand danger qui avait éveillé le patriotisme. Les succès avaient donné de l'énergie,

les armées étaient formées; et à cette époque, outre plus de soixante mille hommes qui étaient à la poursuite des Prussiens, sous les ordres de Kellermann, Dillon et Chazot; outre vingt-deux mille hommes qui marchaient avec Beurnonville au secours de Lille; outre environ dix-huit mille hommes qui se rassemblaient au camp de Maubeuge, sous les ordres du lieutenant général d'Harville, la Bourdonnaye avait à ses ordres à peu près trente mille hommes, en comptant les garnisons de Valenciennes, Lille et Dunkerque. Custine, avec vingt-deux mille hommes, était à Francfort; il en restait quinze à dix-huit mille à Biron, partagés en deux camps sous Strasbourg et Huningue, outre les garnisons et le petit corps qui était dans le Porentruy. Montesquiou rassemblait de vingt à vingt-cinq mille hommes du côté de Lyon et du Dauphiné. Il n'y avait que des garnisons du côté des Pyrénées.

On pouvait donc compter sur environ deux cent mille hommes, avec lesquels on pouvait agir sur les frontières, depuis Dunkerque jusqu'à Antibes. Il s'agissait de leur donner des directions précises, combinées d'après le premier plan tracé par le général Dumouriez pendant son ministère; et pour cela il fallait fixer un plan général pour porter la guerre à l'extérieur, afin d'éviter à l'avenir toute invasion sur le territoire français.

Le pouvoir législatif ne se mêlait point de cette partie. La conduite de la guerre était confiée aux généraux, sous la direction du pouvoir exécutif. Servan était ministre de la guerre; sa santé n'avait pas pu résister au travail excessif, aux inquiétudes, à la crainte qui l'avaient tourmenté pendant le séjour des Prussiens en Champagne. Il avait contrarié tant qu'il avait pu le système défensif du général, non pas par haine ou par désir de vengeance, mais parce qu'il n'y avait pas eu plus de confiance que les autres. Il n'avait cependant pas osé lui donner des ordres absolus, mais il lui avait jeté sur le corps toute la responsabilité des désastres qu'il craignait et qu'il annonçait.

Ce ministre avait servi dans le régiment Dauphin infanterie, jusqu'au grade de lieutenant-colonel, avant la révolution; il avait même fait un assez bon livre, intitulé *le Soldat citoyen*. Il était le seul militaire dans le conseil. Son opinion était forti-

fiée par celle d'un colonel d'artillerie, nommé Laclos, fameux par un affreux roman intitulé *le Danger des liaisons* [1]; de Meusnier, académicien, officier du génie, et de Vieusseaux, officier d'état-major, gendre de Clavière : aucun de ces conseillers n'avait fait la guerre, non plus que le ministre, et ils n'y entendaient rien.

Servan avait naturellement le caractère sombre et dur, et cependant très-faible. Son moral, toujours soupçonneux, incertain, atrabilaire, avait rendu son physique cacochyme. Il perdait la tête au moindre inconvénient, il avait des éblouissements, il tombait dans le désespoir, et voulait quitter sa place; il était très-avant dans la faction de la Gironde, et entièrement aux ordres de madame Roland, dont il paraissait fort amoureux [2].

Dumouriez, en arrivant à Paris, fut fort étonné de trouver Servan triste et abattu; il croyait l'avoir délivré de toutes ses craintes, et il semblait au contraire qu'elles fussent augmentées. Il avait annoncé qu'incapable de continuer le travail de cabinet, il n'avait attendu, pour donner sa démission, que la retraite des Prussiens. Il se disait très-malade, et, par une contradiction singulière, il venait de s'approprier le commandement des Pyrénées comme général en chef. A la vérité, cette armée n'existait pas. Dumouriez jugea que ce ne pouvaient pas

[1] Les opinions sur ce roman, dont le véritable titre est *les Liaisons dangereuses*, ont toujours été très-divisées. Les uns le regardent comme une peinture fidèle des mœurs de la haute société avant la révolution; d'autres n'y voient que le jeu d'une imagination pervertie. Quelques personnes ont pensé que Laclos avait voulu se peindre lui-même dans son héros, le vicomte de Valmont. Ceux qui ont lu *les Liaisons dangereuses* admettront difficilement une pareille opinion. « Au soin qu'il a pris de rendre ce personnage beaucoup plus atroce qu'il n'est brillant, dit un biographe, on serait tenté de croire que cette fable a été répandue et accréditée par les ennemis de Laclos; et ceux qui l'ont particulièrement connu dans les derniers temps de sa vie ne sauraient en douter, en se rappelant l'extrême simplicité de ses mœurs, ses qualités privées, et la bonhomie vraiment remarquable qui faisait le fond de son caractère. Si l'invention du caractère odieux, et le rare talent de développer avec art une intrigue, et de la conduire à son dénoûment en attachant vivement les lecteurs, étaient, ainsi que quelques moralistes étroits ou moroses ont prétendu l'établir, la preuve nécessaire d'un naturel perverti, quel auteur dramatique ou quel romancier se trouverait à l'abri d'un jugement aussi rigoureux? »

(*Note de l'éditeur.*)

[2] C'est la seconde fois que Dumouriez parle de cette prétendue passion de Servan pour madame Roland. Nous répétons qu'aucun document historique ne confirme ce fait, qui doit paraître extrêmement hasardé.

(*Note de l'éditeur.*

être la jalousie ni la haine seules qui causassent ce profond chagrin de Servan et son projet de retraite, à l'époque où les épines de son ministère étaient arrachées, et où il ne lui restait plus que des agréments à recueillir.

Le général, en quatre jours, n'eut pas le temps de réfléchir beaucoup sur cette bizarrerie, et de l'approfondir. Ce n'est que d'après ce que lui a dit Danton, et ce qu'il a appris depuis, qu'il a pu juger que les succès qu'il avait eus avaient entièrement rompu les projets de la Gironde, qui, ne pouvant pas abattre la faction des jacobins à Paris, craignant peut-être un jour de succomber, avait projeté de profiter de la consternation pour transférer le roi et la convention de l'autre côté de la Loire, où ils auraient été les plus forts. Ainsi les girondistes, tout en caressant le général, étaient désolés de son succès; et la preuve qu'ils ne le lui pardonnaient pas, c'est qu'ils ne le mirent jamais dans leur confidence. Ils en voulaient surtout à Danton, qui, plus fort qu'eux sur le pavé de Paris, avait empêché cette translation, en la peignant comme une lâcheté.

Dumouriez n'était d'aucune faction; il avait loué publiquement le courage de Danton, sans imaginer que chaque éloge fût un coup de poignard pour la faction de la Gironde, dont il augmentait, sans le savoir, la méfiance et peut-être l'aversion. Cependant on le caressait, parce qu'un général heureux peut être utile, et parce qu'on voulait se donner l'air vis-à-vis des jacobins de l'avoir enrôlé, pour le leur rendre plus odieux. Tout cet indigne petit machiavélisme a conduit aux plus grandes calamités.

Si Gensonné ou Vergniaud, les deux seuls hommes qu'il estimât réellement dans cette faction, lui eussent parlé franchement (et pour cela il fallait que l'un d'eux se fît donner une commission pour aller le trouver en Champagne), il se serait certainement joint à eux pour opérer la translation, tirer la convention de l'esclavage, et la famille royale des mains des jacobins: sans changer sa conduite militaire, il aurait écrit des lettres effrayantes, et certainement il lui eût été facile d'augmenter la consternation.

Alors il aurait travaillé auprès de Danton, par son agent

Westermann, pour l'attirer à l'avis de la translation; ou Danton, n'étant pas appuyé par les dépêches encourageantes du général, aurait cédé au torrent. La politique tortueuse des girondistes les a perdus. Malheureusement Dumouriez en Champagne ignorait ce qui se passait à Paris; n'ayant de correspondance confidentielle avec aucune des factions, il n'avait pu ni empêcher ni prévoir les malheurs qui ont suivi. Tels étaient les vrais motifs de la tristesse de Servan, qui, moins fin que les girondistes, ne savait pas comme eux cacher les impressions de son âme sous des dehors agréables.

Dans cet état d'abattement, prêt à quitter le ministère, il était incapable de se livrer avec l'application nécessaire à l'examen et aux détails d'un plan général; mais au moins il n'avait pas la force de contredire, et il laissait faire le général Dumouriez, qui fut obligé de faire tout seul ce grand plan, et de dicter toutes les instructions pour les généraux chargés des différentes armées.

1° Il fut décidé que Montesquiou attaquerait sur-le-champ la Savoie et le comté de Nice, et qu'après cette conquête on s'arrêterait aux bornes naturelles des Alpes, et qu'il se chargerait de les défendre. Il devait ménager précieusement la neutralité des Suisses, avoir toujours une petite réserve près de Lyon pour les observer, et ne se mêler des troubles de Genève qu'avec prudence, pour conserver à cette ville commerçante sa tranquillité. On s'en rapporta à l'esprit sage et aux talents de Montesquiou, et les ordres furent expédiés pour hâter tous les moyens qui lui manquaient.

Cette partie de la guerre était en très-bonnes mains. Ce général surmonta toutes les difficultés, fit une attaque si rapide et si bien combinée, que rien ne lui résista, et se conduisit avec les Cantons et avec Genève avec une prudence et une sagesse qui l'ont perdu un peu plus tôt, parce qu'elles étaient en opposition avec les noirs complots du ministre Clavière contre sa patrie.

Clavière, alors ministre des contributions, était extrêmement jaloux des grands talents que Montesquiou avait développés pour la finance dans la première législature. La jalousie et la

haine ne se séparaient pas dans l'âme violente de Clavière. Il fut aidé par l'atroce Dubois de Crancé, que malheureusement ce général avait admis dans son état-major; et ils réussirent à le perdre, précisément pour les grands services qu'il venait de rendre à sa patrie en lui soumettant deux provinces, en lui conservant une neutralité précieuse, et en préservant une ville importante de ses propres fureurs.

2° Il fut décidé qu'on ne laisserait dans le Porentruy que les troupes absolument nécessaires pour y empêcher une contre-révolution; que Biron aurait son armée augmentée jusqu'à vingt-cinq mille hommes, toujours partagée en deux camps : celui d'Huningue pour empêcher les Impériaux de tenter de pénétrer par le territoire de Bâle, celui de Strasbourg pour observer le fort de Kehl; que Lebrun, ministre des affaires étrangères, se chargerait d'employer tous les moyens possibles pour conserver la neutralité des Suisses et celle des cercles de Souabe et de Franconie. Les instructions de Biron furent faites en conséquence.

3° Custine venait d'être nommé général en chef, pour le récompenser de ses téméraires et dangereuses conquêtes. Il avait passé le Rhin, il était à Francfort, d'où il s'avançait à Marbourg et Giessen; on ne savait où il voulait aller. Il n'avait que vingt-deux mille hommes, et il semblait vouloir conquérir toute l'Allemagne. Cette partie du plan général était délicate à traiter, parce que la nation éblouie de ses faciles et brillants succès, Cambon enivré des contributions qu'il annonçait, et qui se réduisirent à un pillage honteux et peu lucratif, soutenaient l'imprudence de ce général. Dumouriez prévoyait que Custine allait avoir sur les bras les troupes hessoises et prussiennes; qu'il allait faire rompre, par une agression injuste et téméraire, la neutralité si précieuse des Cercles; et qu'à la fin il serait embarrassé pour sa retraite.

Il se trouvait très-éloigné de l'Alsace. Landau alors était découvert, et hors d'état de soutenir un siége. La cour de Vienne rassemblait des troupes dans le Brisgaw. L'électeur de Bavière avait une forte garnison dans Manheim; il pouvait être forcé, par les excès et l'injustice des hostilités de Custine, à se déclarer, ainsi que les Cercles. Une armée, composée d'Impériaux, de

Palatins et des autres princes de la Souabe et de la Franconie, pouvait se rassembler avec la plus grande promptitude sous Manheim. L'électeur pouvait, de gré ou de force, donner le passage par cette ville ; et alors Custine, coupé de l'Alsace d'un côté et de la Lorraine de l'autre, se serait trouvé enfermé entre les Prussiens et l'armée de Manheim, parce qu'il avait préféré faire la pointe sur Francfort, au parti plus sage et plus utile de s'emparer de Coblentz et de Trèves.

Il fut donc décidé qu'on rassemblerait sur-le-champ, sous les ordres du général Meusnier, un corps de douze mille hommes, tant des troupes de l'Alsace que de celles de l'intérieur, pour masquer Manheim et rester en communication avec Custine, tant pour couvrir Landau que pour lui assurer la retraite sur cette place.

Custine était trop indépendant pour que Dumouriez osât prendre sur lui de lui faire adresser, par le ministre, des ordres précis. On lui écrivit les dispositions qu'on avait faites sur sa droite et sur sa gauche ; on lui ajouta qu'après avoir agi comme il l'entendrait d'après les circonstances, il pourrait, quand il le jugerait nécessaire, se replier sur Landau, ayant à ses ordres le corps intermédiaire du général Meusnier, ou se soutenir le long du Rhin, parce que le général Kellermann allait se porter à sa gauche entre le Rhin et la Moselle, et serait chargé de garder ce fleuve entre Bingen et Coblentz.

4° Il fut ordonné au général Kellermann, dès que les Prussiens seraient entièrement hors du territoire français, ce qui arriva peu de jours après, de rassembler vingt-cinq mille hommes avec la plus grande promptitude sous Thionville, se servant de la Moselle pour le transport de ses magasins ; d'entrer dans le duché de Luxembourg par Remich, ayant l'air de vouloir attaquer Luxembourg pour y retenir les Prussiens ; de tourner tout court par Grevenmaker, de passer la rivière à Consarbruck, et de se porter avec rapidité sur Coblentz pour y prévenir les Prussiens, sans s'arrêter à Trèves, qui tomberait de lui-même ; et alors de prendre ses quartiers d'hiver entre Bingen, Coblentz et Trèves, dans le triangle formé par les deux rivières.

Par ce mouvement on réparait la faute de Custine ; on prenait

ses quartiers d'hiver le long du Rhin, on était à cheval sur la Moselle pour menacer Luxembourg, et on rassemblait entre Landau et Trèves soixante mille hommes, sous les ordres de Custine et Kellermann, qui, renforcés et pourvus de tout, auraient pu ouvrir la campagne suivante ou par le siége de Luxembourg, ou par une puissante invasion en Allemagne, si la paix ne s'était pas faite.

Kellermann, qui ne s'était résolu qu'avec tant de peine à se soumettre au commandement du général Dumouriez, avait bien plus de répugnance à être aux ordres du général Custine, qui était altier et impérieux. Il fit manquer cette partie du plan de campagne, en commettant la faute impardonnable, non-seulement de ne pas exécuter les ordres qu'il avait reçus, mais encore d'abandonner entièrement la frontière, de mettre ses troupes en quartiers d'hiver, et de renvoyer sa cavalerie et son artillerie derrière Metz, Toul et Verdun.

Il donna pour excuse que son armée était harassée. Mais les troupes qui étaient venues de Flandre en Champagne par des marches forcées, après avoir fait la même campagne que son armée, retournaient en Flandre par une saison et des chemins horribles, et allaient entreprendre une campagne d'hiver. Ainsi son excuse était mauvaise. Custine porta contre lui les plaintes les plus justes et les plus amères. Kellermann fut destitué [1].

On lui donna pour successeur Beurnonville, à qui on ordonna, d'après les conseils de Custine, de reprendre l'exécution des ordres donnés à Kellermann. Alors la saison était trop rigoureuse; il n'était plus temps. Les Prussiens étaient à Trèves et à Coblentz; le prince de Hohenlohe, général autrichien, frère du général prussien du même nom, était à Luxembourg avec un corps respectable. Beurnonville, tout en avertissant du danger de son expédition, obéit, rassembla son armée sur la Sarre, se présenta devant Trèves après avoir surmonté des difficultés infinies, donna plusieurs combats brillants et inutiles, et se retira, ayant

[1] L'Exposé de la vie militaire de Kellermann, déjà cité, ne fait aucune mention de cette destitution prononcée contre lui. Il y est dit seulement que, nommé au commandement en chef de l'armée des Alpes, Kellermann fut remplacé à celle du centre par le général Beurnonville. (*Note de l'éditeur.*)

perdu un tiers de son armée, dont le reste fut réduit à l'inaction par les souffrances énormes qu'elle avait essuyées mal à propos.

Pour appuyer par une diversion la partie du plan général confiée à Kellermann, et pour faire croire d'autant plus que son mouvement était dirigé contre Luxembourg, il fut ordonné au général Chazot de rassembler un corps de dix à douze mille hommes, et de l'envoyer, sous les ordres du général Ligneville, à Virton, dans le Luxembourg. Ligneville devait, d'une part, porter la dévastation dans ce duché, pour venger celle de la Champagne; de l'autre, attirer à lui les ennemis sans se compromettre, ayant toujours sa retraite entre Sedan, Montmédy et Longwy. Si on ne lui opposait pas de grandes forces, il devait s'avancer sur Arlon, pour couper la communication directe entre Luxembourg et Namur; son corps d'armée devait être renforcé du double au printemps. La retraite de Kellermann rendit nécessairement cette diversion molle et inutile.

6° A cette époque Dillon fut destitué; il fut remplacé, dans le commandement de la partie de son armée que le général Dumouriez avait laissée sous les ordres du général Kellermann, par le lieutenant général Valence, qui l'avait bien mérité. Mais Valence n'eut le titre de général en chef, malgré les pressantes sollicitations de Dumouriez, que longtemps après. Ce corps de troupes fut appelé l'armée des Ardennes, et chargé de coopérer avec l'armée du Nord pour l'entreprise de la Belgique. Il lui fut ordonné de faire son rassemblement à Givet, pour opérer par Namur et Liége, d'après les instructions qu'il recevrait du général Dumouriez.

7° Celui-ci se chargea, avec le corps qu'il ramenait de Champagne et celui de la Bourdonnaye, d'entrer dans les Pays-Bas. Tel était le plan général, dont il fit les détails en quatre jours; et ils furent en ce peu de temps envoyés à tous les généraux. Toutes les parties en étaient distribuées de manière à se prêter un secours mutuel, et cependant assez indépendantes pour que le manque d'exécution dans un point quelconque n'empêchât pas les succès dans les autres parties. C'est même ce qui est arrivé.

Les Impériaux et les Prussiens étaient alors dépourvus de tout moyen de défense. Les cent dix ou cent vingt mille hommes avec

lesquels ils avaient commencé la campagne en Champagne et en Flandre, étaient réduits à soixante ou quatre-vingt mille hommes encore accablés de maladies, et ils n'avaient pas le temps de faire venir de nouvelles troupes. Les Français, au contraire, avaient deux cent mille hommes, exaltés par des succès inespérés.

L'arrière-saison promettait d'être aussi belle que les mois de septembre et d'octobre avaient été mauvais. Ils combattaient sur les frontières, leurs armées pouvaient encore être doublées ; et outre les subsistances qu'ils trouveraient dans les Pays-Bas et dans les provinces fertiles qui bordent le Rhin, ils avaient la facilité d'en recevoir de France par les rivières et par de grands chemins très-beaux. Ainsi on avait l'espoir presque certain de prendre en janvier ses quartiers d'hiver le long du Rhin depuis Landau jusqu'à Wesel, et cela serait arrivé sans la retraite du général Kellermann.

Dans cette position, on aurait pu négocier une paix avantageuse. L'Empire et le corps helvétique n'auraient certainement pas rompu la neutralité que ce dernier peuple a conservée jusqu'à présent. La Hollande et l'Angleterre ne se seraient pas non plus déclarées. L'Europe serait en paix, et la nation française n'aurait pas comblé tous ses crimes par le meurtre de la famille royale, par la destruction de la religion et des lois, et par une anarchie barbare.

CHAPITRE III.

Plan de campagne des Pays-Bas.

Dans l'intervalle de ce grand travail, Dumouriez ne négligea pas son plan de campagne particulier. Il obtint qu'on cesserait les grands rassemblements qu'on avait faits à Paris en artillerie, en munitions et en troupes, pour les reporter dans le département du Nord, qu'on aurait entièrement dépourvu. Le vil général Santerre fut très-utile dans cette occasion ; il était maître de tous ces approvisionnements ; et s'il n'avait pas voulu consen-

tir à les relâcher, il eût fallu rester dans l'inaction. Heureusement Westermann était son ami, Danton pouvait tout sur lui, et ils y mirent un grand zèle.

Le général demanda des souliers et des capotes pour ses soldats, qui étaient tout nus. Il exigea qu'on envoyât pour le 25 octobre six millions de numéraire pour assurer la solde de quinze jours, annonçant qu'il espérait qu'ensuite, bien loin d'épuiser le trésor national en numéraire, qui était très-rare, il en ferait refluer des Pays-Bas, et qu'il établirait le cours des assignats. C'est à toutes ces occupations qu'il employa les quatre jours qu'il passa à Paris, fort aise d'en partir, et étant une preuve de la vérité de cette sentence de Plutarque : *La gloire, comme la lumière, est plus utile à ceux qui en ressentent les effets, qu'à ceux qui en sont revêtus.*

Les jacobins publiaient qu'il n'était venu dans la capitale que pour faire encenser sa vanité, et tramer des complots dangereux avec la faction de la Gironde. Ceux-ci l'attaquaient plus sourdement en le caressant. Ils disaient qu'il voulait se dépêcher de terminer la guerre, pour se donner une influence à la tête d'une armée victorieuse, et s'élever à la dictature. Leurs papiers, sans le nommer, avertissaient le peuple de se méfier de César et de craindre Monk. Quant à Marat, il annonçait tout uniment que ce général allait conquérir les Pays-Bas pour se faire duc de Brabant.

Roland, dont la femme était le point central du parti de la Gironde, lui avait écrit et lui répéta de bouche qu'on ne pouvait que se méfier de lui, en le voyant insister toujours sur la nécessité de suivre son plan et ses opinions; que tous les généraux devaient être indépendants; que plus il avait de talents, plus il était dangereux; qu'on se souvenait qu'en quittant le ministère il avait montré au roi un grand attachement, et qu'il avait donné des signes de douleur non équivoques sur son sort. Dumouriez avait montré cette lettre à Gensonné, à Brissot et aux autres ministres; tous l'avaient trouvée déplacée : mais comme Roland n'était jamais que leur organe, il avait lieu de juger que ses expressions étaient les sentiments des conciliabules de cette femme célèbre et trop punie.

Cette faction, mais surtout Roland, Pache et Brissot affec-

taient un rigorisme stoïque porté à l'excès, qu'ils croyaient propre à leur concilier la confiance entière du peuple, et qui a fini par perdre tous les girondistes. On pouvait aussi leur appliquer cette autre sentence de Plutarque dans Caton d'Utique, auquel alors on comparait Roland : *Dans ces vertus outrées, c'est souvent l'humeur qui gouverne et qui se glisse sous le masque de la vertu.* L'hypocrisie était une arme trop faible contre des scélérats aussi déterminés que les chefs des jacobins.

Le général partit avec joie de Paris le 20 octobre, pour aller passer deux jours à la campagne près de Péronne, et pour méditer son plan particulier, en se reposant des fatigues et des intrigues de la capitale. Il se rendit le 24 au matin à Valenciennes. Les troupes de Beurnonville y étaient arrivées le 21 et le 22. A son approche, les Impériaux se hâtèrent de lever le siége de Lille, de quitter le territoire de France, et de rentrer sur leur frontière.

En arrivant à Valenciennes, il apprit que Servan avait donné sa démission, et que Pache le remplaçait dans le ministère; il en fut fort aise. Il savait qu'il était l'ami intime et l'homme de confiance de Roland, dont il estimait la probité, et qu'il était placé par lui et par la faction de la Gironde. Pache était homme d'esprit et travailleur : la faction à laquelle il était attaché ne laissait pas présumer qu'il deviendrait un furieux jacobin; mais le désir de se rendre indépendant et de supplanter Roland le jeta aussitôt dans la *Montagne*. Il commença par chasser tous les anciens commis, et se livrer tout entier à Meusnier et Hassenfratz : le premier était ancien ennemi du général Dumouriez, son bienfaiteur; le second était un aventurier de Metz, nommé Lelièvre, qui, ayant fait banqueroute, était devenu un furieux jacobin [1]. C'est à ces deux hommes qu'on doit la désorganisation de l'armée et tous les malheurs qui en sont résultés, et qui ont fait perdre le fruit d'une superbe campagne qui devait donner la paix à la France. La conséquence qu'on pouvait en espérer était le salut du roi, le rétablissement de la constitution, le retour des lois, l'abolition de l'anarchie, et une amnistie générale.

[1] Consultez la biographie de Pache et d'Hassenfratz.

Il est à remarquer qu'un des justes reproches qu'on faisait au régime monarchique était l'instabilité des places ministérielles, qui nuisait aux affaires, perpétuait les factions, les haines, les vengeances, et les malheurs du peuple. Jamais cette instabilité n'a été plus forte que depuis la révolution; jamais l'esprit de parti n'a plus influé dans l'expulsion et la nomination des ministres, et n'a donné plus beau jeu à la friponnerie et à l'ignorance.

Au reste, à présent cela est très-égal [1]. C'est un comité d'une douzaine de scélérats hardis qui règne, jusqu'à ce qu'il soit supplanté par quelque autre forme bizarre de gouvernement, que la guillotine élèvera et renversera à son tour. Et voilà la liberté des Français! voilà l'objet de leur frénésie! voilà à quoi ils ont sacrifié leur caractère, leurs lois, leur culte! voilà le bonheur qu'ils veulent communiquer à toute l'Europe, à coups de sabres et de baïonnettes!...

Le premier obstacle que Dumouriez rencontra à l'exécution de son plan lui vint d'un homme qu'il croyait devoir trouver très-prompt à le seconder. Il avait fait donner à la Bourdonnaye le titre de général en chef, et il commandait sous ses ordres l'armée du Nord, comme Valence l'armée des Ardennes. Il savait que la Bourdonnaye avait fort peu de talents et d'esprit. C'était un homme riche, d'une bonne maison de Bretagne, maréchal de camp avant la révolution, qui avait été attaché à l'éducation des enfants du comte d'Artois. Cet homme s'était d'abord mis dans la révolution, comme tant d'autres, pour sauver ses richesses et jouer un rôle. Il avait fréquenté les clubs, s'était donné de la popularité, et peu à peu s'était fait une réputation et un appui parmi les jacobins. Dès qu'il s'était vu général en chef, il avait aspiré à l'indépendance, et même à être chargé de l'expédition des Pays-Bas.

Il commença par écrire au général des lettres fanatiques, hautaines et déplacées. Il lui mandait un jour qu'il connaissait sa propre médiocrité; qu'il n'aspirait à être ni César ni duc de Brabant, mais qu'il était bon républicain, et qu'il ferait triompher la bonne cause. Le général montra ces lettres aux trois

[1] En février 1794.

commissaires de la convention, Delmas, Bellegarde et Dubois-Dubais, qu'il avait retrouvés à Valenciennes. Pour étouffer cette querelle dans son principe, ils le prièrent de venir avec eux à Lille, où ils reçurent les plaintes de tous les officiers généraux, auxquels la Bourdonnaye était insupportable. Il passait les jours entiers à lire le *Moniteur* et les feuilles jacobines, et à entretenir une correspondance mystérieuse avec les plus fameux jacobins. Le général eut une explication très-sévère avec lui, lui annonça que, pour peu qu'il apportât d'obstacles à ses plans, il lui ôterait son armée, le laisserait sans troupes dans son département du Nord, et même le ferait déplacer tout à fait, si cette première punition ne suffisait pas. La Bourdonnaye pleura, promit tout; le général s'apaisa, et retourna à son armée.

Alors il fit son plan de campagne, et il envoya à chacun de ses généraux une instruction où il lui prescrivait ce qu'il avait à exécuter, et lui communiquait la partie des instructions des généraux qui correspondaient à sa droite et à sa gauche, pour qu'il y eût toujours de l'ensemble dans ses mouvements. Ses forces pour s'emparer des Pays-Bas étaient très-considérables, et il était impossible que le duc de Teschen, même après la jonction de Clairfayt, pût lui résister.

Il observa surtout de ne pas faire la même faute que les Prussiens en entrant en Champagne, qui avaient perdu tout l'avantage de leur énorme supériorité en tenant toutes leurs forces réunies, et en ne prenant pas le parti de les développer; ce qui eût obligé Dumouriez à partager sa défense, qui eût été faible partout. Il prit donc la mesure de diviser la totalité de son armée en quatre corps qui devaient opérer séparément, et dont deux ou trois pouvaient se réunir selon les circonstances, d'après les ordres qu'il leur donnerait, en conséquence de ce qu'il pénétrerait de la défensive de l'ennemi.

Ce plan de campagne était divisé en deux grands mouvements : 1° par le premier mouvement, le général Valence avec l'armée des Ardennes, de seize mille hommes, devait marcher par Givet sur Namur, pour couper le général Clairfayt qui arrivait à grandes traites de Luxembourg, et empêcher sa jonction avec le duc de Teschen. Il comptait que Valence pourrait dé-

boucher de Givet vers le 5 novembre; mais des obstacles indépendants de ce brave général, qui a fort bien servi, l'ont retardé jusqu'au 13; et le général Clairfayt a eu le temps de laisser une forte garnison dans la citadelle de Namur, et de se joindre au duc de Teschen.

2° Le lieutenant général d'Harville devait partir de Maubeuge, se porter sur Charleroi avec douze mille hommes, se joindre au général Valence pour couvrir le siége de Namur, rester ensuite dans le comté de Namur pour contenir les secours qui pourraient venir du Luxembourg, pendant que Valence, continuant à descendre la Meuse par Huy, marcherait sur Liége, couperait la retraite au duc de Teschen, si, après avoir été poussé de la frontière, il voulait, comme on le disait, prendre un camp derrière le canal de Vilvorden pour défendre l'Escaut. Alors ce prince aurait été forcé de se retirer par la Campine et par Ruremonde.

3° Dumouriez, avec une armée de quarante mille hommes, devait marcher sur Mons, et en droiture sur Bruxelles, poussant devant lui le duc de Teschen, et avec intention de lui donner bataille s'il l'attendait.

4° La Bourdonnaye avec dix-huit mille hommes devait camper à Cisoing, s'approcher de Tournay pour forcer le duc de Teschen à partager sa défensive, s'en emparer si les Impériaux y laissaient peu de monde pour se tenir ensemble. Un corps d'armée de quatre mille hommes devait marcher sur Courtray et Deinse, pour forcer tous les petits détachements qui étaient sur les frontières de la West-Flandre à se replier sur Anvers.

Si le duc de Teschen rassemblait toutes ses forces à Tournay, la Bourdonnaye devait se replier sous Lille; et Dumouriez, maître de Mons et marchant sur Bruxelles, aurait enfermé le duc de Teschen entre la Lys et l'Escaut, se serait fait rejoindre par les deux corps de sa droite, et l'aurait pris avec son armée. Mais cet événement ne pouvait pas arriver. Le duc de Teschen, en réunissant toutes ses forces, ne pouvait pas présenter plus de quarante-cinq mille hommes, et celles des Français montaient au double, avec une nombreuse artillerie.

Ce premier mouvement des quatre corps d'armée devait néces-

sairement faire reculer le duc de Teschen jusqu'à Bruxelles, et même sans se battre, parce qu'il devait craindre que Valence, réuni avec d'Harville, ne marchât par Sombref sur Bruxelles, ou par Judoigne sur Louvain, pour le tourner, pendant que Dumouriez continuerait à le pousser devant lui, ce qui serait arrivé. Ainsi il aurait été obligé d'abandonner la position de Bruxelles, et de se retirer sur le Cortembergue ou sur la Montagne de Fer, en deçà ou au delà de Louvain.

Par le second mouvement, les deux armées de la droite devaient se réunir sous les ordres de Valence à Namur, si le duc de Teschen gagnait tout de suite Liége; Valence devait prendre Namur, Dumouriez devait suivre les Impériaux jusqu'à la Meuse. La Bourdonnaye devait se porter rapidement à Gand, de là à Malines, d'où, par sa droite, il eût menacé de tourner la droite des Impériaux; par sa gauche, d'aller assiéger la citadelle d'Anvers. Sa division de quatre mille hommes devait escorter six pièces de vingt-quatre, qu'on embarquait sur l'Escaut. Six autres pièces du même calibre suivaient la grande armée, et douze autres restaient à Valenciennes.

Ce second mouvement devait opérer l'entière évacuation des Pays-Bas, et Dumouriez ne s'attendait ni à trouver de résistance ni à donner bataille. Pendant ces marches en avant, deux mille hommes des garnisons de Dunkerque, Gravelines, Bergues et Saint-Omer, devaient s'emparer sans résistance de Bruges et Ostende. Dumouriez se réservait de passer la Meuse quand les châteaux d'Anvers et Namur, ou au moins l'un des deux, seraient pris.

Ce plan rencontra des obstacles, des retards et des changements. La Bourdonnaye oublia tous ses serments, et voulut épiloguer sur son instruction pour y substituer un autre mouvement, car il avait fait aussi son plan de campagne. Il voulait que Dumouriez marchât à Mons avec d'Harville, laissant agir Valence seul sur la Meuse; et il voulait, avec son corps d'armée, aller faire le siége d'Ostende, et ensuite celui de la citadelle d'Anvers.

S'engageant ainsi avec vingt-deux mille hommes entre la mer et les canaux, il ne fallait qu'un très-petit corps pour s'opposer à sa marche, en lui disputant le passage des canaux et coupant

les ponts ; il perdait tout l'avantage de sa supériorité ; et comme il commandait une armée de recrues, et que lui-même n'était pas habile, il pouvait être battu, parce qu'il était trop éloigné, et que, d'après ce projet, son attaque n'avait ni liaison ni communication avec les autres armées.

Alors le général lui manda très-sévèrement d'exécuter son instruction sans s'en écarter, l'avertissant que sans cela il lui ôterait son commandement, et le donnerait au général Duval, qu'il lui envoya, à la prière de tous les autres généraux, pour le diriger. Il avait fait lieutenant généraux Miranda et Duval, pour les récompenser de l'utile activité qu'ils avaient déployée pendant la campagne contre les Prussiens.

Il mit aussi auprès de la Bourdonnaye son habile aide de camp Philippe Devaux, qui avait si bien ménagé l'esprit de Kellermann ; mais il ne réussit pas auprès de ce général, qui était borné, altier et méchant; et se voyant traité comme un espion, il se retira au bout de quatre jours, en l'assurant qu'il n'y avait aucun parti à tirer de cet homme inepte et ambitieux, qui envoya de grandes plaintes aux jacobins et aux ministres contre son général, disant que par jalousie il avait refusé un plan excellent et facile, pour le faire échouer devant Tournay, place très-forte défendue par une armée, et pour le sacrifier à son ambition. On en écrivit au général, qui manda qu'il ne changerait rien à son plan; qu'il fallait que la Bourdonnaye exécutât son instruction, ou restât en Flandre; et qu'il avait de meilleurs généraux que lui pour le remplacer.

Les retards vinrent du ministre de la guerre à envoyer les capotes, les souliers, les effets de campement, les munitions, l'artillerie et l'argent[1]. Tout devait être arrivé le 25 octobre ; et Dumouriez, après avoir donné quatre jours de repos dans de bons cantonnements aux troupes qui venaient de la Champagne,

[1] Le général Dumouriez a fait imprimer sa Correspondance avec Pache. (Paris, 1793.) Ce recueil, intéressant pour l'histoire, ne laisse aucun doute sur les entraves que ce ministre semblait prendre à tâche de multiplier, et sur l'esprit de désorganisation qu'il porta dans l'armée. Le ministre Pache, devenu de girondin montagnard prononcé, adopta contre Dumouriez toutes les préventions du parti jacobin; et convaincu, quoiqu'à tort, que ce général entretenait des projets ambitieux, il aima mieux compromettre le salut de la république que de favoriser les conquêtes de l'homme qui menait l'armée à la victoire.

(*Note de l'éditeur.*)

avait ordonné de les rassembler le 28 dans un camp sur l'extrême frontière, entre Quarouble et Quiévrain. Il ne se trouva de tentes et d'effets de campement que pour la moitié des quarante mille hommes qui composaient cette armée, qui brûlait d'ardeur d'entrer en campagne. Le même retard causait les mêmes embarras pour les rassemblements de Maubeuge et de Lille, quoique tout eût été prévu et arrangé pendant le séjour du général à Paris. Il attribua ce retard au changement de ministère et au renouvellement des bureaux.

Il avait un excellent commissaire-ordonnateur, nommé Malus, qui était déjà en butte aux commis de la guerre; on le traitait d'aristocrate, et on cassait tous les marchés qu'il faisait, sans en substituer de nouveaux. Le ministre de la guerre s'occupait alors à détruire la régie des vivres de l'armée, qui en France avait été portée au point de la perfection par soixante années d'expérience, et qui, dans toutes les guerres précédentes, avait toujours assuré la subsistance des armées et les opérations des généraux. Précisément parce que c'était une ancienne institution, on l'accusait d'aristocratie; quand même cela eût été vrai, il n'y avait pas un grand danger; il n'y avait qu'à surveiller les régisseurs.

Ils avaient rendu les plus grands services en Champagne, où, par la rapidité des mouvements imprévus, il leur eût été fort facile de faire manquer les subsistances, sans même donner prise contre eux, s'ils eussent eu des intentions inciviques, comme on les en accusait. Le général leur avait rendu un témoignage avantageux, et avait fait leur éloge dans son discours à la convention. C'était donc un corps qu'il accaparait pour sa propre utilité; il fallait donc le casser, pour ôter ce moyen à l'ambition du nouveau César. Ainsi raisonnaient les jacobins et les bureaux, qui, dans un changement de régime, devaient trouver à grapiller.

Pache, pour faire sa cour au peuple, s'attacha à décrier l'administration de ses prédécesseurs, et surtout de Servan, et à casser tous ses marchés, en promettant d'établir la plus stricte économie; et c'était dans le cours d'une campagne très-vive que, par cette cassation de tous les marchés, il paralysait toutes les parties du service des armées. C'est ainsi qu'en chassant du service des armées tous les commis expérimentés pour y placer

tous les jacobins ignorants et affamés, il a fait monter les dépenses seules de la guerre à deux cents millions par mois, a réduit les armées à la plus affreuse misère, et a fait manquer les plans les mieux combinés et les plus certains.

Ces mêmes retards furent encore plus marqués pour le rassemblement de l'armée du général Valence à Givet. Il n'y trouva rien de prêt, et il fut obligé d'attendre son artillerie, ses munitions et ses chevaux de trait jusqu'au 19 novembre : ne pouvant pas se mettre en campagne, il ne put pas s'opposer au passage du général Clairfayt, qui fit sa jonction sans obstacle. Le général Dumouriez, voyant que la saison s'avançait, voulant profiter du mois de novembre qui fut superbe, crut qu'il valait mieux se passer de l'armée de Valence que de retarder sa campagne; et, décidé à commencer ses opérations dès les premiers jours de ce mois, il fit au premier mouvement de son plan un changement.

Il ordonna à Valence, dès qu'il serait prêt, et sans attendre son artillerie de siége, de se porter rapidement par Charleroi sur Nivelle, pour tourner le flanc gauche de l'ennemi, s'il voulait tenir dans la position de Bruxelles; et comme il calcula que ce premier mouvement de Valence coïnciderait avec le second mouvement des autres corps de l'armée, il dirigea le premier mouvement du lieutenant général d'Harville de Maubeuge sur Binch, pour tourner le flanc gauche de l'ennemi dans la position de Mons, s'il s'obstinait à s'y tenir.

Il quitta Valenciennes le 28, pour aller joindre son armée. Il avait fait une proclamation pour annoncer aux Belges que les Français entraient chez eux comme des frères et des amis; que leur dessein n'était que de les aider à assurer leur liberté; qu'ils ne se mêleraient ni de leur gouvernement ni de leurs lois; qu'ils les laisseraient les maîtres de se donner telle constitution qu'ils voudraient; qu'ils ne lèveraient aucune contribution, et n'exerceraient aucun acte de souveraineté et de conquête. Il envoya cette pièce à Paris : elle fut approuvée par la convention, qui alors se respectait encore elle-même. On la trouva conforme à la Déclaration des droits de l'homme et à la constitution française, ainsi qu'à la saine politique.

Elle fut adoptée, le général fut autorisé à la publier. Il la fit imprimer dans les deux langues, et l'envoya à ses généraux avec une instruction qui y était conforme, par laquelle il leur prescrivait, dès qu'ils entreraient dans les villes de la Belgique, d'assembler le peuple, de publier cette proclamation, et de l'exhorter à changer sur-le-champ ses magistrats et ses administrateurs, sans cependant rien innover sur la forme des impôts et du gouvernement, ce droit résidant dans l'universalité de la nation, qui ne devait décider sur la constitution que dans une assemblée nationale, qui aurait lieu quand la Belgique serait entièrement délivrée des troupes impériales.

Ce fut à cette époque qu'il écrivit à la convention qu'il serait le 15 novembre à Bruxelles, il y est entré le 14; qu'il serait le 30 à Liége, il y est entré le 28. Sa campagne était calculée comme une partie d'échecs, d'après sa grande supériorité; et, sans les obstacles insurmontables qu'il a rencontrés de la part du ministre de la guerre, il aurait été le 20 à Liége, et le 30 à Cologne.

Son projet était alors de pousser vivement les Impériaux, de leur faire passer le Rhin, et de prendre ses quartiers d'hiver depuis Clèves jusqu'à Bonn; d'envoyer Valence à Andernach pour communiquer avec Kellermann par Coblentz, tenant ainsi le cours du Rhin, bloquant Luxembourg par le corps d'armée d'Harville d'un côté, et par celui de Ligneville de l'autre: cette place, qui était encombrée de malades et de gros équipages, épuisée de vivres par le long séjour de l'armée prussienne, ne pouvant point en tirer du pays, qui par lui-même est stérile, ne pouvant recevoir aucun convoi de l'Allemagne, aurait été forcée à se rendre, peut-être même pendant l'hiver, après avoir souffert la famine et des maladies, ou aurait facilement succombé à l'ouverture de la campagne. La retraite de Kellermann, qui a laissé les Prussiens maîtres de Coblentz et de Trèves, et le prince Hohenlohe maître du Luxembourg, et les manœuvres coupables d'un ministre jacobin, ont fait manquer ce plan, qui aurait terminé la guerre.

CHAPITRE IV.

Premier mouvement des armées. — Combats de Thulins et Boussu.

Le duc de Teschen occupait les villages en delà du ruisseau de Quiévrain, sa gauche appuyée au bois de Sars, sa droite à la rivière de la Haisne et aux marais en avant de Saint-Guislain. Cette position était fort bonne, et pouvait être disputée longtemps, s'il avait surtout bien retranché le bois de Sars, qu'on pouvait regarder comme impénétrable. Il avait à sa droite un petit corps de troupes dans le bois de l'Ermitage qui masquait Condé, et qui communiquait avec quatre ou cinq mille hommes placés à Bury. Ce camp communiquait avec celui de la Trinité, de sept à huit mille hommes commandés par le général Latour, qui occupait aussi la ville de Tournay. De petits corps détachés inquiétaient Lille, occupant Lannoy, Roubaix et Turcoing. Un autre petit corps occupait Varneton au confluent de la Lys et de la Marque. Cette défensive était très-bien entendue, mais elle présentait un front trop considérable pour vingt-huit à trente mille hommes, en quoi consistaient toutes ses forces avant la jonction du général Clairfayt, qui lui ramenait environ quinze à dix-huit mille hommes.

On peut comparer cette position défensive du duc de Teschen à celle des cantonnements du général Wurmser et du duc de Brunswick en Alsace, à la fin de 1793, excepté que celle du duc de Teschen avait sa retraite mieux assurée, n'était pas fixe comme celle de l'armée combinée, et n'avait pas une grande rivière à son dos. Les cantonnements de l'armée combinée avaient un front trop étendu pour n'être pas percés par le centre.

Le blocus de Landau était insoutenable, dès que le duc de Brunswick avait manqué l'attaque de Bitche. Il eût fallu qu'au moins le général Wurmser, abandonnant les lignes de la Mautter, se contentât de garder celles de la Lauter, se chargeant de défendre par sa gauche ces lignes depuis Lauterbourg jusqu'à Wissembourg, et par son front rejoignant la ligne de défense des

Prussiens par Bergzabern jusqu'à Anweiler, d'où les Prussiens auraient gardé la droite par Kaiserslautern. Il eût même mieux valu que le duc de Brunswick eût abandonné Kaiserslautern, et rétréci son cantonnement par Spannberg sur Neustadt, couvrant son flanc droit du Speierbach.

Cette défensive rapprochée aurait eu de l'ensemble. A la vérité on abandonnait le Fort-Louis à lui-même, mais il était en état de soutenir un siége; et si les Français avaient eu la témérité de l'entreprendre, on était assez près de lui pour lui donner des secours par la rive droite ou la rive gauche du Rhin. Ce siége les aurait occupés longtemps; il n'aurait pas rempli leur objet, qui devait être de délivrer Landau; et cette place aurait été obligée de se rendre, ou bien la tentative de sa délivrance aurait forcé les Français à donner une bataille, et à attaquer les deux armées dans une position assez resserrée pour être défendue avec succès.

En ce cas, plutôt que de tenter une attaque aussi dangereuse, peut-être que l'armée française de la Moselle se serait portée sur Trèves, Coblentz ou Mayence, pour engager l'armée combinée à sortir de sa position. Il fallait alors jeter dans ces villes des troupes des Cercles, pour les mettre à l'abri d'un coup de main, et ne pas perdre son objet de vue. Si l'armée de la Moselle s'éloignait trop, on pouvait tout au plus aller attaquer celle d'Alsace, et la battre ou la faire reculer, ce qui aurait encore précipité la reddition de Landau, objet essentiel, auquel il fallait tout sacrifier.

Le plan de défensive du duc de Teschen une fois connu, le général arrangea son premier mouvement de manière à le déposter de partout à la fois, ou de l'obliger à combattre avec désavantage, ce qu'il ne put pas imaginer qu'il hasardât.

Dès le 28, il fit passer au travers de Condé un corps de huit mille hommes aux ordres du général Berneron, qu'il avait fait maréchal de camp, avec ordre de chasser tout ce qu'il trouverait dans le bois de Bernissart, et de s'y établir. Le lieutenant général Omoran, qui commandait dans Condé, n'était malheureusement pas en état de faire la campagne, à cause des suites d'une grande blessure qu'il avait reçue à l'attaque de Savannah en Amérique, mais il pouvait diriger ce premier mouvement.

Cette division menaçait Ath et Leuze, ayant deux chemins très-bons qui arrivaient de ces deux villes à Blatton.

Pour lier la communication de ce corps détaché avec son armée, il ordonna à Beurnonville, qui commandait encore son avant-garde, de s'établir à Quiévrain, et d'occuper Montreuil et Pommereuil. Les Impériaux, postés à Raucourt et à Bury, inquiétèrent la division de Berneron, et il y eut pendant plusieurs jours de fortes escarmouches entre Perwels et Blatton. C'était ce qu'avait désiré le général Dumouriez, pour attirer de ce côté la principale attention du général chargé de la défense de Tournay, et pour l'obliger à se retirer, de peur de se mettre entre deux feux.

Il ordonna au général la Bourdonnaye de camper sur les hauteurs de Sanguin, ayant devant lui le pont de Bouvines, et de détacher le lieutenant général Duval avec un tiers de son armée au Pont-à-Tressin. Ce mouvement forçait nécessairement les Impériaux à replier sur Tournay tous les détachements qu'ils avaient à Roubaix, Turcoing et Lannoy, qui dévastaient le riche district de Lille, sans que la Bourdonnaye, bien supérieur en forces, eût eu le bon sens de les chasser. Il eut beaucoup de peine à faire exécuter ce mouvement à la Bourdonnaye, qui lui manda qu'il ne pouvait pas se hasarder si avant, à moins que le général ne vînt avec toute son armée à Maulde pour le soutenir; que Tournay était bien fortifié, et garni d'une nombreuse artillerie; que les ennemis avaient construit des retranchements hors de la ville sur les hauteurs de Hertain, Lamain et Marquain; qu'il serait déjà trop compromis au camp de Sanguin, parce que l'ennemi pourrait le couper d'avec Lille.

Le général vit dans la lettre de la Bourdonnaye ou une grande lâcheté, ou une mauvaise volonté très-décidée. Il lui envoya son aide de camp Devaux, avec l'ordre positif de quitter Lille où il se tenait, d'aller se mettre à la tête de son armée, d'assembler ses officiers généraux, non pas pour décider dans un conseil de guerre s'il fallait exécuter, mais comment il fallait exécuter l'attaque des hauteurs de Hertain, Lamain et Marquain, et ensuite l'attaque de la ville de Tournay.

Il lui manda que les avis qu'il avait sur l'état de défense de Tournay étaient faux. Il lui annonça la position du général Ber-

neron, assez inquiétante pour l'ennemi pour l'empêcher de s'attacher à défendre Tournay. Il lui annonça aussi que lui-même attaquerait le duc de Teschen le 3 ou le 4 novembre, et que le général d'Harville était chargé de tourner les Impériaux par leur gauche, comme lui par leur droite. Le colonel Devaux remit au lieutenant général Duval le duplicata de cette instruction, avec ordre de la communiquer aux autres généraux, et de prendre le commandement, si la Bourdonnaye persistait à ne pas obéir. Celui-ci prit alors son parti, et se rendit au camp de Sanguin, avec la résolution de mettre dans l'exécution des ordres le plus d'obstacles et de retards qu'il pourrait.

Après avoir assuré les mouvements de sa gauche, le général, apprenant que le duc de Teschen voulait défendre tant qu'il pourrait la position de Mons, jugea qu'il devait rapprocher le général d'Harville, que sa marche sur Binch aurait trop écarté, parce qu'il n'était plus question d'empêcher la jonction du général Clairfayt. Par le détachement qu'il avait fait de la division de huit mille hommes aux ordres du général Berneron, il ne lui en restait plus que trente-deux mille. Par la réunion du général Clairfayt, il estimait que le duc de Teschen pouvait avoir au moins vingt-cinq mille hommes ; et, ne voulant rien mettre au hasard, il se renforçait des douze mille hommes du général d'Harville pour conserver sa supériorité. Il lui ordonna donc de venir camper le 1^er^ novembre à Hon, à la tête du bois de Sars.

Le 3, l'infanterie belge, sans canon, soutenue par les hussards de Chamborand, se trouvant trop resserrée à Montreuil, attaqua les avant-postes autrichiens qui étaient dans le village de Thulin, les en chassa facilement ; mais elle eut l'imprudence de poursuivre, et de s'engager dans la plaine vers le moulin de Boussu. Les hussards impériaux fondirent sur elle, l'enveloppèrent, et en sabrèrent ou prirent quatre compagnies. Le régiment de Chamborand marcha à leur secours avec la plus grande intrépidité, les dégagea, et souffrit beaucoup, parce que les Impériaux étaient infiniment supérieurs. Beurnonville, fâché de ce petit échec que son infanterie belge s'était attiré pour avoir combattu sans son ordre, en rendit compte, et manda qu'il allait replier ses avant-postes, et ne garder que Quiévrain. Il avait alors ses

quatre brigades d'infanterie et son artillerie encore campés près de l'abbaye de Crespin, ayant l'Honneau devant lui. Il évacua effectivement Thulin, où les Impériaux se replacèrent.

Le général n'avait alors encore reçu ni souliers, ni capotes, ni effets de campement, ni argent; mais son parti était pris d'ouvrir la campagne. Précisément le jour de l'échec de Thulin, il s'était porté à sa droite pour faire avancer le colonel Frécheville, commandant du corps des flanqueurs de droite, et l'étendre depuis Angres sur Fayt. Le bois de Sars est très-épais et très-aisé à défendre, surtout avec des chasseurs autrichiens et tyroliens. Il se trouve une clairière et un chemin dans le bois entre Fayt et le château de Sars. Le général voulait établir par cette trouée une communication avec la division du général d'Harville, qui, arrivé le 1er à Hon, avait ordre de longer la droite du bois par Blargnies et Sars, pour être toujours à hauteur de l'attaque que le général Dumouriez allait pousser par la gauche du même bois, entre ce bois et la rivière de la Haisne.

Le bois de Sars a presque la forme d'un triangle isocèle très-prolongé, dont l'angle le plus aigu se présente devant Hon et Taisnières. Il a à peu près trois lieues de long. Sa base est terminée par les villages de Framery et Paturage. Entre ces villages et Mons, qui se trouve un peu sur sa droite en partant de Hon, est une plaine montueuse d'environ deux mille toises de largeur. En avant de Mons est le faubourg ou village de Cuesmes, d'où l'on descend à la ville par une grande chaussée qui conduit à Bavay.

A la droite, à côté de la ville, est une hauteur nommée Bertaimont, en arrière de laquelle est une hauteur plus élevée, nommée le mont Pallizel; et derrière ce mont est la hauteur de Nimy, qui flanque le grand chemin de Bruxelles. La Haisne enveloppe toutes ces hauteurs. A la gauche de la chaussée de Cuesmes, entre cette chaussée et celle de Valenciennes, est le village de Jemmapes, qui s'étend sur un terrain élevé par amphithéâtres et boisé, ce qui en fait une bonne position, mais qui a le défaut d'être bornée derrière elle par la rivière de l'Haisne, et d'avoir trop peu de profondeur pour se développer en bataille.

Ce village bat toute la plaine jusqu'au bois de Sars. Au-dessous, et sur la gauche de Jemmapes, sont les deux villages

de Quareignon et de... Ce dernier est sur le bord de la Haisne. Le terrain de la gauche du bois de Sars jusqu'à la Haisne va toujours en descendant de Mons à Quiévrain, Saint-Guislain et Condé. Assez près de la tête du bois, à une lieue et demie de Jemmapes, est un tertre où est placé le moulin de Boussu. Boussu est un gros bourg sur le bord de la rivière, par conséquent dominé par la position du moulin. Tel était le terrain dans lequel on s'est battu du 3 jusqu'au 6.

Le 3 au soir, le général, en revenant de sa droite à son quartier général de Honnaing, reçut l'avis que lui donnait Beurnonville de l'échec de Thulin, et du parti qu'il prenait de replier les postes avancés de son avant-garde. Il regarda cette aventure sous un point de vue tout différent. Il était trop supérieur aux Impériaux, pour consentir à débuter par une reculade qui ne pouvait qu'exciter leur courage et faire une mauvaise impression sur ses propres troupes. Il lui ordonna de faire marcher toute son avant-garde, en passant sur les ponts de Crespin et de Quiévrain, pour rattaquer, le lendemain 4, les villages de Montreuil et Thulin. Il renforça cette avant-garde de trois brigades ou neuf bataillons, commandés par le duc de Chartres. Il ordonna que l'armée se tînt prête à marcher, et il se porta lui-même à son avant-garde.

Les Impériaux ne défendirent point ces villages, et se retirèrent au moulin de Boussu, où ils avaient quelques pièces de canon. Il s'aperçut avec grand plaisir qu'il n'avait affaire qu'à des troupes légères, et que l'armée impériale ne soutenait en force ni le bois de Sars, ni l'excellente position du moulin de Boussu. Il jeta trois bataillons de chasseurs dans le bois; il envoya dire au colonel Frécheville de pénétrer de son côté par le centre du bois; il envoya ordre au général d'Harville de marcher en longeant la droite du bois, se tenant toujours à sa hauteur, ce qu'il reconnaîtrait au bruit de la mousqueterie. Il fit avancer six pièces de douze pour battre le moulin, et il marcha sur trois colonnes pour s'en emparer. Cette charge fut si brusque, que l'ennemi se dépêcha de retirer son canon. Le bataillon franc O'Donnell, qui voulut se jeter dans le bois, perdit de quatre à cinq cents hommes, qui furent massacrés par nos chasseurs.

Il ne jugea pas devoir s'arrêter au moulin de Boussu. Il lui était très-important de gagner la plaine en avant de la tête du bois : 1° pour que l'ennemi ne pût pas y rejeter du monde pour y recommencer l'attaque, couper sa communication avec d'Harville, et reprendre sur lui l'avantage du terrain dominant; 2° pour s'appuyer de ce même bois pour se secourir mutuellement avec d'Harville contre une seconde attaque de l'ennemi; 3° enfin pour partager l'avantage de la hauteur, et, par un développement dans la plaine de Paturage, le forcer à la retraite. Ainsi il s'avança au delà du bois, où il étendit son infanterie jusqu'à Frameries, depuis le moulin de Boussu. Le corps du général d'Harville resta en colonne à Genly, Engy et Noirchin. Dès qu'il s'était vu maître du moulin de Boussu, il avait envoyé l'ordre à l'armée et au parc d'artillerie de venir occuper la position depuis Eslouges jusqu'à Hesnin, en seconde ligne; et elle bivouaqua dans cette position.

Il fut très-étonné de ce que les Impériaux n'avaient pas soutenu le bois de Sars et le moulin de Boussu, d'autant plus qu'il trouva à la tête du village de Boussu des espèces de retranchements qui annonçaient un projet de tenir sur cette ligne. Il jugea que la marche de d'Harville à la droite du bois lui avait fait craindre d'être tourné par Frameries, et lui avait fait resserrer sa défense sur Jemmapes : c'est bien aussi ce qui serait arrivé; mais les Français auraient perdu beaucoup de monde à cette attaque, qui aurait été longue et dangereuse; et les Impériaux, ayant la hauteur, auraient toujours pu avoir le temps de regagner leurs retranchements de Jemmapes.

Le 5, le général fit attaquer Quaregnon par les Belges, soutenus de trois bataillons francs qui formaient le corps des flanqueurs de gauche. Il fit avancer l'avant-garde de Beurnonville en avant de Frameries, faisant face au grand chemin de Cuesmes; il rangea son armée en colonne le long du bois, mais de manière à pouvoir se mettre en bataille par un à gauche, en faisant face au village de Jemmapes, et adossée au bois. Il plaça à sa gauche douze bataillons pour soutenir l'attaque de Quaregnon, et pour prendre le village de Jemmapes à revers, en le tournant par son flanc droit. Il divisa sa cavalerie en trois corps, pour

soutenir dans cette plaine les trois parties de son infanterie qui devaient attaquer le village. Il fit filer son artillerie sur tout le front, et la plaça à de justes portées, pour croiser ses feux sur les batteries fixes de l'ennemi.

Il ordonna au général d'Harville d'aller se poster sur les hauteurs en avant de Siply, d'où il débordait la hauteur de Bertaimont et menaçait le mont Pallizel. Pendant qu'il faisait cette disposition, il fit continuer l'attaque de Quaregnon pour amuser et retenir l'ennemi, car il avait peur qu'il ne profitât de la nuit pour abandonner les retranchements de Jemmapes, traverser la ville, et aller se porter sur Bertaimont, Pallizel et Nimy, ce qu'il aurait dû faire. C'est même ce qui engagea le général à bivouaquer très-près de l'ennemi.

On lui a dit depuis que le général Beaulieu avait ouvert l'avis de l'attaquer pendant la nuit. Cet avis était certainement le meilleur, ne prenant pas le parti de se retirer, qui valait encore mieux. Le général Beaulieu se souvenait de ce qui lui était arrivé à peu près dans la même position, dans le mois d'avril précédent, contre le général Biron. Mais les troupes n'étaient plus les mêmes. Cette attaque aurait peut-être pu occasionner un désordre momentané ; mais dès qu'on se serait reconnu, les Impériaux auraient été débordés de partout, et Dumouriez les tournant, soit avec sa droite, soit avec sa gauche, les aurait enveloppés sans qu'ils pussent regagner leurs retranchements. Au reste, cet avis est d'un guerrier vigoureux, et valait mieux que le parti qui fut pris de se laisser attaquer le lendemain matin dans les retranchements de Jemmapes *par des Français*.

CHAPITRE V.

Bataille de Jemmapes.

Le 6, à la pointe du jour, le général envoya ordre au général d'Harville de bien observer ce qui se passerait à sa gauche, à l'avant-garde de Beurnonville ; de s'avancer toujours à sa hauteur, en débordant l'aile gauche des Impériaux, qui était située sur Bertaimont; d'ouvrir le feu de son artillerie contre elle, et

de profiter du moment de sa retraite pour se porter avec promptitude sur le mont Pallizel, d'où il gagnerait la hauteur de Nimy, tournant ainsi Mons, et coupant aux ennemis la retraite du grand chemin de Bruxelles. Ce général ne pouvait pas aider au succès de la bataille, parce que la ville de Mons était entre lui et la position qu'on attaquait : mais il pouvait compléter la victoire en cas de succès, en attaquant avec des troupes fraîches l'ennemi dans sa retraite.

Le général Beurnonville avait devant lui la gauche de l'ennemi, sur une hauteur qui couvrait Cuesmes, garnie de cinq grosses redoutes. Cette hauteur tenait aux maisons détachées de Jemmapes. Plusieurs autres redoutes s'étendaient tout le long du front et jusqu'à la droite du village, au-dessus de Quaregnon. Vingt pièces de grosse artillerie, beaucoup d'obusiers, indépendamment des canons de bataillons, étaient distribués dans les redoutes, et présentaient trois étages de feux ; des arbres et des chemins creux, avec les maisons, formaient des retranchements formidables.

Au centre de ce front, qui correspondait au centre de l'armée française, commandé par le lieutenant général de Chartres [1],

[1] Louis-Philippe, alors duc de Chartres, aujourd'hui roi des Français, né à Paris le 6 octobre 1773, montra, dès son jeune âge, des goûts guerriers, naturels au descendant d'un prince dont l'Espagne avait admiré la valeur brillante. Il reçut le brevet de colonel à douze ans, et fut nommé chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1789. Le duc de Chartres prit, en 1791, le commandement du 14e de dragons, alors en garnison à Vendôme. Ce prince y donna l'exemple d'un genre de courage moins éclatant et plus honorable peut-être que celui des combats. Sa présence d'esprit et son humanité arrachèrent des mains d'un peuple furieux un ecclésiastique qu'on allait immoler. Bientôt la guerre va le placer sur un plus grand théâtre. Il commande à Valenciennes ; il combat à Quiévrain ; il entre à la tête de l'avant-garde française à Courtray. Déjà ses services et son nom pouvaient appeler sur lui la faveur ; il ne voulut devoir son avancement qu'à l'ancienneté. Dès le 7 mai 1792, il avait été promu au grade de maréchal de camp, en même temps qu'Alexandre Berthier, depuis prince de Wagram. Servant tour à tour sous Luckner, sous Kellermann et sous Dumouriez, il repoussa l'attaque des Prussiens à Valmy, et décida la victoire à Jemmapes. A la fatale journée de Nerwinde, l'opiniâtreté du duc de Chartres rendit longtemps la fortune incertaine ; et quand les fautes de Miranda eurent déterminé la retraite, ce fut encore le duc de Chartres qui la protégea. Aux yeux de la convention, un général que trahissait le sort des armes était un général coupable : Dumouriez fut proscrit, et le même sort frappa son jeune compagnon d'armes. Ce général n'ayant plus d'autre asile que le camp de Cobourg, le duc de Chartres l'y suivit, tout étonné de se trouver, même pour quelques heures seulement, sous une tente autrichienne. On lui offrit, le lendemain, le commandement d'un corps d'armée ; il n'accepta qu'un passe-port, et partit pour la Suisse. Se montrant digne alors d'honorer le rang le plus simple, et partout supérieur à la mauvaise fortune, il parcourut les contrées

était une ouverture avec un chemin pour entrer dans Jemmapes. Les Impériaux y avaient quelques escadrons, qui pouvaient, en cas de désordre dans notre attaque, tomber sur le centre de notre infanterie.

La gauche de l'armée française était conduite par trois maréchaux de camp, Ferrand, Blottefières et Rozières, en l'absence de Miranda, lieutenant général, qui était encore à Paris. Le général Ferrand, comme l'ancien, commandait cette gauche, qui, placée en équerre, devait attaquer le village par l'extrémité droite de son front et par son flanc droit.

Cette terrible position était défendue, de l'aveu des Impériaux, par dix-neuf mille hommes; mais, d'après les états de situation pris à Mons dans les papiers du colonel Fischer, un des chefs de l'état-major, l'armée du duc de Teschen montait à vingt-huit mille hommes. La contradiction n'est qu'apparente. Il pouvait n'y avoir que dix-neuf mille hommes dans les retranchements de Jemmapes; le reste pouvait être dans Mons et sur Bertaimont, devant le général d'Harville.

Dumouriez ordonna à Beurnonville de commencer l'attaque, se dirigeant sur Cuesmes. Il avait distribué sur son front dix pièces de seize et seize pièces de douze. Labayette, excellent colonel d'artillerie, plaça ce canon de manière à ce que chaque redoute fût battue en flanc par deux batteries de deux pièces; et le feu commença vivement sur tout le front à huit heures du matin.

Le général, après avoir parcouru son front dès la pointe du jour, alla trouver le général Ferrand à sa gauche. Il vit qu'on attaquait très-mollement le village de Quaregnon. Il fit entrer le général Rozières avec deux pièces de douze et quatre bataillons, pour soutenir et pousser en avant l'infanterie légère belge et française; le village fut emporté en sa présence. Il donna ordre au général Rozières de continuer à marcher par le grand

les plus éloignées : allant chercher des connaissances en Danemarck, en Norwége et jusqu'au cap Nord; étudiant aux États-Unis les institutions d'un peuple libre; remplissant tour à tour les devoirs de l'amitié fraternelle, ou ceux d'un fils pieux envers sa mère; serrant dans la Sicile les nœuds d'une alliance illustre et fortunée; demandant des armes et un commandement aux cortès de Cadix, en 1810; mais en Suisse, en Amérique, à Londres comme à Palerme, en tous lieux, en tous temps, entretenant au fond de son cœur ce vif et profond sentiment d'amour qu'un Français doit à sa patrie.
(*Note de l'éditeur.*)

chemin, d'y mettre en bataille sa cavalerie consistant en huit escadrons, et d'attaquer avec l'infanterie le flanc droit du village. Il ordonna au général Ferrand d'attaquer l'angle et l'extrémité droite du front du village, dès qu'il verrait le général Rozières monter sur le flanc droit; de ne plus s'amuser à canonner, et de marcher tête baissée, la baïonnette au bout du fusil.

Il lui recommanda de faire cette attaque en colonne par bataillon, de garder cet ordre dans le village, et de ne se déployer que lorsque sa droite rejoindrait la gauche de la division du centre. Il lui laissa des officiers d'état-major, qu'il devait lui renvoyer pour l'avertir des progrès de son attaque; et il lui dit qu'il allait attendre de ses nouvelles à la division du centre, qu'il mettrait en mouvement dès qu'il saurait son attaque commencée.

Il se rendit promptement au centre, où il attendit inutilement jusqu'à onze heures des nouvelles de Beurnonville et Ferrand. L'attaque de Beurnonville était lente; mais il était retenu par le feu très-vif des cinq redoutes, qu'il ne pouvait pas éteindre par celui de son artillerie, quoique le général l'eût renforcée de quatre pièces de seize. Quant à Ferrand, son retard était inexcusable.

A onze heures il pria le général Thouvenot de se porter à cette gauche, de faire commencer l'attaque, de la diriger, et de ne le rejoindre que lorsqu'il serait maître de la partie du village à laquelle cette gauche faisait face. Thouvenot trouva en arrivant que le vieux général Ferrand avait perdu la tête, continuait à canonner inutilement, et ne se décidait point; que le général Rozières se tenait caché derrière les maisons de Quaregnon, et ne débouchait point; que les troupes, pleines d'ardeur, murmuraient et s'impatientaient. Alors il prend le commandement de la part du général en chef, ébranle les colonnes, se porte rapidement sur le flanc droit et sur le front du village; il emporte les redoutes avec cette impétuosité française à laquelle il est si difficile de résister, et cette attaque brusque décide l'affaire à la gauche.

Le général, qui n'attendait que ce mouvement, met en colonne de bataillons l'infanterie de son centre, et la fait avancer avec la même impétuosité contre le centre du village. Il fait masquer

la trouée par sept escadrons de dragons et hussards. Ce centre traverse la plaine assez rapidement pour perdre très-peu de monde. Mais une brigade qui marchait sur la trouée, voyant déboucher de la cavalerie ennemie, se jette à droite derrière une maison, et laisse un espace vide, par lequel cette cavalerie aurait pu percer ce centre.

Dans le moment le jeune Baptiste Renard, valet de chambre du général, inspiré par un mouvement héroïque et par son attachement pour son maître, part au grand galop, va trouver le général Drouin qui commandait cette brigade, lui fait honte de sa retraite, ramène la brigade, occupe la trouée, va trouver les sept escadrons que le mouvement timide de cette infanterie avait arrêtés, les conduit dans la trouée, et vient retrouver son maître, après avoir rétabli le combat.

En même temps que le général Drouin avait plié, la brigade qui était à sa gauche avait fait halte; elle ne fuyait pas, mais les trois colonnes de bataillons qui la composaient s'étaient mises en marche et en confusion, et perdaient beaucoup de monde, restant exposées à un feu de canon à mitraille, à demi-portée de fusil. Le duc de Chartres s'y porte précipitamment, les rallie, en forme une grosse colonne mélangée qu'elle appelle gaiement le *bataillon de Jemmapes*, rétablit le combat, force les trois étages de redoutes et de retranchements. Des escadrons de hussards et de chasseurs et dragons s'y portent avec autant de rapidité que l'infanterie; on se bat avec acharnement. Thouvenot, qui avançait par la droite du village, met les Impériaux entre deux feux; plus de quatre cents se noient dans l'Haisne, et la bataille est gagnée au centre et à la droite du village.

Pendant que le duc de Chartres ralliait le centre avec autant de vigueur, Dumouriez avait une autre inquiétude. L'attaque de Beurnonville ne faisait aucun progrès; il s'y porte très-rapidement, avec deux intentions très-contradictoires : l'une, de forcer les redoutes de la gauche de l'ennemi, pour appuyer l'attaque du duc de Chartres; l'autre, d'abandonner cette attaque, et de revenir avec les troupes de l'avant-garde dans la plaine de Paturage, y rallier les troupes de son centre, et protéger la retraite de l'armée, si l'attaque du duc de Chartres tourne mal : ce qui

pouvait se présumer, d'après le premier désordre occasionné par le général Drouin.

Jamais général n'est arrivé plus à propos. Il trouve sur la hauteur de Cuesmes deux brigades d'infanterie, dont une composée de trois bataillons de Paris, de ses anciennes troupes du camp de Maulde. Elles débordaient la gauche des cinq redoutes qui étaient garnies de grenadiers hongrois. Elles avaient devant elles une nombreuse cavalerie impériale, qui paraissait prête à les attaquer; et à cinq cents pas en avant, sur leur gauche, une colonne d'infanterie, qui attendait le mouvement de la cavalerie pour achever de les détruire. A cent pas derrière ces deux brigades étaient dix escadrons de hussards, dragons et chasseurs, exposés au canon des redoutes qui les prenaient en écharpe, et à celui du général d'Harville, qui, par une erreur inconcevable, les prenant pour les ennemis, les écrasait par derrière.

Ces troupes n'avaient aucun général en tête; car le fameux Dampierre, qui devait les commander, ne s'y trouvait pas, quoique la veille il eût fait une algarade indécente à son général en chef, sur ce qu'il avait remis l'attaque au lendemain. Beurnonville venait derrière, à la tête de deux autres brigades et du reste de sa cavalerie.

Le général n'a que le temps de passer devant le front des deux brigades, et de leur dire qu'ayant à leur tête leur *père*, ils n'ont rien à craindre. Les cris de *vive Dumouriez!* l'assurent de la bonne volonté de cette troupe, qui avait une contenance héroïque. Il passe à la tête de la cavalerie; il était temps, elle se mêlait et allait fuir. Il envoya un aide de camp à Beurnonville, pour le hâter. Dans le même moment les dragons impériaux s'avancent au galop pour enfoncer les deux brigades, qui, par une décharge à bout portant, se font un rempart de plus de cent chevaux ou cavaliers devant eux. Un escadron ennemi, arrivé par le grand chemin, veut envelopper cette infanterie. Le général, qui avait rallié sa cavalerie, détache les hussards de Berchiny, qui enfoncent ces dragons. Toute cette cavalerie impériale fuit jusqu'à Mons, et la colonne d'infanterie se met aussi en retraite.

Dumouriez fait occuper le terrain du combat par Beurnonville, qui arrive, fait faire un à gauche aux deux braves brigades qui

venaient de décider l'affaire, aux chasseurs à cheval commandés par l'aîné Frécheville et par Fournier, aux hussards de Chamborand commandés par le cadet Frécheville, et à ceux de Berchiny commandés par Nordmann; il entonne l'*hymne des Marseillais*, se met à leur tête, et ils vont gaiement, et avec un courage qu'on ne peut pas décrire, attaquer les redoutes par la gorge. Il s'y fait un grand massacre des grenadiers hongrois.

Cependant, toujours inquiet pour son centre, il retire de cette attaque, quand il la voit bien décidée, Frécheville l'aîné avec six escadrons de chasseurs; et, repartant à leur tête au grand trot, il longe le village pour aller au secours du centre. Il n'a pas fait cinq cents pas, qu'il voit arriver au grand galop Montpensier [1], jeune frère du duc de Chartres, qui vient lui annoncer que le centre est victorieux, et que son frère est maître du village après un sanglant combat. Thouvenot arrive au même instant de la gauche, ayant traversé le village et longeant derrière les redoutes, et lui dit que tout est en fuite. Le combat avait commencé à midi, et il n'était que deux heures [2].

[1] A Jemmapes de même qu'à Valmy, M. le duc de Chartres avait pour aide de camp M. le duc de Montpensier, son frère. Ce jeune prince et le comte de Beaujolais restèrent, pendant la terreur, enfermés à Marseille dans le fort Saint-Jean. Quand le directoire consentit à leur rendre la liberté, ils rejoignirent M. le duc de Chartres, alors duc d'Orléans, en Amérique. Les trois princes en parcoururent ensemble toutes les contrées septentrionales, et vinrent, après mille traverses, habiter l'Angleterre. Le duc de Montpensier y mourut en 1807, des suites d'une maladie de poitrine. Un an plus tard, le comte de Beaujolais, atteint de la même maladie, et cherchant inutilement un climat plus favorable à sa santé, périt à Malte, où M. le duc d'Orléans l'avait accompagné pour lui donner les plus tendres soins.

(*Note de l'éditeur.*)

[2] Personne n'était plus en état d'offrir un récit fidèle des circonstances de la victoire de Jemmapes que le général dont cette journée accrut la gloire, et qui lui dut un succès de plus. La relation que l'on vient de lire mérite donc une juste confiance. Nous ne devons pas dissimuler toutefois que l'histoire militaire très-estimée, qui a paru sous le titre de *Victoires et Conquêtes des Français*, diffère du général Dumouriez en deux points principaux: 1° Loin d'accuser le général Ferrand d'avoir manqué de présence d'esprit, cette histoire assure, au contraire, que ce général fit preuve d'une ardeur que l'âge n'avait point affaiblie, courut les plus grands dangers, eut un cheval tué sous lui, fut blessé, enfin poursuivit l'attaque avec un sang-froid et une bravoure inaltérables. 2° Dumouriez dit positivement que le général Dampierre n'était point à la tête de son corps; et l'auteur des *Victoires et Conquêtes*, d'accord avec plusieurs historiens, raconte que « déjà Beurnonville songeait à la retraite, lorsque le brave Dampierre prit tout à coup la résolution hardie de le sauver, en attaquant la gauche de l'ennemi. A la tête du régiment de Flandre et des bataillons volontaires de Paris, qu'il précède de cent pas, il se jette sur les six bataillons ennemis, les culbute, enlève les deux premières redoutes; il entre le premier, tourne leurs canons contre les Autrichiens, rend à Beurnonville la liberté d'agir, et fait 1,600 prisonniers. Frappés d'un dévouement aussi héroï-

Le général envoie message sur message à d'Harville, pour le faire hâter d'occuper le mont Pallizel, sans pouvoir parvenir à l'y déterminer. Ce général voyait encore des troupes sur Bertaimont. Il croyait le mont Pallizel et les hauteurs de Nimy bien retranchés : effectivement les Impériaux y avaient établi quelques redoutes. Il a beau recevoir les avis réitérés que la bataille est gagnée, que l'ennemi est en fuite ; il n'avance pas, et on a bien de la peine à faire cesser son feu contre la hauteur de Cuesmes, qu'occupait Beurnonville.

Cependant l'armée était horriblement fatiguée. Elle bivouaquait et se battait depuis quatre jours. Il fallut absolument lui donner deux heures de repos, et lui distribuer du pain et de l'eau-de-vie. Elle n'avait encore rien mangé, et alors on n'enivrait pas les soldats pour les mener au combat. Pendant ce repos, le général s'impatientait de voir les Autrichiens se retirer sans être poursuivis, puisque par leur retraite il y avait entre eux et lui la ville de Mons, et que d'Harville était seul en position de tourner cette ville, s'il eût suivi son instruction. Le général s'y serait porté lui-même ; mais il ne lui restait pas un seul cheval en état de soutenir cette fatigue, et il avait beaucoup d'ordres à donner, surtout pour ses vivres et ses blessés.

Il se tenait alors à son avant-garde, à la tête du village de Cuesmes. A quatre heures il ordonna que chacun reprît les rangs, et il annonça qu'il allait marcher en avant. Ces braves soldats oublient leur fatigue, et témoignent leur joie par leurs cris. Il fait occuper les faubourgs de Mons par les troupes légères, et il envoie sommer la ville. Il porte deux brigades sur Bertaimont,

que, les blessés, après la bataille, oubliaient un instant leurs souffrances pour se demander : *Dampierre a-t-il survécu?* »

Nous ne chercherons point à expliquer ces deux erreurs, attribuées par divers écrivains à des motifs indignes du caractère de Dumouriez, et qu'en conséquence nous nous abstiendrons d'exposer. Les auteurs des *Victoires et Conquêtes* ajoutent que, lors de l'entrée de nos troupes dans Mons, Dampierre partagea avec Dumouriez la couronne qui fut décernée aux vainqueurs. Le premier de ces deux généraux donna ensuite un noble exemple de justice, en faisant connaître et récompenser le dévouement sublime d'un vétéran à la bataille de Jemmapes. Ce vétéran, nommé Jolibois, apprend que son fils a déserté ses drapeaux. Il part aussitôt pour le remplacer, arrive le matin de la journée de Jemmapes, combat avec le bataillon de son fils, et s'écrie, à chaque coup qu'il tire sur l'ennemi : « O mon fils ! faut-il que le douloureux souvenir de ta fuite empoisonne un moment aussi glorieux ! » Jolibois fut nommé officier sur le champ de bataille.

(*Note de l'éditeur.*)

que les ennemis venaient d'abandonner. Un événement bizarre le contredit encore. Ces deux brigades, qui venaient de montrer un courage héroïque, qui venaient d'attaquer une position effrayante, de braver un triple étage de mousqueterie, de forcer des redoutes garnies d'une nombreuse infanterie, au milieu d'un feu épouvantable d'artillerie à cartouches, sont saisies d'une terreur panique. Elles s'imaginent que les Impériaux ont miné la montagne. D'après cette supposition impossible, cinq bataillons abandonnent cette position, malgré toutes les représentations du général Stetenhofen qui les commande; un seul bataillon reste avec lui, les autres se rejettent dans le village de Cuesmes, dans le plus grand désordre.

Le général, instruit de cet événement très-inattendu, renvoie d'autres troupes occuper Bertaimont. Enfin, le général d'Harville arrive; il se poste sur le mont Pallizel : parvenu sur cette hauteur, il n'occupe celle de Nimy qu'avec de légers postes, au lieu d'y marcher avec tout son corps d'armée. Pendant tous ces retards l'ennemi avait assuré sa retraite, la nuit était venue.

Le général avait sur-le-champ détaché le corps des flanqueurs de gauche sur Gelin et la Chapelle-Notre-Dame, de l'autre côté de Mons et de la rivière, pour inquiéter la gauche du grand chemin de Bruxelles, pendant que d'Harville, posté à Nimy, inquiéterait leur droite. Les flanqueurs, étant trop faibles, sont obligés de laisser passer l'armée impériale, parce que d'Harville ne les soutient pas. Le général est obligé, à son grand regret, de remettre au lendemain la prise de Mons et la poursuite de l'ennemi. Il n'avait rien de prêt pour forcer Mons, dont le commandant mettait beaucoup d'adresse et de fierté dans ses réponses. Il est contraint de se contenter du succès de sa journée, et il passe la nuit à dresser des batteries pour foudroyer cette mauvaise place, qui est évacuée dans la nuit même.

Tel est le détail de la bataille de Jemmapes. Elle a décidé du sort des Pays-Bas; mais son succès aurait été bien plus complet, 1° si Ferrand et Beurnonville avaient attaqué dès huit heures du matin, parce qu'on aurait gagné trois heures; 2° si d'Harville eût mieux étudié le mouvement de Beurnonville, ce qui l'aurait empêché de tirer sur lui, et s'il s'était porté rapidement sur

les hauteurs de Pallizel et Nimy, car alors la retraite des Impériaux eût été entièrement coupée. Depuis deux heures de l'après-midi jusqu'à six heures du soir, on eût eu le temps, avec ce corps frais qui n'avait point combattu, d'achever leur défaite et de les poursuivre.

Le succès de cette bataille est dû principalement : 1° au colonel Thouvenot, qui a déterminé et conduit l'attaque de la gauche ; 2° à la valeur brillante avec laquelle le général duc de Chartres, tout jeune encore, a rallié la cavalerie, l'infanterie et la cavalerie du centre gauche, attaqué et emporté les positions de l'ennemi par l'endroit le plus formidable ; 3° à l'impétuosité de l'attaque des redoutes de la droite par le général en chef ; 4° au valet de chambre du général, Baptiste Renard, qui, par une présence d'esprit et un courage étonnants, répara la faute du général Drouin, et rallia la brigade de ce dernier, et la cavalerie qu'un moment d'hésitation avait arrêtée.

Le général Ferrand avait si bien perdu la tête, qu'il a assuré depuis n'avoir pas vu le colonel Thouvenot, quoique ce fût lui qui le dirigeât. Les officiers d'état-major et les aides de camp du général ont montré la plus grande bravoure et la plus grande intelligence ; plusieurs ont été blessés. Le général Moreton a montré le plus grand courage ; et le lieutenant-colonel Bourdois, son aide de camp, a rendu de très-grands services. Le général Drouin a réparé sa faute de la manière la plus brillante, et est mort au Quesnoi de ses blessures [1].

Il n'y a pas eu un corps dans l'armée française qui ne se soit battu, et qui n'ait joint l'ennemi à l'arme blanche. La plus grande perte est tombée sur les bataillons du centre, qui se sont arrêtés pour fusiller de pied ferme. Ceux qui ont marché tête baissée ont fort peu perdu. Cette bataille n'a coûté réellement qu'environ deux mille hommes, dont six à sept cents morts ; mais on a perdu plusieurs canonniers et beaucoup de chevaux d'artillerie, parce que ce corps, pour faire plus d'effet, s'est avancé, avec son intrépidité ordinaire, jusqu'à portée de fusil des retranchements. Les Impériaux ont perdu à peu près quatre mille

[1] Ce général est celui que l'on voit porté par des soldats sur le premier plan du tableau célèbre d'Horace Vernet, représentant la *victoire de Jemmapes*. (*Note de l'éditeur.*)

hommes et treize pièces de canon, dont sept de gros calibre, abandonnées dans les redoutes. Mais, de ce moment, la désertion et la déroute se sont mises dans leur armée.

CHAPITRE VI.

Berneron à Ath. — Prise de Tournay et d'Ostende.

En partant le 4 pour aller attaquer les Impériaux, le général avait donné ordre à Berneron de se porter le même jour à Blatton, d'où il marcherait sans délai sur Ath, si, comme il le croyait alors, le duc de Teschen abandonnait la position de Mons sans s'exposer à un échec. Il voulait, par le mouvement de cette division, couper la communication du corps impérial chargé de défendre Tournay, et l'empêcher de rejoindre le duc de Teschen. Berneron fut retardé, parce que tout lui manquait; il n'avait ni effets de campement, ni vivres, ni chevaux pour le transport de son artillerie, ni argent. Il avait encore sur son flanc gauche le petit camp de Bury; et comme il avait dans sa division beaucoup de corps de nouvelle levée, il craignait de se compromettre.

Ainsi il ne put arriver à Ath que le 8, après que le général Latour était déjà passé et replié sur Bruxelles. Il prit dans Ath beaucoup de munitions de guerre et de bouche et beaucoup de bagages, ainsi qu'à Lessines, Grammont et Ninove, où il envoya des détachements; mais ce mouvement fut trop lent pour faire tout l'effet que le général en attendait. Au moins il ne pouvait pas accuser de mauvaise volonté le général Berneron, qui montrait au contraire beaucoup de zèle et de courage.

Il n'en était pas de même du général la Bourdonnaye : il lui avait dépêché un aide de camp le 3, pour lui annoncer qu'il marchait pour déposter le duc de Teschen; il le conjurait de se hâter de s'emparer des hauteurs d'Hertain, Lamain et Marquain, et de mener son gros canon et ses mortiers devant Tournay, l'assurant qu'il n'y trouverait pas de résistance, parce que le général Latour n'avait d'autre parti à prendre que de se rejoindre au duc de Teschen, soit que ce duc abandonnât la position de

Mons, soit qu'il se mît dans le cas d'y être forcé. La Bourdonnaye, malgré toutes les instances du général Duval, du colonel Devaux, de son état-major et de ses généraux, malgré les murmures de son armée, ne se mit en marche que le 6 pour arriver à Hertain. Il fut très-surpris et très-fâché de n'y trouver ni ennemis ni retranchements, comme il l'avait annoncé ; il avait avec lui sa grosse artillerie ; on le conjura vainement de s'avancer sur Tournay.

Il resta tout le 7 dans sa position, quoique dans la nuit du 6 au 7 il eût appris la victoire de Jemmapes, quoique dans la journée du 7 plusieurs habitants fussent venus à son camp lui dire que, dans la nuit précédente, on avait commencé à évacuer la place, et que le général Latour était en pleine retraite. Le 8 au matin, le colonel Devaux, furieux contre ce général, prit avec lui quatre hussards, entra dans Tournay, lui envoya dire qu'il était attendu par les bourgeois, et continua sa route pour venir en droiture à Mons rendre compte à son général de cette lâcheté ou trahison, car on ne savait comment caractériser cette conduite.

La Bourdonnaye entra donc, le 8 au matin, dans Tournay ; il envoya à la convention un bulletin pompeux de cette conquête, dont il reçut des éloges et des remercîments. Dès qu'il y fut établi, il fit publier une proclamation entièrement contraire à celle du général en chef ; il s'empara des caisses publiques, et il établit des contributions. Ce système spoliateur, soutenu par des commissaires qu'il avait amenés avec lui de Lille, révolta les habitants de cette ville, de Courtrai, Menin et Bruges. Ils envoyèrent des députés au général en chef, aux ministres, et à la convention.

La conduite de la Bourdonnaye avait beaucoup de partisans ; elle était semblable à celle de Custine à Francfort : mais la position de la France était bien différente vis-à-vis des Allemands ; on pouvait exercer avec eux le droit de guerre et de conquête. On n'avait pas le même droit contre les Belges, qu'on n'avait pas conquis, qui se jetaient dans les bras de la France, et auxquels, du consentement de la convention, le général Dumouriez avait assuré qu'on venait pour les délivrer du joug des Allemands, et

qu'on n'exercerait contre eux aucun droit de souveraineté ni de conquête.

Le général fut très-irrité de cette entreprise de la Bourdonnaye. Il envoya afficher sa proclamation dans toutes les villes, cassa toutes les ordonnances de ce général, fit remettre toutes les caisses dans les mains des administrateurs du pays, leur défendit d'obéir à tout ordre de ce général qui serait attentatoire à leur liberté, lui écrivit à lui-même de ne se mêler que des opérations militaires jusqu'à ce qu'il fût remplacé, lui annonçant qu'il portait plainte contre lui et demandait son renvoi.

Il écrivit au pouvoir exécutif; il lui expliqua tous ses griefs contre la Bourdonnaye. Il manda qu'il était impossible que la campagne s'achevât heureusement avec un pareil second, et qu'il fallait opter; que si on approuvait la conduite de la Bourdonnaye, il lui céderait volontiers le commandement de l'armée; que si on la blâmait, il fallait le renvoyer dans son département du Nord, et qu'on donnât le commandement de son armée à un général qui ne contrariât pas les plans militaires et politiques du général en chef. Le ministre, après avoir tergiversé quelque temps, renvoya la Bourdonnaye à Lille, et laissa le général Dumouriez maître du choix de son successeur.

Dumouriez le remplaça par le lieutenant général Miranda, au refus du lieutenant général Duval, qui eut la modestie de ne vouloir pas se charger du commandement en chef d'une armée. Modestie bien rare! Duval servit avec le même zèle, jusqu'à la fin de la campagne, sous Miranda. Il était d'une mauvaise santé. C'était un des meilleurs officiers généraux de l'armée.

On a placé de suite l'aventure du général la Bourdonnaye, pour n'en plus parler. Il était alors un des plus ardents ennemis cachés de Dumouriez : ainsi il n'aurait rien gagné, ni pour le service de l'État ni pour lui-même, à le ménager davantage.

Ce mauvais général fut fort humilié des conséquences de la bataille de Jemmapes. Il avait annoncé que le plan de Dumouriez ne valait rien, et qu'il aurait dû attaquer de préférence les places maritimes, en le chargeant de cette opération avec son armée du Nord. Le général avait annoncé de son côté que la garnison de Dunkerque suffisait pour prendre les places maritimes;

et il avait en conséquence envoyé ses ordres au commandant de Dunkerque. Effectivement, dès que la nouvelle de la bataille de Jemmapes lui arriva, ce commandant se mit en campagne avec dix-huit cents hommes d'infanterie et deux cents de cavalerie. Nieuport et Ostende lui ouvrirent leurs portes. Bruges le reçut avec joie, et toute la Flandre fut soumise sans tirer un coup de fusil.

CHAPITRE VII.

Prise de Mons. — Combat d'Anderlecht. — Entrée dans Bruxelles.

Le général entra le 7 au matin dans Mons, où il fut reçu avec la plus grande joie par les habitants [1]. Sa position était beaucoup plus embarrassante qu'avant sa victoire. Ses commissaires des guerres, ses administrateurs des vivres étaient restés à Valenciennes. Il était sans vivres, sans argent, sans moyens pour marcher en avant. D'Espagnac, homme de beaucoup d'esprit et fertile en ressources, vint l'y trouver. Il avait l'entreprise des convois de l'armée. Il lui prêta cinquante mille écus, et il fit, par ordre du général, avec le commissaire ordonnateur Malus, différents marchés pour des souliers et des capotes, dont le soldat avait grand besoin dans une saison aussi rigoureuse. Des capitalistes belges firent des marchés pour assurer les vivres et les fourrages de l'armée pour deux mois. Le général fit une ordonnance pour exiger du clergé un emprunt forcé d'une année de revenu, avec promesse de faire garantir cet emprunt par la nation belgique, avec laquelle la nation française s'acquitterait par un solde de compte à la fin de la guerre.

Cet emprunt sur le clergé était pour lui une assurance de la conservation de ses biens, et servait à mettre en circulation le numéraire enfoui dans les couvents. Quant aux marchés pour les vivres et les fourrages, outre qu'ils assuraient la subsistance de l'armée, et que les premières livraisons devaient mettre le géné-

[1] Les habitants de Mons décernèrent une couronne aux généraux Dumouriez et Dampierre. (Voyez la note 2, page 370, relative à la bataille de Jemmapes). La convention fut blessée de ce triomphe. (*Note de l'éditeur.*)

ral dans le cas de ne plus être arrêté dans sa marche, devant commencer sous huitaine et continuer sans interruption, il en résultait un autre avantage : c'est que les entrepreneurs, devant être payés en assignats, avaient autant d'intérêt que la France elle-même à les faire entrer en circulation.

Ces détails d'administration l'occupèrent jusqu'au 11, et l'empêchèrent de poursuivre vivement son avantage, ce qu'il eût fait s'il n'eût pas manqué de tout. D'Espagnac, avec qui le général fit passer aussi un autre marché pour l'armement et l'équipement des Belges qui s'offraient, et dont il voulait former une armée nationale, partit pour Paris, chargé de faire ratifier tous ces marchés, ne doutant pas plus que le général et le commissaire ordonnateur Malus qu'ils seraient approuvés, et que la convention et le ministre de la guerre trouveraient très-avantageux de n'avoir plus rien à envoyer à cette armée, qui se trouverait entièrement nourrie, habillée, équipée, de gré à gré, aux dépens de la Belgique ; d'y voir les assignats établis au même cours qu'à Paris, et de n'avoir à solder qu'à la fin de la guerre, d'après une comptabilité qui, d'après la compensation des déboursés de la France pour assurer la liberté de la Belgique, se réduirait tout au plus à une très-petite dette. On verra combien le général se trompait dans son opinion.

Il envoya à Paris un de ses aides de camp avec le détail de la bataille de Jemmapes, et il le fit accompagner par le brave Baptiste, qui reçut du président de la convention une épée, un uniforme complet, le brevet d'aide de camp et de capitaine, le baiser fraternel, et les honneurs de la séance. Cette récompense honorait la nation elle-même, et c'est là la véritable égalité, qui veut que tout citoyen, dans un État, soit également admissible aux dignités et aux grades quand il les a mérités. Toute autre égalité ne peut exister que parmi les hordes sauvages, qui ne connaissent ni la propriété, ni les arts, ni les distinctions de la société.

Il vit arriver avec plaisir à Mons le général Miranda, qui revenait de Paris, et les maréchaux de camp Stengel et Eustace, qui étaient restés malades à Valenciennes. Il rendit au premier le commandement en second de l'avant-garde. Il donna au second,

qui était Américain, le commandement du corps des flanqueurs de gauche.

Mais celui dont l'arrivée lui fit le plus de plaisir, fut le brave et respectable Lanoue. Les commissaires de la convention, résidant à Valenciennes, l'avaient fait mettre au cachot à Douay avec les malfaiteurs; il y languissait depuis trois semaines, sans pouvoir obtenir des juges, lorsque le général, arrivant de Paris à la fin d'octobre, crut pouvoir exercer en sa faveur la sage loi anglaise d'*habeas corpus*, en se portant pour sa caution. Il l'emmena à Valenciennes, et le prit chez lui comme aide de camp, ayant eu soin de rendre compte au ministre de ce qu'il avait fait, et de ses motifs.

Il était sûr de l'innocence du prisonnier, et il trouvait utile d'employer ses talents, surtout ayant peu d'officiers généraux. On avait dépeint à Paris ce fait comme un acte de despotisme du général; les plus furieux voulaient le faire décréter. Le brave Lanoue, qui vit que la générosité de son chef allait lui faire une mauvaise affaire, se sacrifia lui-même, alla se remettre au cachot, et écrivit à la convention pour demander des juges. Cet acte de résignation fit rougir ses accusateurs; on lui donna des juges; il fut acquitté, et vint offrir son zèle, ses talents et sa vie à son ami.

Le général fit part à Valence de son succès, et lui manda d'être le 13 ou le 14 à Nivelle, parce qu'obligé, malgré lui, de laisser au duc de Teschen le temps de se préparer, il espérait qu'il l'attendrait derrière le canal de Vilvorden; que dans ce cas il serait chargé de tourner la forêt de Soignies, pour aller l'inquiéter au passage de la Dyle. Il ordonna à Berneron de se rapprocher de sa gauche, et de venir camper à Herines le 11. Il marcha ce jour-là de Mons à Enghien avec son armée, et le général d'Harville marcha de Mons à Braine-le-Comte.

Il fut si mal servi par ses convois, qu'il ne put exécuter cette marche qu'en deux jours. Ainsi son armée ne fut que le 12 à Enghien. Son avant-garde était alors à Hall, et Beurnonville venait de la quitter pour aller prendre le commandement en chef de l'armée de la Moselle, à la place de Kellermann. Stengel commanda alors en chef. Dampierre, qui était incompatible avec

lui, alla prendre le commandement de la division de Berneron, qui, deux jours après, rentra dans la ligne.

Le général ordonna à la Bourdonnaye de se porter de Tournay à Gand, de porter son avant-garde à Dandermonde, et de se trouver le 13 à cette hauteur, sans y manquer. Il lui explique bien qu'il n'avait aucun ennemi devant lui, qu'ainsi rien ne devait ni gêner ni retarder sa marche; qu'il y avait peut-être deux ou trois mille Impériaux à Gand, qui se replieraient à son approche. La Bourdonnaye trouva moyen de s'arriérer encore de deux ou trois jours; mais alors sa mauvaise volonté n'était d'aucun danger, parce que les opérations des armées étaient devenues indépendantes.

Le 12, au soir, le général se rendit à Hall, où était son avant-garde, avec le colonel Thouvenot. Le 13, au matin, il donna un détachement de deux cents chasseurs à pied et cinquante à cheval au colonel Devaux, son aide de camp, pour avoir des nouvelles précises de l'ennemi. Deux heures après, Devaux lui manda qu'il était engagé avec l'arrière-garde des Impériaux, qu'il avait trouvée à Saint-Peterslewe; qu'il les amusait, et que, si on voulait lui envoyer du renfort, il les pousserait; que les paysans lui avaient dit que l'armée impériale était au delà de Bruxelles, et qu'une arrière-garde de deux ou trois mille hommes était sur les hauteurs d'Anderlecht.

Le général prit trois mille hommes de son avant-garde avec deux compagnies d'artillerie à cheval, et s'avança à Saint-Peterslewe, ayant envoyé ordre au général Miranda d'amener l'armée à Hall; il donna le même ordre au général d'Harville, ne voulant pas le porter de l'autre côté de la Senne, pour ne pas l'engager dans la forêt de Soignies. Il lui manda de lui envoyer son avant-garde, qui se joindrait au corps de ses flanqueurs de droite et au reste de son avant-garde, pour la soutenir.

Arrivé à Saint-Peterslewe, il poussa facilement devant lui les troupes légères impériales; mais quand il fut devant Anderlecht, il se vit débordé à sa gauche par un corps plus fort que le sien, ayant cinq à six mille hommes devant lui. Ce n'était pas le cas de se faire battre à la tête d'une légère avant-garde; il ne voulait pas non plus reculer. Il s'étendit sur un très-grand front, et il

établit une grande canonnade à la tête du grand chemin. L'ennemi le croyant plus fort, ne voulut pas s'engager. Enfin, sur les trois heures après midi, le reste de son avant-garde arriva; alors il attaqua vigoureusement le village, qui fut emporté. Les dragons de Latour et un corps de hulans furent maltraités par sa cavalerie. Un major impérial, nommé Mahoni, se distingua à cette retraite, qui coûta cinq à six cents hommes aux ennemis.

Miranda et d'Harville marchaient tous les deux sur Hall; en y arrivant, ils apprirent que le général était engagé contre des forces supérieures, et demandait du secours. Les troupes entendaient un grand feu du côté de Bruxelles; on rapportait des blessés. L'armée s'inquiète, veut aller au secours de son général, de son *père*, jette sa soupe, et se remet en marche en courant vers Anderlecht. C'est un des traits de ses soldats auquel Dumouriez a été le plus sensible. Il se dépêche de leur envoyer dire que l'ennemi est battu et en retraite. L'armée retourne prendre son camp à Hall, murmurant contre son général, qui s'expose à l'avant-garde. Le lendemain, avant le jour, elle était en marche, et le général a le plaisir d'être bien grondé par ses soldats. Comment n'aimerait-on pas de pareils hommes? comment ne regretterait-on pas de voir un caractère aussi noble altéré par des crimes? O Français, combien vous êtes changés depuis 1792! Mais cette époque terrible de votre histoire s'effacera, vos vertus reviendront, et vous punirez vous-mêmes les monstres qui vous égarent et qui vous déshonorent.

Aussitôt après s'être rendu maître d'Anderlecht, le général envoya le colonel Westermann avec un trompette dans Bruxelles, pour sommer le commandant. Le maréchal Bender reçut la sommation. Il y en avait une seconde pour les magistrats. Ils prièrent le colonel Westermann d'engager le général à ne pas laisser entrer ses troupes dans la ville à l'approche de la nuit, de peur qu'elles ne se débandassent, et que les Impériaux, qui étaient encore en bataille près du parc et de la porte de Bellevue, ne vinssent les attaquer, ce qui produirait un combat dans la ville. Le général avait un motif de plus pour ne pas laisser entrer ses troupes le soir dans Bruxelles : il craignait la licence et le pillage. Il fit dire aux magistrats de bien fermer leurs

portes, et de ne laisser entrer aucun soldat français ; et il établit de fortes patrouilles de cavalerie pour bien garder les avenues.

Le 14 au matin, après avoir tracé le camp de son armée à Anderlecht, il entra dans Bruxelles aux acclamations du peuple. Les rues étaient bordées des deux côtés d'une double haie de déserteurs autrichiens : ils étaient plus de quatre mille. Ses soldats se conduisirent parfaitement bien, il n'y eut pas la moindre violence ni le moindre excès. Il y établit sur-le-champ une garnison de six bataillons et un régiment de dragons, et il profita de l'occasion pour se débarrasser de Moreton, chef de son état-major, incapable d'une place aussi importante. Il le nomma commandant de Bruxelles et du Brabant, où il se conduisit très-mal. Il récompensa les grands talents et les services distingués de Thouvenot, en le nommant maréchal de camp et chef de l'état-major. C'est ainsi qu'en deux mois le général Thouvenot s'est élevé de lui-même à la seconde place de l'armée, par son propre mérite ; et c'est ainsi qu'il faut avancer rapidement les hommes supérieurs, pour les rendre encore plus utiles.

CHAPITRE VIII.

Siége d'Anvers. — Combat de Tirlemont.

Plus le général avançait, plus ses embarras redoublaient. En entrant dans Bruxelles, Malus lui annonça qu'il ne restait que quatorze mille francs dans la caisse de l'armée ; il fallait payer la solde de cinquante mille hommes, à qui le prêt était dû. Il fut obligé d'emprunter quatre-vingt mille florins à la caisse publique de cette capitale, avec promesse d'un prompt remboursement, et trois cent mille francs sans intérêt chez un banquier, en faisant donner une lettre de change sur le trésor national. Ce fut d'Espagnac qui fit trouver cette ressource ; il arrivait de Paris, et apportait une fort mauvaise nouvelle. Le ministre Pache n'avait voulu agréer aucun marché [1].

[1] Dumouriez témoigna, dans plusieurs lettres imprimées (voyez la note de la page 354), son vif mécontentement des obstacles que le ministre Pache oppo-

Cambon, qui était le maître absolu des finances, disait qu'il était inutile de prendre des entrepreneurs belges pour faire passer les assignats; qu'on forcerait bien cette nation à les prendre, non pas au prix de Paris, mais au pair de l'argent; que si les subsistances et les effets d'habillement revenaient à un plus haut prix en les faisant arriver de France qu'en les tirant du pays, d'un autre côté cela faisait subsister nombre d'artisans français, surtout à Paris, qui sans cela se livreraient au désordre, faute de pain; que la régie des vivres et des fourrages était un repaire d'aristocrates, qui augmentaient par leurs accaparements le prix des denrées de première nécessité; que tous les autres entrepreneurs étaient des fripons qui faisaient payer cher, et livraient de mauvaises marchandises; que, pour obvier à tous ces inconvénients, la convention avait autorisé les ministres de l'intérieur, de la marine et de la guerre, à rompre toutes les compagnies des anciens fournisseurs, et à remettre les intérêts de la nation entre les mains de cinq ou six personnes chargées de tous les achats de toute espèce, qui devraient compte de clerc à maître; que cette compagnie, connue sous le nom de *comité des achats*, serait chargée de tous les marchés, sans pouvoir être eux-mêmes entrepreneurs; que par là on assurerait des prix uniformes pour chaque genre de fourniture, et qu'on ne dépendrait pas de l'activité des accapareurs.

D'Espagnac avait trop d'esprit et de lumières pour ne pas réfuter facilement ces sophismes spécieux. La formation d'un comité des achats mettait toutes les denrées de première nécessité dans les mains de six personnes qui devaient le composer. Elles établissaient le régime du monopole des grains, qui sous l'ancien gouvernement avait été une des premières causes de la révolution. Le comité des achats ne pouvait établir l'uniformité des prix pour chaque genre de fourniture, dans un pays aussi

sait sans cesse à ses mesures administratives. Il lui demanda formellement de faire cesser ces obstacles, en l'autorisant seul à passer des marchés. Cette autorisation était, disait-il, d'une nécessité absolue, si l'on voulait que l'armée poursuivît ses succès. Pache, persistant dans le système d'inertie qu'il avait adopté, allégua l'insuffisance de ses pouvoirs, et transmit la demande de Dumouriez à la convention, qui, pour toute réponse, ordonna l'arrestation des commissaires Malus, Petit-Jean et d'Espagnac.

(*Note de l'éditeur.*)

étendu et aussi varié dans ses productions que la France, qu'en adoptant le prix le plus haut : quant aux pays étrangers où se trouvaient les armées, le comité des achats, étant obligé de tirer les denrées du pays même, ne les aurait que de la seconde main, et serait forcé d'avoir recours aux entrepreneurs du pays; que ceux-ci, ou se contenteraient des prix déjà convenus, ou les hausseraient; que, dans le premier cas, il en coûterait en sus les deux pour cent qu'on accordait aux membres de ce comité; dans le second, on payerait de plus le renchérissement, l'inexpérience ou la coalition du comité avec les fournisseurs étrangers.

Que quant à la circulation des assignats, elle ne pouvait s'établir que par la confiance et au taux du commerce ; que cette circulation ne pouvait pas s'établir équitablement au pair, pendant qu'ils perdaient plus de cinquante pour cent à Paris; que si on l'essayait par la violence, ce serait un brigandage qui déshonorerait la nation, révolterait les Belges, et pourrait avoir les conséquences les plus fâcheuses.

Ce comité des achats fut réellement établi. Il était composé d'un banquier suisse, nommé Bidermann, l'associé de Clavières, d'un Flamand d'Ostende et de trois juifs de Strasbourg, nommés Cerf-Beer, fils d'un homme fameux par ses friponneries dans les fourrages de la guerre de sept ans. C'étaient là les cinq *prud'hommes* auxquels on remettait le sort et les intérêts de la France.

C'était le ministre Clavières qui avait monté cette machine avec la faction de la Gironde, dont la plupart, gros capitalistes, étaient les croupiers de ces entrepreneurs, déguisés sous le nom de régisseurs. Le pauvre Roland, et peut-être Cambon lui-même, avaient été séduits par les sophismes qu'on vient de détailler; et les ministres Pache et Monge avaient été entraînés par leurs commis, qui y trouvaient leur compte. Le général ne se serait pas mêlé de cette affaire, et aurait laissé voler la nation sans se plaindre, puisqu'il ne pouvait pas l'empêcher, si la désorganisation de son armée, qui s'ensuivit de près, n'avait entièrement ruiné tout son plan de campagne.

La circulation des assignats lui causait les plus grands embar-

ras. L'armée était payée en numéraire; mais les agioteurs, qui voulaient introduire le cours des assignats au pair, pour y gagner la valeur de la baisse, en donnaient aux soldats; ceux-ci les portaient aux marchands en détail. Pour un objet de trois ou quatre sous, le soldat exigeait le change d'un assignat de cent sous. De là naissaient des querelles violentes. Le marchand était lésé, le soldat s'accoutumait à voler.

L'armée voulait engager le général à donner une ordonnance pour que les assignats fussent reçus par le marchand, qui souvent aimait mieux donner sa marchandise pour rien, que de donner encore de l'argent pour un papier qui devait perdre nécessairement plus de cinquante pour cent. Cette ordonnance eût été injuste, puisque l'armée était payée en numéraire, et n'avait aucun prétexte de refuser elle-même le payement en numéraire.

Les magistrats des villes le sollicitaient de donner une ordonnance pour que les marchands ne fussent pas forcés à recevoir les assignats. Cette demande était strictement juste; mais c'eût été achever de les décrier, et faire tort à sa patrie. Il conseilla aux villes de créer des billets de confiance en proportion de la consommation, comme on avait fait en France; elles s'y refusèrent, il ne put pas les blâmer; et cet état de guerre subsista entre les marchands détailleurs et les soldats: à la vérité, quand les soldats venaient se plaindre, les chefs les condamnaient à laisser la marchandise, ou à payer en numéraire.

Il se forma à Bruxelles un corps administratif, qui d'abord, étant pris dans tous états, fut fort bien composé; mais comme il se forma en même temps un club auquel le général fut obligé d'assister une fois, dès qu'il eut quitté Bruxelles, il se fit de grands changements dans ce corps administratif; et Moreton, jacobin enragé, devint l'ennemi de l'administration, qui cependant s'est soutenue avec courage jusqu'au dernier moment, et a résisté avec beaucoup de force et d'énergie à une légion de sans-culottes qui la vexaient, et aux injustices tyranniques des commissaires de la convention et du pouvoir exécutif. La prudence et le courage de ce corps, soutenu au travers de tous les

dangers, en 1793, par plusieurs coups d'autorité du général Dumouriez contre tous ces tyrans, a sauvé cette capitale et le Brabant d'une entière subversion.

On trouva dans Mons, dans Bruxelles, et dans toutes les villes de la Belgique, beaucoup d'effets appartenant aux émigrés, qui furent confisqués au profit de la France. Mais comme il y avait trop peu de commissaires des guerres dans l'armée pour en appliquer à cette partie, il se commit beaucoup de pillages et de désordres dans la saisie et la vente de ces effets, parce que les commissaires de la convention, Lacroix et Danton, qui arrivèrent à Bruxelles, en chargèrent une bande de jacobins affamés, accourus de Paris, qui commirent de grands désordres. On en tira peu de profit pour la nation, et ce fut encore une ressource perdue pour l'entretien de l'armée. Les voitures, les chevaux et les armes furent distribués aux officiers généraux et de l'état-major.

Le général se trouva arrêté à Bruxelles par tous ces embarras jusqu'au 19. Il avait envoyé ordre à la Bourdonnaye d'aller faire le siége d'Anvers, et à Valence, qui était venu jusqu'à Nivelle, de retourner sur Namur, de bloquer la citadelle, et d'y attendre sa grosse artillerie, partie de Givet le 19 pour venir le joindre. Il invita les différentes provinces de la Belgique à créer des comités militaires, qui enverraient des députés à un comité central à Bruxelles, pour convenir d'une manière uniforme de lever des troupes nationales. Il y avait trop peu d'accord entre les provinces pour parvenir à cette unanimité; chacune forma des comités militaires indépendants, et se chargea elle-même de la levée des corps nationaux, ce qui alla fort mal. Toutes montraient de la confiance dans le général Dumouriez; mais il avait trop d'occupations pour s'occuper des affaires politiques de la Belgique; il réservait ce soin pour l'hiver. Les contrariétés qui lui vinrent de la France même l'empêchèrent, par la suite, d'exécuter les plans qu'il avait conçus pour l'avantage de la Belgique et de sa patrie.

L'annonce du comité des achats détruisait tous les marchés que le général avait faits pour assurer la subsistance de son armée. Cependant, à moins de rétrograder jusqu'aux frontières pour

trouver des vivres, il fallait nécessairement maintenir l'exécution de ces marchés, au moins jusqu'à ce que le comité fût en état d'établir ses commis et de commencer ses fournitures. Les marchés avec les Belges avaient un terme de deux mois, qui donnaient le temps d'établir le nouveau régime de subsistances. Ainsi le général, contraint par la nécessité d'achever de poursuivre les Impériaux, ne vit point d'inconvénient à prendre ce parti indispensable; mais, pour mettre à couvert les commissaires ordonnateurs Malus et Petit-Jean (ce dernier était à l'armée de la Bourdonnaye), et tous les chefs d'administration, il prit sur lui d'en donner l'ordre par écrit.

Il partit le 19 de Bruxelles, et campa au Cortenbergue. Stengel avec l'avant-garde avait pris Malines, où il trouva plus de dix-huit cents milliers de poudre, beaucoup d'armes, et une fonderie superbe. Il écrivit au ministre de la marine de lui envoyer le lieutenant-colonel Thouvenot, frère cadet du chef de l'état-major, qui était à la tête de la fonderie d'Indret, près de Nantes, pour le mettre à la tête de l'établissement de Malines. Il lui manquait beaucoup de pièces de quatre pour ses bataillons de volontaires; il lui en fallait pour l'infanterie belge qu'il allait former.

Il y avait beaucoup de matières à Malines et dans le pays; il voulait aussi y établir des ateliers pour les menues armes : une partie de sa cavalerie était sans pistolets, il manquait beaucoup de carabines. Tous les dragons avaient été obligés de donner leurs fusils à l'infanterie, qui n'en avait pas assez. Enfin cette armée victorieuse était à moitié désarmée. Le lieutenant-colonel Thouvenot avait toute l'habileté nécessaire pour tirer un grand parti de l'établissement de Malines. Il arriva bientôt après; et le général, pour lui donner plus de considération auprès des Belges, qui avaient un colonel d'artillerie nommé Melius, le fit colonel et adjudant général.

Le 20, l'armée traversa Louvain, et campa sur le Pellenberg. Le corps d'Harville, qui marchait sur sa droite, passa la Dyle à Corbeck, et prit une position le long du bois de Merendael, le quartier général à Louvain, les avant-gardes à Bautersem et le long de la Welpe. L'ennemi occupait la hauteur de Cumptich, en

avant de Tirlemont, avec une forte avant-garde. Son armée était entre les deux Gettes, derrière Tirlemont.

Le 21, le général resserra son armée sur son avant-garde, et la porta à Bautersem. D'Harville fit aussi un mouvement sur sa droite, qui le dirigeait pour l'attaque du lendemain, par Meldert sur Hougaerde, pour tourner la gauche de l'ennemi en cas qu'il tînt sa position, ce qu'on ne soupçonnait pas, parce qu'elle n'est bonne qu'en faisant face à Tirlemont, la Gette devant elle; au lieu que, faisant face du côté de Louvain, les Impériaux avaient la Gette à leur dos. Une division de l'armée marchait par Gladbeck sur Oplinter.

Le 22 matin, le général, étonné de voir les Impériaux dans la même position, les attaqua avec son avant-garde. Le combat fut long et bien disputé. La colonne de d'Harville avait trouvé beaucoup d'obstacles dans sa marche; celle de gauche n'arriva à Op-et-Neerlinter qu'après le combat, qui dura jusqu'à trois heures après-midi. Les Impériaux y perdirent trois ou quatre cents hommes et beaucoup de déserteurs. Le général fit camper son armée sur les hauteurs de Cumptich; il plaça son avant-garde à Orsmaël, et son quartier général à Tirlemont. Il ordonna au général d'Harville d'aller camper à Judoigne, et de là de se porter en deux marches sur Namur pour couvrir le siége de la citadelle, que le général Valence allait ouvrir, ce qui pouvait attirer de ce côté le prince de Hohenlohe avec les troupes de Luxembourg.

L'armée du duc de Teschen était alors réduite à quinze ou seize mille hommes au plus; et quoiqu'il mît beaucoup de lenteur et de fierté dans sa retraite, Dumouriez jugea que sa seule armée lui suffisait pour lui faire évacuer entièrement la Belgique, quoique les garnisons de Mons, de Bruxelles, de Louvain, les malades, les blessés, et, plus que tout, le désordre, eussent réduit cette armée à environ vingt-cinq mille hommes.

Aucun des bataillons de volontaires n'était complet. Les officiers donnaient le mauvais exemple de rester dans les villes en arrière, ou de retourner en France. A la vérité, les troupes étaient toutes nues, manquaient de vivres; et la saison était très-rude, quoique très-belle. Quand on se plaignait au minis-

tre de la misère de l'armée, il disait qu'il avait tout envoyé, et montrait des états. A la vérité, il avait donné des ordres; il y avait à Valenciennes vivres, capotes, souliers, argent; mais rien n'arrivait à l'armée. Le projet était formé de la désorganiser entièrement, et de rompre tous les plans d'un général dont on trouvait la marche trop rapide et les succès trop brillants.

CHAPITRE IX.

Combat de Varoux. — Entrée dans Liége. — Prise du château de Namur.

Le 23, tous les soupçons du général sur les projets désorganisateurs de ses ennemis furent confirmés par le décret de la convention, qui lui enjoignait de faire arrêter sur-le-champ, et conduire à la barre de la convention, Malus, Petit-Jean et d'Espagnac. Cet ordre fut exécuté aussitôt. Il laissait l'armée sans chefs d'administration. Les régisseurs des vivres et des fourrages reçurent en même temps ordre de ne plus faire aucun achat pour l'armée, et on saisit toutes leurs caisses, ce qui les mettait dans le cas de ne pouvoir pas payer leurs employés.

Un nouveau commissaire ordonnateur se présenta. Il se nommait Ronsin. C'était un poëte jacobin, connu par deux ou trois drames incendiaires, dont un intitulé *la Ligue des tyrans*. Il n'avait jamais été dans aucune administration ni dans aucun bureau. On lui avait donné cette place importante pour le récompenser d'un pamphlet intitulé *Relation de la bataille de Jemmapes*. Cet homme, qui n'avait aucun emploi dans l'armée, avait vu cette bataille, ou comme curieux, ou comme espion des jacobins. Il disait dans cet écrit que les blessés français n'avaient eu aucun secours, parce que le commissaire ordonnateur Malus était resté à Valenciennes avec l'hôpital ambulant : c'était une calomnie grossière, car avant la bataille le général avait placé lui-même une partie de l'hôpital dans le village de Vasmes; l'autre partie était dans Boussu, où Malus était présent;

et si Ronsin avait vu transporter des blessés à Valenciennes, c'étaient des hommes qui avaient eu un premier pansement, et qu'on faisait verser sur cette ville pour éviter l'engorgement. C'est ainsi qu'un délateur sans aucun talent devenait chef de l'administration des trois armées, pour récompense d'une infâme calomnie [1].

Le général fut indigné et consterné. Ce décret lui montrait la puissance de ses ennemis ; il y voyait la ruine totale de ses succès et de ses plans. Il jugeait avec raison que cette trame était dirigée contre lui, puisque ces administrateurs n'avaient rien fait que par ses ordres. Il écrivit à Pache tout ce qu'il pensait sur sa conduite ; il lui manda qu'à l'avenir il adresserait par duplicata à la convention toute la correspondance qu'il tiendrait avec lui, et il le somma de remettre à la convention toutes ses dépêches précédentes.

En même temps il écrivit à la convention : il ne cacha point qu'il regardait comme personnel à lui le décret rendu contre ses administrateurs, qui n'avaient fait qu'exécuter ses ordres ; il ajouta qu'il allait achever de pousser l'ennemi jusqu'à l'autre côté de la Meuse, si on ne l'en empêchait pas en le faisant manquer de tout ; il demanda à être ensuite déchargé du commandement, et à paraître à la barre, pour être le défenseur de ses deux commissaires ordonnateurs, ou pour partager leur sort

[1] Ronsin, l'un des plus violents démagogues de la révolution, était né à Soissons en 1751. Après avoir été poëte dramatique très-obscur, il entra, en 1792, dans les affaires publiques. Il exerça près de l'armée de Dumouriez les fonctions de commissaire ordonnateur, fut ensuite nommé adjoint du ministre de la guerre, et enfin général de l'armée révolutionnaire. Les massacres des prisons de Meaux s'exécutèrent sous ses yeux, le 4 septembre ; il assista également aux scènes sanglantes de Lyon, d'où il écrivit, au mois de décembre 1793, « qu'on allait employer des moyens prompts pour se débarrasser en masse des contre-révolutionnaires, et que le Rhône, teint de leur sang, irait annoncer aux fédéralistes du Midi leur destruction. » Employé ensuite dans la Vendée, Ronsin y déploya les rigueurs les plus inouïes ; mais, aussi inhabile que barbare, il fut cause de plusieurs déroutes, notamment de celle de Coron, où il commandait l'avant-garde de Santerre. « On prétend, dit un biographe, que Cromwell était le modèle qu'il s'était proposé. » Ronsin était attaché à la faction de la commune, qui voulut dominer la convention elle-même. Le comité de salut public le fit arrêter vers la fin de 1793, et enfermer au Luxembourg, où il demeura quarante jours. Il parvint à se faire relâcher, et méditait des projets de vengeance, lorsqu'il fut arrêté de nouveau, et condamné à mort le 24 mars 1794 « comme conspirateur, et comme ayant voulu donner un tyran à l'État. » Ce tyran était Pache, que la faction de la commune désignait sous le nom de *grand juge*. Ronsin mourut avec courage.

(*Note de l'éditeur.*)

si on les trouvait coupables; que dans ce dernier cas il l'était plus qu'eux, et qu'on ne devait pas le ménager. Cette lettre, qui n'était que juste, fut trouvée trop fière; elle excita encore plus ses ennemis contre lui. La convention ne lui répondit pas. Condorcet, Pétion et le ministre Lebrun furent chargés de l'adoucir par des lettres insidieuses.

Cependant les régisseurs des vivres et des fourrages refusaient de continuer le service, d'après l'impossibilité de payer leurs employés. Le peu de commissaires des guerres qui étaient à l'armée s'indignaient du traitement fait à leurs chefs respectables, l'un par sa probité, et tous deux par leurs talents, et ne voulaient pas servir sous Ronsin. Les entrepreneurs belges cessaient leurs livraisons, et l'armée manqua exactement de tout. Le général ne cacha pas à ce nouvel administrateur son indignation; il lui communiqua les lettres qu'il écrivait contre lui; il lui reprocha son atroce calomnie contre Malus, et son audace de venir prendre sa place malgré son incapacité. Malgré toute son imprudence, Ronsin fut effrayé. Il vit que l'armée manquait de tout, qu'il n'avait aucun moyen pour la tirer d'embarras; il craignit d'être la victime de la fureur des soldats, et, blâmant lui-même hautement la conduite du ministre, il supplia le général de venir à son secours.

Quelque irrité qu'il fût, il ne voulait pas sacrifier l'intérêt de sa patrie ni le salut de son armée à sa vengeance. Les ennemis et les émigrés surtout triomphaient de ces querelles intestines, dont ils savaient tous les détails. Le maréchal de Castries mandait alors une grande vérité, dans une lettre qu'il écrivit de Spa; il disait : *Bientôt Dumouriez aura le même sort que la Fayette*, et, ce qui est frappant par rapprochement, on lisait alors dans les feuilles de Marat : *Dumouriez désertera comme la Fayette.*

Mû par ce grand intérêt, le général se servit de toute sa considération, employa les prières auprès des régisseurs, des commissaires des guerres et des entrepreneurs belges. Il obtint que chacun reprendrait son service, et que les marchés continueraient à être exécutés jusqu'à ce que le comité des achats eût envoyé ses préposés, et se fût mis en état de faire subsister l'armée. Ronsin se chargea de tout, et le service fut rétabli.

Il y avait ou stupidité ou trahison dans la conduite de Pache. Les conditions du comité des achats étaient de commencer le service des armées le 1er janvier. Aucun de leurs préposés ne s'était encore présenté; et, dès le 15 novembre, ce ministre faisait cesser le service de tous les régisseurs, avait saisi leurs caisses, avait cassé les marchés des entrepreneurs belges, avait fait arrêter et décréter les deux commissaires ordonnateurs. Ainsi il se trouvait un intervalle de six semaines entre la cessation du service actuel et le commencement du nouveau régime, pendant lequel il fallait nécessairement que l'armée manquât de tout. Cette combinaison ne pouvait pas avoir échappé à Cambon et à Pache. Ils espéraient sans doute que la disette absolue forcerait le général à traiter la Belgique comme Custine traitait les pays allemands; que cette conduite irriterait les Belges, les porterait à quelque violence, qui mettrait la convention dans le cas de les traiter comme ennemis, de les réunir comme pays conquis, et d'y exercer le système de spoliation, qu'on y a introduit depuis sous une autre forme tout aussi atroce.

Bien loin de s'occuper à faire des magasins pour la subsistance des trois armées, le comité des achats travaillait à cette époque à extraire les grains de la Belgique, pour les transporter en France. Il avait cependant quatre-vingt mille hommes à nourrir dans les Pays-Bas. On savait que les Hollandais ne voulaient rien fournir aux Français, réservant toutes leurs denrées pour les Impériaux et les Prussiens. Mais on voulait faire venir les grains de la Belgique en France, et de France les faire repasser en farines dans la Belgique, ce qui doublait la dépense et le profit du comité et des croupiers.

Pache écrivit une lettre très-flatteuse au général; il lui mandait que ce comité, ayant acheté trois cent mille sacs de grains dans la Flandre autrichienne, avait voulu les embarquer à Ostende pour les faire transporter à Nantes; que les administrateurs d'Ostende avaient mis embargo sur ce convoi, et ne voulaient pas le laisser partir; il le priait d'employer le grand crédit *dont il jouissait à si juste titre* auprès des Belges, pour faire lever cet embargo.

Précisément quelques jours avant, la convention, sollicitée

par Cambon et Pache, avait rendu un décret pour défendre aux généraux de se mêler d'aucune affaire d'administration. Le général répondit au ministre que ce qu'il lui demandait était contraire au décret, et que quand même il pourrait faire cette démarche, il s'en garderait bien pendant que l'armée manquait de tout; qu'on était fort heureux d'avoir en Flandre à sa disposition cette quantité de grains, qui ne suffisait même pas pour la subsistance, jusqu'à la prochaine récolte, d'une armée qui devait être portée au printemps à cent cinquante mille hommes.

Le général apprit à Tirlemont que la trésorerie nationale avait refusé de payer les trois cent mille livres qu'il avait été forcé d'emprunter à un banquier de Bruxelles pour la solde des troupes. Il porta ses plaintes avec énergie à la convention contre cet acte de mauvaise foi, et le banquier fut payé. C'est par tous ces dégoûts qu'on cherchait à décréditer le général, à le perdre, en le jetant dans quelque démarche de désespoir qui pût, en lui donnant des torts, effacer l'éclat de ses succès.

Après avoir été retenu quatre jours par ces affreux obstacles, il partit le 26 de Tirlemont, et campa à Saint-Tron. Les Impériaux n'abandonnaient le terrain que pied à pied, et faisaient une fort belle retraite. Le 27, il les trouva devant Liége, dans la position de Raucoux et de Varoux. Ils avaient quelques gros canons dans des redoutes fort bien faites, près de ce dernier village. Le général Staray commandait cette arrière-garde. Le corps de l'armée était de l'autre côté de la Meuse, sur les hauteurs de la Chartreuse. Le combat dura toute la journée entre l'avant-garde française et l'arrière-garde ennemie. Ces deux corps étaient de sept à huit mille hommes chacun.

Le général, qui avait son armée derrière lui, aurait pu faire un plus grand effort, mais il voulait éviter de sacrifier du monde mal à propos à la fin d'une campagne. Il avait envoyé ses flanqueurs de gauche à Hertall, ceux de droite à Flemal, pour cerner cette arrière-garde et la forcer de rentrer dans Liége, dont les habitants tout seuls suffisaient pour lui faire un mauvais parti. Il voulait attendre cet instant pour tomber sur elle avec impétuosité. Il passa toute cette journée à les ramener sur un point central. Le retard des deux corps de flanqueurs laissa la journée

indécise ; et, d'après le jugement du général Dumouriez, l'honneur en resta tout entier au général Staray, qui y reçut une forte blessure. Le soir, les Impériaux repassèrent la rivière.

Le général campa en deçà sur les hauteurs qui dominent Liége, pour éviter la licence de ses troupes, que leur disette et leur nudité avaient rendues très-indisciplinées et très-pillardes, et il n'entra dans Liége que le 28 au matin. Les Impériaux se retirèrent à Herve ; et Dumouriez, pour inquiéter leur gauche, renforça d'une brigade d'infanterie et d'un régiment de chasseurs le corps des flanqueurs de droite du colonel Frécheville, qu'il envoya à Spa, Stablo et Malmédy. Il plaça le général Stengel en avant de Liége, sur la hauteur de Robertmont. Le général Miaczinski, étant arrivé de Sedan peu de jours avant, eut le corps des flanqueurs de gauche, qu'il fallut ôter au général Eustace, et fut porté à Dalem.

En partant de Louvain, il avait envoyé le général Miranda prendre le commandement de l'armée du Nord, à la place de la Bourdonnaye, qui conduisait si pitoyablement le siége de la citadelle d'Anvers, qu'il ne l'aurait pas prise d'un mois. Miranda changea toutes les attaques, et la place se rendit le 26. En conséquence des instructions qu'il avait reçues, il se porta aussitôt à Ruremonde. Le 2 décembre, le château de Namur se rendit au général Valence. Ainsi, justement un mois après l'ouverture de la campagne, le général Dumouriez se trouva entièrement maître des Pays-Bas et du pays de Liége, excepté le duché de Luxembourg et la petite ville d'Herve.

CHAPITRE X.

Embarras politiques. — Miranda à Ruremonde.

Le peuple liégeois adopta avec fureur tous les excès de la révolution française. Le maire Fabry, qui avait soutenu la première révolution liégeoise, et qui en avait été le martyr, perdit tout son crédit dès qu'il parla de se donner une constitution rai-

sonnable [1]. Un club se forma dans la ville, il était très-ardent et très-effréné; les missionnaires que les jacobins envoyèrent de Paris en formèrent un second qui blâma toutes les opérations du premier, le traita d'aristocrate; et les querelles furent si vives, qu'il pensa y avoir guerre civile. Les troupes françaises prenaient parti pour l'un ou pour l'autre, selon leurs affections particulières. Le général se porta médiateur entre les deux partis, et ne put parvenir à les accorder. Ceux d'outre-Meuse étaient, comme on dit en France, parfaitement à la hauteur de la révolution : ils ne voulaient que l'égalité absolue et le pillage.

Ceux de la ville voulaient se donner une constitution; mais, à force de subtilités métaphysiques, ils ne savaient ce qu'ils voulaient. On tâcha de les engager à former une convention nationale. Le pays fut assez ingénieusement divisé en districts. Des commissaires pris des deux clubs furent envoyés dans tous ces districts. Le maire Fabry et l'administration provisoire furent conservés par intérim; et au bout d'un mois, quand le général partit pour Paris, les choses n'étaient pas plus avancées, et les esprits avaient été de nouveau dérangés par les jacobins et les commissaires de l'assemblée.

L'intention secrète à Paris n'était point que le peuple liégeois, et encore moins celui de la Belgique, se réunît en corps de nation, pour se donner une constitution et des lois; on craignait qu'une fois rassemblés, ces deux peuples ne connussent leur force, et ne fondassent une république indépendante.

C'était cependant bien là le véritable intérêt de la France, qui par une conduite sage se serait donné un bon allié, et ne se serait pas chargée du caractère odieux de conquérante et de spoliatrice. Mais le désir d'envahir l'or de la Belgique, et de mettre la main sur les biens d'un clergé riche, donnait une autre politique aux *meneurs* de la convention. Ils voulaient, en comblant le désordre dans ce malheureux pays, le forcer à se jeter

[1] M. Fabry avait été bourgmestre-régent de Liége lors de la révolution de cette ville, en 1789. Après la réunion du pays de Liége à la France, il devint, en 1798, député au conseil des cinq cents; il se conduisit avec beaucoup de modération. La révolution du 18 brumaire trouva en lui un apologiste; il passa au corps législatif, et fut nommé presque aussitôt président du tribunal criminel et membre de la Légion d'honneur. M. Fabry était, en 1814, conseiller à la cour impériale de Liége.
(Note de l'éditeur.)

dans les bras de la France, ou à commettre quelques excès qui la missent dans le cas de le traiter comme ennemi.

Le pays de Liége était pauvre et ruiné; le peuple est fier, prompt, belliqueux, impatient du joug, et très-facile à se porter aux excès. La politique des jacobins de Paris, en déterminant ce peuple à se jeter dans l'anarchie, était de presser la Belgique entre deux étaux, et de la forcer à prendre le même parti. Les Liégeois, divisés entre eux, crurent s'accorder par leur réunion à la France : ils n'ont fait que mettre le comble à leurs maux précédents, et se priver de tous les moyens de défendre leur liberté.

Ce qui détermina les plus modérés à joindre leurs vœux à ceux des *sans-culottes* d'outre-Meuse en faveur de cette réunion, c'est que, se trouvant un trop petit pays pour former un État particulier, se méfiant de la disposition des Belges, qui ne voudraient pas sacrifier leur religion et leur clergé, se voyant en avant de tout, sans places fortes, leur pays aisé à envahir, ils crurent que, devenant Français, la république défendrait leur liberté.

C'était un faux raisonnement, car leur réunion à la France ne changeait point la nature et ne diminuait point la grandeur de leur danger; leur faiblesse topographique était toujours la même, ils avaient toujours entre eux et la France la Belgique, dont ils se méfiaient; ils devaient toujours craindre d'être abandonnés ou faiblement soutenus, si, comme toutes les apparences le pronostiquaient, l'armée française était obligée de reculer. Leur réunion à la France rendait leur réconciliation plus difficile avec leur prince, s'ils étaient abandonnés; elle livrait leur pays à l'anarchie qui désolait la France; elle les empêchait d'acquérir une force et une considération nationales, qui, même dans les plus grands malheurs, peuvent être utiles aux peuples comme aux particuliers.

Les commissaires Danton et Lacroix travaillaient ardemment à la réunion, en augmentant le désordre et l'anarchie. Ils poussaient le peuple d'outre-Meuse à tous les excès. On a entendu ces commissaires leur faire un reproche de ce qu'ils n'avaient pas coupé des têtes, et de ce que leur révolution était trop douce.

Il se commit beaucoup de violences, de vengeances particuliè-

res, et quelques assasinats; mais les commissaires français ne parvinrent pas à faire couper des têtes. La réunion du pays de Liége fut décidée presque unanimement, et acceptée par la convention, qui par cette démarche imprudente découvrait aux yeux de l'Europe une ambition qui devait armer toutes les puissances contre elle, et se donnait la charge d'un peuple ruiné, et celle de défendre un pays éloigné et tout ouvert, ou de se déshonorer en l'abandonnant après son adoption.

Quant au peuple liégeois, il n'avait le choix qu'entre deux partis: ou de se former en corps de nation, lever des troupes, et s'allier avec les Français et les Belges, que son exemple aurait certainement déterminés (ce premier parti était dangereux; mais la scission entre ce peuple et son évêque était accompagnée de circonstances qui n'admettaient aucun ménagement); ou de temporiser et rester passifs, en attendant les événements; mais le caractère ardent de ce peuple ne pouvait pas l'amener à cette prudence stoïque.

Le général Dumouriez avait beaucoup de motifs pour travailler à engager les Liégeois à s'ériger en peuple libre. 1° Il avait besoin d'une représentation nationale liégeoise, comme on le verra, pour l'exécution de ses plans militaires. 2° Ce peuple guerrier pouvait lui fournir en quinze jours de temps dix mille hommes de très-bonne infanterie, outre une milice nationale de plus de vingt mille hommes. 3° Son exemple eût été suivi par la Belgique, et eût mis à sa disposition toutes les forces militaires et toutes les ressources pécuniaires et de subsistance de cette riche contrée. 4° Ces deux républiques eussent opposé une barrière à l'anarchie française, et eussent surtout présenté un appui au parti monarchique constitutionnel, qui, bien que caché et opprimé, était encore très-considérable en France.

5° Ce plan déjouait les projets des ennemis du général, lui procurait les moyens de compléter ses succès en faisant passer le Rhin aux Impériaux, le rendait indépendant, pour la subsistance de son armée, du ministre Pache et du comité des achats, achevait de lui assurer la confiance de ses troupes, le mettait dans le cas de pouvoir sauver le roi, anéantir les jacobins, rendre à la représentation nationale sa liberté et sa dignité, en lui

faisant quitter le nom de *convention* pour reprendre celui d'*assemblée*, et fondant son autorité sur le rétablissement de la constitution.

Malheureusement il n'avait personne à Paris pour l'aider auprès de la convention. Aucun des généraux ne pouvait être dans sa confidence; il s'était même fait une délicatesse, peut-être trop scrupuleuse, de ne pas sonder leurs sentiments. Cela n'a servi à rien; ils n'en ont pas été moins perdus, même ceux qui l'ont trahi, puisque la mémoire de Dampierre a été flétrie; puisque Lamarlière et plusieurs autres ont péri sur l'échafaud [1]; puisque Custine, Biron, Houchard, avec lesquels il n'a jamais correspondu, ont été sacrifiés à l'empire de la populace.

A cette époque les jacobins ne cachaient plus leurs odieux projets contre lui [2]. On demandait publiquement sa tête. Marat l'accusait d'avoir sacrifié dix mille Parisiens pour vaincre à Jemma-

[1] Le prétexte de la condamnation du général Lamarlière fut sa prétendue complicité avec Dumouriez et Custine, accusés de trahison envers la république. Le général Lavalette, créature de Robespierre, dit la Biographie de Bruxelles, fut le dénonciateur du brave Lamarlière, l'un des chefs les plus distingués de nos armées républicaines. Il périt le 25 novembre 1793.

(*Note de l'éditeur.*)

[2] Il paraît que vers cette époque le général Dumouriez essaya de faire comprendre au parti jacobin le danger des dissensions intestines, et le besoin de calmer des haines qui favorisaient les ennemis de la chose publique. Il écrivit, dans ce but, à l'un des plus exagérés de ce parti, au trop célèbre Anacharsis Clootz; et comme ce personnage s'intitulait l'*orateur des sans-culottes*, aussi bien que l'*orateur du genre humain*, Dumouriez, soit pour flatter sa manie, soit (ce qui serait bien plus dans son caractère) pour la tourner en ridicule, s'intitula, à son exemple, *général des sans-culottes*. Nous citerons cette lettre très-curieuse, qui, bien qu'empreinte de l'esprit du temps, fut évidemment écrite dans des intentions conciliatrices.

« Au quartier général de Liége, le 12 déc. 1792, l'an 1er de la république franç. »

« *Le général des sans-culottes à l'orateur des sans-culottes.*

« Les armes des républicains français ont triomphé des ennemis du dehors : puissions-nous n'en plus avoir au dedans! Hâtons-nous d'étouffer les germes des dissensions intestines : ne détournons point sur les personnes l'attention publique, qui ne doit se porter que sur les choses; faisons céder tous les intérêts particuliers, tous les ressentiments de l'amour-propre, à l'intérêt général, à l'amour de la patrie. Arrivons à la république universelle, en démontrant aux peuples le bonheur et la prospérité de la république française, fruits de la sagesse d'un gouvernement bien organisé, où tous les pouvoirs distincts agiront sans frottement et sans confusion. Toi cependant, orateur du genre humain, poursuis ta généreuse carrière; tonne contre les préjugés et le fanatisme, éclaire les faibles mortels, rends-les sensibles et vertueux; que la fraternité, la seule, la vraie religion, devienne le charme de notre existence et le lien de tous les cœurs. Adieu; voilà la douce philosophie de la nature. Pourquoi faut-il que les canons et les baïonnettes soient les moyens de l'établir et de la propager? » (*Moniteur du* 20 *décembre* 1792.)

(*Note de l'éditeur.*)

pes; d'avoir ensuite vendu au duc de Teschen la permission de se retirer. Il allait jusqu'à stipuler les articles du traité entre le duc de Teschen et Dumouriez. On revenait sur la retraite des Prussiens de la Champagne; on la mettait sur le compte de la trahison.

On l'accusait aussi de vols. Ses aides de camp, disait Marat, regorgeaient d'or et d'argent; ils allumaient leurs pipes avec des assignats de cinquante francs. Plus ces calomnies étaient grossières, plus elles faisaient d'effet sur le peuple. Les soldats lisaient toutes ces feuilles avec mépris, plaignaient leur général; mais la dissipation, la débauche d'une ville aussi licencieuse que Liége, le relâchement de la discipline, qui provenait de leur extrême misère, rendaient leur sensibilité légère et frivole.

Au milieu de ces affreux obstacles, le général était encore retenu par des embarras politiques, qui seuls auraient suffi pour l'empêcher d'avancer. On n'avait point la guerre avec l'Empire. En avant de lui était la ville impériale d'Aix-la-Chapelle; au delà, l'archevêché de Cologne. De ce côté la difficulté n'était pas insurmontable.

Mais, en avant de sa gauche, était le pays de Juliers : il ne pouvait pas poursuivre les Autrichiens sans le traverser; il ne pouvait pas établir ses quartiers d'hiver avec sûreté, sans mettre garnison dans Juliers. Cependant la position de Custine dans Mayence exigeait qu'on ménageât très-délicatement la neutralité de l'électeur palatin. Si on le mécontentait en occupant une de ses places fortes, il pouvait donner aux Impériaux le passage de Manheim, et Custine pouvait avoir sa retraite coupée. On n'aurait pas manqué à Paris de rejeter sur Dumouriez les disgrâces qui seraient arrivées à Custine.

Il était encore bien plus embarrassé avec les Hollandais. Maestricht est de ce côté la clef des Pays-Bas. Cette importante et forte place rend celui qui l'occupe maître de la Meuse. La neutralité existait entre la France et les Provinces-Unies; mais le gouvernement hollandais ne se donnait pas même la peine de dissimuler sa prédilection pour les Impériaux et les Prussiens, et son aversion pour la révolution française. En cela le stathouder suivait ardemment l'impulsion de son intérêt personnel. Plus de deux mille émigrés étaient réfugiés dans Maestricht; on y re-

crutait publiquement pour eux, ainsi que dans toute la Hollande. On venait de publier une défense, sous peine de mort, de livrer aucune subsistance pour l'armée française, pendant qu'on rassemblait, de l'aveu du gouvernement, d'immenses magasins sur le bas Rhin pour l'empereur et le roi de Prusse.

Le général voulut avoir une décision du ministre des affaires étrangères, et des ordres clairs du pouvoir exécutif pour sa conduite. Dans plusieurs dépêches qu'il écrivit sur cette matière au ministre Lebrun, il lui demanda une décision précise sur Juliers et Maestricht. Quant à la première de ces deux places, il lui manda qu'il pourrait absolument s'en passer, quoiqu'il dût établir ses quartiers d'hiver dans le duché de Juliers le long de la Roër, si, comme il le prévoyait, on ne lui donnait pas les moyens de s'avancer jusqu'au Rhin; qu'il tâcherait d'arranger le séjour des troupes de manière à ne pas donner occasion de rompre la neutralité, en faisant veiller à la bonne conduite de ses soldats, et en payant toutes les fournitures de gré à gré, et argent comptant.

Quant à Maestricht, il lui manda qu'il lui était absolument impossible d'avancer, ou même de défendre la Meuse, sans être maître de cette place. Il proposa deux moyens de s'en emparer : l'un, de faire revivre le droit du prince de Liége sur le quartier de Wyck, qui est la partie de la rive droite de la Meuse; de mettre en avant un petit corps liégeois, et de s'y porter comme auxiliaire: c'est pour cela qu'il avait désiré que les Liégeois se formassent en corps de nation: il les avait inutilement flattés de cette conquête.

Le second moyen était de déclarer au gouverneur de Maestricht que, pour s'assurer de la neutralité, violée jusqu'à présent dans tant de circonstances, il avait besoin militairement d'être maître du cours de la rivière, au moins jusqu'à Ruremonde; qu'il se croyait obligé et en droit (en lui citant des exemples pareils) de mettre garnison au moins dans le faubourg de Wyck, promettant de retirer cette garnison à la paix. Il détailla à Lebrun sept griefs très-forts, bons à insérer dans cette déclaration.

Miranda s'était porté à Ruremonde dans les premiers jours de décembre, et avait envoyé le général Lamarlière, commandant

de son avant-garde, lever des contributions dans le pays de Clèves. Ce général d'avant-garde avait rempli très-légèrement sa mission. Les Prussiens n'avaient alors que très-peu de troupes dans Vesel et dans Clèves ; leurs petits détachements, ou s'étaient repliés, ou avaient été battus. Lamarlière aurait pu se fortifier sur les hauteurs de Suchtelen, au lieu de se replier, comme il le fit trop promptement, sur Ruremonde. Dans cette position dominante, il aurait attendu la rentrée des contributions, et aurait retiré de ce pays sept ou huit millions ; il n'en rapportait pas le quart.

Le général Dumouriez, pénétré de la nécessité de prendre Maestricht, ne voulant pas qu'il y eût le moindre retard entre l'ordre qu'il attendait de Paris et son investissement, ordonna à Miranda d'envoyer au plus tôt son artillerie de siége à Tongres, d'étendre ses quartiers le long de la rive gauche de la Meuse, de Ruremonde jusqu'à Tongres, et d'établir son quartier général dans cette dernière ville. Il lui annonça qu'il attendait de jour en jour l'ordre de prendre cette place ; qu'il le chargerait de la conduite de ce siége ; qu'il arrangeât donc d'avance la marche de ses troupes, pour en faire sur-le-champ l'investissement dès qu'il en recevrait l'ordre. Maestricht avait une garnison faible et incomplète. L'artillerie, les munitions, les vivres, étaient en mauvais état. Il n'y avait pas une palissade, et elle n'eût pas tenu huit jours.

Pour assurer encore mieux son opération, il ordonna au général Valence de laisser à Namur le corps d'armée d'Harville, qui suffisait pour garder la Meuse depuis Givet jusqu'à Huy ; d'envoyer son avant-garde de sept mille hommes à Stablo, Spa, Malmédy et Limbourg, et de venir, avec les neuf mille hommes qui lui resteraient, se placer à sa droite entre Huy et Flamael. Il réunit ainsi près de soixante mille hommes, dont moitié devait servir à faire le siége de Maestricht, pendant que lui-même marcherait avec l'autre moitié pour déposter les Impériaux d'Aix-la-Chapelle, et les chasser de l'autre côté du Rhin.

Les Hollandais n'étaient nullement préparés à la guerre. Leur gouvernement, pris au dépourvu, et se méfiant du parti

des patriotes, aurait cherché à gagner du temps : d'un autre côté, ce parti, enhardi par la prise de Maestricht, aurait repris courage ; il se serait naturellement formé une coalition entre les patriotes hollandais, les Français, Liégeois et Belges, dont le général voulait profiter pour envelopper cette partie de la France d'une ceinture de peuples libres.

Les avantages de cette agression, à cette époque, étaient incalculables. Ses motifs étaient très-légitimes ; et réellement ce n'était qu'en occupant Maestricht et Venlo qu'on pouvait s'assurer la conservation des Pays-Bas. Lebrun fit d'abord des réponses entortillées; mais, forcé par les demandes réitérées et précises du général, il lui ordonna de garder scrupuleusement la neutralité. Il fallut obéir. Elle fut gardée avec le plus grand soin, ce qui a achevé de ruiner les affaires des Français.

CHAPITRE XI.

Prise d'Aix-la-Chapelle. — Quartiers d'hiver.

L'armée restait toujours campée derrière Liége. La saison était très-rude. Les soldats n'avaient ni paille ni bois. Ils brûlaient les arbres fruitiers, et les portes et les fenêtres des maisons qu'ils démolissaient. Des bataillons entiers étaient nu-pieds. Il arrivait peu de capotes, les soldats manquaient d'habits. Tout le cours de la Meuse est un pays de corroyerie ; on aurait pu faire faire des souliers pour quatre livres ou quatre livres dix sous. On faisait acheter tous les cuirs à Liége et ailleurs ; on les envoyait à Paris, d'où arrivaient en petite quantité des souliers qui coûtaient de neuf à dix livres. Il en était de même pour les bottes, les bas de laine, les armes, l'habillement, qu'on aurait pu se procurer à très-bon compte. Il ne venait point d'argent.

Le général fut obligé d'emprunter cent quatorze mille livres aux sept collégiales de Liége. C'était une bien faible ressource. On se servait toujours des entrepreneurs belges ; mais, malgré les ordres réitérés du général et des commissaires de la convention, Ronsin ne faisait venir de subsistances qu'au jour le

jour, et ne voulait pas faire de magasins; il voulait gagner du temps pour arriver au 1er janvier, époque où le comité des achats devait commencer sa fourniture. Il remplissait par là un autre but, c'était d'empêcher le général d'agir en avant. Cependant les troupes souffraient beaucoup. Des régiments entiers étaient infectés de la gale. Les hôpitaux se remplissaient; on n'avait pu les établir qu'en excitant la charité des Liégeois, qui donnaient leurs couches et leurs draps pour le service des malades.

La force des bataillons diminuait considérablement. Les soldats désertaient par bandes pour retourner en France, ou aller s'amuser dans les grandes villes de la Belgique. C'étaient surtout les gardes nationales et les officiers qui abandonnaient leurs drapeaux. L'artillerie et la cavalerie souffraient encore davantage. Le fourrage manquait absolument; les généraux pouvaient à peine en avoir pour leurs chevaux. Ronsin envoyait des réquisitions avec des hommes armés dans tous les villages. Dabord les paysans, dans l'espoir d'être payés, avaient fourni: dès lors Ronsin avait fait cesser le service par les entrepreneurs. Ensuite les paysans refusant, il envoyait des détachements dans les villages. Ces cavaliers, sous prétexte de la recherche du fourrage, pillaient, et commettaient des excès. Les paysans, poussés au désespoir, massacraient les soldats quand ils n'étaient pas en grand nombre. Enfin, dans les mois de décembre et janvier, il est mort six mille chevaux d'artillerie, faute de fourrages. Les commissaires de la convention voyaient tout, et ne remédiaient à rien.

On se plaignait à Paris de ce que le général s'arrêtait à Liége, et ne poussait pas jusqu'à Cologne. Il n'a jamais eu ni pain ni fourrage pour deux jours, et il n'aurait pu marcher tout au plus qu'en arrière. S'il se fût porté en avant, il eût trouvé le pays mangé par l'ennemi et mauvais par lui-même. D'ailleurs, comme on avait manqué l'exécution du plan général; comme, par la faute de Kellermann, on avait laissé l'ennemi s'établir entre les armées du Nord et celle d'Alsace, il n'était ni prudent ni possible de prendre les quartiers d'hiver projetés dans ce plan. Quand même le général aurait pu se porter jusqu'au Rhin,

il aurait toujours été forcé de venir hiverner derrière la Meuse, sans quoi son flanc droit eût été trop prolongé, et il eût pu être attaqué par ses derrières.

Les quartiers d'hiver de la Meuse étaient déjà d'eux-mêmes très-mauvais, d'autant plus que la ville de Liége n'étant pas susceptible de défense, il fallait s'étendre trop en avant pour établir une tête de quartiers dans cette partie.

Cependant il ne voulut pas laisser les ennemis si près de lui. Ils étaient établis par échelons à Aix-la-Chapelle, à Herve, à Henri-Chapelle. Le 7 décembre, le général exécuta le projet qu'il avait fait de les déposter. Il fit tourner leur gauche par le colonel Frécheville, qui partit de Vouziers. Le colonel de Hack les attaqua sur le même flanc par le grand et le petit Richeu, pendant que le général Stengel les poussait de front. Il y eut un combat très-vif, et très-honorable pour le colonel de Hack et les trois bataillons de grenadiers qu'il commandait.

Les Impériaux, après avoir soutenu avec vigueur, et avoir perdu trois cents hommes, se retirèrent sur Aix-la-Chapelle, et nos troupes y entrèrent le 8. Le général Clairfayt se retira derrière l'Herfte, dans une fort bonne position. Il n'y avait plus qu'une dizaine de lieues à faire pour le forcer ; mais le pain et le fourrage manquaient absolument, et on eut bien de la peine à subsister, même en séparant les troupes et leur donnant trop d'étendue.

On plaça dans Aix-la-Chapelle le général Dampierre avec douze bataillons, qui ne formaient pas trois mille cinq cents hommes. Le général Stengel occupa les bords de la Roër jusqu'à Aldenhoven ; le général Miaczinski, avec les flanqueurs de gauche, jusqu'à la petite rivière de Foron et le pays de Dalem. Le colonel Frécheville, avec les flanqueurs de droite, occupa Eupen et Cornelis-Munster. L'avant-garde de l'armée de Valence était placée à Verviers, Limbourg, Stablo, Spa et Malmédy ; son armée était sur deux lignes, depuis Huy jusqu'à Liége et Saint-Tron. L'armée du centre occupait Liége, Robermont, Herve et les villages intermédiaires. L'armée du Nord, ou de Miranda, occupait depuis Tongres jusqu'à Ruremonde.

Le point central de rassemblement était à Aix-la-Chapelle,

en cas que les ennemis voulussent attaquer les quartiers, ce qu'ils ne pouvaient faire jusqu'au printemps, étant trop faibles, et souffrant presque autant de la disette que les Français. La Roër peut très-bien se défendre en hiver; et, à l'époque où elle a été forcée, on ne peut s'en prendre qu'à la négligence des généraux, qui auraient dû commencer par rassembler leurs quartiers à Aix-la-Chapelle, pour venir ensuite disputer le passage de la Roër ou à Aldenhoven ou ailleurs, puisque le but des Impériaux était d'aller secourir Maestricht, et que l'objet de l'armée d'observation était de l'empêcher, ce qu'elle ne pouvait pas faire en laissant les troupes dispersées dans les quartiers d'hiver.

Ce fut le 12 décembre que le général fit entrer l'armée en quartiers d'hiver; les commissaires y consentirent, convaincus, par le pitoyable état des troupes, que chaque jour que l'on différait hâtait leur ruine. A cette même époque le ministre Pache lui envoya une délibération du pouvoir exécutif, dont l'exécution était impossible. Custine, aveuglé par ses succès trop faciles, était toujours persuadé qu'il était destiné à être le conquérant de l'Allemagne. Il voulait attirer la guerre de son côté, pour jouer le principal rôle.

Il s'était plaint avec raison de la mauvaise conduite de Kellermann; on lui avait donné satisfaction à cet égard, en ôtant à ce général le commandement de la Moselle. Beurnonville, qui l'avait remplacé, avait eu bien de la peine à rassembler son armée sur la Sarre, et à exécuter contre Trèves un mouvement qu'il n'était plus temps d'entreprendre. Custine, très-inquiet, très-dur, très-mauvais confrère, accusait déjà la lenteur de Beurnonville, qui, tout en désapprouvant le plan qu'on lui avait confié, l'exécutait le mieux qu'il pouvait.

Custine se mit en tête qu'il ne fallait laisser dans les Pays-Bas que l'armée du Nord ou de Miranda; qu'il fallait réunir à la sienne celle de la Moselle ou de Beurnonville, pour remarcher en Franconie avec quarante mille hommes; qu'il fallait faire remplacer celle de la Moselle par celle de Valence ou des Ardennes, qui irait attaquer Trèves et Coblentz, en passant par Andernach, pendant que le général Dumouriez, avec la sienne, irait assiéger Luxembourg.

Il faut noter que chacune de ces armées séparément aurait monté tout au plus de quinze à vingt mille hommes. Il faut noter aussi que l'armée prussienne occupait Coblentz, Trèves et Francfort, Custine ayant évacué cette dernière place d'une manière honteuse, et que le prince de Hohenlohe, avec au moins quinze mille hommes, était dans le Luxembourg. Il faut noter enfin que le changement d'administration avait porté la même désorganisation dans toutes les armées; qu'elles étaient toutes sans armes, sans habits, sans souliers, sans magasins.

Dumouriez n'aurait jamais pu croire qu'un plan aussi absurde fût sorti de la tête de l'infortuné Custine, si ce général ne lui en avait proposé l'exécution dans plusieurs de ses lettres. On était déjà à la mi-décembre: le général Dumouriez venait d'être obligé de mettre son armée en quartiers d'hiver, parce qu'elle était hors d'état d'agir. Il n'avait pas même pu faire dix lieues pour la porter sur le Rhin. Le duché de Luxembourg est un pays stérile et pauvre, d'où il ne pouvait pas tirer de quoi subsister. Il était impossible, dans cette saison, d'y mener de la grosse artillerie; la plus grande partie de ses chevaux de trait étaient morts. Même en réunissant le corps d'Harville, il ne se serait pas trouvé plus de trente mille hommes pour aller dans le cœur de l'hiver attaquer la plus forte place de l'Europe, défendue par une armée, et ayant derrière elle l'armée prussienne à Trèves et Coblentz. Il n'y avait aucun magasin à portée; on ne pouvait rien tirer de la Champagne ni des Ardennes, qui étaient dévastées, ayant été pendant tout l'été le théâtre de la guerre.

Il aurait pu exécuter la moitié de la délibération du conseil, c'est-à-dire détacher le général Valence avec ses seize mille hommes. Mais il ne pouvait ni l'envoyer dans le Luxembourg, où il serait mort de faim, ni le faire marcher sur Andernach, où le prince de Hohenlohe, qui était au moins aussi fort que lui, et qui pouvait encore être renforcé par les Prussiens, l'aurait attaqué. Il fallait donc qu'il le renvoyât par le même chemin par lequel il était venu, par Givet et les Ardennes, pour se porter sur Sedan, où il serait arrivé à la fin de janvier, avec tout au plus la moitié de son armée.

Le général fit transcrire la lettre du ministre à mi-marge, mit la réfutation sur une autre colonne, article par article, et demanda des ordres absolus et définitifs, protestant qu'il les ferait exécuter, mais qu'il ne s'en chargerait pas lui-même, ne voulant pas être responsable des funestes événements qu'entraînerait l'exécution d'un plan aussi déraisonnable. Le commissaire de la convention, Camus, partit pour Paris avec le général Thouvenot, et le plan fut révoqué. Le ministre et ses conseils étaient bien sûrs que le général refuserait d'obéir; mais ils n'imaginaient pas qu'il mettrait autant de méthode dans son refus, et ils espéraient pouvoir lui faire un crime de sa désobéissance.

Il désobéit encore alors à un autre ordre qu'on ne se donna pas même la peine de lui adresser, et dont il empêcha l'exécution lorsqu'il en fut informé par les plaintes trop justes des Belges. Il avait établi le colonel Thouvenot à la tête de la fonderie et de l'arsenal de Malines. Il était en train de fondre des pièces de quatre pour l'infanterie, de raccommoder les menues armes, et de construire et raccommoder les affûts. On y avait fait passer une partie de l'artillerie de campagne de l'armée, pour la remettre en état. Vers le milieu du mois de décembre, le ministre envoya ordre de transférer tous les ateliers de Malines à Douai, de détruire de fond en comble l'établissement de Malines. Cet ordre infernal mit l'épouvante dans toute la Belgique. C'était annoncer qu'on ne croyait pas pouvoir se soutenir dans ce pays, qu'on avait le projet de l'abandonner, et qu'on voulait priver les Impériaux de cet établissement.

Malines, malgré sa grandeur, est susceptible d'être mis en état de défense, à cause de ses canaux.

Il couvre Bruxelles d'un côté, et assure la communication d'Anvers. L'établissement de Malines était nécessaire, au moins tant qu'il y avait une armée française dans les Pays-Bas; c'était son unique arsenal. Sa translation à Douay retardait au moins et rendait très-douteuse la réparation des armes et de l'artillerie. Sa destruction était une injustice criante: c'était une propriété nationale des Belges, dont on n'avait pas droit de les priver, et dont ils avaient besoin pour leur armement. Enfin, si la des-

truction de cet armement était un jour jugée nécessaire et convenable, il fallait au moins attendre la dernière extrémité pour l'exécuter. Le général détailla tous ces motifs, et il donna défense d'exécuter cet ordre perfide et injuste. Le ministre n'osa pas insister.

C'est le 15 décembre que fut donné le fameux décret qui prouvait aux Belges et à tous les peuples qui avaient appelé les Français, ou qui les avaient reçus, que la convention n'envoyait les armées chez eux que pour les spolier et les tyranniser. Depuis que les Français étaient entrés dans les Pays-Bas, bien loin d'exhorter les Belges à faire un bon et prompt usage de leur liberté pour se constituer en corps de nation, se donner des représentants, enfin se créer une constitution, ils n'avaient fait que les égarer par des émissaires, qui partout soulevaient la populace contre le vrai peuple, et cherchaient à diviser celui-ci du clergé et de la noblesse. Ce décret donnait le droit de proconsuls aux commissaires de la convention, qui devaient être aidés dans leurs violences et leurs extorsions par une bande d'autres commissaires choisis par les jacobins.

On disait aux Belges, dans le préambule, qu'ils étaient libres. On les traitait en esclaves, on ne leur laissait aucune administration, on les mettait en tutelle. On se chargeait du séquestre de tous les biens ecclésiastiques qu'on nommait biens nationaux, sans s'embarrasser s'il conviendrait aux Belges de dépouiller leur clergé, et de déclarer leurs biens nationaux. Tout cela se faisait pour les forcer à se donner à la France; et bientôt on employa la violence et les moyens les plus criminels pour arracher l'émission de ce vœu. On a vu, en 1793, combien il était forcé et peu sincère.

Le général était personnellement intéressé à ce qu'une loi aussi injuste et impolitique fût abrogée. Elle détruisait sa proclamation; elle le rendait l'instrument perfide de l'esclavage, le fléau, l'Attila d'un peuple dont la franchise, la bonté et le courage méritaient un autre traitement. Elle achevait d'enlever les ressources qu'on aurait pu trouver dans les Belges pour se soutenir sur la Meuse. Au contraire même, c'était des ennemis de plus qu'elle donnait aux Français, ennemis qui les entouraient, et qui suffisaient seuls pour les chasser.

Les commissaires qui étaient à Liége soutenaient cette loi. Danton et Lacroix se vantaient d'en être les auteurs. Le général protesta, déclara qu'il ne se chargerait pas de son exécution, écrivit à la convention ; et dès lors se livrant à toute son indignation, prévoyant que des hommes aussi injustes ne s'arrêteraient point à ce premier pas, il résolut de s'en aller à Paris, et de chercher les moyens de se débarrasser du fardeau dont il était accablé.

On instruisait alors à Paris le procès de l'infortuné LouisXVI. Les commissaires montraient un acharnement qui était de mauvais présage. Gossuin, aussi stupide que barbare, disait à Camus, qui partait pour Paris : *Que vous êtes heureux d'aller à Paris ! Vous pourrez voter contre le tyran : je donnerais cent louis pour avoir cette satisfaction.* Le général raisonnait sur ce procès avec le général Thouvenot, et ils convinrent de se servir des officiers d'état-major et des aides de camp pour pressentir l'opinion des soldats, et la préparer en faveur de Louis. Ils ne firent que se compromettre inutilement ; et un adjudant, nommé Poutrel, homme plein d'honneur et d'esprit, pensa en être la victime.

Les soldats restèrent indifférents, même les troupes de ligne. D'ailleurs cet affreux procès n'était encore que commencé, et ne présentait pas encore la conséquence tragique qu'il a eue, lorsque Dumouriez est parti pour Paris à la fin de décembre. Il passa tout ce mois, dévoré de chagrin et d'indignation, sortant peu de sa chambre, et plongé dans les réflexions les plus noires. Telle était l'existence de l'homme qui venait de sauver la France en Champagne, et de conquérir la Belgique. C'est alors qu'il médita ce mot de Plutarque dans la vie de Cléomènes : *Puisque la chose n'est pas belle, il est temps d'en voir la turpitude, et d'y renoncer.*

CHAPITRE XII.

Réflexions sur la campagne des Pays-Bas.

La campagne des Pays-Bas, considérée militairement, a été très-brillante et très-rapide. Les Impériaux n'ont fait qu'une faute, c'est de s'exposer à perdre la bataille de Jemmapes. Voulant garder la position de Mons, il fallait défendre le bois de Sart et la position du moulin de Boussu. Il est peu de terrains qui prêtent à une défensive aussi formidable que cette position. Si on regardait la position de Jemmapes comme la citadelle, il fallait regarder le bois de Sart et le moulin de Boussu comme les ouvrages extérieurs. Dès qu'on avait laissé développer les Français dans la plaine entre le bois et Jemmapes, la position ne valait plus rien parce qu'elle n'avait ni développement ni profondeur, et que la rivière qui l'enveloppait par derrière était un danger de plus. Au contraire, en portant sa défense à Boussu, on avait trois positions à chicaner; et les Français n'auraient pu arriver à la dernière qu'après avoir perdu beaucoup de monde aux deux premières attaques.

Le projet du général Dumouriez n'était pas du tout de s'y obstiner. Comme il était maître du choix pour son entrée dans les Pays-Bas, il était toujours sûr de déposter le duc de Teschen sans l'attaquer : il n'avait qu'à le tourner. C'est le parti qu'il aurait pris, s'il avait vu le bois de Sart retranché, et des préparatifs faits d'avance pour une défense opiniâtre. Il avait placé le général Berneron depuis trois jours dans le bois de Bernissart, pour menacer Ath et Leuze. Il aurait masqué la position de Jemmapes, en laissant le général d'Harville campé à Quiévrain; il aurait marché à Ath, ce qui aurait fait dépasser la position de Mons; et il eût fallu nécessairement que sur son mouvement le duc de Teschen se hâtât de gagner Bruxelles par Braine et Hall, pour n'être pas coupé sur Hall par Enghien.

Le fait est que le duc de Teschen avait trop peu de troupes pour défendre les Pays-Bas, n'ayant pas les habitants en sa fa-

veur; ainsi on ne peut que le louer de ce qu'il a fait. Sa retraite jusqu'à Liége a été fière, et parfaitement conduite. Les Impériaux ont un talent particulier pour le développement et l'emploi des troupes légères, et il en a tiré tout le parti possible. Il est étonnant même qu'il ne se soit pas mis de lui-même en déroute, et qu'il ait conservé un si bon ordre jusqu'à la fin, étant indignement abandonné par ses troupes, qui se livraient à une coupable désertion.

Le public a fort vanté la rapidité de l'invasion du général Dumouriez, pendant qu'il se désolait de ces retards. Il a perdu cinq jours après la bataille de Jemmapes, parce qu'il n'avait ni vivres ni fourrages, et qu'il ne pouvait pas avancer. On vient de lire tous les détails affligeant, qui lui ont fait perdre le fruit de son succès. Il en a été de même après l'entrée dans Bruxelles, après le combat de Tirlemont, après l'entrée dans Liége. Arrêté partout par la faute du ministre Pache, il a toujours eu l'air d'attaquer trop vite et de poursuivre trop lentement.

Une autre contrariété très-fâcheuse lui est venue du retard que le général Valence a essuyé à son entrée de campagne. Ce général avait une armée excellente, du talent, un grand courage, et beaucoup de bonne volonté. S'il eût pu déboucher sur Charleroi dans les premiers jours de novembre, comme cela était arrangé dans le premier plan, il eût certainement empêché la jonction du général Clairfayt, qui arrivait avec des troupes harassées qui avaient beaucoup souffert en Champagne, et qui n'aurait pas pu forcer le passage contre les généraux Valence et d'Harville réunis. Si le général Clairfayt avait passé avant que Valence pût y mettre obstacle, alors, pendant que la Bourdonnaye menaçait Tournay, que le général Dumouriez menaçait Mons, l'armée de Valence serait devenue l'armée d'expédition, aurait marché sur Nivelle et de là sur Louvain, débordant toujours le duc de Teschen, et le forçant à prendre sa retraite par la Campine et Ruremonde, au lieu de se retirer par Louvain et Liége.

Cette branche du plan de campagne étant manquée par le retard forcé du général Valence, le général la Bourdonnaye pouvait y suppléer, s'il avait eu de l'activité, du talent et de la

bonne volonté. Il avait vingt mille hommes et du canon de siége ; il pouvait être le 3 novembre sur les hauteurs d'Hertain, Lamain et Marquain, et attaquer de vive force la ville de Tournay, pendant qu'il aurait chargé le général Duval d'aller avec un quart de son armée se poster à Audenarde, pour être maître de l'Escaut. Le général Latour, ne pouvant pas défendre ces deux places à la fois, n'aurait eu d'autre parti à prendre que de se replier bien vite sur le duc de Teschen à Mons. Alors le général Dumouriez aurait fait avancer le général de la Bourdonnaye, renforcé de la division de Berneron sur Ath, pour forcer les Impériaux à se replier sur Bruxelles.

Ainsi, par la droite ou par la gauche, le général avait également les moyens de déposter le duc de Teschen sans le combattre ; et il n'a pris ce dernier parti que parce qu'il n'a pas été secondé par les mouvements de sa droite et de sa gauche, et parce qu'il a vu que l'ennemi n'avait pas tiré tout l'avantage qu'il pouvait de la position qu'il avait prise pour l'arrêter.

Les quatre combats d'arrière-garde d'Anderlecht, de Cumptich ou Tirlemont, de Varoux et d'Herve, ont été beaucoup plus beaux de la part des Impériaux que de la part des Français. A celui d'Anderlecht, Dumouriez, impatient des retards qu'il éprouvait, s'est aventuré assez mal à propos à la tête d'une légère avant-garde ; mais comme les Impériaux n'ont pas pu soupçonner cette imprudence, ils n'ont pas été à portée d'en profiter. Il eût pu essuyer là un petit échec, mais il n'en serait résulté qu'un désagrément personnel, qui n'aurait pas pu influer sur le reste de la campagne.

A Cumptich, la défense du général Staray a été très-savante et très-hardie. L'attaque des Français a été tardive et molle, par la lenteur de la marche des deux ailes. Mais la position des Impériaux, en deçà de la grande Gette, était mauvaise. Celle de Gotzenhoven, entre les deux Gettes, eût été beaucoup meilleure. Sans doute que le général Staray était forcé de couvrir Tirlemont, pour donner le temps de l'évacuer. Il paraît cependant, par les détails de la campagne de 1793, qui se trouvent dans le sixième livre de ces Mémoires, que les Impériaux n'ont jamais bien connu les avantages de la position de Gotzenhoven, qui

est une des meilleures des Pays-Bas: elle est à la vérité plus favorable contre le pays de Liége que contre le Brabant, à cause de la grande *villasse* de Tirlemont, qui gêne son flanc droit, et qu'on ne peut pas défendre.

A Varoux, le général Staray, avec très-peu de troupes, a déployé une grande défensive sur un front très-étendu, et il a resserré sa défensive peu à peu, sans se presser, avec beaucoup d'habileté et de sang-froid. Les mouvements des ailes des Français ont encore été lents, ce qui a rendu l'attaque du front molle et circonspecte. D'ailleurs le général Staray avait des batteries de grosses pièces, très-bien disposées et parfaitement servies, qui ont eu ce jour-là une grande supériorité sur l'artillerie française, qui n'a pas déployé sa vivacité ordinaire.

Le général Dumouriez a observé, à ce combat, que le soldat français compte infiniment sur la supériorité de son artillerie; que du succès de cette arme dépend le plus ou moins de confiance et d'impétuosité des troupes, et que son courage se refroidit sensiblement s'il voit son artillerie recevoir un échec ou se rebuter.

A Herve, le général Clairfayt a parfaitement calculé le projet du général Dumouriez, et il a retiré très à propos ses avant-gardes de Henri-Chapelle. Deux heures plus tard, elles eussent été enlevées sans qu'il eût pu les sauver. Sa retraite derrière l'Herfte, sa constance à tenir cette position avec une poignée de troupes désorganisées et manquant de tout, son habileté à leur rendre de l'ensemble et du courage, en profitant de l'inaction forcée du général Dumouriez, font beaucoup d'honneur à ce général impérial, et ont préparé les succès de la campagne suivante, pendant que la conduite de la convention et du ministre de la guerre assuraient les disgrâces de l'armée française et la perte des Pays-Bas.

On peut appliquer à cette campagne ce vers de l'Art poétique d'Horace :

Desinit in piscem mulier formosa superne.

Le plan de campagne était très-grand, très-facile à exécuter, et très-utile à la France. C'est la retraite déplacée de Kellermann qui l'a fait manquer. Le plan particulier de l'invasion des Pays-

Bas était immanquable ; il ne demandait que vingt jours au lieu de trente pour sa réussite complète. Ce sont le ministre Pache et le député Cambon qui, ne pouvant pas le faire échouer, l'ont rendu inutile et dangereux : le premier, en détruisant l'armée par la disette ; le second, en faisant adopter un système odieux et tyrannique pour l'administration des Pays-Bas.

Tout pouvait se réparer en prenant Maestricht et Venloo, à l'époque à laquelle le général Dumouriez a demandé des ordres au pouvoir exécutif. L'infortuné Lebrun, guidé par les perfides conseils de l'étourdi Brissot, a enlevé cette ressource ; et ensuite, pour achever de perdre tout, ils ont l'un et l'autre provoqué la déclaration de guerre contre l'Angleterre et la Hollande au commencement de 1793, lorsque l'armée française était totalement désorganisée, et le peuple belge entièrement aliéné.

La campagne des Pays-Bas a été très-brillante et très-malheureuse pour le général Dumouriez. Celle de Champagne a été bien plus savante, plus avantageuse, et a bien plus de mérite aux yeux des militaires instruits. L'une et l'autre ont été d'une rapidité frappante pour l'histoire. Elles sont d'un genre entièrement opposé.

La première présente une défensive exacte, froide et circonspecte, consistant principalement en marches bien combinées et positions bien choisies. La seconde offre une offensive rapide, consistant en grands déploiements de moyens supérieurs, en une bataille, quatre combats et deux siéges.

Plût à Dieu que cette dernière campagne n'eût jamais été entreprise, et surtout que le général Dumouriez ne s'en fût pas chargé ! Ses succès lui ont donné bien des chagrins et des regrets, puisqu'ils ont développé la scélératesse, l'avarice et la barbarie des monstres qui ont perverti et déshonoré une nation estimable jusqu'alors. Elle reviendra de ses erreurs ; mais comment effacer ses crimes ?.....

ÉCLAIRCISSEMENTS HISTORIQUES

ET PIÈCES OFFICIELLES.

(A.)

Journal de la Dufresne.

Du 22 juin 1753. — M. le baron de R....., chevalier de Saint-Louis, demeurant rue Hautefeuille, âgé d'environ soixante et dix ans. Il a *visité* la nommée Victoire, qui demeure chez moi ; il est entré à six heures, et est sorti à sept.

Le prieur de S...., en Brie, demeurant rue Thérèse, butte Saint-Roch, âgé d'environ vingt-cinq ans : il s'habille quelquefois en petit-maître en épée. Il a visité la nommée Victoire; il est entré à huit heures, et sorti à neuf.

Du 25.— M. de la S...., ambassadeur de Portugal, demeurant rue de Richelieu, âgé de trente-six à quarante ans. Il a visité Agathe, de chez la Desportes ; il est entré à huit heures, sorti à neuf.

Signé Femme DUFRESNE.

Tels étaient les rapports qui, pour la plupart, étaient mis sous les yeux de Louis XV, et qui étaient destinés à égayer les loisirs de ce monarque, tourmenté à la fois par l'ennui de la représentation et par la satiété des plaisirs des sens.

B.)

Description de l'ouverture de l'avant-port de Cherbourg, qui a eu lieu le 27 août 1813, et détails sur ce qui s'est passé à cette occasion, lus à la Société d'agriculture et de commerce de Caen, dans sa séance du 18 novembre 1813, et imprimés par son ordre[1]; Caen, 1813. *Par M.* Pierre-Aimé Lair.

J'étais depuis plusieurs jours à Cherbourg, avec une foule d'étrangers venus de toutes parts pour visiter les travaux importants que l'on fait dans cette ville, et assister à l'ouverture d'un avant-port entrepris, depuis dix ans, au milieu des rocs les plus durs, et terminé malgré des difficultés qui paraissaient insurmontables[2]. Ce bassin, destiné à contenir les plus grands vaisseaux de ligne, était achevé. Il restait à détruire un immense batardeau qui soutenait seul tous les efforts de l'Océan, et empêchait la mer de pénétrer dans l'avant-port. Il était principalement composé de deux longs bateaux ou caissons parallèles, entre lesquels avait été placé un grand massif de terre glaise qui reposait sur le fond même de la mer[3].

[1] L'explication de quelques mots dont je me sers souvent dans cette description pourra contribuer à la rendre plus claire. On appelle *batardeau* une digue destinée à faciliter l'exécution d'un ouvrage au-dessous de la surface de l'eau. J'emploierai indifféremment dans mon récit les mots *batardeau*, *digue*.

Un *bateau-porte* est un bateau placé à l'entrée d'un bassin, et qui sert à le fermer comme une porte, dont il diffère d'ailleurs en ce qu'il ne roule pas sur des gonds et sur un pivot. Sous ce rapport, le bateau-porte devrait plutôt être assimilé à une grande vanne, que l'on hausse et baisse à volonté.

Une *forme* est un bassin dans lequel sont construits ou radoubés des vaisseaux. On profite des hautes marées pour les faire entrer dans la forme, que l'on ferme ensuite avec un bateau-porte, et que l'on met à sec par le moyen des pompes. Ce bassin est nommé *forme*, probablement parce qu'il présente à peu près la forme d'un vaisseau.

Une *cale* est un plancher incliné que l'on pratique au bord de la mer, d'un bassin ou d'une rivière, pour y construire un vaisseau, et le lancer ensuite à l'eau.

Une *passe*, un *chenal*, sont des canaux qui servent de communication entre un port et la mer.

[2] L'avant-port de Cherbourg a été formé, ou plutôt taillé, dans un roc de schiste presque généralement quartzeux, dont la dureté s'est accrue à mesure que l'on a creusé. Ce qui a fait dire, d'une manière triviale à la vérité, mais qui rend exactement l'idée, que ce bassin était une grande auge d'une seule pièce, comprenant plusieurs millions de pieds cubes d'eau.

[3] Le batardeau, tel qu'on l'a vu à la dernière époque des travaux, avait 196 pieds de long. Il occupait exactement l'espace compris entre le revêtement des môles; mais la partie construite en un seul et même système, celle qui fut mise à flot, et dont l'immersion eut lieu à la marée du 3 septembre 1807, avait de longueur. . . . . 142 pieds.

De largeur à la base. . . 84
De largeur au sommet. . 44
De hauteur verticale. . . 40

Des intervalles laissés entre les deux extrémités et les revêtements des môles, formant ensemble 54 pieds de longueur, furent immédiatement après remplis par des pièces additionnelles disposées d'une manière analogue au système principal, et le batardeau fut ainsi perfectionné.

On avait annoncé que ce batardeau serait détruit le 15 août. L'opération fut remise jusqu'à l'arrivée de l'impératrice, que l'on attendait incessamment à Cherbourg. Je profitai de ce retard pour voir ce que cette ville et ses environs offrent de plus curieux; le fort Impérial sur l'île Pelée, la batterie Napoléon établie sur le milieu de la digue qui ferme la rade, les forts de Querqueville et du Homet, celui du Galet, qu'on rétablit en ce moment, la montagne du Roule, l'Hôpital, le bagne, et l'arsenal.

Quoique le port soit un peu éloigné de la ville, je m'y rendais tous les jours, et souvent plusieurs fois. Je ne me lassais point d'en examiner les travaux. Je descendais quelquefois au fond de l'avant-port. Je me plaisais à faire le tour de ce bassin, long de 900 pieds, large de 720, profond de 55, et dont la *passe* ou l'entrée a 196 pieds d'ouverture[1]. J'admirais l'heureuse position de Cherbourg, placé entre Anvers et Brest, presque en face l'île de Wight, et à vingt-trois lieues de Portsmouth. J'espérais que le malheureux événement de la Hougue ne se renouvellerait plus, et que désormais la France obtiendrait les mêmes avantages que l'Angleterre doit en partie aux établissements maritimes qu'elle possède dans la Manche. L'esprit rempli de ces douces pensées, je retournais lentement à la ville en rêvant au

[1] Comme on l'a observé, l'avant-port a 900 pieds de longueur sur 720 de largeur; mais la superficie occupée par les eaux n'est que de 641,916 pieds d'étendue, les pans coupés comprenant 6,084 pieds. Quant à sa profondeur verticale, elle est moyennement de 55 pieds, à partir de l'arête des quais; et comme les murs sont élevés de cinq pieds au-dessus des plus hautes eaux des marées équinoxiales, on doit en conclure que le fond du port est à 50 pieds au-dessous de la surface de l'Océan, et par conséquent qu'il contiendrait dans les grandes marées 32,095,800 pieds cubes d'eau, s'il n'y avait à déduire le cube des talus de 45 degrés, ménagés au pied des murs, et dont la hauteur verticale est moyennement de 24 pieds 5 pouces.

L'avant-port peut renfermer quinze vaisseaux de ligne. Quant à la passe, elle est perpendiculaire à l'avant-port, et se présente à l'est-nord-est, presque en face du cap Levi.

Voici les dimensions du chenal qui sert de communication de la mer à l'avant-port: largeur entre les deux môles, sur leur axe, c'est-à-dire dans la partie la plus étroite. . . . . 196 pieds 8 p.

Largeur à son débouché dans l'avant-port. . . . . 308 pieds 8 p.

Longueur depuis l'axe des môles jusqu'au point où l'on a placé les médailles au débouché dans l'avant-port. . . . . 247 »

Le chenal est moins profond que l'avant-port. Sa profondeur moyenne est aux grandes marées d'équinoxe de. . . . . 41 »

Le total de la superficie de l'avant-port et du chenal est de. 704,264

ce qui fait environ douze arpents d'étendue; et, pour donner un objet de comparaison, le vaste emplacement de l'hôtel des Invalides de Paris ne comprend guère que quatre arpents de plus.

Les deux môles dont nous venons de parler sont placés à l'ouverture de la passe, et garnis de batteries de canon qui en défendent l'entrée. L'un est destiné à servir de phare, l'autre renfermera un *sémaphore*, espèce de télégraphe maritime, adopté depuis quelques années sur les côtes de France.

bonheur de mon pays, et le trajet me paraissait toujours bien court.

On avait fait creuser au fond de l'avant-port deux fosses, l'une en face de la *passe*, l'autre en avant de la *forme*, pour y renfermer dans une boîte en chêne, recouverte d'une feuille de plomb, toutes les pièces de monnaies françaises en circulation, et quatre-vingts médailles en bronze du règne de l'empereur. Ce fut le ministre de la marine qui, à son arrivée, le 23 août, présida à cette cérémonie. On déposa aussi dans chacune des fosses une plaque en platine, sur laquelle on avait gravé la date de la construction du port, et les noms des différents officiers publics qui en dirigent les travaux. Fasse le ciel que jamais la postérité ne retrouve ces inscriptions placées sous l'eau, à une aussi grande profondeur! Ce ne serait sans doute que par suite d'une grande catastrophe.

L'impératrice arriva, dans la soirée du 25, à Cherbourg. Le lendemain, vers midi, sa majesté se fit conduire au port, et descendit au fond du bassin, accompagnée du ministre de la marine et des personnes de sa suite : elle adressa plusieurs questions à M. Cachin, directeur général des travaux. Elle saisit avec plaisir le moment où elle parcourait les beaux ouvrages qu'il venait de faire exécuter, pour lui annoncer que, par un décret spécial, l'empereur lui avait accordé le titre de baron. M. Duparc, ingénieur en chef de ces travaux, reçut bientôt après la décoration de l'ordre de la Réunion.

A peine sa majesté fut-elle retirée, que de nombreux ouvriers se mirent à travailler à la destruction du batardeau. Elle avait d'abord été fixée au samedi 28 : il fut décidé qu'elle aurait lieu dès le lendemain vendredi. On ne voulut point différer d'un jour une opération aussi importante. Je ne vis pas sans regret saper dans ses fondements ce bel ouvrage, véritable chef-d'œuvre dans son genre, qu'on eût désiré conserver, mais dont la destination même était de n'exister que passagèrement. Je laisse aux gens de l'art à décrire d'une manière particulière ce batardeau.

Au lieu de s'attacher à détruire entièrement la charpente, on se contenta, pour éviter toute espèce d'accident, de pratiquer au centre, dans une longueur de 80 pieds, trois principales ouvertures. Ce batardeau avait été placé en une marée; on semblait ne pas vouloir mettre plus de temps à l'enlever. Le travail était exécuté avec une grande activité par des charpentiers militaires, la plupart des départements méridionaux, et dont plusieurs étaient Italiens. De leur côté, des prisonniers espagnols s'occupaient sans relâche à enlever

le sable et la terre glaise qui remplissaient l'encaissement. Il était extraordinaire de voir des hommes, nés peut-être sur les bords du Tibre ou sur les rives du Guadalquivir, dirigés par le génie français, travailler à ouvrir dans la Manche un port redoutable à la marine anglaise.

Les trois pompes à feu employées à extraire l'eau du bassin, désormais inutiles, avaient cessé de marcher. On s'attendait qu'à la marée montante, vers les trois heures après midi, l'eau de la mer entrerait dans l'avant-port. Dès le matin, une foule considérable couvrait les bords escarpés du bassin. On les avait garnis de pieux et de cordes pour empêcher d'approcher trop près, et toutes les précautions furent si bien prises qu'il n'arriva aucun accident.

Je ne fus pas des derniers à me rendre au port. Tandis que la hache attaquait fortement la digue, mes yeux se promenaient agréablement sur tous les objets qui m'environnaient. En face du batardeau étaient des milliers de personnes. Un grand nombre, placées sur des tertres en amphithéâtre provenant des débris du bassin, formaient des groupes d'un bel effet; et les spectateurs eux-mêmes offraient, sans s'en douter, un charmant spectacle. De ce côté on voyait, sur un plan plus éloigné, un arc de triomphe élevé à la hâte, et une partie de l'enceinte du port nouvellement établie, et déjà garnie de canons. On distinguait facilement l'hôpital de la marine, autrefois Notre-Dame du Vœu, qui rappelle un souvenir historique intéressant[1]. La vue était terminée par des coteaux couronnés de redoutes destinées à protéger le port et la ville.

Du côté du fort Homet s'était aussi porté un grand nombre de spectateurs. Deux tentes renfermaient d'illustres étrangers et plusieurs personnages marquants de la ville. Une de ces tentes était placée sur un *bateau-porte* destiné à interrompre momentanément la communication avec le bassin des armements, déjà très-avancé, et qu'on doit terminer en peu de temps.

[1] L'hôpital de la marine est composé en partie des anciens bâtiments de l'abbaye fondée par l'impératrice Mathilde, comtesse d'Anjou, et fille de Henri Ier. En passant d'Angleterre en France, cette princesse fut surprise par une si violente tempête, qu'elle était sur le point de périr. Dans ce danger imminent, elle fit vœu de fonder une abbaye sous l'invocation de la Vierge, au lieu même où elle arriverait. Elle débarqua heureusement à l'entrée d'un ruisseau appelé depuis *Chantereine*, parce qu'au plus fort de la tempête la reine avait aussi promis de chanter un hymne, dès qu'elle verrait la terre. Le pilote du vaisseau l'ayant aperçue, lui dit : *Chante, regne; vechi terre.* Mathilde fit bâtir une chapelle sous le nom de Notre-Dame du Vœu.

Vers le fort Galet, et près de l'ouverture du bassin, s'élevait le pavillon de sa majesté; il était orné de guirlandes de verdure et de trophées. On avait dressé sur le même rang une longue tente pour les personnes de la cour, où se trouvaient aussi les membres des administrations, dont les costumes différents formaient, dans cette partie du tableau, un coup d'œil agréable; de l'autre côté du pavillon, on apercevait sur leurs *cales* quatre vaisseaux de ligne en construction, parmi lesquels on distinguait *l'Inflexible*, de 118 canons. Les autres étaient : *le Centaure*, de 80; *le Jupiter* et *le Généreux*, de 74. Entre les cales on remarquait une belle *forme* tout en granit taillé avec une perfection étonnante, dans laquelle les plus gros vaisseaux pourront être construits ou radoubés [1]. On entrevoyait plus loin, hors de l'enceinte du port, *le Zélandais*, de 80 canons, et *le Duguay-Trouin*, de 74, placés sur des cales près de la rade. La montagne du Roule, la ville et le cap Levi, bornaient l'horizon.

On vit longtemps sur le batardeau un groupe des marins de la garde et de plusieurs officiers de marine, dont le riche uniforme présentait une agréable variété avec ceux des vétérans hollandais et des soldats du beau régiment du duché de Berg.

On a fait le panorama d'Anvers : celui du port de Cherbourg, saisi dans cette circonstance, serait sans doute encore plus curieux.

J'allais d'un endroit à l'autre, et je ne pouvais me lasser de ce spectacle, qui parlait autant à l'imagination et à l'esprit qu'aux yeux. Quelle époque mémorable pour la marine française! quelle espérance pour l'avenir! Combien il était intéressant de voir cette immense réunion d'hommes de toutes les conditions, de tous les âges et de différents pays, parmi lesquels on distinguait des personnes du rang le plus élevé et du plus rare mérite, que le désir de voir le port et l'espérance de jouir de la présence de sa majesté avaient attirés! Aussi le nombre des étrangers était-il infiniment plus considérable que celui des habitants de la ville.

Je reconnus le directeur général des musées de France, M. Denon; le secrétaire de la classe des beaux-arts de l'Institut, M. Lebreton;

[1] Les dimensions générales de la forme sont :

Longueur depuis la place du bateau-porte jusqu'au fond de la forme.	230 pieds	» p.	
Largeur entre les murs supérieurs de revêtement.	74	pieds	» p.
Profondeur depuis l'estrade jusqu'à l'arête du revêtement.	26		6

madame Dufrénoy, M. de Treneuil, et un des plus joyeux chansonniers du Vaudeville, M. Désaugiers [1].

Je vis aussi le compositeur de la musique du *Calife de Bagdad*, Boyeldieu; Isabey, dont tout le monde connaît les beaux dessins; Bourgeois, le paysagiste; Beaugeau, dessinateur et graveur de marine; Crépin, chargé de peindre les points de vue les plus intéressants du port et de la rade de Cherbourg. Peu d'occasions étaient aussi favorables pour exercer et faire briller le talent de ces artistes.

Parmi tant de personnes distinguées par leur mérite, les regards se portaient avec un intérêt particulier sur M. Cachin. Il était beau de voir la puissance suprême et tous les arts se réunir en quelque sorte pour rendre hommage à l'homme qui avait si habilement exécuté un grand et utile projet.

Les ouvriers avaient cessé de travailler, et au milieu de ce concours prodigieux de spectateurs il régnait un silence profond, vraiment imposant. Sur les cinq heures un quart, lorsque la mer fut parvenue à une certaine hauteur, on la vit tout à coup entrer à travers trois ouvertures pratiquées à la digue.

Pendant ce temps l'impératrice arrivait, et sa présence fut annoncée par les fanfares d'une musique guerrière et des salves multipliées d'artillerie. Les cris de joie se confondirent longtemps avec le bruit des batteries. Sa majesté se plaça dans le pavillon qui lui avait été préparé. Alors M. l'évêque de Coutances, environné de son clergé, s'avança vers elle, et lui adressa un discours analogue à la circonstance. Après le cérémonial et les prières d'usage, il se tourna du côté de l'avant-port, et bénit cet ouvrage des hommes. On aime à voir un peuple consacrer par des cérémonies religieuses un événement aussi mémorable, et faire intervenir la Divinité dans toutes ses grandes entreprises.

Cependant la mer montait de plus en plus. Une triple cascade, tombant d'une grande hauteur, jaillissait en forme de nappe, à tra-

[1] On sait que les vaudevilles, qui dans l'origine étaient des chansons de table, quelquefois un peu malignes et grivoises, ont pris naissance dans le département du Calvados, voisin de celui de la Manche. Un foulon, nommé Olivier Basselin, qui vivait au quinzième siècle, est le premier auteur de ce genre. Il avait de la verve et de la facilité. Ce foulon, ainsi que le menuisier de Nevers, Adam Billaut dut tout son talent à la nature. Comme il habitait le val de Vire, on a appelé, par corruption, ses chansons *vaux de vire* ou *vaudevilles*. Quelques hommes estimables de l'arrondissement de Vire ont publié à leurs frais, en 1811, une édition des poésies de Basselin. Ils se proposent même de lui élever un monument dans le voisinage de son habitation, qui existe encore.

vers la digue. Déjà une filtration considérable connue sous le nom de *Renard*, qu'on n'avait pu arrêter pendant tout le cours des travaux, ne semblait comparativement qu'un courant très-faible.

Un autre objet fixa tout à coup l'attention. Les yeux se portèrent vers le rivage. L'escadre de la rade, commandée par le contre-amiral Troude, avait appareillé. Tous les bâtiments, par une manœuvre hardie, s'approchèrent majestueusement du batardeau. Ils s'avancèrent si près, même *le Polonais* et le vaisseau amiral *le Courageux*, qu'on pouvait distinguer facilement les marins de chaque équipage. Le coup d'œil devenait encore plus piquant à la vue d'une croisière anglaise en station devant la rade.

Quoique la température de l'air fût très-froide, sa majesté voulut rester jusqu'à la fin du jour. La plupart des spectateurs, qui étaient au port depuis le matin, souffrant du froid et pressés par la faim, se retirèrent insensiblement vers les huit heures du soir. Je restai avec M. le Roux, ingénieur des ponts et chaussées.

Un magnifique spectacle se préparait. Un grand nombre de lampions avait été allumé, et placé sur plusieurs rangs dans le batardeau. On avait mis le long du bassin beaucoup de pots à feu, remplis de goudron enflammé. La mer continuait de monter et de prendre de la force. Il était neuf heures du soir, lorsque tout à coup nous entendîmes un bruit effrayant venant du batardeau. Après un craquement épouvantable et une secousse violente qui durèrent quelques minutes, nous vîmes le centre du batardeau se briser en éclats du côté du bassin. Alors la mer, s'ouvrant un large passage, entra comme un torrent impétueux. Nous appréhendions que plusieurs ouvriers n'eussent été entraînés et engloutis par les eaux. Nous fûmes bientôt rassurés. Nous nous étions approchés des parties du batardeau restées intactes, et nous les sentîmes trembler sous nos pieds. Le bruit produit par l'entrée rapide de l'eau de la mer continuait. De temps en temps il se faisait des déchirements dans la charpente, et il s'en détachait de grosses pièces de bois avec fracas. La lumière vive des lampions et des pots à feu avait remplacé celle du jour, et nous faisait paraître les eaux qui entraient en écumant, tantôt argentées et blanchâtres comme de la neige, tantôt rouges comme du feu, selon la différence des reflets. Cette scène était extraordinaire : il est difficile d'en concevoir de plus belle. Nous nous regardions quelquefois, et nous nous témoignions par des mots entrecoupés notre étonnement et notre admiration. Nous regrettions qu'il fût resté si peu de monde

au moment même le plus intéressant. Ce spectacle attachant dura dans toute sa beauté, et l'eau de la mer continua d'entrer avec la même violence pendant une demi-heure, intervalle qui suffit pour achever de remplir le bassin, malgré son immense étendue.

Sur ces entrefaites nous vîmes revenir l'impératrice et le ministre de la marine. Sa majesté témoigna sa surprise du changement survenu en si peu de temps, et parut voir avec beaucoup d'intérêt ce nouveau spectacle. Enfin l'eau se trouva au niveau de la mer, à 50 pieds environ de hauteur, dans l'enceinte où quelques heures auparavant on pouvait encore se promener presque à pied sec.

Nous nous retirâmes, remplis d'enthousiasme de tout ce que nous avions vu. Mais pour le partager il faudrait, comme nous, avoir été témoin de ce qui s'est passé en cette circonstance; et pour le bien décrire il faudrait avoir un grand talent.

Où étiez-vous, mon compatriote Chênedollé, mon estimable ami, qui avez si heureusement retracé dans votre poëme les merveilles de la nature et les chefs-d'œuvre de l'art? Avec quel charme vous eussiez dépeint et les phénomènes qui ont frappé nos yeux, et les événements intéressants qui ont eu lieu à Cherbourg pendant le séjour de l'impératrice! Avec quel talent, avec quel intérêt vous eussiez décrit des travaux qui surpassent tout ce que les anciens et les modernes ont fait en ce genre! Il appartenait à l'auteur du *Génie de l'Homme* d'en célébrer un des ouvrages les plus surprenants.

(C.)

PREMIER MINISTÈRE.

Il était décidé que le général Dumouriez passerait de ce calme, sinon heureux, au moins tranquille, à la vie la plus orageuse et la plus traversée. Au mois de janvier 1792, l'émigration des officiers généraux avait été si considérable, qu'il fut fait lieutenant général par ancienneté, ce qui nécessairement le tirait de la douzième division. On parlait déjà de guerre, on s'y préparait. Narbonne avait été faire la tournée des frontières, pour donner ordre de les mettre en état de défense. On avait formé trois armées : celle du Nord, commandée par le maréchal de Rochambeau, celle d'Alsace par le ma-

réchal Luckner (on venait de les décorer tous deux de cette dignité), et celle du centre par la Fayette, qu'on avait rappelé de ses terres, où il s'était retiré après avoir perdu sa faveur populaire à Paris par le crédit des jacobins.

Dumouriez reçut ordre, du ministre de la guerre, de se rendre à Paris. Quelques-uns de ses amis sollicitèrent aussi de Lessart, ministre des affaires étrangères, à demander qu'il y vînt; on voulait qu'il lui donnât des conseils dont il avait grand besoin, parce qu'il avait des talents très-médiocres, et que la faiblesse de ses négociations avait embrouillé les affaires extérieures, au point de le jeter dans des embarras inextricables.

Il revit avec grand plaisir son malheureux ami Laporte, qu'il conjura de donner sa démission; sa retraite l'aurait peut-être sauvé. La nouvelle assemblée, excepté les membres des départements où il venait de commander, et quelques anciens législateurs, lui était entièrement inconnue. Elle fut deux mois à faire très-peu de besogne, et à tâtonner les affaires, ce qui malheureusement donna de la sécurité à la cour. Les ministres étaient brouillés entre eux, comme dans les temps les plus tranquilles. Narbonne, ministre de la guerre, avait pour ennemi déclaré Bertrand, ministre de la marine, qui affichait hautement l'aristocratie. La cour penchait pour ce dernier, et Narbonne avait pour lui Brissot, Condorcet et la Gironde, qui, à peine arrivée, avait acquis déjà de la prépondérance par la supériorité de ses orateurs.

Gensonné prônait à tout ce parti le général Dumouriez, depuis son retour de la Vendée, et voulait le voir ou général d'armée, ou ministre. De Lessart eut l'air de lui demander des conseils; mais il était livré aux Lameth, Duport, Beaumetz et plusieurs autres des anciens législateurs, qui ne semblaient se tenir à Paris que pour tourner en ridicule la nouvelle assemblée. Ils étaient les chefs du club des feuillants, qui, dans l'assemblée, était le parti de l'opposition; hors de l'assemblée, le parti du roi contre les jacobins. Dumouriez, à cette occasion, et dès l'année précédente, avait souvent dit à son ami Laporte : *Si j'étais le roi, je me ferais jacobin, pour déjouer tous les partis.* Il y a bien souvent réfléchi depuis, et il pense que c'est ce que le roi eût pu faire de mieux, car dès lors la face de cette société eût changé entièrement.

Narbonne accueillit très-bien Dumouriez, et lui annonça qu'il était employé à l'armée d'Alsace, sous Luckner, et qu'il irait commander

la division de Besançon. Il accepta ; mais il lui dit que puisque, selon les apparences, la guerre était prochaine, il croyait devoir lui représenter qu'il était à présumer qu'elle deviendrait générale ; qu'il ne voyait pas qu'on s'occupât du Midi ; qu'on pourrait y être attaqué au dépourvu ; qu'il croyait utile de faire un plan de défensive pour le Midi, d'y destiner un général en chef et une armée.

Narbonne approuva son idée. Il se chargea de faire le plan ; il s'enferma trois jours au dépôt de la guerre avec un commis, et il alla porter ce plan au ministre. Son but était de se faire donner cette armée, qu'il regardait comme une ressource extrême ; car il craignait que cette législature ne tint pas contre le mépris qu'on versait sur elle, et que la nation, trahie et jouée, n'eût recours à la guerre civile ; il ne le cacha pas à Gensonné et à plusieurs membres de la Gironde, avec lesquels Gensonné lui avait fait faire connaissance. Ils lui montrèrent les mêmes craintes, et appuyèrent ses prétentions. A peine avait-il donné son plan à Narbonne, que ce ministre fut renvoyé, avec son antagoniste Bertrand.

De Grave remplaça Narbonne ; il était bon constitutionnel, n'appartenait à aucun parti, et même les connaissait fort peu. Il était jeune, et avait peu d'expérience des affaires ; mais ce peu d'expérience, source de présomption de tant d'autres, lui donnait une timidité qui, jointe à une mauvaise santé, ne le rendait guère propre aux fonctions de sa place dans de pareils temps. Dumouriez lui remit une copie de son plan de défensive du Midi, et il fut décidé qu'il serait nommé commandant en chef d'une quatrième armée. Il voyait souvent de Lessart, à qui Laporte surtout conseillait souvent de prendre ses avis. Ils avaient étudié tous les trois ensemble, mais jamais de Lessart n'avait été lié avec les deux amis.

Dumouriez apprenait tous les jours par le parti de la Gironde, dont quelques membres étaient du comité diplomatique, que ce comité, et surtout Brissot qui en était le coryphée, était très-mécontent des négociations de de Lessart, surtout avec la cour de Vienne, et que cette cour en abusait pour faire les réponses les plus insultantes pour la nation.

Alors il força la confiance de de Lessart, et lui fit connaître tous ses dangers. Celui-ci, plein de sécurité, lui répondit que la négociation allait très-bien ; et pour le lui prouver, il lui montra la copie de ses dépêches à M. de Noailles, ambassadeur de France à Vienne, les réponses de M. de Noailles, une note qu'il avait fait parvenir à M. le

prince de Kaunitz, et la réponse de ce ministre. Elle était d'une hauteur révoltante; c'était une diatribe contre les jacobins, un refus formel de regarder le roi comme libre.

L'étonnement de Dumouriez ne peut se comparer qu'à la parfaite tranquillité de de Lessart. *Le comité diplomatique a-t-il connaissance de ces pièces?* lui dit-il.—*Oui, il les a toutes.—En ce cas, vous êtes perdu si vous n'allez sur-le-champ les retirer, lui porter une réplique d'un style très-ferme et très-noble à l'écrit de M. de Kaunitz, et lui promettre de négocier sur ce pied-là à l'avenir.* De Lessart ne fut point convaincu. Dupe des feuillants, il se croyait sûr d'un grand parti dans l'assemblée. La chute de Narbonne était un échec que le parti de Brissot avait reçu; il ne doutait pas d'en triompher en cas d'attaque. Au sortir de chez lui, Dumouriez alla dire à Laporte qu'il regardait de Lessart comme perdu.

Le lendemain, Brissot dénonça de Lessart, et posa plusieurs griefs contre lui. En même temps il demanda que ce ministre fût mandé pour venir lire à l'assemblée sa négociation de Vienne, qu'il trouvait, dit-il, très-coupable, d'après l'examen qu'il en avait fait. C'était un jeudi, jour du dîner des ambassadeurs chez le ministre. Dumouriez y était invité. Le ministre alla à l'assemblée le matin, lut les pièces : des huées d'indignation partirent de tous côtés, même du côté droit, qui l'abandonna. On ordonna l'impression des pièces et le rapport du comité.

De Lessart regarda encore l'impression des pièces comme un bon augure; il parut très-satisfait. Les ministres étrangers, toujours fourbes, lui firent de grands compliments. Dumouriez lui dit en particulier : *Au nom de Dieu, dépêchez-vous de faire la démarche que je vous ai dite; il est peut être encore temps.* De Lessart continua dans sa sécurité. Deux jours après, sur le rapport du terrible Brissot, qui n'était jamais plus content que quand il pouvait faire du mal, l'assemblée rendit un décret d'arrestation; et le malheureux de Lessart fut conduit à Orléans, d'où il n'a été tiré que pour être égorgé à Versailles, avec les autres prisonniers, au mois de septembre de la même année. Alors Dumouriez gardait la chambre, avec un gros rhume.

Le lendemain 9 ou 10 mars, à minuit, le ministre de la guerre arrive chez lui, et lui dit que le roi l'a choisi pour ministre des affaires étrangères, mais à condition qu'il n'acceptera que par *intérim*, parce que de Lessart devant incessamment avoir des juges,

et n'étant pas criminel, reviendra bientôt d'Orléans, et reprendra ses fonctions. Il répond qu'il ne veut du ministère, ni par *intérim*, ni sans *intérim*; qu'il préfère le commandement qu'il lui a promis. De Grave insiste, et Dumouriez persiste dans son refus. Louis XVI, depuis la révolution, s'était fait l'habitude de charger l'ancien du conseil de lui proposer les remplacements. De Grave, ministre depuis dix jours, était l'ancien du conseil. Il était lié avec Pétion et le parti de la Gironde, et Gensonné avait engagé le comité diplomatique à diriger son choix. Les anciennes liaisons de Dumouriez avec le comte de Broglie et Favier; le mémoire diplomatique qu'il avait lu aux jacobins, et dont on fit alors une nouvelle édition; sa conduite prudente dans le département de la Vendée, engageaient la pluralité des membres de l'assemblée à désirer qu'on lui donnât cette place. De Grave en avait parlé au roi, le roi à Laporte, qui lui avait conseillé de le nommer.

Le jour suivant, Cahier de Gerville, ministre de l'intérieur, homme d'un civisme pur et sage, en qui le roi avait une juste confiance, vient chez lui de la part du roi, pour l'engager à prendre la place : il le prie de l'excuser auprès de sa majesté, et de lui dire qu'indépendamment de ce qu'il se croit plus propre au service militaire, il ne prendra jamais ce ministère par *intérim :*

Que nos affaires ont déjà trop de défaveur en pays étranger, pour que les cours puissent traiter avec un ministre *intérimaire;* que cet *intérim* est une maladresse contre laquelle l'assemblée nationale s'élèvera fortement; qu'outre qu'on lui en voudra d'avoir accepté sous cette condition, cet *intérim* compromettra le roi, qui semblera vouloir prouver qu'il juge que le décret porté contre son ministre a été fabriqué injustement, ou au moins très-légèrement; que, bien loin d'ouvrir par là à de Lessart le moyen de rentrer dans sa place, c'est le conduire infailliblement à sa perte; qu'il est d'avis lui-même que le décret est précipité, parce qu'on aurait dû, pour suivre les formes judiciaires d'un peuple libre, commencer par le décret d'accusation, et entendre de Lessart avant de le faire arrêter, ce qui est préjuger le crime; que c'est un motif de plus pour lui de désirer que le roi choisisse une autre personne pour remplir une place aussi dangereuse.

Cahier de Gerville retourne chez le roi, et revient lui donner ordre d'accepter la place sans *intérim*. Il le fit alors par pure obéissance, espérant devenir plus utile à sa patrie et à son roi, mais avec

bien du regret d'abandonner le commandement de l'armé du Midi, qui fut donné à Montesquiou, qui en était très-digne, et qui aurait parfaitement rempli telle place qu'on lui aurait donnée, étant un véritable homme d'État.

Il entra au ministère le 15 mars au matin, et fut présenté au roi. Il assista au conseil du soir, sans portefeuille, n'ayant encore aucune affaire prête; et il se mit au courant des formes. Ce conseil n'était composé que de trois ministres, de Grave, Cahier de Gerville, et Dumouriez. Duport-Dutertre avait donné sa démission, et n'y parut plus. Le ministère de la marine et celui des contributions étaient vacants.

Le lendemain, le roi lui accorda une audience particulière qu'il lui avait fait demander. On l'avait fort trompé sur le caractère de ce prince, qu'on lui avait peint comme un homme violent et colère, qui jurait beaucoup, et maltraitait ses ministres. Il doit au contraire lui rendre justice, en assurant que, pendant trois mois qu'il l'a vu particulièrement, et dans des circonstances très-délicates, il l'a toujours trouvé poli, doux, affable, et même très-patient.

Ce prince avait une grande timidité, qui venait de son éducation et de sa méfiance de lui-même; de la difficulté à parler; un esprit médiocre, mais juste; le cœur pur, le sens droit, beaucoup de connaissances sur les arts, l'histoire et surtout la géographie, et une mémoire étonnante. Il avait le caractère très-faible, et cependant une grande fermeté, qu'on pourrait plutôt appeler une grande résignation. Dès lors il a parlé plusieurs fois à Dumouriez de sa mort comme d'un événement qu'il prévoyait, et il en parlait avec le plus grand sang-froid.

On se rappelle le trait du jour où il fut insulté par Santerre et par la canaille de Paris, où on lui mit le bonnet rouge sur la tête. Il prit la main d'un grenadier de la garde nationale, et, la portant sur son cœur, il lui dit : *Tâtez si mon cœur bat plus fort qu'à l'ordinaire.* Il était bon, et cependant peu susceptible de regrets et encore moins d'attachement, excepté pour la reine. En tout, c'était un fort bon prince; et s'il eût été mieux élevé, ç'aurait été un de nos meilleurs rois.

Dumouriez en l'abordant lui dit : « Sire, l'ordre que vous m'avez donné d'accepter la place que j'avais refusée, me persuade que votre majesté est revenue des préventions qu'on lui avait données contre moi. — Oui, entièrement. — Hé bien! sire, je me dévoue à votre service; mais la place de ministre n'est plus la même qu'au-

trefois : sans cesser d'être le zélé serviteur de votre majesté, je suis l'homme de la nation. Je vous parlerai toujours le langage de la liberté et de la constitution. Renfermé dans mes fonctions, je ne vous ferai point ma cour, et à cet égard je romprai toutes les étiquettes, pour mieux vous servir. Je ne travaillerai qu'avec vous, ou au conseil. Presque tout votre corps diplomatique est contre-révolutionnaire ouvertement. On me pressera de vous engager à le changer. Je contrarierai vos goûts dans les choix; je vous proposerai des sujets que vous ne connaîtrez pas du tout, d'autres qui vous déplairont. Quand votre répugnance sera trop forte et motivée, comme vous êtes le maître, j'obéirai : mais si vos choix sont suggérés par vos entours, et visiblement dans le cas de vous compromettre, alors je vous supplierai, ou de me laisser le maître, ou de me donner un successeur. Pensez aux dangers terribles qui assiégent votre trône. Il faut le soutenir par la confiance publique; c'est une conquête à faire, sire, et elle dépend de vous. J'ai fait ce matin le plan de quatre dépêches importantes; je les apporterai au premier conseil. Elles ne ressemblent en rien, ni pour les principes ni pour le style, à celles de mes prédécesseurs, parce qu'elles doivent convenir aux circonstances : si mon travail vous agrée, je continuerai; sinon, j'aurai toujours mes équipages tout prêts pour aller servir ma patrie et vous dans les armées : c'est mon véritable élément, et l'objet de mes plus grands travaux depuis trente-six ans. »

Le roi, très-étonné de ce discours, lui dit avec bonté : « J'aime votre franchise : je sais que vous m'êtes attaché; je veux la constitution, j'espère que je serai content de votre travail. On m'avait dit bien des choses contre vous. » Alors il lui parla de la Normandie, et, après une explication simple des faits, il parut content. Il sortit du cabinet à la suite du roi, qui allait à la messe. Tous les courtisans le laissèrent passer comme un pestiféré, excepté deux ou trois de ses anciennes connaissances. Le maréchal de Noailles, le duc de Nivernois, et le malheureux duc de Brissac, lui firent amitié.

Le lendemain, au conseil, il porta quatre dépêches, pour l'Espagne, pour Vienne, pour la Prusse, et pour Londres. Elles contenaient les principes sur lesquels il voulait dorénavant négocier avec les puissances; chaque ministre français, au lieu de tronquer la dépêche ministérielle, avait ordre de la communiquer en entier au ministre des affaires étrangères de chaque cour, et même de lui en donner copie.

Le ministre y parlait au nom du roi, mais absolument dans le sens de la constitution, sans menace et sans faiblesse. Il discutait les véritables intérêts de chaque puissance, relativement à la révolution de France. Comme toutes se plaignaient des pamphlets très-déplacés des jacobins, il rejetait ces injures, foncièrement méprisables, sur la liberté indéfinie de la presse dans un temps de révolution. Il citait les Anglais, qui, même dans leur temps de plus grande tranquillité, parlaient souvent avec une liberté injurieuse des cours et des nations, non-seulement dans leurs nombreux papiers, mais souvent dans leur parlement, et même dans leur chambre des pairs. Il disait que jamais on ne s'était avisé de déclarer la guerre à l'Angleterre, ou, ce qui revenait au même, de la séquestrer du grand corps politique, pour ces légers délits, qui n'étaient point la faute du gouvernement ni de la nation, qui ne pouvaient jamais en être responsables. Enfin, il demandait la paix, sans faiblesse, au nom d'une nation libre dont le roi était le représentant héréditaire.

Ces dépêches plurent beaucoup au roi, qui dit : « On ne m'a jamais montré rien de pareil. » Cahier de Gerville lui dit : « Sire, voilà comment les ministres doivent toujours parler et écrire au nom de votre majesté. » Les courriers étaient tout prêts; les dépêches partirent dès le même soir.

Ce fut à ce conseil que de Grave lui proposa quatre nouveaux ministres, puisque, malgré les instances du roi et celles de ses deux collègues, Cahier de Gerville voulut absolument quitter, ayant, à la vérité, une très-faible santé. Le roi agréa le choix : voici comme il avait été fait. De Grave était chargé, comme l'ancien du conseil, de présenter au roi des sujets pour le ministère. Il en connaissait très-peu, Dumouriez encore moins; ils étaient rares : la plupart de ceux que l'un ou l'autre aurait pu choisir étaient émigrés ou contre-révolutionnaires décidés; et, parmi les hommes nouveaux que la révolution aurait pu produire, ils avaient trop peu d'habitude de ce nouveau monde, pour fixer leur choix. Pétion et Rœderer étaient à la tête, l'un de la municipalité, l'autre du département de Paris : ces deux hommes, Brissot, Condorcet, et quelques autres membres parisiens, leur parurent les plus propres à les éclairer sur leur choix. Ils les consultèrent. Ce qui diminuait leurs moyens, c'est que, d'après un décret de l'assemblée constituante, aucun de ses membres ne pouvait posséder aucun emploi public que deux ans après sa législature; sans quoi ils n'auraient pas été embarrassés.

Dumouriez ne présenta qu'un sujet pour le ministère de la marine, qui paraissait le plus difficile à trouver : ce fut Lacoste, commissaire ordonnateur de la marine. Il se souvint qu'étant jadis premier commis, il avait donné sa démission au ministre de Boynes, plutôt que de participer à une injustice. Cette affaire, bien loin de nuire à Lacoste, quoique dans le temps de la corruption, lui avait valu la place de député des colonies. Il était grand travailleur, avait une expérience profonde, un grand courage, une probité à toute épreuve, un patriotisme éclairé. Le roi l'a pris ensuite en amitié, l'a retenu en place malgré lui, et a paru le quitter à regret. C'est le seul que Dumouriez proposa de son choix ; de Grave y consentit, les Bordelais rendirent justice à Lacoste qui se trouvait à Paris, et il fut le premier sur la liste.

Quant aux autres, la Gironde, après avoir vu que les Parisiens ne trouvaient personne dans la capitale qui fût propre à être ministre de la justice, proposa un avocat de Bordeaux qui avait de la réputation : il s'appelait Duranton. C'était un homme assez éclairé, très-droit, très-bon citoyen, mais faible et lent. Il fut pareillement accepté, et il arriva au bout de quinze jours.

Pour ministre des contributions on proposa Clavière, homme de beaucoup d'esprit, parent ou allié de Brissot, qui avait été lié successivement avec Mirabeau, la Fayette, l'évêque d'Autun, et qui avait fait un mémoire très-connu et très-bon sur la finance. Il fut agréé.

Pour ministre de l'intérieur on choisit Roland, qui, sous l'ancien régime, avait été longtemps inspecteur du commerce et des manufactures, et qui était connu par de fort bons ouvrages sur ces parties.

Le conseil se trouva donc complet, et il était fort bien composé. Chacun de ces six hommes avait de l'esprit et de l'expérience dans sa partie, était travailleur; et si c'eût été dans des temps moins difficiles, ou plutôt moins sujets aux passions, il eût fort bien conduit les affaires du royaume. La cour et les papiers aristocrates plaisantèrent beaucoup sur ce ministère. Roland ressemblait à Plutarque, ou à un quaker endimanché : ses cheveux plats et blancs avec peu de poudre, un habit noir, des souliers avec des cordons au lieu de boucles, le firent regarder comme le rhinocéros. Il avait cependant une figure décente et agréable.

On les appela les ministres *sans-culottes*. Un courtisan vint un jour dire à Dumouriez que c'était le surnom qu'on leur avait donné

dans l'intérieur. *Si nous sommes sans-culottes*, répondit-il, *on s'en apercevra d'autant mieux que nous sommes des hommes*. Les papiers de la cour ne le désignaient jamais que sous le nom du ministre *bonnet-rouge*, parce que, par un malentendu, il avait été obligé de se coiffer de ce bonnet à une séance des jacobins, le lendemain de son entrée au ministère. Comme cette aventure est devenue le sujet de mille soupçons et d'autant de calomnies, il est nécessaire de donner ici les détails; et voici le fait tel qu'il s'est passé.

Dumouriez avait annoncé au roi qu'il croyait nécessaire dans l'intérêt de sa personne, et surtout dans l'intérêt des affaires publiques, que les nouveaux ministres nommés par lui sur la désignation du peuple, et qui avaient précédemment fréquenté la société des jacobins, s'y présentassent une fois au moins, pour qu'on ne les taxât pas d'aristocratie; et il avait, le matin même, dit au roi qu'il irait à la séance du soir. Le roi avait senti l'importance de cette démarche, et l'avait approuvée.

Depuis quelques jours, les factieux avaient arboré le bonnet rouge. Dumouriez et les girondistes, qui paraissaient alors vouloir rétablir l'ordre et combattre l'anarchie, et que, dans le fait, on ne peut pas accuser d'avoir jamais flatté les jacobins, firent sentir à Pétion, alors maire de Paris, alors aimé des jacobins, alors tout-puissant, que cette marque extérieure allait avoir les plus grands inconvénients, et rappellerait la *rose rouge* et la *rose blanche* des guerres civiles d'Angleterre, et les *chaperons* du temps du roi Jean. A cette époque, Pétion gouvernait absolument Robespierre et les jacobins; il promit qu'il leur écrirait une lettre, et que le bonnet rouge serait supprimé. Le jour convenu était celui que Dumouriez avait choisi pour aller aux jacobins. La lettre fut effectivement écrite; mais elle n'était pas encore arrivée lorsque Dumouriez entra dans la salle. Tous les jacobins étaient en bonnet rouge; on lui en offrit un lorsqu'il entra, et qu'on le fit monter à la tribune. Il fut obligé de s'en coiffer; sans quoi il aurait couru mal à propos les plus grands dangers, et aurait inutilement compromis le ministère du roi. Il dit peu de mots : il annonça que, dès que la guerre serait déclarée, il briserait sa plume pour reprendre son épée, et sortit sur-le-champ.

A peine était-il parti, à sept heures et demie, que la lettre de Pétion arriva, et fit l'effet désiré. Les bonnets disparurent. Ainsi il ne s'en fallait que d'une demi-heure que le ministre fût exempt de s'en affubler.

Voilà ce que les clabauderies de parti firent si mal juger, et ce qui justifia aux yeux des anticonstitutionnels l'appellation de ministre *bonnet-rouge* donnée alors à Dumouriez.

Quant à l'appellation de *sans-culotte*, il croit que c'est alors que les courtisans l'ont inventée. Elle a eu des conséquences bien plus terribles que celle des *gueux* des Pays-Bas. Il est à remarquer que presque tous les sobriquets de factions sont vils, et que cependant c'est presque toujours la faction supérieure en dignité qui les invente pour exprimer son mépris. Il est à remarquer aussi qu'elle est presque toujours dans le cas de s'en repentir.

Ce ministère fut qualifié, en apparence avec plus de raison, mais cependant avec aussi peu de vérité, d'être jacobin. Lacoste, de Grave, ni Duranton, n'ont jamais été de cette société. Dumouriez, Roland et Clavière étaient trois hommes studieux et appliqués, vivant dans leur ménage, assistant très-rarement aux séances de cette société avant leur entrée au ministère, jamais depuis; la regardant comme un assemblage dangereux qu'il fallait ou étouffer ou endormir, pour le rendre moins nuisible. Les girondistes pensaient comme eux; et, dès qu'ils se crurent assurés d'un ministère dont tout les membres avaient passé par leur scrutin, ils attaquèrent trop tôt et trop imprudemment les mêmes jacobins, que par là ils ont rendus plus furieux et plus puissants, et qui ont fini par les égorger avec le poignard du républicanisme, que les girondistes avaient aiguisé, et remis dans leurs mains barbares.

Dumouriez doit expliquer ici une contradiction qui sautera aux yeux de ses lecteurs, surtout de ceux qui, le lisant avec des préjugés défavorables, chercheront à lui trouver des torts. Il annonce dans tout le cours de ses Mémoires qu'il n'a jamais été d'aucune faction, et cependant le voilà porté au ministère par les girondistes, faisant passer le choix de ses collègues par le scrutin des girondistes, prenant de leur main un trésorier pour son département, les consultant sur le choix de ses commis et des ministres en cours étrangères. Il ne faut, pour détruire cette contradiction, que rappeler les époques.

C'est le 26 février 1792 qu'il est arrivé de Niort à Paris; il est entré au ministère le 15 mars. L'assemblée n'existait que depuis le mois d'octobre précédent, et n'avait pas encore fixé sa politique, ses intrigues et ses factions. Elle était couverte de ridicule par les anciens constitutionnels, chefs du club des feuillants, qui croyaient

en la perdant se faire rappeler, et établir le système des deux chambres, à l'*instar* de l'Angleterre. Ce parti formait le côté droit de l'assemblée. Tout le reste, jacobins, girondistes, impartiaux, ne formait alors qu'un corps pour résister à cette grande attaque. Il n'y avait pas encore de faction girondiste proprement dite.

Dumouriez, en arrivant au ministère, connaissait le but et les projets des feuillants; et il avait vu souvent trop de légèreté et de témérité dans leurs chefs. Il n'était ni opposé au système des deux chambres, ni partisan de ce système : pourvu que la monarchie fût appuyée d'une constitution solide, peu lui importait laquelle. Mais il se méfiait des mesures de cette faction; il craignait que, si elle réussissait à détruire l'assemblée, elle ne parvînt pas à en recomposer une autre, et que le despotisme ne vînt dévorer tous les partis, d'où il prévoyait la guerre civile. Ainsi, il soutenait les girondistes, non pas comme une faction, mais comme l'appui de l'assemblée nationale.

De Grave et Lacoste pensaient comme lui. Le premier se retira; le second lutta avec lui contre la Gironde, devenue faction tyrannique, pour soutenir l'indépendance du pouvoir exécutif; et dès lors ils furent en butte à toute sa rage, surtout Dumouriez, qui d'abord l'avait avertie, ensuite démasquée. Il n'y a jamais eu dans le ministère que deux membres d'abord qui fussent vraiment girondistes, Clavière et Roland; ensuite Servan, qui remplaça de Grave, le fut aussi : mais Dumouriez, Lacoste, et même le bon Duranton, furent toujours indépendants. Ce dernier même déplut à tel point à la faction, qu'elle le força de retourner à Bordeaux d'où elle l'avait appelé, parce que, sans nuire à son patriotisme, il avait montré de l'attachement à Louis XVI, qui l'aimait aussi.

Dumouriez, à son entrée dans le ministère, tâcha d'attacher la faction de la Gironde au roi; il en parla à Laporte, qu'il voyait moins souvent et avec précaution. Ce prince aurait bien fait de se les attacher, au lieu de se laisser tromper par les feuillants, qui l'ont perdu.

C'est cette démarche qui produisit la lettre au roi de Gensonné, Vergniaud et Guadet, qui est un des délits qu'on leur a reprochés. A cette époque, le roi se serait concilié par eux l'assemblée entière, même les jacobins; le gouvernement aurait repris un peu de force, et les circonstances auraient amené le reste. Le mauvais génie de la France a rompu toutes ces mesures, pour perdre la famille

royale, les feuillants et les girondistes, et pour faire triompher les scélérats.

Voilà l'exacte vérité : la série des faits qu'on va lire en donnera la preuve complète. Dumouriez n'a jamais eu en vue qu'un objet : c'était d'unir d'une manière indissoluble le roi et la nation par la constitution. Hors de là, il n'envisageait aucune autre ressource de salut pour sa patrie, dont il apercevait les dangers.

Dès les premiers jours de son ministère, il écrivit au président de l'assemblée, pour demander un secours de six millions pour les dépenses secrètes de son département. On l'avait refusé à ses prédécesseurs, parce que la nature de ces dépenses ne pouvant pas admettre une reddition de comptes détaillés et publics, son emploi pouvait être dangereux. Les feuillants et le côté droit se récrièrent contre cette demande, disant que cet argent servirait à soudoyer les jacobins, et serait partagé entre ceux qui l'avaient fait ministre. Leur acharnement la fit réussir en plein. Il avait annoncé que si on ne la lui accordait pas, il ne prendrait pas la place. Il fut décrété que le ministre des affaires étrangères aurait à sa disposition une somme de six millions pour les dépenses secrètes de son département, dont il ne serait tenu à rendre aucun compte. Il reçut le décret sans le lire, et la somme. On verra reparaître cette affaire.

Pétion était alors maire de Paris; il cachait, sous un extérieur doux et sage, une âme froidement méchante [1]. Dumouriez le connaissait peu, lui voyait un grand crédit, et voulait le réconcilier avec le roi, pour diminuer les dangers et les désagréments de ce prince. Pétion n'avait aucun fonds pour conduire la police de Paris; il fit demander par les girondistes, par les ministres, et il vint demander lui-même, qu'on lui attribuât trente mille livres par mois pour solder la police.

Avant d'accorder cette demande qu'il trouvait juste, en supposant, comme on le lui promit, que cet argent serait employé à dépister les agitateurs du peuple, à découvrir les complots des agents étrangers, et à assurer la tranquillité de Paris, il alla le proposer au roi, qui, connaissant mieux que lui le maire de Paris, lui dit : « Pétion est mon ennemi; vous verrez qu'il emploiera cet argent « à faire des écrits contre moi. Mais si vous le croyez utile, accor- « dez-le. » Le ministre crut que ce prince écoutait des préventions;

[1] Voyez, dans les Mémoires de madame Roland, le portrait de Pétion. (*Note de l'éditeur.*)

il lui dit qu'il regarderait le refus de cette somme comme une déclaration de soupçons et d'animosité qui en ferait un ennemi sans ménagement; qu'il croyait prudent d'accorder un secours demandé sur des motifs sages, que ce serait même un moyen de rapprochement; qu'en tous cas, la somme était trop modique pour que l'abus en fût bien nuisible. Louis consentit. Le ministre fit porter la somme à Pétion; et ayant reconnu que le roi avait eu raison, il n'a payé qu'une fois.

Le roi commençait à prendre confiance en lui, et lui savait gré de la franchise avec laquelle il lui redisait tout ce qui se passait dans son intérieur, dont il n'était que trop bien instruit; car la plupart des domestiques de ce malheureux roi étaient ses ennemis et ses espions. C'est alors qu'il dit un jour au général Montesquiou : « On m'avait dit que Dumouriez était une mauvaise tête; il ne me donne que de bons conseils. » Plût à Dieu qu'il les eût tous suivis ! Un jour, ce prince lui dit que la reine voulait avoir une conférence particulière avec lui. Il en fut très-fâché, parce que c'était une démarche inutile, qui pouvait être mal interprétée par tous les partis. Il fallut obéir; il reçut ordre de descendre chez la reine une heure avant le conseil. Il prit la précaution de gagner une demi-heure sur ce rendez-vous dangereux, afin qu'il durât moins longtemps. Il avait été présenté à cette princesse le jour de sa nomination; elle lui avait fait un discours très-vague et très-court pour l'engager à bien servir le roi; il y avait répondu respectueusement et vaguement, et ne l'avait pas revue depuis.

Introduit dans la chambre de la reine, il la trouva seule, très-rouge, se promenant à grands pas, avec une agitation qui présageait une explication très-vive; il alla se poster au coin de la cheminée, douloureusement affecté du sort malheureux de cette princesse, et des sensations terribles qu'elle éprouvait. Elle vint à lui d'un air majestueux et irrité, et lui dit : « Monsieur, vous êtes tout-puissant en ce moment; mais c'est par la faveur du peuple, qui brise bien vite ses idoles. Votre existence dépend de votre conduite. On dit que vous avez beaucoup de talents. Vous devez juger que ni le roi, ni moi, ne pouvons souffrir toutes ces nouveautés, ni la constitution. Je vous le déclare franchement; prenez votre parti. »

Il lui répondit : « Madame, je suis désolé de la pénible confidence que vient de me faire votre majesté. Je ne la trahirai pas : mais je suis entre le roi et la nation, j'appartiens à ma patrie. Permettez-

moi de vous représenter que le salut du roi, le vôtre, celui de vos augustes enfants, est attaché à la constitution, ainsi que le rétablissement de son autorité légitime. Je vous servirais mal et lui aussi, si je vous parlais différemment. Vous êtes vous les deux entourés d'ennemis qui vous sacrifient à leur propre intérêt. La constitution, si une fois elle est en vigueur, bien loin de faire le malheur du roi, fera sa félicité et sa gloire : il faut qu'il concoure à ce qu'elle s'établisse solidement et promptement. » L'infortunée reine, froquée de ce qu'il heurtait ses idées, lui dit en haussant la voix, avec colère : « Cela ne durera pas : prenez garde à vous. »

Dumouriez répondit avec une fermeté modeste : « Madame, j'ai plus de cinquante ans, ma vie a été traversée de bien des périls; et, en prenant le ministère, j'ai bien réfléchi que la responsabilité n'est pas le plus grand de mes dangers. — Il ne manquait plus, s'écria-t-elle avec douleur, que de me calomnier. Vous semblez croire que je suis capable de vous faire assassiner. » Et des larmes coulèrent de ses yeux.

Agité autant qu'elle-même : « Dieu me préserve, dit-il, de vous faire une aussi cruelle injure! Le caractère de votre majesté est grand et noble; elle en a donné des preuves héroïques que j'ai admirées, et qui m'ont attaché à elle. » Dans le moment elle fut calmée, s'approcha de lui, et s'appuya sur son bras. Il continua : « Croyez-moi, madame, je n'ai aucun intérêt à vous tromper; j'abhorre autant que vous l'anarchie et les crimes. Croyez-moi, j'ai de l'expérience : je suis mieux posé que votre majesté pour juger les événements. Ceci n'est pas un mouvement populaire momentané, comme vous semblez le croire : c'est l'insurrection presque unanime d'une grande nation contre des abus invétérés. De grandes factions attisent cet incendie; il y a dans toutes des scélérats et des fous. Je n'envisage dans la révolution que le roi et la nation entière : tout ce qui tend à les séparer conduit à leur ruine mutuelle; je travaille autant que je peux à les réunir, c'est à vous de m'aider. Si je suis un obstacle à vos desseins, si vous y persistez, dites-le-moi : je porte sur-le-champ ma démission au roi, et je vais gémir dans un coin sur le sort de ma patrie et sur le vôtre. »

La fin de cette conversation établit entièrement la confiance de la reine. Ils parcoururent ensemble les diverses factions; il lui cita des fautes et des crimes de toutes; il lui prouva qu'elle était trahie dans son intérieur; il lui cita des propos tenus dans sa confidence la plus

intime : cette princesse lui parut à la fin entièrement convaincue. Il fut obligé de lui montrer à la pendule que l'heure du conseil était sonnée, et elle le congédia avec un air serein et affable. Elle était de bonne foi ; mais ses entours, et les horribles excès des feuilles de Marat et des jacobins, la replongèrent bientôt dans ses funestes résolutions.

Un autre jour, elle lui dit devant le roi : « Vous me voyez désolée ; je n'ose pas me mettre à la fenêtre du côté du jardin. Hier au soir, pour prendre l'air, je me suis montrée à la fenêtre de la cour. Un canonnier de garde m'a apostrophée d'une injure grossière, en ajoutant : Que j'aurais de plaisir à voir ta tête au bout de ma baïonnette ! Dans cet affreux jardin, d'un côté on voit un homme monté sur une chaise, lisant à haute voix des horreurs contre nous ; d'un autre, c'est un militaire ou un abbé qu'on traîne dans un bassin, en l'accablant d'injures et de coups : pendant ce temps-là, d'autres jouent au ballon, ou se promènent tranquillement. Quel séjour ! quel peuple ! » Elle n'avait que trop raison. Dumouriez était consterné, et des soupirs étaient toute sa réponse. Mais il en revenait toujours à conseiller la réunion la mieux cimentée avec l'assemblée nationale, puisque toute autre ressource était perdue ; car il a toujours regardé la contre-révolution comme impossible. Elle aurait pu se faire si les princes n'étaient pas sortis, ou si alors ils étaient rentrés, si la noblesse eût repris partout ses postes, et si on eût joint à cela un plan sage. Mais encore que de dangers !...

Il ne cessait d'être plongé dans les réflexions les plus tristes, depuis la terrible confidence que la reine lui avait faite. Ne la voyant que très-rarement dans la chambre du roi, quand un travail particulier l'y appelait le matin, il était plus vigilant que jamais sur les démarches de la cour. Tous les anciens gardes du corps étaient allés joindre les princes ; il apprit que la reine avait fait donner de l'argent à quelques-uns. Il avertit Laporte et le roi de mettre plus de secret dans leurs démarches, et surtout de ne pas laisser découvrir, par leur indiscrétion ou celle de leurs agents, qu'ils favorisaient cette émigration. On lui répondit que c'était des payements d'anciens gages, et que ceux qui les avaient touchés n'avaient pas fait confidence de leur projet d'émigrer.

On avait composé au roi une nouvelle garde constitutionnelle : la plupart des officiers avaient quitté leurs régiments par refus du serment ; elle était composée d'un tiers de soldats de ligne, de deux tiers

de gardes nationales que les départements avaient choisis eux-mêmes parmi les citoyens les mieux faits, les plus riches et les mieux élevés. Les officiers avaient facilement gagné les anciens soldats de ligne, qu'ils avaient choisis eux-mêmes; mais comme ils ne pouvaient pas parvenir à séduire ces jeunes gens, l'élite des départements, ils les maltraitèrent, ce qui les obligeait à donner leurs démissions.

Sous prétexte de les remplacer, on recrutait dans Paris tous les *coupe-jarrets*, les chevaliers d'industrie dont cette ville est remplie. Il y avait des bureaux connus pour ces enrôlements, et par ce moyen cette garde, au lieu d'être composée constitutionnellement de dix-huit cents hommes, l'était de près de six mille spadassins. Parmi ce nombre il y avait de faux frères qui, par l'appât de quelques assignats, espionnaient leurs chefs, et rendaient compte de toutes leurs démarches au comité de sûreté publique.

Dumouriez, bien informé, en avait souvent averti le roi, qui lui répondait : « Ah! pardi, s'ils soupçonnent le duc de Brissac d'être un chef de conjurés dangereux, ils ont bien tort. » Cependant les gardes du corps, surtout les officiers, avaient toujours l'air menaçant, quand ils voyaient au château passer les ministres et les commissaires de l'assemblée, quand ils venaient présenter au roi des décrets à signer. Ils s'étaient liés avec trois ou quatre bataillons de gardes nationales qui faisaient le service avec eux; mais ils traitaient les autres avec mépris. Ils réveillaient des étiquettes de la vieille cour, pour leur chercher querelle sur l'ordre du service et les mortifier. Enfin, les choses furent poussées au point que les soupçons éclatèrent de toutes parts.

Les clubs et la municipalité s'en mêlèrent : l'assemblée nationale s'alarma. On dit que dans les casernes des gardes du corps, à l'ancienne École militaire, il y avait un drapeau blanc; on ajouta qu'il avait été donné par le roi. Le peuple des faubourgs voisins de cette caserne s'assembla; des officiers municipaux se mirent à la tête, demandèrent à entrer. On commença par refuser; les officiers voulaient se défendre; les gardes (ce qui arrivait toujours) les abandonnèrent : on fouilla partout; on ne trouva qu'un très-petit drapeau blanc qu'on dit avoir été sur un gâteau donné au Dauphin ou par le Dauphin; mais on trouva des chansons et des hymnes pour le roi et contre l'assemblée nationale, et quantité de feuilles injurieuses. Alors l'assemblée examina de près, non-seulement la conduite, mais la composition de ce corps; elle fit faire un rapport en règle, qui prouva que

sa formation était inconstitutionnelle ; et elle lança un décret pour enjoindre au roi de le casser. En même temps elle ordonna l'arrestation du duc de Brissac.

Le roi voulut résister au décret ; son conseil l'engagea à ne pas s'exposer pour ce corps, qu'il connaissait depuis aussi peu de temps. On lui rappela la castastrophe horrible des 5 et 6 octobre 1789. Dumouriez ne put pas s'empêcher de lui témoigner son étonnement de ce qu'il mettait plus de chaleur et d'intérêt à ce corps nouveau qu'à ses anciens gardes du corps, bien mieux composés. Enfin, le roi céda : le corps fut réformé. On insistait pour qu'il en créât un nouveau, en choisissant des officiers plus prudents. Il ne voulut jamais y consentir ; et il eut grand tort, tant pour lui-même, quels que fussent ses projets, que parce que cela donna matière à de nouveaux soupçons, par les caresses infinies que la cour fit ensuite aux bataillons de la garde nationale qu'elle avait espéré de s'attacher, surtout à celui des *Filles-Saint-Thomas*, composé de banquiers de la rue Vivienne et autres gens riches, qui a été sacrifié depuis à la journée du 10 août.

Alors les six ministres vivaient en bonne intelligence. Ils étaient convenus de dîner entre eux, seuls, les trois jours de conseil de chaque semaine, tour à tour chez l'un d'entre eux. Là, chacun apportait son portefeuille ; on convenait des affaires qu'on présenterait au roi, on les discutait à fond pour n'être pas dans le cas de disputer devant lui, et pour se former une opinion commune. Cela dura à peu près un mois, au bout duquel temps Roland voulut que chez lui sa femme et ses amis fussent admis.

Lacoste et Dumouriez convinrent entre eux de ne plus porter leurs portefeuilles à ces dîners, après s'être opposés vainement à cette ridicule innovation. C'était un moyen que les girondistes venaient d'inventer pour s'immiscer dans les affaires et pour conduire le gouvernement. Ils surent très-mauvais gré à ces deux ministres. Ce fut alors que Dumouriez dit à Gensonné que ses confrères commençaient à devenir une faction trop ambitieuse, et que la pétulance de Guadet, la légèreté de Brissot, la noirceur de Condorcet, les perdraient [1]. Cette faction n'a jamais été parfaitement unie. Gensonné y

[1] Il ne serait pas juste d'adopter ce jugement sévère du général Dumouriez, sans avoir consulté préalablement le portrait beaucoup plus favorable que madame Roland nous a laissé des trois principaux chefs du parti de la Gironde. (*Note de l'éditeur.*)

tenait, pour tâcher de la bien conduire. Vergniaud avait souvent des querelles avec elle. Guadet et lui étaient rivaux de tribune. L'orgueil avait plus de part dans leur conduite que le patriotisme.

Une affaire tenait fort à cœur au roi, et cependant il n'avait jamais pu prendre sur lui de s'en ouvrir à Dumouriez. Déjà, depuis huit ou dix jours, il s'apercevait que ce prince lui cachait quelque chose, et cependant semblait être prêt à la lui confier, quand ils étaient en particulier. C'était la nomination du gouverneur du Dauphin. Il voulait donner cette place à Fleurieu, homme de mérite, de l'Académie des sciences, capitaine de vaisseau, qui avait été un moment ministre de la marine [1]. Le roi s'était adressé à ses confidents, qui tout aussitôt en avaient fait une affaire, et lui avaient promis de faire réussir ce choix, s'il voulait sacrifier deux millions : le roi, n'écoutant que la violence de son désir et de celui de la reine, y avait malheureusement consenti.

Le ministre l'apprit, et alla le trouver. Il lui dit que ses confidents le trompaient, et n'étaient que des fripons; que ce n'était pas le moment de faire cette proposition, parce que, dans le même temps, Condorcet travaillait à un projet de décret sur l'éducation du prince royal; que l'assemblée s'apercevrait que sa demande était faite pour éluder et prévenir le décret; qu'elle s'opiniâtrerait, et lui donnerait le désagrément de se voir refuser. « Voulez-vous réussir? ne précipitez rien. Donnez-moi le temps de préparer la Gironde, et par elle les jacobins. Assurez-vous du côté droit sans le payer, ce qui est une duperie qui ne vous réussit jamais. On va avoir la guerre; tous les citoyens offrent des dons gratuits. Offrez vos deux millions, puisque vous voulez bien les sacrifier, et peut-être nous réussirons. » Le roi ne répondit rien.

Malheureusement il s'était engagé, et on lui avait promis un succès complet. On lui fit même entendre que son ministre le trompait. Le lendemain très-matin, chaque ministre reçut un message du roi pour se rendre chez lui à dix heures du matin, ce qui était extraordinaire. Ils arrivèrent, et de la salle du conseil on les fit passer dans la chambre du roi, où ils le trouvèrent avec la reine. Elle prit la parole, et leur dit :

[1] M. de Fleurieu, après avoir rempli sous Louis XVI des fonctions publiques avec autant de lumières que d'intégrité, siégea en l'an VI au conseil des anciens, d'où il fut éloigné par la révolution du 18 fructidor, reparut au 18 brumaire, fit partie de l'Institut, et mourut sénateur le 18 août 1810. (*Note de l'éditeur.*)

« Le roi vous assemble pour une affaire qui m'intéresse. Je suis mère ; l'éducation de mon fils est l'objet de tous mes vœux. On ne peut pas nous refuser le droit qu'ont les plus simples citoyens, de choisir les instituteurs de leurs enfants. Nous avons nommé M. de Fleurieu ; il s'agit d'en aller rendre compte sur-le-champ à l'assemblée. »

Alors le roi tire de sa poche une lettre pour le président, qui lui annonçait cette nomination, et la remet à Duranton, ministre de la justice. Dumouriez se tait. Un autre veut faire une observation. Louis lui ferme la bouche en disant : « Allez-y tous ensemble, je vous l'ordonne. » Ils se rendent en corps à l'assemblée : on attendait alors une réponse catégorique de la cour de Vienne. Tout le monde croit que c'est le ministre des affaires étrangères qui va parler. Duranton se lève, et lit la lettre du roi ; il est interrompu par de violentes huées [1].

Le président prend la lettre du roi, l'examine, et la lui rend, en lui faisant remarquer qu'elle n'est pas contre-signée. Un décret prescrivait que toute lettre du roi à l'assemblée devait être contre-signée par un ministre, pour que quelqu'un en fût responsable. Aucun des six ministres n'y avait pensé. La démarche fut manquée ; et si le roi n'y perdit pas tout à fait ses deux millions, il lui en coûta au moins une bonne partie. Cette affaire prouve combien l'infortuné Louis était trompé, même par les personnes qui lui montraient en apparence le plus d'attachement personnel, et qui dévoraient sa liste civile.

Toutes ces affaires intérieures se sont passées à différentes époques, ainsi que beaucoup d'autres que Dumouriez passe sous silence, pour arriver à la plus grande affaire de son ministère, la plus intéressante pour toute l'Europe, la déclaration de la guerre.

A cette époque, les feuillants étaient ouvertement raccommodés avec la cour, et faisaient cause commune avec elle contre l'assemblée nationale, qu'ils affectaient de confondre, ainsi que le ministère, sous la dénomination odieuse de jacobins. La Fayette, qui n'était qu'en apparence le chef de ce parti, s'était réconcilié avec les Lameth, mais trop tard pour tirer un grand parti de la cessation de leur animosité. Il reparut même publiquement à la cour ; et comme cette démarche, à cette époque, n'avait pas suffi pour le mettre hors

[1] Séance du 18 avril 1792. (*Note de l'éditeur.*)

d'état de la servir, il commit encore l'imprudence de se laisser décorer du cordon rouge [1]. Ces raccommodements, les faveurs et l'influence que le parti exerça dès lors ou parut exercer sur cette cour, excitèrent les soupçons. Toute la nation crut voir dans cette coalition, non pas seulement une intrigue, mais un plan de contre-revolution; et, bien persuadée que la cour de Vienne en était le principal appui, elle attendait avec impatience d'être instruite de sa dernière résolution.

Telle était la disposition des esprits et des affaires, lorsque le courrier rapporta la plate ou perfide démission de M. de Noailles. Dumouriez alla sur-le-champ trouver le roi; il lui retraça le tableau des dispositions de la nation et de ses propres dangers; il lui dit qu'il était impossible de ne pas faire connaître à l'assemblée la démission de M. de Noailles et la nécessité de nommer un autre ambassadeur, et d'annoncer en même temps que la négociation ne marchait pas. Le roi en convint. Alors le ministre ne lui cacha pas que tout le ressentiment de la nation retomberait sur lui et sur la reine; que s'il était réellement résolu à prouver la droiture de ses intentions et la fausseté de l'existence du comité autrichien, il y avait un parti à prendre qui achèverait de lui rendre la confiance du peuple et de déjouer toutes les intrigues, tant celles qui l'entouraient que celles des émigrés, qui égaraient la cour de Vienne sur ses vrais intérêts; que ce parti était qu'il écrivît de sa main à l'empereur, et qu'il fît porter cette lettre par un ambassadeur extraordinaire, qui relèverait M. de Noailles.

Le roi suivit ce conseil avec l'air de la plus grande confiance, et même de la reconnaissance : il fit une lettre parfaitement raisonnée et toute de sa main pour l'empereur, et il approuva le choix d'Emmanuel de Maulde pour cette mission extraordinaire. Dumouriez dressa pour ce ministre une instruction, et lui remit plusieurs articles sur lesquels il devait demander une réponse précise. En cas de refus, Louis XVI se trouvait à couvert de tout reproche si la paix se trouvait rompue; au contraire même sa démarche justifiait d'une part sa modération, de l'autre sa dignité à soutenir l'honneur de sa couronne. On ne pouvait pas accuser cette démarche d'être un acte forcé, puisqu'elle était de son propre mouvement et de sa composition; elle prouvait qu'il était libre et roi, malgré les fausses asser-

[1] Ce fait n'est point exact; il est de notoriété publique que jamais M. de la Fayette n'a obtenu ni porté le cordon rouge. (*Note de l'éditeur.*)

tions des émigrés. Ainsi elle pouvait changer les dispons de la cour avec sa nation. de Vienne, en lui prouvant l'union volontaire de l'assemblée : il lut ses

Muni de cette pièce, le ministre se rendit de ce ministre, ses dépêches à M. de Noailles, les réponses fa's. L'assemblée fut in- derniers ordres, la démission de M. de N d'accusation contre cet dignée, et lança précipitamment un d ensuite du parti que le roi ambassadeur. Dumouriez rendit co vement, et il lut la lettre de ce venait de prendre de son propre marche fut très-applaudie, et tous monarque à l'empereur. Cette en surent très-bon gré à Louis, qui, les honnêtes gens de l'assemb is, aurait entièrement regagné la con- avec cinq ou six traits mes que le ministre se donnait pour lui fiance. Mais toutes les confiance de la nation étaient rendues nulles recouvrer l'amour par l'activité des trigants. C'était la toile de Pénélope : la cour défaisait la nuit ouvrage du jour.

De Maul devait partir le lendemain, lorsqu'il arriva un second courrier M. de Noailles deux jours après le premier. Ce plénipotentiaire s'était ravisé sur sa démission ; il avait enfin pris le parti de rouvrir la négociation avec le ministère de Vienne, et d'exiger une réponse catégorique aux demandes précises du ministre des affaires étrangères. Cette réponse était une note de M. de Cobentzel. Elle était sèche, courte, dure ; elle imposait des conditions à la nation française. Ainsi, en cas que cette nation ne pût ou ne voulût pas accepter ces conditions, cette note était une vraie déclaration de guerre ; et c'est en quoi le ministère de Vienne est inexcusable, si cette cour, comme elle l'a dit depuis, voulait conserver la paix et maintenir son alliance.

Ces conditions étaient : le rétablissement de la monarchie sur les bases de la séance royale de Louis XVI, du 23 juin 1789, par conséquent le rétablissement de la noblesse et du clergé comme *ordres ;*

La restitution des biens du clergé, celle des terres de l'Alsace aux princes allemands, avec tous leurs droits de souveraineté et de féodalité, et la restitution au pape d'Avignon et du comtat Venaissin.

En vérité, quand le ministère de Vienne aurait dormi de suite pendant les trente-trois mois qui s'étaient écoulés depuis la séance royale, et qu'à son réveil, sans autre information, il eût dicté cette note, il ne pouvait pas proposer des conditions qui fussent plus incohérentes avec la marche qu'avait prise la révolution.

La nation avait fait une constitution. Le roi, de gré ou de force,

l'avait acceptée. Ce nouveau pacte social, à tort ou à droit, était fondé sur l'abolition des ordres et sur l'égalité des citoyens. Le système financier, qui seul pouvait empêcher la banqueroute, était fondé sur la création des assignats. Les assignats étaient hypothéqués sur les biens du clergé, devenus biens nationaux. La plupart de ces biens étaient déjà vendus. La nation ne pouvait donc accepter ces conditions qu'en déchirant sa constitution, confondant toutes les propriétés, ruinant ses acheteurs, annulant ses assignats, et déclarant la banqueroute. Pouvait-on attendre une obéissance aussi humiliante de la part d'une grande nation fière d'avoir conquis sa liberté, et cela pour se remettre sous le joug des nobles, qui, ayant abandonné leur roi même, menaçaient de rentrer dans leur patrie pour y porter le fer et la flamme et tous les fléaux de leur vengeance, pour des parlementaires inutiles, et pour un haut clergé par trop orgueilleux?

D'ailleurs, de quel droit la cour de Vienne imposait-elle des conditions sur une discussion de propriété territoriale entre la France et le pape, entre la France et les princes d'Allemagne? Encore si ces conditions, tout inconvenantes qu'elles étaient, eussent été présentées avec un mode conciliatoire et honnête, on aurait pu entrer en discussion réglée; et la cour de Vienne aurait pu jouer le rôle, non pas d'arbitre, mais de médiatrice entre le roi et la nation. Mais la forme même de cette note était insultante et pour le roi, qu'on affectait de regarder comme nul, et pour la nation, qu'on traitait comme rebelle, et son assemblée comme illégale.

On a donc tort de jeter le blâme de la déclaration de la guerre sur le général Dumouriez. Il a d'abord travaillé à nouer une négociation par le comte de Metternich, et si elle n'a pas eu de suite, ce n'a pas été sa faute. Ensuite, pour réparer le tort qu'avaient fait au roi les humiliantes tergiversations de ses deux prédécesseurs Montmorin et de Lessart, il a négocié d'après un système de franchise et de dignité convenable à deux grandes puissances également intéressées à conserver la paix et l'alliance; on n'y a répondu que par un silence méprisant. Lorsque M. de Noailles, par l'offre déplacée de sa démission, a paru désespérer de la négociation, le ministre a engagé le roi à s'adresser directement à l'empereur, pour rompre le machiavélisme des ministres. La note de M. de Cobentzel est venue alors lui enlever cette dernière ressource, en dictant des lois inexécutables à une nation libre.

Qu'on juge à présent impartialement de quel côté est l'agression. Toutes ces pièces sont imprimées. Dumouriez, qui a toujours été très-discret sur les petites intrigues de la cour, qui n'auraient fait qu'aigrir si elles avaient été publiques, a cru et croit encore que toute grande négociation qui intéresse le bonheur et la tranquillité de deux ou plusieurs nations doit avoir la plus grande publicité, et que le mystère à cet égard est un crime de lèse-majesté contre les rois et les peuples. Il a rendu compte, de l'aveu du roi et en sa présence, pour la justification de ce prince et pour la sienne propre, à la nation, de la conduite de la cour de Vienne, dans un rapport très-connu. Qu'on recueille ces pièces précieuses pour l'histoire, qu'on les médite, et qu'on juge.

Ce rapport lui-même prouve que Dumouriez, forcé dans ses derniers retranchements, donnait encore un moyen de renouer; et, étant fait au nom de Louis XVI, il le déchargeait de la responsabilité de la déclaration de guerre : car ses conclusions sont, non pas *que la nation doit déclarer la guerre*, mais qu'elle doit *se regarder comme en état de guerre*. Il était possible que l'assemblée prît encore le parti de laisser envoyer à Vienne l'ambassadeur extraordinaire avec la lettre personnelle du roi pour l'empereur, mesure qu'elle avait approuvée; et dans ce cas la négociation n'eût pas été entièrement désespérée. Comme ministre, Dumouriez ne pouvait pas ouvrir cet avis dans son rapport; il le suggéra à plusieurs des principaux membres du comité diplomatique. Mais l'indignation fut si forte à la lecture des conditions de la cour de Vienne, qu'il n'y eut pas même occasion de placer cet avis, qui au reste n'aurait servi qu'à compromettre inutilement le roi avec le ministère autrichien, égaré par les fausses assertions des trop coupables et trop malheureux émigrés.

Dès que la note fut arrivée, Dumouriez la porta au roi. Il lui dit que nécessairement il devait la communiquer à l'assemblée nationale, ne fût-ce que pour justifier M. de Noailles, et faire lever le décret d'accusation lancé contre cet ambassadeur. Le roi l'approuva, et il se rendit à l'assemblée, qui reçut avec indignation cette note, au moins imprudente. Tout le monde s'écria qu'il fallait venger la gloire de la nation, et de ce moment la guerre parut le vœu général. Le décret contre M. de Noailles fut levé, quoiqu'on observât que sa première démarche avait été déplacée. Le ministre instruisit le roi de la sensation qu'avait faite la note, et s'enferma ensuite chez lui pour composer son rapport de toute la négociation de Vienne. Il ne

put pas y insérer celle de Metternich; elle n'était pas authentique, elle avait passé par des mains tierces, et elle n'aurait fait qu'irriter les esprits, qui l'étaient déjà trop, par l'apparence de duplicité qu'elle aurait jetée ou sur M. de Metternich, ou sur le cabinet de Vienne.

Il se renferma dans les faits appuyés de pièces authentiques; il séquestra même les lettres confidentielles de la main de M. de Noailles, tant à son prédécesseur qu'à lui. Au bout de peu de jours, il porta son travail au roi, qui le garda trois jours et y fit des corrections de sa main. Ce fut à cette époque qu'il commença à y avoir quelques discussions entre lui et les principaux membres de la Gironde; ceux-ci voulurent qu'il travaillât son rapport d'après leurs idées : ils voulaient qu'il y entrât dans des discussions métaphysiques qui n'avaient aucun trait à l'affaire. Ils voulaient enfin lui faire produire une pièce de rhétorique et de métaphysique. Il leur dit décidément qu'il ne composait pas cette pièce pour la nation française seulement, mais pour l'Europe entière, et qu'il voulait être entendu sans le secours d'un nouveau dictionnaire qui n'était pas encore fait. Cette plaisanterie les déconcerta.

Le roi, d'après les décrets constitutionnels, devait paraître lui-même à l'assemblée, à la tête de son conseil, le jour du rapport. Les girondins voulurent au moins lui composer son discours pour le jour de la séance. Un Genevois, homme de beaucoup d'esprit, en fit un très-long qui contenait une discussion métaphysique, dans laquelle Louis ne devait naturellement pas entrer. Un autre en composa un second plus court, mais entièrement déplacé dans la bouche du roi. Il les prit tous deux, et leur dit qu'il les soumettrait à ce prince.

La plus grande dispute entre lui et les membres de la Gironde, ainsi qu'avec les ministres Roland et Clavière, roula sur la conclusion. Ils prétendaient qu'aux termes du décret, et parlant au nom du roi, il devait conclure par demander la déclaration de guerre : effectivement le décret paraissait être pour eux. Il leur soutint que ce n'était pas le cas de la position présente; que le roi avait tant d'ennemis, qu'il ne pouvait être trop prudent; que prononcer la déclaration de guerre était une démarche trop délicate pour qu'il s'en chargeât; qu'il ne fallait fermer la porte ni à de nouvelles négociations, ni au repentir des princes, ni au retour des émigrés : effectivement il avait placé dans son rapport une phrase dans laquelle il les exhortait à venir combattre sous les drapeaux de la France, dans une cause où l'honneur de la nation et du roi était compromis. Il tint bon; il prévint

le roi que, dans la lecture qui en serait faite au conseil, il devait s'ouvrir une discussion sur cette conclusion, et il l'engagea à ne pas céder.

On tint de suite deux conseils extraordinaires : la discussion fut ouverte. Lacoste, de Grave et Dumouriez soutinrent la conclusion de l'*état de guerre ;* le roi fut ferme, et elle resta comme le ministre l'avait composée. Il l'avait également prévenu sur les deux projets de discours qu'il s'était chargé de lui présenter : ce prince les prit, et composa lui-même un discours très-court et très-sage, qu'il prononça avec beaucoup de facilité.

Le 20 avril, Louis XVI, à la tête de son conseil, se rendit à l'assemblée nationale. Toute la France savait combien cette séance devait être intéressante. La salle était pleine. Le président avait donné les ordres pour que tout se passât avec la plus grande gravité, et que personne ne se permît ni applaudissement ni improbation. Le roi y fut très-majestueux. Après avoir prononcé son discours, il donna la plus grande attention à la lecture du rapport du ministre, paraissant, par des gestes de la tête et de la main, en approuver toutes les parties. Il sortit ensuite, et le ministre retourna à l'assemblée, où il fut fort applaudi ; la séance dura toute la journée. La délibération n'avait pas été longue, et le vœu fut unanime pour la guerre. Aucun feuillant n'osa exprimer un vœu contraire. On fit passer le ministre au comité diplomatique, pour aider à la composition du décret. A dix heures du soir il fut rendu, et porté au roi, qui le sanctionna aussitôt.

Ni le roi, ni le ministre, ni l'assemblée nationale, ne pouvaient avoir une autre conduite que celle qu'ils ont tenue. Le roi y trouvait sa sûreté et le rétablissement de la confiance publique, qui ne fut à la vérité que momentané, parce que d'autres intrigues et d'autres circonstances malheureuses ramenèrent les soupçons mutuels et la discorde. Le ministre ne pouvait pas, sans trahir les intérêts et l'honneur de la nation, et sans exposer le roi, laisser ignorer les faits. Il en calculait bien les résultats ; mais c'était un mal sans remède, et il valait mieux un état de guerre décidé qu'une paix perfide et pleine de dangers. L'assemblée, insultée, ainsi que le roi et la nation, poussée par la volonté générale (car il n'y eut pas un département ni un district qui ne montrât le plus grand désir de la guerre), se serait déshonorée et perdue, si elle avait balancé sur la déclaration.

La proclamation qui s'en fit produisit une allégresse générale dans toute la France. La protection ouverte donnée au parti des

émigrés avait indigné la nation, qui espérait que dès lors ils deviendraient moins dangereux, et c'est ce qui est arrivé. On espérait : 1° que les factions cesseraient, et que l'amour de la patrie réunirait tous les Français contre l'ennemi extérieur; 2° cet ennemi était la cour de Vienne, d'où l'on était persuadé que venaient tous les conseils par lesquels la cour s'était dirigée depuis l'arrivée de la reine en France, mais surtout depuis la révolution; et l'on regardait la déclaration de guerre comme le ciseau qui coupait tous les fils de ces intrigues dangereuses et multipliées qu'à tort ou à raison on imputait à cette cour; 3° on espérait que la guerre ferait sortir de Paris et des grandes villes quantité d'hommes turbulents qui, faute d'emploi, troublaient la tranquillité publique et fomentaient les discordes.

Ce ne fut que quelques jours après que les feuillants osèrent s'élever contre cette déclaration : ils se mirent à argumenter, comme dans les écoles, en disant que c'était un acte offensif, et que la constitution ne permettait la guerre que défensivement. Ces sophismes étaient puérils et de mauvaise foi; cependant presque tous les constitutionnels les adoptèrent, et quelques officiers généraux envoyèrent leur démission.

SECOND MINISTÈRE.

Tant que de Grave avait été ministre de la guerre, lui, Lacoste et Dumouriez étant à la tête des trois départements les plus importants, se soutenant mutuellement par l'estime, l'amitié et la confiance, avaient maintenu l'indépendance du ministère au milieu de toutes les factions, ménageant la dignité du roi, l'avertissant lorsque la cour pouvait le compromettre, se servant souvent du crédit des girondistes contre les feuillants, mais sans les rendre arbitres des affaires, dont ils ne leur donnaient connaissance que quand elles devaient passer à l'assemblée.

L'arrivée de Servan au ministère rompit, au bout de huit jours, l'accord qui avait régné jusqu'alors dans le conseil, parce qu'il s'attacha trop entièrement à madame Roland, chez laquelle se tenait tous les jours le bureau de la Gironde, mais où le dîner ministériel du vendredi devint le dîner de faction, où l'on voulut assujettir les ministres à recevoir les conseils et la direction de la Gironde. Lacoste et Dumouriez, étant convenus de n'y plus parler de leurs affaires,

en prévinrent Roland, en lui faisant sentir le danger de cette communication aux membres de l'assemblée; le défaut de secret, qui rarement, mais quelquefois, serait nécessaire; la dépendance que cela établirait vis-à-vis de ces membres; les bruits qui en résulteraient à leur détriment, en leur donnant *le cachet* de la partialité. Roland fut d'un avis contraire; il declara qu'il ne ferait rien, ni dans le ministère ni au conseil, sans l'avis de ses amis (il aurait pu ajouter, et de sa femme); et on se refroidit.

La faction de la Gironde, qui avait alors la faveur du peuple, commençait, ainsi que Roland, Servan et Clavière, à se montrer très-républicaine : elle sut très-mauvais gré aux deux ministres qui, fidèles à la constitution, prenaient souvent le parti du roi, que les trois ministres coalisés commençaient à tracasser indécemment. Deux affaires achevèrent de les brouiller entièrement.

A l'un des dîners du vendredi (car on n'avait pas encore rompu publiquement), Guadet lut une grande lettre fort insolente et fort dure que les six ministres étaient censés écrire à Louis XVI, pour le forcer à renvoyer son confesseur non sermenté, et à en prendre un sermenté; et on la leur présenta à signer. Dumouriez prouva facilement la tyrannie, l'atrocité et l'absurdité de cette lettre; il dit qu'il ne la signerait pas. Lacoste en dit autant. Duranton dit qu'elle était au moins inutile. Vergniaud et Gensonné avouèrent qu'elle était déplacée. Guadet fut furieux, et la scène fut très-vive.

On retira la lettre, mais on dit qu'il fallait en écrire une autre. Dumouriez dit qu'il ne permettrait pas qu'on écrivit, au nom du conseil, au roi, sur les affaires de sa conscience; qu'il pouvait prendre un iman, un rabbin, un papiste ou un calviniste pour la diriger, sans que personne eût le droit de s'en mêler; que leur signature serait une imprudence, car aucun d'eux, par les fonctions de son département, n'était chargé de la conscience du roi. La proposition fut retirée; mais, dans les feuilles girondistes du lendemain, Dumouriez et Lacoste furent accusés de favoriser la résistance de Louis XVI contre les articles de la constitution dans ses principes les plus essentiels. Les feuilles jacobines répétèrent ces sottises; elles indisposaient le peuple contre l'infortuné monarque et ses deux ministres, qui voulaient lui épargner des vexations. Le roi gémit, et les remercia : c'est une des époques où il dit à Dumouriez qu'il saurait soutenir tout, excepté ce qui intéresserait sa conscience; et que si l'on en venait à cette extrémité, il saurait mourir.

L'autre affaire fut la nomination du gouverneur et des commissaires de Saint-Domingue. La Gironde voulait forcer Lacoste à agréer le choix de Sillery pour gouverneur. Il avait été membre de l'assemblée constituante. Il était taré par son immoralité, quoique la fin de sa vie ait été très-honnête; enfin il y avait contre lui une foule de motifs d'exclusion, tant dans la loi que dans les convenances.

Quant aux commissaires, ils avaient choisi des jacobins furieux, connus par des écrits contre le roi; ils y ont été envoyés depuis. Lacoste ne voulut pas consentir à cette nomination, d'autant plus qu'on lui proposait en même temps des projets d'instructions incendiaires. Par accommodement, le vieux général d'Esparbès fut proposé par les girondistes et accepté par Lacoste; mais les commissaires furent absolument rejetés. Dumouriez se joignit à son collègue, lequel, homme très-ferme, y mit beaucoup de vivacité, surtout vis-à-vis de Clavière et Servan. Dès lors la brouillerie fut entièrement publique; les ministres rompirent le dîner, et ne se virent plus qu'au conseil, ou dans des conférences absolument nécessaires.

La faction de la Gironde en voulait surtout à Dumouriez, et s'était réservé un moyen de vengeance dont il ne se doutait pas. On a vu précédemment que cette faction avait principalement soutenu la demande qu'il avait faite, en entrant au ministère, d'une somme de six millions pour les dépenses secrètes de son département, avec la condition expresse de n'être assujetti à en rendre compte qu'au roi. C'était l'acharnement des feuillants contre la proposition du nouveau ministre qui avait engagé les girondistes à faire réussir cette demande, dans l'espoir de gouverner ensuite ce ministre.

L'affaire avait été bien débattue, et surtout la condition expresse de n'être assujetti à aucun compte public de cette somme, condition sans laquelle le ministre avait affirmé que non-seulement il ne se chargerait pas de cette somme, mais qu'il n'accepterait pas même la place. Le consentement de l'assemblée avait été très-clair sur cet article, et en conséquence il était sorti un décret sanctionné du roi : on en avait remis une expédition au ministre, qui, n'imaginant pas qu'on pût faire un faux dans une pareille décision, ne l'avait pas même lu.

Il se trouva que ce décret ne portait point la clause de la non-reddition de comptes publics. Il n'a jamais pu savoir si ce faux venait de la Gironde, pour le tenir dans leurs mains par la crainte de cette reddition de comptes, sur laquelle il avait montré une répugnance si

invincible, ou si c'était une simple négligence des rédacteurs, comme cela arrivait très-souvent. Guadet, très-méchant et très-insolent, était le plus animé de la faction contre le ministre : il se vanta qu'il allait faire trembler ce rebelle, en se servant du faux du décret pour faire la motion de lui faire rendre compte des six millions.

Une circonstance relative à ces six millions avait augmenté la colère de la Gironde. Le ministre ayant été obligé de changer le trésorier des affaires étrangères, ne connaissant personne à Paris à qui donner cette place, avait demandé à Pétion et Clavière de lui indiquer un banquier solide, fidèle et discret; on lui avait désigné Bidermann, Suisse de nation, zélé révolutionnaire, employé par la municipalité de Paris à l'achat des grains. Il lui avait conféré cette place. Peu de temps après, il avait appris qu'il était associé de commerce avec le ministre Clavière; et, sans prendre aucune méfiance sur sa probité, il avait jugé que, même pour sa propre délicatesse, il ne devait pas, outre les fonds de cinq cent mille livres par mois, dont déjà moitié pour dépenses secrètes, lui remettre encore les fonds de six millions dans les mains : il avait cru plus prudent de les laisser chez M. Amelot, garde du trésor national, avec la résolution de n'en tirer que cinquante mille écus à la fois, qu'il se faisait apporter chez lui pour payer de la main à la main les dépenses secrètes, sans en exposer le mystère à la curiosité d'un tiers. Il n'avait parlé à personne de cet arrangement; Bidermann ne s'en était pas plaint; mais la Gironde, et surtout Brissot, se trouvaient, par cette précaution, exclus de la connaissance des affaires secrètes, ce qui les fâchait beaucoup.

Il y avait dans l'assemblée un grand nombre d'impartiaux ou de girondistes, jacobins, feuillants, modérés et de bonne foi, qui avaient pris le ministre en amitié : ils gémissaient de la discorde qui venait de s'établir dans le ministère. Les menaces indiscrètes de Guadet leur découvrirent la noirceur qu'on voulait exercer contre le ministre; ils connaissaient assez son caractère pour être sûrs qu'il ne plierait pas. Ils regardaient la motion de Guadet comme déshonorante pour l'assemblée; ils virent qu'il en résulterait un scandale, et deux ou trois d'entre eux vinrent l'avertir.

Il tira son décret de son bureau, il le lut : il vit que ce décret, n'exprimant pas la clause de la non-reddition de comptes publics, le soumettait à cette reddition. Il fit dire à Gensonné et à Vergniaud qu'il ne voulait plus avoir affaire à des faussaires, et il annonça publiquement

qu'il allait quitter le ministère. Il y avait un peu plus de sept semaines qu'il était en place, et sa dépense sur les six millions ne montait pas alors à plus de deux cent mille livres ; mais, dût-il porter sa tête sur un échafaud, il était résolu à n'en pas rendre un compte détaillé.

Il monta chez le roi, lui porta la discussion de l'assemblée et son arrêté, lui montra le décret contradictoire, le pria d'agréer sa démission, et lui présenta son projet de lettre au président de l'assemblée nationale, pour lui annoncer sa retraite. Le roi témoigna la plus grande sensibilité, et le pria de ne pas l'abandonner. Le ministre lui représenta que s'il pouvait se résoudre à souffrir une pareille atrocité, non-seulement il ne pourrait plus lui être utile, mais qu'il l'envelopperait lui-même dans ses propres dangers.

Ce prince avait d'autant plus de regret, que Lacoste, partageant l'indignation de son collègue, et ne voulant pas rester seul exposé à une faction aussi dangereuse, venait de lui mander qu'il le priait de lui permettre de se retirer en même temps que son ami. La nouvelle de sa démission et du motif s'était répandue dans l'assemblée. Dumouriez, en rentrant chez lui, trouve dans son salon plus de cent membres, dont beaucoup lui étaient inconnus, Pétion, maire de Paris, et les trois ministres qui craignaient que le roi ne profitât de sa démission et de celle de Lacoste pour les chasser, et renouveler le conseil en entier. On le pressa de rester; on lui dit qu'on ne lui demanderait pas de comptes, que Guadet ne donnerait pas sa motion. Il leur répondit que son parti était pris. On le conjura, au nom de la patrie, de garder sa place. On le pria d'écrire une lettre au président, pour demander que l'erreur fût rectifiée. Il leur dit :

« Il ne convient ni à ma délicatesse, ni à la dignité de l'assemblée, que je fasse une pareille démarche. Vous vous rappelez tous qu'après une longue discussion, vous avez pris un arrêté concernant la clause que j'ai exigée. Le décret, qui en a fait l'omission, est une pièce fausse. Si vous soutenez le décret, vous vous déclarez faussaires aux yeux de toute la France et de l'Europe ; et vous jugez bien que, dans ce cas, je ne veux rien avoir de commun avec vous. Si vous jugez que le décret soit faux, et le projet de motion de Guadet de mauvaise foi, c'est à vous à vous faire représenter votre arrêté, à y comparer votre décret, à le faire rapporter, à en faire dresser un de bonne foi, qui me mette, à l'avenir, à l'abri d'un pareil coup de poignard. Je croirais offenser l nonneur de l'assemblée, si, par une demande par écrit, je provoquais votre justice. J'aime ma patrie autant que vous ;

je m'y suis dévoué dans une place très-désagréable, d'après toutes les factions qui m'assaillent. J'attendrai deux jours votre résolution ; et si vous ne prenez pas votre parti de vous-mêmes, après-demain le mien sera pris. »

Il n'y avait aucune bonne réponse à faire à ces arguments serrés. Ils sortirent de chez lui, indignés contre Guadet, que les ministres et sa faction même eurent bien de la peine à contenir. Le lendemain, un jacobin honnête homme, nommé Couturier, dès que la séance fut bien remplie, annonça le faux du décret. La Gironde se tut ; les feuillants, à qui cette aventure faisait croire que le ministre, pour se venger, allait se joindre à eux, crièrent à la mauvaise foi ; les secrétaires s'excusèrent comme ils purent ; le décret fut rapporté, annulé : on en rendit un nouveau, contenant la clause omise ; il fut porté à la sanction, et la plus grande partie de l'assemblée vint féliciter le ministre, qui, peu de jours après, fut fort applaudi en entrant à l'assemblée pour les affaires de son département ; car il crut qu'il serait déplacé de la remercier de ce qu'elle avait rectifié un faux.

Le lendemain était une fête en l'honneur de Simoneau, maire d'Étampes. Les papiers publics avaient annoncé cette affaire diversement, selon l'esprit des différentes factions ; les Parisiens la savaient. En passant sur la place de Louis XV, une immense multitude témoigna, par ses applaudissements, sa joie de ce qu'il assistait à cette cérémonie comme ministre. Mais les girondistes n'oublièrent pas cette aventure.

Quant à lui, malgré le tendre intérêt que lui inspirait le malheureux roi, il fut désolé de ce que la bienveillance publique avait donné à cette affaire une tournure qui le mettait dans l'indispensable nécessité de garder sa place, qui, n'y ayant plus d'ensemble dans le ministère, ne lui donnait que des chagrins. Lacoste pensait de même ; et tous les deux résolurent de ne plus rester avec trois factieux insupportables, esclaves de la Gironde, et de prendre un grand parti à la première occasion qui se présenterait.

Il est douteux qu'il ait existé deux hommes plus malheureux et moins attachés que ces deux ministres à deux places aussi importantes. Lacoste est un des hommes les plus vertueux, les plus attachés à sa patrie, à la constitution, à son roi, qui lui a toujours rendu justice. Qu'est-il devenu ? Sa vertu incommode lui a valu une arrestation illégale : peut-être, à l'époque où Dumouriez écrit ces Mémoires à deux cents lieues de sa patrie, l'honnête Lacoste, son ami intime, n'existe

plus; peut-être ces monstres ont-ils fait tomber sous leur injuste guillotine cette tête, qui n'a jamais été remplie que de profondes connaissances sur le département dont il était chargé, de projets utiles, honnêtes, grands, sages, et toujours respirant la probité. Il était entré au ministère pauvre, il en est sorti sans pain. Puisse-t-il lire ces Mémoires dans quelque retraite, à l'abri des crimes dont il a tant gémi!

Les trois ministres ne gardaient plus aucune mesure, non-seulement avec leurs collègues, mais avec le roi lui-même. A chaque séance du conseil, ils abusaient de la douceur de ce prince pour le mortifier et *le tuer à coups d'épingles;* ce qui produisait des scènes continuelles, parce que les deux autres, et même Duranton, malgré sa neutralité, prenaient toujours le parti du malheureux Louis, et traitaient très-durement les trois factieux et impudents collègues. Mais ce qui était plus fâcheux, c'est que Roland payait et faisait composer chez lui plusieurs feuilles, une entre autres, *le Thermomètre*, qui rendait compte de toutes les affaires portées au conseil de manière à dépopulariser ses deux collègues, mais surtout le roi.

Dans le commencement de ce ministère, et lorsqu'il était uni, tous les six avaient été d'accord que, pour mettre de l'ordre dans la marche des affaires, et pour mettre à couvert leur responsabilité, ils devaient proposer au roi de nommer un secrétaire du conseil, comme l'exigeait le décret. Il devait être chargé de tenir des registres exacts. Louis s'y était toujours refusé avec obstination; et alors les ministres, unis entre eux et pleins d'égards pour ce prince, n'avaient pas insisté, et se contentaient de tenir des notes sur les affaires discutées, et sur leur décision.

Aussitôt après leur scission, les trois ministres demandèrent, d'un ton absolu et arrogant, que le roi nommât un secrétaire du conseil. Louis XVI dit à Lacoste et Dumouriez qu'il les priait de s'y opposer, parce que sûrement leurs trois collègues avaient dessein par là de livrer toutes les délibérations du conseil à l'inspection de leur faction, ce qui le mettrait dans une dépendance humiliante. Les deux ministres sentirent la justesse de son observation, et lui promirent de tenir ferme; ce qu'ils firent, malgré toutes les accusations d'aristocratie que leur prodiguèrent les girondistes, les jacobins et les journaux. Le roi leur dit que, s'il pouvait un jour n'avoir plus dans le conseil trois factieux aussi dangereux et aussi indiscrets, il nommerait sur-le-champ un secrétaire sur leur proposition, et qu'il établi-

rait un registre, parce qu'il en reconnaissait lui-même la nécessité.

Une affaire bien plus importante agita le conseil, et amena la catastrophe. Servan, homme très-noir et très-ennemi du roi, imagina, sans consulter ses collègues, sans prévenir le conseil ni le roi, d'écrire au président de l'assemblée nationale, pour lui proposer un décret afin de rassembler autour de Paris un camp de vingt mille hommes; de prendre pour cela l'époque de la fédération du 14 juillet, et d'en faire une armée centrale et permanente, sous le prétexte spécieux de maintenir la tranquillité dans Paris, et d'assurer les travaux de l'assemblée nationale. C'était à l'époque où la faction de la Gironde était dans toute sa force, ayant à ses ordres les jacobins, maîtresse de Paris par Pétion, influençant l'assemblée, et ayant la majorité dans le conseil. Cette faction voulait détruire peut-être à coups de sabre les feuillants, abattre la cour, et probablement commencer l'exécution de son projet républicain. Ainsi c'est cette faction qui a amené la première à Paris ces fédérés qui ont fini par la faire périr tout entière sur un échafaud, après y avoir fait monter l'infortuné Louis.

Les feuillants mirent la plus forte opposition à ce décret; les girondistes et les jacobins réunis entraînèrent les impartiaux de l'assemblée, qui, timides, soupçonneux, voyant partout des aristocrates, et ne réfléchissant pas sur le danger d'un rassemblement de cette espèce, espéraient trouver leur sûreté dans une force armée qui, dans quelque main qu'elle fût, ne pouvait que leur enlever leur liberté.

Dumouriez combattit cette motion de toutes ses forces tant au conseil que dans les comités, mais en vain. Servan ne l'aurait pas proposée au conseil, si Dumouriez, dès qu'il en fut instruit, ne l'avait interpellé pour savoir s'il avait pris les ordres du roi. Il avoua que non. *Avez-vous pris l'attache de vos collègues pour une démarche qui peut devenir d'une aussi grande conséquence ?* Servan avoua encore que non, et dit que c'était comme particulier et comme citoyen qu'il avait cru être en droit de proposer une motion qui lui semblait utile. *Si c'était comme particulier, pourquoi avez-vous joint à votre signature le titre de ministre de la guerre?* Alors la dispute fut si vive, que, sans la présence du roi, le conseil eût fini d'une manière sanglante. Clavière proposa un accommodement perfide : c'était que Servan retirât sa motion. Dumouriez et Lacoste sentirent toute l'atrocité de ce piége, qui aurait fait tomber sur le roi cette démar-

che, et aurait rendu l'assemblée encore plus ardente a agréer la motion. Ils ne cachèrent pas leur indignation. La motion resta; la querelle du conseil, qui fut sue, donna encore plus d'acharnement; et l'assemblée nationale rendit le décret pour le rassemblement d'un camp de vingt mille fédérés près de Paris, à l'époque du 14 juillet.

Le roi en fut consterné; il fit l'aveu de sa frayeur à Dumouriez; il lui dit qu'il était décidé à exercer son *veto* contre cette loi. Son ministre lui fit sentir que, sans aucune force, en butte aux soupçons de la plus grande partie de la nation, à la rage des jacobins, à la profonde politique du parti républicain, il se perdrait sans ressource; et qu'on n'attendait qu'une pareille démarche de sa part pour lui déclarer une guerre ouverte, dans laquelle il succomberait.

Louis gardait le décret dans son cabinet, et quatre conseils se passèrent sans qu'il l'apportât pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire. L'assemblée s'impatientait, les jacobins frémissaient, les girondistes triomphaient. Enfin Louis présente le décret. Dumouriez, qui était l'ancien du conseil, prend la parole, et dit :

« Sire, ceux qui ont sollicité ce décret sont autant les ennemis de la patrie que du roi. Il ne peut produire que les plus grands maux. Si nous considérons les circonstances, le ministre de la guerre est très-coupable d'avoir sollicité un rassemblement de vingt mille hommes près de Paris, pendant que nos armées sont faibles, nos frontières dégarnies, et qu'il n'a pas même les fonds suffisants pour l'entretien des armées.

« Si nous considérons ensuite l'esprit actuel de la nation, ce ministre a été très-imprudent de proposer, près de la résidence de l'assemblée et du roi, la réunion d'une troupe indisciplinée, appelée sous un nom qui exagérera son patriotisme, et dont le premier ambitieux peut profiter. Deux grandes factions divisent l'assemblée de Paris : celle de la Gironde et celle des feuillants. Une troisième, qui ne joue à présent que le second rôle, les anéantira toutes deux (c'est celle des jacobins), parce qu'elle est bien plus nombreuse et plus turbulente que les deux autres, parce que ses rameaux s'étendent dans tout le royaume; parce qu'enfin, sur ces vingt mille fédérés que le ministre va rassembler en vertu du décret, dix-neuf mille au moins seront jacobins. Ainsi les promoteurs du décret seront renversés par le décret même.

« Je pense donc que ce décret est dangereux pour la nation, pour le roi, pour l'assemblée nationale, et surtout pour ses auteurs, dont

il sera le châtiment : et cependant mon avis est que vous ne pouvez pas, sire, refuser de le sanctionner. Il a été provoqué avec une malice profonde, il a été débattu avec acharnement, il a été décrété avec enthousiasme : tout le monde est aveuglé. Si vous y appliquez votre *veto*, il n'en aura pas moins lieu. A la place des vingt mille hommes assemblés par une loi, et qu'on peut par conséquent soumettre à des ordonnances, il arrivera des provinces, à l'époque de la fédération qui approche, quarante mille hommes, sans décret, qui peuvent renverser la constitution, l'assemblée, et le trône. Le ministre doit à présent envisager dans ce tableau l'énormité de son imprudence; c'est à votre conseil à vous proposer un expédient pour rendre ce rassemblement moins terrible. J'ai des idées que je mettrai par écrit, et que je soumettrai au roi quand il en sera temps. »

Les trois ministres, mais surtout Servan, furent effrayés de cette prédiction; et certainement, s'il eût encore été temps, le décret n'aurait pas été donné. La Gironde, à qui ils firent part de ce qui avait été dit au conseil, partagea leur frayeur. On tourna autour de Dumouriez, pour savoir de lui quel expédient il avait trouvé pour le rendre moins dangereux. Les six ministres se réunirent pour conjurer le roi de sanctionner le décret. Il dit qu'il demandait quelques jours pour y réfléchir, et qu'il les instruirait du parti qu'il prendrait.

Ce décret, qui a tant fait de mal, intéressait la sûreté du trône de ce monarque infortuné. Il fallait que toutes les amertumes lui vinssent à la fois. On lui en présenta, dans la même semaine, un second qui contrariait ses principes religieux : c'est celui de la transportation ou réclusion des prêtres qui avaient refusé le serment civique. Ce prince avait une conscience timorée, qui lui donnait un grand courage sur les matières qui touchaient la religion. Dumouriez n'a jamais conçu comment, en 1790, on a pu le faire consentir à sanctionner le serment des prêtres, qui avait causé tous les troubles religieux, la guerre civile, et enfin la destruction du culte. Ce prince apporta le second décret au conseil, et dit que rien ne pourrait le faire résoudre à le sanctionner. Dumouriez lui dit :

« Sire, vous avez sanctionné le décret du serment des prêtres : c'est à celui-là qu'il fallait appliquer votre *veto*; si j'avais été alors dans votre conseil, au péril de ma vie je vous aurais engagé à refuser votre sanction. Ce premier décret a produit tous les dangers et tous les maux de la France. Celui-ci est le seul remède politique qu'on puisse y apporter : il est dur, mais il n'est pas cruel. Si vous voulez

que nous en pesions mûrement tous les articles, vous verrez qu'ils contiennent des modifications qui le rendent supportable. Le premier était une loi religieuse : il attaquait la liberté de penser en matière de culte; celui-ci est une loi politique, qui ne concerne que la sûreté et la tranquillité du royaume. Il est même la seule sûreté des prêtres non sermentés contre les fureurs de la persécution. Bien loin de les sauver par votre *veto*, vous leur ôtez le secours d'une loi, vous les exposez à être massacrés, et les Français à devenir leurs bourreaux. Ainsi mon avis est qu'ayant, j'ose dire, fait la faute de sanctionner le décret du serment des prêtres, ce décret ayant produit des maux énormes, votre *veto*, si vous l'appliquiez à ce second décret qui peut arrêter le déluge de sang prêt à couler, chargerait votre conscience de tous les crimes auxquels le peuple se porterait. »

Le roi leur dit encore qu'il y réfléchirait, et qu'il leur ferait connaître ses intentions. C'est le seul jour où Dumouriez ait vu le caractère de cette âme douce et pure un peu altéré. Pour compléter ses chagrins, Roland, qui voulait le pousser à bout, s'obstina à lire, au conseil suivant, une longue lettre qu'il lui écrivait. Elle commençait à peu près par ces mots : « Sire, cette lettre-ci restera éternellement ensevelie entre vous et moi [1]. »

Il entrait dans les détails les plus injurieux et les plus amers, quelques-uns vrais, les autres exagérés, sur la conduite de Louis, qu'il reprenait depuis sa fuite de Varennes : il le traitait de parjure, lui parlait de son confesseur, des gardes du corps, des imprudences de la reine, des intrigues de la cour, des fréquents courriers à Vienne et à Coblentz.

Il en venait ensuite aux deux décrets; le pressait, sans aucun ménagement, de les sanctionner; le menaçait, en cas qu'il ne sanctionnât pas, de donner sa démission, et de prévenir la nation sur ses dangers, en lui détaillant ses motifs. Le roi écouta avec une patience admirable cette impudente diatribe, et lui dit avec le plus grand sang-froid : « Monsieur Roland, il y a trois jours que vous m'avez envoyé votre lettre; ainsi il était inutile de la lire au conseil, puisqu'elle devait rester un secret entre nous deux. »

[1] Nous croyons devoir remarquer que ni la phrase citée par Dumouriez, ni aucune autre semblable, ne se trouve dans cette lettre, publiée par le *Moniteur*, lorsque Roland, le lendemain de son renvoi, crut devoir la communiquer à l'assemblée législative, qui en ordonna l'impression. Le général Dumouriez aurait-il rapporté par erreur une circonstance qui aggrave les torts de Roland dans cette affaire, ou Roland aurait-il fait disparaître de sa lettre les expressions qui lui sont reprochées ? C'est une question qu'il n'est pas aisé de résoudre.
(*Note de l'éditeur.*)

Le lendemain matin, Dumouriez fut appelé au château. Il trouva le roi dans sa chambre avec la reine, qui lui dit d'abord : « Croyez-vous, monsieur, que le roi doive supporter plus longtemps les menaces et les insolences de Roland, et les fourberies de Servan et de Clavière? — Non, madame; j'en suis indigné; j'admire la patience du roi, et j'ose le supplier de changer entièrement son ministère: qu'il nous renvoie sur-le-champ tous les six, et qu'il choisisse des hommes qui ne soient censés d'aucun parti. — Ce n'est pas là mon intention, dit le roi. Je veux que vous restiez, ainsi que Lacoste et le bon homme Duranton. Rendez-moi le service de me débarrasser de ces trois factieux insolents, car ma patience est à bout. — La chose est dangereuse, sire; mais je l'exécuterai. Je vais vous proposer des conditions. Cependant permettez que j'insiste avant tout sur ma première proposition. Je suis en butte aux trois factions qui divisent l'assemblée et Paris. Tous les journaux disent à présent du mal de moi, je suis entièrement dépopularisé; et comme ce n'est que par l'opinion qu'on peut retenir quelques fils du gouvernement, ils me sont tous échappés: je ne peux réellement pas vous être utile; peut-être même que la haine qu'on me porte nuira à votre majesté. Réfléchissez-y, sire; on va dire des trois ministres qui vous resteront, qu'ils sont devenus aristocrates et conspirateurs. Je crois qu'il vaut mieux que nous partions avec les autres. Je vous ajouterai, avec la franchise qui est un devoir, surtout dans un temps aussi dangereux, que Lacoste et moi sommes inébranlables sur la constitution. »

La reine parut chagrine; le ministre la regardait en ce moment. Le roi dit : « Je connais bien vos principes, et je sais qu'il faut que la constitution ait lieu. C'est pour cela qu'il faut que vous restiez au conseil. Dépêchez-vous de me nommer trois nouveaux ministres. — Sire, j'ai eu l'honneur de vous dire que je vous proposais des conditions. Les voici : sanctionnez les deux décrets, et nommez un secrétaire du conseil le jour même que vous choisirez trois nouveaux ministres. — Cela ne se peut pas, » dit le roi.

La reine se récria aussi sur la dureté des conditions. « Elles sont nécessaires à votre sûreté, » dit le ministre; et, se tournant vers la reine, il la conjura avec attendrissement de s'occuper du sort du roi et de ses enfants, et de se joindre à lui; et de suite il lui redit tous les arguments qu'il avait faits au roi dans le conseil, et il ajouta : « Si j'ai trouvé la sanction nécessaire avant que sa majesté m'exprimât son juste désir d'être débarrassée des trois factieux qui la tourmen-

tent, pensez combien à présent je la juge indispensable! Si le roi applique son *veto* dans cette circonstance, les trois ministres passeront pour victimes de leur patriotisme, et je ne réponds pas que sous peu de jours il n'arrive les événements les plus violents, qui vous arracheront peut-être votre couronne. Quant à moi, je préviens votre majesté que je ne peux pas aller contre mes principes. Je pense réellement comme ces trois hommes sur les trois propositions. Je peux vous assurer que Lacoste et Duranton pensent de même; je ne sais ce qu'ils feront dans cette circonstance : quant à moi, dussé-je avoir le malheur de vous déplaire, je suis forcé de vous déclarer que je ne resterai pas au conseil, si votre majesté ne sanctionne pas les deux décrets. »

Le roi se fâcha d'abord, et Dumouriez allait sortir de sa chambre; la reine le rappela, et lui dit : « Pensez, monsieur, combien il est dur pour le roi de sanctionner un décret qui amène à Paris vingt mille coquins qui peuvent le massacrer. — Madame, il ne faut pas s'exagérer le danger. Le décret dit que le pouvoir exécutif indiquera le lieu de rassemblement de ces vingt mille hommes, qui ne sont pas des coquins. Il dit aussi que le ministre de la guerre se chargera de leur donner des officiers et un mode d'organisation. Il faut que le ministre que le roi choisira indique Soissons; qu'il y nomme pour commandant un lieutenant général ferme et sage, avec deux bons maréchaux de camp. On formera ces hommes par bataillons : à mesure qu'il y en aura quatre ou cinq de rassemblés et d'armés, le ministre profitera des demandes des généraux pour les envoyer à l'une des trois armées; et ce décret, fait avec mauvaise intention, bien loin d'être nuisible, deviendra utile. — Mais êtes-vous sûr d'obtenir la permission de faire ce rassemblement à Soissons? — J'en réponds. — En ce cas, dit le roi en sortant de sa tristesse, il faut que vous preniez le ministère de la guerre. — Sire, je n'ai qu'une responsabilité légère et indirecte au département des affaires étrangères; celle de la guerre est directe, et de plus de quatre à cinq cents millions : vos généraux sont mes ennemis; je répondrai de leurs fautes. Mais il s'agit de la sûreté de votre majesté, de son auguste famille, et de la constitution : je ne balance pas. Vous voilà donc d'accord de sanctionner le décret des vingt mille hommes? — Oui, volontiers, si vous êtes ministre de la guerre; je me fie entièrement à vous.

« — Il n'y a plus de difficulté, sire, au secrétariat du conseil : choisissez vous-même un sujet en qui vous ayez de la confiance, ou

rapportez-vous-en à M. de Laporte. — Fort bien. Je lui en parlerai, et vous arrangerez cela ensemble.

« — Venons au décret des prêtres. — Oh ! celui-là, je ne peux pas m'y déterminer. — Sire, vous vous êtes mis vous-même dans la nécessité de le sanctionner, en sanctionnant le premier. — J'ai fait une grande faute, et je me la reproche. — Sire, si vous ne sanctionnez pas ce décret, cette seconde faute sera bien plus grande, car vous mettez le poignard sur la gorge de ces malheureux prêtres. »

La reine avoua que le ministre avait raison, et elle appuya fortement son opinion. Le roi était très-agité. Dumouriez le pressait très-vivement, en lui disant qu'il fallait absolument cette seconde sanction pour parvenir à son but. Enfin ce prince la promit, après avoir montré la plus grande répugnance.

Le soir même, il y eut conseil. Les trois ministres furent encore plus insolents et plus aigres qu'à l'ordinaire ; ils pressèrent le roi très-durement de donner ou de refuser sa sanction, menaçant que, dans ce dernier cas, leur démission était toute prête. Il y avait si peu de secret au château, que déjà au bout de six heures on disait dans Paris que Dumouriez avait changé de parti, et que plus de vingt feuillants s'étaient présentés à sa porte, demandant à le voir [1]. Le conseil fut très-court ; le roi le rompit avec humeur et dignité. Il écrivit le soir même un billet à Dumouriez, pour le presser de lui proposer trois ministres.

Dumouriez monta le matin au château, et proposa au roi pour ministre de l'intérieur, à la place de Roland, Mourgues de Montpellier, protestant, bon citoyen, plein d'esprit et de connaissances, qui avait travaillé à un cadastre de la France, qui était de plusieurs académies, et qui avait fait de très-bons mémoires bien constitutionnels sur la révolution. Il avait été du club de 1789, et depuis de celui des feuillants : il s'en était retiré. Il avait une grande droiture, un travail facile, et un caractère ferme : il fut agréé.

Il proposa pour ministre des affaires étrangères Emmanuel de

[1] Cette indiscrétion, si dangereuse en matière de gouvernement, est un des traits qui caractérisent le mieux le parti de la cour à toutes les époques de la révolution. On peut dire avec raison que si tous les partis commirent alors des fautes graves, aucun ne se trahit lui-même avec autant de légèreté et d'inconsidération que celui des hommes qui, à l'époque dont parle Dumouriez, s'étaient rattachés à la cour. La révolution fut servie à la fois par ses amis et ses ennemis ; et si l'on était juste, on devrait peut-être imputer ses succès autant à l'imprudence de ceux qui la combattirent, qu'à la persévérance et au courage de ceux qui l'ont défendue.

(*Note de l'éditeur.*)

Maulde, qui avait été jacobin modéré, ou Sémonville, ou Naillac, ministre à la cour des Deux-Ponts, qui était absolument neutre, ayant été fort peu de temps à Paris. Le roi préféra Naillac.

Pour les finances il lui proposa Vergennes, neveu de l'ancien ministre, qui s'était montré constitutionnel impartial; mais en avertissant le roi qu'il avait refusé la proposition, ainsi que Amelot, la Fontaine, et plusieurs autres. Le roi envoya sur-le-champ chercher Vergennes, qui, les larmes aux yeux, refusa absolument, quoiqu'en lui montrant le plus grand attachement. On convint que ce ministère, qui était le moins important, resterait vacant, pour se donner le temps de faire un bon choix; et que Mourgues, ministre de l'intérieur, se chargerait de ce portefeuille pendant l'intérim, ainsi que Dumouriez de celui des affaires étrangères, jusqu'à l'arrivée de Naillac, à qui il envoya un courrier.

Le 13 juin au matin les trois factieux eurent leur lettre de renvoi; et le 13 au soir le conseil s'assembla. Les quatre ministres, à qui il avait rendu compte des conditions de ce changement, convinrent entre eux que si le roi, après avoir obtenu ce qu'il désirait si ardemment, changeait d'avis sur la sanction, et la refusait, ils donneraient tous à la fois leur démission, pour ne pas se charger de cette faute, qui perdrait la famille royale, et pour ne pas passer pour des intrigants et des ambitieux qui avaient sacrifié leurs principes à leur élévation. Le reproche serait tombé surtout sur Dumouriez, que dès lors on regardait comme premier ministre : aussi, quelque parti qu'eussent pris ses collègues, était-il décidé à ne pas rester en place si le roi appliquait son *veto*. Hélas! ce malheureux prince ne fut que trop égaré par ses faux amis; il manqua à sa parole, et se perdit!

Pour ne pas mettre de confusion dans sa narration, Dumouriez va placer de suite ce qu'il a fait dans le nouveau département qu'il venait de prendre, pendant les quatre jours qu'il en a rempli les fonctions. Jamais homme n'est entré dans une charge publique avec autant de désavantages, et avec plus de probabilité de ne l'occuper que quelques jours : car dès le premier il était presque sûr d'être forcé de donner sa démission; dès le second il l'avait donnée. Tout autre à sa place serait resté dans l'inaction; mais il voulut au moins rendre à son successeur, quel qu'il fût, le service de remettre l'ordre et la confiance dans ses bureaux, pour lui adoucir son pénible emploi. Il voulut aussi, avant de quitter le ministère, donner de la dignité à ces places, qui, chargées d'une grande responsabilité, étaient encore dans le

cas d'être avilies par la grossièreté et la pétulance des comités correspondants avec chaque ministre, ou de l'assemblée nationale elle-même.

Dans la nuit du 13 il composa un mémoire sur le département de la guerre, et il alla le lire à l'assemblée : il rendra compte plus loin de la scène orageuse qu'il produisit. Ce mémoire a été depuis imprimé plusieurs fois et consulté ; et cette impression, que les girondistes et les jacobins avaient demandée pour en faire une pièce probante contre lui, est devenue sa meilleure justification, lorsque les esprits calmés ont pesé, d'après une froide lecture, des vérités frappantes.

Dans ce mémoire il reprochait aux législateurs d'avoir voté en quinze jours la levée de deux cent quarante mille hommes, de manière à ce que leur décret fût inexécutable. Il disait que toutes les fois que le ministre de la guerre ou de la marine proposait une levée ou un armement il devait présenter en même temps un état estimatif de la dépense ; et que l'assemblée nationale ne devait jamais donner le décret de formation sans avoir auparavant examiné l'état estimatif, et assuré par un second décret les fonds à la disposition et sous la responsabilité du ministre ; que par ce procédé on serait sûr d'avoir des troupes, au lieu qu'en ne donnant qu'un décret vague et sans fonds assignés, on ne faisait que tromper la nation, qui calculait ses forces sur la teneur des décrets, lesquels restaient sans exécution.

Il disait ensuite que, pour procéder sagement, il ne fallait jamais faire une nouvelle levée avant d'avoir complété les anciens corps. Les bataillons d'infanterie de ligne devaient être portés à huit cents hommes. On avait été obligé pour les porter à ce nombre de fondre les seconds bataillons dans les premiers, et les seconds se trouvaient n'être plus que de trois à quatre cents hommes : ainsi on n'avait réellement de disponible que cent cinq bataillons, au lieu de deux cent dix qu'on aurait eus si on avait commencé par décréter le complet de l'infanterie de ligne ; ce qui aurait procuré cent soixante et dix mille hommes d'infanterie régulière et bien organisée, pendant qu'on n'en avait que moitié.

De même on avait formé en 1791 quatre-vingt-trois bataillons de volontaires nationaux, qui ne montaient qu'à cinq cent soixante-quatre hommes chacun, y compris les officiers. Comme ils devaient être portés sur le même pied que l'infanterie de ligne, il disait qu'on aurait dû ordonner le complet de trois cents hommes par bataillon

avant de décréter la création de cent vingt nouveaux bataillons de volontaires nationaux, afin que cette nouvelle levée ne nuisit pas au complétement des quatre-vingt-trois bataillons. Si on avait complété les deux cent dix bataillons d'infanterie et les quatre-vingt-trois de volontaires nationaux, on aurait eu un corps de bonne infanterie de deux cent trente-quatre mille hommes; ce qui aurait suffi.

Il faisait les mêmes raisonnements sur l'artillerie, la cavalerie et les places. Il voulait qu'on portât l'artillerie et la cavalerie au grand complet de guerre, réglé par les anciennes ordonnances. Il y avait alors soixante-huit régiments de troupes à cheval, qui, portés au complet de huit cents hommes, auraient donné un résultat de cinquante-quatre mille hommes, au lieu qu'on n'en avait pas la moitié; et que le projet qu'on avait décrété de faire marcher à la guerre un homme par brigade de l'ancienne maréchaussée, revêtue alors du nom de gendarmerie nationale, dépouillerait les départements de leur sauvegarde contre les séditieux et les malfaiteurs, et donnerait tout au plus un renfort de deux ou trois mille hommes d'une cavalerie très-dispendieuse, sans ensemble, et inutile parce qu'elle n'avait pas l'habitude de se battre en escadron. Quant à deux nouveaux corps d'artillerie, il disait qu'ils ne pourraient pas être propres à la guerre aussitôt après leur levée; qu'ainsi c'était un abus. Il parcourait ensuite le corps des commissaires des guerres, les bureaux, les marchés, les entreprises, les établissements; il donnait des aperçus sur tout.

Il commençait et terminait son mémoire par des conseils sur les factions, sur les égards dus aux ministres. Tout cela fut mal pris; il s'y attendait. Les membres du comité militaire l'accusèrent de faire une satire amère contre son prédécesseur et contre eux-mêmes, parce qu'il dénonçait les abus, et surtout l'état déplorable des places, qu'on avait toujours annoncé à l'assemblée être dans un état formidable.

Pour réponse à cette imputation il envoya au comité les rapports qu'il avait de toutes les places; il demanda qu'on nommât des commissaires pour aller vérifier ces rapports et en rendre compte à l'assemblée.

On l'accusa aussi d'imprudence et presque de trahison, parce que son mémoire, en dévoilant la faiblesse des armées et des places, devait apprendre à l'ennemi les points où il devait nous attaquer. Il répondit que ce n'était pas sa faute si la forme publique de traiter toutes les affaires en excluait le secret; qu'il serait encore plus dan-

gereux d'endormir la nation dans une fausse sécurité, par des rapports mensongers et des décrets sans exécution; que l'ennemi connaissait notre faiblesse aussi bien que nous; que la preuve qu'il n'était pas en état d'en profiter, c'est qu'il ne l'avait pas fait, malgré le début honteux de la guerre; qu'on avait donc tout le temps de réparer le mal, en employant avec méthode les ressources immenses de la France.

Le grand écueil du ministre de la guerre était la responsabilité d'une comptabilité de plusieurs centaines de millions. La partie la plus effrayante de cette comptabilité, celle sur laquelle il était impossible qu'un ministre de la guerre ne fût pas perdu facilement, quoique intègre, était celle des marchés. De Grave s'était mis le plus à l'abri qu'il avait pu, par l'établissement d'un comité central, qui, sans partager sa responsabilité, en diminuait cependant le poids, parce qu'aucun marché ne pouvait être conclu sans passer par l'examen et la ratification de ce comité. Servan, plus audacieux, n'avait plus employé le comité central à cet usage, et passait les marchés dans son cabinet, tête à tête avec les entrepreneurs.

Dumouriez, dans un règlement qu'il composa, rétablit l'inspection du comité, et il y ajouta une mesure qui sauvait toute la responsabilité ministérielle : c'était que tous les marchés à passer seraient renvoyés au commissaire ordonnateur du département de Paris, pour être passés publiquement à l'enchère à l'hôtel de ville, devant la municipalité, après avoir été débattus devant le ministre de la guerre et son comité central.

Ce même comité devait, tous les huit jours, examiner le travail des premiers commis de chaque bureau de la guerre. Il divisa en deux parties celui des fonds, pour la facilité de sa comptabilité. Par son règlement, les premiers commis reprirent confiance. On les traitait tous d'aristocrates; ils ne s'étaient montrés que trop démocrates dans l'insurrection de Versailles.

Il écrivit à tous les généraux son opinion sur le genre de guerre qu'on devait adopter; et il exhorta Luckner, qui avait remplacé Rochambeau, à pousser vigoureusement l'expédition des Pays-Bas. Il fit marcher tous les régiments qui étaient à portée de Paris, pour renforcer son armée; et dans ces trois jours, outre son règlement qui n'eut pas lieu, il fit plus de quinze cents signatures. On va voir dans ce qui suit que cette activité est d'autant plus méritoire, que ce court espace de temps fut excessivement orageux.

Il faut reprendre le fil des événements depuis le moment de sa no-

mination. Les aristocrates et les feuillants triomphèrent d'abord avec leur imprudence ordinaire. Comme il s'attendait à ne pas rester en place, il n'avait pas voulu changer de maison. Ils vinrent en foule aux affaires étrangères pour le féliciter. Ils affectaient de répandre qu'il était passé dans leur parti. Les girondistes et les jacobins déployaient de leur côté la rage la plus violente, et ne parlaient que de l'envoyer à Orléans comme un traître. Quant à lui, il fut bientôt détrompé de l'espoir de faire en même temps le bien du roi et le salut de la patrie : il ne regrettait point d'avoir délivré ce malheureux prince des trois factieux qui l'avaient tourmenté, mais il vit avec douleur que dès le jour même le roi abusait de cette démarche.

Dans le conseil même du soir, les quatre ministres dirent au roi qu'il était instant qu'il tînt sa parole incessamment, avant que les factieux eussent le temps de monter l'esprit du peuple ; sans quoi il n'aurait plus le mérite d'avoir donné sa sanction, et on dirait que cet acte ne se faisait que par crainte. Le roi, sans avouer précisément qu'il avait changé de volonté, remit au lendemain, et annonça un conseil extraordinaire pour une heure après-midi. Dès lors les ministres se méfièrent de lui, et se renouvelèrent la promesse de se retirer tous les quatre à la fois si le conseil du lendemain 14 ne décidait pas la sanction. Il y eut de part et d'autre assez d'humeur, et le roi et ses ministres se séparèrent avec un air de réserve qui promettait un mauvais dénoûment à cette crise.

Le 14, à onze heures du matin, Dumouriez monta chez le roi, qui avait écrit au président de l'assemblée pour lui annoncer le renvoi des trois ministres et leur remplacement. Le ministre profita de ce moment où ils étaient seuls, pour le conjurer de nouveau d'être fidèle à sa parole. Louis, contre le caractère qu'il lui avait montré pendant trois mois, dissimula jusqu'à lui dire que des ecclésiastiques qu'il avait consultés étaient du même avis que lui. Il quitta le roi pour aller se présenter à l'assemblée et y lire son mémoire ; il s'attendait bien à un orage, mais il ne prévoyait pas l'incident qu'il devait rencontrer.

On s'attendait, à l'assemblée, à l'apparition du nouveau ministre. Les feuillants étaient convenus, quoi qu'il arrivât, de garder le plus profond silence. Les jacobins avaient rempli les tribunes de leurs satellites, les girondistes avaient préparé un coup de théâtre dont ils attendaient le plus grand effet. Depuis dix heures du matin, ils avaient introduit à l'assemblée les trois ministres disgraciés, sous prétexte

de rendre compte des motifs de leur renvoi; ils y avaient été reçus comme des victimes de l'aristocratie, comme des martyrs de la bonne cause.

Roland avait eu la lâcheté de lire sa lettre au roi, cette lettre qui devait être un *éternel secret entre ce monarque et lui.* C'était diriger les poignards contre ce malheureux prince. Chaque phrase de cette imprudente lettre reçut les applaudissements de l'enthousiasme ; on en décréta l'impression et l'envoi dans les quatre-vingt-trois départements, pour mieux répandre le désir de la vengeance. On jura la perte du ministre ambitieux qui voulait rétablir la tyrannie, et la lâche perfidie de Roland passa pour un acte héroïque.

C'est sous ces auspices que Dumouriez entra dans la salle. Au milieu des cris confus, des hurlements féroces qu'excita sa présence, il entendit prononcer le décret qui ordonnait l'impression et l'envoi aux quatre-vingt-trois départements de la lettre de Roland.

Comme la révolution, quelque cruelle qu'elle soit devenue, n'a pas encore fauché la totalité des nombreux spectateurs de cette séance indécente, il peut, sans crainte d'être démenti, assurer que la seule émotion qu'il éprouva fut celle de l'indignation. Il demanda très-froidement la parole, et commença par annoncer la mort du général Gouvion. « Ce brave homme est heureux, dit-il, d'être mort en combattant contre nos ennemis, et de ne pas être témoin de nos affreuses discordes. J'envie son sort. » Cette nouvelle affligeante fit une petite diversion. On délibéra sur ce que l'assemblée devait faire pour marquer son regret à la famille de ce général. Il fut décidé que le président lui écrirait une lettre.

Alors le ministre demanda une seconde fois la parole : dès qu'il eut lu le titre *Mémoire sur le ministère de la guerre*, la Gironde et les jacobins commencèrent à hurler pour qu'on ne lui permit pas la lecture. Mais comme toute assemblée est curieuse, surtout quand elle est française, on fit cesser le bruit. L'exorde de ce mémoire était contre les factions, et sur les égards dus aux ministres. Guadet s'écria, d'une voix de tonnerre : « L'entendez-vous? Il se croit déjà si sûr de la puissance, qu'il s'avise de nous donner des conseils. — Eh! pourquoi pas? » s'écria le ministre en se tournant vers la Montagne. Cette réponse hardie étonna même les plus furieux. Il continua à lire, et fut souvent interrompu par des huées; mais à deux endroits on oublia qu'on devait trouver tout détestable, et on l'applaudit universellement. Les feuillants jouissaient dans le silence.

Dès qu'il eut cessé de parler, un membre du comité militaire, nommé Lacuée, monta à la tribune pour démentir toutes les *calomnies* du ministre : celui-ci remit avec affectation son mémoire dans sa poche, comme s'il voulait l'emporter. Les girondistes s'en aperçurent : un d'eux s'écria qu'il voulait s'enfuir avec son mémoire ; qu'il fallait l'en empêcher, parce que cette pièce servirait à le confondre. Alors il le tira froidement de sa poche, et le remit à l'huissier ; celui-ci à un secrétaire, qui s'écria : « Cette pièce n'est pas signée. —Qu'il la signe ! qu'il la signe ! » s'écria-t-on avec fureur. On lui apporta une plume et de l'encre ; il signa. L'huissier voulut reprendre le mémoire : il lui fit signe de la main, se leva gravement, alla placer d'un air très-fier le mémoire sur le bureau, traversa toute la salle au petit pas, et sortit par la porte d'entrée qui est au-dessous de la Montagne, en fixant ses ennemis avec fierté. Le vrai courage a toujours eu droit d'imposer à la multitude.

Il n'y eut pas une huée, pas une parole, pas un cri. Le plus grand silence l'accompagna. Le peuple se précipitait des tribunes et des corridors de la salle, pour le voir de plus près. Il fut entouré à la porte des feuillants, et il ne vit pas sur un seul visage l'expression de la colère. Trois ou quatre députés sortirent après lui, fendirent la presse, et lui dirent avec émotion : « Ils font le diable là-dedans ; ils voudraient bien vous envoyer à Orléans.— Tant mieux, dit-il d'un air calme ; j'y prendrais des bains et du petit-lait, et je me reposerais. » Ce peu de paroles lui attira l'intérêt de tout ce peuple, et beaucoup de personnes firent son éloge. Il entra avec les députés dans le jardin des Tuileries, s'y promena, et leur dit : « L'impression de ce mémoire est une maladresse de mes ennemis, qui me ramènera tous les bons citoyens. A présent que vous êtes ivres et fous, vous venez d'élever aux nues une infâme perfidie de Roland. »

Il monta au château : le roi l'applaudit beaucoup de sa fermeté, et lui apprit que sa contenance avait atterré le parti de la Gironde, et que sur ses propositions fougueuses on était passé à l'ordre du jour. Le conseil s'ouvrit : le roi alors déclara nettement qu'il consentirait à donner sa sanction au décret des vingt mille hommes, mais qu'il ne pouvait pas se résoudre à sanctionner le décret des prêtres.

Les quatre ministres lui parlèrent l'un après l'autre avec une respectueuse fermeté ; ils lui annoncèrent qu'il se perdrait. Il leur dit que son parti était pris, et il lut un projet de lettre au président. Il leur dit ensuite : « Je vous chargerai demain de cette lettre : réfléchis-

sez-y. Un de vous la contre-signera, et vous la porterez ensemble à l'assemblée. » Jamais Louis n'avait parlé d'un ton si impératif.

Rien ne ressemblait davantage à l'ancien régime, et rien ne convenait moins à des ministres constitutionnels, responsables, et chargés de la confiance d'une nation libre. Dumouriez demanda froidement au roi s'il n'avait rien de plus à leur ordonner. *Non*, dit le prince, très-embarrassé de la démarche brusque que ses faux amis lui avaient fait faire; et il se retira avec l'air confus.

Au sortir du conseil les ministres se rassemblèrent, et convinrent d'écrire au roi pour lui demander une audience particulière pour le lendemain matin. Ils arrêtèrent qu'ils n'entreraient dans aucune explication, tous leurs arguments étant épuisés sur cette matière; mais qu'ils le supplieraient de leur accorder la liberté de se retirer.

Cependant les jacobins et les girondistes, ainsi que le maire Pétion, agissaient avec la plus grande activité, par leurs émissaires, pour agiter le peuple des faubourgs. En rentrant chez lui, Dumouriez fut averti par plusieurs billets qu'il y avait des rassemblements dans le faubourg Saint-Antoine. Il écrivit aussitôt un billet au roi pour lui annoncer cette nouvelle, qui était vraie, qui n'eut pas de suite ce jour-là, et dont l'effet fut retardé par les événements du lendemain et des jours suivants. Le roi communiqua sans doute cette lettre à ses perfides conseillers : on lui persuada que c'était un mensonge pour l'effrayer; peut-être alla-t-on même jusqu'à lui faire croire que c'était une perfidie de ce ministre.

Pendant ces trois ou quatre jours il n'a plus reconnu du tout le caractère doux et confiant de Louis, qui lui répondit : « Ne croyez pas, monsieur, qu'on parvienne à m'effrayer par des menaces; mon parti est pris. »

Il gémit de cette erreur, et il récrivit au roi : « Sire, vous me connaissez mal, si vous m'avez cru capable d'employer un moyen aussi indigne. Mes collègues et moi désirons que vous nous fassiez la grâce de nous recevoir demain à dix heures du matin. Je supplie votre majesté de vouloir bien me choisir un successeur qui puisse me remplacer sous vingt-quatre heures, vu l'instance des affaires du département de la guerre, et d'accepter ma démission. » Il fit porter ce billet important par Bonne-Carrère, pour être sûr d'en avoir une réponse, qui vint à minuit. Elle disait : « Je verrai demain mes ministres à dix heures, et nous parlerons de ce que vous m'écrivez. »

Dans le moment où le ministre avait reçu le premier billet du roi, et

qu'il lui répondait, il avait dans son cabinet quatre députés, Rouyer, Lacroix, Hérault et Delmas, du nombre des impartiaux, qui ignoraient ce qui se passait, et le croyaient très-bien avec le roi. Il leur lut le billet qu'il écrivait, qui étonna beaucoup, et dont la nouvelle répandue dessilla les yeux de tous les impartiaux de l'assemblée, qui jugèrent alors que le ministre n'était ni un traître ni un ambitieux; ce qui leur donna dès lors de grands préjugés contre le parti de la Gironde. Il en prit occasion pour leur reprocher les applaudissements qu'ils avaient prodigués à la perfidie de Roland, qui, par la lecture et la publicité de sa lettre, travaillait indignement à provoquer les assassins, et à diriger tous les poignards sur la poitrine du malheureux Louis [1].

Il reçut dans la même soirée une autre visite très-différente. Il connaissait depuis trente ans un homme de beaucoup d'esprit, très-initié dans la faction des feuillants, qui, sous prétexte d'affaires, avait obtenu de lui plusieurs rendez-vous particuliers, dans lesquels, sachant sa brouillerie avec la Gironde et avec ses trois collègues, il avait cherché plusieurs fois à l'engager à se joindre aux feuillants. Il lui avait toujours répondu négativement.

A cette dernière entrevue cet homme leva le masque, et, prenant l'air du plus grand intérêt, lui dit : « Mon ami, je ne viens plus vous faire des propositions de la part de notre parti. Vous êtes perdu si vous ne vous jetez dans nos bras : c'est votre dernière ressource, et nous vous tenons. Vous serez victime de tous les côtés si vous ne consentez pas à faire demain de bonne grâce un coup de vigueur, que je ferai valoir. — Quel est ce coup de vigueur? *dit le ministre en souriant.* — C'est de vous dépêcher de contre-signer vous-même la lettre que le roi veut que vous portiez au président, de peur qu'un autre n'en ait le mérite. Dans ce cas, nous vous raccommoderons avec la Fayette, qui vient exprès à Paris pour vous poursuivre. C'est le dernier conseil d'un ami. — Vous êtes des êtres atroces, *lui dit le ministre sans s'émouvoir;* mais vous n'êtes que des enfants. Vous égarez le roi et la reine, vous les perdrez : vous vous croyez les plus forts, vous n'êtes tous que des intrigants. Vous pouvez dire cela à votre parti ; et je vous conseille à vous, qui faites ici l'office d'ami, de vous tirer de cette clique, qui finira mal. »

[1] Ces accusations contre Roland sont extrêmement graves. Mais où sont les preuves? Il ne serait pas juste de les adopter sans consulter les Mémoires de sa femme. (*Note de l'éditeur.*)

Cette conversation lui mit à découvert toute la conduite des feuillants. Voyant qu'ils ne pouvaient pas enrôler le ministre malgré sa brouillerie avec la faction opposée, ils avaient travaillé à le perdre en le jouant; et malheureusement ils avaient engagé la reine dans cette intrigue, plus puérile encore que perfide.

Il était donc très-clair que cette faction avait d'abord trompé le roi et la reine, pour les amener à tromper eux-mêmes Dumouriez; et, après avoir enferré celui-ci, ils voulaient en faire ou leur victime ou leur esclave. Il gémit sur cette atrocité mal concertée, qui ne faisait que le débarrasser d'un cruel fardeau, mais dont tout le danger allait retomber sur la famille royale.

Le 15, à dix heures du matin, les ministres se rendirent chez le roi, qui les reçut dans sa chambre. Duranton porta la parole, et dit respectueusement, et même avec tendresse, qu'ils venaient, avec tout le regret possible, lui offrir tous ensemble leur démission, parce qu'il leur était impossible de se résoudre, contre leur opinion et contre leur conscience, ainsi que contre son propre intérêt, à contresigner sa lettre au président. Comme il voulut parler du danger de la responsabilité, Lacoste l'interrompit vivement, et dit : « Ce n'est pas notre responsabilité qui nous arrête, sire, c'est votre danger; et nous vous conjurons de le faire cesser. » Ce prince était très-agité. Il se tourna vers Dumouriez, et lui dit : « Êtes-vous toujours dans les mêmes sentiments de votre lettre d'hier au soir? — Oui, sire, si votre majesté ne se laisse pas toucher par notre fidélité et notre attachement. — Eh bien, *dit le roi avec un air très-sombre*, puisque votre parti est pris, j'accepte votre démission; j'y pourvoirai. » Mourgues lui présenta un papier, en lui disant : « Sire, voici la mienne; je la donne avec bien du regret. » Le roi la prit. Les deux autres n'avaient pas apporté la leur, mais l'avaient donnée de bouche.

En sortant de la chambre du roi, il fut abordé par le duc de Nivernois, Laporte et Septeuil, qui furent consternés quand il leur dit que c'en était fait. Romainvilliers, commandant de la garde nationale, vint lui demander ses ordres, parce qu'il y avait de nouveaux mouvements dans les faubourgs : « Allez prendre ceux du roi, et ne perdez pas de temps. Je ne suis plus rien; le roi vient d'agréer ma démission. » Cette nouvelle fit en ce moment dans le château une impression douloureuse, à ce qu'il parut.

Il était lui-même très-affecté, non pas de quitter une place dangereuse, et qui ne lui avait procuré, pendant trois mois, qu'une existence

pénible et agitée, mais de voir toutes ses peines perdues, et le roi livré à la fureur de ses cruels ennemis par l'indiscrétion criminelle de ses faux amis. Il attendit chez lui toute la journée ses deux successeurs; car, quoique Naillac fût nommé et en route (il arriva trois jours après), il calcula bien que sa nomination ne tiendrait pas, et que la faction triomphante allait former un conseil tout feuillant, dont Naillac serait exclu.

Le soir du 15, il écrivit un second billet au roi, pour lui mander que, dans une circonstance aussi critique que celle où l'on allait se trouver, il croyait qu'il n'était pas prudent de laisser le ministère de la guerre vacant, à cause des relations nécessaires avec la garde nationale de Paris : il n'eut point de réponse. Le lendemain 16 se passa de même; il signa encore quelques expéditions absolument nécessaires pour les deux départements dont il était chargé, avec beaucoup d'impatience de se voir libre. Alors tout Paris et l'assemblée savaient que sa démission était donnée, et on fut peut-être étonné qu'il n'allât pas, comme Roland, se présenter lâchement pour en expliquer les motifs.

Il n'eut pendant ces deux jours aucune communication directe avec le château; mais il fit avertir la reine de ses dangers par une dame qu'elle aimait beaucoup, et lui fit donner le conseil d'engager son auguste époux à sanctionner les deux décrets; conseil bien dénué d'intérêt personnel, puisque sa démission était donnée et acceptée. Il a su depuis que cette princesse, abusée, lui avait su très-mauvais gré de cet avis. Enfin, le 17 au matin, il vit entrer chez lui Chambonas, à qui il remit le portefeuille des affaires étrangères, et Lajard, à qui il remit celui de la guerre. Il se retira chez le baron de Schomberg, son neveu.

Le nouveau conseil fut composé de Duranton et Lacoste, que le roi força l'un et l'autre à rester, parce que les courtisans calculèrent qu'il fallait qu'il se donnât un air d'impartialité, et peut-être un moyen de traiter de nouveau avec la Gironde, en gardant Duranton, qui avait été entièrement donné par eux. On abusa même de ce bon homme, au point de lui faire contre-signer et porter à l'assemblée le *veto*. Il pensa en être la victime, et il fut trop heureux, trois jours après avoir fait cet acte de faiblesse, de se faire renvoyer, et d'aller se cacher dans sa province.

Quant à Lacoste, il resta malgré lui en place, demandant tous les jours un successeur; ce qui n'était pas facile à trouver. Il fut enveloppé dans la catastrophe du 10 août suivant. Ses confrères s'enfui-

rent; lui, qui n'avait rien à se reprocher, ne se cacha point; il resta à son poste, fut mis en prison, et ensuite en jugement.

Chambonas fut ministre des affaires étrangères : c'était un homme aimable, qui n'avait aucune connaissance dans cette partie. Lajard fut ministre de la guerre : il avait été de l'état-major parisien de la Fayette. Terrier de Monciel, fameux feuillant, homme d'esprit, fut ministre de l'intérieur, et Dejoly, de la même faction, fut ministre des finances.

Ce ministère débuta sous de très-mauvais auspices le 17 juin. Cinq jours après, il fut présent aux injures faites au roi dans son appartement. L'espoir de se venger, et les intrigues de la cour, le jetèrent dans des mesures téméraires et coupables, qui ont perdu le roi le 10 août. Il s'était déjà fait des changements. Un jeune homme, nommé d'Abancourt, avait remplacé Lajard. Dumouriez, alors à l'armée, n'ayant conservé aucune correspondance à Paris, ne se rappelle pas qui a remplacé Duranton.

Il écrivit encore au roi pour lui demander, pour le 8 au matin, un rendez-vous, afin de finir avec lui son dernier travail de comptabilité des dépenses secrètes des affaires étrangères. Cette dernière conférence lui ayant été accordée, il monta au château. Dès qu'on l'y vit on s'imagina qu'il allait rentrer en place, et plusieurs personnes l'entourèrent pour l'en féliciter.

Le roi le reçut dans sa chambre. Ce prince avait repris son air de bonté : Dumouriez était très-ému. Il présenta ses comptes de la dernière quinzaine; car, bien différent en cela de ses prédécesseurs, il avait accoutumé le roi à faire ce travail tous les quinze jours. Il lui apportait la feuille double, ne contenant que les sommes et les époques, mais sans spécification des personnes à qui l'on payait. C'était cette pièce qu'il envoyait au comité diplomatique. Mais en même temps il présentait au roi une feuille détaillée, avec la liasse de toutes les quittances. Ce prince les examinait très-curieusement, et dès qu'il avait signé la grande feuille le ministre et lui brûlaient ensemble et la feuille explicative et les quittances. Ils y mettaient même un grand scrupule. Autrefois le roi gardait la feuille; mais Dumouriez, qui se méfiait de toutes les personnes qui entouraient ce prince, avait si fort insisté sur sa suppression que Louis par honnêteté, et pour ne compromettre personne, y avait consenti.

Quand ce travail fut fini il lui remit les six feuilles de comptabilité des trois mois qu'il avait géré ce département; il lui laissa une feuille générale signée de lui, une autre qui lui donnait l'état des

caisses de ce ministère, qu'il laissait fort riches. Le roi lui donna des marques de satisfaction de la netteté de ce travail, et lui dit : « Vous allez donc joindre l'armée de Luckner? — Oui, sire ; je quitte avec délices cette affreuse ville. Je n'ai qu'un regret ; vous y êtes en danger. — Oui, certainement, dit Louis en soupirant. — Eh bien, sire, vous ne pouvez plus imaginer que je vous parle par quelque intérêt personnel ; une fois éloigné de votre conseil, je ne vous approcherai plus : c'est par fidélité, c'est par l'attachement le plus pur que j'ose encore une dernière fois vous supplier, pour l'amour de votre patrie, pour votre salut, pour celui de votre couronne, de votre auguste épouse, de vos enfants intéressants, de ne pas persister dans la funeste résolution d'appliquer votre *veto* aux deux décrets. Cette obstination ne servira à rien, et vous vous perdrez. — Ne m'en parlez plus ; mon parti est pris.

« — Ah ! sire, vous m'aviez dit la même chose, lorsque dans cette même chambre, devant la reine, vous me donnâtes votre parole de les sanctionner. — J'ai eu tort, et je m'en repens. — Sire, je ne vous verrai plus. Pardonnez-moi ma franchise ; j'ai cinquante-trois ans et de l'expérience. Ce n'est pas alors que vous avez eu tort, c'est à présent. On abuse votre conscience sur le décret des prêtres, on vous conduit à la guerre civile : vous êtes sans force, vous succomberez, et l'histoire, tout en vous plaignant, vous reprochera d'avoir causé les malheurs de la France par des scrupules déplacés. Voyez quel ridicule elle a imprimé sur Jacques II ! Je crains encore plus pour vous vos amis que vos ennemis. »

Le roi était assis près de sa table, où il venait de signer. Dumouriez était debout à côté de lui, les mains jointes. Louis étend sa main sur les siennes, et lui dit très-douloureusement : « Dieu m'est témoin que je ne veux que le bonheur de la France. — Je n'en doute pas, sire, dit Dumouriez les larmes aux yeux, et pénétré de la plus vive sensibilité. Vous devez compte à Dieu, non-seulement de la pureté, mais aussi de l'usage éclairé de vos intentions. Vous croyez sauver la religion ; vous la détruisez. Les prêtres seront massacrés, votre couronne vous sera enlevée. Peut-être même vous, votre épouse, vos enfans... » Il colle sa bouche sur la main de Louis, qui, de son côté, répand des larmes. Ils restent un moment en silence.

Le roi lui serrait la main. « Sire, si tous les Français vous connaissaient comme moi, tous nos maux seraient bientôt finis. Vous désirez le bonheur de la France : eh bien, il exige le sacrifice de vos

scrupules. Ceux qui vous les inspirent sont aveuglés par leur intérêt mal entendu, et par l'esprit de faction, qui égare tout le monde dans ce temps de révolution. Vous vous êtes sacrifié dès 1789 à votre nation : continuez, les troubles cesseront, la constitution s'achèvera, les Français rentreront dans leur caractère, et le reste de votre règne sera heureux; sa stabilité sera fondée sur des lois fixes. S'il y avait eu avant vous une constitution, vous n'auriez pas éprouvé tous les maux qui vous assiégent. Vous êtes encore le maître de votre sort, votre âme est pure; croyez-en un homme exempt de factions et de préjugés, qui vous a toujours dit la vérité. — Je m'attends à la mort, dit le roi tristement, et je la leur pardonne d'avance. Je vous sais gré de votre sensibilité; vous m'avez bien servi, je vous estime; et s'il vient un temps plus heureux je vous en donnerai des preuves. »

Il se leva précipitamment, et alla se mettre à une fenêtre au fond de sa chambre. Dumouriez ramassa lentement ses papiers, pour se donner le temps de composer son visage, et de ne pas laisser apercevoir son trouble aux courtisans en sortant. Cette longue conférence leur avait sûrement donné beaucoup de curiosité. Le roi, qui l'entendit ouvrir la porte, fit quelques pas pour se rapprocher, et lui dit très-affectueusement : « Adieu; soyez heureux. »

Cette dernière entrevue est toujours restée profondément gravée dans l'âme de Dumouriez. Certainement elle doit s'être souvent retracée à la mémoire de ce monarque infortuné, dans sa prison et à l'époque de sa mort. Il rencontra, en sortant, son ami Laporte, qu'il vit aussi alors pour la dernière fois. Ils s'enfermèrent dans une chambre; il lui raconta en détail cette scène touchante. Laporte lui dit : « Tu m'avais conseillé de demander ma retraite, j'en avais eu l'intention; mais j'ai changé de résolution : mon maître est en danger, je partagerai son sort. — Si j'étais attaché comme toi au service personnel du roi, lui répondit son ami, je penserais et j'agirais de même. J'estime ton dévouement, je t'en aime encore davantage; chacun de nous est fidèle à sa manière : toi à Louis, moi au roi des Français. Puissions-nous un jour tous les deux nous féliciter avec lui de son bonheur! » Ils se donnèrent le dernier embrassement avec des larmes.

Il rentra chez lui, et ne retourna plus au château, ni à l'assemblée, ni dans aucun lieu où il aurait pu rencontrer des députés, de quelque faction qu'ils fussent, ou des ministres, ou des gens de la cour. Vivant pendant neuf jours au sein de l'amitié, avec son neveu et sa nièce, dans un quartier fort éloigné; ne fréquentant que des pro-

menades solitaires avec quelques amis ; occupé de sa comptabilité, il apprit le 21, avec la plus grande douleur, l'insulte faite au roi. Il ne pouvait lui être d'aucun secours : il se tint renfermé chez lui, et Lacoste vint lui en raconter les détails. La noble tranquillité du roi, le courage majestueux de la reine et de madame Élisabeth, renouvelèrent toute sa sensibilité. Le fidèle Lacoste avait montré le plus grand courage, et s'était toujours tenu auprès du roi. Il lui dit qu'au conseil précédent, à propos d'une dépêche, ce prince avait fait son éloge. Il pria son ancien collègue de l'assurer de son respect et de son dévouement.

Le 19, il écrivit au président de l'assemblée, et lui envoya son compte, en lui mandant qu'il n'en avait aucun à produire pour les trois jours qu'il avait été ministre de la guerre, parce qu'il ne s'y était fait aucune dépense que sur la comptabilité de son prédécesseur. Il lui annonça qu'il désirait avoir au plus tôt un décret qui le rendît à ses fonctions militaires, et qu'il n'attendait que ce décret pour partir pour l'armée du maréchal Luckner. Dès le lendemain le rapporteur du comité diplomatique rendit compte de la comptabilité de l'ex-ministre ; et ayant dit qu'elle était en règle, il reçut le décret le 24, et partit le 26.

Ce compte était très-net et très-court ; il était en trois parties, sur trois feuilles. La première contenait la dépense ostensible des trois mois de sa gestion; elle était accompagnée des pièces et quittances. On y voyait les économies qu'il avait faites, qui laissaient un fonds de caisse considérable, sans toucher au courant. Elle était appuyée de la décharge de son successeur Chambonas. La seconde feuille contenait un certificat, signé du roi, de la dépense secrète des deux cent cinquante mille livres par mois, attribuées de tout temps aux affaires étrangères ; il restait sur les sept cent cinquante mille livres des trois mois près de trois cent mille livres. Ainsi cette dépense courante secrète ne s'était pas élevée à plus de quatre cent cinquante à cinq cent mille livres ; et cependant il y avait eu pendant le premier mois beaucoup de payements abusifs sur les bons des prédécesseurs. Il y avait aussi tous les arrérages des pensions secrètes à des étrangers, et quelques dépenses payées sur des ordres verbaux du roi. La troisième partie était une feuille à part de la dépense secrète, prise sur les fameux six millions : elle montait en tout à quatre cent cinquante mille livres. Ainsi il restait en caisse, chez Amelot, cinq millions cinq cent cinquante mille livres.

La surprise de l'assemblée fut extrême. On avait dit, publié, imprimé, que Dumouriez avait certainement mangé ces six millions, puisqu'il n'avait jamais voulu les confier à son trésorier Bidermann ; et on avait toujours cru qu'il les tenait chez lui, parce qu'il n'avait jamais dit qu'il les avait laissés en dépôt à la caisse nationale. Les députés de tous les partis allèrent eux-mêmes vérifier le fait à la caisse d'Amelot ; les jacobins y envoyèrent des émissaires ; et alors tout le monde rendit justice au désintéressement et à l'économie de cet ex-ministre.

Brissot était rapporteur du comité diplomatique : ainsi il fallait que les comptes du général Dumouriez fussent très-exacts pour qu'il n'y trouvât pas à redire. Il était lié avec Bidermann et Clavière, et leurs ennemis avaient répandu des pamphlets qui les accusaient de n'être devenus ennemis du ministre que parce qu'il n'avait pas voulu remettre entre leurs mains les six millions pour les agioter et pour soutenir un achat de treize mille actions de la compagnie des Indes. Brissot avait porté un défi au ministre, en lui prescrivant de démentir cette calomnie ; celui-ci n'avait pas daigné répondre. Le vindicatif Brissot aurait bien voulu trouver jour à attaquer sa comptabilité ; mais il fut au contraire forcé de la déclarer exacte.

Ces mêmes jacobins, qui furent justes alors, ont depuis accueilli l'affreuse calomnie d'Hassenfratz, qui l'a accusé d'avoir volé douze cent mille livres sur les marchés des Pays-Bas, ou de s'être emparé de l'emprunt d'Anvers ; accusation absurde, car il eût fallu qu'il se donnât beaucoup de complices, au lieu que sur les six millions il en pouvait mettre un, deux ou trois dans sa poche, sans que personne le sût, et sans être obligé d'en rendre compte. Les Français furent justes envers lui à l'époque de sa sortie du ministère. Ils ont été injustes depuis, parce que les crimes qu'ils avaient commis dans l'intervalle les avaient rendus atroces. Il est bien éloigné de confondre toute la nation dans ce jugement sévère. Tous les honnêtes gens de la France, et c'est encore le plus grand nombre, mais il n'est pas encore temps qu'ils se montrent, ont toujours été justes envers lui, comme lui envers eux.

FIN DES ÉCLAIRCISSEMENTS HISTORIQUES ET PIÈCES OFFICIELLES.

Universitas BIBLIOTHECA Ottaviensis

TABLE

DU TOME ONZIÈME.

Pages.

INTRODUCTION 1

LIVRE PREMIER.

CHAP. Ier. — Naissance et éducation du général Dumouriez. 9
— II. — Guerre de sept ans. 15
— III. — Voyage en Italie et en Corse. 28
— IV. — Voyage en Espagne et en Portugal. 45
— V. — Guerre de Corse. — Campagne de 1768. 59
— VI. — Guerre de Corse. — Campagne de 1769. 78
— VII. — Guerre de Pologne. (1770). 92
— VIII. — Guerre de Pologne. (1771). 119
— IX. — Retour en France. 147
— X. — Révolution de Suède. 152

LIVRE DEUXIÈME.

CHAP. Ier. — La Bastille. 157
— II. — Château de Caen. — Mariage. 185
— III. — Missions particulières (1775, 1776, 1777). 192
— IV. — Commandement de Cherbourg. — Guerre d'Amérique. . 201

LIVRE TROISIÈME.

CHAP. Ier. — Camp de Valenciennes. 220
— II. — Camp de Maulde. 227
— III. — Mouvement des armées. — Arrivée du lieutenant général Dillon. — Conseil de guerre. 250
— IV. — Camps de Maulde, de Maubeuge, de Pont-sur-Sambre. — Journée du 10 août. — Serment des troupes. — Insurrection de la Fayette. 257
— V. — Commissaires de l'assemblée nationale. — Dumouriez général en chef; il va en Champagne. — État de l'armée de la Fayette. 245
— VI. — Combat de Stenay. — Prise de Verdun. — Camp de Grand-Pré. 254
— VII. — Kellermann commande l'armée de la Moselle. — Luckner à Châlons. — Consternation de Paris. — Les Prussiens devant Grand-Pré 264

Pages.

CHAP. VIII. — Les ennemis forcent la Croix-aux-Bois. — Retraite du camp de Grand-Pré. 273
— IX. — Camp de Sainte-Menehould. — Jonction de Beurnonville et Kellermann. — Combat de Valmy. 284
— X. — Position des Prussiens. — Embarras du général Dumouriez. 293
— XI. — Suspension d'armes. — Négociation. — Manifeste du duc de Brunswick. — Cessation de la suspension. 302
— XII. — Retraite des Prussiens. 309
— XIII. — Événements dans le département du Nord. 316
— XIV. — Réflexions. 322

LIVRE QUATRIÈME.

CHAP. Ier. — Dumouriez à Paris. 331
— II. — Plan de campagne général. 337
— III. — Plan de campagne des Pays-Bas. 346
— IV. — Premier mouvement des armées. — Combats de Thulins et Boussu. 357
— V. — Bataille de Jemmapes. 364
— VI. — Berneron à Ath. — Prise de Tournay et d'Ostende. . . . 374
— VII. — Prise de Mons. — Combat d'Anderlecht. — Entrée dans Bruxelles. 377
— VIII. — Siége d'Anvers. — Combat de Tirlemont. 382
— IX. — Combat de Varoux. — Entrée dans Liége. — Prise du château de Namur. 389
— X. — Embarras politiques. — Miranda à Buremonde. 394
— XI. — Prise d'Aix-la-Chapelle. — Quartiers d'hiver. 402
— XII. — Réflexions sur la campagne des Pays-Bas. 410
Éclaircissements historiques et pièces officielles. 415

FIN DU TOME XI.

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

The Library
University of Ottawa
Date due

FEB 19 1988

a39003 001384196b
DC 131 .A2B6 V11 1878
DUMOURIEZ, CHARLES FRA
MEMOIRES DU GENERAL DU

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 07 04 06 12 05 3